LES DISCORDES ENTRE LES "NEUF" ET LA CRISE MONDIALE DU CAPITALISME

15-12-74 (pages centrales) J. POSADAS

Les taches pour organiser la gauche dans le Parti Travailliste

15-9-74 J. Posadas

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU
PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

13e année — 7 F.B. — n° 237 — 10/1/1975 — Hebdomadaire

Abonnem. 12 num. 70 F
Abonnem. 24 num. 150 F
Abonnem. de soutien 300 F
Correspondance
B.P. 273 Charleroi
C.C.P. 9762.34 de C. Polet

la crise du capitalisme, exige une politique de classe des syndicats et le front de la gauche a bref delais

EDITORIAL

Le capitalisme se trouve confronté à une concurrence sans cesse accrue et cela non seulement entre les différents pays européens mais aussi entre ces derniers et l'impérialisme américain et japonais. Mais le capitalisme doit aussi faire face, et c'est chaque fois plus difficile pour lui, à la concurrence avec les Etats Ouvriers, l'URSS, qui eux ne subissent pas cette crise.

Auparavant, comme le développe le camarade Posadas dans les documents sur la crise du capitalisme, ce dernier résolvait toutes ses crises par la guerre.

Pourquoi aujourd'hui la lutte et la o concurrence acharnée qu'ils se font n'entraînent-elles pas la guerre ? Ils ont suffisamment de motifs pour la faire. Mais ils sentent que ceux qui en profiteraient seraient les masses, la classe ouvrière, les Etats Ouvriers. Le résultat de la première guerre mondiale résultant de la crise capitaliste était le Premier Etat Ouvrier et, postérieurement, celui de la deuxième guerre mondiale c'était la création de 14 Etats Ouvriers.

Le capitalisme augmente en concentration mais pas comme un résultat de sa force, de sa capacité ou de sa puissance. C'est la seule voie qui lui reste. Les multinationales qui se développent en sont le résultat. Celles-ci ont une capacité financière accrue, mais cette capacité est unie à une diminution de la base sociale d'appui au capitalisme et, en même temps, elles produisent sur le plan local l'approfondissement de la crise du capitalisme.

La Belgique fait partie de cette chaîne et la crise, le chômage, la diminution du pouvoir d'achat des masses sont les formes par lesquelles le capitalisme fait retomber sa propre crise sur les masses.

Dans de telles conditions, il est nécessaire que les syndicats et les Partis ouvriers mènent une politique beaucoup plus décidée et qu'ils ne se contentent pas de quelques augmentations que le capitalisme reprend deux jours après avec les augmentations des prix.

Il est très important d'analyser le rôle des syndicats dans les dernières conventions collectives en Italie. Les syndicats, à travers l'action de l'ensemble de la classe ouvrière et de la population, ont imposé de sérieux reculs au capitalisme. En premier lieu, ce sont les syndicats qui ont organisé le refus de payer les augmentations de loyers, des moyens de transports en commun, les augmentations de l'électricité et ils ont imposé que ce soient les organismes de la classe ouvrière qui décident en dernière instance de ces mesures. Ce sont des formes de double pouvoir fort avancées.

Un autre exemple fort important c'est qu'après une lutte dure contre les capitalistes de la Fiat, la classe a imposé qu'il n'y ait aucun licenciement, obtenu des augmentations ainsi que le droit des syndicats de décider sur les cadences. Tout cela dans un pays comme l'Italie où la capacité

(Suite page 4)

LA FONCTION DE L'ARMEE DANS LE PROCESSUS DE LA REVOLUTION PERMANENTE EN ETHIOPIE

20 12 1974 J. Posadas

En Ethiopie, l'armée fonctionne comme un Parti, sans être un Parti. Elle exerce la fonction d'organiser le pays pour passer à un niveau supérieur. Les militaires ne le comprennent pas encore, mais ils le font parce qu'ils veulent fonctionner comme direction du pays. L'armée doit fonctionner ainsi, mais en s'unissant aux étudiants, au petit noyau d'ouvriers et aux militants politiques de gauche.

Quand l'armée en vient à être transformée, en tant que structure, en tant qu'institution, c'est parce que l'influence mondiale de la révolution est très profonde. Il ne s'agit pas d'un fait partiel qui se déroule en Ethiopie, mais d'un fait mondial qui trouve son expression en Ethiopie. La révolution transforme l'institution en tant que telle, et la fait servir à des fins étrangères à celles pour lesquelles elle fut créée. C'est une forme supérieure à toutes les autres. Il se produit le même processus qu'en Libye, mais à un niveau encore supérieur, parce que cette révolution en Ethopie a une importance historique beaucoup plus grande que la Libye, même s'il s'agit d'un pays plus arriéré encore que la Libye. L'armée éthiopienne est beaucoup plus puissante et elle a été préparée par l'impérialisme à exercer une fonction beaucoup plus importante qu'en Libye.

Quand les militaires se transforment en tant qu'institution, c'est que l'influence de la révolution, et la réception de cette influence sont très profondes. Cela signifie qu'il existe des couches de militaires très proches du marixisme. Ils n'ont pas l'éducation, la préparation marxiste, mais ils ont les sentiments, la volonté, la décision de réaliser la transformation de l'Ethiopie.

Quand l'insitution militaire, en tant que telle, transforme sa fonction, cela indique que de grands évènements sont proches ; cela ne veut pas dire que la guerre va éclater maintenant, ni que les Yankees vont envahir l'Arabie Séoudite. Ces faits ont leur importance, mais la signification la plus grande de l'Ethiopie, c'est qu'elle est l'indice de transformations dans d'autres armées du monde. L'Ethiopie est l'indice du degré d'évolution et d'influence de la révolution sur toutes les armées du monde, qui voient la supériorité scientifique et technique des Etats Ouvriers. De plus, les militaires sentent qu'ils s'identifient à la population, qu'ils peuvent accomplir une fonction utile. Ils voient que leur propre fonction s'invertit ! Ils sentent qu'ils peuvent agir, non plus comme l'instrument d'un secteur contre les autres, mais comme un instrument de progrès.

Ces faits montrent l'affaiblissement, le début – et même le développement – de la désintégration du sentiment de "patrie". Les militaires, sans perdre encore le sentiment ou la conscience de "la patrie", n'agissent plus en fonction d'elle. Ils voient que la notion de "patrie" est un mensonge. Pour eux, la patrie ce ne sont pas les capitalistes, mais l'intérêt de la population, d'est à dire du peuple exploité. Ils sont en train d'inverser le sens de "la patrie". La patrie pour eux, ce n'est pas le capitaliste, le maître, celui qui détient de pouvoir, mais, c'est la nécessité de développer le pays. Ils voient un régime social supérieur dans les Etats ouvriers. La guerre contre ceux-ci provoque chez les militaires un sentiment d'aversion, parce qu'ils y voient un régime social supérieur à celui dans lequel ils vivent. Cela affaiblit tout leur sentiment de patrie et élève leur sentiment de progrès. Avant même d'entrer en guerre contre les Etats ouvriers, toutes ces armées sont attirées et à moitié gagnées.

Un autre aspect des prises de positions des militaires montre l'influence que nous avons sur eux : à propos des problèmes de l'Erythrée, leur position était de refuser l'autonomie. Maintenant, ils l'acceptent et admettent de faire une fédération entre Ethiopie et Erythrée. Ils se mêlent de problèmes qui n'ont rien à voir avec les militaires : ce sont des problèmes d'organisation sociale, politique, qui requièrent confiance et perspective. Ces problèmes exigent la confiance dans des méthodes non militaires, dans l'organisation politique. Cette confiance leur vient de notre influence, et de celle des Etats ouvriers. Les militaires apprennent à déterminer leur compréhension militaire sur la base d'une compréhension politique, qu'ils acquièrent de la révolution et de l'histoire du monde.

Ce sont des changements mondiaux, qui s'expriment dans les points les plus faibles des appareils capitalistes, parce qu'ils peuvent s'y manifester plus directement : Ethiopie, Portugal, Libye. Mais ils s'expriment également dans de grands pays capitalistes, en France par exemple. L'armée française vit une crise intérieure très, très grande. Il faut tirer des conclusions, de façon à voir l'influence dans tous ces pays : France, Angleterre, Italie, Allemagne, et même aux Etats Unis. L'influence ne pénètre pas en Ethiopie, ou au Portugal du fait que ce sont des pays très arriérés. Il est certain que les conditions de pays arriéré permettent à l'influence de pénétrer avec une portée plus importante. Mais l'effet du processus est commun à tous les pays.

Les journaux communistes doivent faire des articles pour montrer ce processus en cours dans les armées de Libyé, du Pérou. Le Pérou vient d'adopter une très belle position : "avant la Constitution, il y a la révolution". Il faut mener une campagne publique, écrire des textes quotidiens, permanents expliquant comment l'influence de la révolution provoque des transformations des relations dans les armées et gagne des gens. Ils ne sont pas gagnés par la méthode de la persuasion, mais par la méthode d'organisation de la volonté d'intervention des masses. Il faut montrer aussi comment l'armée éthiopienne est en train de fonctionner, comme un organisme politique, et non plus comme organisme militaire.

Il faut considérer que ce processus est une progression d'une marche entreprise depuis pas mal de temps – entre autres par la Chine ; il exerce une influence historique très grande, qui affaiblit de plus en plus la structure, l'appareil, la force du système capitaliste. Le fait que les militaires fonctionnenet directement comme un Parti, avec un programme, une politique, des objectifs de Parti, et prennent des positions – comme celle sur l'autonomie de l'Erythrée qui requierent des antécédents et une certaine tradition et compréhension politique, indique l'influence très profonde que la révolution exerce sur eux.

L'erreur de ces militaires, des étudiants, des ouvriers, des militants et dirigeants communistes, de gauche en Ethiopie, est de ne pas voir que leur force ne provient pas de l'intérieur, mais de l'influence de la révolution mondiale. Ils ne voient pas que l'influence de la révolution mondiale a affaibli l'appareil de l'impérialisme, l'empêche d'intervenir, d'influencer et de donner aux couches capitalistes la force de s'organiser et de maintenir le système féodal. Ce sont les forces de la révolution mondiale qui affaiblissent toute la structure du système capitaliste et font avancer les militaires, les étudiants, les techniciens, les ingénieurs dans la conviction que pour progresser il y a un régime supérieur au système capitaliste.

Leur avance se réalise sous une double forme : ils voient que le système capitaliste est caduque, qu'il est au bout du rouleau ; qu'on ne peut faire sortir l'Ethiopie de son retard féodal avec un programme de développement capitaliste ; ils

suite page 4

LES TACHES POUR ORGANISER LA GAUCHE DANS LE PARTI TRAVAILLISTE

15-9-74

J.POSADAS

Il faut accorder une très grande importance aux formes dans lesquelles vont se développer les préparatifs, les mouvements vers l'organisation d'une gauche dans le Parti Travailliste Anglais. Il n'existe pas un mouvement organisé. Mais nous réitérons et élargissons nos analyses antérieures : le Parti Travailliste, de par sa nature, de par ses racines au sein de la bourgeoisie, a un appareil qui contrôle et domine, en s'appuyant sur l'aristocratie ouvrière. Cet appareil, maintenant comme avant, domine le Parti et même les Trades Unions. Mais depuis 15 ans, et même depuis l'époque d'Attlee, ils doivent faire une série de concessions continues, de type programmatique. Il n'y a pas de possibilité d'un mouvement de rupture et d'organisation d'un nouveau parti, le prolétariat a montré sa ferme adhésion au Parti Travailliste. Il ne rompt pas avec lui. Le fait que le Parti Communiste continue à être une petite secte, est l'expression vive de cela. Il faut donc établir tous les pronostics, tous les calculs, toutes les perspectives sur la base du Parti Travailliste. On ne peut pas faire de calculs en dehors de lui.

Les prévisions de croissance, d'influence, dans des cercles intellectuels, ou de dirigeants ouvriers ne peuvent être que très limitées. Tout mouvement de masses est indiscutablement soumis au Parti Travailliste. L'avant-garde prolétarienne, sans avoir une conscience programmatique, a une notion historique, une intuition, un flair historique de la proximité du règlement final des comptes. Elle le voit, l'observe. Quand des généraux en viennent à se soulever, comme en Ethiopie, contre le Négus qu'ils soutenaient avant, et se décident aujourd'hui à l'abattre, et à commencer la rupture, la liquidation du royaume (c'est un processus en marche, qui en est à une première phase à cause de la lutte intérieure) ; quand ce même processus arrive au Portugal, en Turquie, cela signifie que l'influence du processus de l'hisoitre conduit à des transformations très profondes, change toutes les relations établies antérieurement. N'importe quelle direction, même la plus solidement liée au système capitaliste comme celle du Labour Party, perd son assurance, devient inconstante, et doit céder. Ils cherchent à céder pour maintenir la même fonction. Ces directions ne sont pas préparées historiquement pour des changements, des transformations. Elles n'y croient pas. D'autre part la politique des partis communistes ne donnent pas de point d'appui pour influencer le Parti Travailliste. Ils développent, eux aussi, une ligne de réformes, de changements subtils, ils n'ont pas de conception révolutionnaire. Par exemple : aucun Parti Communiste d'Europe ne fait une analyse du système capitaliste, d'un point de vue marxiste. Ils condamnent le système capitaliste, mais ils font une appréciation réformiste. Leur jugement est réformiste, tandis que leur conclusion et leur condamnation tendent à être révolutionnaires. La crise du système capitaliste inplique une crise totale. On ne peut rien attendre du système capitaliste. Il faut le changer, il faut le transformer.

Les Partis communistes admettent et pronostiquent la crise du système capitaliste, mais ils le prennent comme un moyen de gagner des perspectives électorales, d'augmenter en nombre et en poids électoral, d'élever la force des syndicats et produire des changements historiques sans guerre civils.

Tout calcul historique, tout programme qui ne se base pas sur la guerre civile, est faux. Il peut contenir des aspects, des points corrects d'analyse, de critique, de progrès, de politique, en vue de progresser. Il n'est pas faux dans sa totalité. Mais il est faux sur le plan des objectifs historiques à atteindre. On ne peut établir aucune perspective sans se baser sur le fait que la guerre civile est inévitable, que le capitalisme va faire la guerre. Le capitalisme recule, comme en Ethiopie, il perd des bases, des forces : l'OTAN s'affaiblit, le Watergate continue ; mais aux Etats-Unis il n'y a pas de forces pour représenter le progrès révolutionnaire. Le capitalisme peut prolonger son existence, ses relations, ses perspectives.

En Angleterre il en va de même. La direction du Parti Travailliste tend à céder programmatiquement ; elle reste dans le cadre du système capitaliste ; mais elle doit faire des concessions programmatiques très profondes. Cette attitude développe la préoccupation, les forces, le courant qui tend à accepter la nécessité de transformations sociales historiques en Grande Bretagne, à s'appuyer sur cette nécessité pour la développer ensuite. La direction travailliste, par ses concessions, doit permettre le développement de ce courant, mais ce n'est pas elle qui le crée, ni le dirige.

Il y a un point essentiel à discuter en Angleterre : "bon, que faisons-nous de la monarchie ? que fait la reine ici ?". Ils ne discutent pas du problème de la reine, ni du régime institutionnel d'Angleterre, parce que cela leur pose le problème des transformations historiques du pays. Ils ont peur de proposer le changement de la monarchie en république, parce que ce progrès – même très limité – ne s'arrêterait pas à la simple république, il conduirait à une transformation totale. La gauche, malgré son programme assez avancé, ne pose pas non plus le problème de la monarchie, ni le problème de l'Irlande. Malgré qu'ils ont éludé toutes ces prises de positions, ils ont été obligés d'approfondis le programme de nationalisations.

La direction actuelle n'est pas préparée à assumer les transformations qui vont venir inévitablement en Angleterre. L'inévitabilité et la proximité de ces changements s'expriment sous plusieurs formes : la continuité, l'acuité, la profondeur de la lutte en Irlande, le développement aigu et profond d'un programme de la gauche travailliste pour contenir la pression de l'avant-garde prolétarienne ; la préparation d'une armée privée de la bourgeoisie en vue de la guerre civile.

Face à ce processus, il n'existe pas de gauche organisée, avec un programme, une politique, une direction propre. Il y a une combinaison d'accords, de concessions réciproques entre la droite, le centre et la gauche. Il ne s'agit pas d'un jeu désespéré. Ce sont des concessions réelles. On ne peut pas poser que la gauche fait un jeu pour tromper délibérement. Elle fait des concessions parce qu'elle n'a pas de forces, pas d'assurance. Mais le seul fait que le Parti Travailliste doive faire pareilles concessions indique une profonde maturité de l'Angleterre pour réaliser des changements historiques. Nous devons orienter notre préoccupation, notre littérature, notre activité, notre mouvement vers la formation d'une gauche dans le mouvement travailliste.

Il faut aider la gauche à acquérir une capacité théorique, politique, programmatique, à s'appuyer sur le processus d'Europe qui va à gauche. Toute l'Europe va à gauche. Il faut se baser là-dessus. Il ne faut pas voir seulement ce qui se passe en Angleterre ; il faut regarder ce qui se passe dans le monde et les répercussions de ces évènements sur l'Angleterre.

Notre Parti doit écrire plus d'articles locaux, qui s'adressent à la gauche travailliste, et au Parti Communiste, afin d'en influencer une partie. L'objectif de notre Parti doit être l'organisation d'une gauche. Il faut discuter où va l'Angleterre. Elle va vers la révolution. Il faut, bien sûr développer une série de phases. Pour nous, la phase la plus importante est la préparation de notre Parti.

La crise mondiale du capitalisme déverse ses effets sur l'Angleterre. C'est un des pays capitalistes les plus compromis par la crise mondiale du capitalisme, et un des plus faibles. Il possède les hautes finances, qui cherchent à tout dominer, mais ne parviennent plus à le faire comme avant. Aussi préparent-ils des milices privées pour la guerre civile. Ils vont les préparer. Leur intervention en Irlande est un banc d'essai. L'Irlande pour eux, sert d'épreuve pour la guerre civile, de moyen pour maintenir des mobilisations en permanence et pour justifier des mouvements militaires. De toute façon ils ont déjà échoué.

Le processus va vers la guerre civile. Il faut préparer le parti à intervenir. Il faut gagner la gauche. Dans le Parti Travailliste il y a une perspective de former une gauche – même officiellement – sur une base programmatique. Elle n'aura pas la direction, mais elle tend à avancer. La résolution des Trade Unions elle-même l'indique. (résolutions adoptées au cours du congrès). Les TUC ont dû céder sur la question des prix et des salaires ; mais le gouvernement a dû céder sur les nationalisations. Il y a eu un compromis. La gauche sent qu'elle a déjà une certaine force pour s'imposer. Il faut compter sur le processus mondial qui influence énormément l'Angleterre. Les Partis Socialistes, eux aussi, influencent le Parti Travailliste. Le Parti Socialiste français, italien, belge, hollandais sont à gauche, ou ont partiellement des positions de gauche. Les travaillistes vont recevoir toute cette influence. Il ne peut plus y avoir de Jenkins pour dominer le Parti. La droite ne peut plus dominer. C'est pourquoi le capitalisme prépare des milices privées. Il sent venir une vague de nationalisations.

Il ne faut pas attendre en Angleterre qu'un mouvement révolutionnaire s'organise avec une armée prolétarienne ; il y aura un mouvement qui tendra à nationaliser ; le mouvement armé viendra ensuite. Cependant le prolétariat anglais, s'il ne fait pas de mouvement armé lui-même, a les yeux tournés vers l'Irlande, qui mène la lutte armée, pour faire la même chose. Il faut approfondir beaucoup le programme de nationalisations, le mener à terme sur la base du contrôle ouvrier, du contrôle de quartier. Elever les organes de pouvoir et de contrôle partant de la population pour intervenir et diriger. Discuter également le problème de l'Irlande en se préparent pour des étapes ultérieures dans lesquelles le capitalisme ne pourra pas rétablir son pouvoir. Les travaillistes vont gagner les prochaines élections (1). L'aile du Parti Travailliste qui a imposé ce programme ne va pas rester tranquille. Tous les évènements la poussent à s'unir à l'Irlande. Il faut unir l'Irlande et l'Angleterre pour cette activité.

L'Europe tout entière va à gauche, et non seulement l'un ou l'autre pays. Toute l'Europe fait partie d'un processus mondial d'affaiblissement, de désintégration du système capitaliste. Les capitalistes n'ont plus de courage. Autrefois l'impérialisme anglais avait des ressources. Il n'en a plus. Ce qui lui manque essentiellement, ce sont des idées, et des perspectives. Il ne peut plus recourir comme avant à des manoeuvres pour contenir, dévier. Si Wilson doit céder un programme de gauche, c'est parce qu'autrement il tombe. Il doit céder pour pouvoir se maintenir. Mais en même temps, une aile du Parti Travailliste qui lui est liée, sent le besoin de changer. Elle cherche donc à faire des changements sans importance, sans révolution. Elle voit la désintégration du capitalisme et cherche des changements qui ne signifient ni révolution ni guerre civile.

Il existe au sein du capitalisme européen et mondial, un courant très profond, qui voit qu'il faut changer, qu'on ne peut plus tenir le coup dans le système capitaliste. Ce sont eux-mêmes qui cherchent ce qu'on appelle "la compénétration" : intégrer socialistes et communistes dans le système capitaliste. C'est stupide. Ils ne peuvent pas y parvenir. Ils essaient de le faire comme un moindre mal. Ils font la même chose en Angleterre. Mais il ne touchent pas à la monarchie, de peur que tout le reste du capitalisme ne s'écroule.

Les groupes gauchistes sont sans importance, dans un processus où il faut donner des

idées et un programme. Le rapprochement du règlement final des comptes va éliminer les groupes. Il y a une concentration du processus, de la nécessité de définitions historiques. Cela signifie programme, politique et donc, un mûrissement dans les grands mouvements de masses, tels que communistes et socialistes, de courants qui tendent à comprendre l'histoire. Ces groupes sont des choses arriérées, antédiluviennes.

Il ne faut pas négliger totalement les groupes. Certains sont importants, nous avons intérêt à nous adresser à eux. Mais tout groupe qui aujourd'hui ne discute pas théorie, politique, programme, se meurt. La tâche essentielle n'est plus de faire de l'agitation, des mobilisations. Il s'agit de discuter quel programme, quelle politique sont nécessaires, comment combiner la vie syndicale, la vie de Parti, le processus national et mondial. Aucun groupe n'a de réponse. C'est pourquoi tous les groupes sont en train de dépérir. Ils se disputent entre eux et se dissolvent, parce qu'ils ne répondent pas à cette nécessité : politique, programme, objectifs et tactique. Il se sont habitués à une politique d'opposition au Parti Travailliste, au Parti Communiste, de critiques, d'accusations. Mais cela ne remplace pas un programme. Maintenant ils doivent élaborer un programme et ils n'ont ni programme, ni politique, ni objectifs. Nous devons développer notre Parti sur cette base.

Ce processus en Angleterre fait partie d'un processus mondial de crise du capitalisme, qui va s'accentuer et va élever, à partir du plan économique, son niveau politique et militaire.

Tout le capitalisme est secoué, bouleversé constamment par le progrès mondial de la révolution. Il ne peut y donner aucune réponse. Et le Parti Travailliste, par conséquent, ne peut continuer encore longtemps à être un barrage. Le capitalisme ne peut plus compter comme avant sur le Parti Travailliste pour contenir la révolution. Des bonds vont se réaliser en Angleterre sous les effets du processus mondial de la révolution. Il y a un mûrissement très profond qui ne s'exprime pas avec toute sa portée. Les partis libéraux se défont dans toute l'Europe. Les partis radicaux eux-mêmes, deviennent des partis sociaux-démocrates à la gauche de la social-démocratie. La Jeunesse libérale est d'accord avec un programme marxiste. Elle a organisé une occupation du Parlement. En Allemagne il s'est passé la même chose. Cela signifie que la structure sociale du capitalisme ne peut plus alimenter, donner confiance, stimuler le maintien de ces vieux mouvements qui constituaient l.aile gauche du capitalisme, en liaison avec le mouvement ouvrier.

La direction du Parti Travailliste ne peut contenir ce processus de désintégration du capitalisme. Celui-ci ne s'exprime pas au niveau qu'il atteint réellement, sur un plan programmatique, dans le Parti Travailliste. Mais les masses anglaises font l'exercice du pouvoir depuis au moins 10 ans. Elles étatisent, pour leur propre compte, elles s'emparent de la propriété privée et la font fonctionner ; elles se mettent en relation avec l'Etat ouvrier ; elles influencent et désintègrent des couches de la bourgeoisie, gagnent les enfants des bourgeois – comme la jeunesse libérale. Cette force qui ne se traduit pas sur un plan programmatique et organique, doit s'exprimer de toutes manières ; elle est une partie des forces que nous préparons pour demain.

15/9/74 J. POSADAS

LES DISCORDES ENTRE LES "NEUF" ET LA CRISE MONDIALE DU CAPITALISME

15-12-74

J.POSADAS

La crise du capitalisme est absolue, totale, elle englobe tous les aspects. La crise est totale, mais les Partis Communistes vont-ils attendre que le capitalisme tombe seul ? Le Parti Communiste montre sa volonté de faire des actions déterminées : des grèves, des mobilisations. Ils espère, de cette manière, faire tomber le gouvernement, imposer de nouvelles élections, faire élire de nouveaux députés, un nouveau président. Mais ces élections sont pour 1978 seulement ! Le PCF cherche à s'imposer par un processus électoral. Il n'y a pas de temps pour faire cela. Mais il peut s'imposer, par contre, dans la mesure où il combine la lutte pour aller au gouvernement au travers de mobilisations, et de luttes, et un appel adopter des mesures qui mettent en évidence la nécessité d'abattre le gouvernement. Il faut gagner l'armée et la police. C'est facile en France. L'armée et la police sont très proches de la population. La police est proche des ouvriers, la moitié de l'armée également. Il faut donc discuter tout cela.

L'entrevue entre Giscard et Ford a montré leur petite perspective, en même temps que les divergences profondes entre eux, et la concurrence brutale. L'impérialisme ne peut se tirer de cette crise. S'il sort de cette crise actuelle et si le prolétariat et les partis communistes ne le renversent pas avant, il ne s'en tirera pas avec la même force et la même concentration qu'avant. La direction de l'économie va se centraliser. Mais le capitalisme, en tant que classe va augmenter terriblement ses divisions et va jeter dans le camp du prolétariat et de la révolution une énorme partie de la petite-bourgeoisie. C'est ce qui se passe déjà maintenant.

La centralisation économique est une conséquence naturelle de la concentration capitaliste, de la concurrence, des luttes ouvrières, de la crise. Le secteur financier des libéraux en Allemagne, propose de laisser la crise suivre son cours, d'augmenter le chômage, de maintenir un certain contrôle au moyen de subventions afin d'assainir l'économie et de ruiner les entreprises petites et faibles, pour essayer de renforcer le capitalisme. C'est un faux calcul. Cette politique centralise plus le capitalisme, sans le renforcer. Les mesures qu'ils proposent sont propres à la crise du capitalisme, qui doit se concentrer dans l'appareil de direction, dans l'économie, dans les finances, tandis qu'une grande quantité de bourgeois sont entraînés dans le camp prolétarien ; le capitalisme s'affaiblit socialement parce que le nombre des bourgeois diminue. Ce sont autant de gens qui donnent des opinions, des jugements, des points d'appui contre eux. La bourgeoisie, en tant que classe, ne peut être gagnée ; mais individuellement beaucoup de bourgeois sont gagnés.

S'ils proposent des mesures comme celle qu'ils discutent en Allemagne, c'est que leur crise est très profonde. Ils espèrent pouvoir ranimer ensuite l'économie allemande, sur la base de la grande concentration de fonds dont ils disposent – environ 22 mille millions de dollars. Ils pensent de lâcher 10 mille millions pour ranimer l'économie. Mais même en faisant cela, ils ne pourront pas réaliser leur aspiration, parce que le monde capitaliste dans son ensemble, est en crise. Cette mesure va provoquer, et provoque déjà, la réaction des masses. Les socialistes et les communistes vont en profiter et vont dévoir aller au gouvernement. Et cela crée un état d'opinion défavorable dans des secteurs liés au capitalisme, et qui en étaient autrefois les défenseurs, les soutiens, ou des secteurs qui subissaient passivement le capitalisme – ce qui était une sorte de soutien. La bourgeoisie voit que sa propre base sociale se rebelle et veut abattre le système capitaliste : par exemple, le Parti Social-Démocrate.

Les Yankees ont besoin de conserver leurs positions en Europe car ils ont besoin d'un marché pour vendre. Il n'y a pas un grand marché dans les pays d'Asie et d'Afrique. Le développement de la révolution dans ces pays, l'installation de gouvernements socialistes ou nationalistes de gauche, favorisent le développement de l'économie. Cela permet aux Yankees de faire certaines ventes, mais non d'investir des capitaux. La vente est très réduite. La productivité des pays capitalistes augmente cent fois plus vite que le pouvoir d'achat de ces pays. De plus, les Yankees ont le plus grand besoin d'investir des capitaux, même si leurs ventes sont importantes. Ils disposent d'une quantité énorme de capitaux, qu'ils doivent investir. Tout cela crée une crise de compétition entre eux. Les Etats ouvriers en profitent et montrent qu'il n'y a pas de crise chez eux et qu'ils peuvent négocier avec les pays capitalistes.

L'investissement fait par le Koweit en Hongrie représente la soudure du Koweit avec l'Etat ouvrier : c'est lui qui dépend de l'Etat ouvrier. Il faut voir aussi que ce sont des investissements faits par l'Etat, non par des particuliers. C'est l'Etat koweitien qui investit. Ce n'est pas une mesure correcte. Mais elle ne va pas contre le développement de la révolution. Elle n'est pas correcte cependant car, si on en arrive à ce que le Koweit investisse en Hongrie, c'est parce que le capitalisme est encore debout. Les Etats ouvriers cherchent à faire la révolution de cette façon, comme un moindre mal, et à affaiblir le capitalisme. Mais s'ils faisaient une politique juste et correcte, le capitalisme aurait déjà cessé d'exister. Et particulièrement le capitalisme des Etats-Unis.

Le capitalisme européen sent qu'il doit parvenir à se mettre d'accord pour faire un front commun dans leur crise commune. Car la crise veut dire : mobilisations sociales que de puissants partis communistes et socialistes vont utiliser pour triompher. Les capitalistes savent cela. Mais il y a toujours la concurrence entre eux. Il y a aussi la concurrence intérieure dans chaque pays capitaliste, entre l'agriculture, l'industrie, les finances, il y a la lutte intérieure, la compétition pour qui prendra possession de l'appareil d'Etat. C'est pourquoi les "Neuf" font des réunions, tous les jours, à toute heure et ils finissent par dire : "nous communiquons que la réunion fut un succès nous sommes tous d'accord". "Sur quoi ? ", "sur le fait que nous devons nous mettre d'accord". !

Dans chacun de ces pays, l'agriculture connaît un niveau de développement différent. Les Allemands défendent leurs agriculteurs ; la population paysanne y est, comme en Angleterre, très inférieure à celle des autres pays d'Europe. Ces deux pays ont une grande production agricole capitaliste, très mécanisée. La grande industrie allemande a besoin d'une convention avec les autres pays, sur le plan de l'agriculture, de façon à baisser le prix de production et d'achat, pour faire payer à l'agriculture le coût de l'industrie et pouvoir donner de plus hauts salaires dans l'industrie.

Des pays comme l'Italie, la France, en partie la Hollande, protestent car ils ont une grande population agricole, une production agricole ayant un coût élevé. En particulier l'Italie. Mais la grande industrie italienne a intérêt à recevoir l'appui de la CEE, pour pouvoir entrer sur le marché et faire la concurrence ; alors l'Italie cède sur le plan de l'agriculture afin de favoriser la grande industrie ; elle essaie de combiner les intérêts des différentes couches de l'agriculture, aux dépens des moyens et des petits paysans qui reçoivent le moins, et à l'avantage de la grande industrie. Mais cela n'arrange rien. Aussi, depuis des années ils trouvent à se mettre d'accord pendant une semaine, pendant une heure, jusqu'à la réunion suivante. Ensuite, chacun fait ce qu'il veut.

Giscard d'Estaing cherche à ce que Ford voyage dans une Renault ; et Ford voudrait que Giscard voyage dans une Ford. Ils cherchent qui va céder avant de faire un accord. Les pays qui, comme la France, sont dans un état d'infériorité et de soumission aux Yankees, cherchent à faire des concessions. Mais ils ne peuvent en faire beaucoup car ils sont eux-mêmes aux prises avec une lutte intérieure. Tous les accords qu'ils signent, sont transitoires, instables, inconséquents, ils durent peu. C'est surtout le cas pour l'impérialisme anglais et yankee. Les Yankees cherchent à exporter leur crise, mais ils ne savent pas où s'en débarasser car ils n'ont plus de force ni d'autorité.

Les capitalistes ne peuvent se faire la guerre entre eux, – la guerre au moyen des armes –, car il existe les Etats ouvriers et les grandes luttes sociales. Ils cherchent donc à se mettre d'accord, à ajourner les décisions, les uns contre les autres. Mais ils doivent aussi trouver une réponse à l'économie qui les pressionne ; le chômage augmente. Il n'y a aucune solution. De plus le capitalisme ne peut pas produire des types intelligents. Il n'y a pas de base chez eux pour développer l'intelligence. Ils n'ont plus aucune base historique pour rien résoudre. Leur seule résolution, est de faire la guerre. Ford a fait cette visite dans l'espoir d'augmenter la résolution, l'homogénéité du capitalisme en vue de l'issue de la guerre. Ils remettent la guerre à plus tard, mais ils vont la faire. Plus tard : cela peut vouloir dire le mois prochain, l'an prochain, ou bien les deux ou trois prochaines années ; selon les possibilités. Une preuve de leur crise est le rapport de ce général de l'armée française sur "l'état d'esprit des militaires" : dans son rapport il dit qu'en mai 68, l'armée n'a pas été atteinte ; mais que, maintenant s'il y a un nouveau mai, l'armée sera bouleversée des pieds à la tête. Ensuite tous les journaux ont publié des démentis, parce que cela allait contre eux.

Mais ce processus de décomposition du capitalisme ne peut empêcher que les Yankees se préparent à se maintenir, et à se défendre. L'impérialisme ne peut établir un programme dans lequel il détermine les délais, les rythmes, les dates de l'histoire. Il est entraîné et doit courir derrière les évènements. Mais pendant ce temps, il prépare la guerre.

Tandis que l'impérialisme prepare la guerre il doit résoudre une très grande quantité de problèmes. Les Partis Communistes doivent intervenir dans cette crise, en luttant pour l'échelle mobile des salaires et des heures de travail, pour la nécessité d'exproprier ; il faut expliquer pourquoi. Il faut planifier la production, pourquoi ? Il faut opposer ces mesures au capitalisme. Même si celui ci doit céder, il ne peut céder sur ces mesures qui sont pourtant les seules à garantir et permettre un développement de l'économie. Le capitalisme ne peut pas et n'a pas intérêt à faire cela.

Un gouvernement capitaliste ne peut résoudre les problèmes de la société, du coût de la vie, de l'emploi. Le capitalisme est incapable d'y répondre. Des gouvernements de gauche sont nécessaires, maintenant même, dans toute l'Europe, pour donner une réponse à cette nécessité. Ils doivent mener de l'avant un programme d'échelle mobile des salaires, et des heures de travail, d'ouverture des livres de comptes, de conseils d'usines, de comités de contrôle des prix, de contrôle ouvrier sur des entreprises telles que celles du pétrole, d'étatisation des principaux moyens de production. Ce sont les communistes et les socialistes qui ont la force pour diriger ce programme. Il faut le faire maintenant ! Les changements nécessaires en France sont à réaliser également dans le reste de l'Europe. Ce sont des changements qui vont venir inexorablement. Il faut s'y préparer.

15.12.1974 J. POSADAS

Editions Revue Marxiste

VIENT DE PARAITRE :

J. POSADAS

La libération de la femme la lutte de classes et la révolution socialiste.

4_5_1974

LA FONCTION DE L'ARMEE....

voient, par contre, le développement de l'économie dans les Etats ouvriers, grâce à l'étatisation, à la planification. Ils sont influencés. Par conséquent le capitalisme ne peut pas intervenir. Sa crise s'aiguise, de jour en jour : crise du dollar, crise du pétrole, de la livre, concurrence commerciale, financière, intercapitaliste. Pendant ce temps, les Etats ouvriers se développent. Les militaires sont donc doublement influencés. Ils voient que l'Etat ouvrier est un régime social supérieur. Celui-ci a une autorité immense sur eux. Les militaires n'éprouvent aucune assurance, ils ne sont pas dans un état d'esprit qui les prépare à la guerre contre un régime social supérieur. Au contraire, ce régime social supérieur les influence, depuis les chefs jusqu'aux couches inférieures.

Quand un tel processus se déroule, cela veut dire que les conditions sont aptes, dans n'importe quel pays, pour gagner l'armée. Sans changer les structures – qui sont solides dans des pays tels que les Etats-Unis, l'Angleterre, la France – on peut changer les relations intérieures de cette structure en gagnant directement une partie de l'armée, de façon a affaiblir le capitalisme dans ses préparatifs de guerre, et à faire progresser, à faciliter, augmenter la puissance de la révolution danc chaque pays. On ne peut pas eattendre que cette activité transforme les rapports de force jusqu'à dissuader le capitalisme de faire la guerre civile, la contre-révolution ou la guerre. On ne peut pas attendre de résultats de la compénétration. Le capitalisme va faire la guerre de toute façon, mais dans des conditions inférieures pour lui.

La structure du capitalisme est très faible. Il doit préparer la guerre du Moyen Orient, clandestinement, et demander la permission. Avant, il n'en allait pas ainsi ; il la faisait de l'intérieur. Maintenant il doit la préparer de l'extérieur, en utilisant Israel. On voit toute la fonction contre-révolutionnaire d'Israel. L'Ethiopie était aussi un point de liaison pour exercer cette fonction. Maintenant cette liaison est coupée. Mais l'Ethiopie était un deuxième Israel. Il faut dénoncer cette fonction d'Israel et montrer, en même temps, que l'impérialisme n'a pas la force de faire ce qu'il veut. Certes, il peut faire la guerre et envahir les pays arabes. Mais il ne peut ni décider, ni déterminer.

Ce processus est un des plus riches qui soit au monde ; il est une extension bien claire du fait que le monde est apte pour le communisme. Il exerce une influence sur tous les partis communistes, les partis socialistes et les armées. L'armée française est en crise permanente ; Elle est criblée des effets du cours mondial de la révolution.

Les militaires d'Ehiopie doivent s'appuyer sur ce cours mondial et faire des plans d'économie. Tous ces pays connaissent un brutal retard. Les paysans doivent encore travailler de leurs mains, quand il y a des machines pour faire ces travaux. Une machine peut faire une récolte en une demi journée, tandis que les gens y mettent deux jours. Cela revient dix fois plus cher. Même si on vend la récolte bon marché, en faisant la concurrence aux autres pays, c'est grâce à des salaires très, très bas. Et il n'y a pas de production pour satisfaire le marché intérieur.

La principale production agricole va à l'extérieur. Il faut produire pour le marché intérieur afin que les gens aient à manger et voient la supériorité de ces mesures. Il faut combiner une production pour l'extérieur et pour le marché interne ; mais c'est ce dernier qui doit être prioritaire. Les gens doivent voir que la production est orientée vers eux ; ils voient ainsi la supériorité de la révolution. Tout le monde lui donne son appui. Beaucoup des petits-bourgeois qui protestent actuellement, vont dire : "c'est la première fois qu'il y a des tomates dans ce pays".

Il faut aussi organiser un fonctionnement démocratique. Il faut donner des explications, créer des organes qui assurent le maintien de la fonction des militaires en vue de se défendre de la contre-révolution et qui, en même temps, élargissent la vie démocratique de façon à faire de l'armée un instrument du progrès révolutionnaire. Les militaires le font déjà en principe. Il faut maintenir l'armée pour écraser la contre-révolution et pour affronter l'impérialisme s'il intervient. Utiliser l'armée pour développer intérieurement le pays et impulser la révolution. La faire intervenir directement au service de la révolution. Il faut incorporer directement l'armée en tant qu'institution, comme au Portugal. Qu'elle intervienne directement au service de la révolution, dans l'appareil de production et à la direction du pays : les deux choses à la fois. Ce ne sont pas seulement les militaires qui doivent intervenir ; ils doivent le faire en s'unissant à d'autres secteurs de la population, mais il faut maintenir l'institution militaire et la mettre au service de ce processus.

A l'intérieur de l'armée, il est nécessaire de développer une intense vie démocratique socialiste. Il faut y discuter de tous les problèmes. Dans le cours de ces discussions, les militaires vont voir que c'est plus agréable de faire cela que de discuter comment tuer les autres. Ils vont comprendre leur fonction dans la vie. Avant, ils croyaient que la seule chose qu'il fallait savoir c'était la stratégie pour tuer et pour ne pas mourir. Maintenant, par contre, ils doivent voir comment faire pour faire avancer l'économie, comment la défendre, la soutenir et comment participer eux-mêmes à ce processus. Il faut maintenir l'armée pour se défendre de la contre-révolution.

Il est nécessaire d'impulser le front unique socialistes-communistes-syndicats-centrales ouvrières, pour aider l'Ethiopie, et faire appel á tous les Etats ouvriers pour qu'ils appuient l'Ethiopie et le Portugal avec de l'argent, des techniciens, des échanges commerciaux. Nous appelons les syndicats des Etats ouvriers à consacrer une journée de salaires par mois pour appuyer le processus mondial de la révolution et envoyer cet argent à des pays tels que l'Ethiopie et le Portugal, à tous les pays qui donnent une impulsion à la révolution. Envoyer cette aide directe, en même temps que des techniciens, des ingénieurs, aider ces pays à se développer économiquement. Il ne s'agit pas de les développer du point de vue capitaliste ; mais il faut organiser, par exemple dans les campagnes, la distribution des terres, des coopératives socialistes. Nous l'avons déjà proposé et les militaires l'ont accepté, en Ethiopie et au Portugal. Il faut les aider à faire passer les grandes exploitations privées à des exploitations de l'Etat : collectiviser les terres, les mettre aux mains de l'Etat, afin que l'Etat ouvrier puisse donner une orientation pour un développement économique immédiat. De cette façon le paysan voit la supériorité de ce régime social, qui lui permet de vivre, penser, parler, décider, de vivre mieux. Le problème ne se situe pas seulement au niveau des formes démocratiques, mais aussi dans la structure économique.

Tous les partis communistes, socialistes du monde, les syndicats, les centrales ouvrières, doivent venir défendre l'Ethiopie, le Portugal, pour aider, impulser les paysans, qui sont l'immense majorité de la population, les gagner grâce au développement du mouvement ouvrier et révolutionnaire. Il est nécessaire, par conséquent, d'organiser le développement de l'économie, en étatisant les principaux moyens de production. Cela va aider les paysans. En même temps, il faut développer l'alphabétisation de la population, l'incorporer, la faire participer et décider.

Ce processus en Ethiopie va signifier une très grande impulsion pour élever l'influence de la révolution dans le monde entier, dans tous les pays capitalistes et même aux Etats-Unis.

20.12.74 *J. POSADAS*

Suite de l'EDITORIAL.

industrielle, de concurrence, est moins grande que celle des industries belges.

Pourtant en Belgique on accepte les licenciements sans organiser une réponse active dynamique et avec un programme. Parce qu'il ne s'agit pas seulement pour les syndicats de discuter de quelques augmentations mais de mettre en question le régime lui-même.

En fait, si le capitalisme est incapable de garantir l'emploi, quel doit être le rôle des syndicats ? Etre compréhensifs avec le capitalisme, se plier aux exigences de la FEB et des pétroliers ? Pas du tout. Il faut mettre en question toute la structure du capitalisme. Imposer, s'il le faut à travers la mobilisation générale, l'échelle mobile des salaires, des heures de travail sans perte de salaire, mais aussi les nationalisations, par exemple des compagnies pétrolières.

Le capitalisme fonctionne sur la base d'un raisonnement déterminé par son intérêt, par la défense de ses intérêts de classe, ses intérêts privés. Ceux-ci vont à l'encontre de la classe ouvrière, de l'utilisation de la science et de la technique pour bénéficier à l'être humain. Il s'en fout de l'humanité, des enfants qui meurent de faim dans le monde. Ce sont ses profits qui l'intéressent. Alors les syndicats doivent penser et agir, eux, en tenant compte, non des "difficultés" que le capitalisme dit avoir, mais des intérêts de la population. Est-ce que les banquiers, la Société Générale, les consortiums, les pétroliers s'intéressent à la famine ? C'est la productivité qui les intéresse, ce sont les bénéfices, c'est l'utilisation de l'homme, de l'ouvrier ou l'ouvrière pour servir l'industrie et la machine qui lui rapportent et non de mettre l'industrie et la machine au service de l'humanité.

Le parti socialiste doit élaborer, avec les syndicats, un programme qui tienne fondamentalement en compte cela. Qui tienne en compte que ce sont des mesures de nationalisations, de mise sous contrôle ouvrier qui seules peuvent diminuer les effets de la crise et le chômage.

Le capitalisme ne s'intéresse qu'à sa survie et, pour cela, il va faire la guerre, peut-être pas demain ou dans un an, mais il va la faire.

Les déclarations de Kissinger ne sont pas seulement une façon de faire pression sur les pays arabes ; c'est en réalité la seule issue pour eux : la guerre. De même qu'en Israël la seule manière de contenir la crise intérieure c'est de faire une politique de guere, de continuer à bombarder des villages Libanais. Mais tous cela montre que c'est parce que le capitalisme n'a pas d'autre voie.

Pour arrêter sa crise, l'impérialisme américain devrait liquider ses concurrents européens les plus puissants comme l'Allemagne, l'Angleterre, la France. Il ne le fait pas parce que ce sont les masses qui en profiteraient pour les chasser du pouvoir.

En une telle crise, l'appareil, la direction des syndicats agit elle aussi en défendant ses intérêts d'appareil. Sinon pourquoi dit-elle qu'elle comprend les difficultés du capitalisme. On n'a rien à voir dans les difficultés du capitalisme. Le capitalisme est une classe d'exploiteurs et, s'ils ont des difficultés, il faut les chasser du pouvoir.

Les syndicats ne sont pas des organismes de contemplation du capitalisme, de ses possibilités ou difficultés, mais ce sont les instruments de la classe pour défendre les intérêts de la classe ouvrière. C'est là leur rôle. Quand il y a un gouvernement qui mène une politique de défense des capitalistes parce que ce sont les mêmes qui décident, c'est-à-dire la haute finance, les syndicats doivent établir avec les partis ouvriers, partis socialistes, communistes, avec les mouvements de gauche, les chrétiens de gauche une action programmatique qui se base sur l'action de la classe et mène à la perspective d'un gouvernement de gauche. A l'intérieur de ce front chacun garde évidemment son indépendance.

Il faut opposer à la crise capitaliste un programme économique qui, sur la base de la planification, tiennen en compte en premier lieu les intérêts des masses et non de la défense de la libre-entreprise qui est en train de mettre des milliers d'ouvriers en chômage, qui pollue, tue et qui permet que des milliers d'enfants meurent de faim. Est-ce ou non la propriété privée qui mène à cela ? Sinon, quels sont les Etats ouvriers où se poassent des choses pareilles ? Aucun.

Il faut discuter, PS, PC, FGTB, de faire un front-unique pour appeler la gauche chrétienne à s'incorporer à ce front et engager l'action pour imposer un gouvernement de gauche dans le pays.

Le 6.1.75

ABONNEZ-VOUS A « LUTTE OUVRIERE »

Ed responsable Claudine Pôlet 46, avenue Gillieaux 6080 Montignies/sur/Sambre

Presse Trotskiste

ALGERIE
REVOLUTION SOCIALISTE
Organe du Groupe IVe Internationale

ANGLETERRE
RED FLAG - Organe du Revolutionary Worker's Party, 24, Cranbourn Street, Leicester Square, Londres.

URUGUAY
FRENTE OBRERO - Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire (T) Montevideo.

ARGENTINE
VOZ PROLETARIA - Organe du Partio Obrero (T).

ESPAGNE
LUCHA OBRERA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (T).

BOLIVIE
LUCHA OBRERA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (trotskiste).

BRESIL
« Frente Operaria »
Organe du Partido Operario

CHILI
LUCHA OBRERA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (T).

CUBA
VOZ PROLETARIA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (T) - Montes 12, ap. 11, Piso 2, Habana (Cuba).

EQUATEUR
LUCHA COMMUNISTA - Organe du Partido Comunista Revolucionario (T).

BELGIQUE
LA LUTTE OUVRIERE Organe du Parti ouvrier révolutionnaire (T), C. Polet - B.P. 273 Charleroi I.

GRECE
KOMMUNISTIKIPALI - Organe du Parti Communiste Révolutionnaire (T).

ITALIE
LOTTA OPERAIA - Organe du Parti Communiste Révolutionnaire (T) Pietro Leone - Casilla Postale 5059.
00153 Rome Ostiense.

MEXICO
VOZ OBRERA - Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire (T).
Jose L. Hernandez - Apdo. Postal - Num. 66-587, Mexico 12 DF.

PEROU
LUCHA OBRERA - Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire (T) Apartao 5044 Correo Central, Lima.

ALLEMAGNE
ARBEITER STIMME - Organe de la section allemande de la IVe Internationale.
Paul SCHULZ - Postfach 16708 Frankfurt/M - 16.

CUARTA INTERNACIONAL - Organe du Comité exécutif de la IVe Internationale,
- Casilla 1204, Montevideo (Uruguay).

REVISTA MARXISTA LATINO-AMERICANA - Organe du S.I. de la IVe Internationale,
- Casilla 1204, Montevideo (Uruguay).

EUROPEAN MARXIST REVIEW - Organe du B.E. du S.I. de la IVe Internationale. Edition en anglais, 24 Cranbourn Street, Leicester Square, Londres.

REVUE MARXISTE EUROPENNE - Organe du B.E. du S.I. de la IVe Internationale Edition en Français, 63, rue Victor-Hugo, 92-Courbevoie.

REVISTA MARXISTA EUROPEA - Organe du B.E. de la IVe Internationale (édition en italien) Pietro Leone - Casilla Postale 5059 - 00153 Roma Ostiense (Italia).

REVUE MARXISTE EN ARABE - Organe du Bureau Arabe du S.I. de la IVe Internationale (Edition en langue arabe).

LES DECLARATIONS DE KISSINGER, LE PROGRAMME DES ETATS OUVRIERS, ET LE FRONT UNIQUE MONDIAL ANTI-IMPERIALISTE

5 . 1 . 1975 **pages centrales)** ***J. POSADAS***

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU
PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

13e année — 7 F.B. — n° 238 — 24/1/1975 — Hebdomadaire

Abonnem. 12 num. 70 F
Abonnem. 24 num. 150 F
Abonnem. de soutien 300 F
Correspondance
B.P. 273 Charleroi
C.C.P. 9762.34 de C. Polet

S'appuyer sur la sécurité exprimée dans les grèves et occupations et dans la manifestation contre les 30 milliards pour organiser une large mobilisation ouvrière.

EDITORIAL

La manifestation du 12 Janvier à Bruxelles contre l'achat des avions militaires, fait apparaître une conclusion fondamentale : La volonté de changement de toute la population et de la classe ouvrière du pays qui refuse de payer la crise capitaliste. Il y avait 15.000 personnes, ce qui est beaucoup. C'était une grande manifestation. Il y avait surtout une majorité de jeunes et de très jeunes lycéens et étudiants, mais pas d'ouvriers, ou pratiquement pas. Constamment, les jeunes criaient des mots d'ordre, contre l'achat des avions, contre la vie chère, contre l'armée de métier. Le chant de l'Internationale se faisait entendre souvent, et d'autres chansons contre VDB inventées par les manifestants. Tous ces jeunes manifestaient leur volonté révolutionnaire, leur désir de changements face à la crise croissante du capitalisme. Il n'y avait pas seulement des militants, des différente organisations, PS, PC, LRT, "AMADA", mais beaucoup de jeunes "indépendants". La représentation flamande était majoritaire, ce qui démontre l'absurdité des problèmes linguistiques posés par le gouvernement, et l'unification anticapitaliste qui existe entre flamands et francophones.

La manifestation organisée par le comité "contre les 30 milliards" a largement dépassé les représentants des seules organisations du comité. Cette manifestation était de front unique. Mais la classe ouvrière n'y était pas, ni représenté par les organisations syndicales. Pourquoi ? Il n'y a eu aucune préparation, ni intervention des Syndicats pour faire participer les travailleurs en masse. Mais, au travers de la passion et du dynamisme des manifestation a reflété le sentiment de combat, de tous les travailleurs du pays. Les étudiants par eux-mêmes, de par leur fonction dans la société ne peuvent exprimer la puissance, et la force du prolétariat. Mais si cette démonstration a eu un tel écho une telle répercussion, c'est parcequ'elle exprimait le sentiment général de toute la population et de la classe ouvrière, parce qu'elle avait comme point d'appui toutes les grèves, les mobilisations, les occupations d'usines qui se développent partout.

Vandenboeynants s'est senti obligé de faire une communication du ministère de l'Intérieur à la radio et la Télévision pour justifier l'achat des avions militaires, disant qu'il fallait faire très attention à l'URSS qui peut envahir la Belgique en 1/2 heure à partir de ses bases installées en Allemagne de l'Est et en Pologne. Il a fait ces déclarations justement après la manifestation du Dimanche. Pourquoi ? Ce ne sont pas tellement les étudiants et lycéens qui lui font peur, mais la classe ouvrière, la population exploitée, la petite bourgeoisie radicalisée, qui ont influencé les jeunes et les étudiants, qui ont transmis au travers de toutes les mobilisations, la capacité de la classe ouvrière de diriger la société, sans les patrons. Ce sont les exemples des travailleurs des Grès Guérin à Bouffioulx, des ouvrières des gaufreries de Champagne, des employés de Memorex, des ouvriers de Glaverbel Gilly, d'Hanrez, qui refusent les fermetures d'usines, les licenciements, le chômage, et organisent la lutte pour la défense de l'emploi.

ces avions sont destinés à une répression globale, générale contre les Etats Ouvriers, pour affronter les mouvements révolutionnaires des masses.

Vandenboeynants a réitéré son soutien à l'impérialisme yankee, parceque c'est une nécessité impérieuse pour tous les pays capitalistes de s'unir contre les Etats ouvriers et contre les masses de chaque pays. Les gouvernements capitalistes d'Europe sont obligés de se soumettre à l'impérialisme américain, parceque c'est lui qui décide, militairement et politiquement. Les gouvernements capitalistes d'Europe n'ont pas d'autre issue, pour des raisons de concurrence intercapitaliste. En cela, VdB. a répondu aux déclarations de Kissinger, qui a cherché des points d'appui sûrs, dans les gouvernements capitalistes, pour faire face à l'URSS.

Le PC a soutenu la consigne du "comité contre les 30 milliards", de "dissolution des pactes militaires", c'est à dire de l'OTAN et du Pacte de Varsovie. La direction du PC a accepté cette consigne pour maintenir l'homogénité du Comité, pour ne pas provoquer de polémiques à propos

(Suite page 3)

L'APPASSIONATA DE BEETHOVEN ET LA FORMATION DES SENTIMENTS COMMUNISTES

19 5 1974 **J.POSADAS**

L'appassionata, comme d'autres oeuvres de Beethoven doit être jouée et sentie avec fraternité humaine, affection et amour ; amour envers l'humanité. Il faut la jouer avec le sentiment et la passion nécessaires envers tous les objets, toutes les choses, toutes les actions qui impulsent l'humanité, y compris l'amour entre l'homme et la femme.

On ne peut jouer l'Appassionata et les autres oeuvres de Beethoven avec un sentiment de défaitte, de débacle, de tristesse ou d'amertume. Cela n'a rien à voir. L'appassionata comme la IXème Symphonie sont des expressions émouvantes de choses auxquelles Beethoven ne pouvait donner une signification politique. Il leur a donné une signification musicale d'action humaine. Telle était la fonction de l'artiste. Marx se chargeait de la politique. Beethoven a exprimé dans la musique la véhémence, l'émotion, l'amour que Marx sentait pour l'humanité.

L'appassionata, dans la mesure où elle comporte des aspects de rêverie, d'amour ; est une dissertation, certes incomplète, mais elle exprime en profondeur les sentiments d'amour et de la fraternité humaine. Non l'amour égoiste, conservateur, de lui pour elle, mais l'amour objectif, qui, pour une étape de l'histoire et en particuler celle de Beethoven, s'exprimera et s'exprimait dans l'amour du couple, dans l'amour entre les êtres humains.

Le développement des luttes, de la science, de la Révolution démontre que l'amour dépasse l'égoisme conservateur du couple et s'élargit à l'amour pour l'humanité, source des plus grandes oeuvres de l'histoire. L'amour du couple en lui-même n'est aucune source de progrès pour l'humanité pour la production. L'amour pour l'humanité, y compris l'amour du couple, permet par contre d'engendrer des idées, de donner les bases de la compréhension, de la connaissance, des relations humaines. Il suggère les idées les plus objectives, les plus nécessaires au progrès de l'humanité entre autres en ce qui concerne les relations humaines.

Le triomphe possible de l'Union Populaire en France, le triomphe du "NON" en Italie, les luttes syndicales, les progrès des Etats Ouvriers, la récente découverte en URSS de nouveaux éléments de l'atome sont autant de motifs nouveaux de l'amour pour l'humanité, de la femme pour l'homme, de l'homme pour la femme. L'amour du couple doit être l'un des aspects sous lesquels les relations humaines se développent. Il n'y a pas lieu d'opposer le couple à l'humanité. Il faut le situer comme un maillon de toute la chaîne, qui fait que sans les autres on ne peut pas vivre. Se séparer de cette chaîne, c'est tomber dans le conservatisme, vivre dans l'abstraction et l'obstruction mentale.

Lénine n'avait pas le temps de s'occuper de ces problèmes, préoccupé de créer l'instrument pour la prise du pouvoir. L'Appassionata de Beethoven en fait partie. Elle est un maillon de la décision de Lénine qui incarnait l'amour à l'humanité, la capacité d'apprendre a être objectif. L'amour pour l'humanité inclut l'objectivité et le sentiment affectueux de la procréation humaine. Telle est l'Appassionata.

LE ROLE DE LA MUSIQUE DANS L'EXPRESSION DES SENTIMENTS

La musique joue un autre rôle que la politique, qui se charge du raisonnement basé sur la lutte de classes. La musique repose sur la quiétude du sentiment qu'expriment les relations humaines. C'est une autre fonction de l'être humain, faisant partie de la lutte de classes, mais à une échelle supérieure. La musique, comme tout art, constitue la superstructure. Elle ne se reproduit pas au travers du raisonnement politique, mais du raisonnement des sentiments, guidés par la politique. La musique doit exprimer les sentiments, les besoins, et en projection la perspective nécessaire à l'humanité. C'est alors une oeuvre d'art. Sinon c'est une caricature même si les sons sont agréables. Elle ne fait que secouer une partie de l'organisme éduqué dans des rapports sensuels, individuels, de pouvoir. Voilà pourquoi le capitalisme mondial aime les oeuvres de Wagner.

La musique joue encore un rôle trés superficiel. Elle n'est pas encore un instrument d'éducation général de l'humanité. Elle est, tout comme le travail, une création nécessaire de l'humanité pour vivre, pour exister. L'être humain a créé la musique pour ne pas être soumis à la brutalité de la nature, de l'instrument, du travail. Cette création a été infiniment supérieure aux moyens de production de l'époque, et a permis des relations humaines supérieures. Dans la mesure où les conditions n'étaient pas réunies encore, seuls de petits cercles l'ont adoptée. La musique sera dans l'avenir dans le socialisme, un accompagnement, voire sous certains aspects, une préfiguration de ce que seront les relations affectueuses de l'être humain. L'affection cessera d'être une action individuelle pour devenir une nécessité de la vie. Ce sera un ordre naturel, dialectique de l'existence.

L'affection est considérée aujourd'hui comme une exception, comme une qualité, comme une action nécessaire à imposer à la brutalité. Brutalité et affection sont des créations des relations du régime capitaliste, alors que l'affection sera sous le socialisme une forme normale d'exister. De telle sorte que la conception même de l'affection n'existera plus.On peut alors imaginer la qualité de la musique qui surgira. La musique est encore la création de petites couches restreintes et doit encore exprimer le besoin de sentiments humains. La Littérature ou toute autre forme d'art ne peuvent exprimer ce qu'exprime la musique. Elle peut mobiliser, émouvoir, imposer des entiments aider à les établir, aider à chercher et à trouver un équilibre. La meilleure des littératures ne peut parvenir au même résultat. La Musique pénètre par les sentiments, la littérature par la conscience. Le sentiment est davantage sujet aux rapports quotidiens dans ce qu'ils ont de permanents. Lorsque notre vie prendra une forme socialiste, lorsque la culture sera la base incessante du progrès, la musique perdra de son importance. Une musique supérieure apparaîtra, il en sera de même pour la littérature et l'art.

La musique est une création d'une étape de la vie. Elle n'est pas apparue avec elle, mais s'est créée comme une partie des relations humaines.

Malgré les massacres et les guerres, Beethoven a eu l'intuition de ce que l'être humain avait la qualité et la capacité de tout surmonter. Il sentait venir un processus historique où les sentiments humains prévaudraient sur la brutalité de l'économie. En tant qu'artiste, même sans aucune notion économique, il voyait la société au travers des sentiments. Il fouillait au fond de ceux-ci et les exprimait musicalement. Mais rien de cela n'était déterminé par l'Intelligence et il n'a pas fait pour cette raison, de textes politiques comme Marx. Mais les deux oeuvres sont révolutionnaires : Celle de l'artiste et celle du révolutionnaire.

L'artiste exprime au travers de la musique la profondeur des sentiments construits sous forme de dispute. Beethoven a su voir que le fond de la nature des relations humaines conduisait inévitablement à dépasser la

(Suite à la page 4)

LES DECLARATIONS DE KISSING
OUVRIERS, ET LE FRONT UNIQ
5 janvier 1975

Les déclarations de Kissinger sur la possibilité d'intervenir, d'envahir les pays pétroliers ne sont pas en contradiction avec les déclarations de Ford. Elles visent à faire pression sur les Soviétiques et à maintenir fermement leur résolution de faire la guerre. Le fait de présenter cette déclaration, comme venant du seul Kissinger, est sans aucune valeur ; celui-ci ne peut prendre aucune résolution individuelle compromettant ainsi tout l'impérialisme et les relations avec les Soviétiques : ce qu'il a déclaré fait partie de la pensée de la direction du gouvernement impérialiste.

Ils sont en train de faire tout un jeu, pour faire pression sur les Soviétiques, sans faire une déclaration de guerre, sans se compromettre et sans obliger les Soviétiques à une riposte immédiate. Ce jeu diplomatique arrive à des niveaux assez dangereux. Cela fait plusieurs fois qu'ils doivent parler d'envahir les pays pétroliers et tout le Moyen Orient. Ils ont fait des entraînements aux Etats-Unis, de débarquement dans un désert ; près de 15 mille marines y participaient.

Il faut voir dans cette attitude des Yankees leur persistance à faire ces déclarations, ces menaces. Même si elles sont suivies de démentis cela ne change rien à ce qu'ils ont dit avant. Toutes ces déclarations sont destinées à manifester des décisions agressives, militaires. Ils ne montrent pas le désir de chercher un compromis, d'utiliser les Nations Unies. Ils menacent de faire des attaques militaires.

Cela veut dire qu'une tendance de l'impérialisme maintient en permanence la possibilité de décider la guerre. Ils laissent la bouilloire sur le feu parce qu'ils veulent l'utiliser. Dans ce cas, ils utilisent la menace de répondre par la guerre comme un moyen de pression sur les Soviétiques, sur les pays arabes, les pays arabes, les pays semi-coloniaux ; ils le font aussi parce qu'ils ne peuvent rien faire d'autre. Comme ils ne peuvent pas lancer la guerre maintenant, ils doivent faire ce jeu de démentis.

La déclaration de Kissinger coïncide avec la maladie de Brejnev. Il se peut que ce soit une simple coïncidence. Mais ce qui n'est pas une coïncidence, c'est que les Soviétiques appuient le Moyen Orient, l'Egypte, l'Amérique Latine et l'Afrique. Le Dahomey se déclare marxiste-léniniste. Ils n'ont ni pain, ni eau, ni lait, mais ils se déclarent marxistes-léninistes. En Ethiopie, ceux qui, hier encore étaient des assassins, utilisent les mêmes armes avec lesquelles ils assassinaient, contre ceux qui les envoyaient au massacre, et ils décident d'adopter un programme socialiste.

L'impérialisme voit qu'il perd la domination du monde, non seulement de deux ou trois pays, mais du monde ! Entretemps les Soviétiques et les partis communistes avancent. Il est logique qu'une tendance de l'impérialisme veuille maintenir une attention constante sur la décision, la riposte militaires. Ils voient qu'ils perdent de plus en plus le contrôle des pays capitalistes. Kissinger vient de dire qu'une guerre est nécessaire pour maintenir l'unité du régime capitaliste. C'est faux de penser que la guerre va maintenir l'unité, va élever la domination de l'impérialisme yankee. Mais l'absence d'une décision militaire pour répondre au progrès des Etats ouvriers et de la révolution provoque toute une désintégration de la politique de chaque pays capitaliste. Cela entrave la domination centralisée de l'impérialisme. Et cela se produit dans tous les pays capitalistes du monde.

LA SIGNIFICATION DES INVESTISSEMENTS CAPITALISTES EN URSS ET LA NECESSITE DE LA PLANIFICATION DES ETATS OUVRIERS

Il y a une profonde division entre l'Allemagne, les Etats-Unis, la France, l'Angleterre, la Belgique, la Hollande et entre les pays capitalistes et ceux d'Afrique, Asie, Amérique Latine. La réunion des Neuf en est un autre exemple.

L'impérialisme yankee et le capitalisme mondial cherchent à se mettre d'accord, mais les dissidences intérieures augmentent. Ils peuvent prendre des accords entre eux, mais ils rencontrent la résistance de couches de la bourgeoisie, inclus la grande et moyenne. Les grands monopoles, les sociétés multinationales dominent économiquement, mais non socialement, ni politiquement. Cela ne veut pas dire que les autres secteurs sont contre la guerre ; mais ils expriment le besoin de se survivre et ils n'ont pas un besoin aussi pressant que les sociétés multinationales, de faire la guerre maintenant. Ces secteurs espèrent se développer, investir, réaliser leur expansion, faire des accords avec les Soviétiques.

Les Soviétiques en faisant une politique d'accords avec les Yankees et les Japonais, s'adressent également à ces couches. Ils s'adressent aux grandes couches de la bourgeoisie pour contenir la guerre mais aussi pour les intéresser à peser plus dans le système capitaliste. Les Soviétiques ont organisé toute une structure politique destinée à ces couches de la bourgeoisie pour rompre le front intérieur du capitalisme ; ils font cela au lieu d'établir un programme de politique révolutionnaire.

Au lieu d'investir des capitaux en URSS, ce serait beaucoup plus important, plus favorable pour l'histoire et plus défavorable au capitalisme si les Etats ouvriers faisaient des accords entre eux. Ils peuvent se passer des investissements capitalistes. S'ils font des accords entre eux, il peut y avoir une certaine lenteur sous quelques aspects, mais une planification du pétrole ou du gaz montrerait aux masses du monde, des Etats-Unis, du Japon que cette politique est déterminante. Par contre, maintenant, les Etats ouvriers permettent encore au capitalisme de vivre, ils le font apparaître comme s'il avait la moindre valeur, ils prolongent la crise du capitalisme. Mais s'ils font une unification entre eux, inclus la Chine, ils vont recevoir un écho très grand, même si la Chine s'y oppose ; mais s'ils font une agitation, cela aura un grand effet à l'intérieur de la Chine et même au Japon. Ils prouveront que ce n'est pas le capitalisme qui développe l'économie, mais bien les Etats ouvriers. Et ceux-ci permettent de progresser de façon infiniment supérieure au capitalisme.

Quand Kissinger déclare nécessaire une guerre pour maintenir la cohésion du système capitaliste, c'est parce qu'ils voient qu'ils ne peuvent pas résoudre cette crise au travers du fascisme ou de la guerre ; chacun veut s'en tirer pour son compte. C'est pour cette raison que la dispute avec la CIA vient maintenant à la lumière et s'aiguise ; elle indique le besoin urgent du capitalisme de faire la guerre en même temps que sa peur et la résistance qu'il rencontre dans son propre camp. Mais les secteurs qui vont décider, sont ceux qui en ont les moyens : la grande industrie, les hautes finances. Cependant, une série d'évènements font apparaître que ces secteurs, même s'ils vont décider, rencontrent beaucoup de difficultés, en leur propre sein, pour fixer les délais, les formes, le lieu de la guerre. Ils auraient déjà dû faire la guerre, mais ils se heurtent à des résistances, même parmi les couches les plus élevées. On en voit un exemple dans la déclaration du ministre des Affaires Extérieures de Hollande : "si Luns vient ici, je le chasse à coups de pieds". Le journaliste demande : "comment dites-vous, Monsieur le Ministre ?" "que je lui donnerai un coup de pied au cul !". Les relations entre eux atteignent un tel degré d'agressivité, parce qu'ils sentent qu'ils ne triompheront pas dans la guerre. Dans les guerres précédentes, ils développaient une énorme campagne de patriotisme. Mais maintenant, ils doivent la préparer en silence. Ils sont clandestins. Une partie de leur appareil se désintègre. Le Portugal le montre, la Grèce et la Hollande également. En plus, en Hollande ils ont dû admettre que les soldats aient le droit de mener une vie politique, de lire tous les extes. Cela montre la faiblesse très grande du capitalisme.

Il faut considérer très sérieusement ces déclarations de Kissinger sur la guerre. Cela fait au moins quatre fois, qu'il fait de telles menaces. Il faut considérer de même les déclarations de Moscou et la maladie de Brejnev. Même si sa maladie est réelle, elle survient à un moment opportun et nécessaire au jeu diplomatique ; c'est le jeu diplomatique qui rend nécessaire cette maladie.

Kissinger est un voyageur de la mort ; il exerce une fonction de pantin. On lui fait dire une chose aussi bien que le contraire. Avant, il n'y avait pas un ministre, pas un secrétaire d'Etat qui aurait accepté une telle fonction de pantin. Le ministre avait une position et la défendait. Mais avant, il y avait aussi une possibilité, un champ de jeu diplomatique, démocratique, de concessions, d'accords. Maintenant il est de moins en moins possible de faire des accords, parce que les pays capitalistes sont pressionnés, aiguillés, poussés par la lutte de classes mondiale qui tend à supprimer le capitalisme. Cette lutte peut atteindre un niveau aussi élevé qu'en Italie, où les ouvriers de la Fiat exercent directement la fonction de direction de l'entreprise et où les masses se mettent à la direction de tout le pays, quand elles imposent à l'Etat de maintenir le prix des autobus et de l'électricité. La même chose se produit en France, où les ouvriers, même dans de petites usines, font l'expérience de remplacer le patron ou bien le licencient tout simplement. Il ne s'agit pas là d'actions épisodiques, passagères, mais d'une structure, de laquelle fait également partie le fait que l'URSS reconnaît Arafat. Depuis deux ans, nous posons que l'URSS apprend la tactique. Il faut voir que l'URSS, même aux moments les plus tendus de ses relations avec Arafat, n'a jamais rompu avec les Palestiniens.

L'URSS fait cela en vue de pressionner l'impérialisme yankee et d'établir une alliance avec les pays arabes. Les déclarations d'Arafat visent à faire pression sur les Yankees. Les Soviétiques doivent contenir les Yankees, sans intervenir directement. Mais ils interviennent au Moyen Orient, au travers d'Arafat et de l'Egypte. Avant, ils négociaient avec les Yankees. Ils discutaient même la retraite des arabes. Maintenant ils interviennent au travers d'Arafat dont l'armée par elle-même n'a pas de force ; c'est une armée de guerrillas ; mais maintenant les Soviétiques leur donnent beaucoup d'armes, et également aux Syriens. L'attitude des Soviétiques au Moyen Orient indique qu'une aile à l'intérieur de l'URSS est résolue à aller assez loin dans la lutte contre l'impérialisme, sans annuler toutefois la politique de marchés avec les capitalistes et d'acceptation de leurs investissements.

En permettant aux capitaux yankees et japonais de s'investir en URSS, ils prennent des mesures de conciliation avec le capitalisme ; mais ils ne tendent pas pour autant, à soutenir le système capitaliste, parce qu'ils font dépendre une partie de la production industrielle des Etats-Unis et du Japon, de l'Union Soviétique, qui peut leur couper le pétrole à n'importe quel moment. C'est pourquoi les japonais et les Yankees hésitent pour investir ; ils sentent que les Soviétiques peuvent leur supprimer le pétrole à n'importe quel moment. Mais le capitalisme ne sait plus où investir. Il démontre par là toute son inertie. Les Japonais viennent de faire des investissements en URSS, parce qu'ils cherchent à survivre.

Cette déclaration de Kissinger s'appuie également sur le fait que le capitalisme est obligé de prendre ces mesures qui vont contre sa nature et qui favorisent les Etats ouvriers. Le capitalisme va mourir de toutes façons. Il lui reste peu de temps à vivre. Il faut prendre très au sérieux ces déclarations de Kissinger et montrer la grande cirse et l'impuissance du capitalisme.

Le capitalisme est épuisé, mais il dispose d'un très grand pouvoir économique et militaire. Si les Etats ouvriers, alliés aux masses du monde, n'abattent pas ce qui reste du système capitaliste, celui-ci va pouvoir dépasser cette crise. Il fera une plus grande centralisation, il diminuera encore plus les secteurs intermédiaires et bas du capitalisme. Il va se centraliser plus et aiguiser encore plus ses contradictions, mais il va passer outre cette étape.

Le capitalisme trouvera toujours une issue tant qu'on ne le renverse pas. Maintenant même on annonce, en France et en Allemagne une immense diminution des exploitations de type familial, en particulier dans l'agriculture. Des exploitations allant jusqu'à 10 mille hectares sont fusionnées à d'autres. Dans l'industrie également il y a un processus important de concentration, un grand nombre de petites industries ferment. L'artisanat est à l'agonie.

Il faut, dès maintenant, tenir un congrès, une réunion de tous les syndicats et centrales ouvrières du monde, pour discuter un programme de production, au bénéfice de l'être humain. Nous proposons de faire une telle réunion, et discuter un programme pour la liquidation de toutes les armes atomiques et conventionnelles des pays capitalistes, et contre le désarmement des Etats ouvriers. Discuter un programme d'échelle mobile des heures de travail et des salaires, sur le plan mondial. Que tout le progrès de la science et de la technique aillent au service de la population, que celle-ci intervienne dans la planification, dans la production, la direction et la distribution. Faire avancer de telles mesures, en même temps que le progrès du socialisme dans de nombreux pays, même s'ils ne sont pas encore des Etats ouvriers. Front Unique mondial de tous les syndicats ! des centrales ouvrières, paysannes, des mouvements intellectuels et étudiants, sur la base de ce programme ! Organiser une discussion pour l'appliquer ! Pour un appui inconditionnel à tous les peuples qui luttent pour leur indépendance. Faire un appel pour que les pays d'Afrique, d'Asie, d'Europe fassent des fédérations entre eux, afin de développer l'économie sous le contrôle des masses et d'exproprier les principaux moyens de production du système capitaliste. C'est la seule manière de résoudre les problèmes des masses.

LA SOI-DISANT ENQUETE SUR LA C.I.A. ET LA DESINTEGRATION DES ORGANES DU CAPITALISME

La crise actuelle aux Etats-Unis est due au fait que ceux-ci ne peuvent répondre, maintenant, par la guerre. Ils ne peuvent pas imposer leur loi sur le marché mondial, au moyen de la guerre ; c'est pourquoi la crise se reflète à l'intérieur même des Etats-Unis. Elle s'exprime dans les déclarations de Kissinger, et dans l'annonce des critiques envers la CIA. Le capitalisme a conscience que la CIA est en train d'affaiblir, de décentraliser le fonctionnement de l'appareil gouvernemental.

La CIA a des intérêts propres, en tant qu'organisme ; elle vit sur la base de ces intérêts particuliers qui la conduisent même à se heurter à l'appareil de la bourgeoisie, à l'un ou l'autre secteur bourgeois. C'est pourquoi ils essaient de soumettre la CIA à un fonctionnement centralisé ; ils ne veulent pas l'annuler, mais supprimer un pouvoir qui s'oppose aux autres, qui défend des intérêts particuliers, alors que l'intérêt de l'ensemble de la bourgeoisie est déterminé au travers de la présidence. Pour cette raison, ils donnent actuellement un rôle beaucoup plus important à la Chambre et au Sénat, pour en faire un centre des intérêts des secteurs de la grande bourgeoisie liés à des intérêts de développement économique et d'accords avec l'Union Soviétique.

Le gouvernement yankee doit céder, et faire semblant de mener une enquête contre la CIA, parce que les autres secteurs de la bourgeoisie profitent du scandale public pour essayer de l'éliminer. Il ne s'agit pas d'une lutte contre le système capitaliste ; c'est une lutte de concurrence entre eux. Ils essaient de dominer la CIA afin qu'elle serve consciemment et de façon centralisée les buts et les objectifs de l'ensemble du capitalisme. Et ces secteurs veulent avoir un plus grand poids.

Il s'agit de divers courants capitalistes qui se heurtent entre eux, quant à la politique à mener. Ils n'ont aucun désir de faire une enquête sur la CIA, sur sa fonction. Tout le monde sait ce qu'est la CIA ; tous en sont des agents. Ils sont en train de faire une parodie pour contenir la CIA et pour faire taire les secteurs de la bourgeoisie qui se sentent lésés par une politique,

Editeur responsable Polet Claudine
46, Avenue Calbeaux 6080 Montignies s/S

R, LE PROGRAMME DES ETATS
E MONDIAL ANTI-IMPERIALISTE
J. POSADAS

comme celle menée au Chili, qui ne convient pas à leurs intérêts. Il faut voir que c'est le "New York Times" qui a dénoncé le scandale de la CIA ; or ce journal est lui-même un agent de la CIA. S'ils en arrive à faire cela, c'est parce que des secteurs importants de la haute finance, sont embarassés de la décentralisation de la CIA. Les types de la CIA essaient de faire des affaires pour leur propre compte et les autres ont peur de voir une précipitation des évènements qui pourrait conduire à la guerre ou à un affrontement avec l'Union Soviétique. Ils veulent garder le contrôle et ne pas en arriver à un affrontement partiel prématuré.

Il faut voir qu'ils sont obligés de mener cette enquête. Ils sont un instrument au service des monopoles, mais ils ont dû également tenir compte de la protestation du peuple nord-américain. Il n'y a pas eu de mobilisations indépendantes, de masses, il n'y a pas de formation de parti de classe ; mais il n'y a pas eu non plus de mobilisation en faveur du gouvernement. La bureaucratie syndicale empêche les masses de se mobiliser. Mais le gouvernement a un appareil suffisamment puissant pour mobiliser des gens, cependant il n'en a rien fait.

Il y a une protestation du peuple nord-américain, qui continue celle des dernières élections, où 60 à 65 % des gens se sont abstenus. Tout le monde a voté de la même manière, sans y être invité par personne, de l'Est à l'Ouest, du Nord au Sud, à des milliers de kilomètres de distance. Les gens n'ont voté pour personne, c'est à dire qu'ils ont voté contre. L'abstention est un vote contre. Il n'y avait personne pour qui les masses auraient pu voter ; elles n'avaient pas de moyen non plus de voter contre, alors elles se sont abstenues.

Cette soi-disant enquête sur la CIA vise à contenter l'opinion publique nord-américaine, pour gagner sa confiance dans l'activité de la CIA ; en même temps la bourgeoisie veut restructurer la CIA pour qu'elle se centralise. La petite-bourgeoisie et la classe ouvrière manifestent leur méfiance vis-à-vis de la CIA parce qu'elles sont contre ses interventions dans les autres pays. Elles ne s'opposent pas à la CIA parce que celle-ci fait l'espionnage du Parti Démocrate, mais parce qu'elle intervient dans d'autres pays. Cela veut dire que le peuple nord-américain appuie les luttes anti-impérialistes du monde.

La bourgeoisie a besoin de modifier, restructurer, règlementer des organes comme la CIA. Elle montre par là toute son impuissance : à cause de la faiblesse du capitalisme, cet organisme ne peut plus accomplir une fonction stricte parce qu'il ne peut faire ce qu'il veut. De ce fait, il dégénère par rapport à sa propre fonction contre-révolutionnaire et devient un instrument de l'un ou l'autre secteur au lieu de servir l'ensemble de la bourgeoisie. S'ils avaient pu faire la contre-révolution et la guerre – comme ils voulaient le faire – ils l'auraient déjà fait. Mais comme ils ne peuvent encore se lancer, l'organisme destiné à cela, dégénère, reçoit toutes sortes de pressions, perd le contrôle.

De même, dans la bureaucratie soviétique se développaient des secteurs, qui étaient même contre la centralisation de l'Etat, tandis que le secteur de Staline – qui était le plus puissant – avait intérêt à la centralisation de l'Etat. De même aux Etats-Unis, ce sont toutes des camarillas, des dictatures. C'est une dictature. La forme parlementaire du gouvernement est un mensonge. La preuve en est que les gouverneurs furent élus avec 35 % des voix et que le président n'a même pas été élu. Où se trouve la démocratie ? S'il y avait une démocratie, les 65 % de personnes qui se sont abstenues pourraient s'exprimer. Mais la bourgeoisie règlemente les formes d'expression de façon à les canaliser selon ses intérêts. Les 65 % de gens qui se sont abstenus étaient contre l'un et l'autre candidat, ils veulent autre chose. C'est en partie à cause de cela, qu'ils ont fait cette parodie d'enquête sur la C.I.A.

La population nord-américaine, qui n'a pas de parti ni de syndicat exprime de cette manière, sa répudiation. Ils parlent de "majorité silencieuse". Ils pourraient ajouter : "silencieuse" et "invisible" : où se trouve leur majorité ? La vraie majorité n'était ni silencieuse ni invisible : elle s'est exprimée en ne votant pour aucun des candidats. Elle fait des grèves, des mobilisations, des manifestations. L'impérialisme yankee, par contre, ne peut faire une seule manifestation d'appui à sa politique contre le Vietnam ou contre l'Union Soviétique. S'il convoque une manifestation, celle-ci se fait contre lui !

Voila la crise dans laquelle se trouve l'impérialisme yankee. S'il avait pu faire la guerre une telle crise ne se serait pas produite ; elle aurait été absorbée par la guerre. En ne pouvant faire la guerre, ils augmentent leur décomposition intérieure. L'impérialisme a des armes en nombre tel qu'il pourrait écraser tous les peuples d'Amérique latine. Mais pour les utiliser, il doit en trouver le justification et les moyens. Il ne les trouve pas. Il sent que s'il emploie les armes, il peut gagner, mais après, dans chaque pays : qui gagne ?

La grande industrie ne peut se développer sous la dictature fasciste, ni sous aucune autre dictature. Elle a besoin de l'harmonie la plus complète pour s'épanouir. Une telle harmonie est impossible sous le système capitaliste. C'est pourquoi celui-ci étouffe les forces productives, les empêche de se développer avec toute leur puissance.

Dans leur esprit existe l'intention de revenir au passé. L'essai qu'ils ont fait avec la Junte assassine du Chili en est un exemple. On ne peut revenir au passé, parce que les militaires qui manient les armes, n'obéissent plus aux maîtres de l'argent et des armes, ils obéissent à la raison, qui se substitue aux patrons de l'argent et des armes. Le capitalisme ne peut rien faire face à cela. Il peut s'accrocher, retarder l'échéance, tuer, assassiner, rien de plus. Les Etats ouvriers doivent faire appel au front unique mondial pour abattre ce qui reste du système capitaliste.

Le capitalisme prépare la guerre. Plus tôt les Etats ouvriers prennent l'initiative, plus ils vont réduire les dommages que va produire la guerre, parce qu'ils vont empêcher, de cette manière, que le capitalisme choisisse le lieu et le moment pour décider la guerre et ils vont l'obliger à mener une guerre comme au Vietnam. Il est exclu qu'on puisse empêcher l'impérialisme de faire la guerre, car c'est le système, et non l'un ou l'autre type, qui fait la guerre. C'est le système qui réagit contre le progrès de la révolution.

5 janvier 1975 J. POSADAS

GLAVERBEL :

Le capitalisme, dans sa crise économique et pour les besoins de la concurrence, n'hésite pas à liquider des entreprises pour produire ainsi une plus grande concentration. En effet, s'il veut fermer Glaverbel-Gilly, ce n'est pas que celle-ci ne puisse plus produire du verre à bon compte mais, dans le cadre de sa concentration et dans la recherche du plus grand profit, la multinationale BSN n'hésite pas à se défaire des secteurs les moins rentables.

Mais si cette usine n'est pas rentable pour les multinationales, elle peut continuer à fonctionner de façon rentable mais en étant nationalisée. C'est l'Etat, et ceci toutes les centrales syndicales doivent l'exiger, qui doit prendre le contrôle, mais aussi investir pour créer un nouveau four de verre flotté qui lui donne une continuité à long terme. L'Etat a fait cadeau à la multinationale d'énormes prêts pour l'emploi à Gilly. Quel est le résultat ? C'est que le capitalisme utilise ces prêts, non au bénéfice de la classe ouvrière, pour diminuer le temps de travail, améliorer les conditions de travail, mais au contraire, il les utilise pour produire de plus grands bénéfices.

Il faut en finir avec cela. Exiger que tous les prêts ou les aides aux industries soient destinées à améliorer les conditions de vie des travailleurs. Le capitalisme, au contraire, investit pour utiliser chaque fois moins de main-d'oeuvre. Pour Glaverbel-Gilly, il est possible de continuer à la faire fonctionner, mais pour cela, il faut un plan du gouvernement pour lui fournir du travail, de même que pour les autres usines :

1. L'installation dans toutes les habitations sociales en construction et déjà habitées de doubles vitres, ce qui fait faire une économie d'énergie.
2. L'interdiction d'utilisation d'emballages en plastique pour les produits alimentaires. Les plastiques comme le PVC sont des dérivés de produits cancérigènes. Le capitalisme nous empoisonne tous les jours.
3. La diminution du temps de travail à 36 Hs. mais payées 40 Hs.
4. La mise sous contrôle ouvrier de toute la production, des crédits, des prêts et investissements faits.

La FGTB et la CSC à Charleroi, ainsi que dans tout le pays, doivent organiser la mobilisation générale en unissant toutes les revendications des différents secteurs. Actuellement, une grève nationale dans la sidérurgie et la métallurgie est en discussion pour dépasser le carcan des 4 % mais on ne peut se limiter à cela.

Le chômage augmente de jour en jour et la défense de Glaverbel-Gilly est un élément fondamental pour freiner ce processus. Si le capitalisme dit qu'il ne peut pas continuer à exploiter certaines usines, eh bien, qu'on l'exproprie en exigeant le remboursement immédiat des aides données.

Il faut unir en une seule la lutte des ouvriers de Gilly avec celle des Ateliers de Moulage, avec la préparation de la grève dans la sidérurgie et la métallurgie, avec la grève des ouvriers de Hanrez en défense d'un camarade Posadiste que le patronat veut licencier pour son activité syndicale.

Il faut préparer un plan de mobilisation dans toute la région pour la défense de l'emploi, contre les fermetures, pour exiger que les 30 milliards destinés à l'achat des avions soient mis pour développer l'emploi dans les régions les plus défavorisées, en y unissant un plan ouvrier de développement.

Ce n'est pas à la classe ouvrière, ni aux camarades de Gilly, de subir les effets de la crise et de la concurrence capitaliste. Il faut nationaliser les usines de verre et organiser un plan, au niveau national, de la production verrière.

Nous sommes d'accord et nous appuyons les mesures proposées par la CGSP et le Comité de grève de Gilly. C'est, en effet, la mise en question du capitalisme en tant que tel qui s'impose. Il faut imposer, comme les travailleurs l'ont fait à la Fiat en Italie, le droit de la classe de décider sur les cadences de travail et les salaires.

Nous appelons le PSB, le PC, les partis ouvriers et la gauche chrétienne à multiplier les interventions, l'organisation d'assemblées dans les usines, de manifestations pour converger dans une large mobilisation dans l'ensemble du pays pour dépasser le carcan des 4 % pour imposer l'échelle mobile des salaires, la nationalisation sans indemnisation des usines comme Glaverbel.

Nous proposons d'organiser à Charleroi un large front-unique pour la défense des travailleurs de Glaverbel, des Ateliers de Moulage, de Hanrez, des usines sidérurgiques et métallurgiques, composé de toutes les organisations de la classe ouvrière, des partis socialistes et communistes, des tendances révolutionnaires, des chrétiens de gauche, des Posadistes, des mouvements de jeunesse, etc... C'est à travers ce front de la gauche et en unissant tous les efforts dans la perspective d'un gouvernement de gauche qu'on peut empêcher des situations pareilles dans le pays.

Le 21.1.1975

Pleine solidarité avec les ouvriers de Gilly. Soutien inconditionnel à la lutte pour l'emploi Les 36 heures dès maintenant. Soutien à la grève des Ateliers de Moulage. Appui à la grève de Hanrez.

Suite de l'EDITORIAL.

des Etats Ouvriers, entre autres avec certains Socialistes, mais aussi avec les chrétiens. L'OTAN représente l'impérialisme américain, et le Pacte de Varsovie représente les Etats Ouvriers. L'impérialisme agit comme classe sociale en défense des intérêts de la propriété privée, et cela par tous les moyens les plus violents. Toutes les guerres, les aggressions impérialistes, contre les masses démontrent que l'impérialisme n'est même pas capable de respecter sa propre légalité quand celle-ci se retourne contre lui. Par conséquent, c'est une consigne utopique, irréalisable, l'impérialisme ne va pas désarmer, les Etats Ouvriers, non plus. Il faut se préparer à la guerre impérialiste en faisant la guerre préventive. La dissolution du Pacte de Varsovie donnerait du champ libre à l'intervention des américains, qui n'ont jamais respecté aucun accord de paix, aucune signature de paix. L'exemple du Vietnam est très clair.

La situation actuelle en Belgique est une conséquence immédiate de toute cette crise mondiale. Les travailleurs et toutes les masses exploitées vont payer les premiers l'achat des avions militaires. Le chômage augmente à une allure vertigineuse et va atteindre les 200.000 très prochainement, le coût de la vie n'arrête pas de s'élever, les conditions de travail se détèriorent, les usines ferment. Les patrons de Glaverbel-Gilly veulent fermer l'usine, et provoquer ainsi une nouvelle augmentation du chômage de quelques 4.000 ouvriers. Glaverbel-Gilly exprime bien le niveau de la crise capitaliste. Cette usine produit du verre plat qui est encore nécessaire pour le fonctionnement de l'économie. Mais les patrons multinationaux de la BSN estiment qu'ils ne font pas suffisamment de profits. Et ils veulent fermer. Il s'est passé la même chose avec les charbonnages.

Face à toute cette situation, la classe ouvrière a démontré et démontre encore qu'elle n'est pas prête à supporter cette crise. Si les patrons ne sont pas capables de diriger l'usine, c'est eux qu'il faut licencier.

Si Vandenboeynants a répondu à la manifestation des 15.000 jeunes, c'est parcequ'il sent à quoi se prépare la classe ouvrière dans les usines. Et elle ne se prépare pas seulement à faire quelques manifestations. Il est très nécessaire que les organisations ouvrières fassent une campagne dans tout le pays pour donner une issue ouvrière à cette crise. A commencer par le PSB qui écrit dans le "Peuple", que la seule issue se trouve en dehors du capitalisme. Mais comment l'organiser ? Nous appelons le PSB à faire des meetings, des assemblées, des réunions dans les usines et dans les quartiers partout dans tous le pays ; contre l'achat des avions militaires, pour organiser une riposte ouvrière, réaliser la nationalisation de tous les secteurs en crise, le partage du travail pour faire au chômage, les 36 heures tout de suite. La FGTB, nationalement a accepté toutes les propositions de la FEB. Mais certaines régionales s'y sont opposées, et toute la classe ouvrières également. Il faut faire une large discussion dans le mouvement ouvrier au travers des délégués de base, communistes, socialistes et chrétiens pour refuser tout licenciement, toute fermeture d'usine, comme à Glaverbel-Gilly. Pour cela, si le PC, le PSB développe une campagne de discussions partout dans les usines dans les quartiers, contre les 30 milliards, pour utiliser cet argent pour élever les salaires, pour développer l'emploi, pour nationaliser toutes les usines en crise, appliquer déjà concrètement les 36 heures, le partage du travail entre tous les ouvriers, cela aurait une influence très grande sur tous les secteurs de la population, du PSC, et permettrait de réaliser un front unique de classe contre le capitalisme. Nous appelons tous les Partis ouvriers, PC, PS, la gauche chrétienne, les Syndicats, les militants de tous ces partis et organisations à prendre les initiatives dans les usines, dans les quartiers dans ce sens.

Le 21 Janvier 1975

dispute, la violence, l'agression, l'individualisme avec la fraternité humaine. Voilà pourquoi l'oeuvre de Beethoven est révolutionnaire. Elle est limitée dans la mesure où c'est la Révolution bourgeoise qu'il a utilisée. Bien que très profonde, celle-ci n'en était pas moins basée sur les relations individuelles, de propriété privée, tout en donnant les éleḿents de base de son dépassement. Ce sont les relations humaines que Beethoven a vu au fond de tout ce processus, dont sa musique était une annonce. Il manquait encore, pour que surgissent de nouveaux musiciens, les nouvelles périodes historiques capables d'en finir avec la propriété privée. Ces nouveaux musiciens ont été les bolchéviques, le meilleur orchestre avec lequel l'humanité ait pu jouer. Le musicien sent ce qu'il voit, perçoit les rapports existants, et reflète tout cela dans sa sphère. L'histoire de l'humanité s'est construite ainsi. L'art a été créé pour cette raison. Le politique-révolutionnaire voit par contre les causes scientifiques, les racines dans la structure de l'histoire. Le musicien voit le moment et l'exprime. De là, son rôle historique utile à la Révolution. Le musicien ou le poète est révolutionnaire lorsqu'il exprime, là ou il peut intervenir, le besoin d'élever les relations humaines, d'éliminer toute forme de haine, de violence, d'agression, d'imposition, d'accumulation. Autrement, il ne sert à rien ; il n'est pas un poète, mais un propagandiste du régime de propriété privée. Il est par contre un propagandiste du futur communiste, lorsqu'il exprime les relations nécessaires au développement de l'histoire. Il n'exprime pas l'intérêt politique d'un Parti, mais les rapports humains pour lesquels ce Parti lutte. C'est de cette façon qu'il s'identifie à Marx.

Le dirigeant révolutionnaire est une expression directe de la lutte. L'artiste agit, lui, de façon indirecte. Il pose les problèmes en partant des relations humaines existantes et de là, imagine et s'inspire. Le politique-révolutionnaire s'inspire et développe, lui, l'intelligence à partir de son intervention dans la lutte de classes.

L'artiste est un produit des relations humaines dont il déguise et masque en partie les sources réelles. Les relations humaines sont exprimées de façon défigurée sans référence à leur source dans la lutte de classes. Beethoven est un représentent de cela. Il a vu que le développement de l'économie était injuste, que la lutte des ouvriers et des paysans était juste, que le mode de vie était injuste et il s'est opposé aux rois. Beethoven était républicain, ce qui a l'époque représentait un progrès énorme. La révolution française avait déjà eu lieu. Beethoven n'est pas sa propre création, mais un représentant, une expression d'un processus déjà en marche. Sa musique s'inspirait de relations humaines telles qu'il pensait qu'elle devaient être. Les bolchéviques ont démontré qu'elles allaient être supérieures. Beethoven n'était pas le seul dans son cas. Il y a eu aussi Rousseau, Diderot, Voltaire, toute une série d'encyclopédistes qui sur le plan de la science et de la nature et même sur celui de la jurisprudence ont fourni une interprétation.

Des relations ont montré que la nature humaine était plus confiante, plus sûre d'elle, ne se laissait pas soumettre à la brutalité de l'économie, du pouvoir royal et féodal. Elles se sont montrées sûres de pouvoir utiliser l'économie pour se libérer. Beethoven observait ces relations qui exerçaient leur influence sur les rapports humains. Il ne voyait pas la lutte de classes directe, mais déguisée au travers des relations humaines. C'est en s'inspirant ainsi qu'il a construit son oeuvre. Celle-ci représente un degré de relations humaines déjà achevée et complète pour cette époque. C'est la raison pour laquelle son oeuvre ne convenait pas à la bourgeoisie. Il était un Robespierre pour son étape, il allait en musique au fond des conclusions de la Révolution française.

Beethoven a porté les relations humaines au degré de la fraternité, des bases nécessaires à l'élimination des différences, des antagonismes, des contradictions. Il n'a représenté qu'un aspect de ce progrès et non la forme programmatique politique. Il s'est inspiré pour écrire son oeuvre du désir de servir le progrès, surgissant de ce type de relations. Il n'était ni mandaté ni soumi à aucun parti.

Le développement de la science, des rapports humains, la domination de la nature, l'avance de la technique, de la production, de l'industrie, créaient des rapports de libération de l'être humain par rapport à la nature et en partie à la société. Tout cela a été dans son ensemble, exprimé par Diderot, Rousseau, Voltaire, aussi bien dans la philosophie que dans la nature. Beethoven l'a exprimé dans les rapports humains, dans la musique comme une création de l'être humain. Il représentait une certaine indépendance de la soumission à l'économie et à la nature. Mais la création de Beethoven est une réponse sur le terrain de l'inspiration, des sentiments les plus élevés. En politique, il en va autrement, car elle se réfère aux faits concrets. Il a représenté un aspect de la lutte de classes sous la forme des relations humaines et des sentiments humains les plus élevés, mais qui n'étaient pas directement utiles à la lutte de classes. Ils ont servi cependant directement à Marx et aux autres révolutionnaires, dans la mesure où ils leur ont donné assurance historique, assurance dans le communisme, leur montrant que celui-ci était logique dans l'histoire.

A l'époque de Beethoven, les relations étaient faites d'imposition, de pouvoir, royal, féodal, d'esclavage, de propriété privée. L'ensemble de la musique et celle de Beethoven était un signe de protestation, de réaction aux relations existantes et l'annonce d'un futur. Et ce futur, s'est démontré supérieur à ce que Beethoven avait prévu. La fraternité humaine sera infiniment supérieure à la 9ème Symphonie, à l'Appassionata. Mais ces deux oeuvres n'en sont pas moins un guide, mesurant la portée du futur. Toute la musique, y inclus celle de Beethoven exprime l'assurance du processus collectif de l'humanité. Bien que très profonde, c'est encore une expression individuelle. Voilà pourquoi Beethoven est un génie de la musique, mais n'est pas moins inférieur à ce que les masses ont fait à Stalingrad. Il n'existe aucune musique, aucune Appassionata, capable d'exprimer les sentiments des masses à ce moment là, alors qu'elles défendaient la civilisation humaine.

LA MUSIQUE DE BEETHOVEN ET L'AVENIR DE L'HUMANITE

La meilleure musique de Beethoven ne parvient à exprimer seulement qu'un trait de la capacité humaine, alors en train de s'élaborer. Il y a eu postérieurement la Commune de Paris, 1905-1917, la Révolution Russe et Stalingrad. L'humanité a exprimé là ; la façon dont elle cherchait à convaincre et à persuader. Remplie de douleur, l'humanité doit tuer quand c'est nécessaire au progrès. Elle ne tue pas pour assassiner, accumuler ou imposer, mais parceque c'est nécessaire au progrès, pour imposer le progrès. Il n'existe aucune musique capable d'exprimer cela. Seule peut encore le faire la musique des Partis ouvriers, des Syndicats, des assemblées ; instruments les plus beaux pour conquérir l'avenir. Aucune musique ne peut les remplacer. Les sentiments humains sont ce qu'il y a de plus chaleureux et de plus profonds dans l'existence. Il faut encore créer les conditions pour qu'apparaisse le musicien capable d'interpréter cela.

Le musicien et le poète auront dans le futur un rôle supérieur à celui de cette époque. Pour le moment c'est la fonction actuelle que nous devons utiliser, tout comme nous ne faisons avec la science à son niveau, et avec la lutte de classes et tous les moyens dont nous disposons maintenant. Si nous pouvions utiliser des moyens plus élevés, nous le ferions.

Toute musique répondait à une nécessité historique, doit produire des sons qui correspondent à l'expression pure des sentiments, qui les accumule et les transmette. Ils doivent exprimer les sentiments de l'humanité. La propriété privée s'est développée dans l'égoisme, ce qui repousse le développement de relations humaines, de l'économie, de la science, de la technique.

L'organisme humain est une structure unique. L'être humain est monolythique dans sa nature. Son cerveau, moteur principal, ordonne et dirige toutes les autres fonctions et les relations sociales. Il s'est construit en accord avec le développement de la science, de la technique, de l'économie, des rapports sociaux, faisant avancer l'organisation des sentiments et de la conscience.

La conscience a évolué en fonction des possibilités de comprendre la nature et la société. Au fur et à mesure que l'économie, la science, la technique, l'industrie, l'électronique avancaient, la capacité de penser, de raisonner, d'éduquer et d'ordonner les sentiments avancaient également. Beethoven apparaît à une étape où le développement de la grande industrie n'était qu'à ses débuts. Il a pu en partie exprimer la nature et les relations humaines bien que n'étant pas très développées à ce moment là. De telles relations ne peuvent pas s'exprimer en musique de la même façon que dans les autres arts, dans la mesure où ce n'est pas l'intelligence qui entre comme élément essentiel. Dans le domaine des idées, par contre, l'intelligence pénètre, se mesure à la réalité, la voit, la vit. La musique vit aussi la réalité, la juge, la sent mais elle élabore les sentiments et le contact avec la vie d'une façon abstraite. La science, elle, doit la toucher, y pénétrer pour opérer sur elle et la changer, elle se propose de transformer des faits tangibles. Ce n'est pas le cas pour la musique qui opère sur le terrain des sentiments.

La musique de Beethoven ne reflète pas la haine du vaincu, ou de celui qu'il faut vaincre, mais au contraire le chant, le besoin de progrès, de fraternité humaine. Voilà pourquoi elle n'exprime pas un sentiment de vengeance, mais en comprenant que l'histoire s'est développée ainsi. Il est impossible de faire avancer l'histoire avec un sentiment de vengeance, parceque cela engendre alors le conservatisme, l'individualisme. C'est le remplacement d'un patron par un autre. Le socialisme est la suppression de tous les patrons extérieurs, dans les rapports économiques et intérieurs, dans la façon de penser et de raisonner.

La musique de Beethoven est celle qui se rapproche le plus du raisonnement. Elle exprimait déjà le cours et le chemin qu'allait suivre l'humanité. C'est en cela que le rôle de Beethoven est révolutionnaire. Il réalise ses oeuvres pour s'unir au progrès de l'humanité et non pour passer le temps. Son oeuvre n'est pas contemplative mais d'intégration à l'humanité. La musique de Beethoven s'intègre à l'humanité. Elle est née des aspects les plus élevés du sentiment de progrès, de fraternité humaine et a servi à la création d'idées révolutionnaires. Elle a été une base, un support ; une impulsion, un aliment de sentiment révolutionnaire.

Une oeuvre d'art à n'importe quelle étape de l'histoire, fait partie des idées révolutionnaires, même si elle n'est pas formulée sous forme de programme, de politique ou d'objectif. Elle fait partie de la création des sentiments et à son tour soutient, impulse ; nourrit et développe la capacité de donner des idées révolutionnaires, d'utiliser l'intelligence révolutionnaire. L'humanité est une entité. Elle s'est créée ainsi au travers de la lutte de classes, dont la musique est une expression très avancée. Mais à partir du moment où existe le marxisme, la musique occupe un niveau inférieur ; le marxisme étant en effet la conscience du processus inconscient de l'histoire. Il n'existe aucun instrument supérieur à l'intelligence organisée qu'est le marxisme. Tout musicien intelligent doit être marxiste pour pouvoir exprimer les sentiments dans toute leur portée, dans toute leur profondeur. Ceux-ci ne peuvent pas s'exprimer de façon abstraite, mais sous la forme concrète, matérielle de l'existence.

Notre préoccupation pour tous ces problèmes est unie à l'objectif central de la lutte pour le communisme, et dans l'immédiat à la lutte politique pour le pouvoir, pour organiser la gauche dans les partis communistes.

LA VIE EST MONOLYTHIQUE

Il faut vivre la vie pleinement pour pouvoir y participer et se sentir organisateur de l'histoire. Il n'y a pas d'un côté, la vie politique, de l'autre, la vie intellectuelle et d'un troisième, la vie musicale. La vie est monolythique, tout comme le sont, les idées, le Parti, le communisme. Le Parti est uni monolythiquement à la politique pour aller au communisme.

Seule la lutte politique connaît différentes phases et angles. Pour dominer totalement la lutte politique, il faut vivre la vie dans son entièreté.

La vie est une construction de l'humanité qui s'est réalisée dépendante de la nature et de l'économie. Ce n'est qu'avec la société socialiste que l'humanité commence à prendre conscience d'elle même. Aujourd'hui, elle n'est qu'à l'aube de cette conscience. C'est au travers des Etats Ouvriers, du Parti, qu'elle acquière la confiance de ce qu'il est possible de tout résoudre, de tout décider de tout changer. Plus nous avançons, plus nous progressons, plus nous dominons la vie, les humaines, plus nous comprenons que l'action humaine, loin d'être quelque chose à part, éloigné ou particulier, fait partie intégrante de la lutte de classes ; plus nous sommes sûrs que la vie est invincible. La vie ; ce n'est pas la guerre, le capital, la propriété privée. Ce ne sont là que des accidents de l'histoire qui auront duré quelques siècles. De cette façon, l'être humain s'est formé et structuré en fonction de la lutte de classes.

Beethoven est remarquable et mérite tout notre respect, toute notre affection, la plus profonde adhésion de sentiments affectueux. Au lieu de se sentir attiré et soumis par l'esprit, par le sentiment, par la volonté de possession ; Beethoven, comme tous les génies de l'histoire, s'est senti attiré par les sentiments de fraternité humaine. Même au prix et au risque de rester une minorité, d'être exclu d'une participation à la société, de tels génies ont démontré combien leur oeuvre était nécessaire pour l'humanité. Bien que sans influence politique, bien qu'étant quelques unités, ils ont été considérés au plus haut niveau de l'échelle des relations humaines ; dans la mesure où ils exprimaient un besoin social de l'humanité.

La musique, comme l'art ont surgi comme une nécessité permettant à l'être humain de montrer qu'il n'était pas une bête, qu'il n'était pas soumis à la propriété privée et au commerce. Voilà pourquoi, nous avons une telle préoccupation pour connaître l'art et la musique de Beethoven en particulier, pour comprendre la vie, et son monolythisme. Les rapports nécessaires à l'unification de l'humanité à travers la fraternité existent déjà tout comme les conditions économiques et sociales et la compréhension humaine. Voilà pourquoi nous nous préoccupons constamment de comprendre tous les problèmes de l'humanité : L'art, la Musique, la Poésie, le Sport. Beethoven a contribué à l'élaboration des idées révolutionnaires, comme tout art révolutionnaire. Il a créé des sentiments de fraternité, de justice, d'égalité. Il permet d'observer la vie, non de la comptempler – comme le fait le patron –, en élevant les relations humaines. En cela, il aide le révolutionnaire, affermit son assurance. Il diffuse, homogénéise la connaissance et lui permet de s'appuyer sur l'assurance théorique, politique, historique. Telle est la contribution de Beethoven aux idées révolutionnaires.

Voilà comment nous interprétons, comment l'on doit interpréter sa contribution au progrès de la révolution et de l'humanité.

19 Mai 1974 J. POSADAS

LES MILITAIRES, LE PROCESSUS DE LA REVOLUTION PERMANENTE AU PORTUGAL ET LA IV INTERNATIONALE-POSADISTE

9-1-75 **(extraits)** **J. POSADAS**

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU
PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

14e année - 7 F.B. - n°239 - 14/2/1975 -Hebdo.

Abonnem. 12 num 70 F
Abonnem. 24 num. 150 F
Abonnem. de soutien 300 F
Correspondance
B.P. 273 Charleroi
C.C.P. 9762.34 de C. Polet

S'appuyer sur toutes les luttes ouvrières pour renforcer le front de la gauche

ÉDITORIAL

Un double pouvoir s'est installé en Belgique. Tandis que le gouvernement se réunit pour décider que le Val St Lambert devra réduire les 2/3 de son personnel pour continuer à fonctionner, les travailleurs occupent leur usine, vendent la production et décident que l'usine doit continuer à vivre et que tout le monde a droit au travail. Des milliers de gens défilent toute la journée et achètent la production ouvrière, manifestent leur solidarité, et leur propre volonté de changer toute la société. A la Discipline, les travailleurs répondent aux manoeuvres des capitalistes et du gouvernement qui les soutient, en étendant la lutte à toutes les entreprises du verre et en organisant la vente directe à la population.

Les initiatives, chaque fois plus grandes et plus fermes, de la classe ouvrière, mettent en échec tous les plans de rationalisation, de concentration du capitalisme. La classe ouvrière refuse de faire les frais de la crise capitaliste ! Elle le démontre par son action. Elle montre aussi que "le pouvoir surgit des usines", comme le posait Posadas. Cette élévation de l'action de la classe ouvrière est encouragée, appuyée par toute la population travailleuse de Belgique, et par tout le progrès incessant des luttes des masses en Europe, dans le monde, et par toutes les manifestations de la crise et de la décomposition du système capitaliste, de son incapacité à résoudre les problèmes de la société. L'influence des luttes des masses pénètre profondément jusqu'au coeur de l'impérialisme : aux Etats-Unis aussi, la classe ouvrière se montre décidée à ne pas payer les frais de la crise. La manifestation de 300.000 ouvriers de l'industrie automobile contre le chômage en est une preuve !

L'impérialisme yankee et le capitalisme mondial poursuivent tous leurs projets de guerre, de coups contre-révolutionnaires. Ils subissent aussi des échecs flagrants : au Pérou, au Portugal. Maintenant, la Turquie menace à son tour de quitter l'OTAN. Au Portugal, les militaires élèvent leur intervention politique dans la révolution pour défendre la perspective socialiste. Le Marché dit "Commun" Européen doit faire face à une nouvelle crise agricole, encore plus grave que toutes les antérieures. Dans un tel processus de crise totale du capitalisme, les grèves, les mobilisations résolues de la classe ouvrière en Belgique prennent toutes un caractère nettement anti-capitaliste.

Même une lutte qui part d'une revendication immédiate, ou limitée, prend un aspect de lutte, non seulement contre le patron de telle ou telle usine, mais contre le système capitaliste, et exprime une volonté et une décision de toute la classe ouvrière, et de toute la population qui l'appuie, de se passer du capitalisme, d'en finir avec lui, de progresser dans la lutte pour changer toute la société.

Une phase plus élevée de la lutte se développe maintenant. Le mouvement est en marche et aucun appareil ne peut plus l'empêcher, l'étouffer. Cette lutte se développe à l'échelle de tout le pays. C'est faux que les "luttes en Wallonie sont plus grandes, que les masses y sont plus radicalisées" etc.. Depuis la grève des mineurs du Limbourg, des dockers d'Anvers et Gand, il y a une quantité de petites usines occupées dans la région flamande.

La bourgeoisie ressort les soi-disant problèmes linguistiques pour essayer de dévier l'attention des masses et surtout de la petite-bourgeoisie. Apparemment ce sont des groupes fascistes qui sortent dans la rue, le VMO, Were Di etc.., mais derrière eux se trouve tout le capitalisme. Entre la manifestation des fascistes à Schaerbeek et le voyage de Nothomb, Maertens et Van Aal au Portugal pour participer au congrès de reconstitution – sous le camouflage, d'un parti démocrate social – d'un parti réactionnaire, avec des anciens fascistes à sa tête –, il n'y a pas de grande différence : ce sont des formes différentes par laquelle la bourgeoisie en crise, cherche à se défendre de la montée des forces ouvrières et révolutionnaires. En assistant à ce congrès, les dirigeants du PSC-CVP agissent au nom de la bourgeoisie européenne, qui cherche par tous les moyens à écraser le progrès du Portugal vers le socialisme. De la même façon, la bourgeoisie cherche à le faire en Belgique. Et le PSC-CVP est son centre politique fondamental. Dans ces conditions, les intentions d'une partie de la direction du PSB de reconduire une alliance pour former un futur gouvernement de centre-gauche, vont servir uniquement le capitalisme. C'est ce qui se cache derrière les propositions d'un "contre-gouvernement" du PSB, faites par la tendance de W. Claes.

Par contre, dans toutes ses actions, la classe ouvrière élève les conditions, les possibilités, les forces, pour construire le front de la gauche !

Dans tout le pays, la classe ouvrière montre son sentiment unifié, et la confiance qu'elle a dans ses propres forces. Elle a déjà confiance de pouvoir se passer du capitalisme, et que la propriété privée est l'obstacle principal au progrès des gens, au progrès de l'immense majorité de la population.

En occupant l'usine, les ouvriers ne luttent pas pour des intérêts personnels, pour partir chacun avec un morceau de l'usine, avec une pièce des machines. Ils le font pour donner confiance au reste de la population, que le capitalisme est incapable de défendre autre chose que ses intérêts et ses profits, et que la classe ouvrière est capable et disposée à prendre la relève. Elle ne se propose pas

Suite page 4

LIBERATION DES 10 DE CARABANCHEL ET DE TOUS LES EMPRISONNES POLITIQUES

FRONT UNIQUE OUVRIER DANS TOUTE L'EUROPE POUR EN FINIR AVEC LE REGIME DE FRANCO !

Les luttes, les grèves, les manifestations de masses, qui se succèdent en Espagne, sans arrêt, depuis plusieurs mois, préparent des changements décisifs, le renversement du régime de Franco et l'ouverture d'un processus en Espagne – comme au Portugal – vers l'instauration d'un Etat ouvrier. La décomposition du régime franquiste augmente de jour en jour et atteint les secteurs les plus élevés de son appareil, les fonctionnaires de son administration, la magistrature, l'armée.

D'un côté, la bourgeoisie espagnole cherche à se débarasser de Franco, de l'autre, elle a une peur énorme de la force du mouvement ouvrier, du PC, du PS, des commissions ouvrières, des syndicats, de la classe ouvrière. C'est pourquoi elle ne décide encore rien, et multiplie les zig-zag. Le progrès très dynamique de la révolution au Portugal, vient ajouter à sa panique. En même temps le régime de Franco augmente la répression, et en même temps il doit faire des concessions politiques et supporter des manifestations de masses dans toutes les grandes villes et des mouvements de grève, des conquêtes révolutionnaires des ouvriers dans les usines.

Tout le mouvement ouvrier d'Europe doit intervenir, de toutes ses forces, pour aider la classe ouvrière d'Espagne à en finir avec le régime franquiste et à jeter les bases du socialisme en Espagne ! Les manifestations se sont déroulées partout en solidarité avec les 10 camarades de Carabanchel et pour exiger la libération de tous les prisonniers politiques. Mais elles n'ont pas été soutenues suffisamment par une campagne du PSB, du PCB, des syndicats. Nous appelons toutes les organisations ouvrières à développer cette campagne, unissant l'appui aux luttes des masses espagnoles et au progrès de la révolution au Portugal !

(suite page 4)

HANREZ ET L'ORGANISATION DE LA GAUCHE SYNDICALE

Depuis 4 semaines l'usine de constructions métalliques Hanrez se trouve en grève et ce pour la défense d'un militant syndical connu aussi par les ouvriers comme militant révolutionnaire.

En fait, il faut se demander pour quelle raison une usine qui avait très peu de traditions combatives, de luttes, s'est lancée avec une telle ardeur et une telle combativité dans cette grève pour la réincorporation de notre camarade. Ce n'est pas un problème particulier à cette usine. Bien au contraire, cette décision fait partie de la décision de l'ensemble de la classe ouvrière. Et nous disons l'ensemble de la classe ouvrière car, malgré la crise économique, le chômage, la baisse du niveau de vie, les risques de licenciement, etc... il y a la décision de faire face au capitalisme. Même dans les usines de la sidérurgie où les directions syndicales disent que les ouvriers ne veulent pas faire grève, il y a cette décision, mais il faut des objectifs qui représentent la décision de l'ensemble des travailleurs et non de l'un ou l'autre dirigeant.

En fait, chez Hanrez là direction syndicale elle-même s'est vue débordée. L'arrêt de travail spontané et immédiat dans toute l'usine ne tarda même pas 4 minutes.

C'est devant une telle action que les directions, ainsi que les régionales FGTB et CSC, ont soutenu le mouvement. Ceci montre que, quand une grande mobilisation se déclenche en période de crise comme maintenant, l'appareil syndical doit céder et cela malgré toute la bureaucratie.

Celle-ci voudrait bien se débarasser d'Andersen comme d'autres militants combatif du syndicat. Mais avec l'approfondissement de la crise du capitalisme qui stimule la décision des masses de le remplacer, de se passer de lui, la bureaucratie a moins de marge de manoeuvre. Ce n'est pas qu'elle ne puisse pas les faire, bien au contraire, mais au fur et à mesure de la radicalisation du conflit, de l'intransigeance du capitalisme, les points d'appui lui sont moins nombreux. Une des raisons pour laquelle Davister durcit ses positions c'est parce qu'il voit que dans la conciliation le capitalisme lui refuse toute concession.

Pour le capitalisme c'est une épreuve qui n'est pas seulement localisée chez Hanrez. Urbain, en tant que président de Fabrimétal, tâchera de ne pas céder car ce n'est pas un recul du patron qui se joue, mais après toutes les expériences comme Caterpillar où des délégués étaient licenciés, le triomphe d'Hanrez les montrerait faibles. Mais il est possible de gagner et d'imposer la réincorporation. En fait, déjà en ce moment, l'interdiction de l'entrée à l'usine des délégués FGTB montre que l'énervement gagne les rangs du capitalisme. Ils ont cru pouvoir s'en tirer sans grand dommage, mais ils ne sont pas intelligents. Ils ne comptaient pas avec la ferme décision de l'ensemble de la classe qui, après 3 semaines de grève, votent –a 82 % pour la continuation. C'est ça la décision de la classe qui se manifeste à Gilly, avec toute la lutte contre la fermeture, aux cristalleries du Val St-Lambert et des tas d'autres usines.

Ce qui manque c'est le lien, la courroie de transmission qui permette d'unir ces luttes. Et pas seulement les unir comme si elles étaient séparées. Etablir un programme de revendications avec comme point central que c'est la classe qui doit décider sur l'emploi, sur les cadences, les heures de travail. C'est la classe ouvrière qui a la décision de dire : pas de licenciement, réincorporation sans conditions, et cela avec l'appui des militants de l'ensemble des usines.

Nous appelons à organiser, comme c'est le cas pour Gilly, un grand mouvement de solidarité dans toutes les usines pour Hanrez. Comme le proposait Dussart, il faut au minimum une heure de grève par usine. Organiser des assemblées, des réunions, la solidarité financiaire ; pourquoi ne pas verser une heure de salaire, par exemple, des ACEC ? Si on propose cela dans une assemblée où les ouvriers peuvent participer, discuter et décider, sans aucun problème ils vont le faire.

Nous appelons le PS, les JS, le PC et les délégués d'usine à continuer l'action entamée pour la réincorporation du camarade Andersen sans conditions.

LES MILITAIRES, LE
REVOLUTION PERMANE
LA IVe INTERNATI

7-1-75

Le Portugal est un résultat de l'énorme faiblesse du système capitaliste et de l'assurance immense du progrès de l'histoire qui ne peut se réaliser que par le socialisme et qui triomphe au Portugal. La voie est libre au Portugal, parce que le prolétariat du monde entier tient le capitalisme à la gorge, soit directement, soit au travers des Etats ouvriers. La force de la révolution portugaise ne vient pas de l'intérieur. Elle vient du monde, qui établit le contact avec l'intérieur.

Les militaires comprennent cela. Ils n'en ont pas la compréhension consciente, mais ils sont une expression de ce processus. Aucune révolution, aucun processus révolution n'a des racines strictement nationales. Il a des caractéristiques nationales, mais ses racines sont mondiales. Le processus est de plus en plus profondément centralisé parce que la préparation du règlement final des comptes est de plus en plus complète et totale. Par conséquent, l'expérience se développe chaque fois plus rapidement. C'est elle qui permet de faire des bonds historiques, et non des sauts dans le vide. Les bonds dialectiques se réalisent, dans ce pays qui reçoit les expériences de tous les autres.

Un pays tel que l'Ethiopie par exemple, adopte directement la programation la plus avancée du socialisme ; il s'agit d'un processus mondial de révolution permanente. Voilà ce qu'il faut voir également au Portugal et ce que les militaires ressentent.

Quand le militaire voit qu'il peut combler la solitude de son uniforme par la force tumultueuse du processus et par la joie révolutionnaire, c'est parce qu'il ressent tous les effets de la révolution et se fait l'écho de la faiblesse du capitalisme, de la désintégration et pourriture du système capitaliste, exprimée par les chefs militaires, et de l'héroïsme, de la volonté des masses ; dans un pays aussi arriéré que l'Angola les masses luttent alors qu'elles n'ont rien à manger, elles suppriment l'analphabétisme, font participer les femmes, établissent une plus grande égalité des sexes, font participer les enfants comme dirigeants de la société.

Si la société était dans un processus de recul, ces faits ne pourraient pas se produire et ne pourraient pas produire une telle impression. Mais ils surviennent, en Angola, au Mozambique, et avant, au Vietnam, et ils ont une grande capacité d'influencer et de gagner les militaires. Ceux-ci ne sont pas gagnés individuellement. Ils sont gagnés par l'action collective du processus mondial de la révolution. Dans un certain sens ils se montrent même supérieurs aux communistes et aux socialistes, parce qu'ils n'ont pas leurs complications, les structures ni les intérêts de propriété de Parti, et ils cherchent à apprendre en assimilant le plus complètement les expériences. Ils ne sont pas liés par les structures d'intérêt de parti, qui sont une des formes de la propriété. Le parti n'est pas, en soi, une forme de propriété, mais les communistes et les socialistes le font fonctionner comme tel. S'il en était autrement, ils assimileraient plus rapidement les expériences. Or l'expérience indique que l'on peut, dès maintenant, passer rapidement à un Etat ouvrier au Portugal.

La lutte de classes au Portugal est très profonde. Mais c'est la lutte pour les nationalisations, et non celle pour les salaires, qui en est la forme la plus élevée. La lutte salariale fait partie de la lutte de classes, mais elle concerne des secteurs retreints, tandis que la lutte pour les nationalisations signifie l'affrontement classe contre classe, elle représente une forme plus complète et programmatique.

La proclamation de la candidature de Spinola fait partie de l'aiguisement de la lutte de classes. Celui-ci se prépare à être un candidat qui concentre et centralise tous les secteurs qui s'opposent à la perspective socialiste du Portugal. Il ne se prononce pas totalement contre ; il ne peut faire autrement, parce que le fascisme a déjà été un échec pour eux. Spinola, un peu avant, s'opposait aussi à la libération des colonies et il a échoué. Il a quitté le gouvernement parce qu'il ne pouvait plus exercer aucune influence, ni comme président, ni comme militaire. Il est parti, pour chercher à devenir un centre d'opposition aux mesures socialistes. Voilà quelle est sa finalité. L'impérialisme agit au travers de Spinola, il ne peut le faire directement. Spinola ne représente pas les intérêts de l'impérialisme, il s'est associé à lui devant la peur d'une perspective socialiste immédiate. Quand il doit poursuivre cette finalité qui se heurte aux intérêts de chaque groupe capitaliste, c'est parce qu'ils sentent qu'une étape décisive est en marche.

ENCOURAGER LES MILITAIRES A FORMER UN PARTI

Il faut intervenir dans cette étape décisive et appeler au Front Unique, sur la base des étatisations, du contrôle ouvrier, de la planification centralisée par l'Etat. Même si les communistes et socialistes résistent à cette solution, il n'y a pas d'autre issue. Il faut donner une réponse aux problèmes économiques, en organisant des communes, en appliquant le contrôle ouvrier, en faisant des campagnes d'alphabétisation. Nous ne proposons pas de nationaliser tout, mais bien une série d'entreprises importantes et de faire une discussion publique pour planifier le cours objectif de la révolution au Portugal. Discuter : où va le Portugal ?

Un des problèmes fondamentaux du Portugal, c'est que l'on ne peut rien y faire d'important sans 'appuyer sur les paysans, qui représentent les 70 % de la population. Il faut incorporer les paysans. Le Parti Communiste et Socialiste sont développés dans l'avant-garde, mais ils n'ont pas encore de poids parmi les paysans. Ils discutent en tant que directions, mais ils ne représentent pas la volonté de la population portugaise. Ils font des propositions en tant qu'appareils. Mais, que dit la base ? jusqu'où veut aller la population ? Si la population a supporté 48 ans de fascisme et sort dans la rue pour renverser ce qui reste du fascisme, cela veut dire qu'elle attendait son heure pour intervenir et qu'elle a la capacité et la résolution d'aller plus loin.

Il faut compter sur cette volonté pour aborder tous les problèmes économiques. Mondialement le capitalisme a des forces, mais il n'a pas eu la force d'empêcher la révolution portugaise et la libération des colonies. Il doit avancer en demandant la permission : et chercher à homogénéiser tous les secteurs de l'impérialisme yankee pour suivre une politique unique face aux problèmes du pétrole. Il serait déjà intervenu contre les pays pétroliers s'il disposait d'une direction unique. Mais, même dans ce cas, il se heurterait à l'URSS qui a été un facteur décisif pour tous les processus révolutionnaires, depuis le plus petit jusqu'au plus élevé. Il faut compter sur ces facteurs. Il faut compter sur les Etats ouvriers. On ne peut faire aucune révolution sans compter sur eux, car ils vont intervenir. Les partis Communiste et Socialiste n'ont pas de préparation, de considération pour le marxisme. Ils ne le prennent pas comme base, ils s'appuient sur la conception de l'appareil. C'est pourquoi ils sont surpris, ne généralisent pas les expériences. C'est logique qu'au Portugal, socialistes et communistes soient pris au dépourvu, qu'ils n'aient ni programme, ni politique et qu'ils soient empêtrés dans des disputes les uns contre les autres. Les militaires sentent que les partis ouvriers, qui ont l'appui des masses, ne sont pas capables de résoudre les problèmes. C'est pour cette raison qu'ils envisagent la possibilité de former un parti des militaires.

Nous ne sommes pas contre. Mais ce doit être un parti qui ait un programme supérieur aux socialistes et aux communistes et qui propose l'expropriation sans indemnisation, les étatisations des moyens de production et l'unité des communistes et socialistes afin d'impulser la révolution sur la base des conseils d'usines. Nous sommes d'accord pour un tel Parti. Il sera éphémère, du fait de cette fonction, parce que s'il obtient du succès, il deviendra un parti du mouvement communiste mondial.

Il ne faut pas faire un parti qui s'ajoute aux partis déjà existants pour exercer une fonction électorale, mais un parti qui utilise des forces pour remplir ce rôle tel que nous le posons. Les communistes et les socialistes ont un déficit historique. Ils ont l'appui des masses, mais non le programme adéquat et nécessaire pour cette étape. Ils sont éloignés de ce processus. Les militaires sont un facteur de la révolution. Il ne faut pas considérer que leur exemple va se généraliser, mais il faut le prendre comme une expérience concrète et ne pas la mepriser. La même chose est en train de se produire en Ethiopie, et peut se réaliser dans l'immédiat dans plusieurs pays du Moyen Orient.

Les militaires sont un réceptacle transitoire de ce processus. Ils ne représentent pas un nouveau parti, un nouveau programme, une nouvelle catégorie ; ils expriment une force transitoire, devant remplir une fonction transitoire dans l'histoire, et ils montrent qu'ils peuvent le faire. Il faut encourager les militaires à faire un parti, à intervenir avec ce programme et cette politique anti-capitaliste, à ne pas établir un programme pour faire la concurrence aux communistes, mais, au contraire, pour les impulser. Il n'y a pas de perspective pour un parti militaire. Mais ils peuvent transitoirement, remplir une fonction très importante. Il existe déjà des antécédents dans l'histoire. Le seul fait que les militaires aient pris le pouvoir montre qu'il est possible de faire un parti transitoire. Les communistes et les socialistes ne se sont pas opposés à ce que les militaires prennent le pouvoir, ils n'ont pas dit que le pouvoir devait leur revenir à eux. Si les militaires ont fait une telle tâche, c'est parce qu'ils ont une certaine capacité et qualité.

Nous proposons aux militaires de remplir cette fonction, même si après ils se feront communistes, socialistes, ou posadistes. La peur qu'ils ressentent n'est pas réellement de la peur : mais ils se trouvent devant la possibilité de remplir une fonction qu'ils n'ont jamais exercée. C'est cela qui les retient, les inhibe, les rend un peu craintifs, hésitants, timides. S'il s'agissait seulement d'un problème d'armes, ils seraient tout de suite décidés, mais comme il s'agit de politique, la question est plus difficile pour eux, mais pas impossible. Les militaires intervienent de plus en plus en exerçant la fonction de direction de la révolution.

Les militaires peuvent accomplir un rôle très important dans l'histoire : par exemple, impulser l'économie étatisée. Ils ont peur, mais ce n'est pas par manque de décision ou de résolution. Ils sont pleins de résolution quand il s'agit du domaine militaire et de lutte pour le pouvoir mais ils hésitent quand il s'agit de programme et de politique. Mais ils peuvent très bien accomplir ce rôle et être un facteur d'organisation, d'impulsion des Partis Communiste et Socialiste, de stimulant pour que les communistes et les socialistes poussent leur direction à étatiser l'économie. Ils doivent aussi résoudre le problème agraire. Ils peuvent le faire comme en Algérie, qui est dans une situation relativement plus compliquée que le Portugal.

Même s'ils le voulaient, les militaires ne pourraient pas former un parti concurrent des socialistes et des communistes, parce que le communisme ne se construit pas avec l'armée. L'armée est un instrument pour une action, mais elle ne peut présenter le programme de l'action, ni assurer l'avenir objectif de l'humanité. Cela ne diminue pourtant pas l'importance de la possibilité d'utiliser l'armée, maintenant. Au contraire il serait très utile que les militaires portugais fassent cette action, ils vont influencer l'Ethiopie, la Grèce, l'Espagne, et quasi tout le Moyen Orient ; dans toutes ces armées – inclus en Egypte –, il doit y avoir des ailes similaires à celle du Portugal. Tous ces mouvements qui prennent des formes d'éclosion spontanée et empirique, ont un ordre intérieur très grand, une profonde harmonie, parce qu'ils sont tous impulsés et concentrés par la volonté de progrès de l'humanité. Cette volonté s'exprime sous une forme tumultueuse parce qu'il n'y a pas de direction qui donne un programme. Il n'y a pas de positions structurées, dans des textes, mais il y a un programme dans la tête de tout le monde.

Il faut poser un programme pour l'agriculture, l'industrie, l'enseignement, pour structurer l'économie. Les militaires, les communistes et les socialistes doivent discuter le processus mondial de la révolution. En comprenant ce processus, les communistes et les socialistes vont être très influencés et vont tendre à comprendre aussi la nécessité d'élever le programme et les objectifs ; entre autres, la nécessité de la démocratie socialiste. Soarez, par exemple, présente un problème : est-ce que les militants, la base socialiste le discutent ? non. Les communistes font la même chose. Ils ont un sens très réduit de la démocratie, une conception familiale, propriétaire.

Dans un pays en pleine révolution, quand tout le monde sort dans la rue pour discuter, il faut faire des discussions publiques. Plus la population discute dans la rue, et constitue des organismes de quartiers et d'usines, moins de possibilités existeront à la contre-révolution. Il faut former des organismes de quartier, qui discutent de tout : En discutant tout, on peut tout connaître. Rien ne reste caché ! Tout le monde doit pouvoir intervenir et appuyer. Maintenant, ce sont les appareils qui interviennent. Il faut voir que le progrès de l'intervention des masses va donner une impulsion à l'URSS pour intervenir, elle aussi (...)

UN FRONT UNIQUE POUR UNE ISSUE SOCIALISTE

Il faut insister sur la nécessité de la démocratie. Mais la démocratie ne doit pas servir à voir qui on doit élire, mais à discuter de tous les problèmes, sans limites. Il faut poser, entre autres, la nécessité de la réforme agraire immédiate. La distribution des terres, la discussion dans tout le pays, d'un plan de partage des terres et un appel à recevoir l'appui des Etats ouvriers, seraient un coup très grand au capitalisme. Soarez a fait un voyage aux Etats ouvriers ; parce qu'il recherche un appui économique pour mener une politique d'appareil ; il ne tient pas à suivre une politique qui se base sur la volonté des masses.

Que faisaient les bolchéviques ? Ils consultaient les masses, ils s'appuyaient sur elles. Ils tenaient compte de leur volonté pour appliquer leur programme, ils comptaient sur leur soutien pour résister aux pressions et au sabotage de l'ennemi. Les masses ont donné tout leur soutien. Il faut mener une politique de façon à détruire toute la structure bourgeoise, entre autres, celle de l'Église, maintenant même. Pour faire cela, il faut s'unir aux masses et les faire intervenir directement.

Un front unique des communistes, socialistes, syndicats, militaires, avec un programme anti-capitaliste, peut jouer un rôle fondamental. Les conditions existent pour le former. Les gens le veulent. Comme il n'y a pas de direction pour répondre une série de mouvements se développent, avec un fonctionnement empirique, entre autres, celui des militaires, et "les gauchistes". Des expériences très significatives ont déjà été réalisées; par exemple à la Compagnie des Eaux de Lisbonne, les ouvriers ont fait grève et obtenu

PROCESSUS DE LA NTE AU PORTUGAL ET NALE POSADISTE.

J. POSADAS

l'étatisation, car ils se rendaient compte que cette entreprise ne pouvait pas être utile à la population, en étant entre des mains privées. Communistes, Socialistes et gouvernement se sont opposés. Mais les ouvriers ont gagné. Un autre exemple, est la grève des postes. Il y a des exemples qui montrent que c'est l'initiative ouvrière qui les pousse à avancer programmatiquement.

Il faut mener une activité beaucoup plus liée aux Etats ouvriers. Il faut donc élever la capacité politique de la direction, des militaires, des communistes, des socialistes. Il faut intervenir sur les syndicats, les paysans, sur les problèmes de la révolution et réforme agraire. Il faut prendre, d'urgence, des mesures de réforme agraire, de façon à pouvoir fournir des produits agricoles au pays, et offrir aux paysans un prix équitable qui les intéresse au progrès du programme et à l'appui de la révolution,; il faut former des organismes syndicaux au travers desquels le prolétariat puisse influencer les organisations paysannes et préparer les conditions postérieures pour une production plus collective. IL faut faire des communes, grâce auxquelles on peut faire face au sabotage de l'impérialisme, avec la production agricole qu'elles vont fournir. Il faut centraliser toute la direction économique et faire appel à une collaboration plus grande des Etats ouvriers.

Il est certain qu'il faudra affronter l'OTAN et l'impérialisme. Il faut donc préparer le pays à cela, et appeler les autres peuples à intervenir dans un front unique avec le Portugal. Il faut que l'Assemblée Constituante pose l'issue socialiste : nous voulons une issue socialiste pour le Portugal. Il faut faire une campagne de propagande pour donner cette issue et accepter la libération de toutes les colonies.

Tout le processus mondial actuel va avoir une influence très grande sur le Portugal. Les militaires, le mouvement révolutionnaire, les communistes et les socialistes, tous cherchent un appui dans les Etats ouvriers. Pendant ce temps, le régime capitaliste cherche à attirer une partie d'entre eux pour former un front et s'opposer à un progrès plus important du Portugal vers l'Etat ouvrier. Telle est la signification de l'invitation à Gomez en France, et aux Etats Unis. Ils mènent une discussion dans les appareils, mais elle reflète et exprime que l'impérialisme veut intervenir avec des moyens plus directs, il sent que le Portugal lui échappe des mains à son tour. Il ne peut plus le retenir.

Il faut établir un front unique avec un programme de développement du Portugal. Il faut donc discuter : quelle sorte de développement ? Comment peut-on développer le Portugal ? en respectant la propriété privée, c'est impossible. Plusieurs formes de contre-révolution sont déjà en route. Entre autres : Spinola. Comme ils ne peuvent directement faire face au processus révolutionnaire, ils cherchent des voies indirectes pour pouvoir contenir, attirer, et faire face. La voie du Chili ne va pas leur servir pour le Portugal ; ils n'arriveront pas à leurs fins on poussant à faire des grèves de sabotage. Ils espèrent trouver une solution électorale au travers de Spinola, qui concentrerait toutes les tendances et qui a l'appui de l'impérialisme mondial, en se montrant non opposé à la nécessité de quelques changements.

Il faut mobiliser les masses. Cela ne consiste pas seulement à faire des meetings, des assemblées, des réunions. Mais cela veut dire qu'on doit discuter, faire des assemblées délibératives, exécutives. Que les gens discutent, décident et exécutent. Il faut discuter, entre autres, le programme d'expropriation, de planification, de la production et appeler les partis ouvriers et les syndicats à mener cette tâche de l'avant. Il ne s'agit pas seulement de faire des manifestations et des meetings, en six semaines tout le Portugal va être entraîné dans cette discussion et sera sur pied pour intervenir.

L'expérience du Chili doit être très présente à l'esprit : comme le gouvernement d'Union Populaire n'a pas permis le développement d'organismes des masses, l'impérialisme a pu porter ce coup. Quand le gouvernement a attaqué les cordons industriels, l'intervention des "gauchistes" dans les campagnes, nous avons dit : l'intervention n'est pas mauvaise, ce qui est mauvais, c'est leur programme. Mais nous appuyons cette initiative. Après un certain temps, le gouvernement d'Allende a du donner son consentement à ces actions.

Il faut discuter qu'ils préparent un coup au Portugal, en se basant sur la campagne électorale. Ils n'espèrent pas une victoire électorale. Mais ils comptent sur la campagne électorale pour faire un coup. On ne peut pas attendre les élections ! Il faut intervenir avant ! Il faut faire des élections, mais avec un programme posant la nécessité de développer l'économie, de faire intervenir toute la population, de faire des meetings, des assemblées publiques, former des organismes dans lesquels intervient les gens des quartiers, des usines, des campagnes. Il faut, surtout, gagner les paysans : une telle activité est fondamentale.

Le problème ne va pas se résoudre en faisant seulement une proclamation. Il faut que le PC, le PS et les syndicats interviennent sur les problèmes de l'économie, de la direction, de la production. Pour l'élever il faut former des organismes de production. Les masses ne fourniront pas une production supérieure à l'actuelle, avec les salaires, avec les faibles moyens techniques qu'elles ont. Elles ne le feront pas si elles n'ont pas le sentiment de participer à un régime social qui va impulser la production, la distribution, élever le niveau de vie de la population. Les gens ne vont pas intervenir s'ils ne voient pas toute cette perspective. Voilà ce qu'il faut discuter.

Le capitalisme espère que les gens seront passifs. Même s'il y a des manifestations et des meetings, le capitalisme sait qu'il va trouver une population désorganisée dans le cas où les gens ne peuvent pas intervenir, délibérer, se sentir direction. Et de cette manière, la population ne peut pas influencer l'armée.

Mais si elle intervient, délibère, décide, dirige et applique, elle va gagner une partie de l'armée et neutraliser l'autre. Même si l'armée a encore de la force elle ne pourra plus agir comme un facteur de répression qui paralyse les masses.

Le Chili a perdu parce que les masses n'étaient pas préparées pour intervenir. La contre-révolution aurait perdu, malgré la naïveté du gouvernement d'Allende, si les gens étaient préparés. Ils ont gagné, parce qu'ils ont pris au dépourvu les secteurs essentiels ; le gouvernement d'Allende maintenait la même organisation capitaliste qu'avant. Mais, s'ils décentralisent le fonctionnement de l'actuel appareil bourgeois, ils affaiblissent le fonctionnement capitaliste et le rendent incertain. Et s'ils organisent des organismes où les masses interviennent, alors les gens peuvent prendre l'initiative et intervenir sans que le président doive dire : "voilà la contre-révolution". Les gens interviennent, se sentent capables de diriger, de gagner, d'imposer, de s'imposer au coup qui se prépare.

Il faut tenir que la révolution portugaise est une des expérience des plus riches. Le capitalisme va faire des essais au Portugal, pour voir comment contenir tout le Moyen Orient, et d'autres révolutions. Ils stimulent la contre-révolution au Portugal, quand Kissinger fait la déclaration menaçant d'envahir le Moyen Orient. Les militaires, le Parti Communiste et Socialiste, les groupes de gauche, les "gauchistes", doivent tous réaliser une discussion publique, sur la nécessité de transformer les relations économiques et demander l'aide des Etats ouvriers (...)

QUE LES MASSES INTERVIENNENT POUR FAIRE ECHEC AUX TENTATIVES DE COUP REACTIONNAIRE !

Les masses du Portugal font preuve d'une passion profonde, qui est un facteur indispensable du progrès de la révolution portugaise. Après 48 ans de fascisme les gens ont montré avec quelle passion ils attendaient leur moment : ils avaient pris la guitare, sans renoncer pour autant à leur fusil. Ils jouaient en même temps de la guitare et du fusil, sans avoir le sentiment d'agir comme des assassins. Les masses utilisent les fusils pour faire sauter les obstacles, tout comme on emploie de la dynamite pour faire sauter des rochers encombrants. Les masses n'ont pas agi ainsi pour remplacer un pouvoir par un autre : elles ont sorti leurs guitares. Toute révolution développe deux qualités fondamentales : la volonté, les initiatives innombrables du peuple ; et les chants, expression de joie. Les chants ne s'expriment pas nécessairement au travers de sons musicaux. La joie des gens est un chant, car elle impulse des sentiments qui engendrent le chant. Elle suscite des images, des associations, des relations qui conduisent vers le chant. C'est tout cela à la fois, le Portugal. Le Portugal est tout un chant quand il entre dans la révolution avec les oeillets. Il exprime une communication entre les gens, des relations de sentiments, de fraternité qui sont une des formes du chant. Voilà tout ce que signifie l'oeillet (...)

Le Portugal a incorporé l'oeillet comme une norme de la révolution. Il y a toujours eu des fleurs dans les révolutions, mais ce n'était pas la norme. Il n'y a pas une seule révolution qui n'ait ses poètes, ses chanteurs, ses musiciens. C'est normal. La révolution exprime les sentiments les plus élevés, elle incorpore les fleurs, sous forme de peinture, de poésie, de chants, ou de fleurs reelles. Mais la révolution portugaise a incorporé les oeillets comme parties d'un programme. Elle cherchait comment s'exprimer et elle a pris les fleurs. Maintenant, elle va prendre le Parti, sans laisser les fleurs de côté.

Les conditions au Portugal sont mûres pour un progrès par bonds dialectiques : toutes les étapes sont concentrées, réunies, et les conditions existent pour donner des formes supérieures à la révolution : la voie socialiste. On peut le faire, dès maintenant. C'est la révolution permanente qui s'applique, comme seule mesure viable au Portugal. Il n'y a pas d'autre issue. Et toutes les conditions existent également pour former une section de la IVe Internationale.

Il y a une très grande avidité pour les idées au Portugal. Elle n'est pas encore organisée, elle n'a pas encore conscience de son état. Mais c'est un pays qui est encore bourgeois, et qui discute tous les problèmes de la révolution socialiste !

Qu'il y ait ou non des élections en mars, c'est le début d'une nouvelle étape. La crise dans le Parti Socialiste est un indice de ce qui se prépare. De même, la crise en Angola. Mais on ne peut pas répéter un nouveau Chili, avec les mêmes résultats, au Portugal. De là, la paralysie de l'impérialisme. Il prépare le coup, organise la contre-révolution, en même temps qu'il est obligé de céder au Chili. Le capitalisme montre toute sa faiblesse devant les masses petites-bourgeoises, les sergents les jeunes officiers et les officiers du Chili qui s'approchent de la lutte révolutionnaire. Il ne peut maintenir la fermeté de son pouvoir.

Il est important, nécessaire de discuter et donner des idées sur tous ces problèmes au Portugal : sur les élections, les colonies, l'économie. Il y a beaucoup de difficultés sur le plan économique, surtout dans la production agricole. Il faut un plan de production agricole, dont la base doit être l'intervention des masses, comme dirigeants, contrôle, administrateurs. Il va y avoir une dispute chaque fois plus grande entre le secteur qui veut maintenir le capitalisme, et celui qui est contre. En peu de temps, depuis le 25 Avril, le Portugal a fait un immense progrès. Mais il faut établir un plan de restructuration de l'économie, vers des mesures d'étatisations, de planification, un plan de production et de transformation de matières premières, d'organisation de l'agriculture sous forme de communes, avec l'aide des Etats ouvriers. Une condition essentielle pour le progrès de la révolution portugaise, est d'élever le niveau de vie de la population. Toute la population, et en particulier les paysans, doit voir, sentir, que la direction de la révolution a des idées, propose des solutions, des formes d'organisation et des conclusions supérieures au capitalisme, et fait intervenir tout le monde.

Dans le Parti Communiste et Socialiste, il y a des ailes gauches très importantes, qui posent tous les problèmes. Tous nos textes leur sont indispensables : sur l'économie, sur la femme, les enfants, sur les Etats Ouvriers. Ces textes sont fondamentaux pour l'avant-garde portugaise.

J. POSADAS 7/1/1975

CE TEXTE DU CAMARADE J. POSADAS EST PUBLIE INTEGRALEMENT SOUS FORME DE BROCHURE. IL PEUT ETRE OBTENU EN ECRIVANT A L'ADRESSE DU JOURNAL POUR LE PRIX DE 10 F.B.

Nous invitons les camarades à se procurer également les textes antérieurs de Posadas sur le Portugal, qui sont une source indispensable pour comprendre et intervenir dans le processus de la révolution au Portugal. En voici les titres essentiels :

- **CAUSES ET FACTEURS DU ROLE PROGRESSISTE D'EQUIPES MILITAIRES DANS LE COURS DU PROCESSUS REVOLUTIONNAIRE MONDIAL – 6/6/1974.**
- **LA PHASE ACTUELLE DU PROCESSUS DE LA REV OLUTION PERMANENTE AU PORTUVAL – mai 1974**
- **L'ECHEC DU COUP CONTRE-REVOLUTIONNAIRE ET LA MONTEE DU PROCESSUS PERMANENT DE LA REVOLUTION AU PORTUGAL – 29/9/1974**
- **LA REVOLUTION AU PORTUGAL ELEVE LA FONCTION DES VIEUX.**

A paraître très prochainement : SUR LES PROBLEMES DE L'UNITE SYNDICALE AU PORTUGAL.

Pour l'unification de l'Ethiopie et de l'Erythrée pour construire le socialisme

La junte militaire éthiopienne a renversé Hailé Sélassié, a exproprié toute l'industrie, a commencé la réforme agraire contre les féodaux. Dans les conflits armés actuels, un secteur des militaires n'a pas voulu aller plus loin dans le progrès de l'Ethiopie vers le socialisme. Les conflits armés sont les conséquences d'une lutte intérieure très aigue entre les différents secteurs des militaires, dont certains sont très influencés par le Portugal. Les militaires interviennent contre le mouvement de libération de l'Erythrée, mais en Erythrée également la situation est confuse, et certaines insurrections sont organisés par les propriétaires fonciers eux-mêmes. Les militaires de gauche éthiopiens ont cherché déjà á établir une relation avec le mouvement de libération de l'Erytré pour son indépendance.

La bourgeoisie européenne a fait une campagne pour chercher à semer la confusion en montrant les militaires éthiopiens comme des sanguinaires, des assassins parcequ'ils fusillaient tous les riches propriétaires éthiopiens corrompus. Mais il est bien évident qu'il s'agit d'un processus nationaliste révolutionnaire quand on voit toutes les mesures sociales que les militaires de gauche ont prises, de nationalisations, d'expropriation, de distribution des richesses. Toute expérience nouvelle comme l'Ethiopie est très mal vue par la bourgeoisie, par l'impérialisme qui cherche a empêcher que de telles expériences se propagent dans toute l'Afrique.

Maintenant même, l'impérialisme américain est en train d'intervenir pour essayer d'étouffer le mouvement révolutionnaire au Dhofar. Au travers de cette intervention il voudrait bien étouffer tous les mouvements révolutionnaires d'Afrique. Mais, ce processus est mondial, et se développe dans tous les pays du monde. Pour cela, il est très important que toutes les organisations ouvrières du monde et de Belgique interviennent pour soutenir les militaires de gauche en Ethiopie et le mouvement de libération d'Erythrée. Le mouvement de libération en Erythrée et les militaires de gauche doivent s'unir pour combattre la contre-révolution en Ethiopie et en Erythrée. Comme le pose le cde Posadas ; les Etats Ouvriers, la Chine, l'URSS doivent intervenir, en donnant une aide financière, en proposant un programme de développement du pays, un plan d'alphabétisation, un plan de production pour la consommation immédiate. Tous les Etats Révolutionnaires, les pays progressistes arabes, l'Algérie, le Yémen du Sud, la Somalie, doivent intervenir en Ethiopie et appeler à l'unification de l'Ethiopie et de l'Erythrée pour construire le socialisme.

Il faut aider les militaires de gauche à combattre la contre-révolution, à développer un programme comme celui du mouvement des forces armées au Portugal, contre les pays réactionnaires arabes, dont le Koweit, l'Arabie Séoudite et l'Iran.

Suite de l' EDITORIAL.

S'APPUYER SUR TOUTES LES LUTTES OUVRIERES POUR RENFORCER LE FRONT DE LA GAUCHE !

seulement de faire fonctionner l'une ou l'autre usine. Mais au travers de cela, elle montre qu'elle est prête et résolue à diriger la société.

L'occupation de la Discipline à Gilly, et le fonctionnement sous contrôle ouvrier du Val Saint Lambert sont fort importantes. Le Val St Lambert,– en particulier, car c'est une usine où l'Etat a déjà pris la majorité des actions. Il y a encore peu d'années, le Parti Socialiste présentait le Val Saint Lambert comme un exemple de l'utilité de l'intervention de l'Etat, et de l'utilité de la participation socialiste au gouvernement capitaliste. Maintenant cette même usine est occupée fonctionne sous la direction des ouvriers, qui sont en grande majorité des socialistes et cette lutte reçoit l'appui de toutes les organisations socialistes : C'est un progrès important de la lutte pour le programme de la gauche. Encore une fois c'est l'initiative des ouvriers qui oblige les partis à changer, à élever leur programme. Il ne suffit pas qu'une usine soit mise sous le contrôle de l'Etat si c'est pour continuer une gestion capitaliste. Il faut, non seulement une réelle nationalisation, mais il faut aussi qu'elle fonctionne sous le contrôle ouvrier. Il faut aussi – et ce problème va se poser très bientôt –, un gouvernement répondant aux intérêts et aux besoins des masses : un gouvernement de gauche pour garantir la réalisation de ce programme.

La même chose s'exprime autour de la lutte magnifique des ouvriers des verreries, et principalement de Gilly. Cette lutte donne un centre, un exemple de comment il faut se battre pour la défense de l'emploi. C'est un centre dur, sur des positions anti-capitalistes, combatives et avec un fonctionnement syndical démocratique. Quand les syndicats ont appelé à la manifestation de solidarité, plus de 10.000 ouvriers y participaient. Il faut comparer cela avec l'opération "Charleroi Ville Morte" organisée par la bureaucratie syndicale où personne ne se mobilisait, n'intervenait. Ici, Gilly donne un centre qui exprime une volonté de combat de toute la classe ouvrière. Pour cela, la lutte se maintient et reçoit un tel appui. Il faut comprendre, sur cette même base que des secteurs de la classe ouvrière ont refusé de partir en grève pour briser le "carcandes 4 %" dans la métallurgie, parce qu'ils ne voient pas les perspectives de vaincre tandis qu'ils chôment dans leurs usines. Par contre Gilly a reçu un appui immense.

C'est un combat qui donne confiance à tout un courant de gauche dans le mouvement syndical, dans le Parti Socialiste et dans le Parti Communiste, pour élever les méthodes de lutte, avoir confiance dans la volonté et la capacité dirigeante de la classe ouvrière. Dans ce combat, des camarades de la LRT, qui interviennent à la direction du comité de grève de Gilly ont aidé à ce progrès du courant de gauche. Et nous les appelons à étendre leurs conclusions, de la gauche syndicale à la lutte pour développer le courant de gauche dans le PSB, et dans le PCB et impulser le front unique des partis ouvriers et des syndicats.

LE FRONT UNIQUE DE LA GAUCHE ET LES ORGANISMES DE POUVOIR OUVRIER

C'est nécessaire, à partir des usines en lutte de discuter l'organisation des conseils d'usines. Il faut généraliser l'expérience de comités de grève, tel qu'il fonctionne à Gilly, et continuer le fonctionnement des organismes de pouvoir ouvrier, en permanence. Nous appelons à discuter l'expérience très riche des conseils d'usines et de zones en Italie. Il faut construire dans toutes les entreprises des conseils ouvriers qui se composent de délégués élus et révocables à tout instant par les ouvriers, avec un fonctionnement d'assemblées qui discutent et décident sur tous les problèmes, où tout le monde intervient, donne des idées, critique, propose, organise : c'est cela la force, l'accumulation primitive du socialisme ! Dans la lutte pour garder la direction des mouvements, la bureaucratie syndicale s'efforce de garder le monopole de la parole, des micros, des propositions, de l'organisation. Il faut donner la parole à tout le monde dans les assemblées ! faire des assemblées régulières sur les lieux de travail et que les ouvriers aient un contrôle permanent sur leurs délégués et le droit de les révoquer quand ils le décident ! Les conseils d'usines préparent le fonctionnement de la classe ouvrière comme direction, ils préparent la capacité pour diriger l'usine, la production, et à faire de l'usine un centre d'organisation du quartier, de la ville, de la région.

Les conseils d'usines, avec les organisations syndicales d'Italie ont organisé et fait triompher une formidable lutte des masses contre l'augmentation des prix de l'électricité, des transports, des loyers. En Espagne, la classe ouvrière, dans ses luttes actuelles pour défendre sa dignité et pour renverser le régime de Franco, construit des conseils ouvriers dans plusieurs usines, qui s'appellent "zones libres" et où les patrons ont du accepter des règles de démocratie ouvrière qui n'ont rien à envier aux pays capitalistes dits "démocratiques" : assemblées sur les lieux de travail, quand les ouvriers décident, délégués élus et revocables. Au Portugal, les comités d'usines s'organisent à travers tout le pays, pour nettoyer les administrations des anciens fascistes, pour contrôler la production, empêcher la sabotage économique que font les capitalistes et pour empêcher toute nouvelle tentative de coup contre-révolutionnaire.

Dans différents pays d'Europe, les conseils d'usines s'organisent, sous des formes différentes, mais avec la même fonction : être un instrument de fonctionnement du double pouvoir que les ouvriers imposent déjà dans les faits, dans les usines, le quartier, dans des régions entières, en se préparant à imposer le pouvoir ouvrier à échelle nationale. Nous appelons à discuter ces expériences et à les appliquer en Belgique.

Maintenant, les occupations d'usine le fonctionnement des usines sous direction ouvrière sont une chose courante ; c'est une conclusion normale et que tout le monde trouve normale.

Il faut en tirer les conclusions pour être beaucoup plus audacieux et résolus dans l'organisation nationale de l'offensive ouvrière ! Nous appelons la gauche socialiste, les camarades communistes, les militants et dirigeants syndicaux à partir de l'appui, la solidarité aux luttes de la classe ouvrière, du front unique de toutes les tendances qui s'y réalise dans les faits, pour élever les objectifs de ce front unique : nous appelons à former un front unique des partis ouvriers et des syndicats, et poser un programme qui va donner une continuation aux revendications et aux luttes :

- échelle mobile des salaires et des heures de travail
- les bénéfices de l'automation à la classe ouvrière : semaine de 36 heure
- nationalisation des grandes entreprises et des usines en crise, sous contrôle ouvrier,
- front unique wallons-flamands
- plan ouvrier pour développer l'économie en fonction des besoins de la population
- front unique pour imposer un gouvernement de gauche !

Il faut, sans attendre que les directions nationales prennent position, développer une campagne pour faire fonctionner ce front unique, faire des meetings et des résolutions en commun, appuyer la manifestation que le PSB prépare pour le 15 mars et faire une campagne pour qu'elle soit une manifestation de front unique, avec un programme pour un gouvernement de gauche. De même pour le Premier Mai : préparer des meetings et des manifestations de front unique. Faire un accord entre toutes les rendances, pour défendre jusqu'au bout les revendications des usines en lutte et étendre ces luttes jusqu'à la lutte pour le gouvernement de gauche et pour le pouvoir !

Le 7/2/1975

(Suite de la page 1)

POUR LA LIBERATION DES MILITANTS EMPRISONNES A CARABANCHEL ET DE TOUS LES PRISONNIERS POLITIQUES !

Nous publions ci-dessous le texte de la lettre adressée par notre Parti, au Président du Tribunal Suprême de Madrid.

"Au nom du Parti Ouvrier Révolutionnaire (Trotskyste)-section belge de la IVe Internationale-Posadiste, nous vous adressons notre ferme protestation pour le procès intenté aux camarades emprisonnés à Carabanchel, sous le nom "Procès 1001". Nous exigeons la libération immédiate et sans conditions de ces camarades ainsi que celle de tous les emprisonnés politiques en

Espagne, et manifestons notre pleine solidarité avec les luttes actuelles du peuple espagnol pour imposer les droits démocratiques et humains et notre pleine résolution de lutter avec lui, où que nous soyons, pour conquérir la libération économique, politique et sociale".

VIENT DE PARAITRE :

J. POSADAS

LES DIVERGENCES PC – PS ET LA NECESSITE DU GOUVERNEMENT DE GAUCHE D'UNION POPULAIRE

12.11.1974

LES PARTIS SOCIALISTES ET LES ETATS OUVRIERS

decembre 1974

Presse Trotskiste

ALGERIE
REVOLUTION SOCIALISTE
Organe du Groupe IVe Internationale

ANGLETERRE
RED FLAG - Organe du Revolutionary Worker's Party, 24, Cranbourn Street, Leicester Square, Londres.

URUGUAY
FRENTE OBRERO - Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire (T) Montevideo.

ARGENTINE
VOZ PROLETARIA - Organe du Partio Obrero (T).

ESPAGNE
LUCHA OBRERA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (T).

BOLIVIE
LUCHA OBRERA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (trotskiste).

BRESIL
« Frente Operaria »
Organe du Partido Operario

CHILI
LUCHA OBRERA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (T).

CUBA
VOZ PROLETARIA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (T) - Montes 12, ap. 11, Piso 2, Habana (Cuba).

EQUATEUR
LUCHA COMMUNISTA - Organe du Partido Comunista Revolucionario (T).

BELGIQUE
LA LUTTE OUVRIERE Organe du Parti ouvrier révolutionnaire (T), C. Polet - B.P. 273 Charleroi I.

GRECE
KOMMUNISTIKIPALI - Organe du Parti Communiste Révolutionnaire (T).

ITALIE
LOTTA OPERAIA - Organe du Parti Communiste Révolutionnaire (T) Pietro Leone - Casilla Postale 5059.
00153 Rome Ostiense.

MEXICO
VOZ OBRERA - Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire (T).
Jose L. Hernandez - Apdo. Postal - Num. 66-587, Mexico 12 DF.

PEROU
LUCHA OBRERA - Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire (T) Apartao 5044 Correo Central, Lima.

ALLEMAGNE
ARBEITER STIMME - Organe de la section allemande de la IVe Internationale.
Paul SCHULZ - Postfach 16708 Frankfurt/M - 16.

CUARTA INTERNACIONAL - Ograne du Comité exécutif de la IVe Internationale,
- Casilla 1204, Montevideo (Uruguay).

REVISTA MARXISTA LATINO-AMERICANA - Organe du S.I. de la IVe Internationale,
- Casilla 1204, Montevideo (Uruguay).

EUROPEAN MARXIST REVIEW - Organe du B.E. du S.I. de la IVe Internationale. Edition en anglais, 24 Cranbourn Street, Leicester Square, Londres.

REVUE MARXISTE EUROPENNE - Organe du B.E. du S.I. de la IVe Internationale Edition en Français, 63, rue Victor-Hugo, 92-Courbevoie.

REVISTA MARXISTA EUROPEA - Organe du B.E. de la IVe Internationale (édition en italien) Pietro Leone - Casilla Postale 5059 - 00153 Roma Ostiense (Italia).

REVUE MARXISTE EN ARABE - Organe du Bureau Arabe du S.I. de la IVe Internationale (Edition en langue arabe).

Editeur responsable : Polet Claudine
46, Avenue Gillieaux 6080 Montignies s/S

Sur le rôle des syndicats et des partis ouvriers dans la prise du pouvoir

28 décembre 1974 (voir en pages centrales) **J. POSADAS**

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU
PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

14e ANNEE N° 240 – 2 AVRIL 1975. HEBDO.

Abonnem. 12 num 70 F
Abonnem. 24 num. 150 F
Abonnem. de soutien 300 F
Correspondance
B.P. 273 Charleroi
C.C.P. 9762.34 de C. Polet

Supplément « LUTTE COMMUNISTE »

Les divergences PC-PS et la nécessité du gouvernement de gauche d'Union Populaire

12.11.1974. **J. POSADAS.**

Edition « REVUE MARXISTE »

La fonction de la jeunesse, les syndicats et la lutte pour le Socialisme en Amérique latine

30.5.1974. **J. POSADAS.**

Sur demande, à l'adresse du journal. *Prix : 20F.*

Imposer des militants combatifs pour les elections sociales et exiger un programme anti-capitaliste

ÉDITORIAL

Ces élections sociales se donnent en pleine crise gouvernementale, qui n'est autre que la crise du capitalisme en général.

Des dizaines de grèves, d'actions dans tous les millieux, depuis les travailleurs de la métallurgie, en passant par les enseignants, par les services publics, les ouvriers immigrés, montrent la résolution qui existe dans tous les secteurs de ne pas être des "têtes de turcs". Bien que toutes les revendications se donnent par secteurs et tiennent compte des problèmes essentiels de chacun, toutes ont un trait commun, et ce trait c'est la continuité du refus de payer la crise et le désir de changer le gouvernement, d'en finir avec toutes les inégalités.

D'ailleurs, si les ouvriers immigrés se sont lancés dans des actions de leur popre initiative, c'est qu'ils sentent l'appui et la solidarité du reste de la classe ouvrière qui s'est, en effet, tout de suite exprimée concrètement. Dans ce contexte de lutte de la classe ouvrière contre les licenciements, contre la vie chère, pour maintenir leurs conquêtes, de luttes pour la démocratie syndicale, se donnent les élections syndicales. Et quel est le programme que présentent les syndicats, et en particulier la FGTB ? Au centre : la création d'un grand holding public. Nous croyons que ceci est un rêve ou, par contre, une revendication lancée en l'air sans plus. Car il faut bien se poser les questions : Qui va le faire, ce holding ? Avec quel gouvernement ? Ce n'est sûrement pas Tindemans. Avant tout il faut poser clairement qu'il faut cesser d'être les gérants de la crise capitaliste et d'accepter de celui-ci tous ses tours et détours.

A l'époque ascendante du développement capitaliste, les directions syndicales acceptaient des milliers d'heures supplémentaires au lieu de poser la nécessité de créer de nouveaux emplois. Maintenant que le capitalisme est en crise on pose qu'il faut un holding public, une grande société qui concurrence la Société Générale. Ce qu'il faut poser c'est la nationalisation de la Société Générale mise sous contrôle ouvrier. Mais pour faire cela, pour garantir l'emploi, pour éliminer le chômage, il faut dire quel gouvernement est nécessaire. Les syndicats en premier lieu doivent en discuter et poser comme perspective l'organisation d'un gouvernement de gauche, socialistes, communistes, chrétiens de gauche, avec l'appui des syndicats. Car tout le reste c'est créer des illusions irréalisables. Un gouvernement qui défend les intérêts du capitalisme ne va pas prendre des mesures contre lui.

Il est nécessaire, dans ces conditions, de mener une très grande discussion dans le syndicat sur ces problèmes. Car il n'est plus possible d'arrêter les dégâts que produit l'inflation avec des augmentations de quelques francs. Dans ces élections sociales il y a un centre et c'est que, dans toutes les entreprises, il faut imposer des listes en faisant des pools dans chaque atelier et un pool général pour établir l'ordre des candidats afin de balayer tout l'appareil bureaucratique et imposer des délégués combatifs.

Arrivés à une étape de crise capitaliste, de chômage comme dans la métallurgie où on met 6.000 travailleurs sur le pavé d'un coup, on ne peut plus mener la lutte usine par usine, il faut l'organiser dans l'ensemble de la classe ouvrière et avec un but précis : ce lui de renverser ce gouvernement.

La crise capitaliste ne va pas s'arranger pour demain, au contraire. Que ce soit en Belgique ou dans le monde, elle ne fait que grandir et cela sous l'avance constante des masses, des coups portés très profondément au capitalisme dans le monde entier et à l'impérialisme Yankee en particulier. La débandade des forces Sud-Vietnamiennes appuyées par les américains en est un exemple : la fuite le Lon Nol au Cambodge en est un autre. Même en Europe l'OTAN, le capitalisme et l'impérialisme ont subi un lourd échec avec le Portugal.

Ils ont voulu, comme au Chili, donner un coup au Portugal, mais la réponse a été un gauchissement des mesures, l'extension des nationalisations, un nouvel essor de la révolution portugaise.

L'impérialisme a pu faire un coup au Chili, mais dans le monde entier on est en train de lui retourner ses plans, que ce soit au Vietnam, au Cambodge, au Portugal, l'échec des récentes manoeuvres de Kissinger... Il ne reste d'autre issue à l'impérialisme que de se préparer chaque fois plus à un affrontement global. Il y a quelques temps encore, Kissinger apparaissait comme le magicien des négociations. C'est le processus mondial, l'impulsion mondiale de la révolution, le progrès constant des tendances révolutionnaires, anticapitalistes dans l'armée au Portugal, dans les pays arabes qui lui ont imposé tous ces échecs. Et pour s'en tirer, il tâchera encore plus de faire payer la crise aux autres pays capitalistes et approndissant la concurrence. C'est ce que vise la dévaluation du dollar.

Comment se préparent les Partis ouvriers, les tendances de gauche pour sortir de là ? Le parti socialiste, par la voix de Cools, déclare qu'il est disposé à mener une "action pour changer la société", pour "en finir avec le

Suite page 4

LA LIBERTE SYNDICALE ET LA LUTTE DE CLASSE AU PORTUGAL.

J. POSADAS - 25-1-1975.

Présentation

Il est fondamental de discuter de l'expérience du Portugal pour tout le mouvement ouvrier et pour le mouvement communiste et socialiste dans le monde entier. En effet, l'échec de la tentative contre-révolutionnaire du capitalisme mondial, de l'impérialisme et de la bourgeoisie au Portugal est l'exemple de la faillite et de la crise capitaliste mais, en même temps, de l'importance qu'a le Portugal pour tout le capitalisme.

La victoire de la révolution au Portugal, qui est la victoire de la classe ouvrière et du Mouvement des Forces Armées, signifie un approfondissement des mesures de nationalisation des banques, des compagnies d'assurance, de la nécessité du contrôle du commerce extérieur et de la planification de l'économie. Le capitalisme européen s'est concentré et a utilisé toutes les forces pour peser dans ce processus qui signifie une grande influence dans la décomposition des armées capitalistes, une grande influence dans les partis communistes et socialistes. Les limitations du gouvernement d'unité populaire au Chili de s'arrêter au respect des formes démocratiques de la démocratie bourgeoise ont permis l'organisation de la bourgeoisie pour donner le coup d'Etat, mais pas au Portugal. Toute la campagne menée contre le Portugal au nom de la démocratie ne visait qu'à la défense des partis et du pouvoir de la bourgeoisie qui, elle, a pour tâche de faire un nouveau Chili.

Mais s'il y avait une dictature au Portugal c'est grâce à cette bourgeoisie qui tâche aujourd'hui de se réorganiser dans le CDS. Pour cette raison, les coups portés contre le CDS, les mesures économiques prises sont légitimes et sont la seule voie pour maintenir la décision collective, c'est la seule démocratie. Tout le reste ce ne sont que manoeuvres de la bourgeoisie pour maintenir son pouvoir, et cela, aidée par les partis capitalistes de l'Europe comme le PSC en Belgique. Il faut dénoncer que leur participation fait partie de toute la stratégie de la bourgeoisie pour préparer le coup.

Cette politique extérieure réactionnaire de la Belgique ne s'est pas seulement manifestée là mais aussi dans la conférence de Lima au Pérou où l'une des interventions les plus réactionnaires était celle de la Belgique. Il y a au Portugal une montée de la révolution qui vient de toutes les couches populaires. Et, comme disait un représentant communiste, on peut comparer la révolution portugaise à une bicyclette : si elle s'arrête, elle tombe. Pour cela, il faut continuer à aller de l'avant. C'est seulement en prenant à la bourgeoisie le pouvoir économique qu'elle détient qu'on l'empêchera de faire encore des coups. C'est en détruisant toute la structure bourgeoise qui a été le soutien du fascisme pendant 50 ans que le Portugal va avancer.

Pour cela c'est très important toutes les mesures qui ont été prises et qui seront prises en même temps que les accords économiques avec l'Union Soviétique. Nous appelons tous nos camarades sympathisants et lecteurs, ainsi que les camarades du PC et du PS à étudier ce document qui approfondit très minutieusement quelle est la véritable signification de la liberté syndicale, et non comme le défendent les appareils ou la social démocratie.

La liberté syndicale ou la liberté tout court, c'est l'ensemble des masses qui sont en train de la vivre maintenant au Portugal, ce sont les milliers sortis dans la rue pour défendre la révolution portugaise contre le capitalisme qui veut, lui, maintenir le pouvoir dans des structures minoritaires d'exploitation. C'est là où s'exprime la créativité, la décision des masses qu'il y a la véritable démocratie.

(Suite en page 3)

SUR LE ROLE DES SYNDICA
DANS LA PRIS

28 décembre 1974

(Extrait d'un cours de la V^e Ecole Mondia

Un des événements les plus importants de l'histoire de la lutte de classe — qui n'est pas fondamental mais qui entre dans la voie de ce qui l'est — est qu'en Italie, les syndicats se sont opposés à un décret du gouvernement sur l'augmentation des tarifs de l'électricité. Le Parti Socialiste, tout en protestant, a laissé faire. Le Parti Communiste n'a protesté, qu'après la décision des masses de réduire elles-mêmes le tarif de l'électricité et le billet d'autobus, disant que ce n'était pas correct, qu'il fallait attendre.

Les masses communistes et socialistes se sont mises d'accord pour refuser l'augmentation des tarifs de l'électricité et du billet d'autobus, impulsant alors leurs syndicats et leurs directions. Elles ont décidé d'en baisser le prix. C'est un acte de double pouvoir. Il ne s'agit pas d'un fait du syndicat, de l'usine, mais d'un problème d'intérêt général de la population. Ce problème ne se résoud ni dans l'usine, ni dans le syndicat, mais dans les relations directes de la population avec l'administration capitaliste. Les ouvriers intervenant à travers les syndicats ont dit, « Là on ne paie rien ». Et les gens croyaient les syndicats et non le gouvernement. Celui-ci décide pompeusement. qu'il fallait payer l'augmentation des tarifs, pour respecter les décrets. Mais les gens ont répondu : « Non, les syndicats nous ont dit que nous ne paierons pas, et nous ne payons rien ». C'est le syndicat qui l'a empêché. Il a obligé le gouvernement à revenir sur les augmentations, à les ramener à 10 % au lieu de 30 % décrétés. De même pour le paiement du billet d'autobus, les gens croyaient le syndicat et non l'administration capitaliste, ni le décret du gouvernement, ni la police, qui faisait écho aux revendications en adoptant une attitude passive, non arrogante, de répression, mais passive, de contemplation.

Le développement du double pouvoir

Cette action est de la plus grande importance. C'est une action de double pouvoir. Elle indique la maturité pour prendre le pouvoir. Elle est évidente et visible. Ce n'est pas un fait éloigné. Il s'agit de mesures de l'administration capitaliste. Des aspects essentiels de son fonctionnement l'autorité et l'argent sont mis en jeu. Et les ouvriers, qui croient-ils ? Le syndicat ou le gouvernement ? Les syndicats.

Ni les communistes, ni les socialistes n'ont tiré de conclusions. Mais la continuité, l'obstination, la décision des ouvriers leur ont imposé le respect de telles conclusions. Ceci s'est passé en Italie, mais c'est la même chose en France. Lip est la même chose. Il ne s'agissait pas d'ouvriers communistes mais s'ils l'avaient été, les choses se seraient passées de la même façon. S'ils avaient été socialistes aussi. Et la même chose se passe en Amérique Latine, en Yougoslavie, également où, avec un peu plus d'ardeur, ils ont pris les gens et les ont jetés par la fenêtre. C'est pour cette raison que les syndicats ont fait récemment cette discussion dans laquelle ils ont été obligés d'imposer le refus de payer l'augmentation des tarifs de l'électricité et du billet d'autobus. La volonté des masses de prendre le pouvoir se prouve avec ce processus.

Même les gens les plus arriérés ne croient déjà plus le capitalisme, mais les syndicats et les partis ouvriers. Sur un plan plus élevé, ils disputent à l'administration capitaliste les lois et les décrets économiques montrant ce que les masses sont disposées à faire, leur volonté de prendre le pouvoir. Il y a la volonté décidée de la population du monde entier d'aller au delà des syndicats, des partis ouvriers, pour prendre le pouvoir. Et la fonction des syndicats s'élève constamment et de façon permanente vers son niveau historique.

Les syndicats augmentent leur poids et leur intervention. Et dans la mesure où les Partis Communistes et Socialistes n'interviennent pas comme direction consciente des masses et de la société, les syndicats vont accroître leur fonction sans remplacer, ni porter atteinte, ni s'opposer aux partis ouvriers. Ils vont jouer un tel rôle que les masses vont les trouver plus acceptables, plus accessibles à leur pression, que les partis ouvriers. Le poids des syndicats augmente ainsi que leur valeur historique et concrète. Ils interviennent dans tous les problèmes.

La convention de la Fiat en Italie montre à quel haut niveau peut atteindre le rôle des syndicats. La fonction, le poids, la détermination anticapitaliste des syndicats augmentent. Une action de front unique constante, permanente s'établit, et il n'y a aucune lésion, aucun affrontement, aucun antagonisme avec les partis ouvriers. Cela démontre la maturité énorme des masses. Si celles-ci cherchaient une issue dans des intérêts de secteurs ou de catégories, elles se heurteraient aux partis ouvriers. Elles chercheraient un accord particulier avec l'entreprise ou l'usine aux dépens des partis ouvriers. Cependant il n'en est pas ainsi ; c'est l'inverse. Toutes les conquêtes réalisées en Italie, en France viennent du camp syndical, sans qu'elles heurtent les partis ouvriers, mais de façon combinée en les impulsant. C'est ce qui montre la maturité politique des masses pour prendre le pouvoir, pour exercer la fonction de direction de la société.

Il s'agit pas seulement de ne pas se heurter aux partis ouvriers, mais d'attirer le reste de la population. Quand à Milan les syndicats disent de ne pas payer les hausses de l'électricité, les gens ne paient pas. Le syndicat dit « Non » et les gens respectent la décision du syndicat. C'est une action de dualité de pouvoir. Ce n'est pas le double pouvoir agissant de façon permanente, mais une action de double pouvoir. Conjointement s'exprime l'élévation constante des voix des Partis Communiste et Socialiste, l'élévation constante de l'attrait et de l'influence qu'ils ont sur le reste de la population et qui les oblige à des actions anticapitalistes. Il s'agit d'autre part de l'élévation constante des cadres qui surgissent du mouvement ouvrier. Ils essaient de faire pression sur les partis, de les attirer, et cela se combine avec les cadres qui viennent des Partis Communiste et Socialiste, du mouvement ouvrier, de la IV^e Internationale Posadiste. Ainsi la classe ouvrière fournit-elle des cadres dirigeants, organisateurs, aptes pour la prise du pouvoir, pour en finir avec le capitalisme, et passer de la guerre qu'il prépare à la construction du socialisme.

La convention de Fiat — qui pour la première fois permet aux syndicats de se mettre dans les problèmes internes de l'entreprise — est un moyen d'empêcher les masses de prendre le pouvoir. Les sifflets de Bologne indiquaient que les gens voulaient prendre l'offensive, et sont déjà en train de la prendre. Ce qui se passe chez Fiat va se généraliser dans toute l'Italie. D'autre part, c'est une débacle brutale des secteurs financiers. Toutes les concessions faites par les capitalistes sont l'indice qu'ils ne sont pas disposés à supporter une offensive du mouvement ouvrier. Il ont voulu s'appuyer sur la fascisme, sur un coup d'Etat, ils ont échoué et maintenant ils doivent mener cette politique. Du point de vue de la classe bourgeoise, ils n'ont pas de perspective. Alors ils cèdent à la politique du moindre mal.

La convention des syndicats et de la direction de la Fiat fait figure de baromètre. Le capitalisme est désespéré et cela va avoir une influence très grande sur les Partis Communiste et Socialiste. La convention de la Fiat est l'indice de ce qu'est le monde aujourd'hui. Agnelli s'est fait élire secrétaire de l'association patronale afin de diriger la répression, et maintenant il doit céder sur tout. Communistes et Socialistes se sont opposés à toute mesure allant contre le mouvement ouvrier et contre les masses, et Fait doit céder.

Cet accord va marquer un tournant très grand du processus de compénétration et d'interpénétration envers le système capitaliste. Il faut le prendre pour base de toutes les autres conventions. Un des points de cet accord est la planification de la production, mais il faut dire aussi de quel type de production il s'agit. En outre, la Fiat va devoir consulter les ouvriers sur les investissements, le plan de production et le mode de travail. Cela va avoir une conséquence très grande et montrer que la classe ouvrière et les sifflets de Bologne sont ici présents.

La classe se montre apte pour toutes les nécessités de l'histoire, malgré l'immense augmentation du coût de la vie et les répressions du capitalisme. La guerre du Vietnam, du Moyen-Orient, la guerre en Amérique Latine, sont des répressions. Il ne s'agit pas d'une répression directe contre le prolétariat français ou le prolétariat italien, mais la classe ouvrière mondiale prend la répression au Vietnam comme une répression au progrès de l'histoire. Elle se sent alors réprimée, mais non intimidée. Tous les bombardements au Vietnam n'ont pas intimité la classe ouvrière. Bien au contraire, la petite-bourgeoisie est attirée et gagnée par elle. Les secteurs de la petite-bourgeoisie qu'influence le capitalisme sont chaque fois moins nombreux. Il est indubitable que celui-ci a encore de l'influence mais il s'agit de secteurs très élevés.

L'influence du prolétariat sur la petite bourgeoisie

Du prolétariat, de la petite-bourgeoisie et de la bourgeoisie, c'est la petite-bourgeoisie qui s'est accrue en poids et en nombre, tandis que le prolétariat a diminué. Le processus de technification, d'augmentation de la productivité, permet au capitalisme de remplacer les ouvriers par la mécanisation du travail. Par conséquent, il y a un accroissement de la petite-bourgeoisie technique, donc une augmentation de son poids social et une diminution du poids social historique du prolétariat à échelle mondiale. Dans quelques pays, le prolétariat s'accroît mais à échelle mondiale, l'importance de la petite-bourgeoisie augmente, avec le développement scietifique, la technification de la production.

La petite-bourgeoisie, qui à une autre étape de l'histoire était gagnée par le poids de ses intérêts particuliers dans l'économie de ses intérêts privés de caste, de groupe, de secteur de la société, s'appuyant sur le système capitaliste, ne l'est plus. Son immense majorité est attirée aujourd'hui par les idées socialistes le prolétariat, la lutte révolutionnaire. Le capitalisme ne peut l'organiser pour l'opposer au prolétariat. Même en France, en Allemagne, en Angleterre, aux Etats-Unis et au Japon, les cinq pays où existe essentiellement une couche importante de la petite-bourgeoisie, celle-ci est constamment gagnée par le prolétariat. Cela s'exprime électoralement mais pas de façon exclusive, car c'est dans les grandes grèves que cette expression est la plus forte.

Les grandes grèves de France, du Japon, d'Allemagne d'Angleterre, démontrent que toute la petite-bourgeoisie qui s'est développée dans l'appareil technique à l'étape antérieure est aujourd'hui influencée par le prolétariat. Elle entre en grève comme n'importe quel ouvrier alors qu'avant elle s'en séparait. Avant il s'agissait des « cols blancs », maintenant ils ont la cravate et la tête rouge. L'influence de la révolution les gagne. Pas seulement en Angleterre où les employés, les techniciens, la petite-bourgeoisie modérée et semi-modérée défilent et font grève constamment, mais aussi au Japon, en Allemagne, en France, en Italie. C'est l'influence directe des luttes du prolétariat. Cela montre comment des couches de la population, encore sous l'influence du système capitaliste — parce qu'il leur permet de développer les problèmes économiques et de chercher à le réaliser à l'intérieur du système capitaliste — sont gagnées par les idées socialistes.

D'autre part, l'expérience qui se développe de façon ininterrompue dans le monde entier montre aux masses, à la petite-bourgeoisie qu'on ne peut avancer économiquement dans le cadre du système capitaliste. Tout nouveau pays qui entre dans l'aire de l'histoire de l'économie, de la production, des échanges — qui commence à vivre comme un pays considéré mondialement — le fait avec des formes de production, de planification, de relations économiques qui ne sont pas capitalistes, ou qui à la base ne soutiennent pas le système capitaliste. Bien qu'ils maintiennent la propriété privée, le développement de l'économie, les relations qu'ils établissent ne déterminent pas un renforcement du capitalisme, mais son affaiblissement. Ils sont directement gagnés par l'influence du développement des Etats ouvriers, de la lutte des masses et des mesures qui sont imposées au système capitaliste, comme en Italie ou en France.

Des événements comme la grève de Rateau ne sont pas épisodiques. Ce sont des explosions et des expressions contenues d'un état d'esprit général de toutes les masses, du prolétariat, de la moyenne et petite-bourgeoisie. S'il s'exprime seulement à Lip ou à Rateau, comme il s'est exprimé auparavant dans les usines en Mai 68, c'est parce que les directions ne permettent pas l'organisation de la lutte des masses. Cela explose du côté le plus faible, non du capitalisme mais du côté le plus faible de l'appareil bureaucratique, des directions du mouvement ouvrier. L'expérience de Lip n'a pas été une expérience privée d'un secteur, mais l'explosion d'une relation de forces supérieure et favorable au prolétariat. Elle s'est ensuite démontrée dans la campagne de l'Union Populaire et dans les 11 millions et demi de voix à l'Union Populaire. Quoique sous une forme limitée, Lip montrait la relation de forces existante.

Malgré le sabotage de la direction du PC et de la CGT, les masses communistes et de la CGT ont appuyé Lip sans arrêter de critiquer les gauchistes. Le sens logique des masses est d'appuyer tout ce qui leur donne des points d'appui contre le capitalisme et qui permet la généralisation de leur volonté de lutte et la communication avec la population. Comme les masses n'ont pas d'intérêts privés ou particuliers ; elles n'ont pas peur que tel appui les fasse reculer. Elles n'ont pas d'intérêts de caste, de groupe, d'une bureaucratie à défendre, c'est pour cette raison qu'elles sont objectives, alors que la direction ne l'est pas. Elle a résisté, parce qu'appuyer Lip signifiait impulser un niveau de lutte pour lequel elle n'était pas disposée. C'est ensuite que Marchais a appuyé. Sans s'opposer directement, la CGT s'est heurtée à l'appui à Lip, elle n'a pas généralisé l'expérience alors que toutes les conditions étaient réunies pour le faire, et a dû ensuite appuyer. C'est la volonté des masses qui le lui a imposé.

Il ne s'agit pas d'une expérience occasionnée par les circonstances particulières de la France, mais d'une expérience qui se développe dans le monde entier. Elle a du succès là où elle rencontre la moindre résistance. Et ce n'est pas le capitalisme qui oppose cette résistance parce qu'il est faible, mais les directions ouvrières qui empêchent cette conclusion. Cette expérience de Rateau et de Lip, de la convention de Fiat, des syndicats de Milan qui imposent la réduction des tarifs de l'électricité, montrent que la classe ouvrière gagne et attire la petite-bourgeoisie.

Pour donner une mesure exacte et globale de la crise du capitalisme, de la volonté des masses et des possibilités de prendre le pouvoir, on peut prendre les récentes conventions d'Italie où le gouvernement doit céder à une surenchère de force entre les syndicats et le pouvoir de l'Etat.

Le gouvernement a dû accepter un accord avec les syndicats dans lequel il admet que ceux-ci peuvent déterminer les tarifs de l'électricité, le prix du billet d'autobus. C'est admettre un principe de dualité de pouvoir. La presse capitaliste, proteste. Alarmée, elle manifeste le danger que cela signifie, mais elle n'a pas d'autre issue que de l'accepter. Si elle pouvait lancer la guerre, elle le ferait. Au lieu que Moro accepte que les syndicats imposent le tarif de l'électricité, il les aurait balayés et imposé le fascisme. Quand ils ne le font pas c'est qu'ils ne peuvent le faire. Ils n'en ont pas la force ni la capacité historique. L'immense

S ET DES PARTIS OUVRIERS
E DU POUVOIR

de Cadres de la IVe Internationale Posadiste)

J. POSADAS

majorité des masses est pour la destruction du capitalisme, la majorité de la petite-bourgeoisie aussi. Si elle n'avance pas plus, c'est que la direction des partis ne l'admet pas.

La presse bourgeoise, avec toute sa pauvreté, doit admettre que l'Etat renonce à ses fonctions bien qu'elle élude le fond historique de sa décision. Le fond historique n'est pas que l'Etat renonce à ses prérogatives où à son mandat mais qu'ils sont obligés à changer, qu'on le leur impose. C'est une norme, une ligne qui démontre qu'on peut aller infiniment plus loin. La presse bourgeoise, en tant qu'organisatrice, ministère central de toutes les tendances du capitalisme, écrit pour avertir : « ce qui se passe en Italie n'est pas un fait accidentel. C'est un état de relations qui va se généraliser dans le monde entier, parce que ce n'est pas en Italie que tout cela a commencé. Tout a commencé il y a beaucoup plus longtemps, en Amérique Latine, en Angleterre également au moment de l'occupation des chantiers navals. La même chose en Pologne, en Yougoslavie, c'est-à-dire qu'il existe une expérience générale de la classe ouvrière qui essaie de la maintenir, de l'étendre, de l'approfondir et de l'assurer.

Le retard des partis ouvriers

C'est ce qui fait pression et influence les directions des partis ouvriers. Ce sont des conclusions concrètes et précises qui obligent à élever le programme de revendications et les objectifs. Il faut tenir compte de deux faits d'une importance historique irréfutable : l'Union Populaire a un programme anticapitaliste – limité, mais anticapitaliste. Ce programme ne maintient pas, ne soutient pas et n'affirme pas le développement du capitalisme. Il l'en empêche, et dans certains aspects importants et fondamentaux, il est anticapitaliste. La convention de la Fiat est anticapitaliste. Le programme objectif du Parti Communiste Italien ne l'est pas. Il n'a pas un programme objectif anticapitaliste, mais une mesure ou une autre anticapitaliste et rien de plus. Ce sont des propositions qui s'en éloignent.

Par contre, les ouvriers arrivent à une convention avec la Fiat dans laquelle ils stipulent que personne ne peut être mis à la porte. Les syndicats disent qu'ils veulent voir les livres de l'entreprise, participer à la programmation de la production. En même temps, ils disent aux usagers qui consomment l'électricité « Ne payez pas. Nous allons leur dire combien nous voulons payer ». C'est la même chose avec le billet d'autobus. Le syndicat élève sa fonction historique, non seulement en tant que représentant de l'intérêt de la masse qui compose telle ou telle corporation ou l'ensemble des corporations, mais aussi en tant que représentant de toute la population en rapport avec l'appareil capitaliste. Il le fait pour des problèmes qui n'entrent pas dans la relation de travail, mais qui s'inscrivent dans le cadre administratif.

C'est un pouvoir des plus élevés qui s'étend à d'autres formes moins importantes mais qui s'exprime et se maintient. Entre autres, en France, en Italie, en Allemagne sous quelques aspects, en Angleterre, en Amérique Latine, au Japon. Les ouvriers ne veulent voir se fermer aucune usine. Ils essaient de la maintenir, de la faire produire et de montrer qu'ils la dirigent mieux que le patron. Ils montrent qu'ils sont supérieurs au patron en tant qu'administrateurs, qu'organisateurs. Cela produit un effet très grand sur la population qui voit la classe ouvrière dans une action concrète, spécifique : diriger une usine, produire, vendre, et le faire mieux que le patron. Cela montre l'inutilité de la gestion et de la fonction patronale, que ce soit du point de vue de l'argent, de la technique, ou de la direction de l'usine. Les ouvriers sont en train de faire leur apprentissage de direction spécifique de la société.

Dans une infinité d'aspects de tous ordres, de tous niveaux, la classe ouvrière montre qu'elle est capable de diriger la production et la société. Elle se sent capable et en a la décision, l'organisation de la préoccupation et la volonté. Comme elle ne peut le faire elle-même parce qu'elle est fragmentée en divers secteurs, catégories, corporations, c'est le parti qui doit le faire. Le parti centralise la volonté, la préoccupation, la décision des masses et les organise sur la base du programme. Les masses essaient de faire pression sur leurs partis à travers les usines et les syndicats, pour qu'ils aient cette fonction. Si elles ne vont pas plus avant, c'est que les directions des partis s'y opposent, ce n'est pas par manque de volonté des masses.

Cette expérience surgit claire et déterminante : les masses veulent diriger la société, non pour elles-mêmes, mais pour en finir avec toutes les conséquences qui proviennent du système capitaliste : la guerre, le chômage, la faim, la misère, la dispute, l'agression, la répression, tuer pour vivre. La relation capitaliste se développe au moyen de la concurrence, de tous les points de vue : concurrence économique, morale, scientifique. Les ouvriers, même sans prendre le pouvoir montrent qu'ils développent leur activité non pour la concurrence, mais pour ce qui est meilleur, plus convenable pour tous. Ce sont les principes du socialisme. Cela existe déjà dans tous les coins du monde.

La fonction qu'exercent les syndicats en Italie le montre. Comme dans le monde entier, ils défendent les revendications des masses. En Italie ils ont proclamé et ont réussi à ce que les syndicats interviennent dans la programmation de la production, de la distribution, du salaire, du billet d'autobus et des tarifs de l'électricité. Il y a une augmentation du poids des syndicats. Pourquoi en est-il ainsi alors qu'il existe des partis ouvriers puissants ? Le Parti Communiste a 9 millions deux cent mille voix, et il augmente constamment. Dans chaque élection, il s'accroît de 1,5 à 3 %, et une nouvelle élection maintenant lui donnerait une augmentation de 4 %. C'est quasiment le principal parti d'Italie. Mais il ne voit pas cette situation, il n'analyse pas, ne juge pas par rapport à un critère de classe mais par rapport à un critère superficiel. Il n'est pas déterminé par la nécessité de classe mais par l'intérêt de couches et de secteurs qui dirigent le Parti Communiste, de secteurs bien intentionnés mais qui ne se sont pas développés dans la conception du critère de classe.

Les syndicats ont pour fonction d'obtenir la dérogation du décret d'augmentation des tarifs de l'électricité ou de l'augmentation des transports, ils réussissent à intervenir dans la planification de la production de Fiat et que l'entreprise ouvre ses livres aux ouvriers. Le Parti Communiste n'appuie pas officiellement. Il appuie une fois que cela est fait. En général, c'est la tactique des Partis Communistes : ils s'opposent, n'appuient pas ou se taisent. Mais quand le fait arrive, ils appuient. Cela démontre la timidité, l'hésitation, l'insécurité, non qu'ils soient contre ou qu'ils aient des intérêts bureaucratiques, mais qu'ils ne comprennent pas. A la fin ils appuient, mais c'est trop tard. Et dans la tactique de la politique révolutionnaire, le problème essentiel est d'arriver à temps, sinon on laisse passer l'étape. Arriver à temps signifie au moment où les syndicats peuvent attirer le reste de la population, les conditions sont alors réunies pour cette influence et qu'on peut le faire. Si on laisse passer l'étape, alors on se désagrège. Par contre le moment dans lequel on peut influencer est quand toute la concentration de la population est pendue à ces problèmes.

La tactique est fondamentale dans la lutte de classes. Laisser passer les étapes c'est laisser passer le moment où toutes les conditions sont réunies pour influencer, peser ou décider. Il ne s'agit pas de tromper ou d'attirer, mais il s'agit d'expliquer et d'organiser une base qui veut comprendre ce processus. Alors on rencontre le moment de cette explication.

Le Parti Communiste ne faisait pas cela. Maintenant, il le fait partiellement, mais non de façon conséquente. Ils n'avaient pas confiance dans le fait qu'il fallait abattre le système capitaliste. Ils croyaient qu'il allait se disloquer tout seul. C'est pour cela qu'il y a eu le Chili, qu'ils ne voient pas le monde dans la crise mondiale du capitalisme. Depuis peu de temps, ils voient qu'il s'agit d'une crise globale. Quand ils doivent la mentionner de façon générale, ils parlent de crise globale. Mais quand ils doivent appliquer, il rencontrent déjà des atténuants, et ce n'est plus une crise globale. Ils ne l'analysent pas comme une crise dans laquelle le système capitaliste se désintègre, parce qu'ils n'analysent pas du point du vue de classe. Ils le font dans l'espoir que le progrès électoral, le progrès du poids des masses, l'attirance de nouvelles couches au prolétariat, leur donnent la majorité et que la bourgeoisie le respecte. Ils ne conçoivent pas que la bourgeoisie puisse ne pas le respecter, qu'elle s'oppose, et que même si elle l'accepte électoralement, c'est pour lui permettre de prendre le temps nécessaire à la préparation du coup contre-révolutionnaire. La bourgeoisie ne quitte pas l'histoire sans utiliser tous les moyens qu'elle a pour se défendre et se maintenir.

Il faut analyser ainsi dans le Parti Communiste. La convention de la Fiat, l'augmentation du poids des syndicats, indiquent que le capitalisme doit se restructurer sous la contrainte, la pression du processus de crise économique, sociale, politique et militaire très profonde. Alors il ne peut décider comment faire. Ce n'est pas le capitalisme qui va déterminer mais c'est le développement de l'histoire qui est en train de déterminer ou qui peut déterminer ; ce sont les Etats ouvriers, c'est la lutte des masses. C'est pour cette raison que la fonction des syndicats s'élève dans cette étape.

J. POSADAS

28 décembre 1974

LA GREVE DES OUVRIERS D'HENRICOT EST UNE LUTTE POUR LA DIGNITE HUMAINE

La grève des ouvriers d'Henricot, à Court St Etienne, dans le brabant wallon, a une grande importance. L'initiative est venue des ouvriers marocains de l'usine, qui ont déclenché le mouvement et l'occupation des locaux dès que le patron a décidé l'augmentation des loyers. En effet, les ouvriers marocains de l'usine habitent des logements "offerts" par le patron qui se trouvent juste à côté de l'entreprise, et qui sont de véritables taudis, dont les pièces sont séparées par des plaques d'Unalit. Le patron voulait augmenter le prix des logements de 500 Frs à 1.500 Frs par personne.

C'est la première fois, en Belgique, que les travailleurs immigrés organisent une grève à ce niveau. Il y a déjà eu, des grèves de la faim, et la participation à des luttes. Mais c'est la première fois que les ouvriers marocains prennent l'initiative de la lutte et organisent complètement la grève et l'occupation des locaux.

Si les ouvriers d'Henricot ont eu la force de faire un tel mouvement, s'ils se sont sentis sûrs, et décidés à combattre, c'est parce qu'ils sentaient que les conditions locales de l'usine et les conditions générales dans le pays le permettaient. Ils ont senti qu'ils avaient l'appui des autres ouvriers et employés belges de l'usine et de tous les travailleurs du pays. L'usine se trouve assez isolée, dans une région peu industrialisée, mais au travers de toutes les luttes et occupations

(Suite en page 4)

LA LIBERTE SYNDICALE (suite de la page 1)

Le front unique syndicats-Forces Armées est fondamental au Portugal. Il faut appeler en même temps à développer les organes de la classe ouvrière, dans lesquels intervienne la petite-bourgeoisie, développer des organes qui exercent la fonction de contrôle pour assainir le pays, non des organes accidentels, mais qui aient des bases économiques, politiques, syndicales. Il doivent être des organes de direction du pays. Il faut reconnaître l'existence de tels organes et étatiser ; la même chose pour la centrale unique, ne pas laisser la direction dominer, mais en laisser le soin à de tels organes. Il faut centraliser le mouvement ouvrier en une seule Centrale Syndicale, mais décentraliser son fonctionnement. C'est ainsi que fonctionne aussi l'Etat ouvrier. Cela ne permet pas que les décisions restent entre les mains de quelques individus, empêchant ainsi la classe ouvrière de penser et de décider. L'appareil manque des qualités principales que sont la volonté, la décision et la résolution. Il ne les a pas, contrairement aux masses. Pour cette raison les membres des appareils sont presque toujours dans un état d'esprit dépressif.

Il faut discuter où va le Portugal. Les élections qui se préparent sont un moyen, une excuse pour la droite qu'il faut condamner, tout en faisant des organes dans les campagnes, dans les villes, dans les usines. Les commissions de sergents qui se sont formées montrent une très grande maturité. Il faut partir de celle-ci pour intervenir, et se baser sur les organes des sergents pour les généraliser au reste des forces armées. Le fondamental, reste le choix du programme.

Ceux qui parlent de « liberté syndicale », parlent de la liberté pour faire ce qu'ils veulent, et non de liberté syndicale. La centralisation du mouvement ouvrier est un des instruments les plus puissants contre le capitalisme. Une centralisation réformiste, de collaboration, de soumission à la direction patronale ne sert à rien. Seule la centralisation sur un programme anticapitaliste, qui impulse la lutte de classes sert. Il faut faire en sorte que l'unification se fasse sur la base d'un programme de lutte de classes, de lutte contre le capitalisme : pour la démocratie syndicale, pour les droits de tous les ouvriers à discuter et à intervenir. Ce programme doit impulser la lutte de classes contre le grand capital, afin d'améliorer les conditions de vie, de travail, d'impulser l'économie sur la base des étatisations et d'augmenter les conditions favorables au développement de l'économie. Il faut aussi qu'interviennent les paysans.

Il faut montrer aux petits propriétaires des campagnes la nécessité des crédits d'Etat. Les syndicats doivent intervenir sur tous ces problèmes. Il faut discuter dans tout le mouvement ouvrier que la seule façon de développer le Portugal est d'étatiser les principales sources de production et d'échange. Il faut aider les paysans moyens et pauvres, exproprier les grands propriétaires fonciers, les faire travailler de façon collective pour l'Etat. Si toutefois il n'y a pas de moyens pour une grande mécanisation et industrialisation, il faut demander de l'aide aux Etats ouvriers et former des communes. Il faut porter toute cette discussion à l'intérieur des usines, dans tout le mouvement ouvrier, dans les quartiers, les maisons et aussi dans les partis : Un Front Unique Partis-Syndicats pour développer ce programme ! C'est cela la liberté syndicale ! C'est la liberté de lutter pour satisfaire les besoins de la population sur la base du programme correspondant. L'autre liberté, celle que veulent

(Suite page 4)

LA LIBERTE SYNDICALE ET LA LUTTE DE CLASSE AU PORTUGAL

les réformistes et la réaction, est la liberté de la division et de la fragmentation du mouvement syndical. Ce n'est pas la liberté ! Etre coupé en morceaux ne signifie pas liberté. Liberté signifie lutte. Et ce n'est pas lutter pour une idée trouvée par n'importe qui. Le patron veut la liberté pour tuer. La liberté signifie l'organisation afin de pouvoir lutter pour les intérêts de la population et pour le développement du pays. La liberté est assujettie à cela.

Parler de liberté est une abstraction. Les socialistes parlent de liberté et s'unissent à l'épiscopat qui est une bande d'assassin. C'est cela la liberté qu'ils demandent ! Ils posent comme condition : La liberté syndicale. Mais cette liberté est la liberté de qui ? Face à qui ? Ce n'est pas le fascisme qui gouverne.

Il faut poser la Centrale Syndicale unique avec un programme. Nous invitons les camarades socialistes à discuter un programme révolutionnaire, ainsi que le fonctionnement de la démocratie révolutionnaire pour tout le mouvement ouvrier : le droit de tendances, de minorité, de pouvoir exprimer la pensée. Mais aussi un programme révolutionnaire d'expropriation sans indemnisation, de planification de la production sur la base de la participation des masses au contrôle de la direction de l'économie, et également de la planification. C'est cela la liberté syndicale.

Ils font croire que les communistes s'opposent à la liberté syndicale, qu'ils veulent monopoliser. Il faut discuter, à quoi sert la liberté syndicale. En défense de qui ? Pour faire front au capitalisme ou collaborer avec le capitalisme ? Le Mouvement des Forces Armées a pris une bonne position dans cette discussion : ils sont contre le capitalisme.

Sur le problème de la cotisation syndicale obligatoire qui se pose, il faut lancer un appel pour développer un programme révolutionnaire dans le syndicat. Ainsi chaque ouvrier va sentir qu'il participe, qu'on l'appelle pour qu'il intervienne, donne des opinions, des jugements. Il faut le faire fonctionner en assemblées, avec droit de parole, droit de tendances, d'exprimer sa pensée, de faire connaître l'opinion de chaque tendance, avec des publications et des passages à la radio. C'est ainsi qu'on assure l'intervention de la classe ouvrière dans les syndicats. Nous sommes contre le paiement de la cotisation syndicale de façon obligatoire. Mais nous sommes pour l'appel à ce que tout le monde aille au syndicat. Que les cotisations et les entrées syndicales soient contrôlées, que les dirigeants gagnent la même chose qu'un ouvrier, qu'ils n'aient pas de gains extraordinaires : qu'ils n'aillent pas dans des hôtels ou utilisent des voitures particulières. Ils peuvent avoir une voiture pour les besoins de la tâche du syndicat, mais que la voiture soit alors au syndicat. Qu'il y ait un contrôle strict sur les fonds syndicaux, que s'établisse le principe de la révocabilité des mandats.

Il faut s'opposer à ce que la droite participe aux élections. Il faut poser : la liberté n'est pas faite pour les assassins qu'il faut liquider. Il faut se proposer de présenter un front unique aux élections, sur un programme d'étatisations, d'élimination des dettes des petits-paysans, de collectivisation des grandes entreprises financières, de planification de la production pour élever le niveau de consommation de la population, faire baisser les prix. Il faut appeler à établir une alliance avec les Etats ouvriers, avec le prolétariat espagnol, faire une discussion pour montrer que l'économie ne peut pas s'élever ni se développer si elle n'est pas étatisée. Sinon, c'est changer de nom et maintenir les mêmes sources qui ont engendré le fascisme, à savoir les grandes entreprises, la grande finance, le grand commerce, les grandes sociétés d'import-export, les grands propriétaires fonciers. Ceux qui ont donné origine au fascisme vivent encore, ce sont les propriétaires. Il faut les liquider, et pour cela, leur ôter le pouvoir économique. C'est la liberté syndicale.

Nous sommes partisans d'ajourner les élections. Il faut poser, de mener une discussion sur les étatisations, la planification de la production, les conseils ouvriers et l'appui au mouvement paysan. Et s'il y a les élections, il ne faut pas que la droite intervienne. Il ne s'agit pas de droits démocratiques en abstrait. C'est la grande bourgeoisie que a été à l'origine et qui a maintenu le fascisme pendant 50 ans. La laisser intervenir maintenant c'est la laisser retourner à la situation d'avant. Poser qu'il faut laisser intervenir la grande bourgeoisie aux élections est une parodie de démocratie. Nous sommes contre. Le programme de libération du Mozambique et de la Guinée Bissau est contre la grande bourgeoisie. Il faut montrer que laisser intervenir la droite n'est pas la voie de la démocratie, qui ne signifie pas que tous ont le droit de parler et d'écrire. Avant, la droite l'empêchait. La laisser maintenant serait une parodie de démocratie.

Les communistes acceptent la liberté démocratique, le libre jeu démocratique avec la bourgeoisie, mais pas avec le mouvement ouvrier. Il faut poser que s'ils permettent à la bourgeoisie de se présenter électoralement, ce contre quoi nous sommes, ils doivent donner le droit à toutes les tendances ouvrières de se présenter, et faciliter leur intervention, le droit pour tous, même pour les gauchistes. Il faut résoudre les problèmes par des discussions, des positions, des analyses, en faisant mûrir l'intervention du mouvement ouvrier, de l'avant-garde ouvrière et de la petite-bourgeoisie.

La droite cherche à faire alliance, cherche un point d'appui auprès des socialistes pour servir d'exemples aux autres pays. Economiquement, le Portugal est peu important, ce qui n'est pas le cas politiquement. C'est pour cela que le capitalisme est tant préoccupé. La presse capitaliste analyse et voit que l'armée échappe. La polémique actuelle entre socialistes et communistes comprend des aspects beaucoup plus profonds et décisifs que ceux qui apparaissent. Une orientation générale et précise est en train de se discuter : où va le Portugal ? Quel en est le programme ? S'agit-il de la voie de réformes du capitalisme ou de la transformation du Portugal ? C'est ce qui est en discussion, et la même discussion se fait sur le mouvement ouvrier. Il faut montrer que la voie réformiste ne sert à rien. Le capitalisme ne donne rien pour une réforme. Avec l'existence du capitalisme, le Portugal ne peut progresser ni économiquement, ni socialement. Il faut planifier la production, les sources les plus importantes de la production, et aussi développer la démocratie de façon à ce que toute la population intervienne.

Toute la population doit intervenir au Portugal. Il faut organiser les comités de quartiers, d'entreprises, d'usines, de la campagne, faire des réunions paysans et ouvriers, des réunions dans lesquelles les ouvriers des champs discutent du programme de planification d'étatisations. Avec tous les inconvénients et la pauvreté qui existent, il faut établir un plan de production de façon à contenir le sabotage des patrons qui la font perdre. L'impérialisme les finance pour saboter le Portugal. Il faut planifier la production et faire intervenir les masses. Il faut discuter ouvertement : pourquoi ne va-t-on pas discuter ? Si on discute les problèmes fondamentaux de la médecine, de la vulgarisation des connaissances, pourquoi ne discute-t-on pas de l'économie, de la distribution, de la planification, des conseils d'usines. Il faut montrer que le problème est de savoir où va l'alliance communistes-socialistes qui est une alliance au sein du gouvernement, et de toute façon non organique. Il faut poser qu'elle doit se faire sur la base de la transformation de l'économie du pays. Il n'y a pas d'autre façon de progresser. Aussi faut-il discuter du problème des objectifs de la démocratie et de la liberté. Dans la démocratie capitaliste, on ne laisse pas parler les ouvriers, ni les syndicats, mais la bourgeoisie. Maintenant on laisse également parler la bourgeoisie. Il faut montrer que la démocration et la liberté doivent servir à construire le pays. 90 % de la population sont contre la bourgeoisie, il faut en discuter ouvertement.

Il faut lancer un appel aux socialistes, à la base socialiste à former un mouvement avec un programme d'expropriation et de planification de la production sur la base des expériences des Etats ouvriers, de l'Algérie, du Pérou. Il faut montrer que ces pays progressent parce qu'ils ont étatisés la production. Toute opposition à cette nécessité favorise le capitalisme, favorise les conditions qui ont donné lieu et origine au fascisme. Il faut en discuter, les gens sont d'accord avec cela. La liberté qu'ils réclament est la liberté pour un petit groupe. La liberté doit servir à construire le pays et non pas à respecter sous forme indifférente ou superficielle le droit privé. Les grandes sociétés multinationales demandent la liberté, pourquoi ? Il faut en discuter. Il faut déjà poser la nationalisation de la banque, appeler tous les employés bancaires à empêcher la sortie des capitaux. Il faut éliminer l'OTAN du pays et toutes les bases de l'impérialisme.

Il faut incorporer les sergents à la direction politique de l'armée. Qu'on fasse le service militaire dans les quartiers et les usines comme le proposait le Mouvement des Forces Armées. Que la mobilisation des soldats soit déterminée par des intérêts sociaux et politiques. Il faut proposer que le soldat doit se mobiliser seulement sur autorisation du syndicat, avec discussion préalable. Les militaires doivent faire intervenir les syndicats, et les syndicats doivent maintenir l'indépendance de l'appareil' dEtat, qu'ils impulsent l'Etat à étatiser et à mener des actions anticapitalistes.

Une grande discussion sur le Portugal existe dans le mouvement communiste mondial. Quand des forces aussi importantes que l'armée appuient l'unité syndicale en tant qu'instrument de progrès, cela signifie que la situation est mûre pour aller vers l'Etat ouvrier, ou de l'Etat révolutionnaire à l'Etat ouvrier.

J. Posadas - 23 janvier 1975.

Editeur responsable : Pólet Claudine
46, Avenue Gilliéaux 6080 Montignies s/S

EDITORIAL *(Suite de la page 1)*

capitalisme qui fait les riches plus riches et les pauvres plus pauvres". D'accord, il faut changer la société. Mais comment ?

L'expérience du Chili et celle du Portugal montrent que la bourgeoisie, l'impérialisme ne sont pas disposés à faire cadeau du pouvoir. Pour cela, il faut organiser dès à présent un front de la gauche qui soit la base de l'organisation d'un gouvernement de gauche qui s'appuie sur la mobilisation de l'ensemble des masses du pays. Un front de la gauche qui comprenne aussi bien les socialistes que les communistes et les chrétiens de gauche. Et là, attention ! Il ne s'agit pas du raccolage de l'un ou l'autre chrétien de gauche.

Pourquoi n'utilise t-on pas les manoeuvres du PSC au Portugal pour les dénoncer face à la base ouvrière du PSC ? On peut faire des meetings, des tracts distribués dans toutes les usines, des appels au MOC, à la JOC, au GPTC, à organiser leurs forces dans une seule perspective, de s'organiser en forme indépendante du PSC. On ne pourra pas changer la nature de classe du PSC-CVP qui est un parti de la bourgeoisie.

Ce parti ne s'était jamais inquiété du sort du Portugal quand il y avait la dictature. Mais maintenant que la population, par dizaines de milliers peuvent agir, discuter, dire ce qu'ils pensent, c'est alors qu'ils s'inquiètent pour la démocratie. Quelle démocratie ? Celle de Spinola et de la bourgeoisie.

L'impérialisme utilise tous les partis sociaux chrétiens pour donner des coups, que ce soit au Portugal ou comme ce fut la démocratie chrétienne de Frei au Chili.

Il est possible pour le PS et le PC de mener une campagne de cette nature pour faire rompre le PSC et consolider un front de gauche qui discute un programme pour aller au gouvernement et du gouvernement au pouvoir.

Il faut mener une campagne de discussions sur un programme de nationalisations sous contrôle ouvrier, d'échelle mobile des salaires, de nationalisation des banques, des compagnies d'assurance, de nationalisation des compagnies pétrolières.

C'est cela prendre des mesures pour changer la société. Discuter que ce front de la gauche doit s'appuyer sur les organisations de la classe ouvrière pour imposer les mesures à travers la mobilisation de l'ensemble du pays. Nous appelons le parti socialiste et communiste, les syndicats et les chrétiens de gauche à faire ce programme comme en France de front de la gauche pour donner une issue ouvrière à la crise capitaliste.

2.4.75

La grève

(Suite de la page 3)

d'usines qui se sont développées dans la dernière période, les ouvriers d'Henricot se sont sentis unis à toute la classe ouvrière du pays. Une telle grève est possible parceque toute la classe ouvrière du pays veut la même chose : En finir avec la pourriture capitaliste, en finir avec l'exploitation capitaliste ! Etre considérée comme être humain, comme les dockers d'Anvers, comme les ouvrières des gaufreries de Champagne, comme les nettoyeuses de Louvain qui ont licencié leur patron et se sont constituées en ASBL "Le balai Libéré". Toute la classe ouvrière lutte pour la dignité humaine.

Les ouvriers marocains sont les secteurs les plus exploités, surexploités sur tous les plans ils ne peuvent pas intervenir dans la vie politique du pays, ils sont soumis à des contrôles policiers stricts, ils ont de plus en plus de difficultés pour obtenir un permis de travail. Et ils n'ont pas hésité un seul instant à se lancer dans la lutte. Ils ne se sentent pas comme des voleurs, des intrus, ils sont complètement unis aux ouvriers belges dans cette lutte par un même sentiment contre le capitalisme. Les ouvriers belges de l'usine se sont solidarisés et ont arrêtés le travail pendant quelques heures. L'unification existe à la base entre tous les ouvriers, mais ce qu'il faut organiser et la liaison entre toutes les usines et les luttes. Les organisations syndicales n'organisent pas cette liaison indispensable. L'avant garde ouvrière est en train de parer partiellement à ce déficit, et des délégations d'ouvriers d'usine en grève, des groupes de dockers, des comités de grève parcourent le pays pour aller manifester la solidarité avec chaque nouvelle lutte et chercher à organiser un front unique, un lien concret organique entre toutes les usines du pays. Cela a été fait pour Glaverbel, pour le Val St Lambert, pour Hanrez, cela est en train de se faire pour Henricot.

La FGTB et la CSC, les directions syndicales interviennent de façon très limitée dans toutes les luttes concrètes des travailleurs ? Des délégués de base, luttent et affrontent même l'appareil de leur Syndicat. Chaque fois qu'il y a une grève et une occupation d'usine comme à Henricot, il faut obliger les directions syndicales à appuyer et à organiser une mobilisation générale dans la région pour faire triompher les revendications exigées. Il faut obliger les directions syndicales à appuyer, en allant en délégation dans les bureaux des permanents, en faisant pression dans les luttes et dans les assemblées syndicales.

La grève d'Henricot est le résultat aussi du mûrissement de la lutte dans les pays arabes et au Maroc en particulier. L'impérialisme américain à échoué au Moyen Orient, Kissinger n'a même pas pu trouver des accords à réaliser avec les pays réactionnaires. C'est un stimulant très puissant à la lutte des masses dans les pays arabes contre les régimes réactionnaires. L'action à Henricot n'est pas isolée de la lutte des masses arabes. Il existe une liaison entre l'action syndicale menée à Henricot et les actions de Boycot des fêtes du trône organisées dans tout le pays. Le pouvoir marocain a tenté de créer en Belgique, où la colonie marocaine est assez importante, des "Amicales", qui doivent servir à controler les actions des travailleurs immigrés en Belgique. Le boycot des fêtes du trône et les dénonciations des "Amicales" ont de plus en plus d'échos auprès des travailleurs immigrés. Nous invitons toutes les organisations ouvrières, Parti Socialiste, Parti Communiste et Syndicats à intervenir et soutenir des grèves et occupations comme celle d'Henricot, à publier des articles dans leur presse, à organiser la solidarité sous toutes les formes.

En organisant des meetings publics dans les quartiers, avec des collectes, en soutenant financièrement, en organisant des voyages de déléguations d'ouvriers des différentes usines du pays pour transmettre toutes les expériences, en organisant des conférences-débats dans les villes où toutes les tendances du mouvement ouvrier puissent intervenir, en organisant des assemblées dans les usines.

Le 2 Avril 1975

MANIFESTE DU 1er MAI 1975

du Secrétariat International de la IV° Internationale Posadiste

- *Aux masses exploitées du monde, aux masses des états ouvriers (pays socialistes),*
- *Aux enfants, aux jeunes, aux femmes, aux vieux,*
- *Aux masses catholiques de gauche, aux masses nationalistes,*

La volonté de triomphe de l'humanité caractérise cette étape de l'histoire. Les progrès de la lutte, de l'incorporation des jeunes, des enfants, des femmes, des vieux sont constants. Ils participent avec passion et résolution, capacité et énergie pour écraser ce qui reste du système capitaliste. Les masses du monde interviennent comme les protagonistes essentiels de l'histoire. Elles veulent changer, transformer les relations sociales, le système de propriété. Elles veulent en terminer avec le système capitaliste pour faire avancer la dignité humaine, pour finir avec le capitalisme, pour construire une nouvelle société, base de cette dignité.

Le caractère essentiel de cette étape de l'histoire est déterminé par la lutte incessante de toutes les masses du monde, des niveaux les plus bas, jusqu'aux plus élevés. L'humanité ressent à travers les luttes du peuple vietnamien une joie immense. C'est avec une joie infinie, une joie communiste que nous célébrons le triomphe des masses vietnamiennes, laotiennes, cambodgiennes. Ce triomphe est celui de toutes les masses du monde. C'est la volonté invincible, sans contention possible de toutes les masses de diriger l'histoire. Tel est l'exemple que donne cette volonté des masses du Vietnam.

L'impérialisme aurait eu, sans une telle volonté de triomphe, les moyens de vaincre. Cette victoire montre aussi la conjonction, la centralisation, le front unique objectif, non programmatique ni organique encore, des Etats ouvriers (pays socialistes) avec la lutte des masses du monde entier, des masses des pays coloniaux d'Asie, d'Afrique, d'Amérique Latine et dans ce cas du Vietnam, du Cambodge et du Laos. La lutte des masses du monde a empêché le capitalisme d'employer et d'utiliser toutes ses forces pour se concentrer et écraser la lutte des masses.

C'est la lutte des masses du Japon, d'Allemagne, de France, d'Espagne, d'Italie, d'Amérique Latine, d'Afrique, d'Asie, ce sont les nouveaux Etats révolutionnaires en développement en Afrique, en Asie, en Amérique Latine, c'est la lutte du prolétariat des pays développés d'Europe qui, dans leur ensemble, détruisent le système capitaliste, l'empêchent de coordonner et de centraliser ses forces. Cette lutte des masses du monde accroît la concurrence inter-capitaliste, rend plus âpre la lutte d'intérêts inter-économiques et pour la domination du monde. C'est la lutte des masses du monde qui donne la base essentielle de la crise du système capitaliste à laquelle s'ajoute les crises économiques cycliques. Il s'agit dans ce cas de la crise totale du système capitaliste.

Cette crise totale s'exprime tantôt dans la crise économique, dans un immense chômage, tantôt dans la crise sociale. Tous les organes du système capitaliste sont frappés, secoués, étranglés par les progrès de la révolution. Toutes les bases de ce système sont touchées et se désintègrent : l'église, la police, l'armée, la justice. Toutes les structures sur lesquelles le régime capitaliste s'appuyait se désintègrent. Si les rythmes de ce processus ne sont pas partout égaux, la désintégration n'en est pas moins dans une ligne ascendante touchant tous les organes que le système capitaliste avait mis en place pour le soutenir. Ils sont en train maintenant de jouer un rôle propre contre lui, refusant en tous cas d'être ses serviteurs directs et permanents.

Tout cela s'exprime parfaitement dans les armées d'Ethiopie, du Portugal, du Pérou, du Mexique, ainsi que dans une série d'autres pays où la police s'organise en syndicats, cherchant à coordonner ses mouvements avec le mouvement ouvrier. Une partie proportionnellement importante de l'Eglise passe du côté de la révolution et pense comme elle. Toutes ces institutions, organisées par le capitalisme, ne s'en trouvent pas encore pour autant annulées, mais considérablement affaiblies dans leur rôle. Elles se désintègrent et passent en partie parfois directement à la révolution, comme on le voit avec l'armée en Ethiopie, en Somalie, au Portugal et prochainement dans d'autres pays.

L'ascension de la révolution secoue, émeut, fait apparaître la raison historique du besoin du socialisme. Les progrès de la science, de la technique, de la volonté, des relations humaines fraternelles s'expriment dans la désintégration de tous les organes du système capitaliste. Toutes les conditions sont réunies pour le triomphe.

Le triomphe des masses du Vietnam exprime ce même processus. Le capitalisme n'a eu ni la force, ni la capacité de concentrer ses forces militaires, politiques, sociales. Il n'a pu compter avec l'appui des populations pour écraser les masses du Vietnam. Les luttes des masses du monde ont empêché que le capitalisme ne s'unifie, ne se centralise. Ces luttes en France, en Angleterre, en Italie, en Allemagne, en Espagne, en Amérique Latine, en Afrique, en Asie accroissent au contraire la crise et la concurrence du système capitaliste. Cette crise n'est pas économique, même si sous cet aspect, elle est totale. C'est une crise globale du système dont la base essentielle est la lutte des masses du monde et l'écrasement des fascismes au Portugal, en Ethiopie. Des organes comme l'armée faits pour défendre le système colonial, des grands propriétaires fonciers, du féodalisme, pour défendre les intérêts de l'impérialisme sont persuadés et gagnés au progrès et besoins de l'histoire, au socialisme.

Ce sont les luttes des masses, des jeunes, des femmes, des vieux, les puissantes luttes du prolétariat en France, en Allemagne, en Angleterre, en Italie, au Japon, en Amérique Latine, tous ces efforts qui ont contribué à créer cet état de sentiments, de conscience mondiale.

(Suite page 2)

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU
PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

14e année - 7 FB. - N°241 -1er MAI 1975 -Hebdo.

Abonnem 12 num 70 F
Abonnem. 24 num. 150 F
Abonnem. de soutien 300 F
Correspondance
B.P 273 Charleroi
C.C.P. 9762.34 de C. Polet

LA DEFAITE DE L'IMPERIALISME YANKEE AU VIETNAM

30 Mars 1975 — **J. POSADAS**

Le Vietnam n'a pu lancer l'offensive sur Hue et Da Nang sans l'appui de l'URSS et de la Chine. Il n'a ni les forces militaires, ni l'autorité, ni les moyens économiques pour avoir pu le faire de sa propre initiative. Il a dû, pour se lancer à une telle offensive, avoir l'appui des Chinois et des Soviétiques. C'est aussi pour cela que les yankees ne sont pas intervenus, par crainte de la propre intervention des Soviétiques et des Chinois. Tout ceci exerce un très grand poids sur les Etats-Unis où la population ne veut pas que l'impérialisme s'occupe du Vietnam, veut qu'il s'en aille !

Quelle décision a ce petit noyau que sont les Vietnamiens ! Leur victoire n'es pas principalement celles des armes qui, bien qu'importantes, sont secondaires. C'est celle de l'autorité morale de l'Etat ouvrier vietnamien. Elle a été décisive. Tout le monde voit que depuis un an, depuis qu'ils ont chassé les yankees, ils ont reconstruit le pays. En un an, alors que les yankees sont en pleine crise. Comment cela n'aurait-il pas une énorme influence ? C'est l'époque de l'intelligence et de la raison ! Les gens règlent leur conduite en fonction de l'intelligence. Ils voient qu'en un an, le Vietnam du Nord a reconstruit le pays, alors que les pays capitalistes vivent une tragédie.

Il est certain qu'il y a eu une aide soviétique et chinoise, mais encore très insuffisante. C'est le peuple vietnamien qui a triomphé, c'est le socialisme! S'ils ne disposent pas des moyens économiques nécessaires pour le socialisme, ils disposent des relations sociales. Ils peuvent être heureux : c'est le communisme !

La résolution adoptée par les syndicats japonais de s'opposer à toute aide que le gouvernement pourrait apporter à ceux qui fuient aujourd'hui le Vietnam, est des plus importantes.Ce sont les bourgeois qui fuient. Il n'y a pas de fugitifs dans le peuple, mais parmi les bourgeois. Une telle résolution indique une grande élévation de la maturité et un durcissement contre l'impérialisme et contre la politique de conciliation et de soumission.

Le Vietnam démontre la chute du capitalisme, ce qui ne signifie pas que celui-ci va s'en retourner chez lui. Non ! Il va préparer d'un autre côté une réponse. Tout en reculant, il développe une concentration qui lui permettra de répondre aux défaites qu'il est en train de subir.

Comment était-il possible que le Vietnam, si petit, triomphe ? Qui lui en a donné la force ? Un tel triomphe n'aurait été possible sans l'existence des Etats ouvriers. L'héroïsme du peuple vietnamien n'aurait pu l'emporter. Son unité ne vient pas de la peur de la guerre, sinon les gens se seraient depuis longtemps échappés au Vietnam du Nord, au Laos ou an Cambodge. Seuls les bourgeois s'en vont. La confiance du peuple vietnamien, des masses vietnamiennes, leur vient de la résolution du Parti Communiste Vietnamien, de l'appui des Etats ouvriers et des masses du monde.

Il faut discuter cela dans tous les Partis Communistes, en démontrant la façon dont se concentre au Vietnam tout le développement mondial de la révolution, à travers l'appui des Etats ouvriers et des masses du monde s'opposant à l'impérialisme yankee. Il faut entre autre, discuter cette résolution des syndicats japonais qui porte un coup très grand à l'impérialisme. Il faut l'utiliser, la rendre publique dans le monde entier, et poser qu'il faut faire la même chose. Il faut que le monde entier, les syndicats s'opposent à donner de l'aide à ceux qui fuient du Vietnam. Il ne s'agit pas de pauvres gens, ni de fugitifs, mais d'assassins, de nazis qui doivent se sauver. 90 % d'entre eux sont des bourgeois, des assassins. S'ils ne l'étaient pas, ils resteraient. Ils n'auraient aucune raison de s'enfuir. Personne ne s'est échappé du Vietnam du Nord. Tous sont restés, et personne n'a été assassiné, incarcéré ou opprimé. Tous sont libres !

La défaite pour les yankees que signifie la chute de Da Nang se combine maintenant avec la fuite de Lon Nol du Cambodge. C'est le rapport de forces mondiales qui empêche l'impérialisme d'envahir le pays comme il serait de leur intérêt de le faire. Ils ont défendu

(Suite en page 4)

POUR LA LIBERATION DES PRISONNIERS POLITIQUES EN URUGUAY !

MANIFESTE DU 1er MAI 1975

La lutte pour la révolution unifie et centralise toute la volonté, toute la capacité et l'expérience de l'humanité. Les adultes transmettent aux enfants, aux jeunes l'expérience, la décision, la résolution d'intervenir dans l'action pour le futur de l'humanité, pour la dignité humaine. Ils ne sont guère préoccupés par leur situation d'enfant, de jeune. Aux côtés des femmes, des adultes, ils luttent pour la dignité humaine. Ils ont les mêmes objectifs que toute l'humanité. Ils ne luttent pas pour leur condition particulière mais comme êtres humains, pour impulser l'humanité.

La lutte pour le socialisme est déjà centralisée, et rend toute sa dignité au futur de l'humanité, exprimé dans les luttes d'aujourd'hui. Toutes ces luttes des masses du monde n'auraient pu à contrario avoir tous leurs effets, exercer toute leur force, revêtir toute leur signification de contention et d'écrasement de l'impérialisme dans différentes parties du monde, si elles ne s'étaient développées, coordonnées en front unique avec les Etats ouvriers que l'on appelle « Etats socialistes » ; et ceci en dépit de leurs aspects empiriques et de leur manque de programme.

Cette coordination démontre de la puissante source de forces et de poids que ce front unique a dans l'histoire. On a vu aussi l'effet qu'il produisait aux Etats-Unis où les masses ne donnent aucun appui à l'impérialisme yankee pour qu'il soutienne le Laos, le Cambodge, le Vietnam. Toutes les crises du système impérialiste, du capitalisme yankee, exprimées au Sénat, au Parlement nord-américain, uniques organes en fonctionnement qui permettent de déduire l'opinion publique, font apparaître le poids énorme de la petite-bourgeoisie et du prolétariat s'opposant à la guerre impérialiste au Vietnam et dans le monde. De là une telle permanence de la crise aux Etats-Unis.

Il y a eu par exemple aux récentes élections des gouverneurs jusqu'à 60 % d'abstentions. Il y a eu le refus de poursuivre l'aide à la guerre impérialiste. Tout cela montre la résistance, le refus, du peuple nord-américain face à la politique de guerre de l'impérialisme yankee. La petite-bourgeoisie ne donne déjà plus son appui social à l'impérialisme. Une fraction très importante de celle-ci et du prolétariat exprime, même de façon indirecte, son opposition au rôle mondial assassin de l'impérialisme yankee.

Les Etats ouvriers (pays socialistes), les partis communistes, les partis socialistes, les syndicats doivent compter avec ces forces pour tous leurs projets, toutes leurs luttes, pour leur stratégie à échelle mondiale.

Il faut tenir des réunions publiques dans tous les Etats ouvriers, dans les usines, les quartiers, les maisons, les rues, faire des meetings dans les syndicats, des réunions, des discussions sur tous les problèmes, discuter publiquement de tous les problèmes. Cela va exercer une immense influence sur les masses des Etats-Unis, et leur montrer ce qu'est la démocratie. Cela va impulser formidablement le développement de la démocratie en liaison directe avec le développement de l'économie, avec ses formes de direction et de répartition.

Il sera ainsi démontré l'inutilité de la propriété privée, le retard et l'entrave qu'elle signifie pour le développement de la vie. Tout cela va aller également contre les tendances usurpatrices de la bureaucratie. Il faut développer la vie syndicale, la vie soviétique, la vie des cellules en Union Soviétique et dans tous les Etats ouvriers, en Chine, à Cuba, comme un puissant moyen d'influence sur les masses des Etats-Unis, pour les impulser à s'organiser en parti de classe. Un des problèmes essentiels de l'histoire est d'aider les masses des Etats-Unis à s'organiser en parti de classe, révolutionnaire, pour passer cette étape de l'histoire.

Il faut appeler les masses des Etats-Unis à un mouvement qui propose l'étatisation des principales sources de production, en particulier celle des armes de guerre atomiques ou nucléaires. Il faut mettre la science nucléaire au service de l'humanité ; faire un appel à l'humanité, aux savants, scientifiques, à mettre toutes leurs découvertes, toute leur science au service du développement de l'humanité. Il ne s'agit pas d'être contre la guerre en abstrait, mais montrer qu'être contre elle implique la destruction du système capitaliste.

Voilà tout ce qui caractérise cette étape de l'histoire, qui caractérise aussi le processus ininterrompu d'avance des formes de la révolution socialiste mondiale, sous ses aspects les plus simples jusqu'aux plus complexes. Les ouvriers occupent leurs usines, depuis les plus petites, même celles qui travaillent sous forme artisanale, jusqu'aux plus grandes et les mettent en marche sans patron. Les masses résistent et ne veulent revenir sur aucune de leurs conquêtes, démontrant de leur immense volonté et capacité à remplacer le système capitaliste. Les progrès des masses sont immenses ; c'est ainsi qu'elles posent déjà comme condition le changement du système de propriété, de direction, de qualification et de production. Tout cela s'exprime dans les grands syndicats en Europe, en Afrique, en Asie, en Amérique Latine.

Ce processus entraîne les enfants, les femmes, les vieux. Des usines où ne travaillent que des femmes sont occupées et mises en fonctionnement sans le patron. Elles produisent mieux qu'avant, maintiennent le cycle de production sans peur, sans se sentir abattues, ou infériorisées.

La lutte pour le communisme, contre le capitalisme développe les conditions d'une égalité entre les êtres humains. Femmes, hommes, enfants, vieillards se trouvent égaux et unifiés dans la lutte pour les progrès de l'humanité. Nous saluons avec toute notre affection communiste, avec toute notre fraternité communiste la lutte des enfants, des femmes, des jeunes, des vieux, qui signifie une puissante et irremplaçable incorporation à cette étape de l'histoire.

Les directions syndicales, des centrales ouvrières, des PC, des PS, des partis nationalistes, catholiques de gauche doivent considérer et se baser sur cette volonté de triomphe pour tous leurs programmes, pour transformer la société.

Les mouvements nationalistes, catholiques sont gagnés à ces luttes. Ce que les masses cherchaient auparavant dans ces mouvements, elles le trouvent maintenant dans la lutte pour transformer la société. Tout cela rend irréversible la crise du système capitaliste et de l'impérialisme yankee dirigeant du capitalisme mondial. Tout cela accroît en même temps les contradictions internes de ce système, les exacerbe. Il reste encore uni par ses intérêts de classe et parce qu'il dépend des armes et de la force militaire de l'impérialisme yankee.

L'impérialisme yankee a été vaincu au Cambodge, au Laos, au Vietnam. Il doit se retirer après avoir mis sur pieds un appareil militaire, stratégique de millions et de centaines de millions de dollars en vue de contenir la révolution en Indochine. Il ne va pas accepter la défaite, il va se retirer tout en préparant une nouvelle stratégie pour tâcher de subsister avec la guerre mondiale.

Aux côtés des luttes des masses du monde pour vaincre l'impérialisme, se développe le front unique avec les Etats ouvriers (pays socialistes), avec l'Union Soviétique, la Chine, avec tous les « pays socialistes ». Ce qui détermine cette étape de l'histoire est : la volonté de lutte et de triomphe des masses du monde, celle des jeunes, des enfants, des femmes, des vieux et des Etats ouvriers, ainsi que le gigantesque front unique mondial entre socialistes, communistes et syndicats.

L'impulsion puissante de la révolution montre comment le besoin scientifique du progrès de l'humanité pour éliminer toute forme d'oppression provoquée par la propriété privée, par le système capitaliste et ses intérêts, persuade. Des armées sont gagnées à cette lutte, persuadées par ce processus de l'histoire, comme c'est le cas au Portugal, en Ethiopie, en Somalie, en partie au Pérou et bientôt ailleurs.

C'est sur cette base qu'il faut établir toute la stratégie pour cette étape de l'histoire, en comptant sur le besoin de gagner les masses des Etats-Unis, dont l'attitude est loin d'être passive. Si elles se montrent parfois passives, c'est parce qu'elles n'ont pas d'organes pour s'exprimer, mais elles n'appuient pas l'impérialisme yankee qui ne peut faire aucune tentative pour s'appuyer sur elles et les mobiliser. Ces masses observent le processus mondial et sont influencées par lui. Sans organes, elles l'expriment parfois en forme passive, individuellement, par groupes, par secteurs et de façon générale à travers l'abstention électorale ou devant la politique des Etats-Unis.

Telles sont les bases de la stratégie de cette étape de l'histoire. Il est nécessaire d'en finir avec l'un des plus grands et dommageables retards du processus de l'histoire : la division entre les Etats ouvriers, les partis communistes, le mouvement communiste et socialiste mondial. Il existe certes dans plusieurs parties du monde un progrès du front unique communistes, socialistes, des centrales syndicales, des syndicats. Le front unique sur un programme anticapitaliste est un besoin de l'histoire. Ce qui se passe en France et dans d'autres parties du monde doit s'élever. Dans les partis socialistes, le processus tend aussi à s'élever ; là se montre une expression de la révolution. Il faut compter avec cela pour impulser des mesures de front unique sur un programme anticapitaliste.

Les masses du monde montrent qu'elles veulent changer, remplacer, éliminer le système capitaliste, responsable de tous les maux de l'humanité, de la population des eaux, de l'air, des aliments, de l'empoisonnement des gens, des guerres, de la monstruosité de la famine, des sécheresses, des inondations et des morts qu'elles provoquent. Tout cela est produit du système capitaliste, qui n'a jamais connu une telle décomposition, aussi profonde le conduisant à plus de rapine, plus d'agression pour utiliser toutes les forces de l'Etat en fonction de la défense de ses intérêts.

Les tentatives du capitalisme mondial d'utiliser le fascisme montre à quel point il est impuissant. Il l'utilise et l'utilisera pour continuer à lancer ses bombes partout dans le monde, pour tuer, assassiner, et préparer la guerre atomique. Mais il n'en a pas pour autant la force de triompher, partout les masses le mettent en échec.

Il faut un programme qui réponde à ce processus, une lutte pour l'unification du mouvement communiste mondial, des Etats ouvriers, de la Chine et de l'URSS. Cette unification de l'URSS et de la Chine est une condition des forces invincibles pour faire progresser l'humanité. L'unification du mouvement communiste mondial, le front unique mondial socialistes, communistes, syndicats, centrales ouvrières avec un programme d'expropriation du système capitaliste, de planification de la production est un besoin irremplaçable.

Les masses doivent pouvoir intervenir à travers des Conseils ouvriers pour diriger l'économie. C'est la base pour en terminer avec la monstruosité de devoir tuer pour vivre, de devoir mourir de faim alors qu'il y a des excédents d'aliments, de devoir mourir de soif alors qu'il y a suffisamment d'eau, de devoir mourir sous les inondations alors qu'il est possible de les éviter.

L'humanité élève son raisonnement scientifique. Elle sent que la science, l'économie peuvent être développées hors du système capitaliste, toutes les conditions nécessaires au triomphe existant. Cette humanité qui triomphe s'exprime au Vietnam, au Cambodge, au Laos, mais aussi en Amérique Latine, en Afrique, en Europe, en Asie à travers tous les progrès des luttes du mouvement ouvrier, les progrès des Partis communistes, socialistes, du front unique communistes, socialistes, syndicats.

Les masses du monde montrent leur infinie capacité créatrice. Elles ont formé des conseils ouvriers, des organisations de production, de distribution. Elles démontrent dans leurs discussions de leur capacité scientifique, de progrès immense, supérieur à tout ce que peut faire le système capitaliste. Les masses montrent les formes de discussion démocratique qu'elles adoptent dans la vie des usines, des quartiers, des maisons. Tout cela crée les conditions du développement scientifique, de l'expérience et de la capacité pour avancer, diriger, organiser la production et la propriété, ainsi que la science.

Les masses agissent ainsi dans la mesure où elles n'ont pas d'intérêts individuels. Elles montrent que c'est l'intérêt collectif qui détermine leur préoccupation et leurs pensées. Tout cela doit être pris en considération et appuyé par toutes les directions des PC, PS, des centrales syndicales. Il faut faciliter et accroître ce développement de la capacité créatrice des masses, condition et base essentielle de ce processus de l'histoire. Il y a la volonté de triomphe des masses, comme le montrent le Vietnam, le Laos, le Cambodge, le Portugal, l'Ethiopie. Les masses appuient, même en étant dans des situations les plus arriérées, les éléments de progrès les plus avancés, non par intérêt individuel de l'un ou de l'autre, mais pour faire progresser objectivement l'histoire.

La lutte des masses des Etats ouvriers, des mouvements communistes, socialistes, syndicaux dans le monde représente un besoin de progrès de l'histoire et de ses voies.

Les masses créent et appuient consciemment les organes les plus élevés. Elles cherchent ceux qui leur permettent de développer la production, l'économie, les relations humaines, démocratiques, scientifiques. Les masses créent et soutiennent ces mouvements. Elles veulent en conséquence construire des organes, des rapports humains qu'il faut favoriser et stimuler, dont il faut faciliter le développement : organes de discussion, d'organisation sous toutes leurs formes, organes qui élèvent la capacité et l'expérience, l'initiative.

Tout cela permet de concentrer et de centraliser toute l'expérience, les multiples expériences et initiatives de toutes les tendances du mouvement ouvrier. Telle est la base la plus élevée et la plus complète pour combattre et empêcher le développement de tendances, de structures bureaucratiques, usurpatrices de l'économie, de la direction politique. Cela facilite au contraire le développement de la capacité créatrice des masses.

Il faut en ce 1er mai, un programme d'unification, de discussion publique de tout le mouvement communiste mondial, de la Chine et de l'URSS. Il faut un programme d'expropriation pour pouvoir planifier, faire intervenir les conseils ouvriers qui se montrent être la base de la démocratie. La démocratie doit servir au développement de l'humanité et non pour les bagarres avec le système capitaliste qui s'en sert pour bombarder, tuer détruire.

La démocratie doit servir au développement de la société et doit permettre en conséquence à toutes les tendances de s'exprimer dans la mesure où elles représentent des idées de progrès pour l'humanité. Il ne peut y avoir de démocratie pour ceux qui tuent et assassinent.

L'impérialisme prépare la guerre, il faut en discuter partout dans le monde. Il ne va pas accepter d'être expulsé du Cambodge, du Laos. Il ne déposera pas les armes et cherchera de nouvelles stratégies pour préparer les conditions de la guerre atomique. Les coups reçus en Indochine l'ont ébranlé, secoué, fait douter, mais il n'abandonnera pas ses objectifs. Il doute dans la mesure où il sent qu'il n'a pas la force de triompher et de décider du moment, du lieu de la guerre. La révolution s'impose à lui. Cependant, le capitalisme, comme classe, prépare la guerre. Non l'un ou l'autre secteur, mais comme classe, le capitalisme n'abandonnera pas l'histoire sans recourir à tous les moyens dont il dispose, donc à la guerre atomique, pour essayer de se maintenir.

Il faut étendre ces triomphes de l'humanité, organiser le front unique mondial sur un programme anti-impérialiste, anticapitaliste. Il faut développer les conseils ouvriers, l'incorporation des femmes, des enfants, des vieux, des jeunes dans les luttes et aux postes dirigeants. Il faut développer la lutte des masses en préparant la réponse à la guerre atomique que prépare le système capitaliste. Il est démontré que c'est avec les armes en mains que l'on dissuade et écrase le capitalisme, comme en Indochine, comme au Portugal, en Ethiopie. Il faut préparer les luttes, le front unique électoral, syndical, parlementaire parce que l'impérialisme prépare la guerre.

L'humanité est apte pour le communisme. Les directions des Etats ouvriers, des « pays socialistes », des PC, des PS, des mouvements nationalistes révolutionnaires, des catholiques révolutionnaires doivent s'efforcer et se préoccuper pour intervenir en front unique, pour l'organiser afin d'en finir avec le système capitaliste. Seuls les intérêts de groupes, de tendances, à travers lesquels s'expriment encore les formes de la propriété privée empêchent une telle unification. Il faut centraliser ! Et les masses doivent impulser les directions à se centraliser pour terminer avec le système capitaliste, avec l'impérialisme pour prévenir et se préparer contre la guerre atomique qu'il prépare. Plus la révolution progresse plus le système capitaliste s'affaiblit, plus il est détruit et abattu et meilleures sont les conditions pour l'empêcher de porter de nouveaux coups à l'humanité.

Les triomphes de l'humanité au Vietnam, au Portugal, en Ethiopie, les luttes des masses d'Europe démontrent de la nécessité de transformer le système capitaliste, responsable de la misère, du manque de dignité, de tous les maux dont souffre l'humanité. Il faut abattre ce système, réaliser un front unique mondial avec un programme anti-capitaliste. Il faut appeler à discuter de l'unification Chine-URSS, de l'unification de tout le mouvement communiste mondial, du front unique communistes, socialistes, mouvements nationalistes de gauche, catholiques de gauche et des centrales ouvrières sur la base d'un programme anti-capitaliste, pour en finir avec le système capitaliste responsable de toutes ces luttes, qui se prépare à la guerre atomique, malgré les défaites qu'il est en train de subir.

Nous saluons avec toute notre joie le triomphe des masses du monde. Il faut les soutenir et les développer au maximum. Il faut renforcer les conquêtes syndicales, électorales, parlementaires, tandis que se prépare la réponse révolutionnaire et se développe la lutte révolutionnaire pour en finir avec le système capitaliste.

Nous saluons avec toute notre joie et émotion révolutionnaire le triomphe des masses du monde, des masses des Etats ouvriers, le développement des masses au Portugal, en Ethiopie. Nous saluons avec toute

(Suite page 4)

Déclaration du Bureau Politique du P.O.R.(T)

Les luttes ouvrières et la lutte pour le pouvoir.

Ce Premier Mai est une fête pour toute l'humanité, qui a participé à la victoire des masses du Vietnam et du Cambodge sur l'impérialisme yankee et mondial ! On peut vaincre l'impérialisme, malgré toutes ses armes et malgré sa puissance financière et économique. Les "négociations" ne se sont pas déroulées autour d'une table, mais au travers des armes, des balles. Les armes à la main, les masses triomphent des forces impérialistes. La Chine et l'Union Soviétique ont établi, de fait, un front unique, en donnant leur aide militaire aux peuples vietnamien et cambodgien. C'est ainsi que la révolution peut triompher ! L'unification de la Chine et de l'URSS est le centre fondamental pour en finir avec l'impérialisme et le capitalisme dans le monde. Les masses du monde entier sentent que la victoire du Vietnam et du Cambodge est un triomphe de cette nécessité : unification Chine-URSS, unification de toutes les forces révolutionnnaires, anti-impérialistes du monde pour expulser l'impérialisme de partout !

En même temps que ce progrès de la lutte anti-impérialiste, c'est le programme de la révolution socialiste, le programme anti-capitaliste, qui progresse dans toutes les actions et les luttes des masses du monde, quelle que soit leur origine : nationalistes, chrétiennes, militaires. L'Ethiopie et le Portugal sont une norme du processus révolutionnaire aujourd'hui ; ce ne sont pas des cas particuliers, propres à l'un ou l'autre pays. Le programme d'étatisations des industries de base et d'expropriations des propriétaires fonciers mis en application par le Mouvement des Forces Armées au Portugal, montre bien clairement comment il faut faire progresser la démocratie. La démocratie avec la propriété privée, avec le capitalisme, est impossible. Dans toute l'Europe encore capitaliste, on ne discute plus s'il faut, ou non, maintenir le régime capitaliste, mais : comment mener les luttes et le programme pour avancer vers le socialisme. Le programme de l'Union Populaire, le Front Unique socialistes-communistes en France ; le programme de révolution permanente du Portugal ; les conquêtes d'organismes de double pouvoir dans tous les secteurs de la société en Italie, (conseils d'usines, de quartiers, de zones, d'écoles, le progrès — encore local — de fronts uniques du PC et du PS) ; toutes les actions de la classe ouvrière dans les pays d'Europe, les occupations d'usine, la mise en fonctionnement et la vente des produits à la population, sous la direction des ouvriers, en Belgique, en France, en Allemagne, en Italie : voilà quelles sont les conditions à partir desquelles il faut discuter le programme et les objectifs de ce Premier Mai.

"La solidarité existant parmi les masses est un aspect fondamental de ce processus. Il n'y a pas de jaunes, bien qu'il y ait des conditions pour que les jaunes puissent exister. En Belgique, les verreries ferment. Les ouvriers les remettent en fonctionnement et vendent la production. Les patrons disaient que l'entreprise n'était pas rentable. Elle ne l'était pas, selon les intérêts d'accumulation du capital et le profit. Mais on ne peut soumettre au revenu et au profit, les besoins de la population, qui doit vivre. Les gens démontrent qu'ils sont en conditions de diriger la société. Ils ne se laissent pas intimider par le chômage, par le manque de matières premières. Ils prennent l'initiative de faire fonctionner l'usine, de produire, de consommer et de reproduire, sans accumuler le capital. Voilà la réponse concrète à la crise ! Tout le monde vient acheter. Les ouvriers ont vendu dix fois plus que les patrons. La population manifeste une solidarité totale. Cela stimule les ouvriers. Tous les gens viennent soutenir cette action, qui est contre la propriété privée et contre l'intérêt du capitaliste. Voilà où se trouve la volonté des masses. Dans quelles élections les masses peuvent-elles exprimer une telle volonté ? Ici, tout le monde est uni : les masses démocrates chrétiennes, socialistes, communistes, social-démocrates, radicales, wallonnes et flamandes. Quand les gens voient qu'ils peuvent intervenir et décider, ils s'unifient. Voilà qui prouve la concentration et la centralisation de la classe.

Il faut, sur cette base, proposer un programme résolu. Le mouvement ouvrier, les partis ouvriers, en front unique, doivent donner une solution à cette crise. Mais il n'y a pas de solution au sein du régime capitaliste. Les sociétés multinationales ne peuvent rien faire d'autre que d'accumuler du capital. Les gens cherchent une solution qui donne une réponse au besoin de consommer, de vivre. Voilà ce qui les unifie ! Les socialistes, les communistes, les syndicats doivent se baser sur cette appréciation".(1)

Le capitalisme s'enfonce chaque fois plus dans une crise totale du système. Il se divise : la bourgeoisie européenne se démarque de l'impérialisme yankee après sa défaite formidable en Indochine, alors que l'intérêt crucial de l'impérialisme mondial est de maintenir un centre de décision qui unifie la bourgeoisie mondiale dans l'objectif de la préparation de la guerre atomique. Cela montre sa faiblesse ! mais aussi, l'hypocrisie de la bourgeoisie européenne, qui a été complice et alliée de l'impérialisme américain dans toutes ses guerres contre-révolutionnaires, et qui continue et continuera à participer à l'OTAN, à augmenter les budgets militaires, à fournir des armes et tous les moyens politiques dont elle dispose pour fomenter la contre-révolution dans le monde. Elle le fait au Portugal et continuera à le faire partout où son pouvoir est menacé. La faiblesse de la bourgeoisie belge et européenne se manifeste aussi dans le voyage de Tindemans en Chine. Celui-ci doit parler de la Chine, comme d'un grand pays et se faire gloire d'avoir pu serrer la main à Mao Tse Toung pour se donner un vernis progressiste aux yeux des masses, de la petite-bourgeoisie démocrate-chrétienne de Belgique, et parce que le capitalisme belge cherche désespérément un débouché à sa crise. En faisant cela, il gagne du temps, un sursis, mais il approfondit encore la méfiance, la décomposition sociale et politique de la structure capitaliste de l'Europe et de Belgique. Cependant il gagne du temps parce que les dirigeants chinois mènent une politique absurde de concurrence vis-à-vis de l'Union Soviétique et en viennent à souhaiter le renforcement de l'OTAN contre un soi-disant "impérialisme soviétique" ! Il faut condamner de toutes nos forces cette politique et appeler au front unique de la Chine et de l'Union Soviétique et des Etats ouvriers avec les masses de Europe, de Belgique, avec les syndicats et les partis ouvriers pour lutter ensemble et en finir avec le capitalisme !

Malgré tous ses cris, la bourgeoisie n'a pu mobiliser personne contre la révolution du Portugal. Le Portugal démontre, aux yeux mêmes de la petite-bourgeoisie qu'il est impossible de réaliser la démocratie avec le maintien du capitalisme. La démocratie doit servir à développer l'économie au bénéfice de la population. Le capitalisme ne le fait pas, il produit et accumule pour lui-même et non pour les gens. Tout le monde en a conscience. La petite-bourgeoisie en Belgique est gagnée au camp du prolétariat et a perdu confiance dans l'avenir capitaliste. La crise de décomposition atteint l'armée, la police, la police judiciaire, les gardiens de prison, les gendarmes. Ceux-ci se mettent à organiser des syndicats, se considérent comme des employés des services publics ayant à lutter contre l'Etat qui est leur patron. Dans les universités, les "personnalités" scientifiques de la bourgeoisie joignent leurs signatures au manifeste contre l'implantation des centrales atomiques dans le pays : c'est un procès contre le capitalisme, même s'il ne porte pas directement ce nom. Mais c'est une condamnation très claire de l'anarchie, du désordre du capitalisme et de son manque total d'intérêt pour la population et pour les besoins des gens. Au cours des actions ouvrières d'occupations d'usines et de vente des produits, des patrons vent venus acheter du verre à Glaverbel ; une délégation du Val-Saint-Lambert sous gestion ouvrière, va vendre les cristaux dans une exposition commerciale très officielle de la bourgeoisie à Paris ! Les autorités "académiques" de l'Université de Louvain signent un contrat avec les nettoyeuses de la coopérative "le balai libéré", qui viennent de licencier leur patron. La FEB, qui veut représenter les intérêts centralisés de la bourgeoisie, intente des procès, non contre les ouvriers qui occupent les usines, mais contre les patrons "défaitistes" qui ont acheté leurs produits. Quelle démonstration de la faillite de la propriété privée !

Pour tout cela, en Belgique aussi ce Premier Mai est une fête, une journée de résolution, de combat, et de confiance dans la capacité de la classe ouvrière, de diriger la société. Une lutte comme celle menée pendant 8 semaines par les travailleurs des Ateliers Hanrez pour réintégrer un camarade posadiste, militant syndical licencié par le patron, est un exemple de ce que toute la classe ouvrière est disposée et résolue à faire : défendre les droits syndicaux, imposer la démocratie syndicale face à l'appareil bureaucratique de la FGTB et de la CSC, imposer des délégués représentant la volonté des travailleurs, organiser une tendance de gauche syndicale dans les entreprises pour avoir un instrument plus efficace contre les capitalistes. Ce n'était pas la lutte locale, d'une usine, mais celle de toutes les usines de la région, et un grand nombre d'ouvriers de l'avant-garde, de délégués syndicaux CSC et FGTB y ont pris part, comme à leur propre lutte : des milliers d'ouvriers, dont la majorité sont socialistes, se sont mobilisés de l'une ou l'autre façon, pour défendre un militant trotskyste-posadiste. Cela veut dire toute la volonté de l'avant-garde ouvrière socialiste, communiste et chrétienne de gauche, à lutter pour un programme anti-capitaliste, pour le programme avec lequel les trotskystes-posadistes et en particulier le camarade de Hanrez, mènent la lutte. C'est une base très solide pour organiser la gauche syndicale, pour structurer la gauche dans le Parti Socialiste et pour impulser un changement décisif dans le Parti Communiste, pour avancer avec beaucoup plus d'audace dans la défense d'un programme pour l'union de la gauche, pour pousser la gauche au pouvoir, pour un gouvernement de gauche en Belgique !

Dans la manifestation nationale du PSB, dans le congrès de la FGTB, Cools et Debunne déclarent qu'il faut lutter pour une société socialiste, qu'il faut en finir avec la société d'exploitation capitaliste. La grève des travailleurs de Hanrez, les occupations et mise en vente des produits par les ouvriers chez Glaverbel, Val-Saint-Lambert, Grès Guérin, gaufreries Champagne, sablières etc. montrent comment faire pour y parvenir. Le programme de la FGTB reste loin en arrière de cette volonté et cette conscience de la classe ouvrière. Nous faisons un appel au PSB, à la gauche socialiste, de Flandres et de Wallonie, aux Jeunes Socialistes, au PCB, aux syndicats, à discuter le programme pour porter la gauche au pouvoir et avancer vers le socialisme :

— FRONT UNIQUE DE LA GAUCHE POUR UN GOUVERNEMENT DE GAUCHE, APPUYE SUR LES COMITES D'USINES, DE QUARTIERS, DE ZONES, D'ECOLES !

— NATIONALISATION DES INDUSTRIES DE BASE, DE L'ENERGIE, DU PETROLE, DES BANQUES ET LEUR FONCTIONNEMENT SOUS CONTROLE OUVRIER, COMME AU PORTUGAL ! CONTROLE DE L'ETAT DU COMMERCE EXTERIEUR !

— PLAN OUVRIER POUR DEVELOPPER L'ECONOMIE EN FONCTION DES BESOINS DE LA POPULATION !

— FRONT UNIQUE DES TRAVAILLEURS WALLONS ET FLAMANDS ! CENTRALE SYNDICALE UNIQUE EN BELGIQUE !

— DEMOCRATIE SYNDICALE ! POUR DES DELEGUES ELUS ET REVOCABLES A TOUT INSTANT, SOUS CONTROLE DES ASSEMBLEES DES TRAVAILLEURS ! COMITES D'USINES ET DE QUARTIERS !

Nous faisons un appel aux camarades des "groupes gauchistes" à intervenir avec toute leur combativité et leur sentiment révolutionnaire, dans la lutte pour le front unique de la gauche, pour impulser ce programme anti-capitaliste ; de la même manière que les camarades d'AMADA ont pris part à la manifestation des ouvriers de Charleroi et de Renault en France, avec des consignes d'unification de la classe ouvrière !

Nous appelons tous les travailleurs, socialistes, communistes, chrétiens de gauche, à organiser les forces de leur parti, de leur mouvement, unis aux trotskystes-posadistes, pour que ce Premier Mai soit un jour de manifestations et de meetings de front unique de toutes les tendances de gauche, d'appui au triomphe des masses du Vietnam et du Cambodge et de la révolution socialiste au Portugal, d'impulsion au front de la gauche en Belgique pour le gouvernement de gauche et le socialisme !

Le Bureau Politique du P.O.R.(T)
25/4/1975
Section belge de la IVe Internationale-Posadiste

1. J. POSADAS : "la signification historique du vote pour les délégués d'écoles en Italie". 11.2.1975 (Editions Revue Marxiste).

EDITIONS REVUE MARXISTE

CUARTA INTERNACIONAL - Ograne du Comité exécutif de la IV[e] Internationale, - Casilla 1204, Montevideo (Uruguay).

REVISTA MARXISTA LATINO-AMERICANA - Organe du S.I. de la IV[e] Internationale, - Casilla 1204, Montevideo (Uruguay).

EUROPEAN MARXIST REVIEW - Organe du B.E. du S.I. de la IV[e] Internationale. Edition en anglais, 24 Cranbourn Street, Leicester Square, Londres.

REVUE MARXISTE EUROPENNE - Organe du B.E. du S.I. de la IV[e] Internationale Edition en Français, 63, rue Victor-Hugo, 92-Courbevoie.

REVISTA MARXISTA EUROPEA - Organe du B.E. de la IV[e] Internationale (édition en italien) Pietro Leone - Casilla Postale 5059 - 00153 Roma Ostiense (Italia).

REVUE MARXISTE EN ARABE - Organe du Bureau Arabe du S.I. de la IV[e] Internationale (Edition en langue arabe).

Vietnam

(Suite de la page 1)

que l'« Asie est vitale pour la paix du monde », maintenant ils disent qu'elle « n'a plus d'importance » ! Pourquoi ? Quel changement est intervenu ? Tout d'abord que les Soviétiques et les Chinois sont là, surtout les Soviétiques. Les yankees les voient, et pour cela n'interviennent pas. Les raisons de la grippe de Brejnev sont maintenant claires et évidentes : il a été malade de la politique plus dure des Soviétiques vis-à-vis des yankees. Tout cela va exercer une immense influence sur la démocratie chrétienne du monde entier, sur sa base qui est communiste, même si elle croit encore en Dieu parce qu'on ne lui a pas appris autre chose. Dieu n'est nullement un guide pour elle.

Pour les masses du Vietnam du Sud, recevoir des armes est dangereux, même si elles viennent du Vietnam du Nord, parce que tout est contrôlé par les yankees. Mais ceux-ci doivent se taire, même lorsqu'ils voient les acheminements d'armes. Ils menacent mais ne peuvent bombarder. Le peuple nord-américain est en train d'appuyer la défaite de l'impérialisme et le triomphe du Vietnam dans la mesure où il exerce une énorme pression sur son gouvernement. S'il était resté passif, les yankees seraient intervenus. Il voit au contraire l'opposition de son peuple, son refus d'intervenir. « Laissez le Vietnam », dit-il.

Les communistes doivent mettre en première page que l'un de leurs principaux alliés, l'un des principaux soutiens de la lutte du Vietnam du Nord, du Sud, du Cambodge, du Laos, est le peuple nord-américain. A l'inverse, si celui-ci apportait un soutien à son gouvernement celui-ci se lancerait sur le Vietnam. Le gouvernement veut faire passer le peuple américain pour stupide. Un peuple si riche ! Comment en serait-il ainsi, si celui-ci ne fait que répéter à son gouvernement : « n'intervenez pas au Vietnam », « laissez-le ». Le gouvernement accuse : « ce sont des communistes ». Et le peuple de répondre : « Nous ne sommes pas des communistes, mais si vous voulez que nous le soyons qu'est-ce que cela peut nous faire » !

Toute une aile défaitiste aux Etats-Unis sent que le peuple nord-américain est contre cette guerre et que les Soviétiques et les Chinois vont intervenir. Elle sent aussi que l'offensive menée par les sud-vietnamiens et le Vietcong est précisément accompagnée d'un nettoyage en Chine.

Il faut donner beaucoup d'importance au triomphe du Vietnam qui va avoir une répercussion dans le monde entier, contre tout le monde capitaliste. La réaction immédiate s'est déjà fait sentir : celle des syndicats japonais. Elle est formidable ! Il y a au Japon un très grand chômage et c'est de ce pays que vient la réaction qui va être suivie par tous les syndicats du monde.

Il faut proposer à tous les syndicats et à tous les partis qu'ils prennent des résolutions posant que ceux qui fuient sont des assassins et non des pauvres gens du peuple, des assassins qui fuient avec argent et appuis. Tous ceux qui ont les moyens de fuir en avion et en bateau n'ont rien à voir avec le peuple. Lui, on veut le jeter à l'eau. Le peuple reste, reste avec le Vietcong. Lorsque celui-ci arrive, le peuple sort les drapeaux et pavoise toutes les fenêtres. Le vietcong à peine arrivé, des milliers et milliers de drapeaux surgissent de partout. Le peuple attendait le Vietcong, les autres fuient.

Il faut appeler le monde entier, le mouvement ouvrier, les syndicats, les Partis Communistes, socialistes, les mouvements nationalistes anti-impérialistes démocrates-chrétiens de gauche, à discuter une déclaration et des résolutions d'appui au Vietnam, ainsi qu'au Cambodge.

Il ne faut donner aucun appui à ceux qui fuient. Ce sont des assassins qui ne méritent aucune aide. Il faut appeler à aider le Vietnam du Sud avec des arrêts de travail, des manifestations, des discussions de tout le mouvement ouvrier, en les combinant avec la lutte intérieure, avec les besoins de l'échelle mobile des salaires, des heures de travail, du refus des licenciements, des fermetures d'usines, de la lutte contre la hausse du coût de la vie, pour les étatisations, le contrôle ouvrier, pour abattre l'impérialisme yankee.

Il faut poser « à la porte l'OTAN de tous les pays d'Europe occidentale ! » « A la porte ! » Etendre ce mot d'ordre à toute l'Europe : « L'OTAN hors d'Europe ! » et poser en même temps le besoin du front unique mondial anti-impérialiste et anticapitaliste.

30 mars 1975. *J. POSADAS*

MANIFESTE DU 1er MAI 1975

notre affection communiste les armées, les mouvements catholiques qui passent dans le camp de la révolution, qui trouvent en elle, dans la lutte pour le socialisme la réponse à leurs aspirations à la dignité humaine ; ce que ne leur a donné ni l'armée, ni la religion, ni l'église, ni les mouvements nationalistes arriérés. Nous saluons avec toute notre joie cette incorporation qui montre que la lutte pour la dignité humaine, pour l'avenir socialiste et la construction d'un nouveau monde est ce qui rend digne, unifie et centralise l'humanité.

Nous saluons la contribution des Etats ouvriers, particulièrement celle de l'Union Soviétique, malgré ses formes encore limitées, bureaucratiques, au développement de l'histoire de l'humanité. Nous appelons les camarades dirigeants de l'Union Soviétique, des PC, de l'Etat ouvrier chinois, des Etats ouvriers du monde à une discussion publique pour programmer la lutte pour soutenir, appuyer inconditionnellement les luttes pour abattre le système capitaliste, pour organiser une économie planifiée et centralisée, à échelle mondiale, pour discuter et appeler les masses du monde à en terminer avec le système capitaliste.

Le triomphe des masses en Indochine montre que là où se centralise la volonté des masses du monde de triompher, le système capitaliste se trouve dans l'incapacité d'intervenir avec toute sa puissance, augmentant la concurrence en son sein. En dépit de celle-ci, le système capitaliste va s'unifier dans la mesure où c'est un besoin consécutif à sa propre existence mise en jeu. Il se prépare pour une nouvelle stratégie contre-révolutionnaire. Mais les masses du monde unifiées avec les Etats ouvriers, en un front unique, même inorganique, montreront qu'elles sont plus puissantes que les armes atomiques du système capitaliste.

Un plan pour un front unique mondial, de discussion des Etats ouvriers, des « pays socialistes »,, du mouvement communiste mondial est nécessaire. Il faut un front unique mondial communistes, socialistes, centrales ouvrières avec un programme d'expropriation du capitalisme, de transformation de l'économie sur la base de conseils ouvriers et de la planification de la production, avec l'intervention de toute la population. Voilà ce que montrent le Portugal, l'Ethiopie, le triomphe des masses nationalistes, communistes dans le monde, au Vietnam, au Laos, au Cambodge. Tel est le chemin du futur de l'humanité.

VIVE LE TRIOMPHE DES MASSES D'INDOCHINE !

VIVE LE MOUVEMENT COMMUNISTE ET SOCIALISTE MONDIAL !

VIVE L'UNIFICATION DES ETATS OUVRIERS !

VIVE LA CHINE, VIVE L'UNION SOVIETIQUE !

VIVE LA IVe INTERNATIONALE POSADISTE !

1er Mai 1975

Secrétariat International de la IVe Internationale posadiste.

Sur la façon dont meurt un camarade communiste-posadiste dans la vie active

(DISCUSSION AVEC UN GROUPE DE CAMARADES)

J. POSADAS - 8 novembre 1974

Ce qu'il y a de plus important à souligner après la mort du camarade FEDERICO, est la conscience de bien public de l'histoire avec laquelle il a travaillé, ainsi que celle de la section où il a milité. Il ne s'agit pas du courage avec lequel il essayait de se maintenir lié aux idées, mais de la pleine conscience avec laquelle il luttait, tout comme s'il était en train de militer.

Il est mort en militant, sans se laisser abandonner au désespoir, au repli, ou à l'isolement de la mort, mais en militant. De là sa préoccupation de rappeler les tâches en cours, la façon de les faire, de transmettre son expérience sur la façon de placer les stencils, de faire chaque chose, sa préoccupation de communiquer ses saluts à Posadas comme moyen de se mettre en communication avec l'Internationale.

Le camarade FEDERICO est mort conscient de ce qu'il continuait la vie, l'activité de l'Internationale et que l'objectif de sa vie allait se poursuivre. Il ne l'atteindrait pas, mais se sentait partie de cet objectif.

Ce n'est qu'avec des idées et un fonctionnement purs, même si l'on se trompe en partie, avec l'intention et la pureté de structure de l'objectif communiste, que l'on peut atteindre une telle formation militante. Il y a des milliers de cas ainsi dans le Parti communiste. Mais c'est un parti puissant, ayant de nombreux moyens, les Etats ouvriers. L'assurance de ces Etats agit sur le militant communiste. Le Parti communiste n'est pas notre parti, mais va le devenir, ce qui montre chez nous le dépassement de la pensée de parti privé.

Cela développe en revanche la conscience de Parti-bien public. Il y a encore dans le P.C. le sentiment de parti privé, de parti pour lui. Tout ce qui ne le concerne pas, tout ce qui ne l'intéresse pas, qui ne concorde pas avec l'appareil, ne sert pas. Il n'est pas ouvert à la pensée, aux idées, à la science, à l'assimilation des expériences. Seule la base communiste l'est en partie.

Il faut communiquer cet exemple à toute l'Internationale, dans la mesure où il ne s'agit pas d'un hommage à la mort d'un camarade, mais de la continuité du fonctionnement militant. Le camarade FEDERICO est mort, mais l'activité de l'Internationale continue. Toute son activité se poursuit en nous. C'est ainsi qu'il l'a senti. C'est pourquoi sa préocupation finale n'a pas été de se lamenter, se sentir aigri, seul, isolé. S'il avait eu peur, s'il s'était laissé effrayer par le désir de vivre, par le conservatisme de ce désir, il n'aurait pas pensé à l'Internationale, ni aux tâches ni aux textes, ni à ce qu'il avait à faire.

Lorsque la perte de ses forces approchait de celle de sa vie, il continuait à développer sa préoccupation pour les tâches, montrant ainsi qu'il continuait à vivre comme militant. Il démontrait avoir atteint dans sa structure l'un des objectifs de l'humanité, objectif atteint par Trotsky, par les bolcheviks : l'individu peut mourir, la vie continue. Non la vie en forme indéfinie, mais sous sa forme d'objectifs : terminer avec toute forme d'oppression, de dépendance de l'être humain à la nature. Cela n'était ni clair, ni conscient chez Federico, ou ne l'est chez d'autres camarades, mais cette décision historique était au fond de son attitude : disputer la vie à la mort non en déterminant l'existence en fonction de l'objectif de vivre comme individu, comme être humain

Nous disons que le genre humain sent qu'il peut résoudre tous les problèmes en tant que tel et que l'homme et la femme doivent s'unifier et chercher l'identification dans l'acte sexuel. La possession de l'un par l'autre s'annule et ils s'organisent en vue de s'identifier, de se compléter. Tout en étant un produit de la nature, nous l'éduquons avec la conscience.

L'éducation de la IVe Internationale pour agir comme bien public de l'histoire trouve dans l'attitude du camarade Federico une expression et un témoignage très élevés. Il n'était pas un militant très important, mais se sentait utile à l'Internationale C'est la raison pour laquelle il a organisé sa vie pour elle, lui a été utile jusqu'au dernier moment.

Lorsqu'il posait : « il faut encore faire telle tâche, telle activité », « vous devez corriger telle chose qui est mauvaise », « on ne peut pas faire cela comme ça », il cherchait à se maintenir lié à l'histoire, à la vie à travers l'Internationale. Il le faisait en transmettant ses expériences. Toute son attitude allait à l'encontre du conservatisme, de l'avarice, de l'individualisme. Il a voulu communiquer jusqu'à la fin tout ce qu'il savait, pour que l'humanité puisse continuer à progresser.

Seule la pureté dans les idées peut conduire à une telle attitude. On ne peut avoir une telle préoccupation simplement pour le Parti et l'Internationale, sans avoir conscience de leur rôle. Il l'a senti comme une impulsion consciente et organisée et voulait continuer à pouvoir vivre ses idées, cette assurance. Il s'est montré content de transmettre dans sa déclaration que la meilleure partie de sa vie avait été celle-là. C'est la raison pour laquelle il a envoyé des saluts à Posadas, au travers desquels il les a envoyés à toute l'Internationale.

Il faut communiquer ces conclusions à l'Internationale et lui faire sentir que la mort de Federico est aussi sa force. Il a démontré d'un des aspects les plus forts, les plus puissants de l'Internationale, capable de construire et de développer de tels cadres. C'est l'un des aspects qu'il faut communiquer à l'Internationale.

Il faut souligner l'attitude de la section dans laquelle il militait, et celle des camarades de la direction de l'Internationale qui se trouvaient là et qui ont su faire face à leur responsabilité. Il faut envoyer un salut au camarade Sou resté constamment auprès de Federico, et dont le comportement militant a été très élevé.

Tout le Parti a collaboré dans ces moments et sa compagne aussi, qui ne s'est pas laissée intimider. Il y avait déjà eu des antécédents. Lorsque quelque temps avant le camarade Federico avait vu sa maladie s'aggraver, alors qu'il semblait aussi devoir mourir, nous avons fait une réunion avec sa compagne en lui posant ce qu'elle dit aujourd'hui. Nous avions parlé sur la signification de la maladie, sur la façon de la traiter, de l'affronter, de la supporter quelles qu'en soient les conséquences et comment se préparer à ces dernières. Un an a passé depuis. Sa compagne a développé et assimilé très bien toute cette expérience. C'est pourquoi elle accompagne beaucoup mieux cette fois-ci que la précédente où elle avait eu peur et avait cédé à la pression des conséquences qui pouvaient arriver.

Cette fois-ci elle a appris à recevoir la mort de Federico comme une conséquence de l'activité et non comme une annulation. La douleur ne l'a pas annulée. La douleur devant la mort de Lénine n'a pas annulé la révolution russe. La douleur existe, mais elle ne paralyse pas. Elle se manifeste par des sentiments de tristesse dans la mesure où nos camarades sont des cadres de l'histoire de l'humanité, vivant pour ses progrès. Voilà pourquoi nous ressentons lamentations et douleur devant leur perte. Mais nous n'en sommes pas paralysés, sinon, nous serions une secte.

L'attitude de la compagne de Federico est très importante dans la mesure où elle indique un degré de conscience et d'assurance dans les idées, dans le fonctionnement et dans notre rôle dans l'histoire. Elle n'aurait pas sinon une telle assurance, et se laisserait aller à l'empirisme et à la superficialité. Elle a par contre très bien répondu, ce qui indique une influence très bonne sur sa volonté militante.

Il faut sentir aussi la décision qu'a eu le Parti en n'abandonnant aucune tâche, aucune activité. Il faut tirer conclusion de la signification très profonde du comportement du camarade Federico. Sa compagne doit poursuivre les tâches, sans aucune interruption. Il faut éditer un grand nombre de brochures, envoyer des saluts à la section pour son très bon comportement.

La mort du camarade Federico est un coup important à l'activité de l'Internationale, un coup organisatif. Elle ne lésionne en rien l'assurance, la capacité de son intervention, bien qu'elle lui porte un coup sur le plan organisatif. Numériquement, nous perdons un camarade. Les forces de l'Internationale s'en trouvent réduites. Mais qualitativement nous gagnons infiniment plus dans la mesure où il s'agit pour nous et pour l'extérieur d'un exemple. Nous le donnons en exemple parce qu'il existe déjà la maturité pour l'accepter.

Federico est mort en discutant, en analysant, en communiquant ses expériences jusqu'au dernier moment. Il est mort en réunion. Moribond, dans son lit, entouré de médecins, il a transmis jusqu'à ce qu'il ait pu ses expériences, son raisonnement.

Il faut tirer deux conclusions : le comportement digne du camarade Federico, son importance et sa signification ; le digne comportement du parti et de la compagne du camarade Federico.

Editeur responsable : Polet Claudine
46, Avenue Gilliaux 6080 Montignies s/S

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU
PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

Abonnem 12 num 70 F
Abonnem. 24 num. 150 F
Abonnem. de soutien 300 F
Correspondance
B.P 273 Charleroi
C.C.P. 9762.34 de C. Polet

14e ANNEE – 7 FB. – N° 242 – 15 MAI 1975 – HEBDOMADAIRE

Le Vietnam, le Portugal et l'organisation du front de la gauche en Belgique

EDITORIAL

Dans tout le mouvement ouvrier, et dans toutes les couches de la population travailleuse on vit les effets de la débâcle de l'impérialisme mondial au Vietnam et au Cambodge, de la complète sérénité et l'efficacité avec laquelle les masses vietnamiennes et le Vietcong ont réorganisé la vie du Saigon et de tout le pays, et aussi de la profonde démonstration de volonté socialiste exprimée par les masses du Portugal dans les élections. Il y a une décision, une volonté de front unique contre le capitalisme, contre le gouvernement Tindemans, pour ne pas faire les frais de la crise capitaliste, qui s'exprime dans les grèves, les mobilisations, les manifestations qui éclatent partout. Dans ces luttes et ces actions directes, la classe ouvrière intervient avec force, avec toute sa capacité et sa volonté, elle fait un front unique, et elle attire les autres secteurs à suivre son exemple. Par contre, dans les manifestations du Premier Mai, la classe ouvrière n'est pas sortie dans la rue. Certains secteurs ont participé, des travailleurs socialistes, communistes, les travailleurs immigrés de toute nationalités qui ont apporté une grande combativité et un sentiment de fraternité, d'unification entre tous les travailleurs, de quelque nationalité qu'ils soient, à toutes les manifestations du Premier Mai. Mais la classe ouvrière n'est pas intervenue, massivement. Parce qu'elle a vu encore la division des directions ouvrières, et le manque de front unique ; les directions syndicales ne sont pas mobilisées et n'ont fait aucun appel. Cependant un front de la gauche – bien que partiel encore – s'est formé à Namur pour appeler au Premier mai et a rencontré un écho favorable. C'est très significatif de ce que veut tout le pays ! Ce n'est pas un phénomène local, parce qu'à Namur il n'y a pas de centre ouvrier très important, et ce n'est pas non plus un centre de combat. Si le front peut se former là, c'est qu'il peut se former aussi dans tout le pays ! Ce qui l'empêche encore d'avancer plus, ce sont les entraves, les hésitations, les conceptions bureaucratiques des directions du mouvement ouvrier. Le Portugal est un exemple dont il faut généraliser les conclusions : les masses portugaises, quand elles ont trouvé un moyen de s'exprimer, se sont prononcées avec une passion et unité immense, pour le socialisme ! De même le triomphe du Vietnam élève très rapidement et dynamiquement la compréhension, la confiance, la conscience de la force du front unique et de la possibilité de le réaliser, partout, dans toutes les couches de la population travailleuse.

(suite page 4)

L'EXPERIENCE DE HANREZ ET L'ORGANISATION DE LA GAUCHE SYNDICALE

La grève de Hanrez a une grande signification, et a été, en fin de comptes, un triomphe, car elle a donné une impulsion à la centralisation de la classe ouvrière pour faire avancer la discussion sur la nécessité de la gauche syndicale. D'autre part, et malgré la non réincorporation de notre camarade de Andersen, le résultat de cette lutte est la construction d'une équipe décidée, qui s'est lancée dans la bataille pour imposer dans le syndicat des délégués répondant aux aspirations du prolétariat. Et ces mêmes délégués vont sentir que le problème de la crise de la direction syndicale a une issue : imposer à tous les niveaux du syndicat, des dirigeants de la classe ouvrière qui voient et comprennent que l'activité syndicale et la lutte quotidienne, permanente de la classe ouvrière contre le capitalisme doit se mener en même temps qu'on fait avancer le front de toutes les forces de gauche pour éliminer le capitalisme.

Cette grève a provoqué un profond démembrement de la bureaucratie syndicale, des Davister, Camarata et aussi des délégués qui, dans les usines, ne respectent pas et n'acceptent pas la décision de la classe ouvrière. C'était un centre d'attention de toute la gauche socialiste, des militants et des délégués qui ont vu dans la lutte de Hanrez, un moyen d'exprimer leur propre décision de lutte contre l'appareil conservateur et réactionnaire de la bureaucratie. C'est pour cela qu'il a été possible d'obtenir un tel appui des usines, de nombreuses délégations quand les camarades du Comité de Solidarité venaient faire les collectes, et malgré que la direction régionale de la FGTB et la CSC, Davister et Camarata lançaient toute une campagne pour saboter le Comité de Grève.

Cette grève n'était pas seulement pour un camarade combatif. Depuis des années, René Andersen menait une activité chez Hanrez, non seulement comme militant syndical, mais comme militant trotskyste posadiste. Tant que le camrade vendait des journaux, faisait des collectes, faisait un travail de propagande, le capitalisme devait encore tolérer cette activité. Mais aux prochaines élections syndicales, le camarade allait être élu à la tête du syndicat, et cela signifiait un centre organisateur, une base d'appui pour structurer un courant anticapitaliste au sein du syndicat. C'est pourquoi le patron de Hanrez, avec l'appui direct de tout le patronat de la métallurgie, s'est lancé à fond et a licencié le camarade, sans même un prétexte. Pour le faire, il a compté sur la passivité et la complicité de la direction de l'appareil syndical, qui a refusé, en toute connaissance de cause, d'employer les moyens nécessaires pour riposter et mettre en échec cette attaque capitaliste : organiser une grève de toute la région.

(Suite en page 4).

LE PORTUGAL A VOTÉ POUR LE SOCIALISME

27 avril 1975

J. POSADAS

Les élections au Portugal sont une démonstration éloquente, vivante, catégorique de l'élévation mondiale du processus de la révolution, de l'unité qui existe entre ce processus et l'intervention des masses, qui sont la base essentielle du processus révolutionnaire.

Ces élections se sont déroulées dans un pays qui a subi 50 années de fascisme. D'après la conception bourgeoise, les masses auraient dû se sentir écrasées, soumises, effrayées. Les dirigeants de la classe ouvrière, timides, superficiels, ont la même conception : la classe ouvrière aurait dû être écrasée. Et ils ont voulu avoir la preuve de ce qu'elle allait faire, de quelle allait être son attitude et son influence sur les paysans, la petite-bourgeoisie, les secteurs pauvres de la population. La classe ouvrière au Portugal, les immigrés, ont exercé une puissante influence, une détermination éloquente et catégorique, démontrant qu'avec les paysans la petite-bourgeoisie, ils s'orientent vers le socialisme. C'est cela le Portugal. Le Portugal veut le socialisme ! Le Portugal a voté pour le socialisme !

Malgré différentes nuances, différentes tendances, le Portugal a voté pour le socialisme. Il sort directement du fascisme, et, à la première occasion d'une démonstration, d'une concentration, où il est possible de décider dans une résolution politique comme le vote, même sans préparation préalable, les masses votent pour le socialisme. Elles l'ont fait en donnant 80 % des voix aux aux communistes, socialistes, socialistes de gauche, aux secteurs liés au Parti communiste et à l'alliance des socialistes avec le secteur du centre. Ce sont autant de voix à gauche une écrasante majorité de voix à gauche, pour le socialisme. Les voix pour le Parti socialiste ont été des voix pour le socialisme. Les masses n'ont pas voté pour la démocratie du Parti Socialiste, qui n'existe pas, qui ne peut exister. A travers les voix qu'elles ont données à ce Parti, elles ont voté pour créer une impulsion vers le socialisme, pour impulser des mesures socialistes.

La classe ouvrière, a dans sa plus grande partie, voté pour le Parti communiste. Cela indique qu'il a une profonde influence, bien qu'insuffisante, sur la population ouvrière. Le poids de la classe ouvrière qui n'a pas pu avoir un développement politique est petit. D'autre part, le prolétariat portugais immigré n'a pu dans son immense majorité voter. Il n'a pas pu peser et exercer son influence sur le reste de la population, sur la petite-bourgeoisie, sur les paysans. Les ouvriers des champs n'ont pu recevoir l'influence de ceux des villes et de ceux qui sont en dehors du pays. Alors, les élections ne représentent pas ce qu'il y a de plus vivant et de plus profond dans le sentiment de classe, dans le sentiment révolutionnaire et socialiste de la population portugaise.

Un des faits les plus éloquents, les plus grands et les plus élevés de ce pays, sortant de la torture, après 50 ans de fascisme, est qu'il parvient immédiatement aux conclusions les plus élevées en votant pour un programme socialiste. Le Portugal a voté pour le programme des Forces Armées, du M.F.A. Cette élection n'a pas été un tâtonnement, ni une élection législative, ou une élection communale à la recherche d'avantages, d'accords, de profits personnels, de lois ou de mesures qui favorisent un groupe ou un secteur. Non ! Les masses ont voté massivement pour une orientation précise et décidée : pour le programme des Forces Armées, qu'ont approuvé tous ceux qui ont participé aux élections, quel qu'en soit le résultat concret. C'est le programme de la voie au socialisme. Malgré des limitations, ce programme est une voie un chemin vers le socialisme. Entre le chemin capitaliste et la voie socialiste, les masses ont choisi la voie socialiste. C'est l'importance énorme et formidablement profonde de ces élections au Portugal !

Toute l'humanité a voté au Portugal

Les masses n'ont pas voté pour des dirigeants, des candidats, pour l'un ou l'autre, elles ont voté pour un programme du M.F.A., des Forces Armées, qui, même limité, ouvre comme chemin celui du socialisme. Le Portugal sort du fascisme et va directement au socialisme. Cela montre la maturité du monde et l'influence qu'il a sur le Portugal, permettant à la population portugaise de sortir du fascisme et de prendre immédiatement le chemin, les voies, l'orientation du socialisme. Cela montre la maturité du monde !

Toute l'humanité a voté dans les élections au Portugal. Toutes les masses du monde ! Le Vietnam a voté, il était aussi au Portugal. Il a influencé et orienté les élections, l'orientation politique, l'influence sociale des masses. La défaite écrasante de l'impérialisme, son écroulement au Vietnam, a exercé une influence immense sur les masses du monde : sur la petite-bourgeoisie, les secteurs paysans, qui, impulsés à la fois par le processus mondial de la révolution, de la culture, des luttes sociales et politiques, a influencé les masses du Portugal. Celles-ci ne sont pas parties de rien pour venir prendre ce chemin, s'élever dans les luttes sociales. Elles sont parties de l'obscurité du fascisme, de ces 50 années, et se sont élevées, soutenues par les mains que leur offrait le prolétariat mondial à travers les Etats ouvriers, les pays révolutionnaires, les luttes des masses d'Europe, d'Amérique Latine, du Japon, d'Asie, des 14 Etats ouvriers (pays socialistes) vers le programme socialiste. Elles ne sont pas parties du vide, mais du point d'appui, du soutien énorme des luttes du prolétariat mondial. Elles ne sont pas parties du fascisme pour ensuite tâtonner, rechercher et voir où aller. Elles ont été directement appuyées, impulsées par les luttes des masses du monde, par les progrès des Etats ouvriers. Elles sont parties du vide qu'était le fascisme, pour s'élever à la perspective socialiste de l'humanité que donnent les Etats ouvriers (pays socialistes) et la lutte des masses du monde.

Les masses du monde étaient présentes, influençant les masses portugaises, les luttes des masses des mouvements révolutionnaires de libération de l'Angola, de Guinée Bissao, du Mozambique. Tout ce processus dans son ensemble, a montré que les masses sentaient cette influence mondiale, qu'elles raisonnaient, développaint leur pensée, leur préoccupation pour l'avenir, pour les luttes futures sur la base de cette influence mondiale du progrès de l'histoire que représentent les grandes luttes des masses d'Italie, de France, et le progrès, la contribution et la participation des Etats ouvriers, de l'URSS, de la Chine, de Cuba, et de toute la lutte des masses du monde. Les masses portugaises ne vivaient pas à l'écart, mais faisaient partie de ce processus, sans intervenir de façon organique ou organisative. On doit tirer la même conclusion des masses des Etats-Unis. Elles ne sont pas en train de participer activement, mais elles vivent le processus mondial de l'histoire, elles le sentent, et ne se guident pas par ce que leur dit le gouvernement impérialiste des Etats-Unis. Elles sont en train de raisonner par rapport à l'action, au progrès de la lutte révolutionnaire des masses du monde contre le système capitaliste.

Il faut partir de cette conception pour comprendre la profondeur que signifie le Portugal, pour tirer les conclusions d'une action audacieuse, déci-

(Suite page 2)

LE PORTUGAL A VOTÉ P

dée, résolue dans la politique anticapitaliste, pour en finir avec le système capitaliste. Le Portugal est une démonstration éloquente, vivante, résolue de la volonté des masses du monde et de l'unité du monde. C'est la volonté des masses d'en finir avec le capitalisme, de chercher la dignité humaine, de l'élever, ce qui donne l'orientation précise de cette unité. C'est cela les élections du Portugal !

Les petites vieilles, les enfants, les jeunes, les femmes du Portugal ont montré qu'ils étaient les représentants de ce qu'il y a de meilleur, de plus élevé, dans l'histoire de l'humanité, parce qu'ils ont voté pour impulser les mesures socialistes. Ils n'ont pas eu peur, ne se sont pas sentis intimidés, contraints, mais impulsés par la révolution mondiale. Ils ont cherché à impulser le programme des Forces Armées, qui est le programme socialiste. Ce n'est pas un programme socialiste complet, mais il s'oriente vers des mesures socialistes. C'est la conclusion qu'il faut tirer et qui doit être tirée des élections au Portugal.

C'est le processus mondial de relations de forces favorables à la révolution qui s'exprime au Portugal. Le capitalisme s'est effondré au Moyen-Orient. Il se désintègre et se désagrège. L'impérialisme yankee, malgré tout son pouvoir, est expulsé d'Indochine. Les masses d'Indochine, se basant sur l'appui des Etats ouvriers (pays socialistes), des luttes des masses d'Allemagne, de France, d'Italie, d'Amérique Latine, du Japon, s'appuyant sur la haine des masses nord-américaines contre l'impérialisme yankee, sur leur attitude non organique, mais non passive, qu'elles ont en ne soutenant pas leur gouvernement, ont abattu l'impérialisme. Cet ensemble a donné aux masses d'Indochine, du Vietnam, du Laos, du Cambodge, la capacité, la force, la résolution, la possibilité et les conditions historiques de triompher. C'est le Front Unique Mondial des Etats ouvriers (pays socialistes), des masses révolutionnaires, du prolétariat mondial, des paysans, de la petite-bourgeoisie, des enfants, des femmes qui s'élève dans la lutte anticapitaliste. C'est ce qui s'est exprimé au Portugal.

Ces élections n'ont pas été à l'écart du monde, mais se sont réalisées dans un processus de développement ininterrompu de la révolution mondiale, de conquête et de luttes de masses anticapitaliste. C'est pour cela que les petites vieilles, les enfants, les femmes, les jeunes du Portugal ont exercé une telle fonction et que celle-ci est incessante dans le monde entier. Les dirigeants des Partis socialistes, communistes, des syndicats, des centrales ouvrières, doivent se baser sur ces conditions pour faire un front unique avec un programme anticapitaliste, un programme de production, de développement de l'économie, de développement social anticapitaliste. Ils doivent faire intervenir les masses au moyen des conseils ouvriers, conseils de quartier, de zone, afin de planifier, de diriger, de développer l'économie et d'impulser les masses à l'intervention directe dans la direction du Portugal, comme les autres pays capitalistes.

Les masses portugaises ne se sont pas laissées intimider

Ces élections ne sont pas une démonstration de droit civil et civique, mais représentent la volonté sociale des masses de vouloir impulser les mesures vers le socialisme. C'est sur ces conclusions organisatives, d'une grande, énorme et inégalable profondeur historique et sociale, c'est sur cette base que les dirigeants socialistes, communistes, syndicaux, les gauchistes, la gauche socialiste et l'armée doivent prendre leur responsabilité pour faire un programme tendant à un meilleur porgrès de la révolution socialiste, des mesures socialistes. Ils doivent faire un appel à l'intervention et à la discussion de toutes les masses. Les groupes gauchistes doivent intervenir en maintenant leurs critiques, s'ils les considèrent nécessaires, mais en ouvrant en même temps une discussion de façon à impulser l'économie, l'intervention des masses et leur discussion, en tenant compte des limitations qui existent encore pour pouvoir avancer et établir un front unique sur la base de mesures socialistes. S'il était possible d'atteindre en une seule fois, dans une élection, la transformation totale de la société, nous le ferions. Mais ceci ne peut se faire.

Les élections au Portugal montrent que les conditions sont mûres pour un progrès vers des mesures socialistes beaucoup plus profondes. Les masses n'ont pas voté pour un parti ou un autre, cherchant un antagonisme entre l'un et l'autre. Les masses ont voté unifiées, et centralisées sur la base d'une valeur en train de se développer à cette étape. Sortant de 50 ans de fascisme, en un an à peine, elles trouvent déjà une telle décision d'orientation, Un an d'assemblée, de discussions, de réunions, d'activités syndicales, n'était pas suffisant pour parvenir à une telle maturité, si les masses n'avaient pas été préparées, vivant déjà le monde, élaborant et élevant leur conscience de la compréhension du processus mondial de la révolution et de leur haine anticapitaliste. Une telle maturité ne s'est pas développée en un an. C'est un exemple et une conclusion très éloquents que tous les camarades des partis communistes, socialistes, des centrales ouvrières, des partis radicaux de gauche, nationalistes de gauche, catholiques de gauche doivent prendre comme base pour la perspective, le programme, la politique, les objectifs anticapitalistes. C'est ce qu'ils doivent réaliser.

Le vote a été massif : 90 % de la population, et presqu'aucune abstention. Cela signifie la concentration de la volonté qui venait de bien avant, de participer, de peser pour impulser l'histoire du Portugal. Les élections ont été pour les masses un point d'appui pour cet objectif. Sinon, elles n'auraient pas atteint cette qualité. Après 50 ans de fascisme, on ne vote pas massivement, s'il n'y a pas une décision préalable d'impulser l'histoire du Portugal sur la base de la nécessité de la dignité humaine, qu'est le socialisme. C'est la conclusion qu'il faut tirer de cette participation massive des masses portugaises dans les élections.

Les masses portugaises ont montré qu'elles vivent, comme toutes les masses du monde, l'influence mondiale de la révolution ; celle-ci les anime, les élève, les impulse dans la capacité de penser, de raisonner, de suivre l'exemple des pays socialistes. Et le capitalisme se désintègre. L'impérialisme reste incapable d'accourir en défense du système capitaliste au Portugal. Il a voulu et a cherché à le faire, et il recommencera. Il cherchera aussi à faire la contre-révolution une nouvelle fois, mais la révolution et la volonté des masses sont plus puissantes qu'eux tous.

C'est un exemple digne : la démocratie chrétienne et la droite n'ont eu aucune voix ! Les mesures d'interdiction pour la droite, de se présenter, se sont montrées justes et correctes. C'est cela la démocratie! Ce n'est pas le sens du respect : « à chacun ce qu'il a, à chacun ce qui lui correspond ». Chacun a quelque chose, et ce qui lui correspond est ce que la lutte de classes lui permet d'avoir. Pour égaliser l'humanité, la vie humaine, il faut en finir avec le système capitaliste. En en terminant avec lui, on développe le sentiment d'égalité. Les masses l'ont compris et ont senti qu'il fallait liquider la démocratie chrétienne, et elles ne se sont pas laissées intimider. L'église a été incapable d'attirer la population, de l'opposer à la lutte pour le socialisme. Ce n'est pas la contrainte, l'intimidation de l'armée et des partis communiste et socialiste qui ont intimidé l'église, mais les masses catholiques qui n'ont rien voulu savoir de sa politique réactionnaire. Tout en étant catholiques, elles ont voté pour la gauche, pour les socialistes et les communistes, qui sont des voix à gauche.

En votant pour les socialistes, elles n'ont pas voté pour une démocratie faible et superficielle, mais pour la gauche. C'est le désir et la volonté des masses. Les voix données aux socialistes et aux communistes sont des voix pour la gauche. L'église a échoué, et les plans et le complot mondial du capitalisme, avec Spinola également. C'est la conclusion que doivent tirer les dirigeants des partis socialistes, communistes, des centrales ouvrières, et la nécessité qui en découle d'un appel à la lutte pour un parti catholique de gauche avec un programme de progrès social qui doit avoir une base anticapitaliste.

Ceci montre comment sont les masses portugaises. C'est un exemple pour le reste des pays du monde, d'Amérique Latine, d'Afrique, d'Asie et d'Europe. C'est un exemple clair, éloquent et déterminant : les masses portugaises ont représenté un degré élevé de conscience, une volonté inébranlable, la décision de combattre des masses du monde. Le capitalisme mondial est incapable. Sa crise, la crise du système capitaliste, n'a pas seulement pour cause des situations économiques, mais vient de ce que les masses du monde n'acceptent pas de se soumettre aux conséquences de cette crise, tout comme les masses du Vietnam, les masses d'Indochine, qui n'ont pas accepté de se soumettre aux balles, à la menace atomique de l'impérialisme yankee. Les yankees ont fait 6 millions de morts. Cela correspond à plusieurs guerres atomiques. Les masses n'ont pas été intimidées, ne se sont pas laissées terroriser. C'est le digne exemple de ce que les masses sont conscientes et vivantes, qu'elles vivent le processus de l'histoire, et qu'elles ne se laissent pas intimider. Elles ont conscience qu'elles représentent la volonté de progrès, la force, l'impulsion et la conscience du progrès. C'est sur cela que doivent se baser les directions des partis et des syndicats ouvriers, paysans, et de la petite-bourgeoisie.

Les masses du Portugal ont démontré qu'elles sont disposées à la construction du socialisme, qu'elles ne se laissent pas intimider par le manque de moyens matériels, par la disproportion de la distribution, par le manque de moyens et de possibilités de développement d'une économie encore arriérée. De la même façon, les masses du Vietnam, du Laos, du Cambodge, ne se sont pas laissées effrayer par l'arrièrement, les bombardements, elles ne se sont pas laisser intimider. Elles ont compris qu'il fallait éliminer tous les capitalistes, et construire en même temps une société supérieure. C'est la même chose pour le Portugal. Les masses ont prouvé qu'elles sont résolues à construire une société supérieure, et qu'elles veulent y participer. Elles ne se laissent pas intimider ni par la religion, ni par les catholiques, ni par la menace de l'impérialisme. C'est la conclusion fondamentale qu'il faut tirer. Les masses vivent avec la préoccupation de vouloir construire le progrès de l'histoire, et sont disposées aux plus grandes nécessités et sacrifices. Il faut les faire participer ; qu'elles participent et vivent ce progrès. Elles ne sont pas intimidées et ne veulent pas reproduire ou changer le patron pour un autre, et la forme de propriété. Elles veulent éliminer la forme de vie sociale qui a pour conséquence le fascisme, la menace, la guerre : éliminer le système capitaliste.

Les masses doivent décider de tout

C'est la conclusion qu'il faut tirer et qui est valable pour toutes les masses d'Europe. Mais, pour cela, il est nécessaire que les masses interviennent, non par droit démocratique, mais en leur donnant la capacité d'intervenir organiquement, pour décider. Il faut qu'elles participent à tout, c'est ce qui va leur donner leur culture politique. Si, en 50 ans, elles ont été capables de supporter le fascisme, et, ensuite, de voter pour une issue socialiste, cela montre qu'elles ont la capacité pour développer l'intelligence de la façon la plus complète. Les masses du Portugal, comme l'ont démontré les masses du Vietnam et les masses du monde, développent leur intelligence socialement, la base essentielle de ce développement étant unie à leur fonction dans l'histoire, à la nécessité de construction du socialisme. C'est la base essentielle du développement de l'intelligence sociale de l'humanité.

La petite-bourgeoisie a été attirée par le prolétariat, le paysan également. Les masses catholiques, elles aussi, ont été attirées par le prolétariat, par le processus mondial que représente le prolétariat, les partis communiste et socialiste au Portugal.

C'est sur ces conclusions qu'il faut se baser pour les appliquer dans tout le reste de l'Europe, pour la formation de partis catholiques de gauche, nationalistes de gauche, pour un front unique socialistes-communistes de lutte pour le pouvoir. Les élections, au Portugal, démontrent que les masses ont voté pour le programme des Forces Armées, du MFA. Elles ne se sont pas laissées intimider, elles n'ont pas protesté contre le fait anti-démocratique d'aller à une élection pour laquelle elles avaient déterminé d'avance quel en serait le résultat programmatique. Les masses l'ont accepté, parce que cela faisait partie de leur volonté. En un an, on ne peut arriver à une telle maturité, si celle-ci n'existe pas auparavant, s'il n'y avait pas eu d'influence mondiale, sur le plan culturel et politique. Et les masses l'ont accepté, les masses catholiques également, démontrant que tout en étant encore catholiques, elles acceptent le programme du progrès social révolutionnaire. Il n'existe aucune contradiction qui paralyse socialement. Il existe une contradiction qu'on résout en avançant socialement et non par la théologie. C'est la conclusion que doivent tirer les dirigeants des partis ouvriers.

L'OTAN hors du Portugal ! Hors du Portugal tous les partis réactionnaires ! Au Portugal la démocratie a un sens logique et concret : on ne peut construire le progrès du Portugal sur la base du système capitaliste. Il faut accroître les nationalisations et les étatisations, en préparant les conditions pour que les Etats ouvriers accueillent le Portugal, et qu'ils lui donnent un appui. C'est la détermination qu'il faut employer. Il y a une série de mesures appuyées par les masses, les employés de banques, des compagnies d'assurances, des entreprises privées. Il faut les appeler à construire la société socialiste, à construire une société supérieure à celle qui existe aujourd'hui. Et ces appels seront en même temps accompagnés de mesures dans la production : les communes doivent ravitailler la population selon ses besoins. Il faut appeler aussi à une intégration meilleure des travailleurs.

Nous appelons les Etats ouvriers (qui sont les pays socialistes) l'Union Soviétique, la Chine, Cuba, la Pologne, la Tchécoslovaquie, etc... à intervenir en donnant plus d'appui, plus d'aide technique désintéressée, afin de montrer aux masses du monde la relation et le lien entre l'intérêt objectif de l'histoire, qui est le progrès de la dignité humaine, éliminant le capitalisme, et ce même intérêt que représentent les Etats ouvriers. Nous les appelons aussi à influencer les masses nord-américaines, qui volent dans les élections au Portugal une des sources les plus élevées de la décision des masses de faire progresser l'histoire. Sortant de rien, avec un secteur énorme d'analphabètes, les masses ont voté directement pour le socialisme, ce qui est le fait le plus profond du monde, et qui va exercer une immense influence sur les masses nord-américaines.

C'est un progrès magnifique de l'histoire ! L'impérialisme yankee est écrasé. Au même moment, il est écrasé dans le monde entier, tous ses plans s'écroulent dans le monde. Le capitalisme progresse dans sa crise, dont la cause fondamentale est le progrès des Etats ouvriers et l'appui qu'ils donnent à la lutte des peuples contre l'impérialisme. Pendant que le front unique objectif et programmatique progresse en différents endroits du monde, en de nombreux pays, le capitalisme se désitègre et n'arrive plus à centraliser son action. C'est la cause essentielle de sa crise, qui l'empêche de se centraliser dans le marché commun européen. C'est un marché constamment déchiré par la lutte des masses d'Europe, qui développe et aiguise la crise normale du capitalisme. La base essentielle est la crise normale économique, aiguisée par la lutte des masses. C'est l'antagonisme qui s'unit aux contradictions du système capitaliste, un antagonisme que représente la classe ouvrière, et les pays socialistes. Tout cela était présent dans les élections au Portugal, et continue de l'être.

C'est d'après ces conclusions que les socialistes et les communistes, les centrales ouvrières, les groupes de gauche doivent planifier leur activité. Les camarades de la gauche socialiste doivent aussi tirer ces conclusions. Nous disions dans un article antérieur qu'il n'était pas correct qu'ils brisent le Parti socialiste. Même s'ils avaient raison politiquement, et programmatiquement, ils devaient rester dans le Parti socialiste, pour mener une lutte intérieure et développer ainsi une gauche. Il est nécessaire par conséquent de lancer un appel aux camarades de tous les groupes gauchistes, ou ultra-gauchistes, aux camarades des groupes pro-chinois. La politique qu'ils mènent n'est pas correcte, parce qu'il s'agit d'une politique d'isolement et de séparation. Il faut discuter sur la base d'un programme, d'objectifs, et de la politique qu'il faut soutenir.

Il faut appeler à faire un débat public sur le programme la politique et les objectifs. Il faut un programme d'étatisations, avoir la patience de comprendre que tout en étant limitées, celles-ci développent l'expérience et ouvrent la voie à la nécessité de la planification de

OUR LE SOCIALISME

(Suite de la page 1)

la production, des conseils ouvriers pour la diriger et de l'élévation de l'intervention de la classe ouvrière sur les problèmes de l'économie. Il faut faire en même temps un plan de production intérieur pour la consommation des masses, en accord avec un plan d'exportation, mais qui doit répondre en tout premier lieu aux besoins de la population. Il faut appeler les Etats ouvriers, l'Union Soviétique, la Chine, Cuba, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie pour qu'ils établissent un processus de production, de planification avec intervention des masses. Il faut avoir la patience d'élever l'intervention des masses, faire un appel à une discussion publique.

Il faut appeler également les forces armées à mener cette discussion. Discuter de politique ne réduit en rien le niveau et la capacité technique de l'armée. C'est absurde ! Il n'existe aucune armée qui ne soit mêlée à la politique. L'armée est au service du capitalisme et de l'impérialisme, et une partie des soldats et des officiers sont au service du progrès de l'humanité, qui est la lutte pour le socialisme. Le résultat électoral va exercer également une grande influence sur les forces armées, va les aider dans la nécessité d'un fonctionnement politique organique du parti, d'écouter et de délibérer avec la participation de la population, des soldats et des autres parties de l'armée.

. Ce n'est déjà plus une lutte entre un pays et un autre. Le capitalisme se prépare à la lutte pour le règlement final des comptes contre le progrès de l'humanité et du socialisme. Il a essayé de le faire en restant en Indochine et au Moyen-Orient, c'est pourquoi il a été écrasé et s'écroule par la volonté combative des masses du monde.

Il faut faire une discussion entre tous les partis ouvriers, les partis communistes, socialistes, les centrales ouvrières, les partis socialistes et démocratiques de gauche, sur la nécessité de lancer un appel à la formation d'un parti catholique révolutionnaire, avec un programme de développement socialiste de l'économie, lié à un programme de production immédiate pour satisfaire les besoins de la population, en l'organisant sous forme de communes, combinant ainsi l'arrièrement du Portugal à un programme de production très intense et très élevé. Les masses verraient alors qu'un tel effort et un sacrifice sont possibles, parce qu'ils construisent des bases nouvelles dans la société.

Il faut faire intervenir les enfants, les femmes, les vieux et les jeunes dans toutes les discusssions. Il doivent participer. Il faut faire aussi intervenir l'armée. Intervenir dans la vie politique ne diminue en rien et n'affecte en rien la capacité technique, la résolution technique, militaire, sociale de l'armée. Celle-ci doit discuter. Quand elle s'élève plus dans la conscience de sa fonction, l'armée passe d'être le serviteur du capitalisme à servir la construction d'une société supérieure. C'est pourquoi, comme en Ethiopie, et bientôt comme dans d'autres pays du monde, comme au Pérou, et au Mexique, les militaires portugais sentent qu'ils impulsent l'histoire, qu'ils sont utiles à l'histoire. Ils sentent que la vie qu'ils dédiaient auparavant à servir le capitalisme, est utile aujourd'hui à l'histoire, et se sentent élevés à la dignité humaine. Il faut faire ce front unique et appeler les militaires à cette intervention.

Un processus de révolution permanente

Il faut lancer un appel à la centrale ouvrière pour qu'elle discute ouvertement et publiquement de tout cela. Il faut établir un programme d'éducation par la radio, la télévision dans les usines, les rues, à la campagne, un programme socialiste de discussion. Il faut réaliser un front unique de discussion publique, démocratique soviétique, démocratique dans sa finalité d'aller au socialisme, et non pour qu'en bénéficie le capitalisme. Le capitalisme doit appeler ses mesures démocratiques pour défendre ses intérêts, bien que la perspective, la forme d'organiser l'économie, la distribution soit capitaliste. Par contre, la discussion qu'il faut faire est de discuter démocratiquement le développement de l'économie et la distribution de façon à satisfaire les besoins de la population pour aller vers des mesures socialistes. Il faut réaliser un front unique communistes, socialistes, centrales ouvrières avec les militaires.

Il faut faire un front unique avec un programme tenant compte de cette expérience du Portugal qui montre que celui-ci est apte pour le socialisme. C'est pourquoi le Portugal a voté pour le socialisme ! Malgré toutes les limitations programmatiques et politiques, il a voté pour le socialisme. C'est la conclusion éloquente et le triomphe de l'humanité qui s'est exprimé au Portugal.

Les élections du Portugal n'ont pas de mystère, n'ont aucune limitation. En un an seulement, après 50 ans de fascisme, les masses ont montré qu'elles vivaient antérieurement toute la vie du processus mondial de la révolution. Elles vivaient ce processus. Elles n'étaient ni intimidées, ni écrasées, ni soumises, le régime fasciste les empêchait d'intervenir, mais dans leur pensée, dans leur décision, leur résolution, elles attendaient ce moment. C'est pour cela qu'elles l'ont fait : en moins d'un an, elles sont passées de l'obscurité du fascisme à impulser la lutte révolutionnaire pour le socialisme.

J. POSADAS

Les militaires, le processus de la révolution permanente au Portugal et la IVe Internationale Posadiste

7 Janvier 1975

Sur demande à l'adresse du journal - 2 F

En même temps, le Portugal fait la preuve du concept de révolution permanente. C'est un processus qui part des conditions les plus arriérées de l'histoire et arrive aux conditions les plus élevées. C'est un processus permanent de la révolution socialiste. Il indique qu'on peut passer directement du fascisme à la vie socialiste, à la lutte pour le socialisme et à l'instauration immédiate de progrès socialistes. C'est la confirmation objective de la conception trotskyste, de Trotsky et de la nôtre, trotskystes-posadistes, qui sommes les représentants de cette pensée objective.

Nous saluons et embrassons de tout notre cœur les masses portugaises. Nous saluons avec toute notre joie les camarades des partis communistes, socialistes, des groupes socialistes de gauche, que nous appelons à réaliser un front unique avec un programme dans lequel se discutent les expériences pour conduire au socialisme. Nous les appelons à créer les organes de distribution, de contrôle, d'intervention des masses, afin de pouvoir développer leurs dirigeants et avoir un lien supérieur avec les Forces Armées. Les élections portugaises sont l'expérience la plus belle. Nous attirons l'attention, en même temps, des camarades, dirigeants des partis communistes, socialistes, syndicalistes sur les risques qui existent toujours d'une tendance tchécoslovaque, de type Ota-Sik et Dubcek fondée sur la conception de la propriété privée, l'usufruit de la propriété étatisée pour le bénéfice de « camarillas », de tendances qui sont un trait d'union avec le capitalisme, comme cela existe dans tous les partis communistes de France, d'Italie, du reste du monde et également dans les partis socialistes. Il s'agit d'ailes qui essaient de profiter de ce processus de progrès de la révolution socialiste et de l'économie centralisée en tâchant d'accommoder des intérêts, de constituer des groupes de camarillas de clients. Quand ce processus est la base d'un développement, pour éliminer le système capitaliste et élever la participation des masses à la direction de l'économie et de la société, ces secteurs essaient de l'utiliser comme groupes, comme camarillas, de la même façon que Ota-Sik et la tendance Dubcek en Tchécoslovaquie avaient essayé de le faire. Il faut éviter tous ces dangers. La façon de les éviter maintenant est la pleine démocratie, la discussion de tous les problèmes, sans aucune limitation, sans aucune peur, sans les cacher, discutant toutes les expériences de tout le processus mondial. Entre autres, il faut discuter le Portugal : nous invitons tous les camarades dirigeants des partis communistes, des partis socialistes, des syndicats, des groupes de gauche, à intervenir pour discuter l'expérience que signifie l'écrasement, l'écroulement de l'impérialisme yankee par l'action des masses, et la nécessité de la planification de l'économie, et pour cela, celle de l'étatisation de la propriété et le contrôle ouvrier. Mais celui-ci ne doit pas être seulement un contrôle de la production et de la distribution : les masses doivent intervenir dans la gestion, dans la direction de la propriété, de l'économie et de la politique interne et mondiale du pays. Il faut développer la réforme agraire, donner la terre aux paysans et réaliser l'alliance ouvrière et paysanne. Il faut développer l'éducation, la vie politique, la participation politique des masses, non seulement l'éducation par l'enseignement scolaire, mais la participation directe dans tous les problèmes. Les masses doivent intervenir, décider, donner leur opinion, résoudre. Elles vont alors développer leur capacité et leur aptitude à discuter, à résoudre et à déterminer un jugement socialiste sur tous les problèmes. Elles vont s'unifier dans le sens et l'intérêt socialiste de tous les problèmes.

Le Portugal fait la preuve qu'on peut sortir de 50 ans de fascisme et passer directement à la forme la plus élevée de la construction du socialisme. Même si elle est limitée, il s'agit de la construction du socialisme. Quand on prend une telle mesure, cela indique que tout le monde est apte pour cela. Les masses portugaises n'ont pas dû parcourir 50 années d'expérience, mais se sont basées directement sur les secteurs les plus élevés de l'Union Soviétique, de la Chine, de Cuba, du Portugal, des masses d'Italie, de France, d'Allemagne, d'Angleterre, d'Amérique Latine, du Japon. C'est l'expérience qui montre l'influence mondiale existant sur n'importe quel aspect de la lutte de classes : il n'y a aucun endroit retiré, et dans chacun influent le processus mondial de la révolution et les relations de force infiniment supérieures à la révolution, au progrès du socialisme, à la nécessité de l'étatisation du capitalisme, de l'élimination du système capitaliste.

C'est la conclusion des élections au Portugal. Il faut se préparer pour de nouvelles étapes, de nouvelles étatisations, en demandant l'aide des Etats ouvriers, pour une meilleure intervention des masses en direction de la société, afin qu'elles se préparent pour les contre-révolutions que va tenter de faire l'impérialisme, avec ou sans Spinola, ou bien avec un autre que lui. Ils vont s'y préparer. Il faut alors tenir compte du fait que l'impérialisme ne se donne ni pour battu, ni pour vaincu, et qu'il va chercher une nouvelle fois le moyen d'intervenir par d'autres côtés.

Mais la conclusion montre que les masses sont imbattables, et que les femmes, les enfants, les petites vieilles et les jeunes du Portugal, ont été incorporés par la révolution socialiste, non par l'intérêt du développement de l'économie, de la propriété ou de l'accumulation de biens, de capitaux ou de propriété, mais par le désir d'être utiles à l'histoire de l'humanité, qui est la façon la plus complète de se rendre utile.

Nous saluons avec toute notre joie, en tant que IVe Internationale Posadiste, les masses du Portugal et le front unique socialistes, communistes, syndicats et Forces Armées, qui sont en train de développer une fonction si utile et si nécessaire dans l'histoire. Il est nécessaire de la continuer avec un front unique de tous les secteurs, en augmentant le programme d'étatisations, de planification et d'intervention des masses. Il a été démontré en même temps qu'il n'y avait aucun danger à avoir éliminé la démocratie chrétienne, à l'avoir empêché de participer, et qu'elle n'exerçait et n'exerce aucune influence. C'est la même chose en Italie, en France, en Allemagne, ou dans n'importe quelle partie du monde où il y a la même situation. Il faut faire des partis catholiques de gauche. La masse catholique est apte pour le communisme, pour la lutte pour le progrès de la société. Elle se maintient dans ses directions à cause de la politique erronée des directions des partis ouvriers et des syndicats, qui lui permettent pas de s'en libérer. Le parti catholique de gauche est une des conclusions des élections au Portugal. C'est un exemple énorme dans l'histoire de voir comment se développe la lutte pour le socialisme, c'est l'élément, la base sociale de culture, de progrès et d'éducation le plus complet qui existe. Les masses portugaises, après 50 ans de fascisme, en une seule année, se sont éduquées dans la nécessité du progrès de l'histoire, de la société à travers la lutte pour le socialisme.

C'est pour cela que les élections ont fait la preuve que la lutte pour le socialisme organise, impulse la pensée de toutes les masses du monde. C'est ce qui gagne la masse catholique. C'est la conclusion qu'il faut tirer des élections au Portugal.

Les masses ont voté pour l'appel des Forces Armées, qui est un futur socialiste. Il n'y avait aucun doute, aucune mystification, ni tentative de le cacher. C'était l'avenir socialiste, limité, mais un avenir socialiste. C'est le programme des Forces Armées que tous les participants aux élections ont approuvé. Les masses ont voté pour ce programme. La droite a à peine sorti un pourcentage minimum et l'immense majorité a voté pour un programme socialiste. La mesure qu'il donne n'est ni de centre, ni modérée, mais celle d'un programme socialiste qui va aller en s'élevant dans ce processus, élevant sa décision et son approfondissement. Ceci est une mesure pour tous les partis socialistes et communistes d'Europe. C'est la volonté des masses du monde : elles veulent un programme socialiste. A bas le capitalisme ! C'est le cri de l'élection au Portugal. Le Portugal a voté pour le socialisme : à bas le capitalisme ! C'est le cri des masses portugaises.

J. POSADAS - 27 avril 1975

POUR LA LIBERATION DES PRISONNIERS POLITIQUES EN URUGUAY

Nous appelons toutes les organisations ouvrières et démocratiques en Belgique, à développer une campagne pour dénoncer l'intensification de la répression du gouvernement dictatorial de Bordaberry en Uruguay, exiger que soient garanties la vie, l'intégrité physique des militants ouvriers, intellectuels, de toutes les tendances, qui sont arrêtés arbitrairement, sauvagement torturés et laissés sans procès ni aucun jugement pendant des mois dans les prisons, exiger la libération de tous les prisonniers politiques et la garantie des droits démocratiques pour la population travailleuse en Uruguay. Parmi ceux-ci, l'arrestation et dénonçons vigoureusement les tortures subies par les camarades GLORIA CORREA (ex-fonctionnaire aux Allocations Familiales) arrêtée le 22 février ; RUBEN CORREA (architecte), arrêté le 24 février ; MILTE RADICCIONE (professeur dans l'enseignement secondaire, ex-candidate députée du Frente Amplio), arrêtée le 25 février ; OTTO RADICCIONE SANCHEZ (fonctionnaire de la Caisse 31 d'Allocations Familiales, ex-candidat député du Frente Amplio), arrête le 25 février. Jusqu'aux dernières nouvelles, les frères Radiccione n'ont pas été reconnus en qualité de détenus ; la dernière fois qu'on les a vus, c'est au moment de leur arrestation par les "forces communes" (police et armée). Aucun des 4 camarades arrêtés n'a pu être vu par personne.

Dans plusieurs pays, la campagne pour la libération des prisonniers politiques d'Uruguay a été organisée. Les prises de position connues jusqu'à présent, sont les suivants :

EN BELGIQUE

Le Parti Communiste Belge ; Mouvement contre le Racisme, L'Anti-sémitisme et la Xénophobie ; l'Association Internationale des Juristes Démocrates ; Ligue Belge pour la Défense des Droits de l'Homme ; Bureau National des Jeunesses Socialistes ; Fédération de Charleroi du Parti Socialiste Belge ; Association PRO JUSTITIA ; Ernest GLINNE (député, ancien ministre du Travail). (Suite page 4)

Le Vietnam...

(Suite de la page 1)

La lutte du Vietnam et des masses du monde pour la dignité humaine, pour en finir avec l'exploitation, l'oppression et les guerres, gagne, persuade tous les secteurs, hier encore serviteurs du capitalisme : les militaires manifestant dans les rues de Bruxelles, ont été suivis d'autres secteurs dépendant ou soumis à la structure du fonctionnement capitaliste : les gardiens de prisons, tout le personnel des communes, les infirmières, les petits commerçants et artisans. Tous manifestent leur méfiance vis-à-vis du gouvernement capitaliste, vis-à-vis du système. Quand les policiers se mettent pratiquement avec les manifestants et les défendent contre les brutalités des gendarmes quand ils embarquent un gendarme, quand les syndicats des policiers, non seulement dénoncent le rôle répressif qu'on veut leur faire jouer, mais font appel à rejeter les plans gouvernementaux de concentration des forces de police ; quand le congrès des enseignants CGSP propose un programme politique, unifiant toute la classe ouvrière contre le gouvernement et le capitalisme et appelle à la grève générale sur la base de ce programme ; quand personne n'accepte, ni la CSC, ni la gauche démocrate chrétienne, le plan de bloquage des prix décidé à la hâte par le gouvernement pour contenir les mouvements ; quand les indépendants se lancent dans la lutte et dans la grève, cherchant les méthodes de la classe ouvrière et s'insurgeant contre les trusts et les monopoles ; dans ces conditions, les manifestations du Premier Mai devaient et pouvaient être massives, parce que tout le monde est disposé à la lutte.

Il faut continuer la discussion dans le Parti Socialiste, dans le Parti Communiste, dans les syndicats et dans la gauche chrétienne : le manque d'unification ne vient pas de la faute des masses, mais vient du manque de programme de front unique anti-capitaliste. Quand les syndicats se présentent unifiés, les travailleurs descendent par milliers dans la rue, parce qu'ils sentent qu'ils peuvent peser et préparer ainsi les forces pour faire face au chômage, aux fermetures, à la hausse du coût de la vie ; ils expriment la même chose quand ils donnent une telle solidarité à la lutte du Val-St.-Lambert, après 16 semaines de grève. Mais ils ne trouvent pas une réponse quand le PSB ou le PCB proposent, pour faire face à la crise, des propositions de lois parlementaires, ou que la FGTB parle des entreprises publiques, mais ne fait aucune campagne pour organiser les luttes réelles. Par contre, les résolutions votées par le congrès des enseignants de la CGSP et la préparation de la grève générale de l'enseignement sont un exemple, que l'on peut aller beaucoup plus loin. Et la grève sera un succès total. Nous appelons l'avant-garde ouvrière, la gauche socialiste, le Parti Communiste, la gauche syndicale, les groupes ouvriers, les comités ouvriers, les secteurs en lutte, à se joindre aux propositions de la CGSP, à impulser une discussion dans toutes les organisations, dans les usines, faire des assemblées, voter des résolutions, pour appuyer les résolutions du congrès de la CGSP, pour envoyer des délégations à la manifestation nationale du 23 mai, et pour faire de cette mobilisation, un point d'appui pour étendre les mouvements, pour préparer la grève générale. Nous appelons à discuter le programme pour un front de la gauche, dès maintenant, pour riposter à l'aggravation de la crise capitaliste, et à prendre part à la manifestation des Services Publics avec des délégations syndicales et politiques, d'appui au mouvement et avec des propositions pour élever le front de la gauche, en s'appuyant sur ce mouvement.

Il n'y a pas d'issue à cette crise, avec le maintien en vie du régime capitaliste. La bourgeoisie belge, européenne et mondiale est à bout de souffle. Et le Vietnam, le Portugal montrent qu'il faut et qu'on peut la chasser, avancer vers le progrès avec un programme et des objectifs socialistes. Mais cette crise va continuer à s'aggraver. L'impérialisme yankee ne s'est pas retiré du Vietnam pour abandonner, il cherche comment faire une nouvelle stratégie pour poursuivre ses préparatifs de guerre mondiale. Et les "incidents" qu'il est en train de provoquer à nouveau au Cambodge font partie de ces tâtonnements et de cette recherche. La bourgeoisie belge et européenne n'a pas non plus d'autre issue que de rester dans la dépendance de l'impérialisme américain. Elle va continuer à subsidier l'OTAN, augmenter les dépenses militaires, car c'est pour elle une question de survie ! Elle essaie d'organiser des groupes fascistes, terroristes contre les masses, en Italie, en France, et en Belgique. Mais elle n'a pas de force sociale pour entraîner des secteurs de masses dans cette voie. Dans le meeting des indépendants, le groupe qui en a appelé au rexisme est une petite poignée et il peut agir uniquement parce que ni les syndicats ouvriers, ni les dirigeants du Parti Socialiste ne proposent de perspective, d'alternative anti-capitaliste pour attirer plus la petite-bourgeoisie. Il faut unir toutes les revendications immédiates des mobilisations syndicales, avec un programme politique contre le capitalisme, avec les conclusions de la victoire de l'humanité au Vietnam, du triomphe de la voie socialiste au Portugal, et former le front de la gauche, pour développer la seule alternative qui donne confiance à toutes les couches de la population exploitée.

13.5.1975

HANREZ

(suite de la page 1)

Mais les travailleurs ont montré une volonté très grande, pendant huit semaines ils ont maintenu la grève, pour un seul camarade. Maintenant deux mois ont passé, mais les conclusions de la lutte continuent à être discutées dans toute l'avant-garde syndicale. C'est pour cela que la bureaucratie se voit obligée de faire une lettre à notre camarade, pour se justifier (en mentant !) et elle imprime cette lettre pour tous les délégués de la métallurgie.

Une chose est importante : si Davister a écrit cela, ce n'est pas pour notre camarade. C'est pour s'adresser à tout un courant dans le syndicat, parmi les délégués et les militants des usines, qui mettent en question Davister en personne et toute la bureaucratie, qui mettent en question tout ce fonctionnement du syndicat, le manque de démocratie syndicale et qui réclament une lutte beaucoup plus profonde contre le capitalisme !

Hanrez a été un centre pour toutes ces conclusions ; et cette usine dirigée par une direction révolutionnaire, cela ne pouvait être accepté ni par le capitalisme ni la bureaucratie. Mais la grève et la formidable solidarité de toute la classe ouvrière a montré qu'il existait et qu'il existe la possibilité d'une mobilisation générale de la classe, non seulement en défense d'un posadiste, mais pour imposer au capitalisme, au patron de Hanrez et à tous les autres, une direction s'appuyant sur les travailleurs, fonctionnant avec la résolution et la lutte de la classe et se soumettant aux décisions de la classe ouvrière.

C'est dans ce sens que la perspective chez Hanrez est d'organiser un courant dans le syndicat, qui s'appuie sur la classe ouvrière, qui est conscient de la nécessité d'actions pour se lier aux autres usines, et mettre en question tout le fonctionnement féodal du syndicat et le capitalisme.

La grève de Hanrez, comme celle de Glaverbel–Gilly, du Val-Saint-Lambert, montrent que la classe ouvrière est disposée à lutter et met en question le capitalisme. Glaverbel–Gilly a fonctionné sous contrôle ouvrier, les ouvriers ont vendu le verre et même des entrepreneurs venaient l'acheter. Qu'est-ce qu'on a besoin du patron ? ! L'usine a fonctionné, a vendu, sans le capitaliste. Le Val-Saint-Lambert montre la même chose. Il y a des centaines d'exemples en Belgique, en France, en Europe et dans le monde, que la classe ouvrière prend les rênes de la société et se passe du capitalisme. C'est évident que cette lutte toute seule n'a pas de perspective et qu'il faut arriver à l'étatisation sous contrôle ouvrier ; mais elle montre que la classe ouvrière est disposée à le faire.

Cette grève signifie une profonde discussion parmi les délégués et militants syndicaux, et dans la classe, sur la nécessité de la démocratie syndicale. Après la grève, les camarades du cours syndical de la FGTB ont fait grève deux fois pour permettre à René de continuer à venir aux cours, et contre Davister qui lui avait interdit d'entrer encore aux cours. C'est un exemple de tout le courant dans le syndicat qui veut s'appuyer sur les militants syndicaux révolutionnaires, anti-capitalistes, pour liquider les méthodes et le fonctionnement féodal des directions syndicales, tant dans les usines, que dans les fédérations.

Un centre important de la grève a été l'organisation du Comité de Grève, et surtout, la continuation de son fonctionnement après la grève. Là toute une équipe s'est préparée pour imposer un pool démocratique dans l'assemblée pour faire la liste des candidats aux élections sociales. Voilà une base indispensable ! et il faut étendre à toutes les usines, la nécessité de comités d'usines où la classe intervienne et décide ; faire dans chaque section d'usine, dans chaque atelier, un comité élu à la base, avec des mandats révocables et qui fonctionne, exige des assemblées, appelle à en faire et les organise lui-même. Cela n'est pas en contradiction ni en concurrence avec la direction syndicale ; mais c'est nécessaire afin que tout le monde intervienne, pèse et décide à tous les niveaux.

Telle a été notre position dans la grève et quant au fonctionnement du syndicat. Nous faisons un appel aux camarades de l'UCMLB et des autres organisations, qui ont joué un rôle important en collaborant, en appuyant, en donnant des idées pour avancer la lutte, à discuter objectivement la signification de cette grève et aussi le rôle de notre propre Parti. Toute la mobilisation qui s'est faite dans toute la région a été faite en sachant que c'était pour défendre un camarade qui est intervenu comme militant posadiste pendant des années. Hanrez a joué un rôle de stimulant pour la gauche syndicale et un des résultats, c'est la construction de toute une équipe décidée à faire avancer la démocratie syndicale. Ce résultat montre aussi la résolution de la classe ouvrière pour s'imposer à la bureaucratie.

Nous faisons un appel aux camarades du Comité de Solidarité qui vont être élus comme délégués, à poser dans chaque assemblée, la nécessité de la révocabilité des mandats, à discuter et informer dans les assemblées, de toutes les discussions avec le patron, à n'accepter aucun secret du Comité d'Entreprise, et à faire en sorte que toutes les résolutions soient prises par les assemblées des travailleurs. C'est la classe ouvrière qui choisit ses représentants, et il faut accepter et respecter toutes les décisions des assemblées, car le mandat appartient aux ouvriers qui élisent et pas à la Fédération syndicale. C'est absurde que la bureaucratie ait le droit – et elle le fait pour garder son pouvoir féodal –, de destituer des délégués qui ne lui plaisent pas, et de permettre ainsi aux capitalistes de les mettre à la porte parce qu'ils ne sont plus protégés contre les licenciements. C'est ce qui s'est passé à Caterpillar, à Cockerill. Ce sont les ouvriers qui élisent un délégué ! et ce sont eux qui peuvent en élire un autre, en assemblée, à main levée, s'ils voient qu'il ne convient pas. Et l'appareil syndical n'a aucun droit de l'empêcher !

Certains camarades, après la grève, se sentaient un peu déçus parce qu'on n'a pas réincorporé René. Mais ce n'est pas un triomphe du patron. Au contraire, il y a maintenant toute une équipe qui va continuer. La classe ouvrière sort de cette grève, renforcée. En plus, tout un courant discute de cette expérience, de la nécessité de s'organiser comme gauche syndicale. C'est pour se défendre de cela, que la bureaucratie a sorti cette lettre, et fait, après deux mois, un article sur Hanrez dans Le Journal de Charleroi.

Dans ce même article, ils doivent dire que la situation syndicale chez Hanrez s'était dégradée du temps de Lardinois, à cause de ce dirigeant principal qui avait "coupé les travailleurs de la vie syndicale". Mais la bureaucratie n'a pas enlevé son mandat à ce type ! parce que des gens comme lui lui servent de point d'appui. C'est aux militants de gauche, révolutionnaires, combatifs, qu'elle enlève leur mandat, parce qu'elle a peur que se forme un centre pour organiser un courant de gauche syndicale.

La conclusion de cette grève est qu'il y a déjà une base importante pour organiser une gauche syndicale, pour éliminer tous les types inutiles, toutes les scories du syndicat, pour imposer la démocratie syndicale. Mais il faut voir que l'on ne peut pas aller de l'avant en restant limité à sa propre usine. Au contraire, face à l'offensive que fait le capitalisme en crise contre le pouvoir d'achat des masses, face aux attaques contre la liaison des salaires à l'index, au chômage, il faut discuter des formes d'action et de mobilisation avec les autres usines, avec les employés, avec les Services Publics, élaborer un programme commun avec les autres secteurs de la classe ouvrière, il faut un front de la gauche, des socialistes, des communistes, de la gauche chrétienne, qui s'appuie sur les syndicats pour imposer un gouvernement de gauche dans le pays.

Nous croyons nécessaire que la nouvelle délégation syndicale chez Hanrez, que l'équipe du Comité peuvent discuter, non seulement le problème interne de l'usine, mais aussi : que faire face à la crise capitaliste, aux fermetures d'usines ? quelles mesures prendre ? Par exemple, comment faire avancer des mesures de nationalisations, de contrôle ouvrier. Face à la crise dans la région wallone, discuter la nécessité de l'intervention de l'Etat dans la création d'emplois, de la nationalisation d'usines comme les ACEC que le capitalisme yankee a peu à peu démantelée. C'est à dire qu'on peut agir comme un centre de discussion pour regrouper la gauche syndicale et se préparer à intervenir dans les conflits de la région. Pour que Hanrez triomphe complètement, il fallait une grève générale. Il y a avait les conditions pour la décider. Beaucoup de délégués sont venus appuyer Hanrez, mais dans les autres usines il n'y a pas de comités d'usines, d'organismes qui fonctionnent, qui font discuter tous les travailleurs, des comités qui organisent dynamiquement l'action et la discussion dans toutes les usines. Hanrez peut jouer un rôle important pour faire avancer cette organisation, en se basant sur l'appui et la solidarité qu'on a rencontré dans toutes les usines pendant la grève.

EN ARGENTINE *(Suite de la page 3)*

L'Association argentine des Acteurs ; le Parti Révolutionnaire Chrétien ; Juan Carlos DOMINGUEZ (député national) ; Association argentine de Psychologie ; Société Centrale d'Architectes.

AU PEROU

Federacion Grafica ; Fédération des Employés de Banque ; Comité Juvénile du Quartier "Agostino" de Lima ; Syndicat Unique du journal "El Comercio" ; Confédération Nationale des Travailleurs ; Coopérative Agraire de Production de Huando ; Coopérative Agraire Herbay de Canete ; Confédération Générale des Travailleurs du Pérou.

EN FRANCE

CGT ; CFDT ; plusieurs intellectuels, artistes et écrivains, dont ARAGON.

EN ITALIE

Bruno TRENTIN (secrétaire général FLM) ; Lelio BASSO (président Tribunal Russell) ; Magistratura Democratica ; Franco ENRIQUEZ (directeur de ciné) ; G. MOSCA (député) ; P. GRASSI (Théâtre de la Scala de Milan) ; G. MANCINI – Parti Socialiste Italien (député) ; B. FINOCCHIARO (président de la Région des Pouilles) ; Valeria MORICONI (actrice) ; CGIL-CISL-UIL (fédérations de Gênes) ; Fédération Italienne des Travailleurs de la Mer ; Fédération Italienne des Travailleurs du Port ; Comité des Réfugiés Politiques Anti-fascistes ; Association des Juristes Démocrates ; Syndicat des Pensionnés ; Comité "Nuovi Tempi" ; Fédération des ouvriers agricoles CGIL ; CGIL-CISL-UIL (Naples) Fédération Jeunes Socialistes (Naples) – Parti Communiste Italien (Napels).

EN BOLIVIE

Fédération Universitaire de la Paz.

AU MEXIQUE

Parti Révolutionnaire Institutionnel ; D.G. GUTTIEREZ (président de la CNOP) ; R. GALVAN (secrétaire de la Commission de Contrôle du SUTERM, syndicat des Electriciens).

Nous appelons à continuer l'envoi de télégrammes, lettres, aux adresses suivantes :

MINISTERIO DEL INTERIOR – Montevideo – A l'attention de Sr. Coronel BONISA

PREFECTURA GENERAL DE LA MARINA – Montevideo

Sr. Brigadier CARDOZO, ESMACO – Montevideo

AMBASSADE D'URUGAY – avenue Louise, 437 – 1050 BRUXELLES.

Editeur responsable : Pólet Claudine
46, Avenue Gilleaux 6080 Montignies s/S

La révolution permanente en Algérie, la nécessité du parti révolutionnaire de masse et le marxisme.

J. POSADAS *(voir pages centrales)* 25 Janvier 1975

Discuter du front de la gauche pour imposer un programme anti-capitaliste

EDITORIAL

La manifestation des enseignants exprime ce que veut le pays. Ils étaient 35.000 venus de Flandres et de Wallonie à parcourir les rues de Bruxelles pendant près de trois heures pour exprimer leur rejet de la politique du gouvernement en matière d'éducation nationale, et leur protestation dans les retards de paiments de salaires. Tous les secteurs étaient réprésentés : enseignement maternel, primaire, secondaire, technique, professionnel, etc... Toutes les tendances étaient unies : chrétiens et socialistes même les religieuses manifestaient en criant des mots d'ordre contre les ministres de l'Education nationale. Cette manifestation n'avait en rien un caractère corporatif, de défense d'une catégorie ; de défense d'interêts individuels de secteurs. Elle a un profond sens anticapitaliste, sans que cela puisse s'exprimer consciemment à cause des limitations des directions syndicales. Pendant que cette manifestation se déroulait à Bruxelles, tout le reste du pays était en grève, suivie à une large majorité.

Tous les mots d'ordre étaient contre le gouvernement : "De Croo, au zoo ! " 30 milliards pour des avions ! NON ! 30 milliards pour des écoles ! OUI ! "Tous les mots d'ordre étaient criés avec beaucoup d'entrain et d'optimisme. Quelques jours avant les agents occupaient les rues de la ville par milliers, avant encore les petits commerçants, avant encore les jeunes, les étudiants contre les 30 milliards. Cette manifestation des enseignants assure la continuité de toutes les manifestations et exprime l'unification qui existe entre tous les secteurs de la population. Contre le gouvernement ! Contre le gouvernement !

De plus, cette manifestation a reçu l'approbation de tout le monde, des élèves, des étudiants, des parents. Même au passage de la manifestation, dans les rues, devant les magasins, les banques et compagnies d'assurance etc... les gens en profitaient pour arrêter de travailler. Il n'y a eu aucune protestation, aucune réprobation ni pour les agents communaux, ni pour les petits commerçants, ni pour les enseignants. Tout le monde se sent victime de la même situation de la crise capitaliste et refuse d'en faire les frais, tout le monde se sent solidaires de tous ceux qui expriment leur mécontement.

Toutes les mobilisations des masses sont bien au dessus les directions ouvrières, politiques et syndicales. Face à cette situation de crise, les directions syndicales proposent des solutions très limitées, conciliatrices, alors que toutes les manifestations démontrent la maturité des conditions pour donner une issue anticapitaliste, pour unifier tous les Services Publics, établir une pateforme de lutte commune, préparer des assemblées générales dans tous les secteurs pour organiser une grève générale des

(Suite page 4)

LA REVUE MARXISTE LATINO–AMERICAINE EST SORTIE !

à la page 4)

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU
PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE (TROTSKYSTE)
Section Belge de la Ive INTERNATIONALE POSADISTE

Abonnem 12 num 70 F
Abonnem. 24 num 150 F
Abonnem. de soutien 300 F
Correspondance B.P 273 Charleroi
C.C.P. 9762 34 de C. Polet

14e ANNEE N° 243 – 1er JUIN 1975 HEBDOMADAIRE – 7 F.B.

DECLARATION DU BUREAU POLITIQUE

IL FAUT DENONCER ET CONDAMNER LA MOTION REACTIONNAIRE VOTEE PAR LE PARLEMENT ET APPUYER INCONDITIONNELLEMENT LE PROGRES DU PORTUGAL VERS LE SOCIALISME

La bourgeoisie belge a fait voter au Parlement une motion pour condamner les soi-disant "atteintes à la démocratie au Portugal et manifeste son inquiétude devant le cours suivi par les évènements". Cette motion a été votée à l'unanimité ; les communistes se sont abstenus. Ce qui conduit la bourgeoisie n'a rien à voir avec l'intérêt pour la démocratie : c'est une réponse de classe, une réaction en tant que classe capitaliste devant le progrès d'une révolution socialiste. La sollicitude de la bourgeoisie pour le journal socialiste "Republica" est pure hypocrisie ; dans toute l'Europe et partout où elle opère ses concentrations et rationalisations, elle met tout en oeuvre pour empêcher l'expression de la presse ouvrière, de la presse de gauche, elle est responsable de l'augmentation des prix, de la concentration de tous les moyens de diffusion, qui créent tant de difficultés au mouvement ouvrier. Ce qui "inquiète" tant la bourgeoisie Belge, européenne et l'impérialisme américain, ce sont les mesures anti-capitalistes que le gouvernement portugais et le M.F.A. sont en train d'appliquer : les nationalisations des banques, des compagnies d'assurances, d'un grand nombre d'entreprises, la réforme agraire, la mise en place d'organismes de pouvoir dans les usines, les quartiers, les entreprises, au travers desquels la classe ouvrière, les paysans commencent à organiser le contrôle ouvrier et la direction de l'économie.

La bourgeoisie européenne se voit en train de perdre le pouvoir dans un pays très voisin et elle réagit avec rage, la haine et l'hypocrisie aussi, d'une classe qui se prépare à défendre par tous les moyens sa propre existence ; la propriété privée.

Cette motion votée au Parlement est un avertissement pour les tendances de gauche en Belgique. Le capitalisme emploie ce moyen-là – pour le moment–, parce qu'il ne se sent pas assez d'assurance pour lancer un mouvement contre-révolutionnaire direct contre le Portugal (toutes ses tentatives ont échoué jusqu'à présent !), et d'autre part, parce qu'il veut entretenir la confusion sur les véritables motifs de son "inquiétude". La bourgeoisie essaie de s'appuyer sur les secteurs droitiers les plus conciliants ou timides de la direction socialiste, pour contenir l'avance du Portugal et pour relâcher la solidarité, le front unique de toute la gauche en Europe avec le Portugal socialiste. Elle n'a pas de forces par elle-même.

Nous faisons un appel pressant à tout le Parti Socialiste Belge, à discuter le Portugal ! à condamner et rejeter cet acte du groupe socialiste au Parlement qui, par son vote, donne une caution aux intentions contre-révolutionnaires de la bourgeoisie belge. S'il y a une discussion à faire, une polémique : il faut la faire au sein du mouvement ouvrier, dans des assemblées, des débats, où tous les points de vue des tendances de gauche sont confrontés – des socialistes, des communistes, des chrétiens, des trotskystes. Nous appelons à ouvrir ce débat au sein des tendances de gauche : où va le Portugal ? quel programme est nécessaire pour réaliser effectivement la démocratie ? quelles sont les forces intéressées et disposées à réaliser le progrès du Portugal ?

En Belgique, ce sont les mêmes secteurs bourgeois qui ont soutenu cyniquement le droit au général chilien assassin Nuno à être ambassadeur, et qui se déclarent "inquiets" des atteintes à la démocratie au Portugal. Nous appelons les camarades socialistes qui ont combattu justement contre les représentants de la Junte chilienne, à unir cette lutte au combat pour "la démocratie" au Portugal : les Van Elslande, Tindemans, Van den Boeynants et le PLP (qui vient de faire un congrès bien réactionnaire, anti-socialiste), Maertens et Nothomb (qui ont présidé à la nassiance du CDS portugais, parti réactionnaire fascisant), n'ont aucun intérêt pour la démocratie, ni au Portugal, ni au Chili, ni en Belgique. Ce sont leurs intérêts capitalistes qui sont menacés au Portugal. Pour cela, leur cri d'alarme !

Au sein du mouvement communiste et socialiste, le Portugal est un centre d'expériences, de discussions, de divergences, très important, car il annonce ce que va être toute l'Europe dans très peu de temps : la nécessité d'adopter des mesures anticapitalistes et révolutionnaires pour donner une riposte à la crise totale, globale, du système capitaliste. Le Portugal est en voie de devenir un nouvel Etat Ouvrier ! C'est cela qui aiguise la crise et la polémique, tant dans les partis socialistes que dans les partis communistes. C'est une crise et une polémique pour progresser vers une conception marxiste de la réalité.

Le PCB n'a pas pris position avec clarté : nous croyons que c'est une erreur de s'être seulement abstenu au Parlement. Il faut voter contre une telle motion, et en plus, la dénoncer et la condamner en montrant derrière elle, les intentions contre-révolutionnaires qu'a le capitalisme ! En s'abstenant les dirigeants communistes ont manifesté leurs propres doutes. Effectivement, le "Drapeau Rouge" s'est lui-même trouvé "inquiet" de la situation au Portugal, de l'avenir de la démocratie et condamne indirectement la mesure de suspension du journal "Republica", et l'action des travailleurs de cette entreprise. Camarades communistes, une telle attitude ne va pas aider la gauche socialiste à lutter dans son propre parti. Car le progrès du programme anti-capitaliste et du front de la gauche passe nécessairement par une lutte contre les tendances droitières du PSB et de tous les partis socialistes. Ces divergences et tensions internes deviennent plus aigües dans la mesure même où la lutte pour le pouvoir et pour la transformation profonde des structures de la société capitaliste, est engagée. C'est cela qui est en cours au Portugal. Il faut dire clairement alors que nous ne pouvons

(Suite page 4)

LA RÉVOLUTION PERMANENTE E
LA NÉCESSITÉ DU PARTI RÉVOLUTION
ET LE MARXISME.

J. POSADA

Le processus de lutte de classes ne se présente pas en Algérie sous la forme directe d'affrontement entre le capital et le travail, entre le prolétariat et la bourgeoisie. C'est une révolution bourgeoise qui contient déjà les éléments d'une révolution prolétarienne, bien que le prolétariat ne soit pas au pouvoir. Le processus est un peu plus compliqué dans la mesure où il n'y a pas de parti. Il est d'un autre côté rendu plus aisé par le fait que l'origine de l'Algérie est révolutionnaire et qu'elle a une base prolétarienne qui veut le pouvoir.

La direction a fait la révolution sans méthode marxiste, mais elle doit maintenant pour triompher, appliquer des méthodes qui sont un début de marxisme. Pour avoir agi comme elle l'a fait, la direction de l'Algérie s'est au fond servi d'une base marxiste. Si sa conscience n'est pas marxiste, elle n'en est pas éloignée, et ce, même sans avoir étudié ni appris. Ces types de directions font partie de la lutte de classes. Elles doivent appliquer des principes que le marxisme donne, de manière à pouvoir prévoir le cours de l'histoire. Si elles ne prévoient pas, elles n'en doivent pas moins apprendre en chemin. C'est ainsi qu'elles ont organisé une connaissance du marxisme de façon rudimentaire et générale. Non pas superficielle, mais générale.

Elles n'ont pas utilisé la méthode qui permet de prévoir le cours de l'histoire, de déterminer attitude et politique ; ceci, dans la mesure où ce ne sont pas des mouvements de classe, mais des mouvements hétérogènes qui aujourd'hui procèdent à une différenciation de classe.

Le monde est mûr pour en terminer avec le capitalisme

La révolution algérienne est une combinaison tirant ses origines d'une révolution bourgeoise, mais qui doit en marche se transformer en révolution prolétarienne. Il en fut de même pour la révolution cubaine, dont les origines furent bourgeoises, mais les objectifs socialistes. C'est de cette façon que le processus nie les origines. Le contenu de ces révolutions est également différent de ses débuts. D'origine bourgeoise, elles n'en doivent pas moins pour changer de direction politique, transformer d'abord socialement le pays. Cela requiert des cadres et une direction ayant de l'assurance. Il est impossible de faire une telle politique avec de simples déclarations ou en ne prenant qu'appui sur les militaires. Pour développer l'Algérie, il faut la transformer ; et si cette direction ne développe pas le pays, les masses se soulèveront pour le faire.

La direction actuelle est en train de répondre à un processus qui la dépasse. Les changements en Algérie font partie du processus mondial de la révolution et non simplement du fait que l'Algérie serait mûre. C'est le monde qui est mûr. Voilà pourquoi même si l'Algérie est verte, elle devient tout d'un coup rouge, sans que le soleil, ni le climat, ni l'eau n'aient contribué de façon déterminente au changement et à la maturation. Voilà quel est le plus beau climat du monde, même si certains s'en trouvent dérangés. C'est la même chose en Ethiopie et en Somalie.

On assiste au même moment à des événements historiques comme l'Ethiopie, le Dahomey et Madagascar, où le processus va vers la gauche. Il y a aussi les processus en Amérique Latine, en Europe où la lutte des partis communistes et socialistes pour aller au pouvoir s'élève en forme chaque fois plus vigoureuse. Il n'est cependant pas possible dans cette étape de la lutte des classes, d'aller au gouvernement sans éliminer le système capitaliste, et ce de par les conditions et la structure de crise totale de ce système. Il faut, même si c'est de façon lente et compénétrative, le liquider.

La nature historique des communistes et des socialistes est en train de se modifier par rapport à l'étape antérieure où ils collaboraient avec le capitalisme, sans savoir que faire ensuite. Ils posent par contre aujourd'hui concrêtement qu'il faut étatiser et nationaliser, faire participer les organisations ouvrières à la direction. Ils posent une série de principes qui promeuvent la guerre civile. Le capitalisme va voir qu'il ne peut comme avant croire à la compénétration des communistes et des socialistes et qu'il va pouvoir les dominer. Des conditions révolutionnaires sont en train de se créer, de tous les points de vue. La direction n'est pas révolutionaire, mais les conditions le sont ainsi que les aspirations des masses communistes, socialistes, et en général de la petite-bourgeoisie.

Une image de ce processus de l'histoire nous est donnée par les grands partis bourgeois de France, d'Italie, d'Angleterre, d'Allemagne, dont les directions doivent prendre des mesures, adopter des conclusions, des résolutions tendant à montrer qu'elles sont contre la guerre que fait et veut faire l'impérialisme yankee. Elles doivent s'en différencier. Elles vont certes le soutenir, mais il n'est pas sûr que ce soit complètement, car elles ne le peuvent.

Une des conditions qui dans le passé était nécessaire à un pays capitaliste pour faire la guerre à un autre pays capitaliste était de préparer avec l'appui des socialistes, les radicaux de gauche, les mouvements démocratiques, l'opinion publique petite-bourgeoisie, en vue de lui faire accepter l'issue de la guerre. Ce fut le cas, y inclus en 1939. Le PC nord-américain a appuyé son pays contre l'URSS et en Amérique Latine, les communistes décidèrent de ne pas s'opposer à l'Allemagne nazie parce qu'elle était alliée à l'URSS. Aujourd'hui, c'est le contraire. Tous les préparatifs des PC et PS vont contre le capitalisme qui ne peut plus compter ouvertement sur l'appui de ces partis et des syndicats pour préparer la guerre.

Ceci existe parce que l'avant-garde est mûre pour entraîner, organiser, éduquer, et qu'elle dispose d'une grande autorité sur l'ensemble de la population. Ce processus est en ascension. Le bourbier atomique est inévitable et les délais sont chaque fois plus courts. Des conditions se créent pour des éclatements rapides de la guerre atomique.

Les changements du gouvernement Ford, la division du travail avec Kissinger n'est pas toujours une répartition des tâches. Il s'agit de l'existence de tendances qui montrent l'instabilité et l'insécurité de l'impérialisme yankee pour dominer et trouver une issue en accord avec ses intérêts, et la survie du capitalisme. Toutes ces conclusions sont à la base de cette insécurité et instabilité des positions de l'impérialisme.

C'est tout cela qui conduit les Etats révolutionnaires, les pays d'Asie, d'Afrique, d'Amérique Latine à s'engager dans la voie de la défense des matières premières et du développement industriel. Ils sentent des points d'appui pour négocier et pouvoir utiliser de la façon qui leur convient le mieux, les matières premières.

La base essentielle de tous ces processus n'en reste pas moins la faiblesse de l'impérialisme yankee et du système capitaliste d'une part et de l'autre, l'existence des Etats ouvriers et la politique qu'ils mènent. Le capitalisme a intérêt à unifier toutes les bourgeoisies d'Europe pour faire la guerre contre les Etats ouvriers, sous prétexte que la civilisation humaine et la nature de la vie seraient en danger. Ils ne peuvent employer aucun argument de ce type, parce qu'ils ne peuvent recourir à l'intelligence et à la raison, sinon à l'intérêt direct de chaque pays.

Le régime capitaliste n'a plus d'avenir

Il existe un affrontement vital, direct, entre le système capitaliste, les Etats ouvriers et la lutte pour le socialisme dont un élément important est l'élévation et l'extension incessante et constante de l'activité des masses d'un caractère historique anticapitaliste d'une très grande profondeur.

La supériorité des Etats ouvriers, des progrès de la lutte de classes est combinée avec le développement de la science et de la technique, qui se tourne de façon très prononcée contre le système capitaliste : c'est la rébellion des techniciens, des administrateurs, de tous ceux qui remplacent le prolétariat dans la production en manipulant les machines électroniques. En effet les techniciens sont chaque fois plus nécessaires, alors que les ouvriers le sont moins.

Tout cela détermine une grande influence dans tous les pays du monde, dans les Etats ouvriers, dans les pays capitalistes, dans les Etats révolutionnaires, élevant la capacité de penser, de raisonner de la population, faisant sentir clairement et irrémédiablement que le régime capitaliste en a terminé.

Une conclusion logique, pour tout le monde aujourd'hui, est que le système capitaliste n'a plus qu'une vie éphémère, qu'il arrive à sa fin. Cette conclusion s'exprime partout dans le monde, depuis les parties de la petite-bourgeoisie jusqu'à des partis représentant l'intérêt bourgeois et dont les crises intérieures sont très profondes. Tous cherchent à se différencier du pouvoir capitaliste. Lorsque l'influence de la révolution en arrive jusqu'à ces couches, à ces partis, les plongeant dans de telles crises, comme c'est le cas en Angleterre, en France, en Allemagne, au Japon, c'est parce que les effets de la dissolution du système capitaliste, des progrès des Etats ouvriers et de la lutte des masses se combinent. Ils poussent alors ces tendances à sentir que le régime capitaliste n'a plus d'avenir. Plus personne ne croit en lui, alors qu'on croit par contre dans les Etats ouvriers.

Les directions comme celles de l'Algérie sont pleines de décision révolutionnaire. Elle l'a montré en luttant les armes à la main, mais elle n'est pas préparée pour conduire les transformations sociales. Aussi doit-elle faire face à une première étape de programmation bourgeoise pour aller vers une étape de programmation socialiste. Elle reçoit le poids du processus mondial et de la première étape où les Etats ouvriers contenaient, voire sabotaient. Aujourd'hui, il en va différemment ; les Etats ouvriers appellent Arafat et le traitent comme représentant d'un grand mouvement. Il n'en était pas ainsi dans le passé. Ils ne l'ont jamais mal traité, mais ils le tenaient en réserve pour l'utiliser ; ce qu'ils font aujourd'hui directement. Les soviétiques lui font dire ce qu'ils ne leur convient pas de dire. Un secteur soviétique fait connaître à travers Arafat ce qu'il veut faire connaître.

Ces directions ont la trempe et la volonté de passer du capitalisme à l'Etat ouvrier pour construire la société socialiste. Mais elles n'ont ni parti ni base sociale préparée et vivent encore la vie d'appareil. Les appareils discutent comme si de là allaient surgir toutes les possibilités d'avancer, ce qui n'est pas le cas. Ces appareils ne représentent ni la volonté, ni la disposition, ni la compréhension pour développer une telle capacité. Aussi les directions restent-elles soumises à des bureaucrates, à des administrateurs, à des techniciens qui manquent de qualités essentielles: la volonté, la passion, le dynamisme, le désir révolutionnaire. Il s'agit d'individus limités, conservateurs qui craignent d'aller de l'avant. La caractérisation que Trotsky faisait de la bureaucratie soviétique est applicable à tous les gens d'appareil, même si ce n'est pas intégralement, car ils agissent dans la même ligne historique.

Les masses sont disposées à avancer

Une des qualités du révolutionnaire est de prendre les décisions en fonction des conditions et des possibilités, et donc de la volonté des masses. Pour passer du capitalisme à l'Etat ouvrier et de celui-ci au socialisme, l'unification avec la volonté des masses est nécessaire. On ne peut prendre aucune décision en ne comptant que sur le calcul technique, économique, sans prendre en compte ce que disent les masses. Leur disposition à avancer est un facteur qui transforme les calculs techniques, économiques basés sur les appareils bourgeois et bureaucratiques, et non sur la volonté des masses capable de changer toutes les perspectives de la structure et la programmation technique et bureaucratique. Les masses sont elles, en effet disposées à faire tout qu'il est nécessaire et possible de faire objectivement ; ce qui n'est pas le cas du bureaucrate et de l'appareil bureaucratique.

Des révolutions comme l'Algérienne se heurtent à tous ces inconvénients. C'est aussi le cas de la péruvienne, même si elle n'a pas la même portée. Il s'agit de directions qui n'ont pas le courage de mobiliser les masses pour éliminer la contre-révolution, l'opposition, les entraves contre-révolutionaires intérieures. Elles n'en ont pas le courage dans la mesure où elles n'ont pas confiance dans les idées socialistes. Elles ont une justification historique de ne pas avoir cette confiance, sans toutefois avoir raison de s'opposer. En effet, l'Union Soviétique et les Etats ouvriers n'ont donné aucun exemple vraiment favorable. Ces directions ont aussi vu le comportement, jusque récemment, des Partis communistes, d'alliance avec le capitalisme. Il est donc logique qu'elles ne puissent mûrir comme les PC qui ont une origine de classe. Elles ont par contre une origine bourgeoise et doivent avancer vers de nouvelles positions de classe prolétarienne.

Même si ces directions ont les limitations de leurs origines de classe bourgeoise, tout le cours de l'histoire et le cours concret de chaque pays arriéré, comme l'Algérie, l'Argentine, le Dahomey, montre que pour passer de l'état tribal, féodal, ou semi-féodal, bourgeois, de grands propriétaires fonciers aux progrès de l'économie, il faut étatiser, planifier, transformer les rapports de propriété et le système de production, briser avec la forme capitaliste, la dépasser, rendre les formes de production collectives. Il ne faut pas seulement transformer le régime de propriété, mais aussi le système de production.

Pour progresser, l'Algérie doit planifier la production et elle ne peut le faire de façon efficace, cohérente, sans que les masses interviennent. On peut certes planifier sans leur intervention, mais l'efficacité reste très limitée.

Le rapport historique de force est déjà favorable aux transformations historiques, malgré que les appareils décident encore. Cependant, dans des pays comme l'Algérie, il ne s'agit pas d'appareils liés, dédiés, ou soumis au régime capitaliste, mais qui veulent progresser. Les progrès restent cependant très légers dans la mesure où ce sont les appareils qui les dirigent.

Les révolutions les plus arriérées par manque de programme et de direction consciente, ont toutefois la décision et le courage d'aller à fond dans la mesure où elles ne sont pas limitées par des

ALGÉRIE, AIRE DE MASSE

- 25 Janvier 1975

intérêts bureaucratiques. Elles n'ont pas à leur commencement un appareil bureaucratique qui les limite, qui intercède la capacité de penser objectivement. Elles voient les possibilités immenses de développement socialiste de la révolution, ce que la limitation, la passivité de la bureaucratie, des appareils bureaucratiques empêchent de voir.

Le besoin du Parti Révolutionnaire en Algérie

Il est un principe fondamental en ce qui concerne l'Algérie : sa direction voit le besoin de la généralisation de la révolution, mais manque de parti pour cela. Elle a un parti pour négocier avec l'impérialisme français, l'impérialisme yankee, l'impérialisme anglais. Le FLN est un parti qui se brise, sans remplaçant. Il n'y a pas de parti prolétarien.

De là l'importance de la culture des masses, non pour apprendre à lire et à écrire, mais pour apprendre à diriger le pays. C'est là-dessus que Boumédienne doit s'appuyer. La direction de l'Algérie est résolue, a les idées assez claires ; mais elle s'appuie sur une population dont l'origine sociale est assez arriérée, sur des conditions économiques très arriérées. Elle ne veut pas compter avec la population mais avec l'appareil.

Le besoin de culture n'est pas le besoin d'aller à l'université. La culture pour l'Algérie aujourd'hui est la réunion des paysans, des cellules. Voilà ce qu'est la culture sous sa forme la plus élevée. Ce n'est même pas la connaissance industrielle, technique, électronique. Tout cela est nécessaire, mais il est plus important de faire des réunions de paysans avec des résolutions venant d'eux, d'animer la vie des paysans, des ouvriers, des usines, avec des discussions, ce qui donne une assurance immense à la population qui se sent capable de tout résoudre. Alors que tout le reste signifie dépendre d'un petit appareil et ensuite de la contre-révolution et de la réaction.

Il faut affirmer dans la direction algérienne, la confiance, la domination théorique et politique pratique de ce qu'il s'agit d'un processus global dont l'Algérie fait partie ; que la révolution algérienne n'est pas le résultat de l'Algérie, mais du processus mondial. C'est alors que les caractéristiques propres de l'Algérie prennent toute leur valeur. Chaque révolution est un trait du processus mondial et ce n'est pas une somme de traits qui fabrique ce processus, de la même manière qu'à la base il y a l'économie qui ensuite détermine tous les autres événements. Dans l'étape présente d'affrontement système contre système, les strictes relations économiques s'en trouvent altérées. La crise actuelle de l'économie n'est pas due seulement à des facteurs économiques, mais à l'existence des Etats ouvriers.

Voilà pourquoi la tâche la plus importante est de collaborer et de donner des idées d'initiatives au gouvernement, au mouvement syndical, au parti pour élever l'éducation culturelle. Le principal aspect de la culture révolutionnaire est qu'en lieu et place des appareils, ce sont les masses qui doivent décider. La révolution russe a triomphé parce que le parti est intervenu en pensant et en donnant son avis. Le Parti est un instrument qui pense, mais la révolution n'a pas stagné parce que le parti a disparu.

Il faut faire un parti qui pense, analyse, vive et compare. Plus la capacité du parti de penser est élevée et plus les ouvriers, les employés, les paysans pensent, et plus le degré de connaissance et d'assurance va se développer sans fin. Les secteurs bourgeois n'auront de cette façon aucun point d'appui. Ils s'appuient avant tout sur le doute, l'indécision, le manque de continuité des couches dirigeantes du parti, des cadres moyens, des cadres ouvriers qui n'ont pas de culture, de préparation, d'intervention, de décision. Alors c'est l'appareil qui décide en donnant des idées limitées d'appareil, qui voit la guerre comme un fantasme et l'impérialisme avec une force qu'il n'a pas. Ils se montrent timides, craintifs alors que la réalité ne l'est pas. Ils transmettent au parti cette timidité, cette crainte.

Il est fondamental de lire Trotsky pour comprendre tout cela. Il y a chez lui des pages magnifiques là-dessus et les choses les plus belles qui se soient écrites sur le Parti bolchevique après Lénine. On les trouve dans les « Crimes de Staline », dans « Le grand organisateur de la défaite ». Staline a détruit le parti qui a cessé de penser, d'être un instrument qui construise.

L'Union soviétique a fait d'immenses progrès, passant de 23 millions de morts au cours de la seconde guerre mondiale, aux progrès d'aujourd'hui. Mais cela na signifie pas que ce soit la seule façon dont les choses auraient pu se passer. Si la population était intervenue, on aurait fait infiniment plus et le capitalisme n'existerait déjà plus dans le monde.

Il faut discuter le rôle du Parti. Trotsky explique que les assassinats de Staline ont supprimé la capacité de penser. Et bien que l'Union soviétique ait succédé à la Russie, elle est restée semblable sous cet aspect de l'impossibilité de penser. Mais, le seul fait d'être un Etat ouvrier, d'en avoir la structure engendre à nouveau la pensée. Cependant le parti doit fonctionner pour que l'Etat ouvrier puisse faire sentir ce que sa structure exige : l'extension constante de la révolution comme moyen de se reproduire.

Construire le Parti est ce qu'il y a de plus important en Algérie : un parti qui pense, qui vive, qui soit uni à la population. Les bolcheviques ont été invincibles parce que toute la Russie est intervenue. Elle est devenue Union soviétique grâce à sa politique. Seul, le Parti n'aurait pas gagné. Il n'en avait pas les forces. Celles-ci lui venaient des gens qui l'appuyaient, qui intervenaient, qui discutaient, qui gagnaient techniciens, ingénieurs, organisateurs du capitalisme. Ils désorganisaient l'organisation compacte de l'armée, du capitalisme qui n'avait pas d'appui dans la population. Les bolcheviques firent sentir la supériorité des masses.

Faire confiance aux masses

Staline n'a pas cru aux masses. Les directions d'aujourd'hui non plus. Elles les prennent comme un élément passif, une force brute, musculaire, pour appuyer, alors qu'eux dirigent. De par leur action, leur activité, leur décision, leur force, leur assurance, leur impulsion et stimulant, les masses poussent leurs dirigeants à prendre la voie de la lutte anticapitaliste, à ne pas avoir peur, à ne pas hésiter, mais à gagner assurance. Les masses démontrent de tout cela de mille façons.

Il existe en Algérie une masse de jeunes qui n'intervient pas, qui est laissée de côté ; de même pour les femmes et les enfants. Il faut faire intervenir femmes, enfants, jeunes et vieux ; encore que vieux soit relatif, car il s'agit de camarades de 80 ans capables de donner des pensées plus jeunes que tout le monde.

La vie de parti est nécessaire pour éduquer la capacité de penser, d'analyser, comme instrument de la pensée collective. Tous doivent être consultés, tous doivent discuter. Il ne faut pas laisser la décision dans les appareils, parce que là priment les centres qui ont des intérêts privés, de groupe, de caste, se liant de la sorte au système capitaliste, limitant la projection des actions qu'ils doivent faire. Les jeunes, la population ouvrière, paysanne par contre, intervient et exprime l'intérêt objectif, n'agissant ni par intérêt de groupe, ni par intérêt de caste.

Les ouvriers ont de par leur fonction dans la production et dans la société des intérêts objectifs, ce qui n'est le cas ni du bureaucrate, ni de l'appareil. Ils ont des intérêts et pensent comme appareil, planifient comme appareil, limitant les forces, ne voyant pas celles du monde. Ils ne voient que ce qu'ils ont au bout du nez et craignent pour eux. Ils transmettent en conséquence à toute la société la peur comme quelque chose de logique, alors qu'il s'agit de leur peur et non de celle de la société.

Rien de cela ne se produit, si le parti vit. Le parti recueille la pensée des jeunes, des ouvriers, des paysans, rejette la pensée bureaucratique et impose sa volonté de progrès. Cela ne signifie aucune attitude idéaliste ou empirique, superficielle ou gauchiste attirant la répression de l'impérialisme. Ce dernier réprime, intervient non sous le prétexte de l'attitude des gauchistes, mai parce qu'il doit assumer ses intérêts et ses devoirs capitalistes. Même si les gauchistes ne faisaient rien, le capitalisme n'en serait pas moins en crise.

Ce n'est ni la tranquilité, ni la passivité, ni la peur qui permettent de se défendre, d'écraser ou de vaincre le capitalisme. Ni la crainte, ni la limitation ne permettront de contenir l'impérialisme. La crise du capitalisme arrive de la même façon, que soient ou non organisés les ouvriers et les paysans, dans la mesure où la crise de ce système plonge ses racines dans l'économie, dans ses propres contradictions.

L'Algérie est la représentation, bien que non identique, d'une série de révolutions qui partent de niveaux les plus avancés, sans moyens correspondants : ils veulent prendre directement des mesures socialistes, qu'ils ne peuvent appliquer ni dans l'économie, ni dans la distribution. Ils peuvent cependant le faire dans le fonctionnement social qui, indépendamment des moyens, peut rendre équitable la distribution.

Le plus important pour l'Algérie est de résoudre les problèmes du retard économique, d'élever les masses à leur fonction de direction. Cela pèsera indéniablement sur les plans économiques immédiats, mais permettra d'énormes avances historiquement. C'est ainsi qu'on fait les soviétiques, alors qu'ils étaient en pleine indigence, sans rien, que les gens mouraient. Ils ont dû faire la NEP. Lénine et Trotsky disaient alors : « nous avons recours à la NEP, mais élevons la dictature du prolétariat », c'est-à-dire le contrôle, la vigilance, le rôle du prolétariat sur les investissements de capitaux étrangers, qu'il n'avaient pas d'autres issues que de laisser entrer. La révolution russe était une révolution isolée. Le monde était presque entièrement capitaliste. Aujourd'hui, n'importe quelle révolution a l'appui du monde entier.

Il faut faire avancer et développer la conception de ce que la construction de l'économie n'est pas seulement ou fondamentalement un problème de techniciens. Il faut discuter de comment l'on apprend à être ingénieur, technicien. C'est le parti qui doit l'enseigner. La base d'un tel enseignement est la conviction de ce que le socialisme, le parti structuré et fonctionnant dialectiquement sur la base du marxisme sont nécessaires. Là est la base de tout l'enseignement.

L'enseignement professionnel, celui des ingénieurs, des architectes, des médecins est une simple impulsion à l'activité individuelle, à l'individualisme, s'il n'est pas accompagné de l'enseignement du marxisme, de la finalité révolutionnaire de l'Algérie. Sinon, tous les intérêts individualistes s'unissent et la mentalité d'appareil se forme ainsi. Si aux côtés de l'enseignement technique se développe celui du marxisme, s'étudie la lutte de classes, l'expérience du monde, ceux qui deviennent des médecins, des ingénieurs, des techniciens le deviennent comme l'ouvrier qui entend exercer telle fonction. L'objectif de sa profession est de construire le socialisme.

Pour qu'il le sente ainsi, il doit voir la classe ouvrière capable de faire cela, d'intervenir dans le processus de la construction, comme direction, capable d'organiser. Il faut que la classe ouvrière participe. Tout cela va conduire à des affrontements avec la direction, surtout en ce qui concerne l'enseignement du marxisme. Même s'ils disent que l'heure est venue de l'étudier, ils vont publiquement offrir des résistances, car les musulmans vont voir le danger que cela signifie pour eux, et vont s'accrocher aux mosquées.

Généraliser la révolution

Il ne s'agit pas aujourd'hui de la même crise qu'au temps de Ben bella. Il s'agissait alors d'une crise de programme, alors qu'aujourd'hui c'est une crise de base sociale de la révolution. Ils sont passés avec la crise de Ben Bella d'une direction bourgeoise à un commencement de direction prolétarienne. Il était soumis aux limitations d'une direction qui n'avait pas d'objectifs même si elle déclarait vouloir atteindre ce qu'ensuite Boumédienne a atteint, et en peu d'années.

La direction se propose aujourd'hui d'atteindre la conception programmatique de la marche au socialisme. Sa crise provient de ce qu'il n'y a pas de parti. L'étape est différente de la précédente. Mondialement elle est plus aisée et meilleure. Le changement n'est pas radical, mais les situations sont différentes. Ce mouvement a commencé avec un but objectif bourgeois et termine avec une conception socialiste, en devant armer l'instrument pour y parvenir.

Par ailleurs les conditions du front unique s'élèvent au fur et à mesure qu'avancent mondialement les progrès vers les

(Suite page 4)

PRESSE TROTSKISTE

ALGERIE
REVOLUTION SOCIALISTE - Organe du Groupe IVe Internationale.

ALLEMAGNE
ARBEITER STIMME - Organe de la section allemande de la IVe Internationale.
Paul SCHULTZ - Postfach 4392, Frankfurt/M - 16.

ANGLETERRE
RED FLAG - Organe du Revolutionary Worker's Party, 24, Cranbourn Street, Leicester Square, Londres.

ARGENTINE
VOZ PROLETARIA - Organe du Partio Obrero (T).

BELGIQUE
LA LUTTE OUVRIERE - Organe du Parti ouvrier révolutionnaire (T), C Polet - B.P. 273 Charleroi I.

BOLIVIE
LUCHA OBRERA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (trotskiste).

BRESIL
« Frente Operaria »
Organe du Partido Operario.

CHILI
LUCHA OBRERA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (T).

CUBA
VOZ PROLETARIA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (T) - Montes 12, ap. 11, Piso 2. Habana (Cuba).

EQUATEUR
LUCHA COMMUNISTA - Organe du Partido Communista Revolucionario (T).

ESPAGNE
LUCHA OBRERA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (T).

GRECE
KOMMUNISTIKIPALI - Organe du Parti Communiste Révolutionnaire (T).

ITALIE
LOTTA OPERAIA - Organe du Parti Communiste Révolutionnaire (T) Pietro Leone - Casilla 5059.
00153 Rome Ostiense.

MEXICO
VOZ OBRERA - Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire (T).
Jose L. Hernandez - Apdo. Postal - Num. 66-587, Mexico 12 DF.

PEROU
LUCHA OBRERA - Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire (T) Apartao 5044 Correo Central, Lima.

URUGUAY
FRENTE OBRERO - Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire (T) Montevideo.

REVISTA MARXISTA LATINO AMERICANA - Organe du S.I. de la IVe Internationale.

EUROPEAN MARXIST REVIEW - Organe du B.E. du S.I. de la IVe Internationale. Edition en anglais, 24 Cranbourn Street, Leicester Square, Londres.

REVUE MARXISTE EUROPEENNE - Organe du B.E. du S.I. de la IVe Internationale. Edition en français, 63, rue Victor-Hugo, 92-Courbevoie.

REVISTA MARXISTA EUROPEA - Organe du B.E. de la IVe Internationale (édition en italien) Pietro Leone - Casilla Postale 5059 - 00153 Rome Ostiense (Italia).

REVUE MARXISTE EN ARABE - Organe du Bureau Arabe du S.I. de la IVe Internationale. (Edition en langue arabe).

LA REVOLUTION PERMANENTE EN ALGERIE,...

(Suite de la page 3)

Etats ouvriers, les Etats révolutionnaires que se développent des mesures anticapitalistes. Tout cela facilite le processus d'organisation de la rencontre, de la communication, des rapports entre toutes les tendances qui cherchent le progrès conscient de la révolution. Cela dépend de l'initiative de ces tendances et entre autres, pour établir la communication, le contact avec les autres.

Il existe une fragmentation du processus de la révolution. La marche de l'histoire l'impulse dans son ensemble. Les directions sont fragmentées. Le problème est de comprendre que cette fragmentation vient de l'absence de préparation antérieure. Seul Lénine l'avait faite, mais personne après lui. Il n'y a dans le monde aucune direction préparée pour comprendre ce processus que même Trotsky n'a pu prévoir. Il en a laissé les principes généraux sur la confiance dans l'Etat ouvrier, sur l'analyse historique du capitalisme, des classes, de l'économie, de la société qui permettent de comprendre. Il faut maintenant les appliquer au processus concret que nous vivons aujourd'hui.

Il faut des idées cohérentes, ce qui n'est pas le cas de ces mouvements. Ils sont incohérents sur l'une ou l'autre chose, quant à la politique intérieure ou sur leurs rapports avec l'impérialisme. Une politique solide face à l'impérialisme, qui soit conséquente et permette le développement de l'économie sans limite, sans entrave, doit être accompagnée de l'intervention des masses. Les mouvements comme ceux de Boumédienne ont par contre une politique générale d'affrontement avec le capitalisme, mais ne s'appuient pas sur l'intervention des masses. Une telle politique manque de liens, de continuité, car elle n'a pas d'appui dans les masses. Elle dépend de l'appareil qui a peur, veut conserver ses intérêts et fait une politique en fonction de ceux-ci. Il est un lien avec le capitalisme mondial.

Il faut s'appuyer sur le processus mondial pour faciliter la construction du Parti, pour que la décision de marcher vers le socialisme soit consciente et cohérente. Il faut une préparation préalable qu'ils n'ont pas, et c'est là un problème même s'ils avancent de toutes façons. L'Algérie et Arafat déclarent en permanence que l'impérialisme yankee prépare la guerre atomique. Arafat parle au nom des soviétiques. Les algériens ont eux lancé le mot d'ordre le plus audacieux parmi tous les pays arabes : « si les yankee envahissent un territoire, nous faisons sauter les puits de pétrole », ce qui montre bien qu'ils se préparent. C'est là une politique très audacieuse, très résolue, qui ne peut s'arrêter au nationalisme bourgeois, mais doit avancer vers le nationalisme socialiste ; et comme celui-ci n'existe pas, aller au socialisme.

Notre Parti doit apprendre à discuter et à intervenir dans les conditions très délicates du gouvernement Boumédienne qui compte avec une droite, et un centre qui s'allie en partie avec cette droite parce qu'il ne peut accepter de mesures révolutionnaires, de mesures de progrès vers l'Etat ouvrier. Dans la mesure où ils ne peuvent s'opposer aux étatisations, au contrôle de l'Etat, à des relations sociales et économiques avec les Etats ouvriers, ils cherchent à prendre une série de mesures économiques qui favorisent l'existence des intérêts capitalistes. La mise sur pieds d'usines de télévisions en est un exemple. Elles affirment les intérêts de secteurs et les formes de fonctionnement liés au capitalisme. Il y a y compris des usines automobiles, ce qui n'est vraiment pas le moment. Il faut des usines pour industrialiser les matières premières.

Il faut des publications, des journaux, des revues, des émissions de radio pour divulger ces connaissances, pour discuter que produire. Il faut impulser l'intervention de la classe ouvrière, des paysans, dans cette discussion : quelle économie ? quelle production ? comment produire, qui dirige le pays ? Ils mettent tout l'accent et la préoccupation sur le fait que le problème central est l'économie, ce qui se produit, ce qui se vend, alors qu'il y a un retard très grand dans les étatisations opérées par l'Algérie, particulièrement dans le domaine du pétrole et en partie des mines. Il faut développer l'industrialisation du pays.

Il faut discuter d'avancer au maximum dans la planification en incorporant les paysans à l'éducation culturelle. L'Algérie le fait avec les jeunes étudiants qui ont par milliers aidé à alphabétiser. Mais il ne faut pas seulement incorporer les paysans sous cet aspect ; ils doivent intervenir comme direction, participer comme organismes. Ils doivent se réunir, décider et sentir qu'ils décident. On ôtera ainsi tout point d'appui à la droite, aux appareils. Il faut que les masses interviennent, qu'elles apprennent à décider tactiquement. Il n'y a aucun danger d'éveiller des ambitions individuelles, d'accumulation, de possession, aucun danger que la droite n'augmente son pouvoir parce que la population et parmi elle, les femmes et les enfants, interviennent.

Il faut discuter de tout cela, mais avec des points d'appui sociaux pour désorganiser, éliminer et écraser la contre-révolution. Il faut élever en conséquence la culture politique révolutionnaire des masses, en ayant recours à la politique révolutionnaire. Il faut que les ouvriers, les paysans, les dirigeants, les cadres moyens se sentent capables, et voient que la politique ne signifie aucun mystère. C'est chose simple. Le principe de Clausewitz sur le fait « que la guerre est la politique par d'autres moyens » est toujours vrai, mais en y apportant une petite altération historique d'importance : la guerre est la politique économique par d"autres moyens et il est aujourd'hui fondamental et essentiel d'en finir avec le régime de classes existant. Le Dahomey et le Portugal le démontrent.

J. POSADAS

25 janvier 1975.

Déclaration du Bureau Politique du POR (t) IVe Internationale Posadiste

(Suite de la page 1)

pas soutenir l'activité que mène cette direction du Parti Socialiste Portugais ! Mario Soares et sa tendance ne représentent pas tout le Parti Socialiste. Ils ont fait une campagne autour du journal Republica, pour des raisons qui n'avaient rien à voir avec le conflit qui s'est produit là : ce qu'ils mettent en cause, c'est la voie socialiste, l'application des mesures socialites, la formation des organismes de pouvoir ouvrier. Ils ont peur de perdre l'appui économique du Marché Commun Européen. Mais la même polémique se développe dans les autres partis socialistes et au sein du P.S.B. également.

Si André Cools est allé à la réunion des socialistes convoquée par Mitterand, ce n'est pas en rapport avec la situation géographique de la Belgique, mais bien comme une partie de cette lutte et de ces divergences dans le mouvement socialiste et dans le PSB. Cools pose publiquement qu'il faut développer l'union de la gauche, en priorité avec les chrétiens de gauche, mais sans en exclure le Parti Communiste – tandis que le journal "Le Peuple" a développé une furieuse attaque au Parti Communiste à propos du Portugal.

Le Portugal apparaît bien comme le centre de cette polémique, de la lutte dans le PC et le PS parce qu'il faut discuter maintenant : quelles sont les mesures nécessaires pour faire sortir un pays de la crise où l'a mis le régime capitaliste. Il faut unir l'expérience du Portugal aux conclusions du Chili. La droite, la bourgeoisie et l'impérialisme n'ont pas attendu que le Chili aille loin dans ses mesures anti-capitalistes, de nationalisations. Ils ont vu leur pouvoir mis en danger et ont préparé le coup d'Etat immédiatement. Ils ont l'opportunité d'intervenir et de vaincre transitoirement parce que l'Unité Populaire ne s'était pas préparé contre ce coup.

Maintenant, les masses portugaises tirent les conclusions et elles ne se laisseront pas déplacer du pouvoir : elles forment des organismes de pouvoir, impulsent constamment le MFA à progresser, elles cherchent à maintenir et approfondir l'unification des partis ouvriers et des syndicats. Dans les élections, elles "ont vôté pour le socialisme"* et non pour la direction du Parti Socialiste Portugais.

La démocratie doit être tout ce qui permet aux masses de développer des idées, la capacité de décider, d'organiser, de construire l'économie : la démocratie des conseils ouvriers, des conseils de quartiers, d'usines, d'entreprises, de villages, dans lesquels toutes les tendances de gauche interviennent, s'expriment librement. Et cela, inclus dans les imprimeries : si le comité des travailleurs veut intervenir dans la rédaction du journal, c'est aussi la démocratie. Pour comparer, nous pouvons prendre l'exemple des journaux dirigés par les syndicats ou la direction du PSB et qui n'informent pas de la vérité sur les luttes de la classe ouvrière : si les travailleurs de l'imprimerie décidaient d'intervenir pour améliorer cette situation, nous croyons que c'est un progrès et qu'il faut les soutenir ! La même chose au Portugal.

Ce qu'a montré surtout la crise, autour du journal "Republica" et toute la polémique qu'elle a suscité dans le mouvement communiste et socialiste, c'est que dans toute l'Europe et en Belgique aussi, la situation est très mûre pour des éclatements révolutionnaires comme au Portugal et qu'il faut ouvrir une discussion publique dans tout le mouvement ouvrier pour discuter l'expérience qui surgit du Portugal ! et pour être prêts à intervenir immédiatement en défense de la révolution portugaise contre laquelle toute la bourgeoisie européenne et les Yankees veulent se lancer. Nous appelons les camarades communistes et socialistes à engager ce débat et à y faire intervenir toutes les tendances de gauche !

25/5/1975.

Le Bureau Politique du
P.O.R. (Trotskyste-posadiste)

* J. Posadas : "Le Portugal a voté pour le socialisme" (27/4/75 – voir Lutte Ouvrière n° 242). "Les élections, les problèmes économiques et l'armée, dans la lutte pour le socialisme au Portugal" (15! 4/75) – supplément de Lutte Ouvrière n° 243).

« REVUE MARXISTE »

Nous publions ci-dessous le fac-similé de "Revue Marxiste Latino-Américaine" n° 17, éditée par la section argentine de la IVe Internationale-Posadiste, et contenant les cours du camarade J. Posadas à la Vème Ecole Mondiale de Cadres de la IVe Internationale :

- **Le processus de la révolution permanente et la regénérescence partielle dans les Etats ouvriers.**
- **Discours de clôture.**

Dans le courant du mois de mars, la section argentine publiait len° 16 de la Revue Marxiste Latino-Américaine contenant également les cours de J. Posadas :

- **La crise totale du système capitaliste et le cours mondial de la révolution. La fonction de la classe ouvrière, le marxisme et la construction des Etats ouvriers.**

Nous saluons avec toute notre ferveur communiste cette réalisation de la section argentine, qui accomplit la tâche de faire connaître à l'avant-garde communiste, socialiste, nationaliste révolutionnaire d'Argentine et de toute l'Amérique Latine, les cours du camarade J. Posadas dirigés à comprendre et interpréter avec la conception marxiste, tous les éléments, le rythme, la structure du processus mondial de la révolution à cette étape. La section argentine a accompli cette tâche au milieu de toute de toutes les difficultés, du terrorisme des AAA et de l'impérialisme, de la répression et des menaces, donnant ainsi l'exemple de la fonction de l'Internationale, de bien public de l'histoire.

Nous saluons fondamentalement le camarade Posadas pour l'élaboration de tous ces cours qui sont un instrument de la construction des directions révolutionnaires aujourd'hui. Notre salut signifie aussi l'engagement et la résolution de publier tous ces textes dans le plus court délai, en français pour les faire parvenir à l'avant-garde communiste et socialiste.

Le Comité de Rédaction

Suite de l'EDITORIAL.

services publics, pour leur nationalisation complète sous controle syndical et ouvrier, pour discuter le front de la gauche avec un programme de nationalisation de tous les secteurs en crise, pour discuter la perspective d'un gouvernement de gauche. Pour discuter la nécessité de changer le gouvernement et de réaliser des transformations profondes comme au Portugal. Le Portugal signifie pour la petite bourgeoisie en Belgique, un foyer de confiance et de sécurité. La chute du fascisme et le progrès qui se réalise au Portugal démontre ce qu'il est possible de faire dans un pays capitaliste.

La dictature fasciste s'est effondrée et en un an, le pays a fait un progrès qui correspond à 10 ans au moins. Pourquoi alors en Belgique ne serait-il pas possible de renverser le système capitaliste ? D'autant plus que la bourgeoisie belge se préoccupe beaucoup de ce qui se passe au Portugal, précisemment pour les répercussions ici. Le Parlement a fait voter une motion contre le manque de Démocratie au Portugal, pour la défense des libertés. Cette attitude réactionnaire, contrerévolutionnaire démontre bien à quoi ce prépare la bourgeoisie. Jamais du temps de Salazar et Caetano, elle ne s'est pas préoccupé de défendre les principes démocratiques.

Le Portugal est en train d'avancer vers le socialisme, et tous les pays capitalistes d'Europe se sentent menacé, cela représente un danger pour eux. La défaite de l'impérialisme au Vietnam, l'effondrement du fascisme au Portugal va stimuler dans les partis ouvriers, les Syndicats, des tendances, des dirigeants, à être beaucoup plus audacieux dans la lutte contre le gouvernement Tindemans, contre le capitalisme, à réaliser le front de la gauche pour donner une issue à la crise capitaliste au travers d'un gouvernement de gauche. Le voyage de Ford à Bruxelles, va servir à imposer le ralliement de tous les gouvernements du Marché Commun aux yankees. Bon gré, mal gré, ils vont devoir accepter d'acheter les avions américains. Et celà non pas pour des intérêts commerciaux mais politiques. L'impérialisme veut rester le maître du monde. Alors que partout, les yankees subissent des défaites et sont chassés par les masses, ils ne s'avouent pas vaincu et vont préparer la guerre. La provocation flagrante, des yankees avec le "Mayaguez" violant toutes les lois internationales, provoquant ainsi le bombardement du bateau assassinant leurs propres matelots ; démontrent clairement la réaction de classe de l'impérialisme qui utilise tous les moyens pour se maintenir.

Pour faire face cette situation, les partis ouvriers, communiste et socialiste doivent discuter un programme anticapitaliste, l'union de la gauche, un gouvernement de gauche pour appliquer ce programme. Nationalisation de toutes les usines en crise. Dehors l'OTAN ! Non à l'achat des avions militaires. Plan ouvrier de développement du pays ! Nationalisation des banques.

Nous invitons tous les militants des partis communiste et socialiste, du mouvement ouvrier chrétien à développer dans leur parti toutes les discussions qui se font en France, sur l'unification communistes-socialistes, sur la crise du capitalisme, sur les libertés. Les conclusions principales de ces discussions dans le PCF sont que la crise du capitalisme est totale, globale et que la seule solution à lui donner est l'application, l'approfondissement du programme commun, pour renverser le système capitaliste. Il est important de partir de ces discussions en France qui sont très élevées dans le PCF comme le PS pour appliquer les conclusions en Belgique et proposer un programme anticapitaliste semblable au programme commun de gauche.

Le 27 Mai 1975

Editeur responsable : Pólet Claudine
46, Avenue Gilbeaux 6080 Montignies s/S

Le referendum pour le marché commun européen, l'abstention et l'issue socialiste à la crise du capitalisme en Angleterre

J. POSADAS - *8 Juin 1975*

Le référendum en Angleterre fait partie d'une campagne, d'un programme du capitalisme mondial et de ses différentes branches en Europe pour affirmer son système, pour le mettre d'accord en vue de diminuer la concurrence entre les grands monopoles, pour le mettre d'accord en vue d'affronter les Etats ouvriers et le processus révolutionnaire mené de l'avant par les masses, représentées par les partis communistes et socialistes, même si ces partis ne représentent pas toute leur volonté et leur irréversible décision pour renverser le régime capitaliste.

Le Parti communiste exprime en partie la nécessité d'aller au gouvernement, d'opérer des transformations, mais par des voies parlementaires, alors que les masses sont disposées à des changements radicaux.

Toute l'Europe connaît comme jamais un processus continu de grèves. Pas une seule grève n'est suspendue malgré l'inflation, le chômage. L'occupation des usines, les grèves des femmes les mobilisations des enfants, et des vieux s'élèvent. Tous les événements démontrent que les masses ne se sentent pas abattues, que le chômage ne les intimide pas. Au contraire, les Etats ouvriers les influencent, leur montrant ce qu'il est possible de faire, leur donnant des perspectives, ce qui ne fut pas le cas après la première guerre mondiale. Les masses ont aujourd'hui la perspective de construire l'Etat ouvrier, elles y voient une issue logique. Ce sont leurs partis, communistes, socialistes, leurs grands syndicats qui ne répondent pas à leur volonté.

Le capitalisme sent que son système se détériore constamment. Son autorité politique s'effondre partout, se détériore, se désintègre. Cela s'exprime entre autres dans la rébellion des prostituées en France, dont l'action est une accusasion au régime capitaliste. Cela s'exprime dans l'organisation de syndicats de policiers, dans les revendications des C.R.S. qui ne veulent plus se voir affrontés à la population, dans la désintégration de l'armée.

Ces symptômes, au niveau de la superstructure capitaliste montrent que ce régime n'a plus d'autorité sur ses propres structures, et ce dans la mesure où de l'autre côté, la révolution a plus d'autorité que lui. Elle montre à ces gens, les policiers, les prostituées, les militaires, un processus que ne peut donner le capitalisme : une certaine dignité, certains droits, le sentiment de se sentir capable de réclamer et d'exiger du système capitaliste. Les prostituées n'ont jamais ressenti cela auparavant. Elles se sentaient reléguées en marge de la société ; aujourd'hui, elles se sentent intégrées.

Le capitalisme a besoin, cherche à planifier, à unifier une direction politique en Europe. Pour ce faire, il doit chercher un plan économique qui tâche de contenir la concurrence en son sein, en vue de faciliter des accords politiques et militaires. Le grand capital se prépare en Europe et dans le monde à affronter le règlement final des comptes. Il ne se prépare pas pour la concurrence économique, politique, sociale avec les Etats ouvriers.

La preuve en est la façon dont l'impérialisme français considère aujourd'hui qu'il faut donner à l'Impérialisme allemand des armes atomiques et les propos de Schlessinger et de Kissinger sur l'utilisation d'armes atomiques en cas de guerre en Europe. La seule guerre qu'ils puissent faire est contre les masses. Aussi se préparent-ils à réprimer la révolution en Europe, à se doter d'armes atomiques, à convaincre le capitalisme et l'armée, à gagner une majorité sur laquelle ils puissent compter pour cette répression contre l'explosion de la révolution.

Le seul fait qu'ils affrontent cette tâche d'une façon dissimulée, en catimini montre qu'ils n'ont aucune assurance, aucune confiance d'être suivis par l'armée. De là leur tentative de mettre sur pieds des armées de métier, des armées nouvelles, de les nettoyer des types vendus, ou qui commercent avec les yankee, comme dans le cas du général Stehlin en France, de généraux anglais, hollandais, italiens vendus à l'ITT, à la Northrop, à d'autres grandes compagnies yankee, ou à la C.I.A. Ils les dénoncent maintenant pour tâcher de les obliger à accepter un nouvel organisme, en voulant se présenter comme propres, honnêtes. Ils veulent de cette façon organiser un nouvel organisme du type de ce que fut la C.I.A. dans le passé, car aujourd'hui elle a perdu son autorité, son crédit devant la bourgeoisie des Etats-Unis. Voilà pourquoi ils changent d'organismes.

Le Marché commun européen n'est pas une mesure occasionnelle ni d'origine strictement économique, si ce n'est dans la forme. Il s'agit de la façon dont le système capitaliste cherche à survivre en Europe, face à la concurrence des Etats ouvriers et des masses de chaque pays d'Europe, d'Angleterre, de France, d'Allemagne et d'Italie plus particulièrement, pays qui déterminent en Europe. Ils doivent en conséquence y faire face.

L'exclusion de l'Angleterre du Marché commun laissait le champs libre à une grande concurrence, désarticulant le fonctionnement du système capitaliste actuellement. Voilà pourquoi, ils avaient à tout prix besoin de l'intégration de l'Angleterre au Marché commun, même avec le risque de devoir la subventionner pour deux ans. Si un grand pays comme l'Angleterre devait souffrir seul, les conséquences de la crise, ou de l'offensive de la classe ouvrière, elle allait entraîner un affaiblissement de tout le système capitaliste en Europe. Se sentant faibles, ils essaient de s'unifier pour affronter le processus de la révolution. Tel est le sens des élections en Angleterre.

Le système capitaliste s'exprime à travers la concurrence qui est aussi une de ses contradictions essentielles. La concurrence inter-capitaliste affaiblit tout le système. Le MEC essaye d'être une espèce de super-multinationale. Pourquoi ? S'il se sentait capable d'affronter le futur, chaque pays capitaliste continuerait de se battre avec l'autre. Mais les Etats ouvriers se développent constamment. Or le système capitaliste ne peut dominer la crise, ni même au Liban ! Il n'est plus en son pouvoir de déterminer l'orientation, de déterminer les conflits suscités par sa propre crise, comme au Moyen-Orient. Il ne peut plus ni dominer, ni contrôler. Auparavant, il s'imposait. Aujourd'hui, il doit négocier, se réservant Israël comme fer de lance. Mais les lances se tournent elles aussi contre lui.

Les élections en Angleterre font partie de ce processus. L'impérialisme prépare la guerre ; il a besoin de l'Europe unie. L'unité économique de celle-ci est la base d'une unité politique et donc d'une unité militaire. L'impérialisme yankee essaye d'utiliser l'Europe à ses fins, tout en ayant peur de la concurrence qu'elle peut lui faire. Ce sont des conséquences inévitables du système. Entre la concurrence et la possibilité d'atteindre l'unification politique et militaire, ils choisissent l'unification qui leur convient ? Le mieux pour eux serait que tous les pays s'unifient derrière l'impérialisme et que celui-ci décide. Cela échouant, une tendance yankee va accepter le MEC comme le

(Suite page 2)

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU
PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

Abonnem 12 num 70 F
Abonnem. 24 num. 150 F
Abonnem. de soutien 300 F
Correspondance
B.P 273 Charleroi
C.C.P. 9762 34 de C. Polet

14e ANNEE – N° 244 – 20 JUIN 1975 – HEBDOMAD 7 F.B.

De la grève des infirmières, des enseignants et des ouvriers textiles aux elections syndicales un centre apparait : CHANGER LE GOUVERNEMENT

ÉDITORIAL

Ce changement est nécessaire en effet car aucune solution ne peut survenir dans le cadre du régime capitaliste, qui soit favorable à la classe ouvrière et à la population travailleuse dans son ensemble. Depuis longtemps en Belgique on n'avait pas vu une telle succession de mobilisations, de grèves, d'actions de tous les secteurs de la société, allant des métallurgistes, aux enseignants, aux ouvriers du textile, aux verreirs, aux travailleurs indépendants, à ceux de la fonction publique. A quoi répondent toutes ces mobilisations, si ce n'est à un désir de changer tout ce fonctionnement du régime capitaliste, d'abattre ce gouvernement qui va de crise en crise.

La dernière crise du gouvernement a, pour cause essentielle, la nécessité pour la bourgeoisie belge de se centraliser avec l'impérialisme américain, pour défendre ses intérêts de classe. C'est cela la base de l'achat des avions YF-16. Sur le plan économique, ou "européen", c'est le Mirage ou le Saab qui convenaient directement aux capitalistes belges, mais ce n'est pas cela qui décide. Le PSC et le PLP au gouvernement Tindemans, malgré toutes les contradictions et les divisions au sein même du gouvernement, représentent la défense de la bourgeoisie en tant que classe et pour cela ils se sont centralisés avec le reste du capitalisme et l'impérialisme américain.

C'était cela le but de la réunion de l'OTAN, pour laquelle Ford est venu imposer l'acceptation du changement de stratégie de l'impérialisme, après sa grande défaite au Vietnam. Schlessinger, ministre de la Défense américain, pose la possibilité de "déclencher la guerre atomique limitée", et que l'OTAN en prenne l'initiative. C'est cela qui unit le capitalisme, face à la révolution, aux Etats ouvriers, aux progrès des luttes des masses dans le monde et en particulier en Europe – et qui se manifeste au Portugal avec les nouvelles mesures de nationalisations, et en Italie, avec le progrès important du Parti Communiste aux élections, en France, avec la continue mobilisation de la classe ouvrière –. Cela montre aussi que l'échec de l'impérialisme au Vietnam le conduit à un changement de stratégie, et pas du tout à renoncer à ses plans de guerre. C'est un recul pour préparer la guerre contre les masses, contre la révolution.

La crise qui s'est manifestée au gouvernement belge montre toutefois les conditions de grande faiblesse dans lesquelles la bourgeoisie belge participe à ses plans de l'impérialisme. L'instabilité du Rassemblement Wallon vient de la pression et de la radicalisation croissantes de la petite-bourgeoisie qui lui avait donné un appui électoral. Tandis que les ministres du RW se sont accrochés au pouvoir, les dirigeants du Parti ont senti plus brusquement cette pression et voient aussi qu'ils vont devenir des cadavres politiques, à de prochaines élections.

Cependant, dans toute cette crise, les forces des socialistes et même du Parti Communiste se sont centrées au Parlement, dans des discussions, des amendements, des propositions, dont la majorité parlementaire se moque complètement. Il est vrai qu'il est possible d'utiliser le parlement, mais pour dénoncer le capitalisme, pour dénoncer ces manoeuvres, pour dénoncer qu'il prend des mesures, sans même avoir une majorité pour lui, quand il en a besoin comme pour les avions militaires. Mais à quoi sert d'intervenir au Parlement si, dans des problèmes comme celui du Portugal, les députés communistes s'abstiennent ? Camarades socialistes et communistes, camarades députés : le parlement belge ne s'est pas préocupé de la "démocratie du Portugal" pendant des dizaines d'années. Est ce qu'il a exigé de Gaetano et Salazar des preuves de démocratie pour impulser des investissements au Portugal ? pas du tout. C'est maintenant qu'ils s'intéressent au Portugal, parce que ce pays marche contre le capitalisme.

Les camarades communistes au Parlement : vous n'acceptez d'être des otages de la bourgeoisie ! tandis que les députés socialistes ont marché avec les manoeuvres de la bourgeoisie. Alors qu'il existe une telle décision de lutte des masses dans le pays, au lieu de centrer les forces dans des discussions parlementaires, il faut les concentrer pour organiser une grève générale avec le programme de toutes les revendications, de tous les secteurs de la classe ouvrière et de la population travailleuse qui sont en train de se mobiliser.

Nous appelons à faire cela, car c'est possible d'organiser une mobilisation générale pour chasser ce gouvernement et organiser un front de la gauche dans le pays.

LES RESULTATS DES ELECTIONS SOCIALES MONTRENT DES CONDITIONS FAVORABLES POUR LA GAUCHE

Dans les dernières élections sociales, un processus important s'est manifesté : l'élection de délégués révolutionnaires, et même des changements complets de direction comme chez Hanrez, qui indiquent la préoccupation de la classe ouvrière de se donner des directions capables, non seulement de revendiquer pour les salaires, mais aussi de mettre en question le régime capitaliste. La classe ouvrière se sent capable d'organiser la société sans les capitalistes. Dans sa lutte, dans sa décision, elle entraîne et gagne les autres secteurs de la société, elle les influence, leur transmet son assurance. Pour cela, personne ne se plaint des grèves des enseignants, de celles des infirmières, des employés communaux ni des indépendants, parce que chacun sent qu'il n'est plus possible de continuer ainsi. il n'y aurait pas de telles mobilisations si elles ne recontraient pas la sympathie, l'appui, la solidarité de l'ensemble de la population. Il existe un trait d'union entre tout le monde : le désir de chasser ce gouvernement. Cette lutte des masses, de la classe ouvrière, influence et gagne les autres couches de la société.

Mais ce ne sont pas seulement les luttes en Belgique qui produisent

(Suite en page 4).

Le referendum pour le marché commun européen, l'abstention et l'issue socialiste à la crise du capitalisme en Angleterre

J. POSADAS

(Suite de la page 1)

moindre mal. Leur intérêt serait leur unification et non le Marché commun qui est un concurrent. Dans la mesure où cela n'est pas possible, ils essayent de voir avec quels moyens ils peuvent entrer avec leurs armes atomiques et ainsi dominer ; ceci plus particulièrement à travers l'Angleterre et la France ; l'Allemagne elle, ne pouvant avoir d'armes atomiques du fait des interdictions d'après guerre. Elle a cependant celles des autres.

L'abstention a été pour le prolétariat la façon d'intervenir dans ce referendum

Ces élections d'Angleterre sont une démonstration du besoin du prolétariat, de ses partis, de répondre avec un programme à toute la lutte qu'affronte le capitalisme européen. Le référendum n'est pas une lutte prolétarienne : ce n'est pas une lutte contre la bourgeoisie, mais une lutte inter-bourgeoise.

On ne peut mesurer le comportement du prolétariat dans la mesure où il n'a pas eu de direction dans cette lutte. La forme la plus précise de son intervention a été l'abstention et non le vote NON. Celui-ci a été le fait de secteurs prolétariens très arriérés, pris de peur de perdre leur travail, qui ont été exploités y inclus par la gauche travailliste.

L'avant-garde prolétarienne s'est abstenue dans ces élections. Elle n'a pas vu là un moyen de résoudre les problèmes du travail, de l'emploi et les changements nécessaires à l'application des 25 points anticapitalistes. Voilà pourquoi, elle s'est abstenue.

Wilson a visé avec le référendum à unifier le capitalisme anglais pour faire face à l'avance de la révolution socialiste mondiale. Toutes ses précautions ont cherché à ne pas affronter directement la gauche, non la direction politique de Ben et autres dirigeants, mais la base ouvrière qui s'est montrée supérieure à tout le monde. Elle l'a montré avec l'occupation des docks, avec les grèves du charbon, des postes, de la métallurgie. Elle a exprimé dans de multiples grèves une capacité de lutte très profonde et mis en échec le capitalisme. Mais plus important que cela a été le programme des 25 points qu'a dû élaborer le Parti travailliste. C'est un programme anticapitaliste où pour la première fois apparaît une gauche affrontant intérieurement le Parti qui s'est divisé en deux.

En appelant à voter NON dans ces élections même s'il ne s'agit pas encore d'anticapitalisme ou de défense du capitalisme, la gauche a trouvé là une façon de se présenter. Elle n'est pas encore sûre de vouloir rompre avec une tradition d'unanimité, d'homogénéité du Parti travailliste. Elle ouvre cependant la porte, crée les conditions à un développement politique de discussions très importantes, à la gauche.

Voilà ce qu'il y a de plus important dans ces élections. Le prolétariat n'y a pas vu une dispute de classes, un aspect de la lutte de classes, mais une lutte bourgeoise dans la discussion du pour ou du contre. Le contre signifiait encore défendre le marché, l'emploi, comme le développaient les arguments de Ben. Par contre, l'abstention très grande n'a été le fait ni de la bourgeoisie du OUI ni de celle du NON. La bourgeoisie a voté intégralement. Elle a jeté toutes ses forces dans l'élection. Alors d'où est venue l'abstention ? Non des petits vieux. C'est l'avant-garde prolétarienne et petite-bourgeoise qui s'est abstenue, ce qui va peser postérieurement. L'abstention représente 30 %, avec les NON on arrive presque à 70 %.

Le triomphe du OUI n'est pas le triompe de la majorité, ni l'expression d'un accord ou d'une unification électorale. C'est un résultat circonstanciel, bourgeois qui ne va peser d'aucun poids, d'aucune autorité sur le prolétariat, sur la petite-bourgeoisie. Le OUI a unifié la bourgeoisie pour tâcher d'organiser d'une façon homogène le MEC en vue de résister à l'avance de la révolution, de la lutte du prolétariat en Europe pour aller vers l'Etat ouvrier. Ils sont parvenus à une unification partielle. Les secteurs comme Powell n'ont aucune importance.

Il faut considérer ce référendum comme partie de la préparation du capitalisme européen pour la lutte intercapitaliste, pour donner une base à la concurrence du système capitaliste à échelle mondiale, pour essayer de contenir la détérioration de ce système pour concurrencer avec l'impérialisme yankee, avec le reste du capitalisme mondial tout en essayant conjointement d'affermir la stabilité de ce système.

Ils ont le sentiment que la concurrence affaiblit constamment leur système. Aussi essayent-ils de mettre en place une direction qui représente les plus importants, les principaux dirigeants capitalistes d'Europe, aux dépens des autres, en vue d'affirmer le système capitaliste. C'est là l'expression d'une crise très profonde, conséquence de la désintégration et de la décadence du système capitaliste. Ce n'est pas une conséquence partielle de cette étape, ni de la crise du pétrole, ni de la concurrence yankee. C'est la conséquence normale de la crise, motivée par le fonctionnement du système capitaliste. Cette crise n'a pas de solution.

Il ne s'agit pas comme Mitterrand l'a posé récemment de penser que d'autres crises vont suivre. Elle ne viendront que si on ne renverse pas le capitalisme. Le seul fait qu'il affirme cela montre qu'il ne pense pas à le renverser. S'il y pensait, il y aurait maintenant même la solution. Mitterand s'adresse avec ce type de déclarations au capitalisme, à stimuler la possibilité de conciliation, de collaboration avec lui. Cependant, il doit en même temps affirmer qu'il s'agit d'une crise totale, et chercher quelque issue, quelque conjoncture favorable qui contienne la très grande détérioration, la totale et profonde détérioration du système capitaliste. Totale ne signifie pas qu'il s'écroule, mais que la crise entraîne tout le monde : de l'économie aux prostituées. Elle est totale ! Il ne s'agit pas d'un secteur ou d'un autre, mais de tous. C'est la crise de l'économie, des investissements, de la consommation, de la production, de l'église, de la police, de l'armée et des prostituées. Le Vietnam exprime cette détérioration.

La défaite de l'impérialisme au Vietnam, au Laos, au Cambodge circule partout dans le monde et diminue les rapports de forces du capitalisme mondial, accroît celui des Etats ouvriers. L'influence de cette défaite circule et se développe partout, dans la classe ouvrière, parmi les masses exploitées, les populations marginales voir même corrompues de la société ou qui, sans aller jusqu'à la dégradation, cherchent la vie sous la forme de la corruption, comme dans le cas des prostituées. Celles-ci sont gagnées et stimulées à s'appuyer sur le progrès de la lutte des masses pour exiger des revendications qui, devant le capitalisme, sont des expressions de dignité humaine. Elles ne peuvent représenter cette dignité dans la mesure où elles sont prostituées, mais elles sont l'expression de cela.

La défaite de l'impérialisme au Vietnam centralise un processus mondial infiniment plus élevé que ceux qui existent au Laos, au Cambodge, au Vietnam même pris individuellement. Le prolétariat européen, les centrales ouvrières, les partis communistes et socialistes d'Europe et du monde doivent se baser sur ce processus pour faire un front unique et renverser ce qui reste du capitalisme. C'est le seul moyen réel pour en finir avec la crise, le chômage, les bas niveaux de vie, pour en terminer avec les prostituées. A Saïgon, au Vietnam, on leur a rendu la dignité-on les a incorporées à la révolution. Pour en faire autant en France, pour qu'elles deviennent des êtres humains dignes, il faut renverser le système capitaliste. Elles sont une expression directe de ce système. Pour finir avec la prostitution – non tant pour qu'elles retrouvent une dignité qu'elles ne peuvent plus avoir de par leur situation – c'est-à-dire pour élever la vie, il faut en terminer avec le système capitaliste.

Un autre événement important dans cette crise, et dont il faut tenir compte, est le cas du Mayaguez. Autrefois sous un prétexte mille fois inférieur, ils ont envahi le Tonkin. Aujourd'hui, on leur tue 80 types et ils doivent laisser faire et non par respect des traités, mais par respect du fait que les soviétiques observent, le doigt sur la gachette. Sinon, ils auraient fait ce qu'ils ont fait au Tonkin. L'incident du Mayaguez montre en même temps et à nouveau le rôle des enfants de 14 ans, agissant comme défenseurs et constructeurs de la société socialiste. (Ce sont en effet des enfants de cet âge qui ont arraisonné le bateau).

Il s'agit d'une crise totale du capitalisme, de production, de consommation, d'approvisionnements de toutes sortes y inclus du pétrole, une crise de l'armée, de la police, des prostituées et du Mayaguez. Les yankee veulent donner des garanties au capitalisme mondial ; garantie de quoi ? Alors que dans l'affaire du Mayaguez ils ont été jetés dehors à coups de pied ! Il a suffi que des enfants de 12 à 14 ans armés se montrent, pour qu'il fichent le camp! De plus, une partie de soldats et du personnel du bateau ne se sont pas opposés aux cambodgiens. Voilà pourquoi ils ont ensuite déclaré : « nous avons été bien traités, ils nous ont laissé partir ; le gouvernement nord-américain a tué sans aucun besoin ». Il a tué 84 soldats. Il parle de 40 disparus. Dans un espace si petit ! Où ont-ils disparu alors qu'ils ont avancé à peine de 30 mètres ! Ils ont probablement déserté.

Toute cela fait partie de l'activité du système capitaliste pour préparer le règlement final de comptes. Pendant ce temps, il doit aussi résoudre sa crise interne, de concurrence anticapitaliste, avec l'impérialisme yankee, japonais et européen.

Pour une alliance de la gauche et des syndicats sur la base du programme pour une république socialiste

Il faut considérer cette élection en Angleterre comme un symptôme très évident de ce que l'avant-garde prolétarienne s'aprête à intervenir comme classe sous d'autre formes, dans d'autres problèmes et avec un programme anticapitaliste. Ce qu'a posé Ben a été un essai, une tentative de s'opposer. Il a ainsi exprimé une opposition du prolétariat qui n'a été ni pour le OUI, ni pour le NON, mais pour quelque chose de beaucoup plus profond. Dans ces élections en effet, les ouvriers du port, des chantiers navals, de la poste, de la métallurgie, les mineurs n'étaient pas représentés. Des milliers, des millions n'étaient pas représentés là. Ils n'ont voté ni pour le OUI, ni pour le NON, ni pour pouvoir défendre leur travail. Ils ont vu que le référendum n'avait rien à voir avec cela, alors que l'abstention enregistre une opposition qui va se verser demain dans la lutte des classes.

Il faut considérer les résultats des élections, y compris l'opposition de Ben, comme une tentative très superficielle, une expression de la division de tendances au sein du Parti travailliste. C'est la première fois dans l'histoire qu'une division publique de la gauche apparaît. Autrefois c'était avec la droite. Jenkins a voté directement avec les conservateurs. Ici par contre, c'est la gauche qui obligé, impose à la droite, au centre du Parti travailliste à s'unir au capitalisme anglais. Cela va avoir un effet très grand sur le prolétariat et favoriser le développement de tendances de classe et révolutionnaire à la recherche d'une solution anticapitaliste en Europe. Cette solution n'est pas immédiate, mais le développement d'une telle tendance va être favorisé.

Wilson n'a pas reçu l'appui du prolétariat ou de la population anglaise sinon celui d'une minorité. Il est mensonge de dire qu'une telle abstention est une tradition. Les autres élections étaient différentes. Cette fois-ci tout le capitalisme s'est lancé à voter. Au cours des précédentes élections les abstentions n'étaient pas uniquement prolétarlennes, ou petites-bourgeoises, mais provenaient en partie de la bourgeoisie ; de la petite-bourgeoisie, de secteurs d'Ecosse et d'Irlande. Cette fois-ci toute la bourgeoisie a voté intégralement, et ce de façon tout à fait intéressée. Voilà pourquoi s'est fait le front unique de Wilson, de la droite et du centre travailliste avec l'ensemble du capitalisme.

Il faut appeler les camarades et les partis communistes et socialistes d'Europe à considérer ainsi cette élection, à aider la gauche travailliste à adopter le même programme que l'Union Populaire en France et à mener la lutte à l'intérieur de son parti. La solution de la crise en Angleterre n'est pas le MEC, mais le programme anticapitaliste et un gouvernement travailliste de gauche à l'exemple de l'Union Populaire. Ce n'est pas le MEC ! Celui-ci sert la bourgeoisie qui ne va garantir ni le travail, ni les salaires, ni l'amélioration des conditions de travail.

Le capitalisme prépare la guerre, cherche l'unification économique, soumise aux Yankees, pour adoucir ou tâcher de contenir la concurrence et pour s'imposer en même temps politiquement et militairement, contre les Etats ouvriers. Il y a conjointement une exacerbation de la concurrence au sein du système capitaliste. Il ne peut l'abandonner, la faire cesser.

Il faut appeler le prolétariat européen, les grandes centrales socialistes et communistes à lancer des appels à la gauche dans le Parti Travailliste ; à Ben, aux autres, à la gauche des syndicats ; à ce qu'ils organisent une mobilisation pour montrer, déclarer, analyser constamment que le MEC n'est aucune solution, ni à la crise, ni au niveau de vie, qu'il ne sert qu'à la répression et à la préparation de la guerre par le système capitaliste.

L'alliance de la gauche travailliste avec les syndicats n'est pas encore programmatique, organique, même si elle y tend. C'est la raison pour laquelle le programme des 25 Points du Parti Travailliste a été laissé de côté et ne pèse dans aucune décision. Même la gauche l'a laissé de côté et a fait une proposition de planification industrielle qui revient à aider le capitalisme.

Il faut en conséquence, appeler à ce que tout programme soit établi en fonction de ce que le capitalisme n'en peut plus. L'alliance de la gauche avec les syndicats doit s'établir en conséquence de cela ; la monarchie doit être expulsée. Il faut une république socialiste pour développer l'économie. Il faut donner en exemple les Etats ouvriers : face au Marché commun qui signifie chômage ; crise, répression, soulèvement des prostituées, il faut montrer que les Etats ouvriers ne connaissent ni crise, ni chômage, ni diminution du niveau de vie.

Il faut en Angleterre un gouvernement de gauche avec un programme anticapitaliste qui conduise à l'étatisation des principales souroes de production, à imposer le contrôle ouvrier, à développer les conseils d'usines, comme organes de développement de l'économie et de la société. Il faut poser à bas la monarchie ! Vive la république socialiste ! et appeler à l'appui de tout le mouvement ouvrier mondial pour cette solution.

J. POSADAS

8.6.1975.

Lettre ouverte aux camarades communistes

INCORPORER TOUT LE PARTI ET TOUTES LES TENDANCES DE GAUCHE A LA DISCUSSION OUVERTE DANS LE MOUVEMENT COMMUNISTE MONDIAL !

Sous ce titre, le Bureau Politique du P.O.R.(T) a adressé un document aux militants et aux dirigeants du Parti Communiste Belge, faisant un appel à ouvrir une discussion publique au sein de la gauche, incorporant toutes les tendances, et une discussion ouverte à l'intérieur même du Parti, pour discuter tous les problèmes qui se posent au mouvement communiste et socialiste mondial, pour discuter et faire intervenir toute l'avant-garde dans la résolution des divergences qui s'expriment chaque fois plus profondément au sein des partis communistes et des partis socialistes. Cette discussion est nécessaire, de même que ces divergences sont inévitable au fur et à mesure que s'approchent les étapes décisives du règlement final des comptes avec le capitalisme mondial et la lutte pour prendre de pouvoir, pour construire de nouveaux Etats ouvriers. Elle ne signifie pas un affaiblissement du front des forces de gauche, au contraire ! Nous reproduisons ci-dessous les conclusions de l'appel du Bureau Politique, en réitérant notre invitation aux camarades communistes à engager résolument ce débat public.

Cette discussion est profondément engagée dans tout le mouvement communiste. Elle a aussi mis plus en évidence qu'avant la résistance des vieux secteurs de l'appareil, qui viennent encore de l'époque stalinienne, et vivent encore comme à cette époque : "les tendances tchécoslovaques" qui sont l'équivalent des Dubcek et Ota Sik, qui voulaient faire un usage privé de la propriété étatisée, ou qui veulent, dans des pays encore capitalistes comme la Belgique, tirer profit le plus longtemps possible de leur position hiérarchique dans l'appareil. La vie d'appareil, de manoeuvres, de contacts constants avec la bureaucratie syndicale et administrative, leur a fait perdre toute sensibilité aux sentiments et aux luttes de la classe ouvrière, à la révolution dans le monde. Ils ne peuvent pas voir la réalité telle qu'elle est : ils en ont peur ! Et la réalité aujourd'hui c'est le triomphe du communisme ! c'est la conscience communiste de l'humanité, c'est le progrès du Portugal, de l'Ethiopie, vers le socialisme, c'est le progrès irréversible du front communistes-socialistes. Alors ils disent : "la Belgique c'est autre chose". Cela est contraire à la conception marxiste : le rapport de forces est mondial, et mondialement favorable à la révolution et aux Etats ouvriers.

De plus en plus des secteurs du mouvement communiste ont acquis cette compréhension et cherchent à analyser chaque situation sur cette base. De même ils comprennent que le capitalisme va préparer la guerre, qu'il faut lui faire face, que le processus du monde est un processus de révolution permanente, qu'on peut passer directement au socialisme, que la classe ouvrière a la fonction de diriger la société, qu'avec le Parlement et les élections cela ne suffit pas pour battre le capitalisme, qu'il faut mobiliser lutter et faire un front unique pour aller au gouvernement de gauche.

Ils acceptent aussi que la IVe Internationale Posadiste fait partie du mouvement communiste mondial, que Posadas apporte une contribution fondamentale à la pensée communiste, au marxisme aujourd'hui. Pendant ce temps, une partie des dirigeants du PCB traitent les camarades posadistes comme le diable en personne, et jettent à la poubelle leurs textes et publications. Ce sont ceux-là aussi aui étouffent toute vie politique dans leur organisme et font reculer le Parti Communiste sur tous les plans : aux élections, dans les usines, dans le mouvement étudiant.

Nous croyons qu'il faut lutter fermement pour que tous les problèmes et toutes les expériences du monde et de la classe ouvrière belge soient discutée pleinement dans le Parti Communiste, pour tirer les conclusions du Portugal, du Vietnam, du progrès dù Front de la Gauche en France, des causes et des explications des divergences qui existent au sein du mouvement communiste mondial.

Cela, loin d'affaiblir le Parti donne, au contraire la meilleure base pour fortifier et former les militants et pour que le Parti Communiste joue un rôle plus grand dans l'organisation du front de la gauche en Belgique.

Nous appelons tous les camarades du Parti Communiste à proposer ces discussions, à y faire participer les autres tendances de gauche, à ouvrir une discussion également avec les camarades dits "gauchistes", qui expriment eux aussi des sentiments et une volonté de lutte révolutionnaire, même s'ils n'ont pas d'objectifs et de politiques permettant d'avancer dans cette voie révolutionnaire.

Nous appelons à discuter, sur la base de l'expérience formidable qui surgit du Portugal et du Vietnam, comment avancer dans des mesures socialistes, contre le capitalisme en Belgique, à discuter le programme des nationalisations des banques et des grandes entreprises, leur fonctionnement sous contrôle ouvrier, la planification de l'économie en fonction des besoins des gens et non des profits capitalistes, la nécessité immédiate de proposer le Gouvernement de Gauche, comme instrument pour commencer l'application de ce programme, la formation de conseils ouvriers dans les usines, de conseils de quartiers, d'écoles, d'universités, où toute la population intervient et discute de tous les problèmes et s'organise, dès maintenant, pour imposer leur solution contre le capitalisme !

22/5/1975

Le Bureau Politique du
P.O.R. (TROTSKYSTE)

SALUT AUX MASSES VIETNAMIENNES

EXTRAIT D'UN ARTICLE DE J. POSADAS, SUR "LA CRISE TOTALE DU CAPITALISME, L'AIGUISEMENT DE LA LUTTE DE CLASSE ET LE GOUVERNEMENT DE GAUCHE EN ITALIE" (13 AVRIL 1975)

"Nous saluons avec la plus grande affection, solidarité et fraternité communiste, les camarades communistes, des Partis Communistes, les masses du Vietnam, Laos et Cambodge et, comme elles, nous nous sentons une partie de cette victoire. Le triomphe des masses du Vietnam, Laos, Cambodge est le triomphe de l'humanité. C'est l'ensemble de l'humanité qui a agi au travers des Etats ouvriers, des Partis Communistes du Vietnam, Laos, Cambodge, des Kmers Rouges. Cette défaite entraîne des conséquences très grandes contre le système capitaliste ; mais elle est elle-même une conséquence de la crise de croissances dans les Partis Communistes.

Cette défaite de l'impérialisme montre que les masses ont déjà pris la décision de triompher contre le capitalisme. Ce n'est pas une qualité des vietnamiens, du Laos ou du Cambodge, mais des masses du monde. Les masses au Vietnam ont triomphé dans des conditions prires que celles de l'Italie. Elles ont fait preuve de la discipline la plus complète de l'histoire, en passant des mois à supporter la dictature, le crime, les bombes, en mangeant un peu de riz, en vivant dans les conditions les plus terribles pour se soulever ensuite, avec la décision de lutte la plus élevée, pleines de résolution et sans aucun sentiment de vengeance. Voilà le communisme ! Il n'existe pas encore les moyens matériels du communisme, mais ces actions sont du communisme ! Le communisme ne signifie pas de meilleures conditions de ravitaillement, mais des relations humaines supérieures. Voilà la base de la nouvelle civilisation. Dans les pires conditions physiques d'existence, les masses vivent en pensant à créer des conditions meilleures pour tout le monde, et non pour elles-mêmes. Elles ne pensent pas comme des vanqueurs, mais comme des représentants du progrès de l'humanité. Comment peut-on ne pas éprouver de joie devant tout cela !

Les Vietnamiens, en partant de rien, font tout cela. Les Ethiopiens, comme nous le posons dans nos textes, ont résolu le problème de l'unification du pays en faisant la réforme agraire. Toutes les conditions existent pour que le mouvement communiste mondial discute ce progrès immense de la révolution socialiste mondiale. Le capitalisme est faible. L'impérialisme également. Les masses du monde sont invincibles. Les masses, même les plus arriérées, adoptent les résolutions les plus élevées, permanentes, elles font une généralisation harmonieuse entre le désir de triompher et la préparation consciente. Le monde est complètement apte. Les Partis Communistes doivent discuter tout cela.

LE JOUR MEME DE LA REUNION DE L'OTAN, GONÇALVES FAIT UN MEETING A BRUXELLES VERITABLE HYMNE A LA JOIE DE CONSTRUIRE LE SOCIALISME AU PORTUGAL

Il suffisait de voir la tête des représentants du capitalisme mondial, réunis à l'OTAN, pour y lire le reflet de leur échec et de leur angoisse. Comment pourraient-ils se sentir puissants, sûrs d'eux et joyeux alors qu'ils ont connu leur plus grande défaite au Vietnam et qu'il n'y a plus un coin de terre où ils ne se sentent menacés par les masses qui recueillent et expriment toute la puissance, la force et la joie des victoires sans cesse plus profondes de la révolution dans le monde.

C'est cette même vigueur révolutionnaire joyeuse et enthousiaste qui s'ext exprimée dans le meeting des émigrés portugais à Bruxelles. Pendant plus de 4 heures, ces travailleurs sont restés debout, presque sans bouger tant ils étaient venus nombreux pour voir et sentir, au travers de Goncalves, ce qui est en train de se construire au Portugal.

Ce meeting était à l'image même de la révolution portugaise : vibrante, enthousiaste, confiante, résolue. Même si partisans du PC et du PS s'affrontaient un peu à coups de huées et de sifflets lorsqu'un film montrait Soares ou Cunhal, ce qui a dominé l'assemblées, a transcendé les disputes d'appareil, c'est la volonté d'unification, c'est la force de persuasion avec laquelle Gonçalves a parlé de la nécessité d'unir toutes les forces révolutionnaires. Elle vient de la profonde détermination du peuple portugais, elle-même basée sur la volonté des masses du monde entier d'en finir avec un régime d'oppression, générateur du guerres.

C'était profondément beau de voir ce militaire, éduqé pour être l'écran de protection du capitalisme, le représentant de ces mêmes militaires qui ont mis leurs armes au service de la population, parler le langage du peuple en lutte pour conquérir la dignité, parle le langage de la révolution, porté par elle. C'est l'expression la plus éclatante de la décomposition du capitalisme qui perd, une à une, toutes ses bases d'appui sociales.

Il y avait un jeune policier dans le meeting, envoyé là pour réprimer lesemigrés s'ils manifestaient trop fort leur passion révolutionnaire et qui, au contraire, était gagné par l'enthousaisme et demandait avec un intérêt sincère à un portugais de lui traduire ce que disait Gonçalves : cela aussi est un indice de la désintégration du capitalisme, qui ne peut plus compter sur son propre appareil de défense des intérêts capitalistes.

Quand des policiers montrent cet intérêt pour l'expérience du Portugal, ou quand des policiers d'une commune de Bruxelles ont fait une collecte pour soutenir la grève des dockers, cela signifie également que la même force qui a poussé les militaires portugais à prendre le parti des masses exploitées, existe partout, dans tous les appareils de répression du capitalisme. En Belgique également.

Un autre aspect très important de l'intervention de Gonçalves, et qui indique que le MFA tire les conclusions du CHILI et de l'histoire, mieux encore que les partis, c'est leur projet, leur décision de mettre en place et de faire fonctionner des organismes de la population qui discutent tous les problèmes, organisent, résolvent et décident. Et tout récemment, le Parti Communiste Portugais se joint à ce programme et déclare qu'il est urgent de multiplier et de renforcer les commissions de travailleurs des entreprises, les commissions et conseils de quartiers, les structures syndicales dans les entreprises, les ligues paysannes, les associations de petits commerçants et industriels et les associations et autres organisations unitaires d'étudiants", comme en informe Le Monde. Cela veut dire que dans le PCP, il y a un progrès pour intervenir moins en défense d'intérêts de parti, et plus en défense de ce qui est nécessaire pour faire avancer la révolution au Portugal.

Ce meeting avec Gonçalves, réalisé en plein milieu de la réunion de l'OTAN, montre toute la faiblesse du capitalisme et de l'impérialisme mondial, qui prépare la guerre atomique mondiale mais ne peut, en même temps, empêcher ce prgrès du Portugal vers le socialismē. Il faut donner tout l'appui du mouvement ouvrier en Belgique, du PSB, du PCB, des syndicats, à la révolution portugaise et aussi prendre cet exemple pour organiser le front unique de la gauche en Belgique, pour mener l'offensive de la classe ouvrière contre le pouvoir capitaliste et pour un gouvernement de gauche.

LES ELECTIONS SYNDICALES CHEZ HANREZ ET L'ORGANISATION DE LA GAUCHE SYNDICALE

Nous saluons avec toute notre fraternité les ouvriers de chez Hanrez qui ont élu tous les camarades les plus combatifs du comité ouvrier, aux dernières élections sociales. Ces élections ont vraiment une grande signification, pour l'usine elle-même, mais aussi pour toute la région, pour tout le pays, par l'impulsion qu'elle va donner pour donner pour organiser la gauche syndicale. Ce résultat des élections chez Hanrez n'est pas un cas à part. Dans plusieurs usines, dans tout le pays, des délégués combatifs, de gauche, révolutionnaires ont été élus, inclus des militants de AMADA, pour qui ont donc voté des travailleurs de tendance socialiste ou chrétienne. Cela exprime la maturité de toute la classe ouvrière du pays, qui est décidée à s'organiser pour imposer la démocratie syndicale, pour détruire la bureaucratie et organiser une gauche syndicale, pour lutter dans chaque usine, mais aussi pour étendre et unifier toutes les luttes contre le capitalisme.

Chez Hanrez, le camarade René n'a pas été réintégré. Mais le fait que les camarades du comité de solidarité ont été élus, dont un comme délégué principal ; est une victoire qui correspond à une réintégration. L'objectif du patron, avec la complicité de la bureaucratie syndicale, était d'empêcher à tout prix un militant combatif, révolutionnaire, un militant trotskyste posadiste, de devenir délégué. Mais ils ont échoué. Et pour tous les ouvriers, ces élections vont être un stimulant, un élément de confiance, de sécurité, pour se préparer aux prochaines luttes qui s'annoncent déjà, avec une délégation syndicale résolue et décidé à appliquer la volonté des ouvriers, à appliquer la démocratie syndicale complète.

Cela démontre aussi l'importance d'organiser une équipe de gauche syndicale dans chaque usine pour maintenir la continuité de la lutte pour les revendications, quelle que soit la répression organisée par le patronat et le manque d'intervention des directions syndicales. La nouvelle délégation a pu être élue parce que les ouvriers ont imposé un pool démocratique avant les élections sociales, pour établir la liste des candidats. Dans ces conditions, un seul représentant de la bureaucratie a pu s'inscrire. Tout cela est un résultat de la grève de 8 semaines menée pour la réintégration de René.

Ces élections chez Hanrez changent l'atmosphère et la situation à l'intérieur de l'usine. Avant le fonctionnement syndical était dominé par la structure bureaucratique, avec un Lardinois, (deuxième patron) qui décidait tout lui-même, selon les intérêts du patron. Maintenant, toute la délégation syndicale est formée de militants combatifs et révolutionnaires, issus de la mobilisation et de la lutte des ouvriers. C'est un exemple, pour toutes les usines, qu'il est possible d'organiser une gauche syndicale, même là où les appareils semblent être les plus forts et utilisent les pires méthodes pour empêcher les ouvriers de s'exprimer, de lutter, de s'organiser. C'était ainsi avant, chez Hanrez également.

La nouvelle délégation syndicale a fait une proposition importante, et que nous appelons à étendre à toutes les usines : les camarades du Comité veulent partager les crédits d'heure de tous, inclus du délégué principal, entre tous les délégués. Il n'y aura donc plus de permanent. Ils veulent aussi organiser des comités par section et par atelier. La fonction du permanent syndical sert à la bureaucratie. Elle n'est pas nécessaire pour l'activité syndicale. Même pour un délégué combatif, arrêter de travailler avec ses camarades et regarder les problèmes depuis son bureau dyncial, le rapproche de la bureaucratie, le rend plus malléable, plus influençable par toutes les manoeuvres bureaucratiques, non parce qu'il est un mauvais délégué, mais parce qu'il se sépare du contact permanent avec les ouvriers, ne reçoit plus leur influence et ne vit plus, au jour le jour, les conditions de travail. Cette décision du Comité syndical est très importante. C'est une brèche au pouvoir de la bureaucratie. Nous invitons tous les militants syndicaux, les délégués combatifs, les militants révolutionnaires, à discuter cette proposition et l'étendre aux autres usines, à étendre également l'organisation des comités d'usines, pour permettre une liaison entre toutes les entreprises.

Cette mobilisation chez Hanrez, comme toutes les grèves que la classe ouvrière, sont en train de faire dans le pays, remettent en question l'arrogance de la bureaucratie syndicale, le fonctionnement féodal du syndicat; c'est un hommage aux dockers d'Anvers et de Gand, une continuation de leur lutte, qui a porté des coups contre la toute-puissance de l'appareil syndical.

Un autre aspect qui montre la maturité des conditions pour organiser la gauche syndicale, est la participation de délégués de la CSC à la manifestation des travailleurs du Livre à Paris, en appui à la lutte des ouvriers du "Parasien Libéré". Il faut s'appuyer sur toute cette volonté pour renforcer l'organisation de la gauche syndicale et établir une liaison entre toutes les usines, établir un programme commun de revendications et lutter pour les obtenir : NON aux licenciements ! Partage du Travail ! Echelle Mobile des salaires ! Contrôle ouvrier sur les cadences, sur l'embauche, étatisations sous contrôle ouvrier, de toutes les grandes entreprises et les banques, de toutes les usines en crise !

EDITORIAL

(Suite de la page 1)

cet effet. Ce sont celles du monde entier. En France, le syndicat des policiers refuse d'intervenir contre les travailleurs en grève qui occupent les locaux du "Parisien Libéré". Ils posent qu'ils ne veulent pas être utilisés contre la classe ouvrière. Est-ce que quelqu'un les y a obligés ? et qui est-ce qui oblige les ouvriers d'empêcher la sortie du "Parisien Libéré" en Belgique ? C'est même tout un secteur chrétien qui s'est mobilisé, dans le Brabant Wallon, et a affronté la hiérarchie, l'évêché. Ce sont des délégués CSC qui sont allés à Paris à la manifestation des ouvriers du Livre, apporter la soutien de la classe ouvrière belge. D'où leur vient cette assurance d'affronter l'appareil syndicale, l'Eglise ? Certains diront que ils font cela pour "récupérer les syndiqués". Mais au contraire cela ouvre les portes à une influence plus profonde des luttes de classes et ne peut que désagréger encore plus la structure de l'église.

Cela n'est possible que parce que tous ces secteurs sentent eux-mêmes la désintégration du régime capitaliste et la force de la classe ouvrière, comme seule capable de donner une issue à la crise. Nous appelons à discuter tout cela dans le mouvement socialiste et communiste. La classe ouvrière montre, grève après grève, qu'elle est disposée à aller beaucoup plus loin. C'est le moment d'élaborer un programme anti-capitaliste de la gauche, avec l'appui des syndicats. C'est le moment de faire appel aux militants chrétiens de gauche, au MOC, à la JOC, à prendre leurs responsabilités, en montrant qu'ils peuvent jouer un rôle dix fois plus important pour faire changer la société en formant un parti chrétien de gauche, pour faire un front de la gauche avec les socialistes et le PC, pour donner une issue à la crise capitaliste.

C'est aussi une des tâches essentielles de la gauche socialiste. Il ne s'agit pas seulement d'ouvrir les portes du PSB à la population pour la convaincre que c'est le PS qui a raison. Raison de quoi ? et pour quoi faire ? Ouvrir les portes signifie commencer dans tout le pays, à faire fonctionner des comités d'usines, de quartiers, dans les bureaux, pour organiser le front unique à la base. Ouvrir les portes signifie discuter : pourquoi ne pas organiser dans le pays une grève générale pour imposer un gouvernement de gauche ? Tout le monde sort en lutte, secteur par secteur. Il faut élaborer et discuter partout, un programme commun de revendications de la classe ouvrière et des autres secteurs, et proposant en même temps des changements fondamentaux dans la structure économique du pays. Par exemple : la nationalisation immédiate de l'énergie, des banques et des grandes entreprises. C'est une utopie, de vouloir créer une société nationale d'investissements, sans les capitaux. La solution est claire, mais les directions ne la posent pas, de peur d'être qualifiées "d'anti-démocratiques" : il faut exproprier la Société Générale ! sans indemnisation. Ce sont des milliards de bénéfices qu'elle a faits pendant des années. Il faut faire alors, un plan de développement de l'emploi, basé sur les besoins des masses, diminuer le temps de travail à 36 heures pour résorber le chômage. Qui peut dire que cela n'est pas possible ! quand on voit des entreprises faire travailler les ouvriers pendant deux mois, et instaurer le chômage ensuite pendant 4 semaines pour faire ensuite récupérer toute la production pendant les mois suivants.

C'est ce programme qu'il faut discuter dans le pays. En même temps il faut s'appuyer sur la décision de la classe ouvrière, de changer ses directions, et lancer une campagne pour la démocratie syndicale, pour changer toute la structure et le fonctionnement du syndicat, pour faire avancer l'organisation de la gauche syndicale.

Le capitalisme, dans le monde entier, est en crise. Il peut encore passer cette étape, si les directions ouvrières ne le renversent pas, mais ce sera sur la base d'une augmentation de la concurrence intérieure, d'une nouvelle concentration capitaliste, d'une exploitation encore plus grande de la classe. La crise en Belgique fait partie de toute cette crise du capitalisme mondial.

16.6.1975

EDITION REVUE MARXISTE

J. POSADAS

■ **Les militaires, le processus de la révolution permanente au Portugal et la IV^e^ Internationale Posadiste**

7 Janvier 1975

■ **Le Portugal a voté pour le Socialisme**

27 Avril 1975

Sur demande, à l'adresse du journal - 2oF

POUR LA LIBERATION DES PRISONNIERS POLITIQUES EN URUGUAY

Nous faisons appel à tous les partis et organisations ouvrières, au PCB, au PSB, aux syndicats aux groupes de gauche, aux organisations démocratiques à poursuivre la campagne pour la libération de tous les emprisonnés politiques en Uruguay, à envoyer des prises de positions au gouvernement uruguayen, à publier cette brève note dans leurs organes de presse.

Nous faisons un appel particulier à poursuivre une campagne exigeant la libération immédiate des camarades :

- **GLORIA CORREA (ex-fonctionnaire des Allocations Familiales) emprisonnée depuis le 22 février 75.**
- **RUBEN CORREA (architecte) ; emprisonné depuis le 24 février 1975,**
- **OTTO RADICIONE SANCHEZ (fonctionnaire de la caisse 31 des Allocations Familiales ; ex-candidat député du Frente Amplio) emprisonné depuis le 25 février 1975.**

Nous dénonçons que depuis de nombreux jours on est sans nouvelles de Ruben Correa et Otto Radicione Sanchez. Nous faisons appel à dénoncer leur disparition et à exiger leur réapparition, au moyen de lettresç résolutions, télégrammes.

Nous saluons la libération survenu, il y a quelques jours, de MILTE RADICCIONE, qui est une conséquence directe de la puissante campagne mondiale qui s'est développée. Cette nouvelle est un encouragement à continuer la campagne pour la libération des autres camarades.

Nous publions les dernières informations reçues sur le déroulement de cette campagne dans divers pays :

ARGENTINE : Jeunesse Péroniste (Signé : Ismael Salame) ; Groupe "Loyauté et Souveraineté" du Péronisme révolutionnaire (signé : A. Ferraresi, vice-secrétaire) ; Jeunesse Intransigeante (signé : Dante Fesler) ; Jeunesse Révolutionnaire Chrétienne Argentine ; Commission des Familles des Emprisonnés péronistes ; Groupe de Musique Folk Los Huerques et Los Indianos ; Hamlet Lima Quintana (écrivain) ; Gianfranco Pagliaro (chanteur et compositeur) ; ORES (Organisation Radicales des Etudiants Secondaires de Cordoba) ; Syndicats des chauffeurs de Taxis de Tucuman.

PEROU : Cesar Jimenez, pour la Confédération Nationale du CCII, CONACI ; José Maria Salcedo, pour la presse socialisée ; Prospero Orosco pour "Peuple Jeune" du quartier "El Rescate" ; Julian Salvador (prêtre catholique) ; Jose Bautista (dirigeant de "Peuple Jeune") ; Fédération Provinciale des Travailleurs du port de Callao, section Discipline ; Antonio Aragon, pour la Communauté Urbaine Autogérée de Villa El Salvador ; Comité de Quartier n° 23, III Zona de El Augustino ; Walter Sacayo M., pour la Fédération agraire départementale de Lima ; Baldomero A., pour la Communauté urbaine "Tupac Amaru".

ITALIE : PCI, fédération de Florence ; ANPI, de Florence ; CGIL de Florence.

Nous invitons toutes les organisations ouvrières, révolutionnaires, à envoyer télégrammes et résolutions à :

PRESIDENT JUAN MARIA BORDABERRY — Palais du Gouvernement — MONTEVIDEO, URUGUAY

Sr. Coronel BONISA, Ministro del Interior, MONTEVIDEO, URUGUAY

Sr. Brigadier CARDOZO, ESMACO (Estado Mayor Conjunto) — MONTEVIDEO, URUGUAY

Giudice ZAROLA — Juzgado Militar 2° TURNO — 8 de octubre et cilibis — MONTEVIDEO

Editeur responsable : Polet Claudine
46, Avenue Gilleaux 6080 Montignies s/S

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE

Abonnem 12 num 70 F
Abonnem. 24 num. 150 F
Abonnem. de soutien 300 F
Correspondance
B.P 273 Charleroi
C.C.P. 9762 34 de C. Polet

ORGANE DU
PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

1 142 ANNEE — No. 245 — 1er JUILLET 1975 HEBDO. 7 B

TOUT NOTRE APPUI A LA LUTTE DES MASSES EN ESPAGNE !

A BAS LA REPRESSION FRANCO LE CAPITALISME

La répression que la bourgeoisie espagnole concentre pour le moment contre le pays basque montre à la fois toute l'exaspération du régime de Franco en crise, et aussi que celui-ci ne va pas démissionner pacifiquement, ni abandonner le pouvoir. Il est acculé à ces moyens de répression, devant l'élévation constante de l'intervention, de l'activité révolutionnaire des masses espagnoles, et principalement de la classe ouvrière. Les grèves, les mobilisations, les manifestations, la grève generale dans le pays basque lui-même, malgré l'état d'urgence, les conquêtes par les commissions ouvrières de postes dans les syndicats verticaux, la participation aux luttes de larges secteurs de la petite-bourgeoisie, les prises de position des militaires, et des sous-officiers et officiers de l'armée franquiste en faveur des ouvriers en grève : tout cela porte coup sur coup pour achever ce régime à l'agonie. La bourgeoisie montre qu'elle a plus peur encore d'un front avec le prolétariat, que du maintien des structures actuelles qui sont pourtant une entrave pour son propre développement. N'importe quelle ouverture qu'elle permettrait, ouvre la voie à une irruption formidable de la classe ouvrière, qui n'en restera pas à un "programme démocratique", mais va se lancer immédiatement, comme au Portugal, contre les structures mêmes du régime capitaliste, prendre le contrôle de l'économie et faire avancer l'Espagne vers le socialisme. Pour cela, la crise se prolonge tellement. La Junge Démocratique ne répond pas suffisamment aux conditions qui sont favorables au renversement de Frnaco et à l'imposition d'un gouvernement de gauche, sans attendre une étape ultérieure. En attendant que les directions ouvrières décident cette mobilisation, elles laissent à la bourgeoisie la possibilité de continuer à assassiner, réprimer, emprisonner les militants et à détruire physiquement des cadres du mouvement ouvrier. Ce n'est pas parce qu'elle est forte que la bourgeoisie espagnole fait cet état de siége du pays basque. Au contraire. Mais elle cherche encore à utiliser les limitations des directions du mouvement ouvrier, du Parti Communiste, en divisant la population, comme si la lutte au pays basque était quelque chose à part du reste de l'Espagne.

(Suite en page 4).

SUR LA VIE DE MARX ET SA PREPARATION REVOLUTIONNAIRE 13·4·75

J. POSADAS

Les "Souvenirs de Marx" de Lafargue, sont d'une richesse très grande. Ce sont les pages les plus belles qui aient été écrites sur Marx. Elles sont très simples et pures, mais elles sont un reflet de la profondeur et de l'objectif centralisé de Marx, qui était un bien public de l'histoire.

Marx voyait tous les aspects de la vie au travers de sa fonction dans l'histoire. Il n'était pas intimidé par la faiblesse des moyens économiques, matériels, par le petit nombre de camarades. Il avait une confiance consciente dans le futur communiste pour lequel il se préparait. Il voyait déjà le monde en communiste, il ne le voyait pas comme s'il était antagonique à l'objectif qu'il se proposait d'atteindre.

Marx vivait très, très pauvrement. Trois de ses enfants sont mors car il n'avait pas de quoi les nourir, ni les soigner. Lafargue raconte comment Marx communiquait la même passion communiste dans toute son activité politique, économique, littéraire, révolutionnaire, aussi bien que dans sa vie matrimoniale, dans sa vie a la maison, dans l'étude, dans l'activité quotidienne. Il généralisait à tout ce qu'il voyait et faisait, et objectif communiste.

L'objectivité de son but communiste s'exprime dans l'oeuvre de Marx. Marx le vivait intégralement. Sa vie est pleine de belles expressions de cela. Pendant 15 ans, pas un imprimeur, pas un éditeur n'acceptèrent de le publier ! 15 ans ! Cependant Marx a continué à écrire. Quand on lui disait : "mais ils ne publient rien ! ". Il répondait : "ils vont bientôt devoir le faire". "L'humanité en a besoin". On l'a publié. Les publications de Marx sont sorties en avalanche quand les conditions de l'histoire étaient mûres. Le processus objectif de l'histoire affirmait ce que Marx avait prévu avec 50 ans d'anticipation. Marx se préparait pour cet objectif.

Lafargue raconte la simplicité de la vie de Marx. Il prenait la vie dans la maison, avec ses enfants et petits-enfants, avec les camarades, comme une partie de la pensée communiste. Nous apprenons de lui. Chez Marx, il n'y avait pas de séparation ni de distance entre penser et agir. Il est le plus grand génie de l'histoire. Il avait deux qualités essentielles : savoir dominer un problème, le voir dans ses parties constituantes, savoir les séparer, les analyser une à une et dans leur ensemble, et décider. Il analysait les problèmes dans leur ensemble et dans toutes leurs parties, de la même manière qu'il jouait avec ses enfants. Il développait et incorporait dans son activité quotidienne la capacité d'observation, d'analyse et de conclusiones générales.

Il faut comparer cela avec certains dirigeants d'aujourd'hui : ils font une séparation entre l'analyse, la vie scientifique, et l'objectif communiste d'en finir avec toute différenciation humaine. Ils considèrent les différenciations intellectuelles comme des catégories sociales. Les différences intellectuelles entre les gens ne vont pas être supprimées dans le communisme, mais elles ne vont pas déterminer de catégories sociales. Ces dirigeants ne se donnent pas de titres de comtes, de barons ou ne s'accordent pas de salaires particuliers, mais ils établissent une distinction entre eux et les autres, en considérant les intellectuels comme une catégorie supérieure, alors qu'en réalité ils n'ont aucune supériorité intellectuelle : c'est l'appareil qui leur donne de la force.

Marx a combattu avec toute son énergie, la formation d'appareils. Lénine et Trotsky également. L'appareil ne pense pas. L'instrument pense. L'instrument : c'est le Parti. Le Parti vivant comme un appareil ne pense pas. Il ne fait que répondre aux besoins des dirigeants, à leurs conceptions, leurs qualités, leur capacité intellectuelles. Il n'analyse pas la réalité, n'emploie pas la méthode scientifique. Il utilise la méthode pragmatique, il ne fait connaître de la réalité que ce dont il a strictement besoin, il la morcelle, la simplifie en fonction d'un intérêt individuel. Il la fait apparaître comme simple, alors qu'il montre seulement des aspects superficiels, car il détermine selon un intérêt individuel. Par conséquent il ne peut recevoir les expériences de l'histoire. Au contraire, il les repousse, il les écarte car il n'y a pas un besoin d'unification entre son aspiration et l'intérêt de l'histoire. Il n'y a pas d'identité d'objectifs, qui conduirait à une rencontre. Il y a, au contraire, des objectifs opposés, qui se heurtent entre eux. Ces dirigeants ne prennent pas en considération des expériences de la science.

Or la science demontre que l'unité du processus est établie par une catégorie universelle, c'est à dire un objectif commun et des besoins communs au départ. Il peut se produire des altérations, mais la conclusion reste la même. Quand le Pérou, l'Ethiopie, le Portugal, qui sont des lieux complètement différents les uns des autres, aboutissent à une même conclusion, c'est parce qu'ils répondent à des besoins, des expériences et des impositions de l'histoire : c'est à dire, à la lutte de classes,

Les notes de Lafargue expriment une grande affection pour Marx. Il avait l'avantage, sur les autres biographes de Marx, d'avoir vécu avec lui. Il a donc pu sentir, vivre intensément, les objectifs, la vie, les bases de formation du raisonnement de Marx — le communisme. Marx était entièrement communiste. Il aimait tout historien qui introduisait la vérité dans l'histoire. Cette vérité se trouvait dans la méthode matérialiste dialectique. Marx a adressé un grand salut, inclus à des chercheurs catholiques tels que Darwin, car un homme comme Darwin apportait à la connaissance scientifique une des conclusions les plus nécessaires pour l'hisoitre : montrer d'où nous venons. Darwin établissait une base solide pour montrer que nous provenons d'une originale animale.

(suite page 4)

La lutte de tendances au sein du P.S.B. et la nécessité du front de la gauche

EDITORIAL

Un processus continu de positions contradictoires se manifeste au sein du PSB, depuis les déclarations des dirigeants, aux articles de la Jeunesse socialiste. Il est certain qu'un secteur du PSB cherche à ne pas être manoevuré par la droite social-démocrate et, au travers d'elle, par la bourgeoisie, comme dans l'affaire de "Republica". Il s'est avéré que les "directives de Moscou" étaient une déformation intéressée d'un document de Ponomariev analysant la situation favorable en Europe pour porter la gauche au pouvoir. Mais cela a donné l'occasion de publier dans "Le Peuple", plusieurs articles attaquant, soit le Parti Communiste, soit l'Union Soviétique. Comment se fait-il que des positions aussi conservatrices apparaissent encore, et que la direction du PSB continue à suivre et accepter les manoeuvres des dirigeants du Parti Socialiste Portugais ? C'est qu'il persiste dans le PSB, une aile qui sent le développement, en Europe et dans le monde, d'un processus vers la gauche et qui s'oppose tant qu'elle peut à avancer dans cette voie, qui est celle des mesures anti-capitalistes, d'étatisations, de planification de l'économie. Cette aile est liée et a intérêt à la continuation du fonctionnement du système capitaliste. Il y a peu de temps encore, les dirigeants socialistes étaient des administrateurs du capitalisme.

D'autre part, sous l'influence de tout ce processus mondial révolutionnaire, un secteur est poussé, obligé de changer et de se soumettre aux pressions des masses. Aussi, nous voyons dans "Le Peuple", à côté des prises de positions en faveur des dirigeants socialistes portugais, la publication de la résolution des travailleurs du journal "Republica", qui dénonce explicitement les manoeuvres de ces dirigeants. Le secteur socialiste qui pousse à publier de tels articles, ne se base pas pour le faire, sur une force dans l'appareil, mais sur le sentiment et l'accord de la classe ouvrière. Il y a une rébellion parmi les travailleurs, et une tendance de la direction — dont Cools, bien qu'il soit toujours entre deux eaux-voit qu'elle doit être de leur côté. Ils voient donc la possibilité pour la classe ouvrière de se rebeller contre le capitalisme. Cela n'est pas une prévision de leur part, mais un résultat de ce que la classe ouvrière fait tous les jours déjà : les occupations et mises en fonctionnement des usines, la vente des produits à la population. La classe ouvrière pose déjà la conclusion que le capitalisme n'est pas nécessaire. Elle se sent capable de fonctionner, de s'organiser, de décider sans le patrons. Il y a eu Glaverbel, le Val Saint-Lambert, et maintenant, une entreprise de transports qui fait la même chose.

Quand il y a une telle résolution de la classe, que faut-il faire ? Le Parti Communiste pose, dans son dernier Comité Central, l'existence d'une gauche dans le PSB et la nécessité de l'impulser à se gauchir, en particulier au Parlement. D'accord avec cela. Mais que peut-on résoudre d'important au Parlement ? rien. Les discussions, les affrontements se mènent sur le terrain des usines, de la lutte que mène la classe ouvrière pour imposer des conquêtes ou pour maintenir tous ses droits acquis face à l'offensive du capitalisme. Celle-ci est développée à tous les niveaux : ils essaient de supprimer la liaison des salaires à l'index, et le font dans les faits, dans certaines entreprises, ils réquisitionnent de force les ouvriers en grève — ce qui est une attaque digne des nazis, contre le droit de grève.

Le PC doit proposer tout un plan d'activité, de front unique au PSB, basé sur un programme pour le faire avancer. Et le mener de l'avant avec l'aile gauche socialiste qui veut, elle aussi avancer. Mais le PC doit être plus résolu et décidé à le faire, alors qu'il se montre très timide pour se mouiller ; pour prendre position, même dans les votes au Parlement. Le PC doit appeler à discuter plus profondément, et tirer lui-même les conclusions, de la signification du progrès communiste en Italie. Ce progrès ne s'est pas réalisé sur la base d' une activité parlementaire, mais au travers de l'approndissement des luttes de la classe ouvrière, de la formation des conseils ouvriers, de l'organisation du double pouvoir dans des régions entières, du refus par les masses de payer les augmentations des loyers, de l'électricité, des impôts, au travers de l'imposition de conventions collectives favorables aux ouvriers, malgré la crise capitaliste. C'est sur cette base du gauchissement des syndicats, et de l'action de l'avant-garde communiste que des secteurs importants des masses démocrates-chrétiennes ont été gagnées. De même, des millions de jeunes qui ont voté pour la première fois, ont voté massivement communiste et socialiste.

En Belgique, il faut intervenir de la même façon dans le processus. La gauche socialiste ne se trouve pas seulement à l'intérieur de l'appareil du Parti, mais das les syndicats. Sous la pression des masses ouvrières, des militants, des délégués, des dirigeants syndicaux, socialistes en particulier,

(Suite à la page 4)

SUR LES CHANGEMENTS DE L'ECONOMIE EN POLOGNE

20•5•75 *(extraits)* **J. POSADAS**

Dans un article d'il y a trois ans, nous posions le problème de la situation de l'agriculture et de l'industrie en Pologne. Nous disions – comme nous l'avons réitéré plus tard dans l'article sur "Sovkhozes et Kolkhozes" –, que l'agriculture en Pologne connaissait un progrès lent, maintenait un bas niveau de production, non à cause d'un retard de l'Etat Ouvrier, ou du manque d'industrie ou du manque de relations entre industrie et agriculture. Ces problèmes existaient, mais sans être la cause essentielle du retard. Nous écrivions que l'arrièrement n'était pas dû au manque de moyens techniques, mais bien à l'organisation sociale arriérée de l'agriculture polonaise. Et cela n'était pas une situation imposée par le retard économique et social de l'Etat ouvrier, mais bien par une politique délibérée de la direction qui cherchait à garder des points d'appui et maintenir l'appareil bureaucratique. Il en allait de même en URSS. Et c'est le même problème qui se pose aux Chinois. Un des objectifs essentisls posés actuellement en Pologne est d'éliminer la petite propriété, les milliers et milliers de petits propriétaires qui réalisent les 70 % de la production agricole, pour les transformer en propriétfes collectives. Il faut tenir compte qu'ils prennent de telles mesures au moment où il y a le Vietnam ; ils le font après que Harasty ait écrit sur les changements nécessaires à réaliser dans la production en Hongrie, dans la relation ouvriers – production – Etat. Ils le font à la suite des changements très profonds réalisés en Yougoslavie pour éliminer les divisions territoriales où chaque secteur défendait ses intérêts particuliers. Ces réformes qu'ils vont faire maintenant dans la production en Pologne, incluent aussi l'élimination de la division territoriale afin de centraliser et éliminer un grand nombre de petits Etats, de petites républiques ou de petites municipalités. Par exemple, au lieu de 100, en faire seulement dix.

De cette façon on élimine l'appareil bureaucratique qui défendait des intérêts locaux, régionaux, provinciaux, municipaux. On essaie d'éliminer cela afin de centraliser. On élimine ce pouvoir bureaucratique et on le centralise, en affirmant ainsi un pouvoir bureaucratique supérieur, plus élevé. C'est à la fois une lutte bureaucratique et une lutte nécessaire car elle supprime des secteurs arriérés dans la production, un pouvoir disséminé dans 20,40,100 communautés ou municipalités. Et on les centralise dans peu de mains. En même temps on développe la production, l'intervention des masses et on élimine le poids de la propriété privée. C'est un facteur de progrès immense, même si c'est une mesure encore bureaucratique.

Les camarades communistes ne se préoccupent pas d'expliquer pourquoi tout cela a existé jusqu'à présent en Pologne. Pourquoi ? Ils font de même quand il critiquent Staline. C'est bien de le critiquer. Mais : pourquoi Staline ? qui l'a mis à cette place ? Ce n'est pas le peuple soviétique. Si le peuple avait appuyé Staline, celui-ci n'aurait pas eu besoin de la dictature, de la négation des libertés, de la discussion. Il exprimait publiquement son adhésion à Staline, donc à une politique et un objectif corrects. Cependant les objectifs de Staline étaient incorrects. Ce n'est pas lui qui a gagné la guerre. C'est l'URSS et les masses du monde. Pourquoi ne se posent-ils pas ces questions ? En Pologne, c'est la même chose. Pourquoi en Pologne, aujourd'hui, y a t-il 70 % de la production agricole qui se base sur la propriété privée, la petite propriété ? Les camarades communistes ne se posent pas cette question. Cependant il faut y répondre : pas parce que les universités en auraient besoin, mais parce qu'on a besoin d'apprendre le cours de l'histoire et de savoir que faire.

Ils se proposent d'éliminer la propriété privée, qui est un facteur de contention du progrès de l'économie, et de la concentrer. Nous expliquions tout cela dans un article, il y a 3 ans. Lénine l'avait posé et ensuite Trotsky, Les camarades communistes ont laissé de côté ces problèmes. Nous les avons réincorporé pour les discuter. C'est nous qui nous sommes occupés de montret que les erreurs ne provenaient pas du retard dans la production industrielle, qui existait, mais n'était pas le facteur essentiel. L'essentiel était le manque de vie communiste, de direction communiste, de vie politique, de soviets, de démocratie soviétique. On donnait la prépondérance à l'appareil bureaucratique en s'appuyant sur la propriété privée dans les campagnes. La cause du retard était un facteur social, et non économique. Celui-ci, tout en étant important, n'était pas déterminant. L'essentiel était le facteur économique. Voilà ce qu'ils disent maintenant. Ils ne le disent pas ouvertement, mais leur analyse conduit à cette conclusion. Ces changements sont un progrès très grand, qui ne peut se limiter à des changements dans les formes de la production et de la propriété agricole. Ils devront s'exprimer inévitablement dans des relations supérieures du prolétariat avec les paysans et avec l'appareil du parti. Pour vivre tout cela, il faut des idées et de des analyses.

Un des problèmes de l'arrièrement, du développement lent, de la sujétion, des entravers qui retiennent le progrès, c'est la forme de la propriété agricole qui existe dans tous les Etats ouvriers. C'est faux de croire que si on exproprie il va se produire un soulèvement. Il ne se passera rien du tout ! C'est faux. Nous disions cela il y a trois ans. Un an plus tard les communistes polonais eux-mêmes ont fait un article, dans lequel ils démontraient que les enfants de tous ces propriétaires de terres ne voulaient plus rien savoir de la terre et allaient dans les villes et devenaient communistes. Tous. Il ne restait que les vieilles familles paysannes, mais leurs enfants étaient tous communistes. 10,15 % suivaient la tradition de leurs parents avec la propriété agricole mais tous les autres étaient communistes.

Les problèmes des Etats ouvriers ne sont pas des problèmes d'économie seulement, des formes de la propriété, de la politique. Ils sont liés directement au degré de relation de démocratie, de relations démocratiques socialistes dans le mouvement ouvrier, chez les paysans, dans l'Etat ouvrier. Un des problèmes essentiels, qu'on ne discute pas, c'est le rôle que joue la démocratie socialiste dans le progrès et le développement des Etats ouvriers. Ce sont les appareils qui discutent, et non les masses. Et pourquoi en est-il ainsi ? Pourquoi ne pas discuter, comme nous le faisons nous-mêmes. Qu'est-ce qui l'empêche ? Il y a du temps, de la capacité, des moyens de préparation théorique et politique, alors pourquoi ne pas discuter ? Parce que c'est l'appareil bureaucratique qui doit faire des modifications, des changements, un progrès. Il essaie de le faire sans l'intervention des masses. Il doit donner des améliorations, mettre de l'ordre dans la structure de l'économie pour la rendre plus efficace, comme ils font maintenant en Pologne, afin qu'elle produise plus, qu'elle ait un meilleur rendement, et en même temps, ils éliminent des facteurs, des secteurs de propriétaires qui sont un bras du système capitaliste, dont ils sont les alliés. De tels changements ont lieu, parce qu'il y a des préparatifs de guerre, et parce que les conditions sont mûres pour une élévation très dynamique du développement de mesures socialistes dans les Etats ouvriers. Autrement on ne prendrait pas de telles mesures.

Ces mesures n'ont pas été adoptées dans des congrès. Le Congrès du PC Polonais n'en a pas discuté. Ils les prennent maintenant. Pourtant, au moment de la rébellion des ouvriers de Stettin et Dantzig, tout cela se discutait déjà. Ils demandaient la démocratie, le droit de discuter, de changer les relations dans le parti, d'éliminer des bureaucrates, de baisser leurs salaires, d'éliminer l'arrogance et l'inégalité des salaires. Il y eut un fait d'une énorme importance, et que la presse communiste a communiqué sans lui donner d'importance, sans le faire connaître, et sans le développer ni en tirer les conclusions : quand les ouvriers de Stettin et Dantsig ont reçu l'augmentation de salaires, ils ont décidé de la partager en faveur de ceux qui gagnaient le moins. Pour leur propre compte ils ont fait une distribution socialiste démocratique, en donnant à ceux qui en avaient le plus besoin et non en fonction de la capacité de chacun. Les ouvriers montraient qu'ils avaient un sentiment de justice socialiste, d'égalité, supérieur à leurs dirigeants, qui continuaient à organiser la distribution des augmentations à chacun selon ses capacités, alors qu'eux donnaient à chacun selon ses besoins. Ils n'ont pas pu généraliser cela parce que c'est le gouvernement qui décide de la répartition des salaires. Mais là où ils ont pu, les ouvriers ont faot une distributio à chacun selon ses besoins.

Les camarades communistes ne discutent pas cela. Ils ne prennent pas en exemple le fait que c'est la constante mobilisation et intervention des masses pour impulser l'Etat ouvrier polonais, économiquement, socialement, politique et syndicalement, qui fut une des causes de la liquidation de Gomulka et qui impose mainteant ces changements à Gierek. Ce sont les ouvriers qui discutent, et interviennent sur les augmentations, sur les salaires. Ce sont des problèmes nouveaux qu'ils discutent. Il faut intervenir dans cette discussion pour la sortir des limites dans laquelle elle se trouve actuellement, sous l'impulsion de la pression du processus. Ils doivent développer l'économie, concurrencer limpérialisme, se préparer pour la possibilité de la guerre et ils doivent éliminer des facteurs objectifs d'alliance avec le système capitaliste, tel que la propriété privée dans les campagnes.

Il faut faire une discussion publique. Par exemple : sur l'agriculture en Pologne. Ils posent maintenant qu'il est nécessaire de centraliser et planifier la production. Alors cette mesure doit s'accompagner de la démocratie soviétique, du développement de l'intervention des syndicats, de la vie publique du parti, dans lequel toutes les masses interviennent pour discuter tous les problèmes de l'économie, du monde. En URSS, une grande réorganisation s'est faite, en moins d'un an. On a réduit le nombre de kolkozes, en augmentant la force de chacun d'eux. Par exemple s'il y avait 380 mille kolkhozes avant, dont chacun se composait de 50,60 mille unités, il y en maintenant 200 mille et chacun comporte trois fois plus d'unités. La production a augmenté. On n'a pas diminué ni éliminé l'intérêt privé du kokhoze, mais on a déjà règlementé, fait reculer les droits de chaque kolkhoze à vendre une partie privée de sa production. En URSS, comme dans quasi tous les Etats ouvriers, le kolkhoze est une exploitation de la terre de l'Etat, sous une forme privée. On fait la distribution à chacun selon sa capacité ; mais en plus chaque kolkhozien dispose d'une partie de terre qu'il peut travailler pour lui et vendre la production. Chaque kolkhozien produit sur ce morceau de terre une production agricole ou d'élevage, qui va au marché noir public. C'est la grande et moyenne bureaucratie qui achète à ce marché. Le kolkhozien fait de l'horticulture, de l'élevage dans sa parcelle. Il fait une production spécialement destinée à la bureaucratie, qui paie très bien. Ce n'est pas réellement un marché noir, mais il en a la forme car il est destiné à un marché où n'achète que celui qui en a les moyens. C'est un marché qui ne répond pas à une nécessité et qui est étranger au développement de l'URSS parce qu'il sert seulement la bureaucratie. Cela veut dire que le kolkhozien ne consacre pas tous ses efforts, son énergie, sa capacité ; sa préoccupation et sa volonté à la production du kolkhoze, mais à sa propre parcelle car il en tire plus de profit. Cela lui prend du temps, des préoccupations, des capacités scientifiques qui ne sont pas consacrées au travail du kolkhoze, et donc à l'Etat ouvrier, mais à son travail particulier.

Nous critiquons cela et posons qu'on peut et qu'on doit l'éliminer. C'est l'Etat ouvrier qui subventionnait ou donnait tout le perc des machines aux kolkhoziens. Il continue à le faire, mais il a limité son aide. Il favorise déjà moins le kolkhoze. Il augmente beaucoup plus son aide au sovkhoze.

Tout cela va provoquer une très riche discussion dans tous les Etats ouvriers, dans la prochaine étape. En Chine en particulier : un grand pas a été fait avec la formation des communes. Mais maintenant ce ne sont plus des communes qu'il faut en Chine. Celles-ci ont permis un grand développement, mais ont aussi engendré un appareil bureaucratique énorme. L'absence d'un poids suffisant du prolétariat a permis un développement de militaires et de secteurs paysans ayant un puissant pouvoir politique au travers du parti. La déclaration de Mao Tse Toung a donné une forme concentrée à ce processus : "que fleurissent 100, mille fleurs"... Il y fait appel au capitaliste, à tous, à ce qu'ils viennent. Plus tard ils ont enlevé "les fleurs", mais pour le moment, ils les remettent à nouveau : l'installation de Teng Siao Ping est une expression de cette bureaucratie.

Pour avancer, l'économie doit rompre, détruire les entraves qui empêche son plein épanouissement c'est à dire : l'usage privé de la propriété dans les Etats ouvriers, l'usage privé de la planification, qui provoque un étouffement, une contention, une entrave et une sujétion de l'économie. Celle-ci a besoin de se libérer de l'oppression qui empêche son expansion et qui consiste dans cette propriété privée, dans l'usage privé de la propriété collective, du kolkhoze. Il y a un besoin d'harmoniser la campagne et l'industrie, d'éliminer la différence entre la ville et la campagne, élever l'agriculture, les paysans, fermer "les ciseaux". Par contre, la politique de Staline provoquait l'ouverture des "ciseaux". Cette image a été utilisée, inclus par les économistes capitalistes, pour mesurer les relations entre le développement agricole et industriel. Le problème de la relation villes-campagne, continue à être fondamental dans les Etats ouvriers. Dans la majorité de ceux-ci il existe une base paysanne très importante. Et c'est la production agricole qui est la plus en retard dans les Etats ouvriers.

Toutes ces discussions sont posées actuellement par les camarades communistes. Ils sont obligés de discuter. Mais ils le font sous une forme bureaucratique et superficielle. Ils ne le font pas avec une mauvaise intention, avec une intention bureaucratique de défendre l'un ou l'autre secteur, mais ils ont une conception bureaucratique pour résoudre les problèmes du progrès de l'économie des Etats ouvriers. Ils gardent encore une conception bureaucratique, qui défend, soutient et impulse des intérêts bureaucratiques, En même temps qu'ils realisent ces réformes, ils ne parlent jamais des syndicats ouvriers. Quel est le rôle des syndicats ? Que font-ils ? A l'époque de Lénine et Trotsky, les discussions sur les mesures économiques avaient comme centre, la fonction des syndicats dans l'industrie et dans l'agriculture. Maintenant ils ne disent pas un mot du rôle des syndicats, des ouvriers. C'est l'appareil du parti qui décide de ces changements. Ceux-ci sont importants, en général. Nous sommes d'accord avec eux. Mais pas d'accord avec la forme de leur réalisation. C'est un progrès, mais ces réformes doivent aborder aussi le problème de la fonction de syndicats. Voilà qui est essentiel pour l'économie des Etats ouvriers. En même temps, la bureaucratie sent la nécessité de compter sur un appui plus solide et ferme dans la société. Tous ces secteurs paysans sont incertains, ils sont un point d'appui pour le système capitaliste, de toutes manières. Ils retiennent l'expérience de la politique de Staline en Union Soviétique, qui a permis l'invasion des nazis, et ils sentent aussi que cette fois-ci il ne s'agit pas d'une guerre contre un pays capitaliste, mais du règlement final de comptes. Et l'Etat ouvrier a besoin de se préparer comme à l'époque de Lénine. C'est pour cette raison que toutes ces réformes en cours actuellement dans les Etats ouvriers, sont importantes.

J. Posadas 20.5.1975

Nous appelons à discuter dans le PCB les conclusions de la reunion des PC latino-américains à la Havane.

Nous publions ci-dessous l'information donnée par le journal "Le Monde" (18/6/1975) sur le déroulement de la Conférence des Partis Communistes d'Amérique Latine à Cuba. Nous invitons les camarades communistes à discuter ces analyses et conclusions dans les sections, les réunions, les assemblées du PC, à les faire connaître et diffuser dans tout le mouvement ouvrier. La réunion de la Havane a posé des conclusions très importantes, du Chili, du Portugal, de la défaite de l'impérialisme au Vietnam, qui sont un progrès de programme et de principes marxistes, comme : "on peut aller au pouvoir, même par les élections, mais le mouvement révolutionnaire doit défedre ses conquêtes par la force des armes". "Les classes dominantes n'abandonnent pas le pouvoir, il faut les en chasser par la force". "Le nationalisme peut être transformé en position anti-impérialiste et révolutionnaire". Cette Conférence de La Havane, fait partie de la profonde discussion qui est engagée dans tout le mouvement communiste et révolutionnaire mondial. La bourgeoisie utilise des artifices qui font preuve d'une grande faiblesse, en incitant à la publication des soidisant "directives de Moscou" aux Partis Communistes d'Europe. Elle montre qu'elle n'a pas de forme propre, de perspective propre qu'elle peut opposer aux Etats ouvriers, montrant que le capitalisme est capable de répondre aux besoins de la population, en particulier de la petite-bourgeoisie. Elle doit chercher alors à utiliser les dissensions, les divergences qui existent au sein des partis communistes et entre partis communistes et socialistes, et appuyer les secteurs les plus conservateurs pour qu'ils interviennent pour contenir le processus révolutionnaire et le progrès vers le pouvoir, vers les conclusions révolutionnaires, programmatiques et politiques au sein des PC.

Il n'est pas important de prouver que ce texte publié par "Republica" est faux, mais par contre c'est fondamental de développer une discussion publique dans tout le Parti Communiste, dans le PSB et un débat public entre toutes les tendances de gauche en Belgique, en faisant connaître la réelle discussion qui

POUR LA DEFENSE DES DROITS DEMOCRATIQUES : FRONT-UNIQUE DE TOUTES LES FORCES PROGRESSISTES !

L'accentuation de l'intervention répressive d'un secteur de la police et de la gendarmerie est une conséquence de l'approfondissement de la crise du capitalisme, qui ne trouve pas de moyen de s'en sortir. Une famille marocaine de Molenbeek est tabassée, des journalistes de la RTB se font systématiquement matraquér par la police, des manifestants rençoivent des coups, des militants politiques sont emprisonnés.

Contre l'augmentation du chomage, la détérioriation des conditions de travail et de vie, contre la pollution, le gaspillage, la diminution de la qualité des produits de consommation, tous les secteurs de la population se rebellent. Et c'est le capitalisme qui est responsable de cette situation. Face à l'augmentation des grèves, à l'élévation des mobilisations de tous les secteurs des masses exploitées, le capitalisme n'a pas d'autres moyens de défense que la répression. Quelle perspective d'avenir offre-t-il ? Quel progrès apporte-t-il ? Aucun ! Il n'apporte que la guerre, il ne fait que des assassinats, dans les guerres directement, ou à cause des famines, des accidents de travail, des accidents de la route, de la pollution etc... La base fondamentale du système est le profit et rien d'autre. Mais le cycle normal du fonctionnement capitaliste est arrivé á un terme, il n'a pas la possibilité de se reproduire. Il est remis en question dans le monde entier, il a été chassé du Vietnam. La crise atteint un tel niveau, que tout le monde intervient pour le mettre en question et exprimer la nécessité d'un changement social. Cela devient de plus en plus évident. Même les prostituées font grève en France.

Face à cette situation, le capitalisme réagit, se prépare à augmenter la répression, va créer des lois réactionnaires, prépare une armée de métier accentue la répression policière sous toutes les formes.

Le rapt des enfants "Bonnet" est utilisée pour donner tout le champ libre à la police de faire ce qu'elle veut pour arrêter le "terrorisme" de toute sorte. Elle va avoir la permission de tirer à vue sur un suspect, d'empêcher la formation de groupes dans les rues. Cela n'est pas pour arrêter les gangsters, voleurs, mais bien pour empêcher les mobilisations de masses. Voilà toutes les justifications pour appliquer le projet Vanderpoorten, qui n'est pas seulement une atteinte aux droits des travailleurs et habitants immigrés, mais qui prévoit également de supprimer le droit de grève de la classe ouvrière. Les secteurs les plus touchés maintenant par les actions de brutalité policières sont les immigrés, les militants politiques et syndicaux et les ouvriers en grève. Mais c'est une atteinte aux droits démocratiques de tous. C'est une préparation à réprimer les prochaines luttes de toute la population qui s'annoncent "chaudes".

Toutes les organisations ouvrières, syndicales, progressistes de toutes les tendances doivent dénoncer tous les actes de répression et organiser una vaste campagne en défense des droits démocratiques, en défense du droit de grève, d'organisation, de la liberté de pensée, de presse et d'expression. Le meilleur moyen de faire face à toutes ces attaques est de préparer l'offensive du mouvement ouvrier, des partis ouvriers, d'organiser un front unique des partis ouvriers et syndicats pour donner une issue ouvrière à la crise capitaliste. Ce n'est pas en proposant des amendements aux lois, en proposant des corrections aux lois existantes que l'on peut diminuer la répression. La bourgeoisie utilise tous les moyens dont elle dispose pour ne pas se laisser éliminer. Le Chili en est un exemple. On ne peut pas répéter un deuxième Chili dans le monde. Mais il faut répéter le Portugal. Et s'appuyer sur son exemple. Face à chaque tentative de coup réactionnaire, le MFA a pris des mesures contre les multinationales, contre les banques, a donné plus de pouvoir aux masses à la classe ouvrière. Il faut se préparer à faire la même chose en Belgique et attaquer les responsables de la crise, avec un programme anticapitaliste.

Il est important et indispensable que toutes les organisations de gauche et démocratique interviennent contre les procès politiques. Il faut présenter un front face aux attaques de la bourgeoisie pour n'importe quelle organisation ouvrière ou démocratique. Nous appelons toutes les organisations partis ouvriers et syndicats à exiger la libération et l'acquittement des militants d'AMADA attaqués par le capitalisme. Il faut faire une campagne de presse, une campagne d'agitation pour défendre ces camarades, et exiger leur libération et la pleine liberté d'expression, d'organisation, de diffusion de tracts sur les lieux publics. Les attaques contre AMADA ou d'autres militants ne sont qu'un début. Il ne faut pas permettre l'élévation de la répression et des emprisonnements et intervenir immédiatement en défense des droits démocratiques.

---

est en cours dans le mouvement communiste mondial.

Cette Conférence des PC d'Amérique Latine à Cuba est un aspect très important de l'élévation de la discussion dans tout le mouvement communiste. Nous appuyons et soutenons tout ce progrès ! Il faut partie du progrès de la regénérescence partielle. Les PC d'Amérique Latine corrigent des positions antérieures sur des principes de base, qui sont capitaux pour mener la lutte contre le capitalisme, pour en finir avec lui en Amérique Latine. Ce sont des conclusions que l'on doit généraliser à tous les pays où le capitalisme reste encore en vie, en Europe en particulier. Les conclusions du coup d'Etat fasciste au Chili n'ont pas été discutées dans le Parti Communiste en Belgique. Devant le progrès constant, incescant des luttes, des conquêtes sociales et électorales du prolétariat européen, que ce soit au Portugal ou en Italie, la bourgeoisie se prépare de la même manière qu'en Amérique Latine.

Au lendemain du coup d'Etat au Chili, la IVe Internationale, dans les textes du cde Posadas, posait immédiatement toutes ces conclusions. "Il faut tirer les conclusions de ces expériences. Il est possible de progresser et de gagner un maximum de positions électoralement. Il faut le faire. Mais en même temps il faut montrer que c'est la lutte de classes qui doit déterminer notre position et ne jamais abandonner cette conception. La lutte des classes nous enseigne que l'ennemi n'abandonne jamais une seule position sans avoir utilisé tous les moyens dont il dispose pour s'y maintenir. Il faut donc tirer la conclusion qu'il est nécessaire de briser les insitutions sur lesquelles s'appuie l'ennemi, pour en créer de nouvelles". "Les masses du monde voient qu'elles peuvent aller au gouvernement au moyen des élections, mais qu'elles doivent défendre le nouveau pouvoir par la force." (Conclusions du coup transitoire de la contre-révolution et de l'héroïsme du prolétariat et des masses chiliennes" – J. Posadas – 16.9.1974).

Maintenant les partis communistes réunis à Cuba cherchet à tirer des conclusions révolutionnaires. Nous appelons à le discuter dans l'avant-garde révolutionnaire en Belgique ; le triomphe des masses communistes aux élections en Italie, les luttes ouvrières en France, en Espagne, le progrès révolutionnaire socialiste au Portugal, les prochaines grèves et mobilisations que prépare la classe ouvrière en Belgique, posent les problèmes du pouvoir, de comment organiser la gauche au pouvoir et comment affronter les coups contre-révolutionnaires de la bourgeoisie. Tel est également le fond des discussions qui ont été mises en avant par le Portugal. Nous appelons les camarades communistes en Belgique à développer cette discussion, ouvertement, en faisant connaître des résolutions des PC Latino-américains, en même temps qu'en discutant et en étudiant les textes de Posadas, qui sont une partie intégrante et importante du progrès de la discussions dans le mouvement communiste.

RÉUNIS A LA HAVANE

Les partis communistes d'Amérique latine affirment que les conquêtes du mouvement révolutionnaire doivent être défendues « par les armes »

La Havane *(A.F.P.)*. — La conférence des partis communistes d'Amérique latine et des Caraïbes, réunie la semaine dernière à Cuba, a demandé et offert aux autres partis de gauche latino-américains un « *respect mutuel* » pour parvenir à « *une analyse franche et totale* » qui conduise à l'unité et accélère la conquête de la « *seconde indépendance* » du continent

Dans un document de deux mille mots, publié lundi 16 juin, et signé par les vingt-quatre partis représentés à Cuba, les communistes se sont déclarés prêts à collaborer également avec certains secteurs de la bourgeoisie de leur pays respectif, « *ingrédient indispensable à cette lutte complexe et difficile contre l'impérialisme américain* ».

« *La lutte révolutionnaire en Amérique latine*, souligne le document, *est une dure bataille dans laquelle toutes les forces qui s'opposent à l'impérialisme américain ont leur place. Et, contre lui, le mouvement révolutionnaire doit savoir utiliser lès formes et les méthodes de lutte les plus diverses.* »

Selon les délégués présents à La Havane — le P.C. des Etats-Unis et du Canada assistaient en observateurs, — le cas récent du Chili démontre que toute forme de prise de pouvoir par la voie démocratique est utilisable, mais que le mouvement révolutionnaire « *doit défendre avec la force des armes* » ses conquêtes. « *Ce qui s'est passé au Chili*, souligne le document, *confirme la validité de la conception marxiste - léniniste selon laquelle les vieilles classes n'abandonnent pas volontairement le pouvoir, mais qu'elles le défendent avec leurs ongles et leurs dents.* »

Face à cela, et pour ne pas que la classe ouvrière demeure isolée, il est nécessaire, selon le document, « *d'appliquer une politique d'alliances larges et flexibles et d'avoir une direction unique et homogène des forces de coalition anti-impérialistes* ».

La résolution adoptée signale que « *la bourgeoisie latino-américaine a perdu il y a longtemps la possibilité de jouer le rôle dirigeant qui appartient au prolétariat.*

» *L'indépendance de celui-ci ne doit jamais se subordonner au bénéfice de profits conjoncturels, bien que l'incorporation de secteurs bourgeois au front large de la lutte anti-impérialiste et anti-oligarchique ait une grande importance* ».

Pour les partis communistes d'Amérique latine et des Caraïbes, « *l'impérialisme nord-américain est l'ennemi principal et commun* ».

« *Le nationalisme*, estiment-ils, *doit être transformé en position anti-impérialiste et révolutionnaire dans la mesure où les forces populaires entrent avec résolution dans la bataille et que les contradictions entre les gouvernements nationalistes du continent et l'impérialisme s'accroissent.* »

« *Les trois grands courants de notre époque*, poursuit le document, *qui sont le système socialiste mondial, la classe ouvrière internationale et le mouvement de libération nationale convergent pour lutter contre l'impérialisme.* »

La conférence des partis communistes de La Havane a d'autre part énergiquement condamné la « *néfaste* » politique communiste de la Chine dans le continent. Elle a accusé le P.C. chinois de fomenter « *des groupes de pseudo-révolutionnaires qui, avec un faux radicalisme, divisent la gauche, attaquent les partis communistes, bloquent le processus progressiste et très souvent agissent comme des agents de l'ennemi au sein du mouvement révolutionnaire* ».

Le parti communiste et les réunions «à coeur ouvert» de Saint-Gilles.

La section de Saint-Gilles du Parti Communiste organise depuis quelque temps, des réunions à coeur ouvert. C'est une bonne idée d'organiser de telles réunions dans une commune populaire comme Saint-Gilles. Ce serait un moyen de réunir dans un travail de quartier, des militants communistes, socialistes, chrétiens de gauche et sans parti et aussi les militants "gauchistes". Le PSB n'organise aucune vie culturelle, de discussions sur les problèmes d'actualités et qui préoccupent les habitants. Il existe bien "une Maison du Peuple", mais qui n'est qu'un bar, et où il n'est possible de se retrouver pour discuter et échanger des idées. Pour attirer les militants socialistes, ou les habitants socialistes du quartier, il faudrait aller les trouver sur place, en distribuant des tracts dans les bôites aux lettres, en proposant des thèmes précis de discussions dans ces réunions. Par exemple : la participation d'André Cools aux réunions des PS méridionaux et le programme à discuter dans le PSB pour faire face à la crise capitaliste ; les dernières élections sociales et comment organiser la lutte dans le Syndicat ; les résultats des élections en Italie et l'expérience des conseils ouvriers ; Le Portugal et le front unique communiste-socialistes, le rôle du MFA. Si un thème précis de discussions est proposé, cela va attirer plus de gens, cela va centraliser la préoccupation pour approfondir les idées, et la discussion. Les militants socialistes vont voir alors, que le PC donne une orientation, fait des propositions précise et concrètes.

Une autre activité, qui peut avoir pas mal de succès dans le quartier, et qui permettrait d'élargir le public de militants à toute la population du quartier, les enfants, les femmes, les immigrés, est de passer des films anti-impérialistes, ou sur des thèmes de lutte. Il y a une quantité de films qui circulent dans tout le pays et qui sont très bons, qui pourraient stimuler une discussion : Sur le Dhofar : "Et l'heure de la libération a sonné" ; sur les grèves de 60-61 ; sur le Vietnam : "Des fleurs et des fusils" de Gérard Valet ; sur le Maroc, sur l'Algérie, sur l'Union Soviétique : Le cuirassé Potemkine ; Ou encore sur les grèves de mineurs : "Le sel de la terre" ; etc... Il est très possible de réaliser de telles activités à la maison des pionniers, et les incorporer à cette activité en distribuant les tracts dans les boîtes aux lettres, en collant des affiches dans le quartier. Cela va attirer la population dont la majorité est ouvrière dans la commune.

Pour que beaucoup de gens participent à ces réunions, en appel dans le "Drapeau Rouge" n'est pas suffisant. Il faut faire un travail minutieux d'organisation avant, de diffusion par tous les moyens et même en faisant des meetings sur les places publiques.

EDITORIAL

avancent dans la compréhension qu'il faut en finir avec la bureaucratie, avec le fonctionnement féodal des syndicats. Mais cette gauche n'est pas représenté dans les déclarations d'un Davister – aussi belles et percutantes qu'elles essaient de se montrer, et que le "Drapeau Rouge" publie et approuve. Davister dit ces mots et fait exactement le contraire. La gauche syndicale, se sont les délégués, les militants qui se sont mobilisés, qui ont discuté et qui organisent l'activité de la classe ouvrière, les occupations d'usines, les grèves, qui imposent la liquidation des vieilles directions conservatrices dans les usines. Il faut unir la discussion sur la gauche dans le PSB et la nécessité d'organiser la gauche dans le syndicat.

La vieille direction social-démocrate recule. Elle a fait le jeu de la bourgeoisie dans l'affaire de "Republica", mais elle est mise en question. Coolsexprime cela en partie. Mais il ne peut pas non plus continuer à poser que le PSB doit rester au carrefour des différents courants socialistes européens, de ceux de la Méditerranée et ceux de l'Europe du Nord. Qu'y a-t-il à apprendre, à retirer des positions de la social-démocratie ? comment administrer le capitalisme en crise ? malgré l'inflation et les millions de chômeurs ? Il faut ouvrir les yeux et analyser pourquoi, dans les Etats ouvriers, en URSS, en RDA, en Pologne, Hongrie etc., malgré la bureaucratie, il n'y a pas de crise économique. Cela est dû à la supériorité de l'économie planifiée sur l'économie capitaliste. Dans ce sens, les déclarations de Mitterand à son retour d'Union Soviétique ont eu de l'importance, quand il posait que les partis socialistes ne pouvaient à aucun prix dédaigner l'expérience des pays socialistes.

Il faut discuter comment un pays comme l'URSS, qui depuis 1917 a connu la guerre, l'encerclement capitaliste, la guerre civile contre la réaction, qui est partie de conditions féodales dans les campagnes, d'une situation de famine, est parvenue en 50 ans à être une puissance immense – malgré la bureaucratie, malgré le stalinisme, malgré l'invasion des nazis.

En même temps que se posent ces problèmes, et cette discussion pour un programme dans le PSB, il se pose aussi le besoin de nettoyer le Parti de la corruption, de la bureaucratie, des profiteurs. C'est en fonction de cela, que Cools propose maintenant de rénover le fonctionnement à la base, de recommencer à faire vivre des sections d'entreprises. Il faut discuter sur quel programme faire cette rénovation. Par exemple, à Charleroi : 14.000 ouvriers vont être mis au chômage en sidérurgie, pendant le mois de juillet et août. Comment répondre à cela ? si le capitalisme n'est pas capable d'organiser scientifiquement l'économie, c'est à la gauche de le faire. Il faut proposer d'étatiser les principales usines sidérurigiques, de faire un plan de production, le partage du travail, la diminution du temps de travail à 36 heures et moins si c'est nécessaire. Pendant toute la période antérieure, les ouvriers étaient obligés de faire des milliers d'heures supplémentaires. Maintenant on les met au chômage ! Le capitalisme fonctionne empiriquement, à la recherche du profit, c'est cela la cause de cette situation. Pourquoi ne pas discuter alors de l'organisation d'un front de la gauche PSB-PCB-gauche chrétienne, appuyé par les syndicats, et incorporant toutes les tendances révolutionnaires, pour appliquer ce programme.

On ne peut pas se contenter d'un accord comme celui qui a été obtenu au Val-Saint-Lambert et qui décide, de toute façon, de licenciement de 150 ouvriers. Tout l'important de cet accord, c'est à dire l'obligation de poursuivre l'activité de l'usine, a été acquis par la volonté et la persistance de la classe ouvrière. Mais les licenciements sont quand même là. Il faut une planification de l'économie, et constituer un front de la gauche avec un programme anti-capitaliste.

La bourgeoisie belge persiste à se centraliser avec l'impérialisme yankee, car c'est sa seule planche de salut. Même le discours prononcé par le roi en Union Soviétique, sur la défense et le soutien de l'OTAN, le montre. Il faut donc préparer l'alternative de classe à cette crise.

Parallèlement à la discussion sur un programme plus à gauche, un aspect important de la crise dans le Parti Socialiste, c'est ce nettoyage qui se fait dans le Parti, la dénonciation de la corruption. Celle-ci est un résultat de toute la vie antérieure de la direction socialiste, qui s'est pénétrée de la structure, de la conception et du fonctionnement capitaliste. Mais le PSB ne pourra avancer si ce ne sont pas les sections de base, d'entreprises principalement, qui deviennent les centres du fonctionnement et des décisions dans le Parti. Il faut lutter contre la corruption à tous les niveaux de l'appareil socialiste, demander l'ouverture des livres de compte des dirigeants, et exiger des discussions publiques de tous les problèmes. Ce nettoyage va être bien profond. Il commence déjà avec les sénateurs, avec des responsables de la direction du PSB lui-même. La plainte déposée par Cools et Claes contre le secrétaire du PSB pour détournements de fonds, montre que le PSB doit se préparer à une action plus profonde que celle souhaitée par la direction elle-même. Ce profond processus ne vient pas des dirigeants, mais de toute la pression de l'aile gauche. Celle-ci lutte encore dans le cadre de l'appareil, parce qu'elle ne se sent pas assez d'assurance pour aller plus loin. Mais la publication de la résolution des travailleurs de "Republica" est un indice de ses intentions d'aller plus loin. Tous ces faits, différents dans l'apparence, ont un trait commun : il faut nettoyer le parti, non seulement des voleurs d'argent, mais aussi de ceux qui volent la vérité, de ceux qui utilisent des problèmes comme celui de "Republica", pour attaquer le pogrès du socialisme. Le réel problème, est celui de comment avancer vers le socialisme. Il n'y a pas trente six solutions, il n'y en a qu'une : éliminer le capitalisme. La polémique s'approfondit, entre les ailes qui le voient, et ceux qui veulent amadouer et réformer le capitalisme. L'expérience du Chili et de toutes les luttes pose une conclusion fondamentale : on peut avander, même électoralement, mais quand le capitalisme voit son existence menacée, il utilise tous les moyens pour garder le pouvoir. On peut aller au gouvernement et nous appelons à lutter pour avancer vers ce gouvernement de gauche, tout en se préparant, en cours de route, à prendre le pouvoir parce que la bourgeoisie ne va pas désarmer.

30/6/1975

ESPAGNE

Elle concentre la répression pour le moment au pays basque, en comptant sur le régionalisme de la direction du mouvement ouvrier. Actuellement, on ne peut pas poser les problèmes de l'auto-détermination comme à l'époque antérieure. Comme l'analyse Posadas pour l'Ethiopie ou le Vietnam, il existe déjà dans l'humanité les conditions, la conscience et la volonté de s'unifier, sur la base d'un programme socialiste. Pour le pays basque, c'est sur cette base qussi qu'il faut discuter et proposer un programme d'unification socialiste de l'Espagne. Lutter contre cette vague de répression contre les basques, c'est proposer, dès maintenant, d'abattre le régime de Franco, et d'avancer des mesures démocratiques et socialistes en même temps, comme le fait le Portugal. Nous appelons la classe ouvrière en Belgique, la gauche socialiste, le PCB, les syndicats, la gauche chrétienne, tous les groupes de gauche, à maintenir cette mobilisation constante, cet objectif et à militer pour une grève générale de toute la classe ouvrière en Europe, en appui à la lutte des masses espagnoles.

Editeur responsable : Pôlet Claudine
46, Avenue Gilleaux 6080 Montignies s/S

SUR LA VIE DE MARX...

Marx avait une grande préoccupation pour comprendre la vie et les relations entre la nature, la vie, l'économie, les relations humaines et le futur de l'humanité. Aussi a-t-il salué avec une joie immense, objective, les travaux de Darwin, car celui-ci affirmait le principe matérialiste dialectique de l'histoire. Darwin était un catholique militant. Marx fut pourtant un de ses propagandistes.

Une des choses que doit faire le mouvement communiste mondial, est de publier une biographie complète de Marx. La vie de Marx est la plus belle contribution qui soit à la connaissance de l'humanité, au développement de l'assurance de l'être humain. Avec 150 ans d'anticipation, il a prévu tout ce qui est en train de se passer : c'est le Manifeste Communiste. Marx nous a légué, à nous, à ses disciples les plus élevés comme Lénine, Trotsky et les bolchéviques, la capacité de voir objectivement l'histoire et d'incorporer à l'histoire tous ceux qui contribuent au progrès, sous forme d'idées, de moyens matériels, de contribution scientifique, aussi limitée soit-elle.

Marx s'occupait de tout, et même des choses les plus invraisemblables. Il voulait comprendre la vie, démontrer que celle-ci n'avait rien de mystérieux, qu'elle était le produit de conditions historiques, et que la venue du régime capitaliste et du prolétariat créaient les conditions pour la transformer consciemment. Avant, la vie était toute empirique, chacun courait derrière ce qui l'intéressait, entre autres, la marchandise.

Marx mettait une telle passion à son oeuvre, car celle-ci était nécessaire à l'humanité. Il fallait accomplir une telle oeuvre. Il existe une identité, mais pas une similitude entre Marx et nous : il n'y a pas de similitude, car Marx est Marx et nous sommes ses disciples. Mais il y a une identité, car nous voulons ce que lui-même voulait. Il n'y a pas de similitude dans la forme, dans tous les aspects, mais bien dans le fond, car nous nous identifions à Marx. Nous sommes convaincus de la justesse de ce que nous disons. Nous le prouvons dans tout ce que nous publions. Notre résolution et fermeté vient de notre assurance dans les idées. Notre assurance ne vient pas d'une analyse ou d'un besoin particuliers, mais de notre confiance que ce que nous faisons est nécessaire à l'histoire. Il faut lire Marx. Il montre la simplicité et la joie du communisme et aide beaucoup à comprendre notre propre fonction dans l'histoire.

Lafargue dit de Marx "qu'il était un citoyen de n'importe quel pays". Nous posons que "nous sommes de nationalité marxiste". C'est une qualification supérieure à celle que l'on pouvait faire à cette époque, car alors le marxisme devait encore prouver sa validité. Aujourd'hui le marxisme a déjà donné la preuve qu'il est la racine du développement de toutes les relations humaines. C'est pourquoi "nous sommes de nationalité marxiste". Il est important, pour comprendre notre fonction, de voir que notre assurance historique vient du fait que nous sommes nécessaires à l'histoire. Nous fonctionnons et agissons, non en fonction des intérêts de l'un ou de l'autre, mais selon les intérêts de toute l'humanité.

J. POSADAS
13/4/1975

POUR LA LIBERATION DES PRISONNIERS POLITIQUES EN URUGUAY

Nous faisons appel à tous les partis et organisations ouvrières, au PCB, au PSB, aux syndicats aux groupes de gauche, aux organisations démocratiques à poursuivre la campagne pour la libération de tous les emprisonnés politiques en Uruguay, à envoyer des prises de positions au gouvernement uruguayen, à publier cette brève note dans leurs organes de presse.

Nous faisons un appel particulier à poursuivre une campagne exigeant la libération immédiate des camarades :

- **GLORIA CORREA (ex-fonctionnaire des Allocations Familiales) emprisonnée depuis le 22 février 75.**
- **RUBEN CORREA (architecte) ; emprisonné depuis le 24 février 1975,**
- **OTTO RADICIONE SANCHEZ (fonctionnaire de la caisse 31 des Allocations Familiales ; ex-candidat député du Frente Amplio) emprisonné depuis le 25 février 1975.**

Nous dénonçons que depuis de nombreux jours on est sans nouvelles de Ruben Correa et Otto Radicione Sanchez. Nous faisons appel à dénoncer leur disparition et à exiger leur réapparition, au moyen de lettresç résolutions, télégrammes.

Nous saluons la libération survenu, il y a quelques jours, de MILTE RADICCIONE, qui est une conséquence directe de la puissante campagne mondiale qui s'est développée. Cette nouvelle est un encouragement à continuer la campagne pour la libération des autres camarades.

Nous publions les dernières informations reçues sur le déroulement de cette campagne dans divers pays :

ARGENTINE : Jeunesse Péroniste (Signé : Ismael Salame) ; Groupe "Loyauté et Souveraineté" du Péronisme révolutionnaire (signé : A. Ferraresi, vice-secrétaire) ; Jeunesse Intransigeante (signé : Dante Fesler) ; Jeunesse Révolutionnaire Chrétienne Argentine ; Commission des Familles des Emprisonnés péronistes ; Groupe de Musique Folk Los Huerques et Los Indianos ; Hamlet Lima Quintana (écrivain) ; Gianfranco Pagliaro (chanteur et compositeur) ; ORES (Organisation Radicales des Etudiants Secondaires de Cordoba) ; Syndicats des chauffeurs de Taxis de Tucuman.

PEROU : Cesar Jimenez, pour la Confédération Nationale du CCII, CONACI ; José Maria Salcedo, pour la presse socialisée ; Prospero Orosco pour "Peuple Jeune" du quartier "El Rescate" ; Julian Salvador (prêtre catholique) ; Jose Bautista (dirigeant de "Peuple Jeune") ; Fédération Provinciale des Travailleurs du port de Callao, section Discipline ; Antonio Aragon, pour la Communauté Urbaine Autogérée de Villa El Salvador ; Comité de Quartier n° 23, III Zona de El Augustino ; Walter Sacayo M., pour la Fédération agraire départementale de Lima ; Baldomero A., pour la Communauté urbaine "Tupac Amaru".

ITALIE : PCI, fédération de Florence ; ANPI, de Florence ; CGIL de Florence.

PRESSE TROTSKISTE

ALGERIE
REVOLUTION SOCIALISTE - Organe du Groupe IVe Internationale.

ALLEMAGNE
ARBEITER STIMME - Organe de la section allemande de la IVe Internationale.
Paul SCHULTZ - Postfach 4392, Frankfurt/M - 16.

ANGLETERRE
RED FLAG - Organe du Revolutionary Worker's Party, 24, Cranbourn Street, Leicester Square, Londres.

ARGENTINE
VOZ PROLETARIA - Organe du Partio Obrero (T).

BELGIQUE
LA LUTTE OUVRIERE - Organe du Parti ouvrier révolutionnaire (T), C Polet - B.P. 273 Charleroi I.

BOLIVIE
LUCHA OBRERA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (trotskiste).

BRESIL
« Frente Operaria »
Organe du Partido Operario.

CHILI
LUCHA OBRERA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (T).

CUBA
VOZ PROLETARIA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (T) - Montes 12, ap. 11, Piso 2. Habana (Cuba).

EQUATEUR
LUCHA COMMUNISTA - Organe du Partido Communista Revolucionario (T).

ESPAGNE
LUCHA OBRERA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (T).

GRECE
KOMMUNISTIKIPALI - Organe du Parti Communiste Révolutionnaire (T).

ITALIE
LOTTA OPERAIA - Organe du Parti Communiste Révolutionnaire (T) Pietro Leone - Casilla 5059.
00153 Rome Ostiense.

MEXICO
VOZ OBRERA - Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire (T).
Jose L. Hernandez - Apdo. Postal - Num. 66-587, Mexico 12 DF.

PEROU
LUCHA OBRERA - Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire (T) Apartao 5044 Correo Central, Lima.

URUGUAY
FRENTE OBRERO - Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire (T) Montevideo.

La démocratie et le programme de la gauche pour répondre à la crise du capitalisme

EDITORIAL

La bourgeoisie essaie de profiter de la démobilisation des directions ouvrières, syndicales, pour porter des coups contre l'emploi, contre les droits démocratiques, contre le niveau de vie des gens. Les 3/4 des ouvriers de la sidérurgie en chômage technique à Charleroi, le démantèlement progressif des usines Fabelta, et de Glaverbel, le chômage à Caterpillar, la hausse des prix des produits de consommation courante, malgré le "bloquage sélectif" des prix décidé par le gouvernement, la préparation à la répression contre la population sous prétexte de lutter contre les voleurs et contre les automobilistes imprudents. Le chômage comme la hausse des prix ne sont pas des conséquences fatales d'une crise dont personne ne serait responsable. La crise vient du régime capitaliste qui n'est pas capable d'assurer le progrès, le développement de l'économie, de répondre aux besoins de la population, et qui concentre toutes ses forces financières, techniques, économiques, militaires, dans la préparation de la guerre contre-révolutionnaire. Pour cela les menaces du ministre américain Schlessinger, d'utiliser des armes atomiques tactiques en Europe ne sont pas de simples déclarations. De même que l'intention du capitalisme français d'aider à l'armement en fusées nucléaires de l'Allemagne capitaliste. Ou les déclarations de Kissinger signalant sa "préoccupation pour le succès des forces anti-démocratiques en Italie", après le triomphe communiste aux dernières élections, et aussi la campagne de mensonges et de menaces de tout le capitalisme mondial contre l'avance du Portugal vers le socialisme. Dans toute l'Europe, l'affrontement classe contre classe s'élève et demande une préparation, le front unique de toutes les forces de la gauche, et un programme anti-capitaliste pour lui donner une issue en faveur des masses, du progrès de la population.

Les luttes, les grèves, les occupations d'usines, les manifestations, les grèves générales, ne connaissent aucune interruption ni de trêve, ni de vacances, ni en Europe ni dans le reste du monde. L'exemple de l'Argentine est d'une importance énorme pour toute la classe ouvrière d'Europe, de Belgique : en trois jours, le prolétariat par l'imposition de sa force de classe, a obligé la bourgeoisie et le gouvernement péroniste à céder sur la plupart de ses revendications. La classe ouvrière montre la même chose en Italie : c'est elle qui a attiré la base démocrate-chrétienne à voter pour le PC et le PS, parce qu'elle a démontré sa force, sa confiance, sa décision d'en finir avec le capitalisme, dans toutes les activités avant les élections : dans les grèves incessantes, dans la formation des conseils ouvriers, de quartiers, d'écoles, dans les mobilisations des syndicats qui ont agi comme un double pouvoir contre le gouvernement. Et maintenant, à nouveau, toute la force gagnée et montrée dans les élections, la classe ouvrière la prend pour faire de nouvelles grèves.

C'est toute cette lutte constante qui empêche le capitalisme de faire payer plus profondément sa crise aux masses travailleuses. Alors aucune démobilisation des directions syndicales n'est permise ! Quand le patronat de la sidérurgie à Charleroi – qui fait de Charleroi un banc d'essai pour d'autres mesures de ce genre dans tout le pays – annonce deux mois de chômage technique, après avoir fait crever les gens à faire des heures supplémentaires, à faire travailler les ouvriers jusque 16 heures par jour, il reçoit pour toute réponse des directions syndicales une faible protestation et l'annonce qu'on n'acceptera plus d'heures supplémentaires dans ces conditions ! Face à une telle attaque du capitalisme, il faut exiger le partage du travail entre tous les travailleurs, sans perte de salaires, et le mettre en pratique sous la direction des syndicats, si les capitalistes ne cèdent pas. A Fabelta, ce sont les cadres d'entreprises eux-mêmes, qui font la dénonciation de la politique des sociétés multinationales, et alertent les travailleurs contre les menaces de licenciements. Les cadres se sentent eux aussi mis en cause par la concentration capitaliste et cherchent un appui dans la classe ouvrière, sentent la nécessité de son intervention. Cela veut dire que les syndicats ont toutes les conditions pour organiser la mobilisation de la classe ouvrière, et avec elle, de toutes les couches exploitées de la population !

Il faut développer une campagne constante de discussions, de mobilisation, pour préparer cette intervention de toute la classe ouvrière. Comme le fait en partie le Parti Communiste. Nous appuyons et appelons à appuyer ses propositions de lois sur la diminution du temps de travail, sur la garantie du niveau de vie. Mais maintenant que le parlement est parti en vacances pour trois mois, la crise capitaliste continue pourtant à s'aggraver et le besoin d'y répondre est urgent. Dans les syndicats, les directions sont aussi parties en vacances, mais la classe ouvrière non. Même quand les travailleurs profitent des congés payés pour se reposer de la contrainte inhumaine du

(Suite en page 2)

La crise des groupes appelés " gauchistes " et la lutte au Portugal

J. POSADAS 25-5-1975

Voir pages centrales

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU
PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

Abonnem. 12 num. 70 F
Abonnem. 24 num. 150 F
Abonnem. de soutien 300 F
Correspondance
B.P. 273 Charleroi
C.C.P. 9762 34 de C. Pole

N° 246-16 juillet 1975 HEBDO. 7 FB.

VIVE LE TRIOMPHE DE LA GREVE GENERALE EN ARGENTINE !

C'est un triomphe très important, que celui de la grève générale en Argentine. Non seulement le gouvernement d'Isabel Peron a dû céder sur les augmentations, et mettre à l'eau le "plan économique" de Rodrigo, mais aussi, et surtout, cet affrontement entre la classe ouvrière et la direction bourgeoise du justicialisme n'a fait qu'approfondir le front unique entre les militaires et la classe ouvrière et ses syndicats.

Comme le pose "Voz Proletaria" (organe de la section argentine de la IVe Internationale – dans son n° du 18/6/75) : "le programme économique de Rodrigo veut donner une issue favorable à l'impérialisme, au grand capital monopoliste, financier et exportateur. Si ni Gelbard (ancien ministre de l'économie), ni Gomes Morales (ministre il y a 20 jours), n'ont proposé que le capitalisme paie sa crise, alors quelqu'un devait proposer que les masses la paient. Si l'inflation est due à un excès de la demande de biens, quand le capitalisme n'augmente pas la production, alors il faut diminuer la demande, et pour cela, distribuer le produit national brut de façon plus favorable à la bourgeoisie, pour qu'elle puisse investir. Donc libérer les prix et bloquer les salaires. Pour permettre de couvrir le déficit de l'Etat, on augmente encore plus les taux d'intérêts, les prix des services publics, les taxes, les combustibles, et on fait payer les masses. On augmente le dollar, pour que les propriétaires terriens et les exportateurs puissent les changer pour plus de pesos, faire de la spéculation et trouvent un "stimulant" pour produire et que les gens paient cela au travers de l'augmentation des prix de l'importation, de la production et l'augmentation des effets de l'inflation. On attire le capital impérialiste en cessant les restrictions sur la r des investissements".

Mais pour appliquer un tel plan, il faut compter sur plusieurs choses : la première, c'est la passivité des masses. Celles-ci ont montré qu'elles n'étaient pas passives : ce plan n'a pas duré 20 jours, et elles ont imposé des augmentations de 130 %, malgré la restriction à 50 % posée par le gouvernement.

Mais il leur faut aussi, pour appliquer ce plan, une équipe de gouvernement du type de Pinochet et ils ne vont pas la trouver. En Argentine, un nouveau coup du type de 1955 ; est exclu. La réaction n'a pas de forces locales ni moins encore mondiales pour le faire. L'impérialisme a pu faire le coup au Chili, mais tout de suite après il a été mis en défaite au Vietnam. Les militaires du Portugal influencent les discussions dans toutes les armées du monde. C'est d'ailleurs ce que posait le lieutenant Rattenbach, dans son discours aux officiers : la nécessité pour eux, d'étudier les expériences des pouvoirs militaires dans le monde. Tout le progrès de la révolution mondiale, du Portugal au Vietnam, de la défaite du capitalisme, de progrès du Pérou, stimulent des militaires comme Torrijos au Panama – un tout petit pays –, à déclarer que pour libérer le canal de Panama il faut prendre l'exemple du Vietnam et de Ho Chi Min et utiliser tous les moyens qu'il faut. D'où sort une telle assurance dans un petit pays, pour faire face à l'impérialisme américain. C'est le progrès, le triomphe de la révolution dans le monde, la lutte des masses des pays d'Europe et d'Amérique Latine qui leur donnent cette assurance. Et aussi, ils sentent l'appui de l'URSS et des autres Etats ouvriers.

Le gouvernement a dû reculer parce qu'Isabel Peron n'a reçu aucun appui de l'armée argentine. En effet deux heures avant la grève générale, elle faisait un appel dans une assemblée de 500 chefs militaires, à maintenir l'ordre et le gouvernement. Si elle avait eu l'espoir d'avoir un appui des militaires, elle n'aurait pas reculé comme l'a fait. A l'intérieur des Forces armées, il y a tout un processus profond, exprimés dans le programme de Fautario des Forces Aériennes, dans le discours du lieutenant Rattenbach, les déclarations de l'amiral Massera, commandant en chef de la marine, qui s'est juré d'avoir la tête de Lopez Rega (le ministre de la prévoyance, péroniste de droite, assesseur d'Isabel peron), ainsi que le discour du général Laplane, commandant en chef de l'armée de terre, qui prend de grandes distances par rapport à Lopez Rega. C'est pour cela que l'armée n'a pas été favorable à la répression, au plan économique de Rodrigo. Au contraire, l'armée sent la nécessité d'intervenir avec plus de poids dans les décisions politiques et économiques du pays. Une aile importante de l'armée argentine cherche à en finir, d'une part avec le contrôle exercé sur l'information par le gouvernement, avec l'immunité des terroristes de droite, des AAA, avec la centralisation du pouvoir ; ils réclament le départ de Lopez Rega (comme le publie le journal "La Opinion").

Tous ces militaires sont aussi gagnés par la sécurité que montre l'action des masses. Ce sont elles qui ont obligé le gouvernement à céder. La grève générale lancée par la CGT est le résultat, non de la combativité de la direction, mais d'une profonde résolution des masses. Jusqu'à présent, c'est la CGT elle-même, qui soutenait le gouvernement péroniste ; ce sont les dizaines de grèves de la classe

(Suite page 3)

es » et la lutte au Portugal *

J. POSADAS
25-5-1975

commerce extérieur, permettre aux masses, aux syndicats de participer à la direction, au contrôle ou en partie à l'organisation de l'Etat et de l'économie. Les syndicats sont des instruments essentiels du développement de n'importe quel pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique Latine. Tout cela pèse sur les masses socialistes qui à leur tour pèsent sur leur direction. Cette avant-garde des partis socialistes et communistes ne luttent pas isolément. Elle ne se sent pas seule, mais impulsée et stimulée par tout ce mouvement mondial, ce qui introduit dans les partis socialistes la pression nécessaire aux changements.

Le socialisme : avec quelle politique et quel programme ?

Les partis socialistes s'organisaient au siècle passé comme des administrateurs du capitalisme. Aujourd'hui, dans ce siècle, il y a 14 Etats ouvriers, 18 Etats révolutionnaires, qui mettent en crise les partis socialistes et les empêchent de servir le système capitaliste. Tous les partis socialistes qui veulent servir le système capitaliste se désintègrent, comme le parti socialiste portugais par exemple. Soarez parle au nom d'un socialisme avec démocratie et liberté. Certes la révolution portugaise s'est faite avec l'objectif d'aller au socialisme, ce qui signifie étatiser, planifier, programmer la production, organiser des conseils ouvriers. Voilà ce qu'est la démocratie. Soarez pose par contre la démocratie et la liberté en abstrait. Il faut poser quel programme ? quelle politique ? quel objectif ? Les militaires posent un programme de transformation et si les socialistes ont obtenu un grand nombre de voix aux élections, c'est parce qu'ils se sont présentés en défense du programme des militaires.

Ce qui est important au Portugal comme pour n'importe quel pays c'est la façon d'éliminer les conséquences du régime capitaliste : le manque de démocratie, de liberté, de travail, les mauvaises conditions de vie, l'oppression, les assassinats, les morts, les invasions, les guerres. La révolution s'est faite pour éliminer tout cela, et elle a un programme. Soarez l'appuie-t-il ? Dans l'affirmative, il doit appeler le parti socialiste à ce qu'il l'accomplisse. Aussi ce qui importe des organismes est le programme, la politique pour ce programme, la tactique, les organismes pour atteindre les objectifs fixés.

La parti socialiste au Portugal est un parti qui décline et va vers une désintégration, même s'il a 38 % des voix. La démocratie chrétienne avait plus de voix que cela en Italie et elle se trouve cependant dans un processus de destruction. La DC parle aussi au nom de la démocratie, de la liberté, de l'anti-fascisme, mais c'est un parti qui défend le capitalisme. Elle tient le même langage que Soarez, elle a la même mentalité et les mêmes votes que lui. Soarez, comme la DC en Italie, ne pose ni programme, ni objectifs, ni politique, ni intervention des masses, ce qui ne signifie pas n'importe quelle intervention, mais une intervention programmée sur tous les problèmes de la société.

Les masses du monde agissent de manière opposée à ce que pose Soarez. Voilà pourquoi il a ni ne peut avoir aucune perspective, car les masses portugaises sont bien au-dessus de lui. Elles n'ont pas voté pour le parti socialiste, mais pour le programme le plus proche de leur expérience concrète, pour le socialisme. Les masses ont vu dans le parti socialiste le socialisme et un parti qui appuyait les forces armées dont le programme est l'abolition du capitalisme.

Le « socialisme à la portugaise » n'existe pas, même s'il peut exister dans la forme. Le socialisme c'est avant tout l'élimination de toutes les formes d'expression et donc l'élimination des causes de cette expression, c'est-à-dire de la propriété privée, de l'intérêt privé, du capitalisme, de la guerre, de l'armée, de la répression, de la police, des luttes répressives. Pour éliminer tout cela, il faut éliminer la propriété privée et l'usufruit privé de la propriété collective que fait la bureaucratie.

Le Portugal avance sur ce chemin. Une des choses les plus belle de l'histoire de l'humanité, qui démontre en même temps que les socialistes n'ont pas de place comme tels, est le fait qu'une armée, hier encore oppresseur, se transforme en un organisme politique pour supprimer le capitalisme ; et le fait. Lorsque l'humanité a une telle force, pour gagner une armée à jouer un autre rôle, il n'y a plus aucun doute que toutes les conditions existent pour le communisme.

L'armée est un des moyens de mesurer l'état d'esprit de la population. Or l'armée au Portugal passe d'un organe d'oppression et de répression des masses, de soutien du fascisme pendant 50 ans à un comportement diamétralement inverse. Elle ne retire pas seulement son appui au fascisme pour le mettre en défaite, mais joue un rôle inverse à celui pour lequel elle a été formée, et intervient dans la construction du socialisme en prenant des mesures dirigées dans ce sens. Tout cela ôte aux partis socialistes, mais aussi aux « gauchistes » toute opportunité.

Elever la compréhension politique des groupes " gauchistes "

Les « gauchistes » avaient au Portugal une formidable opportunité de se développer comme parti de masse. Ce sont par contre de petits mouvements. Ce ne sont pas des mouvements programmatiques, mais d'individualités, presque toutes petites-bourgeoises, qui résument l'impatience, l'irritation et la conscience anticapitaliste de la population de par le manque d'organisation marxiste conséquente et programmatique des partis communistes. Tout ce processus est le fait de l'existence des Etats ouvriers, des militaires, des policiers, des secteurs de l'Eglise qui sont attirés par la lutte pour le socialisme. Il faut donc comprendre que ce processus trouve son explication dans l'existence de 14 Etats ouvriers et des luttes des masses de tous les pays du monde. Voilà pourquoi l'Eglise a perdu son poids comme point d'appui du capitalisme et entre constamment en crise. Les yankee aussi entrent en crise, non seulement au Vietnam, mais aussi aux Philippines, en Thaïlande, au Liban.

Il faut observer la crise des groupes « gauchistes » pour intervenir et empêcher qu'ils ne se désintègrent, ne se dissolvent et pour qu'ils passent à un niveau supérieur d'intervention. Ces groupes sont embarassés par le processus de régénérescence partielle des partis communistes. Ils ont espéré leur écroulement. Cela n'est pas venu, et nous constatons avec joie qu'il y a eu au contraire un processus d'élévation. Il n'y a dans les Etats ouvriers aucun processus de désintégration, mais au contraire une élévation des luttes internes au sein de l'appareil bureaucratique, qui tendent à éliminer tous les appareils et à les remplacer par l'analyse scientifique.

Il ne peut y avoir d'analyse scientifique sans l'intervention des masses à la direction. Cette intervention exige la vie politique la plus complète et la plus élevée. Les masses doivent intervenir et pas seulement mener la vie d'appareil comme c'est le cas actuellement. Les appareils décident et les masses doivent accepter ou refuser, alors qu'elles démontrent d'une capacité de compréhension et d'orientation supérieure à toutes les directions. Leur expérience se développe d'une façon objective. Elles n'ont ni intérêts de famille, ni de sectes, ni de groupes, contrairement aux appareils.

Il a au Portugal un déficit et un retard très grand. Il n'y a pas de vie de discussion dans la classe et ce, non pas immaturité, car la classe ouvrière portugaise est capable d'acquérir le même niveau de maturité que la classe ouvrière en Italie ou en France, ou en URSS, mais parce que les directions ne lui permettent pas de vivre. Si elle a été capable d'appuyer la chute du fascisme et les mesures vers le socialisme, elle est de la même façon capable de recevoir les expériences à leur plus haut niveau.

Une des principales activités des groupes « gauchistes » doit être de jouer ce rôle. Plus le niveau de vie et de compréhension de la classe s'élève, plus s'élèvent les moyens, les conditions, la structure pour éliminer la bureaucratie, pour avancer de façon combinée et continue, de façon coordonnée vers l'Etat ouvrier. Les groupes ne sentent pas cela et c'est pourquoi certains d'entre eux en arrivent à dire que l'URSS est fasciste.

C'est une désintégration de la pensée scientifique, non une erreur, mais une attitude vicieuse. Qui peut dire une chose pareille est quelqu'un qui s'annule, qui ne représente pas le mouvement ouvrier. Il peut défendre des positions de lutte, de revendications de la classe, mais il ne tient aucun compte de la méthode pour construire l'Etat ouvrier. Or cette méthode, est essentiellement de caractériser correctement l'URSS et la Chine. Qui caractérise l'URSS comme un Etat capitaliste ou fasciste, ou comme un ennemi de la classe ouvrière est annulé, dans la mesure où il s'incorpore à une conception erronée de l'histoire. Toute sa planification est en conséquence fausse.

Tous les groupes qui caractérisent l'URSS comme fasciste se désintègrent rapidement. S'ils persistent, il termineront rapidement comme des instruments des courants ennemis du prolétariat et de la révolution portugaise. Il est impossible de soutenir comme programme, comme politique, comme objectif que l'URSS est fasciste. Ils peuvent formuler de façon erronée leur conclusion, mais ils doivent se corriger. Qualifier l'URSS de fasciste, de capitaliste ou d'impérialiste signifie inévitablement méconnaître la structure et le processus de l'histoire, la mobilisation et le développement de l'activité vers le socialisme. Poser les choses ainsi, c'est appuyer le patron chinois contre le patron soviétique. C'est refuser de discuter les expériences, c'est refuser de raisonner, parce que le rôle de l'URSS est à l'opposé de celui du capitalisme ou du fascisme ou de l'impérialisme.

Le Parti communiste français accroît son activité. Il est en train de tenir une série de réunions importantes, où Fabre par exemple a développé sur le ca-

(Suite page 4)

Argentine

(Suite de la page 1)

ouvrière dans tout le pays qui ont obligé la direction à agir, à reprendre l'initiative car le processus allait se développer et se généraliser sans elle. C'est une nouvelle direction que la classe ouvrière est en train de construire. Bien que la direction de la CGT n'ait pas rompu avec la direction bourgeoise du péronisme, avec le gouvernement, il doit elle doit mener un affrontement, et imposer des reculs à la droite, même si cet affrontement ne faisait pas partie de ses plans. Ce sont les masses qui l'ont imposé. Elles n'en restent pas à la revendication salariale. Elle combine celle-ci avec l'expulsion des délégués de la bureaucratie, l'organisation d'arrêts de travail, de grèves comme à Cordoba ; comme les ouvriers de Ford qui sont allés exiger des comptes à la direction syndicale de la SMATA et CGT ; comme la réunion dans la banlieue de Buenos Aires, à Avellaneda, des délégués du transport, du métro ; exigeant des salaires dignes, la libération des emprisonnés, qui se prononcent contre la bureaucratie centrale et aussi pour que l'on définisse le rôle du syndicat en fonction de la lutte pour un programme de libération nationale et sociale, en faisant jouer à la classe ouvrière le rôle d'avant-garde qui lui correspond ; de même, la jeunesse syndicale accuse la direction bourgeoise du péronisme de "traître et infiltrée".

Cette grève générale n'était pas préparée par la bureaucratie, mais par les luttes incessantes des masses, qui ne se laissent pas intimider par les assassinats que peuvent faire les AAA. Ce sont les mobilisations et grèves de Ford, Wobron, Alba, Editorial Atlantide, Sylvapen, du prolétariat métallurgique de Popeya (Buenos Aires), la lutte de Villa Constitucion, des ligues paysannes, la sortie dans les rues de colonnes d'ouvriers exprimant la décision de diriger le processus, de donner une issue anti-impérialiste et socialiste à la crise du pays.

C'est dans ce processus que se donne aussi l'affrontement entre la base et la direction péro niste, car il cherche à imposer des changements de fond, et produit la rupture entre la base et la direction péroniste. Derrière cet affrontement, il y a la contradiction de classe existant entre la base, qui cherche à imposer une issue anti-capitaliste et la direction qui veut une issue capitaliste pour le pays. La lutte au sein du péronisme, comme le pose le cde. Posadas, n'est pas une lutte de tendances, c'est la lutte de classe qui s'est transposée à l'intérieur du mouvement. L'indépendance des masses de la direction, se manifeste dans les grèves, les assemblées, elle s'est généralisée le Premier Mai, ou dans la critique au programme de Rodrigo. Ce n'est pas une crise de décomposition du mouvement des masses péronistes, car cela s'exprimerait par un échec de l'appel à la grève générale ou dans la passivité de la classe ouvrière. Mais au contraire, celle-ci développe des luttes fondamentales. Un mécontentement profond s'exprime dans les grèves et les actions de la classe ouvrière, dans les rébellions dans les usines, et dans les rues, et aussi dans la protestation de la petite-bourgeoisie, les arrêts de travail des pharmaciens, des chauffeurs de taxis.

La direction de la CGT a du céder à cela et lancer le mot d'ordre de grève générale, non pour couper ses liens avec la direction péroniste, mais pour, comme elle, laisser passer cette étape, gagner du temps et empêcher le surgissement de la nouvelle direction. Mais le processus de lutte de classes à l'intérieur du péronisme a déjà eu comme résultat important, la création du Parti Péroniste Authentique, secteur qui a l'appui de Campora et qui, sans poser encore un programme pour liquider le capitalisme, cherche à être un centre d'attraction et d'organisation du prolétariat et des masses péronistes avec un programme anti-impéraliste. Ce Parti s'est présenté dans des élections partielles dans la province de Missiones et a emporté 15 % des voix. Cette province n'est pas un centre ouvrier, le poids de la classe ouvrière y est très réduit. Cela veut dire que dans des centres prolétariens, ce Parti peut avoir une base importante d' appui.

Mais pour cela il doit aussi radicaliser ses positions. Ce résultat électoral du Parti Authentique montre bien l'indépendance des masses par rapport à la direction justicialiste bourgeoise.

Après ce triomphe des masses en Argentine il faut, comme le pose notre section argentine, convoquer une conférence nationale syndicale et oligarchique, en appliquant, le programme de Huerta Grande et La Falda, de Fautario et du discours du Lieutentant Rattenbach.

Cette expérience d'Argentine montre bien que, malgré le Chili, l'impérialisme ne peut plus imposer aucune issue en sa faveur. Non seulement il se heurte à la classe ouvrière, à son avant-garde, mais à des secteurs chaque fois plus conscients et importants de l'armée. Il ne s'agit pas de l'un ou l'autre général, mais de courants entiers qui sentent qu'on ne peut plus développer l'économie d'un point de vue capitaliste, que la crise en Argentine n'a rien de particulier, mais fait partie de la crise mondiale du capitalisme et que, pour la résoudre, il faut planifier l'économie, étatiser, contrôler la banque. C'est ce que la IVe Internationale appelle à faire, en imposant un gouvernement basé sur les syndicats, en appelant les militaires à appuyer et participer à ce processus révolutionnaire.

10/7/1975

es » et la lutte au Portugal *

J. POSADAS
25-5-1975

commerce extérieur, permettre aux masses, aux syndicats de participer à la direction, au contrôle ou en partie à l'organisation de l'Etat et de l'économie. Les syndicats sont des instruments essentiels du développement de n'importe quel pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique Latine. Tout cela pèse sur les masses socialistes qui à leur tour pèsent sur leur direction. Cette avant-garde des partis socialistes et communistes ne luttent pas isolément. Elle ne se sent pas seule, mais impulsée et stimulée par tout ce mouvement mondial, ce qui introduit dans les partis socialistes la pression nécessaire aux changements.

Le socialisme : avec quelle politique et quel programme ?

Les partis socialistes s'organisaient au siècle passé comme des administrateurs du capitalisme. Aujourd'hui, dans ce siècle, il y a 14 Etats ouvriers, 18 Etats révolutionnaires, qui mettent en crise les partis socialistes et les empêchent de servir le système capitaliste. Tous les partis socialistes qui veulent servir le système capitaliste se désintègrent, comme le parti socialiste portugais par exemple. Soarez parle au nom d'un socialisme avec démocratie et liberté. Certes la révolution portugaise s'est faite avec l'objectif d'aller au socialisme, ce qui signifie étatiser, planifier, programmer la production, organiser des conseils ouvriers. Voilà ce qu'est la démocratie. Soarez pose par contre la démocratie et la liberté en abstrait. Il faut poser quel programme ? quelle politique ? quel objectif ? Les militaires posent un programme de transformation et si les socialistes ont obtenu un grand nombre de voix aux élections, c'est parce qu'ils se sont présentés en défense du programme des militaires.

Ce qui est important au Portugal comme pour n'importe quel pays c'est la façon d'éliminer les conséquences du régime capitaliste : le manque de démocratie, de liberté, de travail, les mauvaises conditions de vie, l'oppression, les assassinats, les morts, les invasions, les guerres. La révolution s'est faite pour éliminer tout cela, et elle a un programme. Soarez l'appuie t-il ? Dans l'affirmative, il doit appeler le parti socialiste à ce qu'il l'accomplisse. Aussi ce qui importe des organismes est le programme, la politique pour ce programme, la tactique, les organismes pour atteindre les objectifs fixés.

La parti socialiste au Portugal est un parti qui décline et va vers une désintégration, même s'il a 38 % des voix. La démocratie chrétienne avait plus de voix que cela en Italie et elle se trouve cependant dans un processus de destruction. La DC parle aussi au nom de la démocratie, de la liberté, de l'anti-fascisme, mais c'est un parti qui défend le capitalisme. Elle tient le même langage que Soarez, elle a la même mentalité et les mêmes votes que lui. Soarez, comme la DC en Italie, ne pose ni programme, ni objectifs, ni politique, ni intervention des masses, ce qui ne signifie pas n'importe quelle intervention, mais une intervention programmée sur tous les problèmes de la société.

Les masses du monde agissent de manière opposée à ce que pose Soarez. Voilà pourquoi il a ni ne peut avoir aucune perspective, car les masses portugaises sont bien au-dessus de lui. Elles n'ont pas voté pour le parti socialiste, mais pour le programme le plus proche de leur expérience concrète, pour le socialisme. Les masses ont vu dans le parti socialiste le socialisme et un parti qui appuyait les forces armées dont le programme est l'abolition du capitalisme.

Le « socialisme à la portugaise » n'existe pas, même s'il peut exister dans la forme. Le socialisme c'est avant tout l'élimination de toutes les formes d'expression et donc l'élimination des causes de cette expression, c'est-à-dire de la propriété privée, de l'intérêt privé, du capitalisme, de la guerre, de l'armée, de la répression, de la police, des luttes répressives. Pour éliminer tout cela, il faut éliminer la propriété privée et l'usufruit privé de la propriété collective que fait la bureaucratie.

Le Portugal avance sur ce chemin. Une des choses les plus belle de l'histoire de l'humanité, qui démontre en même temps que les socialistes n'ont pas de place comme tels, est le fait qu'une armée, hier encore oppresseur, se transforme en un organisme politique pour supprimer le capitalisme ; et le fait. Lorsque l'humanité a une telle force, pour gagner une armée à jouer un autre rôle, il n'y a plus aucun doute que toutes les conditions existent pour le communisme.

L'armée est un des moyens de mesurer l'état d'esprit de la population. Or l'armée au Portugal passe d'un organe d'oppression et de répression des masses, de soutien du fascisme pendant 50 ans à un comportement diamétralement inverse. Elle ne retire pas seulement son appui au fascisme pour le mettre en défaite, mais joue un rôle inverse à celui pour lequel elle a été formée, et intervient dans la construction du socialisme en prenant des mesures dirigées dans ce sens. Tout cela ôte aux partis socialistes, mais aussi aux « gauchistes » toute opportunité.

Elever la compréhension politique des groupes " gauchistes "

Les « gauchistes » avaient au Portugal une formidable opportunité de se développer comme parti de masse. Ce sont par contre de petits mouvements. Ce ne sont pas des mouvements programmatiques, mais d'individualités, presque toutes petites-bourgeoises, qui résument l'impatience, l'irritation et la conscience anticapitaliste de la population de par le manque d'organisation marxiste conséquente et programmatique des partis communistes. Tout ce processus est le fait de l'existence des Etats ouvriers, des militaires, des policiers, des secteurs de l'Eglise qui sont attirés par la lutte pour le socialisme. Il faut donc comprendre que ce processus trouve son explication dans l'existence de 14 Etats ouvriers et des luttes des masses de tous les pays du monde. Voilà pourquoi l'Eglise a perdu son poids comme point d'appui du capitalisme et entre constamment en crise. Les yankee aussi entrent en crise, non seulement au Vietnam, mais aussi aux Philippines, en Thaïlande, au Liban.

Il faut observer la crise des groupes « gauchistes » pour intervenir et empêcher qu'ils ne se désintègrent, ne se dissolvent et pour qu'ils passent à un niveau supérieur d'intervention. Ces groupes sont embarassés par le processus de régénérescence partielle des partis communistes. Ils ont espéré leur écroulement. Cela n'est pas venu, et nous constatons avec joie qu'il y a eu au contraire un processus d'élévation. Il n'y a dans les Etats ouvriers aucun processus de désintégration, mais au contraire une élévation des luttes internes au sein de l'appareil bureaucratique, qui tendent à éliminer tous les appareils et à les remplacer par l'analyse scientifique.

Il ne peut y avoir d'analyse scientifique sans l'intervention des masses à la direction. Cette intervention exige la vie politique la plus complète et la plus élevée. Les masses doivent intervenir et pas seulement mener la vie d'appareil comme c'est le cas actuellement. Les appareils décident et les masses doivent accepter ou refuser, alors qu'elles démontrent d'une capacité de compréhension et d'orientation supérieure à toutes les directions. Leur expérience se développe d'une façon objective. Elles n'ont ni intérêts de famille, ni de sectes, ni de groupes, contrairement aux appareils.

Il a au Portugal un déficit et un retard très grand. Il n'y a pas de vie de discussion dans la classe et ce, non pas immaturité, car la classe ouvrière portugaise est capable d'acquérir le même niveau de maturité que la classe ouvrière en Italie ou en France, ou en URSS, mais parce que les directions ne lui permettent pas de vivre. Si elle a été capable d'appuyer la chute du fascisme et les mesures vers le socialisme, elle est de la même façon capable de recevoir les expériences à leur plus haut niveau.

Une des principales activités des groupes « gauchistes » doit être de jouer ce rôle. Plus le niveau de vie et de compréhension de la classe s'élève, plus s'élèvent les moyens, les conditions, la structure pour éliminer la bureaucratie, pour avancer de façon combinée et continue, de façon coordonnée vers l'Etat ouvrier. Les groupes ne sentent pas cela et c'est pourquoi certains d'entre eux en arrivent à dire que l'URSS est fasciste.

C'est une désintégration de la pensée scientifique, non une erreur, mais une attitude vicieuse. Qui peut dire une chose pareille est quelqu'un qui s'annule, qui ne représente pas le mouvement ouvrier. Il peut défendre des positions de lutte, de revendications de la classe, mais il ne tient aucun compte de la méthode pour construire l'Etat ouvrier. Or cette méthode, est essentiellement de caractériser correctement l'URSS et la Chine. Qui caractérise l'URSS comme un Etat capitaliste ou fasciste, ou comme un ennemi de la classe ouvrière est annulé, dans la mesure où il s'incorpore à une conception erronée de l'histoire. Toute sa planification est en conséquence fausse.

Tous les groupes qui caractérisent l'URSS comme fasciste se désintègrent rapidement. S'ils persistent, il termineront rapidement comme des instruments des courants ennemis du prolétariat et de la révolution portugaise. Il est impossible de soutenir comme programme, comme politique, comme objectif que l'URSS est fasciste. Ils peuvent formuler de façon erronée leur conclusion, mais ils doivent se corriger. Qualifier l'URSS de fasciste, de capitaliste ou d'impérialiste signifie inévitablement méconnaître la structure et le processus de l'histoire, la mobilisation et le développement de l'activité vers le socialisme. Poser les choses ainsi, c'est appuyer le patron chinois contre le patron soviétique. C'est refuser de discuter les expériences, c'est refuser de raisonner, parce que le rôle de l'URSS est à l'opposé de celui du capitalisme ou du fascisme ou de l'impérialisme.

Le Parti communiste français accroît son activité. Il est en train de tenir une série de réunions importantes, où Fabre par exemple a développé sur le ca-

(Suite page 4)

Argentine

(Suite de la page 1)

ouvrière dans tout le pays qui ont obligé la direction à agir, à reprendre l'initiative car le processus allait se développer et se généraliser sans elle. C'est une nouvelle direction que la classe ouvrière est en train de construire. Bien que la direction de la CGT n'ait pas rompu avec la direction bourgeoise du péronisme, avec le gouvernement, il doit elle doit mener un affrontement, et imposer des reculs à la droite, même si cet affrontement ne faisait pas partie de ses plans. Ce sont les masses qui l'ont imposé. Elles n'en restent pas à la revendication salariale. Elle combine celle-ci avec l'expulsion des délégués de la bureaucratie, l'organisation d'arrêts de travail, de grèves comme à Cordoba ; comme les ouvriers de Ford qui sont allés exiger des comptes à la direction syndicale de la SMATA et CGT ; comme la réunion dans la banlieue de Buenos Aires, à Avellaneda, des délégués du transport, du métro ; exigeant des salaires dignes, la libération des emprisonnés, qui se prononcent contre la bureaucratie centrale et aussi pour que l'on définisse le rôle du syndicat en fonction de la lutte pour un programme de libération nationale et sociale, en faisant jouer à la classe ouvrière le rôle d'avant-garde qui lui correspond ; de même, la jeunesse syndicale accuse la direction bourgeoise du péronisme de "traître et infiltrée".

Cette grève générale n'était pas préparée par la bureaucratie, mais par les luttes incessantes des masses, qui ne se laissent pas intimider par les assassinats que peuvent faire les AAA. Ce sont les mobilisations et grèves de Ford, Wobron, Alba, Editorial Atlantide, Sylvapen, du prolétariat métallurgique de Popeya (Buenos Aires), la lutte de Villa Constitucion, des ligues paysannes, la sortie dans les rues de colonnes d'ouvriers exprimant la décision de diriger le processus, de donner une issue anti-impérialiste et socialiste à la crise du pays.

C'est dans ce processus que se donne aussi l'affrontement entre la base et la direction péro niste, car il cherche à imposer des changements de fond, et produit la rupture entre la base et la direction péroniste. Derrière cet affrontement, il y a la contradiction de classe existant entre la base, qui cherche à imposer une issue anti-capitaliste et la direction qui veut une issue capitaliste pour le pays. La lutte au sein du péronisme, comme le pose le cde. Posadas, n'est pas une lutte de tendances, c'est la lutte de classe qui s'est transposée à l'intérieur du mouvement. L'indépendance des masses de la direction, se manifeste dans les grèves, les assemblées, elle s'est généralisée le Premier Mai, ou dans la critique au programme de Rodrigo. Ce n'est pas une crise de décomposition du mouvement des masses péronistes, car cela s'exprimerait par un échec de l'appel à la grève générale ou dans la passivité de la classe ouvrière. Mais au contraire, celle-ci développe des luttes fondamentales. Un mécontentement profond s'exprime dans les grèves et les actions de la classe ouvrière, dans les rébellions dans les usines, et dans les rues, et aussi dans la protestation de la petite-bourgeoisie, les arrêts de travail des pharmaciens, des chauffeurs de taxis.

La direction de la CGT a du céder à cela et lancer le mot d'ordre de grève générale, non pour couper ses liens avec la direction péroniste, mais pour, comme elle, laisser passer cette étape, gagner du temps et empêcher le surgissement de la nouvelle direction. Mais le processus de lutte de classes à l'intérieur du péronisme a déjà eu comme résultat important, la création du Parti Péroniste Authentique, secteur qui a l'appui de Campora et qui, sans poser encore un programme pour liquider le capitalisme, cherche à être un centre d'attraction et d'organisation du prolétariat et des masses péronistes avec un programme anti-impéraliste. Ce Parti s'est présenté dans des élections partielles dans la province de Missiones et a emporté 15 % des voix. Cette province n'est pas un centre ouvrier, le poids de la classe ouvrière y est très réduit. Cela veut dire que dans des centres prolétariens, ce Parti peut avoir une base importante d' appui.

Mais pour cela il doit aussi radicaliser ses positions. Ce résultat électoral du Parti Authentique montre bien l'indépendance des masses par rapport à la direction justicialiste bourgeoise.

Après ce triomphe des masses en Argentine il faut, comme le pose notre section argentine, convoquer une conférence nationale syndicale et oligarchique, en appliquant, le programme de Huerta Grande et La Falda, de Fautario et du discours du Lieutentant Rattenbach.

Cette expérience d'Argentine montre bien que, malgré le Chili, l'impérialisme ne peut plus imposer aucune issue en sa faveur. Non seulement il se heurte à la classe ouvrière, à son avant-garde, mais à des secteurs chaque fois plus conscients et importants de l'armée. Il ne s'agit pas de l'un ou l'autre général, mais de courants entiers qui sentent qu'on ne peut plus développer l'économie d'un point de vue capitaliste, que la crise en Argentine n'a rien de particulier, mais fait partie de la crise mondiale du capitalisme et que, pour la résoudre, il faut planifier l'économie, étatiser, contrôler la banque. C'est ce que la IVe Internationale appelle à faire, en imposant un gouvernement basé sur les syndicats, en appelant les militaires à appuyer et participer à ce processus révolutionnaire.

10/7/1975

SUR L'UNITÉ SYNDICALE ET LA LUTTE DE CLASSE EN ITALIE

J. POSADAS

27-3-75

On discute de l'unité syndicale comme d'une unité au sommet, alors que nous proposons une telle unité à la base, avec droit de discussion, de tendance, dans les usines. Nous demandons le droit de publier, d'écrire, de comparer et de réaliser des expériences, de les analyser. Il ne peut s'agir d'une unité de la CGIL, de l'UIL et de la CISL au sommet : il faut que les masses interviennent.

L'année dernière en France, en pleine offensive de la bourgeoisie pour contenir Mitterrand et le triomphe de l'Union Populaire, nous avons proposé que communistes et socialistes discutent dans les usines, que les ouvriers donnent leur opinion, s'expriment. Nous avons proposé des discussions, des assemblées d'usines publiques pour que chacun puisse intervenir et donner son opinion. Nous avons proposé de plus d'élire des ouvriers comme dirigeants dans les usines, les syndicats, les partis.

Il faut aussi proposer qu'en Italie l'on discute dans les usines, que l'on constitue le front unique avec un programme d'échelle mobile des salaires, des heures de travail, d'investissements, tout en étatisant. Il faut poser l'étatisation de la banque, sans laquelle il ne peut y avoir de progrès, et ce, conjointement à la démocratie syndicale et au droit de tendances.

Au Portugal, nous avons dit notre accord pour une seule centrale syndicale, pour un seul syndicat par branche, mais avec droit de tendances, droit d'écrire, de donner son opinion, à être représenté comme tendance, à publier comme tendance, tout en se soumettant aux décisions de la majorité. Il faut apprendre à résoudre les problèmes, malgré les différences de jugements, les différences d'opinions et d'expériences. Il faut discuter le niveau des expériences avec une vie syndicale démocratique. Voilà pourquoi il faut poser : une seule centrale syndicale, mais sous ces conditions.

Il faut s'attendre à une très grande réaction du camp syndical en Italie. La bourgeoisie va se lancer à porter des coups très forts à travers l'augmentation énorme du coût de la vie et du chômage. Tous les paiements qu'ils font avec la Caisse d'Intégration (pour indemniser le chômage) sortent de la poche des ouvriers. La Caisse est épuisée. Ils peuvent faire marcher la planche à billets, mais en dévalorisant la lire et en accroissant le coût de la vie.

Tout ce que fait le gouvernement est l'indice de ce qu'il n'a pas de moyens pour contenir. Il y a au sein de la Démocratie Chrétienne une peur très grande de ce qu'ils ne puissent aller jusqu'au bout du processus. Ce n'est pas des fascistes ou de la droite qu'ils ont peur, mais de la gauche. Voilà pourquoi Fanfani et les mesures répressives qu'il proposait ont été mis en échec. Il s'agit là d'une défaite importante et non d'une concession. Les résolutions adoptées vont à l'encontre de sa stratégie, comme dans l'exemple des « arrêts de police ». Peut-être feront-ils autre chose demain, mais pour l'instant c'est une défaite de la ligne Fanfani.

La gauche et le centre de la Démocratie Chrétienne l'ont arrêté, parce qu'ils voient la réaction dans les usines. Ils ont vu, surtout à Milan, la sortie instantanée des ouvriers pour empêcher le meeting fasciste. Cette sortie du prolétariat milanais indique un degré très élevé de consciences, de décision, de concentration du prolétariat. Il n'est pas sorti pour défendre une discussion syndicale avec le patron, ou pour discuter avec la FIAT. Il est sorti pour montrer qu'il est disposé à résoudre les problèmes du pays. Ils ont vu aussi les arrêts de travail, les grèves complètes à Bologne, en Sardaigne.

Ils veulent des mesures policières contre le mouvement ouvrier, pour réprimer les luttes contre le chômage. Ils voulaient des mesures donnant plus de pouvoir à la police et aux juges pour réprimer le processus de lutte de classes, pour intimider la classe ouvrière. Voilà ce qu'ils cherchent, et ce qui a été mis en échec. C'est une défaite claire et nette, indépendamment qu'ils puissent appliquer un ou deux points, sans aucune signification, points que doivent encore approuver les Chambres. C'est une défaite imposée par les gens dans la rue, par les grèves, les masses. Les masses de la DC italienne ressentent la pression de la classe ouvrière, et cela se répercute dans le PCI. Les masses voient que le PCI n'a rien décidé dans son dernier Congrès, qu'il ne s'est même pas référé à ce processus. Toutes leurs analyses reviennent à dire que la DC doit changer, qu'il faut changer le pays, qu'il faut changer de rouleau. Mais qui va le faire ? C'est à peu près la même chose que de dire au voleur : « soit honnête ».

Il faut être clair : le capitalisme en Italie prépare un coup d'Etat en secret, en cachette, et ce, dans la mesure où il n'a pas d'autre issue. Il suffit de voir la rébellion qui existe à la base de tous les partis.

Il faut faire un programme pour le plein emploi, les droits démocratiques, le développement du pays. Il faut se disposer et se préparer pour discuter et pour mener de l'avant un programme de changements très profonds du pays ; faire bouger les syndicats, les quartiers pour que le pays change sur la base de cette mobilisation. Il faut un programme adressé à la base de la DC. Nous voulons que la base de la Démocratie chrétienne appuie. Il faut s'adresser à elle.

La Démocratie Chrétienne n'est pas un parti populaire en Italie, mais un parti qui a une base populaire et dont la direction a une politique réactionnaire, favorable au grand capital. Il faut séparer les masses démocrates-chrétiennes de leur direction, impulser les masses socialistes à établir des accords dans les usines, les syndicats, mais avec un programme anticapitaliste. Sinon, ce ne sont pas des accords, mais des luttes syndicales pour les salaires, le travail, qui laisse le pouvoir aux mains du capitalisme.

Les masses, elles, sentent par contre et veulent, de par leur expérience que pour faire progresser le pouvoir elles doivent avoir un programme qui affronte le capitalisme. Telle est l'expérience des masses. Si le capitalisme pouvait donner une solution, il l'aurait déjà fait. Les conditions sont ouvertes pour discuter une activité pour donner solution aux problèmes du travail, du salaire, des droits démocratiques, du développement du pays. L'Italie : ce sont les masses.

Tout cela va mûrir dans le processus en cours. Les communistes veulent l'éluder avec les élections régionales. Ils centrent tout sur elles. Ces élections vont être un coup à la Démocratie Chrétienne, mais elles ne vont résoudre aucun problème, dans la mesure même où elles sont régionales. De là à affaiblir et à ôter le pouvoir à la DC il y a une grande distance. De cela, il faut discuter.

Il faut aussi discuter du Portugal qui est en train de montrer que l'action des militaires, n'est pas une action locale déterminée par les circonstances, par un groupe décidé, mais qu'une telle action représente la volonté du pays. Et le pays, ce sont les masses, la petite-bourgeoisie, les paysans et toutes les masses du monde. Quelle différence y a-t-il entre le Portugal et l'Ethiopie ? Aucune. Avec le Dahomey ? Aucune. L'attitude des militaires portugais indique tout un courant qui a mûri, qui a vu que son rôle dans l'histoire est à l'inverse de ce qu'il était antérieurement.

Il n'est pas possible d'analyser cette étape de l'histoire sans tenir compte du facteur que sont les militaires. Ils ne sont pas indispensables à l'organisation de la révolution pour le programme et la politique. Mais ils le sont pour affaiblir l'ennemi dans la mesure même où ils sont son instrument.

Lorsque les militaires se soulèvent contre ceux qui leur ont donné origine, contre ceux desquels ils tiennent leur existence, ce n'est pas pour les servir demain. Cela indique qu'il y a chez eux une influence de l'histoire, à savoir, des Etats ouvriers, de la révolution, des masses. L'écho de l'histoire en Italie apparaît dans le fait qu'il n'y a pas de solution par les moyens bourgeois. Voilà ce qu'il faut aborder dans la discussion de l'Unité syndicale.

L'unité syndicale, en Italie, comme dans les autres pays, doit se faire sur la base du programme, de la politique, de la démocratie syndicale et du droit à toutes les tendances d'intervenir. Pourquoi appartiendraient-ils aux seuls dirigeants de décider ? Que savent-ils de plus que les ouvriers ? La valeur de l'opinion ouvrière vient de ce qu'elle exprime une discussion objective, une volonté de combat. L'un des éléments fondamentaux qui détermine les décisions est la volonté de combat, parce qu'elle vient de quelqu'un qui a besoin de combattre. Cette volonté détermine la portée de l'objectif. Un des éléments essentiels est que 75 % de ceux qui vont faire la tâche se montre disposé à combattre. Si la classe ouvrière se montre disposée à obtenir infiniment plus que ce que lui fait obtenir la CGIL ? Pourquoi ne pas lui permettre de le faire ? Qui l'en empêche ? Si le capitalisme ne veut et ne peut donner, il faut étatiser. Tel est l'exemple du Portugal, où il y a moins de force qu'en Italie. Le capitalisme répondra-t-il par les armes ? Refusera-t-il d'accepter ? C'est logique. Comment l'assassin pourrait-il accepter d'être honnête ? C'est un problème de logique.

Il faut discuter avec les ouvriers un programme de lutte qui leur permette d'accéder à des tâches de direction du pays. Il faut déterminer le programme en accord avec la volonté de combat du prolétariat. Comment la mesure-t-on ? Dans le caractère complet des grèves. Il y a mensuellement deux ou trois grandes grèves en Italie.

Il y a aussi dans le pays augmentation du coût de la vie et des conditions de travail qui empirent. D'après le calcul bureaucratique, cela devrait conduire au désespoir. Rien de tel n'existe. Les ouvriers luttent et avancent dans leur volonté de combat. Cela doit être déterminant pour fixer le type de programme, les objectifs, et jusqu'où il est possible d'aller. Voilà comment on discute. Sinon, qui va prendre les décisions ? La direction ? Sur la base de quoi ? Du calcul de ce que peut donner le patron, ou de ce que peuvent obtenir les ouvriers ? Il faut faire intervenir ces derniers.

Le droit de tendance signifie le droit à discuter et ce pour tous, y inclus les gauchistes. Pourquoi ne seraient-ils pas là, s'ils forment partie du mouvement ouvrier ? A l'inverse, c'est agir avec l'esprit de propriété. Les gauchistes ont le droit d'intervenir. Pourquoi non ? Si la direction croit qu'elle a raison, qu'elle éduque le mouvement qui acceptera alors cette raison, et rejettera les gauchistes. Ils sentiront à leur tour qu'ainsi ont fonctionne et ils se soumettront à la démocratie syndicale, à la centralisation syndicale. Il faut discuter de tout cela.

La situation mondiale est favorable. Au Vietnam l'impérialisme a été mis en déroute. Il y a eu une véritable débandade tout comme au Moyen-Orient. L'assassinat du Roi Feyçal n'a pas été un simple assassinat, mais un bon coup de balai. C'était un assassin qui avait fait une série de réformes, comme nous l'avions posé dans un article il y a deux ans, et qui avait rendu à des communistes leur liberté. Il est possible qu'il ait été assassiné par la CIA. Le besoin de progrès se fait de toutes façons toujours sentir. Soit qu'il ait été tué par les yankee pour empêcher qu'il aille encore plus loin, soit que d'autres l'ont tué pour eux le faire. Mais il est évident qu'il devait être éliminé. On ne progresse pas au moyen des balles, mais elles sont un instrument pour avancer. Elles ne remplacent pas les mesures et le programme à adopter. Nous aurons bientôt des échos de cette situation. Pour l'instant on enregistre une nouvelle fois la faiblesse de l'impérialisme. Il n'a pas la force d'avant, lorsqu'il pouvait sur simple coup de téléphone décider, opérer des changements.

Le Président vénézuélien vient de se rendre au Mexique. Il a été reçu par presque deux millions de personnes. C'est d'une très grande signification ; car cela va contre l'impérialisme yankee. Un accord vient de se réaliser en Amérique Latine entre tous les pays pour la reconnaissance de Cuba, pour une union sans l'impérialisme yankee. Tout est favorable à la révolution. Il existe en Chine un secteur réactionnaire, mais il faut encore voir sa portée, a qui il obéit ; s'il y a un changement réel ou simplement des mesures pour contenir ceux qui veulent aller plus à gauche. Les changements actuels vont de toutes façons vers la gauche et non vers la droite, parce qu'ils condamnent la propriété privée et ceux qui tirent usufruit de l'Etat ouvrier. Ils limitent l'usage de la propriété privée et éliminent la vente. C'est un coup à Chou-en-Lai promoteur de l'ancienne politique.

Le Congrès du Parti communiste hongrois est très important, ainsi que le discours de Brejnev dans ce Congrès qui en dépit de la politique de détente qu'il met en avant, reste contre l'impérialisme. Important aussi est le Portugal qui déchaîne publiquement (publiquement parce que cela l'était déjà intérieurement) les divergences au sein du mouvement communiste mondial sur la tactique, les objectifs et la politique à suivre. Ils ne discutent pas une élection, mais de la tactique et des objectifs, du programme et de la politique. Ils ont voulu fermer les portes au Portugal, mais il les ouvre et passe. Ce sont là des expériences qui ne peuvent être laissées de côté. Elles vont avoir un écho très grand dans le mouvement communiste mondial.

Les PC de France, des Etats ouvriers de Cuba appuient le Portugal. Il faut discuter des problèmes qui se posent à ce pays, économiquement socialement, syndicalement, dans le cadre d'un processus de révolution permanente. Il faut discuter des moyens concrets dont dispose un pays arriéré pour passer directement à des mesures plus élevées. La même chose en Ethiopie. Là le problème de l'Erythrée paraissait un problème gigantesque. Nous avons proposé d'appuyer l'unification et ensuite discuter des problèmes. Il fallait appuyer immédiatement les conditions de l'unification comme le moyen de permettre une grande impulsion à l'économie et aux mesures socialistes. C'est la même chose en Irak pour le problème des Kurdes.

Il faut mener cette discussion dans le mouvement communiste, et sur cette base poser en Italie l'unité syndicale.

J. POSADAS

27 mars 1975

La crise des groupes...

(Suite de la page 3)

pitalisme d'Etat. Tout cela indique que le PC cherche à préparer les masses pour une compréhension programmatique pour remplacer le capitalisme. Ils sont conséquents avec cela. Le militant communiste voit son parti infiniment plus conséquent aujourd'hui que voilà quelques années. Il le voit préoccupé de tous les problèmes, plus décidé à parler, à s'exprimer, à écrire.

Les gauchistes sont déconcertés devant ce mouvement, et ne trouvent pas à se situer face à ce processus. Ils sont clairement et nettement déconcertés. Aussi devons-onus intervenir pour les orienter à ne pas se désintégrer, à ne pas réagir furieusement, de manière irritée, mais à comprendre, à maintenir leur ardeur de combat pour élever leur compréhension politique. L'ardeur combative doit être maintenue, mais en élevant la compréhension politique sur les formes de l'action.

J. POSADAS

25 mai 1975

Edit Resp Claudine Pólet 39, rue Bois Monceu 6080 Montignies/sur/Sambre
Contact R Andersen – 126, Grand Rue 6080 Montignies/sur/Sambre

LE PARTI OUVRIER BASE SUR LES SYNDICATS ET LE PROCESSUS NATIONALISTE ET REVOLUTIONNAIRE EN ARGENTINE

(20 Février 1975) **J. POSADAS**

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU
PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

N° 247 - 8 août 1975 - HEBDO - 7 F.B.

Abonnem. 12 num. 70 F
Abonnem. 24 num. 150 F
Abonnem. de soutien 300 F
Correspondance :
B.P. 273 Charleroi
C.C.P. 9762.34 de C. Pôlet

Au sommaire de ce numéro :

J. POSADAS.

- **La crise du capitalisme grec et l'unité du mouvement communiste sur un programme révolutionnaire.**

20 Juin 1975 *(voir pages 2 et 3)*

LES GREVES ET OCCUPATIONS D'USINES CHERCHENT UNE ISSUE ANTICAPITALISTE

ÉDITORIAL

Des dizaines d'usines sont en grève ou occupées. Tous les jours, une ou deux usines s'ajoutent à la longue liste des usines que le capitalisme se prépare à fermer, comme Chrisler à Nivelles ou d'autres qui, profitant des vacances et de ce que la bureaucratie syndicale est allée se dorer au soleil, préparent une série de licenciements, même massifs ou simplement des semaines ou des mois de chômage technique.

Que faut-il répondre à ce plan du capitalisme qui porte des coups à la classe ouvrière ?

Le capitalisme est dans une crise très profonde à tous les points de vue. Toutes les mesures qu'il prend ne sont que le résultat de sa faiblesse économique, sociale, et sont autant de tentatives de survivre. C'est pourquoi il se concentre toujours plus, il liquide les moins puissants de ses congénères.

Nous avons dit que c'était le résultat de sa faiblesse et c'est ainsi. S'il apparaît encore avec de la force. c'est sulement parce que les directions, ainsi que les partis ouvriers, n'opposent à cette crise. ni alternative valable, ni plan pour y arriver. Combien de temps cela va-t-il continuer ?

La classe ouvrière se mobilise tous les jours, fait des grèves, occupe des usines, les met en fonctionnement. Elle montre sa décision de liquider le capitalisme. Dans les occupations et mises en fonctionnement des usines, elle se montre capable de diriger, d'organiser, de vendre, de se payer, et tout cela sans le capitalisme. De là, elle organise sa décision de liquider, de se passer du capitalisme. Elle sent qu'il ne sert à rien.

C'est sur cette décision, cette résolution, qu'il faut s'appuyer pour organiser une large mobilisation qui mène à la grève générale avec occupation et mise en fonctionnement.

Le capitalisme ne peut apporter de solution à sa crise, et moins encore de solution qui soit favorable à la classe ouvrière. Pour cela, il faut discuter dans la gauche socialiste, Links, les jeunesses socialistes, de ce que le P.S. espère tirer du parlement. Ce n'est pas là qu'on peut donner une issue anti-capitaliste. Les socialistes n'ont même pas pu empêcher le gouvernement de chipoter à l'index, ils n'ont pas pu empêcher que de nouvelles taxes directes ou indirectes soient imposées. Alors, il faut discuter : quelle perspective, quel plan d'action, quel programme. La crise capitaliste se dégrade de jour en jour, alors il faut programme, politique et organismes pour y répondre.

Nous sommes d'accord avec le programme que propose le P.C. d'application des 36 heures, d'élimination des heures supplémentaires, etc. Mais comment l'appliquer ? La bureaucratie n'est pas disposée à se mobiliser, à se bouger. C'est seulement sur la base de l'action de la gauche syndicale, des comités d'usines, des délégués combatifs, qu'il faut organiser une mobilisation générale dans tout le pays pour imposer les conquêtes ouvrières. En premier lieu, aucune usine ne peut être fermée. Des usines comme Chrisler Nivelles ou autres, il faut les exproprier sans indemnisation. La classe ouvrière est d'accord avec cela. Ce sont les "dirigeants" des partis qui ne le sont pas parce qu'ils défendent des intérêts d'appareils, de parti ou des intérêts parlementaires. Nous appelons les camarades communistes, la gauche socialiste, les gauchistes, à discuter de cela.

Les ACEC, il fallait les exproprier avant que Westinghouse ne rachète l'usine. Tout le monde s'est tu. Conséquence : des milliers d'emplois perdus, et maintenant, ils parlent à nouveau de vendre, de démanteler. C'est là qu'on voit la nécessité de l'expropriation sans indeminisation. L'indemnisation ils l'ont eue : ce sont les bénéfices tirés pendant des années du travail des travailleurs.

Face aux coups que le capitalisme est en train de donner, il faut présenter un programme anticapitaliste.

Le meilleur exemple c'est le Portugal, qui montre que ce sont les expropriations et la planification qui sont nécessaires face aux multinationales qui cherchent à saboter son économie.

Mais le P.S.B., au lieu de discuter cela, discute de Soarès : plein appui à Soarès, sans voir que Soarès est en train d'accomplir le même rôle que Frei et les sociaux chrétiens au Chili, Là, au Chili, la bourgeoisie s'en foutait de la démocratie, du parlement, des lois. Ils ont assassiné des milliers d'ouvriers, de militants de la gauche.

Maintenant, au Portugal il y a de la démocratie pour la classe ouvrière et même pour le P.S.

DEFENDONS LA REVOLUTION PORTUGAISE CONTRE LA REACTION

Il est évident que le processus de la révolution au Portugal s'approfondit beaucoup mais, en même temps, il existe une polarisation des forces très importante : d'une part, les militaires, le MFA qui veut, avec des indécisions et des disputes, avancer vers le socialisme, et de l'autre, la réaction qui utilise le P.S. et Soarès pour faire pression sur l'aile des militaires les moins décidés et pour mener une campagne anticommuniste.

Le centre de cette crise du gouvernement au Portugal c'est qu'il faut avant tout un programme avec des objectifs clairs pour gouverner, mais en même temps il faut remplir un vide qui est celui du pouvoir. Une fois la dictature renversée, les masses, la classe ouvrière et toute la population veulent et doivent décider, et ceci au travers de ses organismes qui remplissent le vide de pouvoir. Faute de quoi, malgré les manifestations de soutien, les mobilisations, la droite va tenter de nouveaux coups d'Etat. C'est aussi l'expression de la plus grande démocratie : des organismes où toute la population exploitée discute, organise et décide à tous les niveaux.

Pourquoi, dès lors, Soarès et le PS portugais s'opposent-ils à cela ? C'est parce qu'ils défendent des intérêts d'appareil des postes de parlementaires. En fin de compte, ce sont eux qui veulent remplacer les masses. Il est d'ailleurs très étrange de constater à quel point Soarès reçoit un accueil favorable de la part de l'ensemble du capitalisme. Toutes ses interviews ont été dirigées à lui faire dire que, au Portugal, c'est la dictature, le péril rouge. Toutes les bourgeoisies européennes sont en train de s'appuyer sur Soraès parce que le PS est le dernier chaînon auquel il puissent s'accrocher. Car maintenant le Portugal entre dans une phase de définition.

Comment ne pas voir cela, camarades du PSB qui appuyez inconditionnellement le PS portugais qui, lui, est actuellement le centre de contention du processus au Portugal.

Nous appelons tous les socialistes à discuter profondément la situation au Portugal. Il faut voir que ceux qui, au Portugal, mènent des actions contre les locaux du syndicat et du parti communiste, ce ne sont pas les ouvriers socialistes, loin de là, mais tous ceux qui soutenaient la dictature de Salazar et Caëtano et qui, mainentant, utilisent les manifestations du PS. Ce sont des actions du même type que celles de la réaction au Chili pour préparer le coup d'état.

Il faut empêcher, camarades des jeunesses Socialistes, de la gauche socialiste, que le Parti socialiste soit utilisé pour appuyer Soarès et, à travers lui, cacher les manoeuvres de la réaction qui, comme au Chili, ont permis le coup d'état, l'assassinat de milliers de gens.

La presse capitaliste utilise l'imbécillité de Soarès pour donner une image fausse du Portugal, une image de désordre, de dictature des communistes. En même temps, Ford déclare qu'il est inouï que les Etats-Unis ne puissent intervenir au Portugal. Ils sont en train de le faire, mais ces déclarations font partie d'une décision plus profonde de l'impérialisme d'intervenir, de dire à la réaction : "Allez-y, on interviendra". La bourgeoisie fait cela parce que, non seulement elle sent qu'au Portugal elle risque de disparaître, mais aussi parce que celui-ci exerce une influence très profonde au sein de toutes les armées. L'exemple le plus clair c'est l'Espagne où toute une tendance est en train de s'organiser et d'intervenir dans l'armée espagnole contre Franco et le capitalisme. Ils viennent de mettre 12 capitaines en prison. Il y a eu un manifeste signé par 1000 militaires et officiers exigeants les libertés. Le Portugal est en train de désagréger une partie de la structure de défense du régime qu'est l'armée. C'est cela qu'ils veulent contenir en donnant un coup.

Dans ce processus, où le MFA n'est pas homogène, il faut poser rapidement l'organisation des comités populaires, des comités de défense de la révolution, des tribunaux populaires, faire sentir à la bourgeoisie que [illegible]ois,

La crise du capitalisme grec et l'unité du mouvement communiste sur un programme révolutionnaire

J. POSADAS — 20 Juin 1975

La bourgeoisie et la petite-bourgeoisie n'ont en Grèce aucune stabilité car elles n'ont ni parti, ni objectif. Il ne peut y avoir d'objectif petit-bourgeois. Le mouvement ouvrier et paysan n'a de son côté pas de parti de masse pour pouvoir décider. Les directions sont éloignées de leur volonté exprimée par exemple, dans la manifestation d'un million de personnes contre les yankee. Karamanlis aurait gagné si cette manifestation avait eu une expression électorale. Mais il n'y a aucun parti qui représente cette volonté. Il y avait dans ce million des ouvriers, des paysans, des petits bourgeois, l'armée, des soldats.

Le déséquilibre du pouvoir bourgeois

Il n'y a en Grèce aucun équilibre entre le pouvoir de la bourgeoisie, l'appui de l'armée et l'opposition ; aucun équilibre. Le déséquilibre est constant et complet. Un indice est donné par les premières élections communales où Karamanlis a perdu 80 % de voix. L'armée ne l'appuie pas. Il doit constamment procéder à des purges et faire des concessions comme de ne pas entrer dans l'OTAN.

Il y a aussi un secteur de la bourgeoisie — y inclus Mavros — qui voit que le développement du pays ne peut se faire avec le régime capitaliste qu'il voit en crise. Il cherche un autre terrain et se tourne vers les Etats ouvriers.

Il cherche un accord, une alliance ou un pacte commercial avec les Etats ouvriers. C'est sur la base de cette politique que Karamanlis maintient une alliance avec l'armée, avec des secteurs de la bourgeoisie, y inclus avec Mavros. Ce n'est pas un pouvoir bourgeois lié par l'impérialisme. Ils cherchent et ont une certaine indépendance d'action. De là commence avec les Etats ouvriers, et pas seulement pour des raisons commerciales. C'est un moyen politique pour gagner socialement de l'assurance. C'est aussi un moyen de chercher refuge et de gagner du temps.

Karamanlis ne se propose pas d'affronter l'impérialisme yankee. Il joue la carte anti-yankee pour se justifier et tâcher de gagner autorité et temps. Il ne fait pas une politique anti-yankee. Tout son jeu est faux et mensonger. Mais lorsqu'il doit adopter ce type de mesures pour se justifier, c'est parce qu'il sent que dans l'armée, la police, la petite bourgeoisie, dans l'immense masse des étudiants, des ouvriers, des paysans, les sentiments, la conscience et la volonté anti-yankee, c'est-à-dire anti-capitaliste s'étendent.

Ce manque de pouvoir, de programme, de politique, ce manque de compréhension d'un programme d'étatisation, de développement du contrôle ouvrier, du développement de l'économie sur ces bases, l'absence d'un front unique regroupant socialistes, communistes, petite-bourgeoisie et même la tendance Mavros, tout cela donne force à Karamanlis. Aucun autre n'a de politique. Papandréou n'a aucun plan économique pour lui répondre. Mavros non plus, ni les communistes. Ainsi Karamanlis a-t-il une certaine marge. Il s'adresse aux Etats Ouvriers pour gagner du temps et tâcher de développer l'économie du pays pour empêcher une agravation du chomage et pour avoir un certain appui social.

Tout cela indique une attitude de déséquilibre constant. Dans la mesure où aucun parti n'a la compréhension de ce processus, dont la base essentielle est la poussée des masses, chacun entre en crise.

Ils veulent appliquer des modèles et des discussions du passé, d'une étape où il n'y avait pas de mobilisation des masses, où les appareils imposaient. Ils veulent encore imposer, et les masses n'acceptent pas ! Elles le rejettent. Pour cela, dès qu'elles le peuvent, elles s'unifient, par exemple, dans les manifestations anti-impérialistes. Organisées par les jeunes, les étudiants, mais avec l'impulsion d'une partie de l'armée, d'une partie importante de la petite bourgeoisie et de secteurs bourgeois intéressés au commerce avec les Etats Ouvriers. Ces secteurs acceptent pour avoir un appui populaire de ne pas rester dans l'OTAN, comme le prix à payer.

Ainsi la bourgeoisie peut-elle faire un front, qui signifie faire du commerce avec les Etats Ouvriers pour ne pas dépendre de l'impérialisme yankee.

Tout cela produit une attitude instable et peu sûre du capitalisme grec, mais donne une très bonne opportunité pour intervenir et appeler à un front unique avec un programme d'étatisation de planification de la production, de discussions publiques sur la façon de sortir de la crise. Il faut un programme de production où les syndicats, les ouvriers, les paysans, les partis communistes et aussi l'armée, interviennent. L'armée doit intervenir dans la discussion sur la production montrant le besoin de développer l'économie en l'élevant sur la base de la centralisation planifiée, de certaines étatisations, et sur la base d'accords avec les Etats Ouvriers. Il faut appeler à ce que l'armée intervienne sur ces problèmes.

Il faut prendre l'exemple du Portugal, de l'Ethiopie et en partie du Mexique et appeler à un front unique pour discuter ce programme. Il faut le front unique des partis communistes, socialiste, du parti de la petite bourgeoisie et appeler l'armée à intervenir dans l'élaboration du programme de production sur la base d'étatisations.

Le capitalisme grec et non la Grèce est en crise

Il faut analyser et démontrer que la crise de l'économie grecque est celle du capitalisme grec. La Grèce n'est pas en crise. C'est le capitalisme, dirigeant du pays, qui l'est. Le système capitaliste, et non les masses, est en crise. Si l'économie est en crise c'est parce que le capitalisme la dirige sur la base de la propriété privée. Il faut montrer la façon dont il est possible de la développer Il faut faire intervenir l'armée pour un plan d'étatisation des principales sources de production, pour la planification de la production sur la base de l'intervention du prolétariat du contrôle ouvrier et des étudiants.

Il faut faire une discussion publique dans tous les partis ouvriers et dans lesquels les usines, les quartiers, les maisons interviennent. Que tout le monde intervienne et pas seulement pour approuver les discours des dirigeants. Il faut intervenir pour discuter l'économie et la direction de la société. Que l'on discute dans les rues. Pourquoi ne discuterait-on pas ?

Il faut montrer que c'est le régime capitaliste qui est en crise et que les partis n'ont pas de programme, pas de politique audacieuse, révolutionnaire. Ils ne font que poser le besoin d'une « meilleure administration de la Grèce ». Une telle amélioration sur la base de la propriété privée et du système capitaliste ne peut avoir aucun effet. Ce n'est pas l'absence d'une bonne administration qui est en crise, mais le régime capitaliste. Bien sûr il y a aussi une mauvaise administration qui empire et aiguise cette crise.

Il n'y a en Grèce ni parti de classe, ni parti de masse, mais il y a des masses disposées à mener de l'avant leur fonction comme classe. Elles le montrent par ce qu'elles font, dans la manifestation d'un million contre l'impérialisme. Dans d'autres il y a eu 400.000 personnes. C'est-à-dire une attitude anti-impérialiste constante des masses, animée par la jeunesse étudiante. Mais d'où cette jeunesse sort-elle la force, la conviction, l'assurance ? Elle ne les crée pas mais les puise dans le processus mondial de la révolution, dans le stimulant révolutionnaire du Vietnam, du Cambodge, du Laos, de la lutte des masses d'Afrique, d'Asie, dans l'attitude de l'Union soviétique, dans les progrès des Etats Ouvriers et dans la volonté de combat des masses grecques.

Il faut partir du fait qu'en Grèce, aucun parti n'a l'appui des masses. Deux révolutions ont été coupées par Staline. Il y a aujourd'hui toutes les conditions pour une réanimation du processus révolutionnaire.

Unifier les P. C. grecs

La division entre parti communiste intérieur et extérieur n'a pas encore mis à jour le caractère de ses divergences programmatiques, tactiques, d'objectifs. Il faut discuter des divergences quant au programme, à la tactique, aux objectifs. Qu'est-ce qui les divise ? Il faut démontrer le besoin d'appuyer le Parti qui appuie l'Union Soviétique avec le programme de la lutte pour le pouvoir en Grèce. Il faut un appui à l'URSS et non des suputations, sinon une coordination de la politique avec les intérêts de l'URSS, sans se soumettre à elle. Si l'Union Soviétique veut de par sa politique bureaucratique contenir, il faut aller plus loin.

Il faut considérer que la bureaucratie soviétique agit de façon chaque fois plus prononcée tantôt comme bureaucratie, tantôt comme parti défenseur de l'Union Soviétique.

C'est dans ce sens qu'il faut intervenir dans la discussion avec les partis communistes pour essayer de les unifier. Il faut lancer des appels, faire des propositions d'unification sur la base d'un programme de lutte pour le socialisme. Un programme, une tactique qui englobent la lutte pour les étatisations, le contrôle ouvrier, la démocratie prolétarienne, le droit pour toutes les tendances de parler, de discuter à l'intérieur du camp socialiste et du développement de la capacité des masses pour intervenir dans l'économie.

Il faut discuter dans les syndicats, dans les usines, dans les rues, les quartiers de tous les problèmes de l'économie et de la société. Que les masses interviennent et résolvent les problèmes. Que ce ne soit ni le capitalisme, ni sa structure gouvernementale, ni ses technocrates qui décident. Ils font la démocratie limitée à leurs intérêts. Ce sont les masses qui leur arrachent tous ce qu'ils donnent.

Il faut appeler l'armée en lui disant : nous voulons construire un pays au bénéfice du bien-être et du bonheur des grecs. Très bien; nous voulons le faire. Mais il faut discuter pour savoir si c'est possible. Aussi faut-il démontrer que le capitalisme n'a pas capacité pour le faire. Il en a déjà terminé. Il faut démontrer que les Etats Ouvriers peuvent le faire, comme le montre l'exemple de la Hongrie, de la Yougoslavie, de la Roumanie. L'exemple de ces pays n'est pas la répression et les crimes de Staline, que nous ne nions pas. Ce n'est pas ce que nous discutons. Cela ne démontre pas du progrès de ces pays. Aucun d'eux ne se caractérise par le fait qu'il y a eu Staline, mais parce qu'en dépit de lui, en dépit de l'aile stalinienne, en dépit du blocus contre la Yougoslavie, tous les Etats ouvriers surpassent le système capitaliste, et ce un million de fois.

Ces pays sont partis de rien. Ils étaient de véritables usines à fabriquer de l'herbe, des pays véritablement très arriérés, semi-féodaux et sont devenus les plus avancés du monde, pressés d'intervenir d'une façon encore plus puissante et plus dynamique. Le prolétariat soviétique n'est pas encore entré sur la scène, mais déjà il pèse et va peser. Il faut compter avec lui. La base essentielle du progrès de l'histoire est aussi basée sur le prolétariat soviétique et sur le cours mondial de la révolution, dont il est l'une des bases, et l'un des pilliers essentiels.

Il faut discuter de tout cela. Il faut discuter de la nécessité pour les partis communistes de Grèce de s'unifier, en leur montrant qu'ils ne doivent pas rester des appareils répondant aux intérêts des partis, mais des partis répondant aux intérêts de l'humanité. Aussi, doivent-ils agir, penser, décider en fonction de ces intérêts. Il est certain qu'il faut discuter les expériences, corriger, tirer des conclusions, mais il faut avoir un objectif pour cela. Il faut discuter de l'expérience vivante. Chaque parti communiste doit être un bien public de l'histoire, un instrument de l'histoire pour le progrès de l'humanité. Voilà comment il faut discuter.

La démocratie et le progrès de la société

La réunion que les PC d'Amérique Latine viennent de tenir à Cuba est fondamentale. La résolution adoptée n'est pas bureaucratique, mais révolutionnaire. Pas complètement, mais il y a une base révolutionnaire très profonde. C'est une inauguration favorable au développement de l'expérience révolutionnaire des communistes d'Amérique Latine. Ils ont décidé de discuter de l'expérience vivante, comme celle du Chili, en tirant la conclusion que « les conquêtes réalisées, même de façon parlementaire, doivent être défendues les armes à la main », parce que la « bourgeoisie ne va pas abandonner volontairement le pouvoir, qu'il faut le lui prendre par la force ». Ce sont des conclusions révolutionnaires. Cela aussi, c'est le boomerang, qui sera suivi d'autres interventions des soviétiques.

Il y a une élévation mondiale et aussi locale de la préoccupation et de la politisation des masses. Il y a une politisation et une ascension inninterrompue du niveau, de la culture, de la décision, de la résolution politique des masses. Les résolutions de la réunion des PC d'Amérique Latine sont accompagnées par le Portugal, où publiquement on adopte une position qui rompt avec tous les schémas antérieurs des PC. Le PC du Portugal fait une alliance avec l'armée, pour imposer un programme de développement qui conduit à des mesures socialistes. Malgré la déclaration de la Junte militaire au Portugal sur le fait qu'il « n'y aura pas de dictature du prolétariat », toutes les mesures en cours conduisent à cette dictature. Les gens vont voir que ce n'est pas une dictature contre l'intelligence, ni contre la raison et la démocratie, mais contre les ennemis de l'intelligence, de la raison, de la démocratie. Dictature dans la forme; dans le fond, c'est le progrès illimité de l'histoire, illimité !

Nous sommes d'accord pour que l'imprimerie qui édite Republica on n'édite pas les livres de Soljenitsine, par contre que l'on y publie toutes les tendances de gauche qui veulent écrire, toutes les tendances qui ont des idées d'opposition, des critiques mais dans le camp de la révolution. Toutes celles-là doivent pouvoir se faire publier. Nous sommes pour la pleine liberté de toutes les tendances dont la conclusion est la défense, l'appui, le soutien au processus révolutionnaire. Qu'il s'agisse des tendances syndicales ou politiques.

La liberté de tendance est bénéfique à la capacité de penser, de raisonner; elle donne assurance pour émettre des idées, pour les organiser. Nous sommes par contre opposés à des publications comme celles de Soljenitsine qui est un excrément de l'intelligence. Ce qu'il écrit ne vise pas à organiser l'intelligence ou la critique, mais à mépriser les conquêtes de l'histoire, comme l'est l'Union Soviétique. Nous sommes contre.

Soljenitsine est un misérable qui n'a pas plus de valeur qu'un ver de terre. La nature a fait le ver de terre sans conscience de ses fins. Soljenitsine, lui est très conscient des siennes. Voilà pourquoi c'est un misérable. En pleine action héroïque des masses du Vietnam, il a écrit un éditorial payé dans l'importants journaux d'Europe en se lamentant sur le fait que les « Etats-Unis n'aient pas écraser le Vietnam » ! et en disant que « le Portugal de Caetano était meilleur qu'aujourd'hui » ! Il faut être un sacré misérable pour ressentir de la joie devant une machine qui écrase l'ouvrier, qui le tue. Cette machine lui donne de l'argent, l'ouvrier ne lui donne rien. Voilà quelle est la joie de ces misérables !

Aussi les ouvriers de Republica ont-ils raison de s'opposer à la publication des livres de Soljenitsine. Ils ont tout à fait raison et respectent parfaitement la démocratie. Celle-ci ne doit pas servir à soutenir le crime, mais à organiser et à développer la vie. Et ce qu'il y a de plus important pour cette organisation est les relations humaines. Ce qu'écrit Soljenit-

LE PARTI
ET
ET RÉ

Il existe en Argentine un pro cessus en développement où s'accentue le caractère révolutionnaire. Les changements au Brésil, en Bolivie, tout le processus en Asie, en Afrique, en Algérie, au Portugal, en Ethiopie, en Grèce, au Mexique, au Pérou répercute en Argentine et ce dans la mesure où ce rapport de forces favorise les tendances qui cherchent à avancer vers des étatisations et des mesures anti-impérialistes. Ce processus joue un double rôle : il stimule les tendances anti-impérialistes en leur montrant ce qu'il est possible de faire, il affaiblit les forces de l'ennemi socialement, économiquement politiquement et militairement. Le capitalisme ne peut agir comme il veut. Il reste soumis au processus défavorable de la lutte des classes. Les secteurs nationalistes se sentent à l'inverse stimulés. Cette situation leur permet de comprendre et d'être plus décidés, plus audacieux qu'avant. Ainsi vit l'argentine la même chose en Bolivie.

L'échec du soulèvement au Pérou est un événement d'une très grande importance. C'était une tentative de prolonger les agissements de la junte assassine du Chili, de ce qu'ont fait ces assassins en tuant Allende. La façon dont ils s'y sont pris a révélé que leur point d'appui était très faible, qu'ils étaient très éloignés de la possibilité

sine va contre tout cela. Les ouvriers ont eu raison.

Quelles idées donnent le fait de respecter le droit de propriété, le droit de celui qui possède, qui commande ? L'humanité ne se construit pas avec de l'argent, mais avec des idées. Celui qui a l'argent n'a pas les idées. Celui qui a des idées, n'a pas d'argent. Pour avoir une utilité, l'argent doit servir à développer les rapports humains. Soljenitsine a la force et l'argent que lui donne l'impérialisme. Que respecte-t-on en le publiant ? Quel genre de démocratie est celle-là ? Personne n'est d'accord que les ouvriers d'usines alimentaires, se mettent à fabriquer des aliments avec des œufs, du lait, des poissons pourris; alors nous ne sommes pas d'accord que les ouvriers du livre impriment des textes pourris.

Soljenitsine appuie la lutte des assassins du Chili. Sa défense et celle du propriétaire de Republica n'est pas la défense de la démocratie, mais de l'arrogance du pouvoir pour émettre, publier et organiser des forces à l'encontre du progrès de la société et de l'humanité. Cette action va contre le socialisme. Voilà de tout ce qu'il faut discuter en Grèce.

Le processus requiert dans ce pays une assurance politique qu'aucun parti n'a. L'intervention des masses grecques a mis en défaite et fait crouler tous les plans et les calculs de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie, des tendances bourgeoisies comme Mavros qui cherchaient un appui et une alliance avec les socialistes et les communistes. Aucun d'eux n'a tenu compte et n'a considéré l'intervention des masses, ne s'est appuyer sur leur volonté. Ils sont tous entrés en lutte pour utiliser leur force et volonté de combat, celle des ouvriers, des paysans, des étudiants. La mobilisation des masses a été un facteur essentiel qui a poussé la crise de Mavros et du PASOK (parti de Papandréou).

La crise du PASOK provient non seulement de cette raison essentielle, mais aussi du fait que c'est un mouvement inventé. C'est un parti inventé pour les élections. Une série de tendances de groupes se sont constués, comme celui de Papandreou. Maintenant ils éclatent. De même pour le groupe de Karamanlis, de Mavos. Cela s'est aussi passé dans l'armée. Voilà pourquoi une tache centrale en Grèce est la clarification de l'analyse, en même temps que l'élaboration d'une position programmatique immédiate. Il faut une analyse qui montre qu'aucun courant n'a la capacité de décision nécessaire, l'appui social requis. Aucun courant n'a la majorité pour faire une politique. La bourgeoisie n'a plus de force pour décider, ni même Karamanlis. Son jeu d'alliance avec l'armée, ou une partie de l'armée et de la bourgeoisie, de la petite bourgeoisie qui s'appuie sur le retrait de l'OTAN est un moindre mal pour se concéder un appui social. Telle est la crise.

Il faut pour développer la Grèce élever la production. On ne peut le faire tant qu'existe le régime capitaliste, ni même en établissant des relations avec les Etats ouvriers. Même avec une très bonne administration, faibles seront les possibilités d'avancer économiquement. Pour une bonne administration il faut éliminer la propriété privée. Il faut étatiser sans bureaucratisation, et pour ce faire, il faut imposer le contrôle ouvrier. Il faut que les ouvriers interviennent dans la planification de la production. Cela démontrera bien que le capitalisme n'est pas nécessaire.

EDITORIAL *(Suite de la page 1)*

qu'est-ce qu'il défend le P.S. ? Le droit de Soarès de rester parlementaire. Et pendant ce temps, Ford et la bourgeoisie complotent contre la révolution portugaise. Cela montre aussi combien il est faux de parler de détente à la réunion d'Helsinki. Malgré tous les discours, malgré que soviétiques et américaines se donnent la main dans l'espace pour faire croire à une détente possible, ici, sur terre, les affrontements entre les masses exploitées et l'impérialisme, le capitalisme continuent. Et l'URSS doit appuyer le Portugal, ils doivent appuyer les mouvements de libération, soutenir l'Algérie, le Vietnam. Malgré toute la détente, l'impérialisme se prépare à la guerre. Il y a peu de temps, il déclenchait l'alerte atomique n° 3.

C'est malgré la détente que Schlessinger déclare qu'il faut utiliser les armes atomiques tactiques en Europe et le ministre de la Défense de l'Allemagne capitaliste lui emboîte le pas.

C'est tout cela que le capitalisme fait avec sa "démocratie", son parlement. La démocratie bourgeoise, c'est travailler pour faire grossir le capital, c'est mourir de faim, c'est mourir par les accidents de travail, les guerres capitalistes, les inondations, les sécheresses,...

Pour cela, les organismes de la classe ouvrière, de la population, où elle puisse décider, organiser, juger, sont mille fois supérieurs car c'est là que s'exprime la capacité de création de tous les travailleurs.

A quoi sert la démocratie bourgeoise ? Ce sont les organismes de la classe ouvrière qui doivent décider.

En Belgique, le Parlement ne résout rien du tout. Au contraire, c'est l'instrument de la bourgeoisie pour porter des coups à la classe ouvrière. Cela ne veut pas dire qu'il ne faut pas utiliser le Parlement, au contraire, Il faut utiliser TOUS les moyens pour avancer. Mais il y a des moments où il faut concentrer les forces pour organiser les masses pour couper court aux tentatives du capitalisme de porter des coups contre elles. Pour cela, il faut le programme des étatisations sous contrôle ouvrier, les expropriations sans indemnisation des usines qui veulent fermer, l'application des 36 Hs. imediatement et l'ouverture des livres de comptes des entreprises qui veulent mettre les ouvriers en chômage technique pendant des mois.

Mais pour appliquer ce programme, ainsi que pour obtenir l'échelle mobile des salaires, il faut une mobilisation enérale de la classe ouvrière, l'organisation d'une grève dans tout le pays avec organisation de comités d'usines, de la gauche syndicale, et que, dès à présent, tous les militants de la gauche syndicale discutent cela dans les entreprises car il n'y a pas d'issue individuelle, locale, de l'une ou l'autre usine. Le capitalisme concentre ses forces pour résister à sa crise et, en même temps, il porte des coups à la classe ouvrière.

Il faut s'appuyer alors sur la résolution exprimée par la classe ouvrière pour organiser une large mobilisation générale du pays pour imposer un programme ouvrier de développement, pour planifier la production et les heures de travail, pour transformer la production des usines qui ferment. Ce sont ces tâches qu'il est nécessaire de réaliser.

Portugal *(Suite de la page 1)*

ce ne sera pas comme au Chili parce que c'est elle qui va se casser les dents.

Nous faisons un appel aux communistes et aux socialistes pour qu'ils interviennent auprès des Etats Ouvriers pour donner la pleine solidarité, l'appui matériel face aux sabotages de la bourgeoisie. A Pinochet on prête de l'argent ; on reçoit Nuno en Belgique. Mais au Portugal les socialistes sont réticents parce qu'il "pourrait y avoir des entorses à la démocratie". A quelle démocratie ? A celle de Soarès, de sentir qu'il a du pouvoir, d'être ministre ? Ce n'est pas la démocratie des travailleurs qui, avant, ne pouvaient que travailler ou crever. C'est la première fois, après 50 ans de fascisme, que la classe vit en démocratie, mais c'est maintenant que les sociaux-démocrates dans le monde s'émeuvent du Portugal, pas avant.

Nous faisons un appel aux camarades du Parti Socialiste chilien à faire des délcarations publiques dans la presse socialiste en appui au Portugal. Tous, en coulisse, pensent que Soarès fait, "même sans le vouloir", le jeu de la réaction. Mais pas un ne le dit ouvertement au nom du parti socialiste chilien. Pourtant, combien disent que l'action de Frei contre l'unité Populaire était semblable à celle de Soarès. Vous pouvez aider beaucoup le Chili, la lutte au Chili, en empêchant les mêmes manoeuvres au Portugal de la part des sociaux-démocrates. Nous vous appelons, de même qu'aux militants socialistes, de la jeunesse socialiste belge, des militants du parti socialiste, des groupes et organisations de gauche à mener une campagne intense et active en solidarité avec le Portugal, pour la réalisation du programme d'dxpropriation des multinationales, de la création des organismes populaires pour empêcher la réaction et les fascistes de faire de coups de mains.

Ces organismes sont absolument nécessaires. Aucune manifestion au concentration des ouvriers ou de la population, aussi grande soit-elle, ne peut les remplacer. L'expérience du Chili est là : malgré les millions de gens qui appuyaient Allende dans les manifestations, le coup a eu lieu. Pour empêcher cela, il faut des instruments de pouvoir de la classe. Dans ce sens, le voyage de Carvalho à Cuba est très important, mais si, de là, ne sortent pas les conclusions qu'on pose plus haut, il n'aura servi qu'à peu de choses.

APPUI INCONDITIONNEL A LA REVOLUTION PORTUGAISE.
VIVE LES COMITES POPULAIRES.
EXPROPRIATION DES ENTREPRISES IMPERIALISTES.
SOLIDARITE ACTIVE DE TOUTE LA GAUCHE POUR EMPECHER TOUTE TENTATIVE DE FAIRE UN NOUVEAU CHILI.

UVRIER BASE SUR LES SYNDICATS PROCESSUS NATIONALISTE OLUTIONNAIRE EN ARGENTINE

J. POSADAS (20 Février 1975)

e triompher, montrant ainsi de uelle façon désespérée ils ont gi. L'impérialisme a agi d'une ıçon désespérée au Pérou, de ême que l'oligarchie intérieu-. Bien que s'étant lancée pour on propre compte, sans atndre son appui direct, elle 'en a pas moins eu son consenment. Leur échec au Pérou est un coup brutal à la contre-révolution. C'est le boomerang du Chili qui commence déjà sa trajectoire de retour. Jusqu'à présent il a tourné tissant son processus. Il commence maintenant à faire marche arrière et va rapidement liquider la junte assassine du Chili.

L'avance du nationalisme révolutionnaire au Pérou et au Mexique

Ce processus va énormément impulser les tendances anti-impérialistes en Argentine, va les animer à adopter un programme révolutionnaire anti-impérialiste, anti-capitaliste et à se lier au nouvement ouvrier. Toute l'Amérique Latine voit l'échec de la unte d'assassins au Chili, la crise de la bourgeoisie au Brésil ıvec la défaite des réactionnaires y inclus lors des dernières élections. De même en Bolivie. La tentative de préparer un nouveau Chili au Pérou pour le généraliser à toute l'Amérique Latine a échoué.

L'attitude du gouvernement militaire fusillant les contre-révolutionnaires indique un progrès de cette junte, des gouvernements nationalistes, en défense de méthodes de guerre civile. Sans dire qu'il allait fusiller, une quantité de gens sont apparus morts dans l'action. Ils ont été attrapés et tués là, surtout du côté contre-révolutionnaire. Le Pérou a montré l'existence d'une guerre civile atténuée, non généralisée parce que les contre-révolutionnaires n'ont pu y parvenir. Ils ont été mis en échec avant d'avoir pu la généraliser, indépendamment de la réponse que le gouvernement et les masses ont donnée. Ces derniers sortis pour les écraser et les tuer ont gagné de vitesse ces assassins, les empêchant de faire ce qu'ils voulaient. Tout cela met en évidence l'échec de l'impérialisme, ce qui va avoir de très grandes conséquences sur toutes les futures tentatives de coups militaires. Sans les dissuader, cela va les obliger à considérer davantage le rapport de forces et donner du temps aux masses pour avancer.

Après cet échec du coup au Pérou, le processus est infiniment plus favorable à la révolution en Amérique Latine. Ce n'est ni une coincidence, ni un hasard si se réunit au Mexique un tribunal pour juger la Junte assassine. C'est une action organisée. La bourgeoisie mexicaine et une partie des nationalistes révolutionnaires de gauche jugent la junte des assassins du Chili et l'impérialisme yankee. La forme n'est pas laissée au hasard. Le jugement a lieu au Mexique, mais il aurait pu aussi bien avoir lieu à Panama, en Colombie, au Vénézuela. Le mexique est le lieu le plus dangereux, car c'est le pays latino-américain le plus proche de l'impérialisme yankee. En le fesant là, ils veulent lui donner une signification plus grande que le simple procès : ils veulent démontrer leur décision de combattre. Après la défaite de la contre-révolution au Pérou, ce jugement va signifier une nouvelle désarticulation pour eux tous.

Le gouvernement mexicain donnent aux élèves du primaire des textes gratuits où l'on parle de « l'éducation socialiste dans les écoles ». On y dit que « l'objectif de l'humanité est le socialisme ». On y explique le matérialisme dialectique et le processus matérialiste de l'histoire. Lénine est présenté comme le principal constructeur du socialisme. Il montre comment il se construit en donnant l'exemple de l'Union Soviétique. Il parle aussi de Marx et d'Engels. Dans un autre livre, ils posent que Trotsky a été le fondateur de l'armée rouge. L'éducation sexuelle est faite dans le secondaire et même dès le primaire. Tout cela a mis la droite au bord de la folie. Ce sont là des débuts d'Etat ouvrier C'est en même temps une démonstration de ce que pour avancer il ne suffit pas de résoudre les problèmes de l'économie, mais il faut se préoccuper de la façon de penser, des problèmes à aborder et de quelle manière.

Ces publications du gouvernement mexicain sont des aspects d'un programme historique. Ils éduquent le mexique — en ayant les yankee à côté — avec un programme qui stimule, impulse, organise la lutte pour le socialisme. Le gouvernement ne donne pas la solution organisative, mais il fixe des bases programmatiques pour comprendre la solution organisative. C'est une base d'éducation culturelle qui va avoir un écho et une portée très grande. Ce sera supérieur à l'époque de Trotsky où il n'y avait qu'un seul Etat ouvrier, alors que la révolution était en récession et que Staline existait. Maintenant il y a 14 Etats ouvriers, 16 Etats révolutionnaires et une ascension en Amérique Latine. La Colombie vient de reconnaître diplomatiquement Cuba. Tito va faire une tournée en Amérique Latine.

Le Mexique est un symptôme du processus révolutionnaire en Amérique Latine. Cette ligne va bientôt s'exprimer partout : au Pérou, en Equateur, en Colombie. Au Venezuela, Perez appelle les syndicats à un front unique pour nationaliser et se défendre des yankee. Tous ces mouvements ont à leur base la tendance de la propriété privée, mais pas strictement. Aucun gouvernement voulant progresser en Amérique Latine, même en Argentine et au Brésil c'est-à-dire dans les pays les plus développés, ne peut le faire sur la base de la propriété privée. Si le Mexique veut avancer, il ne pourra le faire avec elle.

Les changements de ce processus, alors que le Pérou signifie une très grande impulsion en faveur de la révolution, ne se font pas de façon virtuelle ou publique. Ils tardent à s'exprimer, mais leurs effets se font sentir immédiatement. De tels changements auraient besoin d'être accompagnés et dirigés par des directions fermes et sûres. Malgré ce manque, les symptômes favorables s'expriment immédiatement : le propre gouvernement péruvien fait des déclarations favorables à la révolution et insiste dès l'échec du coup sur la nécessité de se réunir avec les cubains et non avec les yankee. Après la défaite des assassins du Pérou, il y a le jugement du Mexique et la Colombie et le Vénézuela proposent un accord avec Cuba et non avec les yankee, le Vénézuela nationalise le fer et le pétrole ainsi que les compagnies étrangères.

La maturité du mouvement péroniste

Tel est le cadre du processus révolutionnaire latino-américain et mondial qui influence l'Argentine. Une des expressions de ce processus est l'annonce de la formation d'un Parti des Montoneros, de la Jeunesse Péroniste, de la gauche péroniste. Les formes de la révolution les aident à comprendre la force qu'ils ont et à

(Suite page 4)

Le marxisme, les militaires et l'avance de la révolution en Amérique Latine.

17 Octobre 1974

J. POSADAS

Le Pérou est l'un des centres principaux du développement de la lutte révolutionnaire pour le socialisme en Amérique Latine. La direction militaire, en partie civile, mais essentiellement militaire, est en train d'élever sa compréhension quant à la nécessité d'un programme conséquent. Ils ne l'appellent pas marxiste parce qu'ils ont une résistance envers le marxisme, non comme auparavant une peur, mais une résistance, et ce dans la mesure où leur expérience n'est pas basée sur lui et que leur éducation est anti-marxiste. Ils viennent d'une manière de concevoir la vie, les relations humaines, économiques, sociales et avec la nature, mystique et antidialectique. Ceci signifie entre autres choses qu'ils ont le sentiment qu'un patron est nécessaire pour développer l'histoire, la vie, l'économie. Ils ne comprennent pas le besoin de la planification et ne voient pas que les conditions existent pour ce faire. Si elles n'existaient pas avant, maintenant, elles existent, tant pour le développement de l'industrie, de l'économie qu'en ce qui concerne la structure commune et identique entre les matières premières, la transformation, la distribution, l'utilisation. Ils ne voient rien de tout cela. Ils en restent à l'éducation antérieure sur l'économie, à l'éducation capitaliste.

Il existe cependant un très grand progrès parmi eux, dans la mesure où ils acceptent de dépasser la propriété privée, au profit de la propriété commune, qu'ils appelent « propriété industrielle ». Ils doivent avancer en voyant que si l'économie ne se développe pas c'est à cause de la forme de la propriété et du fait du manque de planification. Or la propriété centraliser est nécessaire pour planifier ; il faut une utilisation centralisée des instruments que constituent la propriété.

Il faut expliquer aux militaires la nature du processus de l'histoire, la racine mystique de l'économie capitaliste. Le capitalisme développe un tel mysticisme pour pouvoir justifier son pouvoir. Il faut montrer le besoin de la planification consciente, des relations conscientes avec la société, l'économie, la distribution, qui doit se faire avec l'intervention des masses, ce qui implique le besoin de la démocratie. Si tout cela reste entre les mains d'une élite, alors se crée des intérêts de caste, de groupe, de centres sélectifs qui se disputent entre eux. L'économie se développe alors en fonction des critères de ceux qui ont des intérêts privés, non comme individu, mais comme groupes. Cette façon d'agir, en tout état de cause privée, même s'il ne s'agit pas de l'un ou l'autre capitaliste, contient, limite et conduit à une réduction de la capacité de développement de l'économie.

Lorsque les militaires péruviens résistent à ce qu'ils appellent « le communisme de l'Union soviétique », ce n'est pas parce qu'ils veulent un communisme pur, mais parce qu'ils résistent, craignent le communisme, même sous ses formes véritablement soviétiques. Ils voient aussi l'appareil bureaucratique et ses impositions. Ce n'est cependant pas qu'ils veuillent prendre un meilleur chemin pour aller au communisme. Ils ont une résistance à la discipline qu'implique la marche au communisme. Ils ne se sont pas élevés par conviction théorique ou programmatique, mais par besoin historique. C'est de là que leur vient ensuite la préoccupation théorique.

Ils voient de toutes façons les Etats ouvriers comme un résultat du marxisme. Ils n'ont pas la méthode marxiste, alors que l'Etat ouvrier, même avec la bureaucratie, doit de toutes façons avancer dans une ligne marxiste pour programmer l'économie, pour définir ses objectifs. Ces militaires ne cherchent pas à amender, dépasser ou corriger le fonctionnement bureaucratique, même s'ils nous voient meilleurs, capables de donner des idées objectives, de ne pas nous attacher à l'Etat ouvrier tel qu'il est. Là aussi ils résistent parce qu'ils voient qu'il s'agit du programme marxiste. Ils résistent à l'Etat ouvrier tel qu'il est, mais aussi au programme marxiste, préoccupés qu'ils sont de la discipline qu'implique le marxisme.

En dépit du fait qu'il existe un grand nombre d'officiers – et de haut grade – qui soient marxistes dans les armées capitalistes, ils ont peur et lui résitent dans la mesure où cela se heurte à leur structure antérieure de commandement, hiérarchique, de catégorie. Le marxisme est l'objectivité dans l'observation, l'analyse, les conclusions, l'application. De là l'importance des cours de marxisme qui peuvent être donnés aux militaires du Pérou et des autres pays, parce qu'ils s'adressent à une mentalité qui résiste à la discipline marxiste.

Gagner l'armée est au Pérou une tâche essentielle. Il faut pour cela la mobilisation et l'intervention des masses, démontrant qu'elles sont capables de diriger la société. L'expérience du Chili est catégorique. Il faut que les masses péruviennes montrent, et elle peuvent le faire, qu'elles sont capables de diriger l'économie et de la développer. Elles n'interviendront pas pour s'approprier des biens, et donc pour piller l'économie, comme le fait le capitalisme, mais pour la développer. Comme partout, les masses ont montré qu'elles sont capables de plus de sacrifices qu'avant pour développer l'économie, dans la mesure où elles ont une notion historique qu'elles tirent des conclusions concrètes, qu'elles participent de façon vivante, active quotidienne à ce développement, au bénéfice social de l'humanité. Il faut sentir ce que font les paysans qui demandent le socialisme, les femmes qui demandent à diriger.

Il existe des pôles dans la société actuelle. D'un côté une inclination accentuée de la dégénérescence, de la morbidité sexuelle et criminelle, de la boisson, de la drogue. De l'autre une accentuation plus forte, plus claire, chaque fois plus évidente de l'assurance humaine et du développement des luttes révolutionnaires du prolétariat mondial. On peut voir cela dans toute l'Europe, dans l'influence qu'exerce la révolution sur les armées. Il y a par exemple le cas de ce chef d'armée en Hollande, qui s'est déclaré contre l'OTAN, qui permet aux officiers, aux soldats d'adhérer aux partis politiques, de discuter de politique dans l'armée. La même chose en Suède.

Les armées montrent qu'elles sont dans un processus de décomposition : en Hollande, en Suède, en Belgique, partout. La base de l'OTAN est en pleine décomposition. Et ce, non parce qu'ils sont mal payés, mais parce qu'ils sont influencés par le progrès de la révolution, et là, par la ténacité ininterrompue des luttes des masses. Ce sont elles conjointement aux progrès des Etats ouvriers qui influencent tous les appareils et jusqu'à l'OTAN. Les progrès militaires et la capacité militaire des Etats ouvriers exercent aussi leur influence. Mais là n'est pas le principal, qui réside dans l'autorité sociale qu'exercent ces derniers. Celle-ci avance dans le monde entier ainsi que la lutte des masses des pays capitalistes, d'Amérique Latine, d'Afrique, d'Asie. Tout cela contribue à former un tout homogène de pouvoir anticapitaliste et réduit en consséquence l'autorité du capitalisme sur les armées.

Il existe une décomposition très grande dans les armées des pays capitalistes. Voilà pourquoi nous réitérons notre jugement sur l'incapacité du capitalisme à maintenir son assurance, sa fermeté, ses perspectives, son autorité, les sentiments patriotiques. Les masses, les officiers se rendent comptent qu'affronter l'Union Soviétique n'est pas agir en faveur de la patrie, mais contre, parce que c'est aller contre un régime social supérieur. Les militaires voient qu'il s'agit d'un régime social supérieur face au régime arriéré qui condamne à la faim, au chômage, à la mort, qui fait des militaires des instruments des fabricants de port pour autrui et pour eux-mêmes. Ils voient un régime social supérieur qui veut gagner et non imposer. Nous sommes aux dernières étapes du système capitaliste qui doit affronter un système social supérieur, l'Etat ouvrier, et un prolétariat qui montre sa capacité de diriger et d'ordonner la société.

J. POSADAS

17.10.1974.

EDITION REVUE MARXISTE

J. POSADAS

Le processus du nationalisme révolutionnaire et la lutte pour le socialisme au Mexique

23 Février 1975

Sur demande, à l'adresse du journal - 2 F

LE PARTI BASÉ SUR

surmonter leurs doutes, leurs hésitations, leurs vascillations. Cela les aide à comprendre la faiblesse du capitalisme.

Le Parti Ouvrier Basé sur les Syndicats manque en Argentine. Il peut prendre à ses débuts la forme que lui donnent les montoneros. Il peut être un Parti des « sans chemise ». Cependant, ce n'est pas l'époque. Les masses ont déjà appris que le problème réside dans le programme, la politique, les objectifs. Il ne s'agit plus d'un problème de « sans chemise ». Nous comprenons ce que ces camarades veulent dire avec la conception d'un « parti des sans chemise », mais c'est une qualification erronée pour un objectif qui ne correspond pas aux « sans chemise ». Il y a un mélange de révolution bourgeoise et de mesures socialistes. Mais de par ce qu'ils proclament et le programme qu'ils ont ils dépassent d'entrée les mesures bourgeoises.

Il faut considérer la maturité du mouvement péroniste qui va avec la formation de ce parti s'élever beaucoup. Même s'il ne se forme pas immédiatement, le besoin d'un parti existe. De par ce qu'il dit il aurait dès sa naissance un programme de gauche anti-capitaliste. Il ne se propose pas de détruire le capitalisme, mais non plus de le soutenir. Son programme va objectivement contre le capitalisme. Il ne faut pas attendre qu'ils le mènent de l'avant car les secteurs bourgeois qui sont en son sein vont le contenir, réduire les aspects anti-capitalistes et utiliser le mouvement.

Il faut partir du fait qu'un Parti de masse est nécessaire en Argentine. Le Parti Ouvrier Basé sur les Syndicats peut se modifier dans la forme, peut changer, mais tout parti qui se forme et qui n'obtient pas l'appui des syndicats, qui ne s'oriente pas à l'obtenir ne peut durer longtemps. Peut être les Montoneros forment un Parti les syndicats un autre. Il faut se préparer à intervenir dans les très riches conditions de l'Argentine, en s'appuyant sur le processus latino-américain et mondial.

La lutte syndicale en Argentine est un indice de la crise du capitalisme qui ne se sent pas sûr de pouvoir continuer une activité pour contenir le mouvement ouvrier. L'élimination du secrétaire de la CGT, les changements dans les syndicats, les critiques des syndicats au Ministre de l'Economie Gomez Morales, la déclaration nationaliste du commandant des Forces Armées Fautario et du chef de l'Armée lui-même Anaya, indiquent que la droite n'a plus beaucoup de marge pour manœuvrer.

L'impérialisme a été mis successivement en défaite en Amérique Latine, en Argentine, en Bolivie, au Pérou, à Panama, au Mexique, en Colombie, au Vénézuela; une défaite constante. L'impérialisme a des moyens matériels, militaires, financiers, mais il voit ses possibilités d'action constamment réduites. De même pour sa capacité. Il ne peut employer les moyens qu'il a, ni utiliser toute sa force. Sa capacité diminue.

L'impérialisme a été mis en défaite au Brésil, ce qui ne signifie qu'il soit éliminé. L'ascension de la répression a été contenue. Il leur en coûte déjà davantage pour résoudre la désintégration. La ligne d'accentuation de la répression a été contenue et rejetée dans toute l'Amérique Latine. Ils leur restent le Chili, l'Uruguay, en partie le Brésil. Mais ce n'est déjà plus un processus continu, sinon instable, peu sûr, voir même vascillant.

L'impérialisme est en recul, en retrait, mais il ne peut pas partir, sinon pour se regrouper et lancer une nouvelle offensive. De par sa nature, l'impérialisme ne va pas abandonner la lutte. Il se prépare à des sauts. Il dispose d'armes atomiques et se prépare à les utiliser, mais les masses peuvent plus que lui. Allende a été mis en échec par naïveté, non par mauvaise intention, ni par capitulation. Sa conception était erronée. Une telle conception peut encore se reproduire. Il faut tirer l'expérience de tout cela. C'est ce qui se discute au Mexique en même temps que la condamnation à la Junte d'assassins.

Le Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI) du Mexique, publie en son nom les textes de Trotsky sur l'appel au prolétariat travailliste anglais pour qu'il appuie les mesures du gouvernement Cardenas d'étatisation du pétrole. Il caractérise ce gouvernement comme bonapartiste « sui-generis ». C'est là un événement énorme.

Lorsque le PRI agit ainsi, c'est parce que la forme, les moyens, les démarches du Parti Ouvrier basé sur les syndicats ne sont plus les mêmes qu'avant. Les formes peuvent revêtir au début des aspects un peu compliqués. Voilà pourquoi, il est préférable d'impulser le mouvement, de ne pas le livrer à une direction bourgeoise et de l'améliorer en marche. Nous ne parlons pas de n'importe quel mouvement, sinon de ces mouvements qui avanceront même si nous n'intervenons pas. Cela ne dépend pas de nous.

En Argentine, le Parti Ouvrier basé sur les syndicats peut passer par cette étape des Montoneros, ce qui serait très important. Il faut intervenir avec un programme, des analyses, des conclusions. C'est comme à l'époque de Lénine et de Trotsky, de l'Internationale communiste où il sont arrivés à appuyer des mouvements comme ceux d'Abdel Krim, le sultan du Maroc, contre les espagnols, parce qu'il n'y avait pas autre chose. Nous appuyons les mouvements nationalistes contre l'impérialisme et la bourgeoisie.

Toute l'Amérique Latine est en progrès. L'impérialisme pensait isoler les pays qui sont des Etats révolutionnaires. C'est lui qui l'est resté. Le Chili n'a influencé ni intimidé personne. Le Brésil a dû changer de disque. Banzer a dû mettre en liberté les mineurs et leur rendre les radios. Echeverria et Torrijos attaquent l'impérialisme. Le Vénézuela et la Colombie se mettent d'accord et déclarent : « si nationaliser ou étatiser c'est le socialisme, alors nous le construisons. « A Cuba il y a des changements très importants, y inclus en ce qui concerne la femme.

Le processus favorable du monde, d'Amérique Latine et d'Argentine facilite l'organisation du Parti et l'étape d'un parti de masse, pour pouvoir peser et orienter dès le commencement.

J. POSADAS
20 février 1975

ABONNEZ-VOUS A « LUTTE OUVRIERE »

Editeur responsable : Pôlet Claudine
46, Avenue Gilleaux 6080 Montignies s/S

La dictature du prolétariat, forme la plus élevée de la démocratie pour construire le progrès de l'humanité

15-2-75 J. Posadas

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU
PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

14e année N° 248 22-8-1975 HEBDO.

Abonnem. 12 num. 70 F
Abonnem. 24 num. 150 F
Abonnem. de soutien 300 F
Correspondance : B.P. 273 Charleroi
C.C.P. 9762.34 de C. Polet

EXIGEONS L'ACQUITTEMENT AU PROCES DE HANREZ !

Le 3 septembre 75, à 9 heures, comparaîtront en justice René Andersen, militant de notre Parti, René Calandre, délégué FGTB de Hanrez, et Karin Lameir, membre de l'UCMLB. Tous trois sont accusés d'avoir porté des coups et jeté des pierres sur des voitures pendant la grève de Hanrez. En réalité, ce procès a pour but d'essayer d'intimider les militants syndicaux organisés, de contenir et entraver l'activité syndicale et anti-capitaliste de la classe ouvrière. On veut accuser ces camarades de violences. En fait la violence est sortie des responsables de Hanrez qui criaient aux jaunes qui voulaient entrer avec leur voiture, face qu piquet de grève : "Ecrasez-les ! ". La violence est le fait d'un membre de la maîtrise qui est venus avec une matraque et a frappé les ouvriers grévistes. Il fut même interpelé par la gendarmerie. A aucun moment, les camarades du piquet n'ont lancé ni détruit quoi que ce soit ! De nombreux délégués et ouvriers des autres usines étaient là, des ACEC, de Hainaut-Sambre, du Ruau. Ils peuvent en témoigner.

Nous appelons les organisations syndicales à se solidariser avec les camarades qui passent en procès maintenant, nous appelons les travailleurs de toutes les entreprises de la région, à envoyer des délégués syndicaux, des délégations des usines.

Nous appelons les trois ouvriers que l'on a poussé à porter cette plainte, à retirer leurs accusations. C'est honteux pour des travailleurs de faire de pareilles dénonciations contre d'autres travailleurs. D'autant plus qu'ils ont vu, de leurs propres yeux, que les violences ne venaient pas du piquet de grève mais des contremaîtres surexcités qui leur criaient : "écrasez-les", et les incitaient à des actes criminels contre d'autres travailleurs. Et ce sont ces types-là qui les exploitent, leur font faire des heures supplémentaires et les mettront à la porte quant ils n'auront plus besoin d'eux. Ce ne sont pas ces travailleurs qui gagnent des millions. Il ne faut pas accepter de briser la solidarité ouvrière !

Nous appelons à envoyer des délégations, des télégrammes, des messages de solidarité etigeant l'acquittement pur et simple des trois militants : Palais de Justice – Tribunal de Police – Boulevard Defontaine – 6000 Charleroi – le 3 septembre 1975 à 9 heures.

La crise du Portugal et le programme pour le front de la gauche en Belgique

EDITORIAL

Si le Portugal est vu avec une telle préoccupation dans toute l'Europe, tant du côté de la bourgeoisie que du mouvement ouvrier, c'est qu'il concentre une expérience formidable de lutte contre le capitalisme, de progrès vers un Etat ouvrier, de discussions sur quel est le chemin pour avancer vers le socialisme, quels sont les organismes qu'il faut construire, quelle économie – privée ou étatisée ? – peut permettre le progrès d'un pays, quelles sont les forces sociales qui mènent ce progrès de l'avant, quelle possibilité y a-t-il d'appliquer un programme socialiste sans que la bourgeoisie l'empêche, sans affrontement armé contre elle. Cette expérience du Portugal renoue avec celle de la Révolution Russe, et est en train de bouleverser toute la politique antérieure de la direction du Parti Socialiste et, en partie, celle du Parti Communiste, en Belgique et partout.

Le Portugal montre clairement la nécessité de l'union de la gauche – principalement communistes, socialistes, chrétiens de gauche – en fonction d'un programme bien net contre le capitalisme ; et la nécessité de former tout de suite des organismes de masses, dans les usines, les quartiers, les campagnes, où les gens discutent, interviennent, décident sur tous les problèmes. Les dirigeants socialistes portugais ont peur des conséquences révolutionnaires des mesures prises contre la propriété privée capitaliste. Ils cachent le fond du problème dans leur polémique abstraite sur "les libertés". Mais la réponse du Parti Communiste apparaît comme une concurrence face à l'appareil socialiste. Le fond de la polémique ne semble pas clair : il s'agit en fait de la restructuration de toute l'économie sur des bases non-capitalistes. En Belgique, ni le PSB, ni le PCB ne donnent d'importance et ne citent en exemple le fait que le gouvernement portugais vient de nationaliser le trust le plus important du pays. C'est comme si un gouvernement de gauche en Belgique nationalisait la Société Générale ! Voilà de quoi il faut discuter !

Des mesures telles que ces natinalisations sont, par elles-mêmes, une garantie de progrès pour le pays, car on enlève ainsi des mains des capitalistes une part essentielle de leur pouvoir. C'est un exemple pour la Belgique, où les dirigeants syndicaux FGTB ne sont pas allés plus loin que la proposition de "former un holding public capable de faire la concurrence à la Société Générale". Le Portugal montre qu'il faut exproprier le capitalisme pour pouvoir organiser l'économie en fonction des besoins de la population. Il montre aussi que la bourgeoisie ne se laisse pas chasser sans se défendre jusqu'au bout. Le Marché Commun est avare pour aider le Portugal, car il voit son pouvoir en danger. En Belgique toutes les aides qu'il a accordées – tout comme celles du gouvernement capitaliste – sont toujours allées aux entreprises privées : à la sidérurgie, pour organiser sa "restructuration" (qui n'empêche pas de nouvelles menaces de pertes d'emploi pour des milliers de travailleurs) ; à des usines comme les ACEC ou Westinghouse, pour réorganiser leur production ou faire des investissements qui n'ont apporté aucun progrès aux travailleurs ; à Fabelta, Glaverbel etc.. Quand la CEE ou le gouvernement belge voit que son aide ne va pas dans la poche des capitalistes, elle y coupe court. Voilà ce qu'elle fait au Portugal et se prépare à faire pour n'importe quel pays d'Europe qui mettra un gouvernement de gauche à sa direction et prendra des mesures pour défendre les intérêts des masses contre l'exploitation capitaliste.

C'est pour tout cela que le Portugal provoque de telles discussions et polémiques dans tous les partis ouvriers. Il fait voir avec plus de clarté qu'en Belgique aussi, il faut se préparer en fonction de la lutte de classe et révolutionnaire. La politique de conciliation, de réformes progressives du capitalisme, ne donne aucun bénéfice à la classe ouvrière ni à la population travailleuse. Et pourquoi ne ferait-on pas en Belgique comme au Portugal ? La classe ouvrière est moins puissante qu'ici, mais ils ont quand même l'audace de faire face et de vouloir en finir avec l'exploitation capitaliste. Ce qui permet au Portugal de progresser, c'est, non seulement les forces de ce pays, mais aussi le fait que le rapport de forces mondial n'est pas favorable au capitalisme. L'impérialisme yankee – comme le montrent les sinistres déclarations de Kissinger et Ford – n'a pas renoncé à intervenir contre la révolution portugaise, mais il ne peut en-

(Suite à la page 4

Déclaration du Bureau Politique du POR (t)
IVe Internationale Posadiste

Pour un soutien inconditionnel au progrès du Portugal vers le socialisme et à sa lutte contre la réaction !

Le P.O.R. (Trotskyste-Posadiste) lance un appel à toute la classe ouvrière de Belgique, à toutes les organisations du mouvement ouvrier et démocratique, au PCB, au PSB, à la gauche chrétienne, aux syndicats, à tous les groupes de gauche, aux militants de la gauche syndicale, à organiser immédiatement une mobilisation de toutes leurs forces pour le Portugal ! L'impérialisme américain et la bourgeoisie européenne, unis aux forces réactionnaires portugaises, essaient de provoquer un coup au Portugal comme ils l'ont fait contre le Chili. Camarades, il ne s'agit pas de mettre en avant maintenant des intérêts ni des préoccupations de défense de "son parti" contre l'autre, de mettre la polémique entre communistes et socialistes au centre et au-dessus de tout le reste. Le plus important maintenant, c'est que le Portugal est menacé par la contre-révolution et que les forces de la classe ouvrière en Europe, la mobilisation des forces de gauche dans chaque pays d'Europe et, concrètement, en Belgique, peuvent aider à contre-carrer ces nouvelles tentatives de coup à la chilienne, de fomenter la contre-révolution au Portugal !

L'expérience en cours actuellement au Portugal est au centre des discussions, de la préoccupation, et aussi de l'inquiétude comme de la joie, de toute l'avant-garde ouvrière, de toutes les tendances de gauche. La révolution portugaise est en train de porter des coups très profonds au capitalisme, non seulement au Portugal mais dans toute l'Europe et dans le monde. Un gouvernement portugais qui ose nationaliser le principal trust capitaliste du pays, comparable à la Société Générale de Belgique, peut être critiqué pour d'autres limitations, mais il accomplit une tâche fondamentale pour le progrès de la population ! Il a l'audace de démontrer : la propriété privée n'est pas intouchable ! pour faire progresser l'économie au bénéfice de la population, il n'y a pas d'autre issue que d'en finir avec les intérêts égoïstes et exploiteurs du capitalisme. Voilà ce que nous appelons à discuter dans les usines, dans les quartiers, les bureaux et les écoles, comme base de la discussion sur le Portugal.

Tandis qu'une partie des dirigeants socialistes portugais, autour de Soares, refusent d'appuyer ces mesures, en se cachant derrière une défense en abstrait de "la démocratie", les autres socialistes, et, les communistes, ne clarifient pas le fond de la discussion. En Belgique non plus. Le fond du problème à discuter c'est : est-ce qu'on peut réaliser un progrès de la population travailleuse, sur la base de l'économie privée ? ou faut-il une économie étatisée, le contrôle ouvrier, la planification de la production en fonction des besoins des ouvriers et des paysans, qui sont la majorité ? Et pour organiser cette économie, il faut que tous les travailleurs en discutent, interviennent, donnent des idées, discutent et décident des plans de production, de comment et pour qui produire : voilà ce qu'est réellement la démocratie ! Et pour cela, il faut former des organismes de masses dans les usines, et les quartiers, des conseils ouvriers, des conseils de quartiers, des comités unissant les ouvriers, les paysans et les

(suite page 3)

La dictature du prolétariat, forme la plus élevée de la démocratie pour construire le progrès de l'humanité

15 2 75

J. POSADAS

La dictature du prolétariat signifie la plus complète liberté de discussion, de recherche, de vérification, de comparaison historique. La science se base sur la vérification de l'expérience. L'expérience est la base de la science. Mais elle perd de sa force si elle ne dispose d'un instrument qui lui permet d'agir. Elle a besoin d'instrument. L'expérience sur le plan de la science physique, chimique, archéologique, médicale et l'expérience sur le plan de la science de la révolution sont deux choses distinctes. La première s'exerce sur des entités fixes ou en évolution, qui ne demandent – comme la médecine, les sciences naturelles – que des recherches à portée limitée, car elles n'incluent pas directement les intérêts des êtres humains. Par contre la science révolutionnaire s'applique directement dans l'intérêt des êtres humains. Elle se développe donc au milieu de tous les changements, les hésitations, les ondulations des luttes sociales, des classes, et des secteurs de classes.

Le fait même de l'existence du stalinisme indique qu'il n'y a pas de dictature du prolétariat parce qu'il n'y a pas de liberté de discussion dans le Parti. Nous ne parlons pas liberté empirique, mais de la discussion organisée, nécessaire, préparée, en vue du progrès de la révolution, en vue d'apprendre, d'élever la culture révolutionnaire, de promouvoir l'intérêt de chaque membre du Parti à lire, étudier, poser des questions, discuter. Si on fait des excès dans les questions et les discussions, si on consacre trop de temps à discuter au lieu d'agir, alors le Parti corrige. Il ne supprime pas le désir, le penchant à la recherche, à l'examen, à la vérification scientifique, à la comparaison des expériences. Il oriente ce désir vers une activité organisée, qui soit utile et serve d'enseignement au Parti lui-même. La dictature du prolétariat ne signifie pas nier la recherche, la discussion, l'expérience, les comparaisons. Au contraire, elle donne l'organisation pour pouvoir faire tout cela.

Le stalinisme est à l'opposé de la dictature du prolétariat. Celle-ci cherche à éliminer toute oppression, toute injustice, toute différenciation et inégalité. Elle encourage les discussions, les expériences ; elle fait intervenir tout le Parti. Le stalinisme défend une couche et doit empêcher de discuter, de tirer l'expériences ; de faire des comparaisons historiques, d'étudier et de développer le marxisme. La dictature du prolétariat fait tout le contraire. Elle représente le pouvoir de la classe ouvrière, et non celui de quelques-uns, d'une camarilla, d'une couche bureaucratique. Elle agit au nom de la classe ouvrière, pour construire le socialisme, pour empêcher que le capitalisme puisse reprendre le pouvoir. La condition en est la plus large liberté de discussion. Il ne s'agit pas de discuter de n'importe quoi, mais de mener la discussion nécessaire au développement des idées, de l'expérience, de la lutte de classes et de stimuler la lutte de classes, la lutte pour le pouvoir à échelle mondiale. Il n'y a pas de comparaison entre dictature du prolétariat et stalinisme. Ce sont deux choses opposées. Trotsky explique tout cela dans "La Troisième Internationale après Lénine".

La dictature du prolétariat ne signifie pas qu'un petit noyau ou le parti s'impose et empêche de discuter, de penser, raisonner, expérimenter. Elle est l'organisation qui coordonne la vie du pays pour orienter, juger, analyser, expérimenter et agir en fonction de mesures socialistes. Pour cette raison, la plus large liberté de pensée est nécessaire. Cela ne veut pas dire que chacun va faire ce qu'il veut, mais que tous vont faire ce qui est nécessaire au socialisme. Le Parti donne l'éducation pour qu'il en soit ainsi, tout en considérant que cela ne se fera pas d'un coup. Le Parti doit éduquer. La Révolution Russe a été la première et unique expérience de dictature du prolétariat. Il n'y en eut aucune autre après. Dans toutes les autres révolutions il n'y avait plus de dictature du prolétariat ; c'étaient simplement des gouvernements aux mains du stalinisme, ou de petits secteurs qui développaient des mesures économiques contre le capitalisme, mais au profit de la bureaucratie. C'est elle qui jugeait, décidait, et empêchait que se développe la pensée dans un sentiment critique et auto-critique.

Lénine dit : "la plus large liberté de critique est la condition essentielle de la dictature du prolétariat ". Quand le parti fonctionne bien, on ne fait pas des critiques quel conques. On fait celles qui répondent à une nécessité. Si le Parti est le parti du prolétariat, il ne viendra à l'esprit d'aucun de ses membres de faire une critique insensée, d'émettre des objections, de faire des expériences, des recherches sans nécessité. Il n'existe pas de code qui dise quelles sont les questions à poser. L'éducation marxiste permet de déterminer ce à quoi il convient de s'intéresser. Il faut construire la préoccupation révolutionnaire.

La seule expérience qui ait existé, est celle de la Révolution Russe ; elle dura 7 ans, elle fut brève. C'est pourquoi l'humanité n'a pas l'expérience de la dictature du prolétariat. Au contraire, elle connaît les expériences et les exemples très mauvais du stalinisme. Le mouvement ouvrier, syndical et politique, identifie la dictature du prolétariat avec ces années de stalinisme et cette direction staliniste dans les Etats ouvriers. Tout au contraire ! Trotsky explique, dans "La Révolution Trahie", "La Troisième Internationale après Lénine", "Staline", "Ma Vie", que même dans les étapes les plus pénibles de la Révolution Russe, quand il n'y avait rien à manger, quand il n'y avait pas assez de munitions pour les fusils, quand l'URSS était encerclée, on discutait intégralement de tout. A ce moment-là, les anarchistes étaient en train de faire la contre-révolution à Kronstadt, même si leurs objectifs n'étaient pas contre-révolutionnaires. Il a fallu supprimer toutes les fractions, toute discussion. Et Trotsky dit : "Mais comme la discussion est un élément irremplaçable de la raison, de l'expérience, elle avait lieu quand même, malgré l'interdiction, elle ne prenait pas un caractère organique. Aucun membre bolchévique ne l'interdisait". Il devait la contenir pour l'orienter en fonction des préoccupations essentielles, de la défense contre Makhno, contre les Alliés qui assiégaient l'Union Soviétique sur tous les fronts. Même dans ces conditions, toutes les expériences étaient discutées profondément.

On discutait sur "art prolétarien ou art révolutionnaire", sur "armée prolétarienne ou armée révolutionnaire". Une tendance, intermédiaire entre les anarchistes, les ultra-gauchistes et les bolchéviques proposait "l'art prolétarien". Lénine et Trotsky étaient contre. Il n'y a pas d'art prolétarien, mais un art révolutionnaire. Le prolétariat, en tant que classe, n'a pas un avenir, il disparaît. Tout art indique un avenir, sinon c'est seulement de la décoration. L.art, pour être révolutionnaire, doit servir à la révolution. Il le fait au nom du progrès de l'humanité et non au nom du prolétariat. Celui-ci ne constitue pas une classe qui va continuer à exister, mais une classe qui va disparaître avec l'avance de la révolution. On ne peut pas concevoir un art qui disparaîtrait en même temps que lui. L'art doit représenter le processus de l'histoire. Ce courant de l'art prolétarien était représenté par Kollontai.

Les partisans de "l'armée prolétarienne" voulaient que l'armée soit composée de prolétaires car ceux-ci sont les plus sûrs, les plus conséquents. Lénine et Trotsky disaient que cela est vrai. Mais pendant ce temps ils gagnaient des généraux, des officiers du tsar. Il n'y a pas de conception militaire prolétarienne. Celle-ci est une conséquence du développement de la société, qui a, entre autres, développé l'art militaire, la forme et l'objectif de l'armée. L'objectif de l'armée soviétique n'était pas prolétarien. Elle n'était pas chargée de prendre le pouvoir pour que le prolétariat forme son propre pouvoir, mais pour en finir avec le pouvoir lui-même. C'est une armée composée de prolétaires, donnant l'exemple du dévouement et de la dignité ; mais elle a aussi gagné bon nombre de généraux tsaristes qui, une semaine plus tôt, tuaient encore de paysans. Ces généraux, quand ils furent gagnés, ont défendu l'Union Soviétique. Les Chinois ont fait cela aussi.

Toutes ces discussions étaient transitoires, passagères ; elles étaient une expression des petits-bourgeois de cette étape qui se voulaient radicaux, ultra-révolutionnaires, plus révolutionnaires que le Parti. Lénine et Trotsky discutaient que ce point de vue était insensé. On n'est pas plus révolutionnaire parce qu'on veut une "armée prolétarienne". Il fallait voir quel est l'objectif de l'armée ? c'est cela qui la définit. Sa composition peut varier, ce qui compte c'est son objectif, sa direction, son programme. L'armée "prolétarienne" ne s'est pas constituée. Cette proposition venait des tendances petites-bourgeoises, correspondant aux gauchistes d'aujourd'hui. Dans le fond, elle manifestait leur manque de certitude quant à la finalité historique de la révolution et la possibilité de gagner d'autres couches de la population. Elle revenait à substituer un pouvoir de classe par un autre, en vue de maintenir la continuité du pouvoir d'une classe. Cependant l'objectif du prolétariat est d'éliminer les classes.

Concrètement, quelle était la fonction de "l'armée prolétarienne" ? affronter le tsarisme, l'Entente. L'art militaire n'est pas un produit du prolétariat. Il venait de la bourgeoisie. Il fallait l'adapter aux fins prolétariennes ; c'est différent. C'est cela qu'on fait Lénine et Trotsky. Dire "armée prolétarienne", c'est comme si on disait "médecine prolétarienne", "physique prolétarienne". La litterature, la culture, la science ont été crées par l'humanité, et utilisées, déformées, étouffées par la bourgeoisie. Nous les prenons pour que le prolétariat les utilise, les encourage, leur donne une portée objective, un but objectif. On les utilise mieux de cette façon. Mais ce ne sont pas des faits particuliers, spécifiques du prolétariat. Le prolétariat n'est pas une classe qui tend à subsister ; en niant le capitalisme, il se nie lui-même.

J. POSADAS 15/2/1975

LE MATERIALISME ... ACCOUCHEMENT SANS ...

L'accouchement n'est pas un problème médical, scientifique, ni même un problème individuel. Il faut l'envisager comme une partie de la construction de l'humanité, de l'organisation de la fraternité et de la solidarité humaine, comme une base d'intégration de l'être humain. Les autres aspects ont une importance indéniable, mais secondaire. Actuellement, on considère l'accouchement comme quelquechose de séparé du reste de la vie, car les relations individuelles, superficielles, privées, l'intérêt et la conscience individuels de chacun jouent encore un rôle déterminant. Il faut utiliser des moyens particuliers pour introduire dans l'esprit humain, une préparation à l'effort, dans lequel entre également le mouvement, le fonctionnement des muscles et des artères. Mais dans le futur, lorsque l'humanité aura conscience que ses enfants font partie du genre humain et ne sont pas le produit d'une personne, l'accouchement sera aussi naturel à l'organisme que le fait de lever un bras. L'humanité sentira surtout qu'avoir un enfant fait partie de l'impulsion, de l'organisation, du développement de la vie, qu'il ne s'agit pas de l'acte privé d'une personne à qui la maternité donne une valeur, mais d'une acte normal, commun, de la même façon qu'on produit quelque chose. Alors la mère ne se sentira pas comme une fabrique d'enfants ; et le père n'aura pas le sentiment de collaborer à une fabrication d'enfants ; ils sentiront tous deux qu'ils sont partie intégrante du développement de l'humanité. La conscience va dicter et organiser le fonctionnement des muscles qu'il est encore nécessaire actuellement d'introduire (de l'extérieur). L'effort existe parce que l'organisme de la femme enceinte évolue dans des conditions inhabituelles. Mais il a déjà toutes les bases pour pouvoir le faire, sans quoi il n'y aurait ni gestation, ni accouchement.

Si on vit déjà le socialisme dans sa pensée, alors on se prépare musculairement de façon naturelle, parce qu'on réduit la peur, la crainte, les chocs, la faiblesse, la timidité. On élimine des relations humaines une série de facteurs qui sont, au moins pour moitié, la cause actuelle des maladies du coeur, du cerveau, des nerfs. Quand l'humanité concevra qu'il n'y a pas de distinction entre homme et femme, que la division entre les sexes est introduite par la société et non par la nature, elle préparera son organisme à recevoir une infinité de sensations qu'elle reçoit actuellement sous formes de peurs, de traumatismes. Par exemple, l'organisme humain, de la femme est habilite et préparé à avoir des enfants. L'organisme ne fournit pas un effort particulier pour cela ; les cellules, les muscles, tout l'organisme est préparé. L'effet social de l'accouchement est beaucoup plus important que son effet clinique. C'est cela qui doit intéresser. L'accouchement peut avoir comme effet clinique, de provoquer la douleur ; c'est un aspect important. Mais si on peut diminuer ou éliminer, par l'action de la pensée, les effets douloureux de l'accouchement – comme le fait l'accouchement sans douleur –, cela veut dire qu'on peut déjà le faire avant aussi. Il faut, pour cela, que l'organisme se mette en accord avec la société.

Ce dernier fait est très important. Les Vietnamiens y ont contribué beaucoup. Ils ont fait des expériences pendant la guerre, d'opérations sans anesthésie, au cours desquelles le malade collaborait avec ceux qui l'opéraient. C'est un exemple de tout ce que l'on pourra faire demain. On va récupérer toute l'énergie humaine qui se perd aujourd'hui dans le sentiment de peur. La peur conduit à la faiblesse, la faiblesse au conservatisme, celui-ci accentue l'individualisme ; et on s'accroche ainsi aux choses superficielles. Il y a un grand progrès dans les relations humaines et les vietnamiens y apportent une grande contribution. Les révolutions les plus pauvres sont celles qui apportent l'enrichissement le plus grand à tous ces aspects des relations humaines. Elles n'apportent pas d'enrichissement du point de vue de la technique, de la mécanique, de la production, mais elles apportent beaucoup dans toutes ces relations, qui vont se concentrer et prendre plus d'importance dans les prochaines étapes. L.être humain prend confiance en soi, en unissant l'idée, le marxisme, à son expérience de la vie, aux aspects les plus mystérieux, les plus complexes de sa vie, tels que la grossesse et l'accouchement. Ces problèmes sont les plus compliqués ; ils peuvent, plus que tous autres, donner le sentiment d' un mystère divin. Les moyens actuels pour dominer la grossesse et l'accouchement sont plus élevés qu'autrefois ; mais ils sont encore faibles. Dans le futur, l'accouchement sera quelque chose d'aussi normal que de laver des vêtements. Ce n'est pas encore le cas maintenant, parce qu'il existe encore un sentiment de mystère de la vie, qui vient d'une origine religieuse et du manque de connaissance scientifique. Mais il existe déjà un grand progrès.

Pour se préparer à l'accouchement sans douleur, la mère doit

L'ARTICLE DE LA "PRAVDA" ET LA NECESSITE DE DISCUTER "LA VOIE PACIFIQUE AU SOCIALISME" DANS LE MOUVEMENT COMMUNISTE MONDIAL.

La Pravda du 6 Août a publié un article commémorant le septantième anniversaire d'un ouvrage de Lénine, qui de façon indirecte, élève la polémique de tout le mouvement communiste mondial et pose quelques aspects importants de la ligne politique que les PC doivent discuter à l'étape actuelle. Les aspects essentiels posés par cet article de la Pravda sont : La nécessité de prendre le pouvoir par la violence et de réaliser la dictature du prolétariat pour le consolider et le maintenir, la nécessité d'une ligne politique ferme et consistante des PC rejetant l'unité à tout prix ; et la thèse selon laquelle la majorité s'exprime en termes politiques et non numériques.

Cet article n'est pas seulement le fait de celui qui l'écrit, mais répond à une décision d'un secteur du PCUS de lancer la discussion publique dans le mouvement communiste mondial sur les problèmes de la tactique révolutionnaire. Elle exprime le niveau atteint par la polémique, qui doit avoir une issue publique, ne peut plus rester enfermée dans les sphères du Parti, dans les coulisses du Parti. Cette discussion doit nécessairement être publique.

Si l'intervention des soviétiques sert pour appuyer les mouvements et mobilisations des masses ; pour faire mûrir des courants de gauche socialistes, chrétiens, syndicaux ; pour aider à l'unification communistes-socialistes avec un programme ; pour avancer dans les conquêtes de pouvoir ouvrier et populaire ; pour garantir les acquis du mouvement ouvrier et démocratique ; pour préparer la défense militaire contre des tentatives de coups réactionnaires et fascistes ; cette intervention est non seulement mais nécessaire et indispensable, et tous les Etats Ouvriers doivent intervenir. Par exemple : Cuba donne son appui inconditionnel à la Révolution portugaise. Si Cuba agit ainsi c'est parcequ'elle a derrière elle l'URSS. Tous les Etats Ouvrier doivent suivre cet exemple.

Cet article de la Pravda cherche à faire tirer les conclusions des expériences historiques, et démontre la nécessité de revenir aux source du marxisme, d'appliquer la conception de Lénine à l'étape actuelle. Une des expériences les plus riches de la Révolution Russe, a été l'exercice le plus complet, le plus démocratique du pouvoir des masses : LES SOVIETS. Les soviets ont permis de discuter tous les problèmes du pays, économiques, sociaux, culturels, politiques et même militaires mais aussi de décider sur tous ces problèmes. Comment produire ? Où produire ? Quoi produire et pour qui ? Comment planifier et organiser l'économie ? Les masses discutaient, décidaient et réalisaient tout au travers des soviets. Dans le Drapeau Rouge, les cdes communistes traitent Carvallo de "gauchiste" parcequ'il fait appel à développer et approfondir les organes de pouvoir populaire, les comités de quartiers, d'usines. Cette consigne n'a rien de "gauchiste" et n'est qu'une application de l'expérience des Soviets. Et même ce sont les communistes qui devraient faire ces propositions au Portugal. Ces organismes sont une nécessité au Portugal et il faut en discuter. Les banques ont été nationalisées, de grandes entreprises également, la radio, la presse et encore beaucoup d'autres secteurs. Comment utiliser au maximum le fruit de ces nationalisations. Les masses doivent discuter : que faire avec l'argent des banques nationalisées ? Il faut planifier l'économie, établir une relation entre la production et les besoins des gens. Qui va discuter cela ? Les masses. La classe ouvrière. Pour cela il faut des organismes. Comme cela se développe de façon très profonde en Italie, où tout le monde participent, vieux, jeunes, femmes, hommes, enfants. Nous invitons les cdes communistes à discuter cet article complet de la Pravda et à intervenir dans la polémique du mouvement communiste mondial avec les positions les plus avancées, à tirer les conclusions pour la Belgique et les perspectives de luttes anticapitalistes dans notre pays.

Cet article de la Pravda représente un changement, une position inverse de la ligne générale des PC et du PCUS. Il entre en contradiction avec tout la ligne et politique antérieure, est le résultat d'une lutte de tendances intérieure qui ne représente pas la ligne habituelle, la ligne officielle. Cette discussion se fait non pas au sujet du livre de Lénine, mais directement à propos de la réalité du processus révolutionnaire actuel, du Portugal, de la politique de "compromis historique" du PCI, "de la Junte démocratique" du PCE. La tendance du PCUS qui pose ces conclusions est en contradiction avec toutes les conclusions de la Conférence d'Helsinki, dans laquelle Brejnev a posé la non ingérence des Etats dans les affaires des autres Etats, la détente, etc...

La détente, la coexistence pacifique, la politique compénétrative, non ingérence dans les affaires des Etats n'est pas applicable, et ne permet pas de prendre le pouvoir. Cette politique permet seulement de gagner du temps. Le capitalisme ne va se retirer de la scène de l'histoire parce qu'il a été convaincu qu'il n'y a plus de place pour lui, parce que la majorité décide qu'il n'est plus nécessaire, parce que les élections ne donne plus de crédit aux partis bourgeois. Toutes les expériences historiques démontrent que le capitalisme prépare la guerre, ne quitte pas la scène de l'histoire sans avoir utilisé tous les moyens pour s'y maintenir. Le capitalisme agit comme classe sociale défendant la propriété privée, un régime d'oppression et de répression. Et cela n'est pas une conception du PCUS, mais est celle de Marx et de Lénine. Maintenant un secteur du PCUS doit revenir au marxisme, discuter l'application de la conception marxiste à la réalité de 1975.

Cette ligne de "la Pravda", va rencontrer l'approbation des militants communistes, des masses communistes, de l'avant-garde ouvrière parce que ce sont tous ces problèmes qui sont en discussion aujourd'hui au Portugal, et les Soviétiques devront intervenir.

Est-il possible au Portugal d'approfonder le processus révolutionnaire sans arriver à un affrontement armé avec la droite, avec les commandos fascistes ? La bourgeoisie va-t-elle se retirer du Portugal parce que la majorité du peuple veut le socialisme ? La bourgeoisie respecte-t-elle les règles de la démocratie ? Respecte-t-elle la majorité électorale ? Est-il possible de réaliser une alliance avec les partis bourgeois, avec la démocratie chrétienne ? sur quelle base ?

Cet article de la Pravda démontre qu'un secteur du PCUS veut intervenir dans la situation mondiale, et tire les leçons des expériences historiques, de la Révolution Russe, de la Commune de Paris, de l'échec transitoire de la révolution chilienne et intervient das la polémique du mouvement communiste mondial pour empêcher la répétition d'erreurs, pour empêcher de nouveaux massacres, pour faire échec à une tentative de coup réactionnaire que l'impérialisme veut faire au Portugal, pour organiser les forces pour prendre le pouvroir en Italie en s'appuyant sur le double pouvoir de le prolétariat et les masses impose au capitalisme italien pour aider au renversement de la dictature franquiste en Espagne, pour appuyer tous les mouvements révolutionnaires, pour appuyer tous les pays qui entre dans le camp de la révolution et veulent progresser vers le socialisme, pour organiser toutes les forces anticapitalistes en Europe, entre autre pour la réalisation de front de la gauche comme en France. Cette tendance du PCUS ne fait pas encore cette discussion complètement ouvertement, mais prennent le prétexte la discussion d'un livre de Lénine.

Nous invitons tous les PC et le parti communiste Belge de faire la discussion la plus profonde de cet article dans tout le parti, dans les sections dans les cellules, et à discuter également les positions des autres PC, à condamner la politique réactionnaire, conciliatrice de Berlinguer, et de Carillo vis à vis du Portugal, à condamner le compromis historique du PCI, et la politique du PCE. Dans le Drapeau Rouge, les camarades communistes, font appel à discuter les textes de la conférence des PC à Moscou de 1969. D'accord ! Il faut discuter cela. Mais pourquoi ne pas discuter cet article de la Pravda, les conclusions qu'il pose sont beaucoup plus élevées que les conclusions de la conférence de 1969.

Pourquoi éluder cette discussion, camarades ? Parce que les soviétiques parlent de dictature du prolétariat ? de la prise du pouvoir par la violence ? de la conception de majorité politique ? Parcequ'ils critiquent l'Unité à tout prix ? Il est nécessaire et fondamental de discuter cela dans tout le parti, de lire et discuter cet article complet de la Pravda, et de ne pas chercher par tous les moyens à éluder la discussion. Par exemple : à propos du Portugal, des positions différentes sont apparues dans le DR. Certains cdes parlaient de révolution socialiste, d'expériences semblables à la révolution Russe et à Cuba. D'autres parlent de processus démocratique, dans lequel il ne faut pas aller trop loin, ni trop vite de peur de tout perdre. N'y-a-il pas là matière à discuter. Tout le monde n'a pas l'air d'accord dans le PCB. Il faut donc discuter, la discussion n'affaiblit pas le parti mais au contraire le renforce.

DIALECTIQUE ET L' S DOULEUR 26_5_75 J.Posadas

avoir la plus grande assurance, agir de façon résolue, avoir la volonté de ne pas s'en laisser imposer par les difficultés, et faire agir sa conscience afin que celle-ci agisse sur l'organisme. La préparation technique du relâchement musculaire est indispensable. Mais aucune préparation technique n'est possible sans préparation de la tête. Il ne faut pas attendre des organes eux-mêmes qu'ils exercent la fonction d'empêcher la douleur, le malaise. C'est la tête qui doit décider. Celle-ci communique sa décision à l'organisme, organise et peut même remplacer parfois le mauvais fonctionnement musculaire, bien que le relâchement des muscles soit nécessaire. Il faut surtout être disposée à ne pas se laisser dominer par l'accouchement. Le faire comme une opération commune, normale, nécessaire. Cette activité communique une grande assurance à la mère pour réaliser les activités postérieures de la vie, pour se développer, trouver des idées, résoudre les problèmes, pour avoir recours constamment à des idées amoureuses, fraternelles et non à des idées de dispute envers les autres. L'accouchement sans douleur contribue à cela.

L'accouchement sans douleur est d'origine paysanne. La classe bourgeoisie n'en avait pas besoin, parce qu'elle ne devait pas vivre de son travail, comme les paysans. Mais elle n'avait pas non plus, comme l'ont les paysans, de préoccupation fraternelle, de sentiment de solidarité, d'attention pour les autres. Il faut considérer que la préparation à l'accouchement sans douleur consiste à comprendre que tous les problèmes (d'une femme enceinte) se trouvent dans sa tête. Une fois acquise cette notion culturelle, on domine un principe qui permet ensuite de comprendre tous les problèmes, de ne pas se laisser dominer, entraîner par la peur de perdre l'enfant, ou par des sensations, qui ne sont qu'une création, une invention, une imagination du cerveau. Il faut se laisser conduire par le besoin de vivre une vie normale, qui demande simplement une attention, des soins plus grands du fait qu'il existe une dépense d'énergies qui n'est pas celle de la vie normale.

Il faut considérer la grossesse et l'accouchement comme une partie du développement des relations avec la nature et la vie. Alors il n'y a aucun problème. On a un enfant, de la même façon qu'on accomplit une tâche. La mère garde son niveau de capacité, de compréhension, de résolution dont elle consacre une partie à la grossesse et à l'accouchement. Elle ne considère pas sa grossesse comme un phénomène particulier auquel elle doit se consacrer et se préoccuper tout entière. La plupart des préoccupations de la grossesse et de l'accouchement sont créés artificiellement. Les ouvrières, qui doivent aller travailler, continuent à le faire jusqu'au dernier mois, ou casi ; ce n'est que récemment qu'on a conquis les trois mois de congés d'accouchement. Les Etats ouvriers ont pris de très bonnes mesures : les femmes ont congé trois mois avant et trois mois après l'accouchement. Dans la société capitaliste, cette conquête est récente ; et le congé est seulement de trois mois. C'est une escroquerie complète. D'autre part, dans l'Etat ouvrier la mère est assurée de recevoir tous les soins et elle reçoit un supplément d'argent pour les dépenses que représente la venue de l'enfant.

Il faut avoir un enfant, comme une partie de l'activité révolutionnaire et non comme une activité particulière, généalogique. C'est une activité de progrès de l'humanité. Avoir un enfant, fait partie du progrès de l'humanité. Il faut le prendre comme une partie de la vie pour les idées, pour développer l'organisation des idées, pour les appliquer, pour avancer dans la lutte pour l'élimination de la société de classes, la violence, la guerre, le chômage. Ne pas vivre dans la dépendance de l'enfant, et se replier dans la vie de famille, mais considérer le fait d'avoir un enfant comme une partie de cette tâche, de cette finalité historique. La mère sent ainsi une communication avec la vie et elle-même communique tout cela à l'enfant.

Avoir des enfants donne une joie énorme. Il faut sentir qu'avoir des enfants fait partie de la contribution au développement de la vie. Il faut le faire ainsi. Ne pas s'enfermer dans l'égoïsme conservateur, dans une vie à part. On ne vit pas pour l'enfant. On vit pour l'humanité et on a un enfant pour l'humanité. Cela donne une force énorme à la mère. Ce sera très beau quand la mère sentira qu'elle n'est pas une productrice d'enfant, que sa vie ne consiste pas à avoir des enfants ou à se prolonger dans l'enfant, mais que le fait d'avoir des enfants est une des formes d'épanouissement du genre humain. La femme ne sera pas moins importante que l'homme. L'homme et la femme feront tous deux partie du genre humain.

J. POSADAS 26.5.1975

POUR UNE SOUTIEN INCONDITIONNEL AU PROGRES DU PORTUGAL VERS LE SOCIALISME ET A SA LUTTE CONTRE LA REACTION !

(Suite de la page 1)

soldats, pour échanger les idées, les propostions.

Les partis ouvriers voient encore les problèmes avec une conception d'appareil. Ils croient que les gens sont ignorants et incapables de penser. Principalement le Parti Socialiste, dont les dirigeants n'arrêtent pas de dire : "nous avons eu 38 %, nous sommes la majorité ; c'est nous qui décidons dans le pays". Mais ils ne disent pas que 38 % des gens qui ont voté pour eux, ont voté pour un programme socialiste, que ces dirigeants laissent au fond de leur tiroir. Et que la démocratie, ce n'est pas seulement mettre un papier dans l'urne électorale, mais cela veut dire : intervenir, discuter, décider tout le temps ! Pour cela les conseils populaires sont très importants. Et ce sont encore les militaires qui donnent les meilleures idées sur ces problèmes – comme par exemple le document politique fait par l'équipe de Carvalho. Les dirigeants com-

LA CRISE DE LA SIDERURGIE A CHARLEROI ET LA REPONSE DE LA GAUCHE SYNDICALE

La période des vacances a commencé avec la mise en chômage technique de milliers de travailleurs de la sidérurgie. Mais on ne va pas en rester là. Le capitalisme, en sidérurgie comme dans d'autres secteurs, se prépare à des licenciements massifs. Le fait semble nouveau. Mais c'est depuis longtemps que la crise capitaliste annonçait cela. Il y a un an, l'accroissement du chômage technique et complet était déjà annoncé comme un danger imminent. Il y a même eu des manifestations de défense de la région, organisées par les directions syndicales. Mais cela s'est révélé être très peu à côté de ce qu'il fallait faire dès cette époque.

Pendant toute cette année, des milliers d'heures supplémentaires ont été et sont encore effectuées dans les usines de la sidérurgie et de la métallurgie à Charleroi. Qu'a fait la bureaucratie syndicale pour l'empêcher ? Elle réagit seulement maintenant et appelle à faire des assemblées d'usines. Et encore, elle n'a pas fait cet appel dans toutes les usines ; et c'est faux que la FGTB ait fait parvenir des affichettes à toutes les délégations. Mais la FGTB a attendu bien longtemps avant de réagir ; et elle se contente de dire qu'il faut faire des assemblées, alors que des milliers d'ouvriers ne sont pas à l'usine car ils chôment toujours. Nous sommes d'accord qu'il faut faire des assemblées. Mais cette direction syndicale montre toute son incapacité et son inutilité car elle ne donne aucun mot d'ordre, elle ne propose rien, absolument rien, pour agir et empêcher que le capitalisme continue à faire payer sa crise par les masses.

A quoi sert une direction syndicale qui, en période de crise, n'a rien à proposer ? la bureaucratie, les Davister et Camarata, se faisaient forts d'obtenir quelques francs du patronat, quand celui-ci était en conditions de céder beaucoup plus. Mais quand vient la crise, la lutte doit être beaucoup plus radicale. Une chose est claire : malgré cette crise, il y a des mesures à prendre pour empêcher que ce soient les ouvriers qui paient les conséquences. La plus importante, c'est la lutte pour la diminution du temps de travail, immédiatement, à 36 heures partout, sans pertes de salaires ; en même temps, il faut empêcher de continuer à faire des heures supplémentaires, organiser le contrôle ouvrier. Empêcher également toute fermeture d'usine. Et si les capitalistes veulent fermer : les mettre en fonctionnement sous le contrôle et la direction de la classe ouvrière, avec un plan de production basé sur les besoins des masses, sur le commerce avec les Etats ouvriers.

Il faut aussi s'organiser avec les syndicats de la sidérurgie et de la métallurgie des autres pays d'Europe. C'est important qu'il y ait cette discussion entre les syndicats belges, hollandais, allemands, luxembourgeois, pour mener une lutte en commun. Mais : sur quel programme ? Nous croyons nécessaire de prendre comme un centre, la diminution du temps de travail à 36 heures et moins si nécessaire, le contrôle ouvrier sur les cadences et l'application de l'échelle mobile des salaires. Nous appelons à discuter cela au sein de la gauche syndicale, parmi les délégués et militants révolutionnaires, combatifs, anti-capitalistes dans le syndicat.

L'imprévision de la bureaucratie n'est pas seulement un produit de son manque de compréhension mais de la défense de ses intérêts d'appareils, et du fonctionnement arriéré, féodal du syndicat : la classe ouvrière ne peut pas peser directement, discuter, décider, organiser sa volonté de lutte.

Il faut organiser l'avant-garde syndicale, en se donnant un programme pour répondre à toute la crise du capitalisme. Il est nécessaire de mettre en question le système économique lui-même, qui est basé sur l'exploitation. Nous proposons de discuter les action suivantes :

- *organisation de réelles assemblées dans toutes les usines, en convoquant aussi tous ceux qui sont en chômage technique ;*
- *organisation du contrôle ouvrier, immédiat, sur les cadences de travail. Faire des comités d'usines, avec les ouvriers et les délégués syndicaux, pour supprimer les heures supplémentaires. Ces comités sont nécessaires car, dans beaucoup d'usines, ce sont les délégués eux-mêmes qui font des heures ;*
- *faire un plan de diminution du temps de travail dans chaque usine, à 36 heures et moins, et déterminer dans des assemblées de secteurs et des assemblées générales, de combien il faut augmenter les effectifs.*

Nous sommes conscients que pour faire cela, il faut se mobiliser partout. Mais que peut-on faire d'autre ? la bureaucratie n'a aucune idée, car elle sent que toutes les mesures qui serviraient à quelquechose, vont contre le capitalisme et elle n'est pas du tout disposée à mener cette lutte de l'avant. Il faut organiser la gauche syndicale. Dans plusieurs usines, les ouvriers ont déjà porté de sérieux coups contre la bureaucratie syndicale. Chez Hanrez, ils ont démontré que c'est possible de vaincre la bureaucratie et de la liquider, au moins pour une grande part. Pour cela, la grève de Hanrez a été très importante et constitue un exemple de ce que l'on peut faire dans toutes les usines.

Il faut faire fonctionner la démocratie syndicale, faire des assemblées pour discuter réellement de tous les problèmes, organiser des comités de sections, des conseils ouvriers dans les usines pour dynamiser le fonctionnement du syndicat et pour contrôler et en finir avec l'appareil. Tous les délégués doivent être révocables.

Il faut discuter aussi de faire un front des syndicats avec les partis de gauche, PC, PSB, chrétiens de gauche, pour en finir avec ce gouvernement qui nous prépare de nouvelles taxes, qui tripote l'index, qui fait mille manoeuvres pour bloquer, de fait, les salaires. Il faut discuter l'organisation de ce plan d'action à Charleroi et dans tout le pays. Pendant que le capitalisme licencie, ferme des usines, met des milliers de travailleurs au chômage, la bureaucratie est partie en vacances, les syndicats ne proposent aucune initiative pour résoudre la crise. Nous appelons les délégués de la FGTB et de la CSC, les militants syndicaux et autres, à discuter et organiser ces activités dans leurs usines, pour préparer l'intervention massive de la classe ouvrière.

EDITORIAL

(Suite de la page 1)

vahir le Portugal comme il le faisait avant contre un pays qui se révoltait contre lui. Et même si Brejnev déclare que l'URSS n'interviendra en rien au Portugal, il y a d'autres forces en Union Soviétique qui avancent et vont imposer le contraire : il faut aider le Portugal ! donner des moyens financiers, techniques, des machines etc.. pour l'aider à sortir de l'arrièrement.

Toutes les forces de gauche en Belgique, doivent compter sur ce rapport mondial de forces pour organiser une offensive contre le capitalisme.

La bourgeoisie européenne compte sur la division entre socialistes et communistes comme un fait essentiel pour elle, car elle n'a pas assez de force social qui lui soit propre, pour s'imposer dans aucun pays. Elle subit échec sur échec, inclus au Portugal. En France, le front de la gauche se maintient et élève ses initiatives, sous l'impulsion de la classe ouvrière qui est en train d'occuper et de faire fonctionner près de 300 usines en crise ! En Italie, depuis les élections régionales, la Démocratie Chrétienne reçoit des coups formidables dans toutes les villes importantes ; la dernier étant la perte de la mairie de Naples qu'elle dominait depuis 1945. Les masses communistes, la classe ouvrière italienne vont beaucoup plus loin que le "compromis historique" de la direction du PCI. Elle impose, de fait, un front de la gauche sur la base d'un front unique déjà très solide de la classe ouvrière dans les syndicats. Mais la bourgeoisie échoue aussi au Portugal. Elle s'est lancée, avec tous ses moyens, presse, radio, TV, finances, à protéger Soares, comme couverture pour préparer la contre-révolution. Le résultat, c'est qu'au Portugal et dans tous les partis socialistes, une profonde discussion se développe pour sortir des entraves social-démocrates, pour former un front des tendances de gauche, avec les communistes, et pour adopter un programme plus avancé contre le capitalisme, et pour impulser la formation des organismes de "démocratie directe" proposés par le MFA.

Cette même discussion s'approfondit dans tout le mouvement ouvrier en Belgique. Dans la forme, elle est plus atténuée, parce que l'appareil bureaucratique pèse encore assez fort dans le Parti Socialiste et dans les syndicats ; et aussi parce que les camarades de la gauche socialiste ne se décident pas à intervenir plus audacieusement, ne mesurent pas leur force réelle. Celle-ci ne se trouve pas seulement en Belgique, mais dans tout le processus révolutionnaire du monde et d'Europe. Un secteur de la direction du PSB est en train de faire des manoeuvres pour une nouvelle collaboration avec le PSC dans un gouvernement capitaliste. Elle cherche comment sauver le capitalisme de la débâcle et ne tient pas le moindre compte des intérêts de la classe ouvrière, des masses travailleuses. Mais c'est ce même secteur qui crie avec le plus d'acharnement contre le MFA ou les communistes du Portugal, qui crie à "la défense de la démocratie, vive la démocratie" ! sans dire un seul mot des préparatifs contre-révolutionnaires. Et il veut, en Belgique, donner un nouveau coup de main pour aider le capitalisme à contenir sa crise sur le dos de la population !

Dans la mesure où la gauche ne se décide pas à intervenir plus résolument dans le PSB et à défendre objectivement le progrès révolutionnaire du Portugal, cela laisse une marge de manoeuvre à la droite socialiste de la direction. A la base, dans les usines, dans les quartiers les masses, la classe ouvrière cherchent à intervenir, à organiser une lutte plus profonde contre le capitalisme et, pour cette même raison, regardent le Portugal avec beaucoup de passion, et de préoccupation. Quand des militants chrétiens, inclus une partie du clergé belge, se lancent à faire des déclarations condamnant fermement les tentatives de contre-révolution faites sous le couvert de l'Eglise, c'est parce qu'ils se sentent appuyés par la base, par les quartiers et les usines. C'est là aussi qu'est la force du PSB et du PCB. La classe ouvrière cherche à dépasser la lutte usine par usine, qui permet d'arracher certaines concessions au patronat, mais ne résout pas les problèmes essentiels : chômage, niveau de vie, fermetures d'usines.

Il faut donc discuter un plan d'ensemble de tout le mouvement ouvrier pour riposter à la crise du capitalisme et organiser une offensive et pour donner une réponse ouvrière à cette cire, insoluble pour le système capitaliste. Sidérurgie, textiles, métallurgie, industrie verrière, construction électrique, tous les secteurs sont frappés. Quelle politique d'arrangements, de conciliation avec le capitalisme a donné comme perspective ? aucune. Cela a été une suite de résultats contre les masses : les comités de concertation de la sidérurgie ; les promesses signées et cachetées de la direction de Westinghouse sur le maintien de l'emploi aux ACEC ; les promesses semblables de AKZO etc.. Il faut donc discuter tout ce bilan dans les assemblées d'usines. L'appel à faire des assemblées d'usines ne doit pas se limiter à Charleroi, mais s'étendre à tout le pays. Et il faut proposer un programme de lutte dans les assemblées ! Nous appelons les camarades de la gauche socialiste, communistes, chrétiens de gauche, de la gauche syndicale à le faire et à proposer en même temps de discuter l'expérience que signifie la révolution portugaise.

16.8.1975

Ed. resp.C. Pôlet 51A, rue Garibaldi 1060 BRUX

DECLARATION DU BUREAU POLITIQUE DU P.O.R.(T)

me Soares réclament une démocratie pour eux, mais pas pour les masses !

Pendant ce temps les contre-révolutionnaires attaquent et détruisent sans aucun scrupule "démocratique" des dizaines de locaux du Parti Communiste, de l'Intersyndicale, préparant ainsi des attaques futures contre les locaux socialistes si on continue à les laisser faire. Et ils ne trouvent pas en face d'eux, un bloc uni des tendances de gauche pour leur faire échec ! Ce ne sont pas des socialistes, ni "la population du Nord du Portugal", qui brûlent les locaux communistes. C'est une erreur des camarades qui croient cela. Ce sont les fascistes qui n'ont pas désarmé au Portugal, qui agissent comme le bras armé de toute la bourgeoisie européenne. Ils sont bien soutenus par toute la réaaction en Belgique. Il suffit de lire la presse du PLP ou de la droite chrétienne pour le comprendre. Toute la bourgeoisie européenne est au abois, car ses intérêts vitaux sont menacés au Portugal. Ce ne sont pas des intérêts matériels directs, mais son droit de propriété privée qu'elle voit mis en danger, car le Portugal est un exemple pour tout le prolétariat européen. La bourgeoisie prépare la contre-révolution et la guerre civile. Il faut s'y préparer aussi et unifier toutes les forces de gauche pour écraser les contre-révolutionnaires !

Nous appelons en même temps, à ouvrir une discussion publique sur le Portugal, au sein de la gauche en Belgique : où va le Portugal, comment progresser, sur la base de l'économie privée ou étatisée ? comment faire pour que toute la population discute, intervienne constamment, et pas seulement avec un bulletin de vote ? Nous faisons cet appel à toutes les tendances de gauche en Belgique. Les problèmes du Portugal sont très important pour la Belgique, pour tout ce qui se prépare ici aussi.

Nous appelons à faire des réunions dans les ateliers, des assemblées dans les usines, les bureaux, les écoles, les quartiers, à proposer cette discussion aux délégués syndicaux, à voter des résolutions de soutien au Portugal révolutionnaire, des condamnations vigoureuses des incendies des locaux des organisations ouvrières, et à exiger l'unification des tendances de gauche au Portugal et aussi en Belgique. Nous appelons à développer toutes les initiatives possibles en solidarité avec le Portugal, comme par exemple, l'ont fait les travailleurs des Tubes de la Meuse, et les militants du Mouvement chrétien, le PCB et notre propre Parti.

VIVE LE PROGRES DYNAMIQUE DU PORTUGAL VERS LE SOCIALISME !

FAIRE ECHEC AUX TENTATIVES CONTRE-REVOLUTIONNAIRES !

VIVE LE FRONT UNIQUE DES TENDANCES DE GAUCHE POUR FAIRE AVANCER LE PROGRAMME ANTI-CAPITALISTE EN BELGIQUE !

16/8/75 Le Bureau Politique du P.O.R. (Trotskyste)

LA CRISE DE LOPEZ REGA ET LE PARTI OUVRIER BASE SUR LES SYNDICATS EN ARGENTINE

12.7.75 page 3 **J.POSADAS**

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE

Abonnement 12 num. . . 70 F
Abonnement 24 num. . . 150 F
Abonnem. de soutien . 300 F
Correspondance :
B. P. 273 - Charleroi
C.C.P. : 9762.34 de C. Pôlet.

ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE — IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 FB 14e ANNEE - N° 249 - Le 9 septembre 1975 - HEBDOMADAIRE

SOMMAIRE

POUR UNE DISCUSSION PUBLIQUE DE TOUTE LA GAUCHE EN APPUI A LA REVOLUTION SOCIALISTE AU PORTUGAL. (Voir page 2)

NON AUX ASSASSINATS DES MILITANTS BASQUES EN ESPAGNE. (Voir page 3)

36 HEURES IMMEDIATEMENT ET PLAN DE MOBILISATIONS FACE AU CHOMAGE ET A LA CRISE CAPITALISTE !

EDITORIAL

La production en sidérurgie va diminuer de 21% cette année. C'est un résultat de la crise mondiale du capitalisme, de la concurrence chaque fois plus acharnée; mais c'est un résultat particulier également, de la faiblesse du capitalisme belge. Une part importante de la production sidérurgique et métallurgique est destinée à l'exportation, tandis que ce son des capitaux étrangers qui contrôlent la plupart des entreprises du pays. En cette situation de crise, le capitalisme se concentre mondialement et les premières entreprises fermées sont celles qui ne se trouvent pas dans le pays de la métropole. Tout cela signifie, en Belgique, que le chômage y est particulièrement important, de même que le niveau de vie des masses baisse très fort. Des dizaines d'entreprises mettent leur personnel au chômage pour plusieurs mois, ou ferment définitivement.

Quelle est la réponse que donnent à cela les directions syndicales? aucune. Voilà des mois et des mois que cette crise augmente, que le chômage et les fermtures se multiplient; et les directions syndicales ne donnet pas de plan, de programme pour y répondre. Tout au plus font-elles des déclarations d'intentions et en même temps ces mêmes bureaucrates syndicaux accusent la classe ouvrière d'être responsable de cette situation.

Il faut un plan de mobilisation bien précis de la classe, face à cette crise: il faut discuter dans l'immédiat pour imposer la diminution du temps de travail. En Angleterre par exemple, les syndicats les plus puissants ont posé que pour faire face à la crise, ils renonceraient à des augmentations de salaires à condition qu'on diminue le temps de travail à 32 et 29 heures sans diminution des salaires .

Il faut appliquer une telle mésure, mais l'unir à l'échelle mobile des salaires. Mais il faut une vaste mobilisation pour l'imposer. Ce n'est pas le parlement qui va le faire. Et ce gouvernement ne fera pas appliquer des lois contre le capitalisme, bien au contraire.

Pourtant il se trouve dans une grande crise. Le nouveau ministre de l'économie est une illustre inconnu, ce n'est pas par hasard. Le remplacement de Oleffe à ce poste a signifié un affrontement entre les différents secteurs du PSC d'une part les réactionnaires du PSC, contre l'aile démocrate chrétienne, liée au MOC : aucun d'entre eux n'a voulu s'atteler à un char si lourd et branlant.

Aucun dirigeant du MOC n'a voulu donner son appui au nouveau ministre de l'économie. C'est un signe bien important de la crise à l'intérieur de l'appareil capitaliste.

Dans ces conditions, la gauche socialiste, les militants syndicaux révolutionnaires, les ouvriers socialistes doivent condamner toute nouvelle tentative de gouvernement PSB-PSC. Le P.S.B., bien que dans l'opposition, suit une politique très timide. Ici, comme au Portugal, ce n'est pas le parlement qui peut obliger le capitalisme à lâcher du lest. Il faut l'exproprier. Les usines que le capitalisme veut fermer, doivent être mises sous contrôle ouvrier, avec un plan ouvrier de production tenant compte des besoins des masses.

La classe ouvrière se centralise dans ses organismes de classe , et de là, fait avancer et stimule la gauche syndicale. Elle le fait contre le sabotage et la stagnation des directions syndicales. A Keramis, par exemple, les directions syndicales avaient déjà accepté de ne pas réintégrer la déléguée syndicale, avec son mandat. Mais la classe ouvrière, les jeunes, syndiqués ou pas, ne l'ont pas accepté. Tout montrait que la discussion était pour faire des actions bien plus profondes, que les ouvrières étaient décidées à occuper l'entreprise. C'est sous cette pression et pour ne pas perdre le contrôle, que la direction de la CSC a fait marche arrière; après avoir recommencé le travail, elle a appelé à occuper les locaux. Mais il y a un large courant de gauche syndicale dans la CSC. Le progrès de la gauche chrétienne le montre , ainsi que les prises de positions récentes de la JOC sur le Portugal, l'Espagne et la crise du capitalisme en Belgique, et le fait que la lutte de classe sera un thème de la fête anniversaire de la JOC.

Suite page 6

CONTINNUONS L'ACTION POUR L'ACQUITTEMENT DES CAMARADES AU PROCES D'HANREZ !

C'est par une manifestation d'une cinquantaine de militants, de la Ville Haute au tribunal de Charleroi, que le procès d'Hanrez a commencé. Après avoir chanté l'Internationale, tout le monde est entré pour écouter le juge de service, qui ne pouvait être plus réactionnaire. Il a voulu en finir tout de suite avec "cette affaire", en criant sur le témoin, sur les camarades accusés, sur les avocats. Mais cela ne lui a pas réussi car les camarades ne se sont pas laissé faire. La salle est intervenue avec de vives protestations, auxquelles se sont jointes les personnes qui attendaient leur tour pour d'autres procès et qui étaient indignées .Le juge voulait liquider l'affaire en 5 minutes, mais on l'a obligé à citer les autres témoins. Ce fut un petit, mais significatif triomphe. Le juge s'est vu débordé, il a menacé et fait évacuer la salle par les gendarmes, mais tout le monde a chanté l'Internationale avant de sortir. La matinée finit avec un meeting où des travailleurs de plusieurs usines de la région ont parlé et parmi eux, un délégué de Caterpillar qui était présent avec plusieurs ouvriers pour soutenir les camarades de Hanrez.

Le procès est reporté au 1er octobre: il faut revenir tous en masse ce jour-là, pour empêcher la condamnation. Nous croyons nécessaire qu'un plu grand nombre d'ouvriers, et la délégation syndicale de Hanrez intervienne directement. Nous appelons les camarades à organiser un groupe pour venir le 1er octobre.

Nous appelons les militants syndicaux, les socialistes de gauche, les chrétiens de gauche à faire des motions de solidarité, à envoyer des télégrammes au procès, à envoyer des délégations, à discuter dans les usines, à faire des assemblées pour se solidariser, et faire des arrêts de travai de solidarité le 1er octobre.

L'issue du procès dépend de toute la classe ouvrière. La direction syndicale, non seulement a refusé de défendre notre camarade René Andersen , mais elle menace de sanctionner les délégations qui veulent faire quelque chose et promettent de retirer leurs mandats aux délégués qui viénnent au procès. Ce sont des manoeuvres traîtres de Davister et Camarata, qui refusent de défendre un militant qui a été, pendant des années, le pilier du syndicat dans l'usine, pour que celui-ci soit démocratique, pour que tout le monde intervienne dans les assemblées, pour que tous soient dirigeants et pas seulement les bureaucrates.

Nous appelons tous les camarades de "Lutte des Métallos", de la gauche syndicale à dénoncer cette manoeuvre de la bureaucratie et à participer à ce procès, à faire des listes de soutien.

CONTINUONS L'ACTION JUSQU'A L'ACQUITTEMENT !

TOUS LE 1er OCTOBRE A 9 H. AU TRIBUNAL DE CHARLEROI

POUR UNE DISCUSSION PUBLIQUE DE TOUTE LA GAUCHE EN APPUI A LA REVOLUTION SOCIALISTE AU PORTUGAL !

La crise du Portugal fait partie de la crise de croissance de le mouvement communiste , socialiste et révolutionnaire mondial.Dans les discussions, les polémiques et les conflits qui s'y déroulent,il faut voir que c'est le futur de toute l'Europe qui est en cause :comment construire un Etat ouvrier en Europe, comment faire avancer un pays pour le bien-être de toute la population. La bourgeoisie mondiale, l'impérialisme yankee en premier lieu, cherchent à organiser la contre-révolution au Portugal parce qu'ils sentent que cet exemple - les met en danger , met leur pouvoir en danger dans tous les pays d'Europe encore capitaliste. C'est une guerre civile, encore limitée mais qui va se développer inévitablement et dans laquelle tous les pays sont mêlés; ce n'est pas un "problème propre aux portugais"! -- mais le problème et la lutte de toute la classe ouvrière, contre le capitalisme et l'impérialisme mondial ! Le Portugal est déjà en trai de sortir du camp capitaliste, avec les nationalisations des grandes entreprises, l'expropriation des grandes propriétés et des banques , même si il appartient encore à l'OTAN. C'est contre cela que se liguent toutes les forces de la réaction mondiale et la bourgeoisie -- portugaise. Ils prennent en partie Spinola comme appui pour organiser la contre-révolution, mais ils prennent surtout appui sur la politique de Soares et d'une partie de la direction du Parti Socialiste, pour essayer de détruire les forces de la gauche.

Nous condamnons avec toute notre indignation, et appelons toutes les tendances à le faire et en particulier les camarades du Parti Socialiste Belge, ces positions des dirigeants du PS Portugais qui laissent faire les incendies des locaux du PC, des syndicats et des autres organisations révolutionnaires. En même temps qu'il faut saluer la dignité et la position de classe de la base socialiste et de nombreux-- dirigeants qui se sont unis aux camarades communistes pour riposter - aux attaques des fascistes et ont cherché et cherchent à construire - le front unique ouvrier au Portugal

Ces dirigeants portugais éludent tout le fonds de la discussion, jamais ils ne se prononcent si, oui - ou non, les nationalisations, le contrôle ouvrier, la planification-économique, les organismes de pouvoir des travailleurs, les milices-populaires, sont une garantie pour avancer vers le socialisme ! Ils discutent en abstrait de la démocratie et de la liberté, comme si démocratie et liberté pouvaient être -- les mêmes pour les exploiteurs et les assassins des masses et pour la population exploitée !

Dans ce processus, les positions adoptées par le gouvernement de Vasco Gonçalves et celles qu'il continue à soutenir à la tête de l'armée sont très importantes et sont une base de progrès pour le Portugal.C'est certain que la contre-révolution va frapper, de toute manière elle va le faire ! Il ne faut pas répéter un nouveau Chili! ni reculer-sur les mesures anti-capitalistes-- déjà prises, car ce serait un avantage énorme donné à la bourgeoisie. Pour gagner et incorporer les secteurs petits-bourgeois, les paysans qui veulent eux aussi un changement vers le socialisme, mais sont encore indécis sur le cours à suivre:il faut montrer toute la décision et la capacité de la classe ouvrière - de diriger l'économie. L'avant-garde ouvrière montre cette compréhension et cette décision formidable , quand elle a appuyé, et le plus souvent commencé elle-même, les nationalisations et le contrôle ouvrier-sur la production, et quand elle organise des comités de base, dans -- les quartiers, les usines, en s' unissant aux soldats et officiers-- dans les casernes. Le fonctionnemen soviétique des masses est l'expérience la plus importante pour convaincre et incorporer toutes les -- masses du Portugal à la construction de la nouvelle société, à en finir avec les structures capitalistes et construire une économie planifiée. Il faut discuter l'expérience de la Révolution Russe. Nous y invitons de toute notre force tous les camarades de la gauche socialiste, du PCB, des groupes, en Belgique aussi. Cette expérience historique a été abandonnée pendant des dizaines d'années, tant par les partis socialistes que par le mouvement communiste. Il est très important de l'étudier maintenant et de faire des cours dans les organisations ouvrières sur ce qu'a signifié la Révolution Russe, ce qu'étaient les soviets et comment le Parti Bolchévique, qui était en minorité dans la classe ouvrière elle même, a gagné la majorité au travers de ces organismes de pouvoir-- des masses.

Nous appelons à appuyer tous les progrès de programme anti-capitaliste que le gouvernement Gonçalves a apporté à la révolution et à ne permettre aucun recul sur ces conquêtes ! et à approfondir le processus de la révolution au travers de la construction des organismes soviétiques dans tout le Portugal.

Dans ce sens, le front unique réalisé entre le PC Portugais et les groupes révolutionnaires a beaucoup d'importance, même s'il est fragile et ne se maintient pas. Mais il signifie qu'un profonde discussion -- programmatique de la révolution est nécessaire et que le PCPortugais -- veut avancer dans la voie de la révolution socialiste au Portugal.

Une formidable discussion est en train de progresser dans tout le mouvement ouvrier avec les évènements du Portugal. C'est un processus de révolution permanente; le programme pour y répondre est un -- programme anti-capitaliste, de transition vers le socialisme. Il n'y a pas de place pour développer une démocratie bourgeoise dans l'histoire aujourd'hui, parce que le capitalisme ne peut qu'investir et exporter-sa propre crise au Portugal! On n' en a que faire. Il y a un processus de lutte de classe et révolutionnaire, qui remet en question toutes -- les positions et la politique antérieures du Parti Socialiste, mais aussi , en général, des partis communistes. Pour cela, une discussion publique entre toutes les tendances de gauche en Belgique va être un aspect essentiel de la solidarité -- avec la révolution portugaise !

Il y a une confusion et une paralysie dans la gauche en Belgique -- vis-à-vis du Portugal. La base en - est que des changements profonds -- sont en cours dans les partis et que ceux-ci doivent encore se redéfinir et clarifier leurs positions. Mais une telle discussion ne peut - pas rester dans les appareils des - partis. Il faut la sortir sur la -- place publique pour l'élever et la clarifier. Soares lance à la volée-des appels à des discussions au sommet entre PC et PS de France, Portugal, Espagne, Italie. Non seulement tous les autres partis des autres - pays doivent prendre part à cette discussion, mais il faut en faire-- une discussion publique! où la base les militants de chaque organisation intervienne, donne ses idées,ses questions, participe! Nous pensons-

Nous pensons que toute cette discussion sur les voies pour construire le socialisme en Europe est très importante; mais que la condition-- pour la rendre utile c'est qu'elle-ne reste pas coincée dans des table rondes entre les dirigeants. Il fau faire participer les masses à ces discussions, dans toute l'Europe ! Nous appelons le PCB à compléter -- ses propositions dans ce sens, et à organiser un débat public, par exemple lors de la Fête du Drapeau Rouge, ou dans tous les centres de travail, les centres ouvriers.

Un progrès très important qui s' exprime au Portugal, c'est qu'au -- sein de l'armée elle-même, du MFA , des tendances sont en train de comprendre d'assimiler les conclusions marxistes, d'être gagnées au marxisme. Cela est d'autant plus vrai au sein de la gauche chrétienne, de la gauche socialiste et dans tout le mouvement communiste. Les articles-parus dans "La Pravda" à plusieurs-reprises, sur la dictature du prolétariat, sur la marche socialiste du Portugal, sur la lutte de classes-- et la guerre; l'appui que l'URSS a donné à la formation du front entre le PCP et les groupes révolutionnaires, tous ces exemples font partie-d'une avance programmatique dans tout le mouvement révolutionnaire.

Nous appelons les Etats ouvriers à augmenter beaucoup plus leur aide au Portugal, à tout point de vue : politique, économique, financier et militaire. Nous appelons toutes les tendances révolutionnaires à exiger l'unification de la Chine et de l'-URSS pour aider le Portugal; et à rejeter la politique de la directio chinoise en Angola qui représente-- un sabotage de la révolution portugaise par son appui ouvert à une -- tendance aidée par l'impérialisme - contre le MPLA!

Le Portugal se prépare à faire - face à la guerre civile que la bourgeoisie et toutes les forces réactionnaires mondiales vont déclencher, au sabotage économique, aux assassinats. Il faut lutter de toutes nos forces pour construire le front unique des tendances de gauche, inclus la base et les cadres socialistes , au Portugal, avec les militaires , soldats et officiers, sur la base-d'un programme pour construire le socialisme, pour liquider ce qui -- reste du capitalisme et des féodaux au Portugal . Mais ce front unique, de lui-même, n'est pas un talisman-contre la contre-révolution, car le capitalisme va la faire de toute manière. C'est pour cela qu'il faut soutenir complètement toutes les mesures anti-capitalistes prises -- par le gouvernement de Gonçalves et exiger qu'il n'y ait aucun recul -- sur ces conquêtes.

Nous appelons à développer une-- vaste discussion dans tout le mouvement ouvrier en Belgique pour que-- les tendances de gauche donnent leu appui à ce progrès programmatique - révolutionnaire et se préparent à-- l'appliquer en Belgique également.

Nous appelons à organiser dans tout le pays des débats sur le Portugal, à mener cette discussion sur tous les lieux de travail, dans les usines, dans les syndicats, à former un front unique de toutes les tendances de gauche sur la base de la défense de toutes les conquêtes-anti-capitalistes des masses portugaises et pour la continuation de la lutte pour construire le socialisme. Nous appelons en particulier les camarades de la gauche socialiste a soutenir "Links" et les "Jong-Socialisten" et affirmer plus nettement leur opposition à la politique de la direction social-démocrate du PSP, et à s'opposer à la tendance-- du PSB qui veut faire en Belgique , la même chose que Soares.

3/9/75

PRESSE

TROTSKISTE

ALGERIE
REVOLUTION SOCIALISTE - Organe du Groupe IVe Internationale.

ALLEMAGNE
ARBEITER STIMME - Organe de la section allemande de la IVe Internationale.
Paul SCHULTZ - Postfach 4392, Frankfurt/M - 16.

ANGLETERRE
RED FLAG - Organe du Revolutionary Worker's Party, 24, Cranbourn Street, Leicester Square, Londres.

ARGENTINE
VOZ PROLETARIA - Organe du Partio Obrero (T).

BELGIQUE
LA LUTTE OUVRIERE - Organe du Parti ouvrier révolutionnaire (T), C Polet - B.P. 273 Charleroi I.

BOLIVIE
LUCHA OBRERA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (trotskiste).

BRESIL
« Frente Operaria »
Organe du Partido Operario.

CHILI
LUCHA OBRERA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (T).

CUBA
VOZ PROLETARIA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (T) - Montes 12, ap. 11, Piso 2. Habana (Cuba).

EQUATEUR
LUCHA COMMUNISTA - Organe du Partido Communista Revolucionario (T).

ESPAGNE
LUCHA OBRERA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (T).

GRECE
KOMMUNISTIKIPALI - Organe du Parti Communiste Révolutionnaire (T).

ITALIE
LOTTA OPERAIA - Organe du Parti Communiste Révolutionnaire (T) Pietro Leone - Casilla 5059.
00153 Rome Ostiense.

MEXICO
VOZ OBRERA - Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire (T).
Jose L. Hernandez - Apdo. Postal - Num. 66-587, Mexico 12 DF.

PEROU
LUCHA OBRERA - Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire (T) Apartao 5044 Correo Central, Lima.

URUGUAY
FRENTE OBRERO - Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire (T) Montevideo.

LA CRISE DE LOPEZ REGA ET LE PARTI OUVRIER BASE SUR LES SYNDICATS EN ARGENTINE

12.7.75

J.POSADAS

Il faut saluer les masses argentines pour l'action qu'elles ont menée et leur contribution au développement du progrès de l'histoire. Il faut considérer le processus d'Argentine comme une partie du processus mondial. Ces événements sont la conclusion d'une politique et de l'orientation d'un processus qui manque de direction. En Argentine, il n'existe pas de direction. Les syndicats ont pris l'initiative, sans qu'il y ait de direction de gauche. Ils ne proposent pas un programme en suivant un cours anti-capitaliste. Ils défendent une série de mesures, pour contenir la grande pression existant dans les usines, au sein des masses et adoptent aussi certaines mesures d'alliance avec des secteurs nationalistes de l'armée en vue de favoriser le développement de l'économie. Ce que font les directions ne sort pas de certaines limites : elles ne veulent pas de révolte, et encore moins d'un changement révolutionnaire. Les directions syndicales veulent chasser une série de ministres qui font une politique les obligeant à des affrontements avec les masses. Mais il s'agit ici non seulement de revendications, mais bien d'une situation générale, dans laquelle les masses agissent en débordant les directions.

L'armée et les péronistes de gauche ressentent l'influence, la pression, le stimulant du processus mondial. Ils voient la faiblesse de l'impérialisme. Il sentent que les gens sont disposés à aller plus loin que ce que veulent les directions syndicales. Il faut situer dans ce sens la déclaration faite par les dirigeants syndicaux : "des changements sont nécessaires, Lopez Rega doit s'en aller, le gouvernement doit accorder les augmentations de salaires obtenues par les ouvriers, sans quoi, en une semaine, la gauche nous déborde !" C'est la première fois que les dirigeants syndicaux font pareille déclaration Ils montrent qu'ils sont dans l'eau jusqu'au cou. Ils sentent qu'ils sont dans le même bateau que ce gouvernement et que le bateau coule. C'est pourquoi, ils font campagne contre Lopez Rega. La même chose se passe dans l'armée. Mais, dans ces rapports complexes complexes entre l'armée et les syndicats (il faut distinguer les directions et les syndicats, car les masses sont à gauche de leurs directions), ils n'arrivent pas à élaborer un projet précis, programmé, développé. Par leur propre développement, les tendances de gauche chercheront à faire pression sur l'armée et sur le péronisme, sur le mouvement ouvrier Il n'y a aucune issue si l'on compte qu'une solution anti Lopez Rega suffira pour apporter le calme.

Le problème de Lopez Rega ne se résume pas à une simple question de politique économique, d'augmentation des prix et de bloquage des salaires. Il s'agit en fait de toute la conception politique qui conduisait ce secteur à une alliance avec l'impérialisme. C'est la politique contre les accords avec les Etats-Ouvriers qui a été mise en défaite: telle était la politique de Lopez - Rega, et celle de Gomez Morales(ministre chargé de l'économie après la mort de Péron). En même temps que Lopez Rega suivait cette politique, l'Argentine a participé à toutes les réunions anti-impérialistes inslues celles qui revendiquaient la réintégration de Cuba dans l'OEA C'est une contradiction intérieure. Celle-ci ne se résout pas, même avec l'issue transitoire que représente l'expulsion de Lopez Rega. Mais la voie est ouverte pour procéder à des discussions beaucoup plus profondes.

Il faut suivre très attentivement ce processus en Argentine, car il va influencer le reste du monde. Ce qui unit l'Argentine au reste du monde, c'est l'alliance syndicats-forces armées; ce sont les syndicats, et non l'armée, qui en donnent la ligne. Tout cela est important pour l'Espagne. Au Portugal, en Ethiopie, se déroule le même processus; bientôt, ce sera le tour du Chili et du Brésil.

Le processus en Argentine se développe sous cette forme, indiquant la combinaison entre des conditions mûres pour proposer uen issue, et des directions politiques qui n'en proposent aucune. En Italie et en France, par exemple, si les directions politiques ne proposent pas de solution, ce sont les syndicats qui chercheront un appui dans l'armée. Il y a des symptômes de cela dans des pays aussi développés que la France et l'Italie. En Italie, des milliers de sous-officiers - caporaux et sergents de l'aéronautique se sont insurgés contre la discipline, ont refusé de s'y soumettre pour défendre un sous-officier arrêté car il exigeait les droits d'expression politique et syndicale. Un processus en chaîne s'est déclenché Des milliers de sous-officiers, à l'heure des repas, renversaient leur plat et refusaient de faire le salut militaire devant leurs chefs. C'est le correspondant, en Italie, du Cuirassé Potemkine ! Un tel développement ne surgit pas d'une protestation limitée. Il vient du processus très beau provenant du Portugal, en partie d'Espagne, d'Ethiopie, et essentiellement, des Etats-Ouvriers, des masses d'Italie, de France, d'Angleterre, d'Allemagne..

En Angleterre, les syndicats ont accepté de réduire les augmentations de salaires. A une majorité très faible, de trois voix, cette proposition a été adoptée. Mais les syndicats les plus puissants exigent la réduction de la semaine de travail, de 36 à 29 heures, avec le maintien du salaire. D'un côté, ils acceptent de diminuer les augmentations de salaires; de l'autre, ils imposent une résolution infiniment supérieure. Une énorme panique se répand parmi les petits et moyens commerçants anglais, car ils constatent qu'ils ne pourront supporter la crise, et que la situation va les obliger à fermer boutique.

Il faut considérer le processus en Argentine, comme une concentration plus élevée de mesures, d'organes politiques, d'organisation, qui indique au reste du monde la voie à suivre et comment y parvenir. C'est un exemple de l'importance de l'incorporation directe de l'armée dans une alliance avec les syndicats; le poids des syndicats y est très puissant, même si pour le moment ce sont les tendances centristes des directions syndicales qui en bénéficient. Cependant, les masses ont constaté quelle est la voie à suivre ; ce n'est pas le parti péroniste, mais bien les syndicats, qui font pression, à la fois sur l'armée et sur le parti péroniste. Les masses ont constaté ces faits et agiront encore dans cette voie. Il faut considérer ce fait qu'une des principales revendications des militaires est de donner la démocratie: cela va contre la droite.

LE PROCESSUS EN ARGENTINE EST UNE EXPRESSION D'UNE ACTIVITE BEAUCOUP PLUS ELEVEE QUE CELLE QUE LE PROLETARIAT A PU MENER JUSQU'A PRESENT.

Le processus en Argentine représente une élévation très grande du niveau des luttes. Celles-ci manquent encore de direction et ne peuvent, par conséquent, pas se définir, mais elles ouvrent la voie pour atteindre un niveau beaucoup plus élevé. La bureaucratie syndicale, la direction péroniste, l'armée, les tendances de droite, vont chercher à contenir le processus. Il y aura de nouvelles augmentations de prix, de nouveaux licenciements, d'autres fermetures d'usines. Il faut donc faire une série de propositions pour que l'Etat se charge des entreprises en faillite, qu'il étatise sous contrôle ouvrier, qu'il accorde des crédits aux entreprises d'Etat

NON AUX ASSASSINATS DES MILITANTS BASQUES EN ESPAGNE !

A BAS LE REGIME DE FRANCO ET LE CAPITALISME ESPAGNOL

POUR UN ARRET DE TRAVAIL D'UNE HEURE DANS TOUTE L'EUROPE EN APPUI A LA LUTTE DES MASSES ESPAGNOLES

Le Parti Ouvrier Révolutionnaire (Trotskyste-Posadiste) condamne de toutes ses forces la condamnation à mort prononcée contre les deux camarades espagnols Garmendia et Otaegui, et celles qui se préparent contre d'autres militants du mouvement révolutionnaire en Espagne ! Cette mesure du régime franquiste, qui accompagne la décision d'instaurer l'état d'exception dans tout le pays pour "lutter contre le terrorisme", est une action désespérée du régime de Franco, contre le progrès et la décision de la classe ouvrière qui est en train d'imposer dans les faits les droits démocratiques que le régime ne veut pas reconnaître, et aussi contre des secteurs de la bourgeoisie qui essaient de se débarasser de Franco et de faire un changement de régime "à froid", comme l'indiquent encore les récentes déclarations des anciens ministres de Franco, tels que Irribarne etc.

Mais la bourgeoisie espagnole est toujours devant le dilemne insoluble que, si elle cède et fait ce changement, elle sera immédiatement débordée par les luttes des masses, de la classe ouvrière qui fera comme au Portugal, sans hésitation - et si elle ne cède pas et maintient tout le système tel quel, il va éclater également parce que les luttes des masses espagnoles le mettent en brèche de plus en plus et entraînent, gagnent des couches de la petite-bourgeoisie et même des secteurs importants de l'armée.

Nous saluons avec toute notre fraternité, la lutte digne et formidable des masses espagnoles qui affrontent l'état d'exception en faisant des grèves générales, des manifestations, en organisant la grève de la faim dans toutes lesprisons d'Espagne, en se mobilisant sans cesse en solidarité avec le Portugal. Le régime de Franco ne tombe pas parce que aucune direction ne le renverse. Les directions du mouvement ouvrier, le PCE, ne se mettent pas à la tête de cette lutte. Pour cela aussi, on voit qu'en Belgique, les manifestations de solidarité avec les camarades espagnols qui sont condamnés à mort, ne sont pas organisées ni dirigées par la direction du PCE ni du PCB.

Nous appelons à développer cette mobilisation dans tout le pays, pour préparer une manifestation nationale contre le régime de Franco, et unir cette lutte avec la solidarité et le soutien au Portugal qui mène la révolution dans le chemin du socialisme et montre l'exemple de ce qu'il faut faire en Espagne et dans le reste de l'Europe !

Nous appelons à discuter dans tous les syndicats d'Europe et les partis, l'organisation d'un arrêt de travail d'une heure, comme l'a proposé la IVe Internationale Posadiste dans son appel du Premier Mai de toute la classe ouvrière d'Europe, en appui aux luttes du peuple espagnol et en appui aux masses portugaises pour écraser les tentatives contre-révolutionnaires au Portugal et pour en finir avec Franco et le capitalisme en Espagne !

Nous ne proposons pas de former un gouvernement de la CGT (Confédération Générale du Travail) car la tendance de gauche de la CGT est une très faible minorité. Mais il faut profiter de cette situation pour proposer une alliance syndicats-partis-armée. Il faut faire en sorte de développer la tendance de Campora (tendance du Parti Péroniste Authentique), vers le programme socialiste. Il faut aussi proposer aux communistes un front-unique.

Il faut expliquer aux communistes, aux péronistes, aux socialistes de gauche, pourquoi il est nécessaire d'appuyer le développement d'un mouvement péroniste de gauche. Si nous attendons que communistes et socialistes triomphent, aucune solution immédiate n'est en perspective. Mais les tendances qui ont l'appui des masses - comme celle de Campora - peuvent représenter un stimulant très grand pour le développement révolutionnaire. Ensuite viendra la phase des communistes et la nôtre. Il ne faut pas agir en fonction d'intérêts de groupes, de partis, locaux, mais en tant que bien public de l'histoire. Il ne faut pas considérer ce processus en fonction de "son" parti. Il est nécessaire de donner cette explication aux camarades communistes.

On doit considérer que ce processus en Argentine est une expression de lutte, d'une activité beaucoup plus élevée que celle que le prolétariat a pu mener jusqu'à présent.- Il s'agit d'un processus de crise du capitalisme et des directions ouvrières. Il indique la maturité des conditions pour stimuler les secteurs nationalistes à mûrir, à comprendre et accepter le programme du nationalisme de gauche. Adopter la proposition de nationaliser " Bunge & Born" (un des principaux monopoles installés en Argentine et qui domine les secteurs de l'industrie chimique, textile, alimentaire, métallurgique et du commerce du blé); et nationaliser également également d'autres entreprises; mener de l'avant une campagne qui implique aussi la nécessité de la planification de l'économie pour faire sortir le pays de son état arriéré. Il est nécessaire de discuter beaucoup des nationalisations, des étatisations, de la planification de l'économie et de la nécessité du contrôle ouvrier. Montrer que le contrôle ouvrier signifie la lutte contre le gaspillage, la bureaucratisation, l'empirisme, la superficialité, l'opposition aux intérêts des groupes qui agissent aux dépens de l'économie du pays. Il faut proposer un programme économique de développement, montrant que la planification est nécessaire.

Il faut montrer, en même temps, ce que sont les Etats Ouvriers, comment ils sont arrivés à un développement énorme, en partant de zéro : la Hongrie était une étable; personne ne savait que la Roumanie existait; la même chose pour la Yougoslavie; en Albanie, les gens habitaient des cavernes. Par contre, tous ces pays exportent, actuellement des machines, ne connaissent plus la misère ni le chômage.
Il faut montrer tous ces exemples, en même temps que discuter la nécessité de la démocratie soviétique. La démocratie en abstrait n'a pas d'importance : la démocratie soviétique ou socialiste en a beaucoup, c'est celle qui permet à la population d'intervenir dans l'élaboration de la pensée, dans le contrôle de l'économie, dans la distribution; sans cesser de voir que les possibilites économiques ont des limites, on peut cependant tripler la production grâce à la planification, à l'élimination de toutes les dépenses que le capitalisme fait pour la police, l'armée, l'administration, l'entretien des forces répressives. Il faut discuter de tout cela, pour aider les péronistes à passer du nationalisme à la compréhension que la "patrie" et le nationalisme sont des processus représentant une partie seulement de l'histoire.

Il faut partir de l'examen théorique, pour en venir aux solutions concrètes sur le contrôle ouvrier, les conseils d'usines, les conseils de zone. Pourquoi sont-ils nécessaires? Parce qu'ils ont l'objectivité et la capacité nécessaires pour diriger l'économie. Les ouvriers sont capables. En Italie comme en France les ouvriers occupent de grandes usines employant jusqu'à 1.200 travailleurs et les font fonctionner mieux que le patron, sans licenciements; ils montrent que c'est à cause du patron si l'affaire ne marche plus, est en crise.

Il faut discuter que la propriété privée est dépassée par l'histoire. Les luttes ne se donnent pas à cause du besoin d'augmenter les salaires, mais de développer la vie. Voilà l'objectivité de l'histoire.-

IL FAUT FAIRE INTERVENIR L'OBJECTIVITE DE LA CLASSE OUVRIERE

Nos textes tendent à montrer que le prolétariat n'est pas une classe qui lutte pour elle-même, mais une classe qui représente le progrès, et dont les idées doivent coïncider avec la nécessité de progrès de l'humanité. Le prolétariat ne développe pas ses idées dans le but que les ouvriers mangent mieux, mais dans celui de permettre le progrès de tous, de toute la population. La preuve en est qu'un grand nombre de familles bourgeoises passent au socialisme, ou deviennent neutres, ce qui revient à se mettre du côté du socialisme. De tels faits ne se produisent pas seulement au Laos ou au Vietnam, mais également au Portugal, et dans certaines couches de l'Eglise.

Il faut montrer que les conseils ouvriers sont nécessaires car ils ont une opinion objective. Les planificateurs, les administrateurs, les politiciens capitalistes défendent des intérêts locaux, de groupe, de tendances, de secteurs. Ils ont une mentalité d'usufruit privé, familial ou régional. Les ouvriers, par contre, tirent de toute chose des conclusions objectives Ils qualifient ce qui est le meilleur, parce qu'ils assimilent immédiatement n'importe quelle expérience réalisée dans le monde. Le Mai 68 français a fait le tour du monde. La classe ouvrière accepte et recueille l'expérience la plus élevée. Elle développe de façon uniforme, centralisée, toute la richesse du progrès de l'humanité. La classe ouvrière ne connaît pas de limites, elle ne possède pas d'intérêts locaux; c'est pourquoi elle prend ce qu'il y a de meilleur et le développe objectivement. De là découle sa supériorité; c'est pour cette raison que la classe ouvrière est la constructrice du socialisme.

De par sa fonction dans l'histoire, la classe ouvrière n'a pas d'intérêts de famille, locaux, personnels. Certains ouvriers défendent des intérêts de famille, mais ils ne représentent pas la classe ouvrière qui est celle qui intervient, dirige entraîne, organise l'action contre le système capitaliste. Elle ne peut opposer un nouveau système de propriété au capitalisme. Le progrès de la société, le mode de développement de l'économie conduisent à la suppression de toute forme de propriété. En même temps, la classe ouvrière doit planifier et le fait objectivement. Tandis que les bureaucrates, les dirigeants, les politiciens bourgeois -et les communistes et socialistes -, planifient en fonction de la conception de propriété, d'usufruit, de profit. Ils s'occupent de s'assurer leur salaire et leur propre représentation. Les ouvriers n'agissent pas de cette façon. Ils donnent leurs enfants pour continuer la lutte. Il faut se rappeler cette mère du Vietnam - qui existe aussi en Ethiopie, au Portugal, au Laos -: " deux de mes fils ont été tués au combat; j'en ai encore quatre, mais ils sont trop jeunes pour se battre. Malheureusement ils ne savent pas encore marcher ". Cette mère ne renonçait en rien à son sentiment de mère, mais elle répondait de toutes les mères de l'histoire. Le roman de Gorky " La Mère ", a déjà été dépassé par le Vietnam, non qu'il soit mauvais, mais parce que les conditions actuelles requièrent un autre type de mères. Les mères d'aujourd'hui sont comme celles du Vietnam. Voilà l'exemple !

La conclusion concrète à tirer du processus de l'Argentine, est qu'il s'agit d'une phase en développement. Elle est loin d'être terminée Elle a commencé avec la chute de Lopez Rega. La tâche à mener est de construire une gauche dans ces conditions. L'aspect le plus évident, le plus important, est la nécessité de faire cesser l'arrogance, la prétention de la direction et d'ouvrir un processus de revendications démocratiques : droit de parler, de discuter, de mettre tout en doute. Il faut élever le rôle des syndicats, sans pour autant renoncer à s'appuyer sur le Parlement ou sur la gauche radicale. Il faut gagner la gauche radicale qui est en train de mûrir et de déborder ses propres dirigeants. La base petite-bourgeoise - la base ouvrière quant à elle est très réduite -, peut être gagnée à un programme d'étatications, de nationalisations, de contrôle ouvrier de planification de la production, de pleine démocratie pour discuter tous les problèmes.

Il faut discuter, argumenter, que la démocratie ne signifie pas le droit pour chacun de faire ou dire ce qu'il veut; il n'y a pas de démocratie pour les assassins et les capitalistes, mais pour le progrès. La liberté pleine de discuter n'est pas la liberté pour les sociétés dites "multinationales" de comploter contre les masses, et leur imposer un niveau de vie qui est plutôt un niveau de mort. Nous sommes contre celà.

La phase qui s'ouvre maintenant en Argentine, est une phase de conditions favorables au développement de l'aile gauche péroniste, communiste, socialiste, radicale. Il faut tendre à réaliser un front-unique pour un programme d'étatisations, de planification, d'intervention, de contrôle ouvrier. Il faut discuter également avec les forces armées.

La fonction de l'armée doit être semblable à celle des forces armées du Portugal. Elle doit intervenir.- Mais, - nous insistons sur ce que nous avons déjà dit -, l'armée ne représente pas politiquement ni socialement la pensée, la nécessité, ni les organismes qui discutent et vivent les problèmes politiques, économiques et sociaux du pays. Elle ne peut résoudre les problèmes à elle seule. Elle peut être à la tête du processus, le dominer pendant un temps, elle peut mûrir énormément, mais elle a inévitablement besoin du front-unique avec les syndicats. Le Portugal et l'Argentine en sont l'exemple. C'est pour cette raison qu'un programme d'étatisation, de planification de l'économie est nécessaire.

En Argentine, l'intervention de l'armée est timide, indécise, mais peu à peu, elle va mûrir beaucoup plus. Il existe des tendances beaucoup plus à gauche que celles qui apparaissent dans la crise actuelle Pour le moment, on voit les hauts chefs militaires, qui reflètent l'indécision, la crainte, la conception d'appareil. Ils vivent encore avec une conception d'appareil. Par contre, il faut mesurer, comparer avec le Portugal : l'armée s'est assurée du pouvoir, de la représentation du progrès du Portugal, parce qu'elle a permis la participation des soldats, l'intervention des Soviets. Avant même de les proposer au pays, elle avait fait des soviet à l'intérieur d'elle-même. Ils étaient imparfaits, mais c'était déjà des formes soviétiques. Le PC portugais n'est pas contre, ce qui indique les profonds changements qui vont se produire dans les partis communistes.

Le soviet n'est pas une nécessité surgie de Lénine, mais de l'histoire. Lénine en était le représentant. Il a repris l'idée du soviet des paysans, des ouvriers et des soldats de la révolution russe de 1905. Cette idée ne provient pas du parti social-démocrate, mais d'une initiative des masses russes. Le prolétariat, qui a de par sa fonction, sa situation historique, les idées les plus objectives, les plus convénientes, les plus susceptibles de se généraliser, a dirigé la population, au sein de laquelle il a trouvé un accueil et une acceptation.-- Les paysans russes avaient déjà accepté le soviet, alors qu'on était seulement en 1905. Il y avait de petits pays, des ouvriers, des paysan sans terre, de petits et moyens propriétaires, des fermiers. C'était une époque semi-féodale.
Il faut connaître ces exemples !

DAND LES ARMEES SE DEVELOPPENT DES TENDANCES QUI VEULENT LE DEVELOPPEMENT DU PAYS.

L'intervention de l'armée en Argentine - tout en étant bonne -est très partielle et ne représente pas les véritables tendances de gauche qui devront se développer dans les prochaines étapes. Mais on doit voir clairement, sans aucun doute, qu'il s'agit du niveau atteint par cette phase du processus. Une très belle situation se développe en Amérique Latine, pas seulement en Argentine. Un mouvement similaire se produit aussi au

Suite page 5

A R G E N T I N E (Suite de la page 4)

Brésil: il existe une tendance militaire très importante qui essaie de se détacher de l'impérialisme, en constatant que celui-ci étouffe l'économie du pays. Très bientôt il va se passer la même chose au Brésil qu'au Portugal.

Un secteur cherche à prendre certaines mesures nationalistes pour empêcher un nouveau Portugal. Mais d'autres font la constatation : ce que fait le Portugal permet d'aller dans la voie du progrès. Ils n'agissent pas seulement sous l'impulsion de la peur, du désir de contenir -- des effets désagréables pour eux.-- Mais il se trouve également des secteurs qui constatent que cette voie est nécessaire pour le développe--- ment du pays. Ils agissent avec un sentiment"national", mais acquiè--- rent des idées qui ne correspondent plus à un tel sentiment. C'est le cas des militaires portugais, argentins, brésiliens.

Le processus actuel en Argentine et dans toute l'Amérique Latine va exercer une profonde influence sur tout le mouvement ouvrier et révolutionnaire mondial, sur la crise des Partis communistes qui devront constater que les idées, les propositions, les initiatives ne viennent -- pas d'eux, mais se prennent en de-- hors d'eux.

Carrillo, secrétaire du PCE, propose maintenant un "socialisme démocratique", en stimulant par là, la tendance au doute, aux hésitations, à l'incohérence par rapport aux i-- dées centralisées du socialisme. Le processus en Argentine, par contre, va stimuler les mouvements révolutionnaires et les orienter sur la façon d'agir, les encourager à pren-- dre des initiatives, à rompre une certaine passivité et tranquillité, qui font qu'ils attendent qu'on les pousse (sans toutefois en arriver à l'immobilisme). Le processus va démontrer que l'impérialisme n'est pas tout-puissant. Il a des forces, des moyens, mais ne peut résoudre - aucun problème. On va constater que les forces sur lesquelles on peut s'appuyer sont celles des syndicats et celles des partis qui, même s'il sont petits, ont des idées.

Il y a deux ans, Peron a dû expliquer la vie du mouvement ouvrier internationale à la bureaucratie -- syndicale. Il y était obligé parce-qu'il avait bien dû constater une préoccupation générale, un intérêt-de l'avant-garde ouvrière argentine pour les problèmes mondiaux, pour - la théorie, le marxisme et les Etat ouvriers. Il a du s'occuper de contenir cet intérêt et il a cherché à prouver qu'on pouvait redresser la situation au moyen de réformes concédées par la bourgeoisie nationale C'est pourquoi il prenait des mesures progressistes anti-impérialis-- tes, mais en restant toujours dans le cadre de la bourgeoisie nationale

Peron a essayé de contenir le -- processus mais il a du, en même --- temps en diriger l'orientation pour le cas éventuel où celui-ci lui échapperait des mains. Maintenant , on ne peut plus faire des cours comme ceux que faisaient Peron à la CGT, à ceux qui croyaient possible-de construire un Etat capitaliste . Non, on ne peut plus faire des cour comme ceux dans lesquels on disait: "d'accord pour le socialisme. Il -- est juste. Mais il faut encore beaucoup de temps pour le réaliser".

Dans le camp syndical, la bureaucratie en Argentine, développe des intérêts de groupe, carriéristes.-- Mais elle n'a pas d'autre remède -- que de faire encore certains pro--- grès. Nous appuyons ces progrès.--- Mais en même temps, il faut lutter-pour la pleine démocratie syndicale et politique, il faut imposer le -- droit de parler, discuter, confronter les idées. Dans les usines, il faut discuter tout ce processus et il faut aussi proposer un programme économique qui implique le contrôle ouvrier, l'unification - et la planification ensuite -, de l'Amérique Latine. Il faut proposer une discussion montrant que le développement-économique et social de l'Amérique-Latine doit se faire en planifiant-l'économie, la production, en étatisant les principales usines, les moyens de production et d'échange , en organisant l'intervention et la contrôle de la classe ouvrière. Voilà tous les problèmes qui vont se discuter.

La chute de Lopez Rega ne règle-pas la question, mais elle indique-que ces types ont cessé de monter - et que maintenant ils vont s'effondrer. La conclusion la plus importante est que l'armée a été entraînée à sortir de (sa retraite).

Il en est de même pour la bureaucratie syndicale, que ce processus-a contraint de sortir avant d'être-débordée par le mouvement ouvrier . Cela va permettre au mouvement ouvrier d'obtenir des conquêtes infiniment plus importantes, des conquêtes de classe, qui vont créer de -- plus grandes difficultés au système capitaliste (étatisations, nationalisations, contrôle ouvrier et participation des ouvriers à l'économie).

L'armée a cédé, choisissant le moindre mal. Mais elle l'a fait également à cause de l'existence d'une tendance qui aspire à développer l' économie pour le progrès du pays , sans vouloir encore aller, ni vers-le communisme ni vers le socialisme Désormais, la discussion est engagée. On ne discute plus quel type - de capitalisme on veut réaliser mais quelle est la voie pour développer-le pays. Voilà un aspect du processus. L'autre est qu'il faut faire - participer le mouvement ouvrier,faire discuter dans les usines, les assemblées, les quartiers, partout.-- Une des conclusions les plus importantes est : il faut discuter ce -- processus! on ne doit pas laisser-- passer cette étape et que chacun -- rentre chez soi. Non! Il faut en discuter dans les usines, les syndicats, les quartiers, au football,au café. Mais il faut discuter avec un programme: la classe ouvrière doit-participer à la conduite de l'économie au travers des conseils d'usine et du contrôle ouvrier. Voilà la démocratie! Les techniciens ne doi--- vent pas être les seuls à programmer l'économie, les ouvriers qui la créent, doivent aussi intervenir.-- Les techniciens représentent les capitalistes, les ouvriers, la classe ouvrière. Les premiers ont un intérêt privé dans l'économie, qui se - manifeste par la concurrence et la compétition.

Il existe un énorme gaspillage - d'énergies humaines dans la production. Une grande capacité de travail ne s'utilise pas et s'annule-- dans la concurrence. Par contre, la classe ouvrière ne fait rien au moyen de la concurrence. Au contraire, elle développe ce qui est le plus - utile. Il faut discuter tout cela .

LA MATURITE DE LA CLASSE OUVRIERE DEPASSE LA POLITIQUE DE SES DIRECTIONS.

La classe ouvrière doit participer, former des organismes de discussions. Entre autres, elle doit revendiquer le droit à toutes les tendances d'être représentées, à tous les courants de participer.Il faut prendre des mesures concrètes pour que, dans toutes les usines on fasse des journaux d'usines dans lesquels on discute sur l'économie, on fait appel à l'armée à intervenir et discuter avec les ouvriers. Il faut que les ouvriers aillent aux syndicats, et de là -- aux casernes pour discuter avec les militaires, que les militaires-aillent, à leur tour, discuter avec les syndicats, aillent à des conférences publiques et aux usines pour discuter avec les ouvriers Pour construire une "Argentine grande, noble et puissante" (slogan-péroniste), il faut poser : d'accord, mais comment? pour qui? dans quel but?

C'est très simple: il faut discuter pour qui? comment? dans quel but?---

Il existe déjà une tendance solide dans l'histoire, qui détermine , dans tous les processus révolutionnaires, les ouvriers à aller discuter dans les casernes avec les militaires. Mais on voit, là aussi, un déficit du Parti. Trotsky, les Bolchéviques, eux aussi,sont allés discuter dans les casernes. Mais maintenant cela se passe individuelle--- ment, ou en tant qu'usines, en tant que groupes. Cela montre une arriération, même si ce n'est pas incorrect. Mais on pourrait le faire --- avec plus d'autorité en allant discuter avec les militaires un plan-de production, de contrôle, de discussion sur le développement de l'économie.

Quand nous analysons que le processus en Argentine est un effet du processus mondial, nous n'annulons-pas pour autant, le fait qu'il existe des conditions, des luttes locales. Sans les luttes locales, on ne peut recevoir l'influence du processus mondial ni contribuer à cette - influence. Ce processus se nourrit-des luttes locales, partielles ou complètes, générales, du prolétariat et de l'affaiblissement du système capitaliste.

Un des faits essentiels qui ont-impulsé ce processus en Argentine-- consiste dans les voix obtenues par le PC et le PS en Italie. Le PCI a augmenté ses voix de 6% par rapport au résultat total. Mais il a augmenté ses voix de 2 millions, c'est à dire de 20%, par rapport à ce qu'il avait obtenu aux élections précédentes. Un tel fait ne se produit qu'e période de révolution, et non au cours d'une période normale. Ce n' est pas un virage à gauche de l'opinion publique qui serait furieuse , indisposée. Ces votes ont été annoncés déjà dans les grèves, les arrêt de travail, les occupations d'usine et de maison, les meetings, les mobilisations anti-fascistes. Les masses italiennes montraient dans ces manifestations, qu'elles allaient - voter à gauche.

L'Argentine fait partie de ce processus mondial, total, complet. Cel ne veut pas dire que le processus - mondial provoque celui d'Argentine, mais que ce dernier se nourrit du processus mondial. Une des conditions essentielles en est la faiblesse du système capitaliste qui a démontré son incapacité à résoudre -- les problèmes que lui-même a créés. Le système capitaliste n'a plus de voie d'issue. Il n'a plus de base-- pour résoudre sa propre crise. Mais la classe ouvrière veut agir et stimule, pousse ses directions, les déborde. En Italie, la classe ouvrière a débordé ses directions. Celles ci continuent à naviguer avec les-- partis capitalistes, mais les masses se sont détachées d'elles.

Le processus d'Argentine est --- beaucoup plus profond qu'il n'apparaît. La direction n'existe pas. Et maintenant se développe un processus d'organisation de la nouvelle-- direction. Une direction avec un -- programme de gauche pour résoudre-- les problèmes de l'Argentine.

Le processus du Portugal réaffirme les conclusions que les masses - peuvent prendre le pouvoir, consolider celui-ci même sans en avoir les moyens, et qu'elles ont la capacité de gagner des armées. Les masses du monde tirent la même conclusion.Les masses d'Argentine également. L'Argentine est un pays plus développé-que le Portugal, du point de vue--- capitaliste, il accomplit un cycle-plus complet. Cela veut dire que le processus d'Argentine aura une plus grande influence sur le mouvement - communiste mondial et sur les pays de l'Asie, l'Afrique et l'Amérique-Latine.

Ce qui vient de se produire en Argentine n'est possible que parce-qu'il existe dans le monde un processus révolutionnaire qui déborde-les directions du mouvement ouvrier D'où les masses prennent-elles leur force? du fait que chaque ouvrier-- observe, lit, discutece qui se passe dans le monde et en tire des conclusions justes et correctes. De même, c'est le processus mondial qui influence le processus portugais ,- où une armée créée, préparée pour-- massacrer, décide de se retourner-- contre les massacres et de construire le socialisme au moyen d'organes légitimes qui mettent en crise les couches réformistes du mouvement -- communiste mondial.

Les processus du Portugal et d'-Argentine sont très beaux: ils montrent la fonction historique de la classe ouvrière qui n'oublie jamais ce qu'elle doit faire. Si elle ne l a pas fait plus tôt, c'est qu'elle-ne pouvait pas. Maintenant elle a poussé l'armée à intervenir. Pour - cette raison les bureaucrates syndicaux ont dit en Argentine : "si --- nous ne nous lançons pas, dans une semaine la gauche prendra le pou--- voir". Les bureaucrates essaient à présent de prolonger cette situation, mais cela ne va pas durer longtemps.

La crise en Argentine s'est développée selon une ligne ascendante.- Mais maintenant, l'appareil se lance pour bloquer et contenir le processus. Cela fait partie de sa conception qui consiste à tirer usu--- fruit de la bourgeoisie et des secteurs alliés à l'impérialisme. Elle a échangé l'impérialisme pour la bourgeoisie nationale. Mais ce seul fait est un stimulant à la lutte anti-impérialiste. La bureaucratie -- syndicale ne peut canaliser ni contenir. Nous ne sommes plus à cette-époque. Une partie du secteur ---

Suite page 6

EDITORIAL

C'est là que se trouvent les bases pour faire un front de la gauche et non dans un nouvel accord--PSB-PSC pour un nouveau gouvernement!

Le capitalisme dans sa crise , cherche à porter des coups de plus en plus durs contre les organismes de la classe et il compte pour ce la sur la passivité et même la complicité ou la trahison de la bu---reaucratie. Face à cela, la gauche syndicale grandit tous les jours .

Cette nécessité de la lutte s'-exprime indirectement, dans l'ap--pui donné par le syndicat des ou--vriers du transport aux bateliers-en grève. Ces derniers représen---tent un secteur des plus isolés,--qui vivent seuls, séparés des au--tres et, malgré cela, ils ont l'assurance et la décision d'affronter l'appareil capitaliste contre le--quel ils se révoltent. Cette assurance ne leur vient pas d'eux-mê -mes. C'est l'assurance de la classe ouvrière qui se transmet à ces secteurs, qui les gagne aux méthodes de lutte de la classe ouvrière

Cette assurance fait partie elle-même de la structure mondiale--de progrès de la révolution. Un des exemples en est la récente conférence des Non-alignés, qui s'est tenue à Lima au Pérou, qui porte--un coup important au capitalisme , en posant l'organisation des pays pauvres contre l'exploitation des grands pays capitalistes industrialisés. Ils ont discuté un début de planification économique et commerciale, qui signifie un coup contre l'impérialisme yankee. Tous ces pays, avant, dépendaient de l'impérialisme. Maintenant ils se décident à organiser des formes de planification de l'économie, de l'industrie, en dehors du circuit capitaliste. Cela constitue aussi une partie fondamentale de la crise du capitalisme mondial. Pour continuer son expansion économique , il doit trouver de nouveaux marchés , mais les marchés potentiels que sont les pays dits "sous-développés" cherchent, pour la plupart , des voies nationalistes révolutionnaires ou une planification économique entre eux et élèvent leurs - relations avec les Etats ouvriers, En même temps ils exproprient le capitalisme et l'impérialisme comme le fait le Portugal et Madagascar , avec toutes les ressources - minières, les banques, les plus -- grosses compagnies de l'impérialisme français.

L'impérialisme ne reste certes pas inactif; il cherche à organi--ser de nouveaux coups et préparer la guerre, comme c'est le cas pour l'accord entre Israel et l'Egypte, arrangé par Kissinger; dont on vient de dénoncer la participation - directe dans la préparation du -- coup fasciste au Chili, et maintenant au Portugal aussi.

Ce nouvel accord ne tient aucun compte des masses, il ne fait rien en leur faveur, au contraire; en même temps qu'ils signaient, Israel bombardait des camps palestiniens au Liban, avec des avions et de l'artillerie. La bourgeoisie -- agyptienne, Sadate n'en disent pas un mot. Cet accord, par lequel Israel va être mieux armée que ja---mais et recule de 25 centimètres--dans le Sinai, es une pénétration-plus profonde de l'impérialisme -- yankee. C'est aussi une tentative-de contrecarrer l'intervention de l'Union Soviétique. Mais les mas--

Suite de la page 1

ses palestiniennes, arabes, ne --- vont pas accepter de reculer,elles se préparent. Kissinger est là comme "un voyageur de la mort", comme au Chili, pour exercer le rôle de contre-révolutionnaire et assassin

Mais cette situation va exiger-des Soviétiques de chercher des alliés plus sûrs dans les pays arabes et de couper les liens avec -- ces directions bourgeoises type Sadate. Ils vont intervenir plus profondément pour contrecarrer les plans de guerre de l'impérialisme, également au Portugal où les Yankees interviennent tous les jours Le voyage de Spinola en Europe n' est autre que l'organisation d' un coup contre-révolutionnaire, avec le soutien des Etats-Unis. Face à cela, l'URSS et les autres Etats--ouvriers doivent intervenir plus profondément. L'impérialisme n' a nats, de la préparation de la guerre. D'autre part, les masses augmentent constamment leur décision-de ne pas faire les frais de la -- crise. C'est pour cela aussi que - le capitalisme doit se concentrer-de plus en plus. C'est une de ses contradictions: il se concentre et augmente sa capacité financière et même économique, mais il rétrécit-de plus en plus sa base sociale d' appui. Il se prépare à la guerre - les manoeuvres de l'OTAN en Europe qui ont pour thème: comment se mobiliser militairement face à des mouvements de grèves, des émeutes, une prise de pouvoir par les communistes en France et en Italie - le montrent clairement.

Face à tout cela, pour imposer-des mesures immédiates de défense-de la population face au capitalisme, il faut faire un plan immédiat de mobilisations dans le pays, un plan qui inclut la discussion dans toutes les usines, de l'organisation des conseils d'usines, qui se lient et trouvent l'appui dans le reste de la population; un plan de mobilisation immédiate dans tout - le pays pour imposer trois mesures d'urgence :

- la diminution du temps de travai à 36 heures sans perte de salaires;
- l'échelle mobile des salaires
- le contrôle ouvrier, les conseil d'usines.

C'est dans ce processus même -- qu'il faut organiser la défense de la déléguée syndicale de Kéramis - et la défense des droits syndicaux des travailleurs. Discuter entre - tous les militants des actions de-soutien, de solidarité pour empê--cher le capitalisme de liquider -- les militants syndicaux les plus combatifs.

Les camarades de la gauche socialiste, communistes, les militants syndicaux et d'autres organisati--ons, les chrétiens de gauche doi--vent se mobiliser pour empêcher -- que le capitalisme continue à porter des coups contre les délégués-avec l'accord de la bureaucratie - syndicale.

4/9/1975

ABONNEZ-VOUS A « LUTTE OUVRIERE »

Ed. resp.C. Pôlet
51A, rue Garibaldi 1060 BRUX

ARGENTINE (Suite de la page 5)

bureaucratique des syndicats propose l'unification latino-américaine. On ne peut faire cela tout en gar--dant une forme de pensée bourgeoise Le capitalisme ne peut unifier l'--Amérique Latine.

C'est très beau de constater un prolétariat, dans des conditions -- aussi arriérées économiquement que-l'Argentine, qui a une telle capacité de raisonnement. Il raisonne! Il faut s'imaginer alors ce que fait - le prolétariat français, italien,--anglais. Celui-ci a une plus grande maturité politique, car il a l'-expérience de son Parti, il l'a vécue, il la sent. Les dirigeants prétentieux, arrogants croient qu'ils-sont des chefs, des génies! Mais -- les masses leur sont supérieures.--L'Argentine en est un exemple: dix jours de grève générale nationale , sans toucher un centime de salaire! Le niveau de vie est de moitié ce qu'il est en Europe. Quelle volonté de lutte! Le "Mai" d'Argentine s'es épanoui pendant ces dix jours!

Les évènements d'Argentine montrent que le Chili pouvait être évité; mais ils montrent également que la défaite au Chili est transitoire Ce processus d'Argentine va avoir-- un effet immense sur les masses elles-mêmes. Elles vont constater -- quelle est leur capacité d'action,-même sans directions, elles vont -- voir qu'elles ont su se mobiliser,-se concentrer, sans rompre les syndicats. C'est un élément d'organisation de l'opposition consciente de classe, en vue de l'élimination des patits partis et groupes, et pour - faire du "péronisme authentique" et des "Montoneros", des stimulants -- pour une meilleure organisation. L' avant-garde a rencontré une réponse dans la classe. Celle-ci l'a bien-- entendue. Elle va pouvoir intervenir plus dans les syndicats.

Il faut faire appel à ce que la classe ouvrière s'unisse dans les syndicats, à ce que ces derniers --- orientent et dirigent le processus, et s'appuient sur la classe ouvrière pour discuter un programme basé sur celui de Huerta Grande et La -- Falda (programmes de lutte comportant d'importants aspects anti-impérialistes et anti-capitalistes, - approuvés dans des réunions syndicales nationales en 1956 et 1957- ndlr).

12.7.1975 J.POSADAS

POUR LA LIBERATION DES PRISONNIERS POLITIQUES EN URUGUAY

Nous appelons à continuer sans relâche, la campagne pour la libération immédiate des camarades OTTO RADICCIONI, RUBEN CORREA, GLORIA CORREA, JAIME PEREZ, le général LICANDRO, MENCHACA (dirigeant de l'usine métallurgique CINOCA), à imposer l'arrêt des tortures et le garantie pour leurs vies, comme pour celle de tous les emprisonnes politiques et syndicaux en Uruguay.

Récemment, une délégation internationale de jeunes s'est rendue en Uruguay et a rencontré des ouvriers, des étudiants, des employés, des parents des prisonniers, et torturés et a dénoncé, au cours d'une conférence de presse à Buenos Aires la dictature uruguayenne, responsable de cette situation.

La délégation était composée de délégués d'importants organismes internationaux de la jeunesse tels que : Sergio Dubrovsky (secrétaire général adjoint de la Fédération de la Jeunesse Démocratique), Gilles Vigoureux (secrétaire de l'Union Internationale des Etudiants), et Antonio Lucianni (dirigeant de l'Union Internationale de la Jeunesse Démocrate Chrétienne).

Les délégués jeunes ont dit qu'il est de leur devoir de dénoncer au monde les tortures "ordonnées et couvertes par une dictature d'autant plus cruelle qu'elle se trouve plus faible et plus isolée". Ils ont pu constater que, malgré la grande répression, les travailleurs et les étudiants ne se laissent pas intimider et luttent pour abattre la dictature.

Ils ont fait un appel aux Nations-Unies et à la Commission des Droits de l'Homme à faire une enquête sur les crimes de la dictature. Ils ont appelé les organisations de jeunesses et étudiantes du monde entier à élever leur voix pour protester et pour exiger le rétablissement des droits et des libertés démocratiques en Uruguay.

Nous appelons toutes les organisations politiques et syndicales en Belgique, à continuer à faire des résolutions, à réitérer celles qui ont déjà été faites, à organiser des conférences, des discussions, à diffuser dans leur presse, à envoyer des délégations en Uruguay, et à donner leur adhésion à cet appel des organisations mondiales de jeunesses.

LES DERNIERES PRISES DE POSITIONS SONT LES SUIVANTES :

EN ARGENTINE

- **Les avocats et techniciens de Avellaneda, Lanus et Lomas de Zamora**
- **Groupements universitaires de la faculté d'Architecture ; JUP, MR-15, AREA.**

EN ITALIE

- **Fédération du Parti Socialiste de Naples**
- **Fédération de la Jeunesse de Naples**
- **Fédération des Travailleurs Métallurgistes de Naples**
- **CGIL, CISL, UIL de Naples**

Il faut envoyer les télégrammes et résolutions à :

- **Juez Militar de 2do Turno**
  Capitan de Fregata AZAROLA
  8 de Octubre y Jaime Cibils
  Montevideo, Uruguay
- **Sr. Coronel Bonisa**
  Ministerio del Interior
- **Sr. Brigadier Cardozo**
  ESMACO (Estado Mayor Conjunto)
  Montevideo, Uruguay.

L'ACCORD REACTIONNAIRE ENTRE KISSINGER-ISRAEL-EGYPTE CONTRE LE PROGRES DE LA REVOLUTION AU MOYEN-ORIENT

3-9-75 (pages centrales) **J. POSADAS**

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE

Abonnement 12 num. . . 70 F
Abonnement 24 num. . . 150 F
Abonnem. de soutien . 300 F
Correspondance :
B. P. 273 - Charleroi
C.C.P. : 9762.34 de C. Pôlet.

ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE — IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 FB 14e ANNEE N° 250 Le 26 septembre 1975 HEBDOMADAIRE

SOMMAIRE

LA FETE DU DRAPEAU ROUGE ET LA NECESSITE DE LA POLITIQUE REVOLUTIONNAIRE DANS LE P.C.

LE SOULEVEMENT DE LA CORSE ET LA LUTTE DE CLASSES.

LA GREVE DES CHEMINS DE FER EN ITALIE.

LA CRISE DU CAPITALISME DANS LES VERRERIES, DANS LA METALURGIE ET LA SIDERURGIE EXIGE UNE REPONSE IMMEDIATE : 36 HS ET LES ETATISATIONS SOUS CONTROL OUVRIER

EDITORIAL

Les luttes et les initiatives de la classe ouvrière et des autres secteurs de la population exploitée, sans attendre les directions syndicales et politiques du mouvement ouvrier, mettent déjà en échec les "plans de relance" du capitalisme que le gouvernement essaie de mettre sur pied. Elles font échouer aussi, les mesures de répression que la bourgeoisie cherche à prendre contre la mobilisation de la classe ouvrière.

L'attitude des bateliers face à la réquisition est très importante : ils refusent de se soumettre, et défient les intimidations de la bourgeoisie, ils continuent la grève depuis 5 semaines. Cette résolution ne vient pas d'eux seulement, mais de tout le climat de lutte et de volonté de riposte à la crise capitaliste qui s'élève dans le pays.

Les bateliers ne sont pas de la classe ouvrière, mais ils montrent la radicalisation de la petite-bourgeoisie, qui a perdu confiance dans le système capitaliste, qui se sent acculée à être et se met à employer les mêmes méthodes que la classe ouvrière pour défendre ses revendications. Ce sont des revendications qui semblent corporatives, mais le mouvement ouvrier doit faire un plan de développement économique de la Belgique, en fonction des besoins de la population, et inclure dans ce plan une organisation rationnelle des moyens de transport et y intégrer les bateliers, montrer la supériorité de solutions de la classe ouvrière. Il en est de même pour les secteurs, tels que les cadres des entreprises, qui étaient des supports du capitalisme et qui se mettent maintenant à le contester profondément : les cadres de Fabelta en sont un exemple. Mais par eux-mêmes, ils ne pourraient proposer une solution face aux mesures de démantèlement décidées par les grands patrons de la société multinationale. Ils démontrent que l'entreprise peut être rentable, en se rendant indépendante de la société multinationale, mais ce n'est pas une solution durable. Ce sont les syndicats qui doivent poser cette perspective : étatisations de toutes les entreprises en crise, menacées de fermeture ou de rationalisation, et leur fonctionnement sous contrôle ouvrier, planification de l'économie, branche par branche et dans son ensemble, en fonction des besoins de la population travailleuse en Belgique et en fonction d'établir des échanges avec les Etats ouvriers et tous les pays dits "du tiers monde".

Les mêmes problèmes se posent dans l'industrie verrière, la métallurgie, la sidérurgie etc.

Le Front Commun Syndical a peur de prendre des initiatives et d'organiser cette réponse de la classe ouvrière, il a plus peur d'une mobilisation de la classe ouvrière qui va le dépasser immédiatement, que de l'aggravation de la crise du capitalisme avec tout le recul que cela signifie dans les conquêtes sociales des masses. La crise des directions ouvrières est très grande parce qu'aucune mesure de réformes, aucun palliatif ne sert pour contenir les effets de la crise capitaliste et elles ne sont pas préparées et n'ont pas intérêt à promouvoir l'intervention, l'action directe, le programme anti-capitaliste de la classe ou-

LE CONGRES DE LA J.O.C. ET LE ROLE DES CHRETIENS DE GAUCHE

Il y a une radicalisation de plus en plus profonde au sein du mouvement chrétien. En Belgique en particulier, cette radicalisation s'est exprimée dans les dernières prises de positions de la J.O.C. sur le Portugal, l'Espagne. Nous saluons tous ces changements, qui correspondent à un mûrissement du mouvement chrétien, dans le monde entier. Ce progrès fait partie des changements de l'humanité, de ses luttes pour la dignité, pour dépasser l'arrièrement que signifie la soumission de l'homme à la machine, au capitalisme, la soumission de l'église au pouvoir réactionnaire de la bourgeoisie qui contrôle les machines.

Il y a un gigantesque processus d'intervention des masses, de la classe ouvrière fondamentalement qui remettent tout le système capitaliste en question, toutes les forces d'oppression et de répression de l'histoire. Comme au Portugal. Mais ces luttes qui impulsent les changements de la base du mouvement chrétien ne sont pas du tout accompagnées par les appareils de l'Eglise, par les partis dans lesquelles une grande partie des masses chrétiennes se trouvent encore. C'est la raison de la profonde crise qui décompose tous ces appareils, que ce soit celui de la démocratie chrétienne de Frei au Chili, ou en Italie, ou celui du PSC-CVP en Belgique. Mais ces partis ne sont pas des partis dans lesquels un secteur de la direction défend les intérêts capitalistes et un autre, ceux de la classe ouvrière. Ils ont une certaine base populaire, mais la direction est une direction de classe, qui défend les intérêts de la bourgeoisie, dont elle fait elle-même partie. Il faut rompre ces partis ! Cette rupture se fait déjà dans la pratique, dans les actions massives de la classe ouvrière, en Italie, ou en Belgique. Les ouvriers qui, en Italie, votent pour la démocratie chrétienne, sont unis dans les luttes aux socialistes et communistes et agissent comme une partie de la classe ouvrière, dans le but de liquider le capitalisme. C'est une erreur de croire qu'on peut changer cette direction qui est capitaliste, mener une lutte au sein du PSC pour que les ouvriers aient la majorité de sa direction en changent le caractère de ce parti. Comment pourra-t-on limoger Vanden Boeynants de la direction du PSC ? malgré les ruades dans les brancards, de certains démocrates chrétiens, la politique, et l'action du PSC-CVP reste et restera celle de la défense des grands sociétés capitalistes, des sociétés multinationales qui saignent le pays, de défendre le grand capital contre la classe ouvrière, et elle le fera en cherchant à détruire les conquêtes de la classe ouvrière, comme la liaison des salaires à l'index, la sécurité sociale etc...

Le problème se pose alors : comment appliquer le programme que préconisent la J.O.C.

(Suite page 4)

ACQUITTEMENT AU PROCES D'HANREZ

Tous le 1er octobre au tribunal de Charleroi à 9 hs.

L'ACCORD REACTIONNAIRE ENTRE KISSINGER-ISRAEL - EGIPTE CONTRE LE PROGRES DE LA REVOLUTION AU MOYEN-ORIENT

3-9-75 J. POSADAS

L'accord entre les Yankees, Israel et l'Egypte répond à une manoeuvre et un jeu de l'impérialisme pour couper court à l'influence soviétique en Egypte, élever la fonction de la propriété en Egypte, développer une offensive sur la base d'u rôle plus grand de la propriété privée. Kissinger n'a pas rempli cette tâche pour les 10 mètres de terre poussiéreuse pour lesquels ils ont signé, mais pour utiliser le recul que connaît actuellement l'Egypte. Ils ont fait cet accord pour donner de l'autorité à Sadate ou à celui qui va le remplacer et préparer des mesures de restauration de la propriété privée.

Cet accord sert à renforcer les cercles réactionnaires, capitalistes, pour préparer la guerre et couper la route à la révolution au Moyen Orient, à l'influence soviétique, et celle de la révolution. Pour y arriver, ils s'appuient sur la bourgeoisie égyptienne, qui est la plus puissante du Moyen-Orient. Tel est le but de cet accord.

Les israéliens et les égyptiens ont besoin de cet accord pour faire avancer cette politique ; ils veulent faire passer les bateaux sur le canal de Suez pour diminuer le prix du transport du pétrole et, de cette manière, faire pression sur les pays arabes pour faire baisser leurs prix. Le transport par le canal fait baisser les prix de manière très importante. D'autre part, l'impérialisme a besoin de soutenir Israel, telle qu'elle est maintenant. Israel est un point clé pour l'impérialisme. Il n'a aucun poids social, économique, commercial. Mais il a un poids militaire important du fait de la faiblesse militaire et politique des pays arabes.

Cet accord fait partie d'une politique de l'impérialisme en préparation de la perspective de guerre. L.objectif immédiat vise à barrer la route à l'avance de la révolution au Moyen Orient, encourager la propriété privée, arrêter les étatisations, le progrès social, les luttes des masses, et même, éliminer la pression militaire des Palestiniens qui joue un rôle énorme au Moyen Orient. En dépit de leur situation de faiblesse, les Palestiniens ont une immense force, parce qu'ils représentent une nécessité historique, une volonté de combat qui a un grand poids au Moyen Orient. Ils représentent une nécessité historique, même si la solution de leurs problèmes pourrait être autre que celle qu'ils préconisent. L'impérialisme a besoin de toute cette zone, des Israéliens, pour faire la guerre. Israël n'a aucune importance économique ni sociale. Il ne présente qu'un intérêt militaire pour l'impérialisme.

L'accord signé avec Kissinger s'est heurté à beaucoup de difficultés en Israël, de la part de la droite et de l'extrême droite : ces secteurs n'étaient pas opposés à un accord, mais ils ne voulaient pas accepter de faire des concessions à l'Egypte. Cette dernière en avait besoin pour pouvoir, à son tour, ce concilier les ailes centristes, modérées, de l'armée et de la bourgeoisie. Mais la droite israélienne veut tout. Elle veut porter un grand coup.

Elle est opposée à l'accord entre les hautes couches de la bourgeoisie égyptienne et israélienne parce qu'elle est laissée de côté, et considère que cela ne convient pas aux futurs intérêts économiques d'Israel, ou à sa conception économico-militaire. Cette opposition n'est pas due à des divergences historiques, sur le fond des problèmes, mais à des intérêts de secteurs qui ont accumulé une série de richesses et de conceptions, qui croient être les véritables maîtres et représentent politiquement certaines couches de la grande bourgeoisie israélienne. Les secteurs qui ont signé, pensent pouvoir gagner du temps et reprendre du souffle, grâce à un tel accord. L'impérialisme utilise aussi bien un secteur que l'autre.

Si l'impérialisme voulait faire la paix, il cesserait de donner armes et argent à Israël. Et tout serait terminé. En moins de six mois Israël s'épuise. Les Soviétiques devraient poser le problème de cette manière. Ils ne le font pas. Nous appelons les Etats ouvriers, l'Union Soviétique, la Chine, Cuba, les partis communistes à faire cette dénonciation. Si l'impérialisme cessait de fournir des armes, de l'argent, du matériel, Israël est liquidé. Israël n'a rien d'un pays opprimé. C'est lui qui en opprime d'autres, qui commet des assassinats au Liban, en Syrie, en Irak, Egypte. C'est lui qui est un assassin. Ce "problème de l'existence d'Israël" est complètement fictif.

L'accord qu'ils viennent de signer convient à la bourgeoisie égyptienne, car il lui permet de contenir le processus de nationalisations, de le faire reculer et de maintenir le régime de propriété privée. Telle est la base de leur accord. L'Egypte en avait besoin, car il y a dans ce pays des éléments d'une très grande crise.

Il est important d'observer l'attitude des Soviétiques. Ceux-ci ne se sont pas encore mêlés au problème directement, mais ils vont devoir changer de politique. Il n'y aucun accord entre Soviétiques et Yankees derrière cette action de Kissinger. C'est faux de poser cela. La "détente" n'a rien à voir là-dedans. Les préparatifs des Yankees sont clairs et nets. Tous les pas qu'ils font sont destinés à promouvoir le retour à la propriété privée.

Il faut répéter constamment : Israël n'a aucune valeur du point de vue économique, social, ni pour faire des inveestissements. Sa seule valeur est militaire. Les Soviétiques ne vont pas pouvoir s'en tenir à la position actuelle. Ce processus va avoir des conséquences à l'intérieur de l'URSS. Il faut donner beaucoup d'importance au fait que les Liojens ont défilé avec des Migs soviétiques et avec les Palestiniens. Il faut appeler à une mobilisation du mouvement ouvrier mondial contre ces accords : Les Yankees hors du Moyen Orient !

Cet accord affirme le principe de la présence des Yankees au Moyen Orient, qui équivaut à une intervention directe, faite avec le consentement des Egyptiens. A l'intérieur de l'Egypte il va y avoir des réactions très grandes contre cela. Il faut appeler le mouvement ouvrier mondial, les partis communistes, les partis socialistes, nationalistes, catholiques, militaires, à s'opposer à cet accord et à faire une mobilisation mondiale pour expulser Israël des territoires arabes occupés. Il faut appeler à un mouvement pour expulser Sadate et toute cette croûte de bourgeois égyptiens alliés de l'impérialisme ; appeler à des nationalisations, à faire un accord avec les masses d'Israël avec les partis communiste, socialiste, la gauche israélienne, pour former une fédération, incluant le droit d'existence pour Israël sur la base d'une planification économique d'ensemble. La solution de ce problème est une Fédération Socialiste, qui permettra d'en finir avec toutes les divergences. Il faut appeler tous les partis communistes, socialistes, les centrales ouvrières, les syndicats, le mouvement catholique de gauche, nationaliste, militaire, à se prononcer en ce sens. Il faut donner leurs terres aux Palestiniens et faire une Fédération avec la Jordanie et les autres pays arabes. Voilà la réponse à cet accord.

3/9/1975
J.POSADAS

LA GREVE DES CHEMINS DE FER EN ITALIE

23-8-75 J. POSADAS

(Extrait d'une lettre à la section Italienne).

La dispute entre le Parti communiste, les syndicats et ces groupes « autonomes » (*) est ce qu'il y a de plus important dans cette grève. Ces groupes, comme les fascistes, n'ont aucune force. Ils vivent comme reflet de la résistance, de la protestation vis-à-vis du PC, du PS, des syndicats de la part des ouvriers socialistes et communistes. Voilà de quoi ils vivent.

S'ils parviennent à vivre ainsi c'est qu'il en existe les raisons. Air, et oxigène les alimentent. A l'inverse, ils ne pourraient vivre. Les ouvriers veulent et sont disposés à obtenir des conquêtes très supérieures à ce que leur direction syndicale et politique leur permet. Aussi prennent-ils dans certains lieux, dans certaines circonstances, dans certaines conditions ce qui leur permet d'intervenir et de décider.

Tel est le cas de la mobilisation des chemins de fer en Italie. Ce n'est pas la première fois que cela arrive. Les fascistes interviennent ainsi que des secteurs liés au capitalisme, ou des groupes agissant en fonction de leurs intérêts propres, de castes, en vue d'obtenir des avantages. C'est aussi le cas de ceux qui demandent des augmentations de salaires qui leur soient exclusives. Ils utilisent la volonté de lutte de la branche, la protestation du fait de l'immobilité et de la passivité des directions syndicales, pour faire des propositions, en partant de quelques revendications concrètes.

Les directions syndicales, la CGIL (communiste), la CISL (démocrate-chrétienne), l'UIL (socialiste) ont un programme qui les assujetisse, car s'ils allaient de l'avant, ils renverseraient le gouvernement. Voilà pourquoi ils diffèrent les grèves et les contiennent.

Dans le cas de cette grève des chemins de fer, il ne s'agit pas d'aller à l'encontre d'une impossibilité du gouvernement ou de l'administration ferroviaire pour céder, mais de ce que de telles mobilisations auraient une portée bien plus élevée. Aussi cherchent-ils une soupape dans un simple mouvement de revendications.

L'effet logique de ce mouvement, montrant que les conditions du triomphe sont réunies, est que le gouvernement qui refusait de discuter, le fait maintenant. Hier, il ne voulait pas. Aujourd'hui, il discute. Le triomphe n'est pas des fascistes qui ont perdu, bien qu'ils aient voulu tirer profit de ce mouvement. Ils ne le peuvent. Ils ne pourront jamais tirer aucun profit du mouvement ouvrier.

Face à l'activité de ce syndicat « autonome » et de la CISNAL fasciste, les communistes et les socialistes doivent répondre avec un mouvement et des propositions. D'autres grèves ont déjà eu lieu où les ouvriers sont sortis aux côtés des « autonomes », dans la mesure où leur direction ne les appuyait pas.

Ce mouvement indique en même temps la nature du secteur ferroviaire et la centralisation des masses. Cette nature conduit un petit nombre à pouvoir paralyser l'ensemble du service : machinistes, personnel administratif. La concentration du fonctionnement du réseau ferré le permet.

Un autre aspect est la discipline du prolétariat qui n'a pas accompagné ce mouvement. Il ne s'est pas laissé intimider, entraîner, mais a suivi avec attention, sans condamner la grève. Aucune assemblée importante n'a condamné la grève, ce qui montre que les conditions existaient pour la déclencher. Même le dernier communiqué du Parti communiste italien et des syndicats est assez flexible ; très très flexible. Ils doivent reconnaître que la grève n'est pas fasciste, mais « dirigée par des secteurs liés aux fascistes », ainsi que par les « autonomes » qui ne sont pas fascistes.

Cette discussion des cheminots va avoir des conséquences dans le mouvement syndical. Les « aboyeurs » du gouvernement italien prévoient qu'en septembre ou octobre se produiront une grande quantité de grèves. Le gouvernement cherche à profiter d'une des plus importantes conséquences de cette grève, à savoir que les communistes ont laissé la voie libre pour que l'armée intervienne dans un conflit syndical. La CGIL aussi. Si cela n'a pas eu de succès, c'est parce que le gouvernement a trouvé au sein même de l'armée, des soldats, des résistances.

La base ouvrière était aussi décidée à s'y opposer en faisant une révolution. C'est la raison pour laquelle le « génie militaire » (branche de l'armée qui s'occupe en Italie de constructions publiques) est à peine intervenu. L'intervention a rencontré une énorme résistance dans la base ouvrière.

Le devoir de la CGIL et des communistes était de discuter ouvertement avec ces mouvements, en faisant des propositions sur la manière d'agir. Par contre, pour maintenir l'autorité de « leur syndicat », de « leur CGIL », ils ont préféré une alliance avec le gouvernement ; une alliance non déclarée, mais qui a laissé à ce dernier la possibilité d'intervenir. Tout cela va avoir un grand écho dans le mouvement ouvrier qui va discuter et tirer des conclusions.

Les communistes s'opposent à la réglementation des grèves dans les services publics. Ils ont cependant fomenté avec de telles positions l'intervention de l'Etat dans la grève des chemins de fer. Tout ce que fait le gouvernement n'est pas nouveau. C'est un vieux truc.

La fête du Drapeau Rouge et la nécessité d´une politique révolutionnaire du parti communiste.

Nous proposons de faire un bilan critique de la Fête du Drapeau Rouge, en même temps que nous saluons tout l'effort et la préoccupation des militants du Parti Communiste pour mettre sur pied et réaliser la Fête. Nous croyons toutefois qu'elle était trop peu politique.

Les stands comportaient surtout de quoi boire et manger. Et ceux qui informaient sur les Etats ouvriers, présentaient surtout la production automobile et technique des différents pays socialistes. Cela montre, de fanon très limitée, la supériorité sociale des Etats ouvriers. On ne montrait pas l'importance historique de la victoire du Vietnam sur l'impérialisme, de la révolution socialiste au Portugal, on ne montrait pas le développement de la discussion, de la polémique théorique au sein du mouvement communiste mondial, les prises de position des Soviétiques, telles que celles qui ont paru dans La Pravda sur la dictature du prolétariat.

Le public de la Fête ne s'est pas élargi. Ce sont toujours les mêmes camarades qui viennent. Il faut tout de même se demander pourquoi ? les militants communistes se le demandent. Il y avait peu dè jeunes, de lycéens, étudiants, de jeunes travailleurs, non communistes. La raison principale se trouve à l'extérieur de la fête elle-même ; elle réside dans la politique générale du Parti Communiste, dans le fait que le PCB n'intervient pas ou très peu, dans les luttes quotidiennes de la classe ouvrière, des étudiants, de tous les milieux de la population travailleuse qui manifestent de toutes les manières leur mécontentement, qui veulent charger la société.

La raison du manque de dynamisme, d'enthousiasme, de passion dans la Fête provient du manque d'intervention conséquente du PC dans les usines, les quartiers, dans le mouvement syndical, dans l'organisation du front de la gauche en Belgique, dans l'organisation de la solidarité avec la révolution portugaise. Si le PC intervenait avec une politique révolutionnaire, dans les grèves de la classe ouvrière, comme à Hanrez, à Glaverbel, Kéramis ; en cherchant à organiser avec l'anvant-garde ouvrière une gauche syndicale, contre la bureaucratie syndicale, en proposant un programme anti-capitaliste pour répondre, il pourrait gagner une autorité importante et les ouvriers et les jeunes viendraient à la Fête du Drapeau Rouge également.

Quand le PC, ou les JC organisent une activité culturelle révolutionnaire, beaucoup de gens viennent. Il faut se rappeler la journée anti-impérialiste du 29 mars de la JC qui fut un succès, car le centre de la journée était la lutte anti-impérialiste, anticapitaliste. Toutes les discussions, les stands, les films étaient basés sur les thèmes : Vietnam, Chili, Portugal, Belgique, avec des débats, des discussions. C'était un exemple, malgré la limitation que signifiait l'attitude bureaucratique d'une partie des JC quand ils se sont battus avec les "gauchistes", qui sont aussi des militants révolutionnaires.

Nous invitons les camarades de la JC à intervenir pour impulser le Parti à organiser la Fête du D.R. de la même façon. La Fête du DR doit être un centre où les gens doivent sentir les militants communistes passionnés, enthousiastes pour défendre les idées, pour discuter, argumenter et convaincre, gagner des militants, sur la base des idées, de la conviction de la supériorité des Etats ouvriers, de l'URSS. Pour cela, il faut aussi un parti dynamique, qui vit, discute, fonctionne en cellule, non par obligation, mais pour être lié au sentiment, à la volonté de la classe ouvrière, de la population, de changer la société.

Notre Parti a participé à cette fête. Bien que nous avons du rester à l'exterieur, en vendant les textes du cde J. Posadas et notre journal "Lutte Ouvrière". La vente importante et les discussions que nous avons eues avec les camarades communistes ; démontrent que les militants veulent avancer et faire progresser le Parti, et, en partie comprennent également que notre rôle est d'impulser le Parti Communiste, et non le briser, pour réaliser le front de la gauche en Belgique avec la gauche socialiste et chrétienne.

Le PC est un petit parti, mais le nombre n'a pas d'importance. Il peut être petit mais agir comme direction politique, en donnant des idées, pour organiser la gauche socialiste et la gauche chrétienne, en faisant des discussions publique et fraternelles, sur tous les problèmes d'actualité, dans lesquelles toutes les tendances doivent intervenir. Si le PC développe une telle activité tous les jours, la

Fête du Drapeau Rouge sera aussi un centre politique, une journée attractive, culturelle révolutionnaire, pleine de discussions passionnées, de fraternité communiste. Il ne faut pas avoir peur de discuter des divergences, de tous les problèmes, des différences entre les différentes tendances, si même dans le mouvement communiste mondial, des discussions bien aigues existent comme celle qui se développe entre le PCUS, le PCI, le PCE, le PCG. Pourquoi ne pas discuter tout cela dans la Fête du Drapeau Rouge ?

Nous appelons tous les camarades communistes à faire un bilan critique de la Fête du DR, et discuter pourqoui elle n'attire pas plus de jeunes, de militants ouvriers, et à développer la vie théorique et politique, l'activité des cellules, des sections dans tous les centres de la classe ouvrière et de la population exploitée.

LE SOULEVEMENT DE LA CORSE ET LA LUTTE DE CLASSES.

3-9-75 J. POSADAS

Quand un mouvement comme celui de la Corse éclate au sein du capitalisme français, c'est parce que la société bourgeoise est désintégrée. L'état n.a plus d'autorité centralisée, chacun fait ce qu'il veut. La société capitaliste n'a pas été capable de résoudre les problèmes historiques d'arrièement, tel que celui des nationalités. C'est pour cette raison que ces mouvements évoluent dans un état de revendications locales arriérées, qui retardent le processus économique et scientifique de l'histoire. La faute n'en revient pas à eux, mais aux directions.

La question essentielle soulevée par la naissance de ce genre de mouvements, qui défendent des revendications locales, est la perte de confiance dans la centralisation capitaliste. Par conséquent, l'intérêt local, individuel, prédomine. Ce manque du confiance, d'assurance dans la relation et le développement capitaliste, indique que le système capitaliste n'est plus capable de centraliser, développer la science, la technique, léconomie, les nationalités. La France est u des pays les plus évolués du point de vue de la science et de la culture : cependant il y surgit un tel mouvement. Ce ne sont pas des mouvements arriérés, mais des protestations sociales qui prennent de telles voies. Les secteurs les plus arriérés demandent la séparation et ils rencontrent un appui populaire parce qu'ils unissent cette revendication à d'autres telles que la recherche d'élévation du niveau de vie, la réforme agraire. Le besoin de protestation sociale, qui cherche à élever le niveau de vie, s'appuie sur ces mouvements.

La bourgeoisie corse, les grands propriétaires, sont liés à la grande bourgeoisie française, et italienne également. Ils ont intérêt à exploiter ce mouvement, en fonction de leurs propres intérêts économiques, sociaux et politiques. Ils veulent obtenir des avantages de l'impérialisme français en pensant sur lui et en demandant l'indépendance de la Corse, pour pouvoir ensuite la marchander. Ils profitent ainsi de la protestation des ouvriers, des paysans – qui luttent pour élever leurs conditions de vie. Ils essaient d'en tirer profit pour eux-mêmes. Mais les ouvriers et les paysans n'ont rien à voir avec eux. Il faut exproprier tous les grands propriétaires, leur prendre la terre et la donner aux paysans pour la travailler collectivement. Etendre cette mesure à toute la France.

Le mouvement communiste et socialiste doit accueillir ces protestations, en comprenant leur signification sociale historique. Concrètement, il est vrai que la revendication de séparation n'a pas de sens. Il ne faut pas s'y opposer en disant que ce serait un mal irréparable, mais en montrant qu'elle n'a pas de sens. Il faut proposer de prendre le pouvoir et résoudre ce problème en l'unissant à celui de toute la France : pour une France socialiste. Mais les communistes et les socialistes ne disent pas un mot ! C'est une absurdité qu'il existe des mouvements de revendications régionalistes, dans un pays aussi développé scientifiquement, culturellement et économiquement. C'est absurde. C'est l'indice de la méfiance envers le système capitaliste, et du manque de direction politique, de perspectives, d'objectifs. Cette situation stimule les eentiments régionaux, séparatistes. La perspective socialiste unifie. On le voit dans l'exemple des Etats ouvriers d'Europe, de l'Union Soviétique, de la Chine.

Il faut proposer d'appuyer les mobilisations en Corse contre le pouvoir central, contre le capitalisme, les revendications de réformes agraires, de salaires, de prix, de droits démocratiques. Il faut proposer aussi de faire un gouvernement socialiste en France, pour résoudre ce problème au travers de l'unité de la France, qui permettra d'élever la capacité économique, scientifique, culturelle. Dans la situation actuelle, la revendication de la Corse affaiblit et diminhe cette capacité. La solution pour la Corse est unie à la solution politique pour la France : un gouvernement d'Union Populaire, un gouvernement de gauche, qui va vers le socialisme en exproprianl le capitalisme.

3/9/75 J. POSADAS

La grève des chemins de fer en Italie

Tout cela montre qu'ils doivent affronter une situation mûre pour une très grande impulsion. Le mouvement ouvrier qui n'a pas de politique n'en profite pas, par peur d'être déplacés, par peur que la lutte ne se généralise. C'est là une autre conclusion de cette petite grève.

J. POSADAS, 23 août 1975

(*) Syndicats non affiliés aux Fédérations de la CGIL, de la CISL, de l'UIL.

ABONNEZ-VOUS A LUTTE OUVRIERE

PRESSE TROTSKISTE

ALGERIE
REVOLUTION SOCIALISTE - Organe du Groupe IVe Internationale.
ALLEMAGNE
ARBEITER STIMME - Organe de la section allemande de la IVe Internationale.
Paul SCHULTZ - Postfach 4392, Frankfurt/M - 16.
ANGLETERRE
RED FLAG - Organe du Revolutionary Worker's Party, 24, Cranbourn Street, Leicester Square, Londres.
ARGENTINE
VOZ PROLETARIA - Organe du Partio Obrero (T).
BELGIQUE
LA LUTTE OUVRIERE - Organe du Parti ouvrier révolutionnaire (T), C Polet - B.P. 273 Charleroi I.
BOLIVIE
LUCHA OBRERA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (trotskiste).
BRESIL
« Frente Operaria »
Organe du Partido Operario.
CHILI
LUCHA OBRERA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (T).
CUBA
VOZ PROLETARIA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (T) - Montes 12, ap. 11, Piso 2. Habana (Cuba).
EQUATEUR
LUCHA COMMUNISTA - Organe du Partido Communista Revolucionario (T).
ESPAGNE
LUCHA OBRERA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (T).
GRECE
KOMMUNISTIKIPALI - Organe du Parti Communiste Révolutionnaire (T).
ITALIE
LOTTA OPERAIA - Organe du Parti Communiste Révolutionnaire (T) Pietro Leone - Casilla 5059.
00153 Rome Ostiense.
MEXICO
VOZ OBRERA - Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire (T).
Jose L. Hernandez - Apdo. Postal - Num. 66-587, Mexico 12 DF.
PEROU
LUCHA OBRERA - Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire (T) Apartao 5044 Correo Central, Lima.
URUGUAY
FRENTE OBRERO - Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire (T) Montevideo.

LA CRISE DU CAPITALISME

EDITORIAL

(Suite de la page 1)

vrière. Mais ce ne sont plus elles qui décident de tout. Ni dans la direction syndicale, ni dans le PSB.

Partout les actions de l'avant-garde ouvrière s'organisent et imposent des progrès très importants. A Glaverbel Lodelinsart, les ouvriers ont décidé l'occupation de l'usine au finish pour empêcher la liquidation du four et mobiliser les forces ouvrières de la région pour exiger la reconversion des usines ou la création de nouvelles entreprises.

Cette action exprime la maturité qu'il y a dans la classe ouvrière : les patrons s'étaient déjà engagé à payer les ouvriers pendant deux ans avec leur salaire complet, en attendant de leur retrouver du travail dans les autres usines de verre. Les travailleurs rejettent cela parce qu'ils refusent d'être de futurs chômeurs, même si individuellement, ils y gagnaient du point de vue argent.

Voilà un exemple des sentiments et de la volonté de toute la classe ouvrière, de tout le pays ! Il faut soutenir et étendre à tous les secteurs, la résolution des assemblées des ouvriers verriers exigeant la nationalisation sous contrôle ouvrier de toute l'industrie verrière. Les problèmes sont les mêmes dans la métallurgie et dans la sidérurgie. Les syndicats doivent poser un plan de développement économique sur la base des étatisations et un plan d'action de la classe ouvrière pour les imposer !

Tout le monde sent que le système capitaliste est au bout du rouleau, qu'il ne sert à rien, que la propriété privée est une entrave au progrès et qu'il faut en finir avec le capitalisme et l'exploitation. Quand cette conclusion socialiste arrive dans tous les milieux, inclus le mouvement chrétien la démocratie chrétienne, les mouvements fédéralistes, c'est parce que les conditions sont très avancées pour un changement profond de la société.

Dans les manifestations et meetings du solidarité pour le Chili, des dirigeants démocrates chrétiene condamnent la politique de la DC au Chili, accusent le capitalisme international de ne pas tolérer de réformes et d'utiliser la violence pour défendre ses privilèges dans la manifestation pour le Chili, toutes les tendances se retrouvent dans un front unique de fait : il faut étendre ce front à la lutte directe contre le capitalisme en Belgique, s'appuyer sur toutes les luttes que la classe ouvrière mène sans arrêter, donner un soutien inconditionnel à ces actions et faire peser ces forces dans le mouvement syndical, dans le PSB, dans le PCB, ou la gauche chrétienne pour arriver à un front de la gauche. Il faut soutenir et appuyer les propositions des ouvriers de Glaverbel, d'étatiser l'industrie du verre, sous contrôle ouvrier, et d'organiser une assemblée générale des militants et délégués syndicaux du verre pour cette proposition, de convoquer aussi une assemblée régionale interproffessionnelle pour discuter comment, par quels moyens imposer concrètement ces mesures.

Plus que jamais, la classe ouvrière montre que le pouvoir vient des usines. Mais en même temps, toute cette force doit trouver sa continuation dans les organisations ouvrières, nationalement. C'est une lutte pour en finir avec le pouvoir capitaliste qui est engagée. Il faut imposer un gouvernement de gauche en Belgique pour appliquer un tel programme. Aucun gouvernement de coalition socialiste avec la bourgeoisie ne servira pour prendre des positions favorables à la population. Le refus du PSB de participer à un gouvernement avec le PSC, montre indirectement les conditions qui sont favorables pour imposer une alternative : non seulement un refus du gouvernement capitaliste, mais un gouvernement de gauche.

En effet, la tendance droitière et pro-capitaliste de Leburton et autres dirigeants, a de la force dans l'appareil. C'est pour cela que Leburton se permet de faire des déclarations publiques, au mépris de tout ce que pensent les ouvriers socialistes, sur sa collaboration à un gouvernement PSC.

Mais il est désavoué, toujours publiquement, par Cools qui revendique, non la solidarité qui devrait unir les dirigeants nationaux du PSB, mais l'opinion de la base socialiste ! Les masses socialistes ne veulent pas servir de base de manoeuvre pour aider le capitalisme à se tirer de sa crise ! Elles veulent en finir avec lui, elles le montrent dans les actions de tous les jours que fait la classe ouvrière.

Et cette volonté est incompatible avec une politique comme celle que veut Leburton et d'autres comme lui. Ils se croient les patrons du parti et de la classe ouvrière. Non seulement il faut les désavouer, mais les expulser du mouvement socialiste. Nous appelons la gauche socialiste à mener la lutte pour un programme anti-capitaliste et à faire campagne pour le gouvernement de gauche, montrant que il n'y a pas d'alternative dans le cadre du système capitaliste.

Le Portugal, tous les pays qui se libèrent de l'impérialisme, du fascisme, s'engagent dans une voie socialiste, il n'y a aucune autre possibilité de développer l'économie qu'en expropriant le capitalisme, en organisant le contrôle ouvrier et en développent les organismes de pouvoir ouvrier.

Au Portugal, les masses continuent dans cette voie, et aucune force réactionnaire du conciliatrice n'est parvenue à imposer un recul. Le nouveau gouvernement, qui a été formé pour concilier avec la bourgeoisie européenne, ne peut déclarer ouvertement qu'il est contre le programme socialiste. La classe ouvrière, les paysans, les étudiants, les militaires défendent ce qui a été conquis et structurent partout les comités, les conseils ouvriers, de quartiers pour affirmer le pouvoir de la classe ouvrière et se préparer à empêcher n'importe quel coup contre-révolutionnaire. Ce sont des expériences très importantes pour la Belgique, il faut organiser, maintenir et étendre partout, les comités de grève, les comités ouvriers, les comités de quartier qui organisent la démocratie ouvrière et qui ne se laissent pas intimider ou concilier comme les appareils des partis et des syndicats. Il faut discuter la nécessité du gouvernement de gauche, du front de la gauche pour l'imposer, et unir cette perspective avec toutes les luttes immédiates de la classe ouvrière.

22.9.75

LE CONGRES DE LA J.O.C.

(Suite de la page 1)

— et avec lequel nous sommes bien d'accord — si on n'a pas d'instrument, de stratégie pour pouvoir le réaliser Camarades de la J.O.C., vous dites "qu'il faut provoquer le changement radical de la société par des actions concrètes qui entraînent un processus de prise du pouvoir". Complètement d'accord. Mais comment le faire ? une des bases, est la mobilisation des syndicats contre les attaques que fait le capitalisme au pouvoir d'achat, à la démocratie syndicale, contre les licenciments de délégués combatifs ou de militants révolutionnaires. Le plus souvent il le fait grâce au sabotage ou à la trahison des directions syndicales. Par exemple : de nombreux mandats syndicaux ont été retirés à délégués combatifs ; mais aucun n'est repris aux vieux bureaucrates, qui ne font rien pour la classe ouvrière depuis des années. Pourquoi les mandats des délégués appartiennent-ils aux fédérations syndicales ? ce sont les ouvriers qui choisissent leurs délégués et qui doivent pouvoir en changer quand ils le décident, dans les assemblées. Il faut donc lutter pour éliminer dans le syndicat tout ce fonctionnement féodal, où les dirigeants sont des patrons. Il faut discuter pour organiser une gauche syndicale, disposée à mener cette lutte, à diriger la mobilisation de la classe ouvrière, à réaliser véritablement le front commun des travailleurs FGTB et CSC.

Un autre aspect qui est fondamental, pour mener de l'avant le programme de propose la JOC, c'est qu'il faut organiser un parti chrétien de gauche qui adopte ce programme et des méthodes de lutte anti-capitalistes. Il faut dénoncer l'ensemble de la politique du PSC-CVP, qui est capitaliste, et qui ne défend pas les besoins de la base populaire qui vote encore pour lui. Mais le MOC, la JOC, la CSC ne suivant pas encore une ligne conséquente, de dénonciation de cette politique bourgeoise. Ils ont encore une politique inconsistante. Par exemple, le plan de Vanden Boeynants pour faire une armée de métier en Belgique, n'est pas le résultat de sa mauvaise politique personnelle, mais de la nature capitaliste du Parti Social Chrétien. Ce n'est pas un individu qui est en cause, mais les objectifs de ce parti, qui fait partie de la structure même du régime capitaliste. On maintient des illusions en croyant qu'on peut le changer, chasser cette direction : en Italie, les dernières élections ont bien montré dans quelle crise se trouve la DC, qui ne pourra pas, pour autant, devenir anti-capitaliste. Au Portugal le CDS et la hiérarchie de l'église, ont montré quel rôle ils jouent, comme vous l'avez dénoncé à juste titre. Il faut s'atteler à cette tâche de construire un parti chrétien de gauche.

Il y a des bases formidables pour le faire, au sein du MOC, de la Démocratie Chrétienne, et du syndicat également. Il y a, bien sûr les pourris bureaucrates, mais la tendance de gauche zyndicale avance beaucoup. Nous saluons toute son action, nous saluons les militants et les délégués syndicaux de la CSC du Brabant Wallon qui ont mené toute la lutte contre "le Parisien Libéré", qui ont envoyé une délégation de solidarité des travailleurs belges à la manifestation des ouvriers de l'imprimerie de Paris, qui mènent la lutte chez Kéramis, dans de nombreuses entreprises. Ce sont des exemples d'un courant plus large, qui se trouve aussi dans la FGTB, et qu'on peut unifier sur la base d'un programme anti-capitaliste, avec la perspective de construire le parti chrétien de gauche.

Malgré toute la crise et les conflits, les affrontements entre les secteurs démocrates-chrétiens et la direction PSC, on a vu le résultat : la direction bourgeoise a décidé, et s'est imposée. C'est la nature de calsse du PSC-CVP.

Nous appelons les camarades de la JOC, de la CSC, du MOC, dans ce congrès, à approfondir la discussion et le programme, et en même temps, à proposer un plan d'action immédiate pour la démocratie syndicale, contre les licenciements, contre le chômage, contre le plan de "relance" du capitalisme. La CSC, la gauche syndicale, ne doit plus tolérer que les délégués syndicaux soient les premiers à faire des heures supplémentaires. Il faut se mobiliser pour imposer la diminution du temps de travail, les 36 heures sans perte de salaires, appeler les délégués chrétiens à faire des assemblées dans les usines pour en décider.

Dans le monde entier, l'humanité cherche à éliminer l'exploitation, la soumission, l'oppression, à élever les relations humaines, les relations dans les familles, entre les hommes, les femmes, les enfants. L'entrave essentielle de ce progrès, est l'existence de la propriété privée, de l'exploitation capitaliste. Cette tâche est la plus belle parce qu'elle ouvre la porte à la vraie historie de l'humanité, pour qu'elle ne doive plus passer sa vie à lutter pour ne pas mourir de faim, à faire la guerre, mais pour qu'elle puisse construire des relations de dignité humaine. La classe ouvrière dans le monde entier cherche à le faire, des pays les plus ',avancés" aux pays dits les plus arriérés.

Nous appelons les camarades de la JOC à dénoncer la politique du PSC-CVP, et chercher des points d'appui dans le MOC, dans la CSC, pour faire campagne pour former le Parti chrétien de gauche. Cela donnera une base beaucoup plus claire et concrète pour construire le front de la gauche en Belgique, pour imposer, au travers de la mobilisation des masses, un gouvernement de gauche qui prendre des mesures anti-capitaliste, et prépare la voie pour construire cette société socialiste que la JOC se donne comme objectif.

LIBERTÉ EN ESPAGNE

A BAS FRANCO !

Ed. resp.C. Pôlet
51A, rue Garibaldi 1060 BRUX

Lettre du Camarade J. POSADAS

LA SEPARATION DE GONÇALVEZ ET LA CRISE DE LA REVOLUTION PORTUGAISE (6 Septembre 1975)

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

LUTTE OUVRIERE

Abonnement 12 num. . . 70 F
Abonnement 24 num. . . 150 F
Abonnem. de soutien . 300 F
Correspondance :
B. P. 273 - Charleroi
C.C.P. : 9762.34 de C. Pôlet.

ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE — IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 FB 14e ANNEE - N° 251 Le 9 octobre 1975 - HEBDOMADAIRE

SOMMAIRE

Les militaires, le progrès de l'histoire et le marxisme.
11/6/75 J.POSADAS

La gauche syndicale : instrument pour organiser la lutte du prolétariat.

Réalisation du Xe Congrès Mondial de la IVe Internationale.

Communiqué de presse : sur les assassinats en Argentine.

Non au plan de relance capitaliste Front-unique pour une solution socialiste de la crise

Il n'y a rien de bon dans le plan de relance du gouvernement. Un de ces objectifs principaux est de supprimer la liaison des salaires à l'index et d'imposer, de fait un bloquage des salaires jusqu'en 1976. L'index ne reflète déjà pas complètement la diminution du pouvoir d'achat. Malgré cela ils veulent encore le supprimer. Malgré tous les mensonges de Tindemans sur le bloquage des prix, tout le monde sait bien, de l'écolier à la ménagère, que tout continue à augmenter pour les familles des travailleurs.

Ce plan de relance va encore favoriser plus les grandes entreprises, qui travaillent pour l'exportation et leur donner des subsides qui ne vont pas pouvoir stopper les pertes d'emplois. Au contraire, ils vont servir pour que ces entreprises soient plus "compétitives". Cela veut dire des rationalisations, des concentrations et donc de nouvelles pertes d'emplois. Comme vient de l'annoncer le patron de la sidérurgie de Charleroi, Frère, il y aura encore 4.000 emplois de moins dans les prochaines semaines. La base de la restructuration consiste à diminuer l'emploi. Le gouvernement de Tindemans ne fait que se mettre au service de cette politique du grand capital parce qu'il n'en a aucune autre à proposer et que ce n'est pas son intérêt d'en changer. Les nouvelles taxes prévues, entre autres sur les allocations de chaômage pour les chômeurs non chefs de famille, vont représenter un apport de 4 mille millions au budget de l'Etat. Ce sont encore des milliards qui vont sortir de la poche de la classe ouvrière pour aller aux trésoreries des grandes sociétés capitalistes, qui vont continuer leur rationalisation et continuer aussi à empocher des bénéfices qui ne seront pas contrôlés.

Le capitalisme veut fermer des dizaines d'usines et mettre encore des milliers d'ouvriers sur le pavé. La classe ouvrière, en absence de réponse du Parti Socialiste et du Front Commun Syndical pour donner une riposte d'ensemble, prend des initiatives, occupe les usines, fait des grèves, met l'entreprise en fonctionnement sous contrôle ouvrier. A Nivelles, les travailleurs occupent toujours leur entreprise chez Chrysler. A Charleroi, les ouvriers de Glaverbel Lodelinsart ne se sont pas démobilisés, après la signature d'un accord, pour montrer qu'ils ne font pas confiance dans les promesses et sont prêts à employer d'autres moyens pour imposer leurs revendications. Cet accord a déjà été obtenu grâce à l'action résolue des ouvriers qui ont "pris en otages" tous les négociateurs, tant les représentants gouvernementaux que patronaux, en déclarant que personne ne sortirait tant qu'on ne propose pas une solution concrète. C'est ainsi que le gouvernement a subitement "découvert" la possibilité de créer une initiative publique à Charleroi pour donner du travail à 400 ouvriers d'ici deux ans. Ils doivent ainsi reconnaître l'incapacité du capitalisme à répondre aux besoins des masses ; mais c'est une solution tout à fait boiteuse et qui ne va pas s'appliquer avec un gouvernement capitaliste. Pour la réaliser effectivement, il faudra un gouvernement de gauche dans le pays et non seulement prendre des initiatives publiques, mais aussi étatiser l'industrie verrières : en effet une entreprise publique si elle existe au milieu du marché capitaliste, ne peut pas subsister (Val-Saint-Lambert est là pour le montrer !) Mais toute cette situation met plus en évidence encore la crise totale du capitalisme et fait sentir à la classe ouvrière sa force et son assurance. Les pays de la CEE n'arrivent même pas à se mettre d'accord sur le prix des carottes ou du vin, tandis que la classe ouvrière se sent capable de faire fonctionner elle-même les entreprises.

L'occupation de l'entreprise de jus de fruits "les sources de Thill" en est un nouvel exemple. Les travailleurs organisent la production et la vente eux-mêmes. Tous ces mouvements, ces actions sont une mesure de la combativité, en même temps que de la résolution de la classe ouvrière d'en finir avec le capitalisme. Cette décision existe ! Dans ces actions, la classe ouvrière se sent plus forte que tout l'appareil économique du capitalisme. Comment ne pas s'appuyer sur cette combativité et résolution, qui va des métallurgistes aux bateliers, en passant par les femmes d'ouvrage. On l'a vu aussi ces derniers jours dans les mouvements de solidarité avec le peuple espagnol. Une telle réponse dans toute l'Europe montre que la classe ouvrière se sent unifiée contre le capitalisme. Par contre le capitalisme, au travers de Tindemans, doit discuter avec des directions des partis communistes, ou de la Chine, ou avec le capitalisme européen. Il doit discuter et chercher à négocier avec les représentants des masses communistes qui se préparent, elles, à en finir avec le capitalisme. Cela montre toute sa faiblesse.

Face à cette crise mondiale du capitalisme, dont la Belgique est un des points faibles, le PSB ne propose pas de programme, de politique pour réaliser la transformation de la société. Une partie des dirigeants, au contraire, ne renonce pas à négocier un accord pour participer à un gouvernement de "salut national". De nombreuses fédérations se sont opposées à cela. Mais quel est le programme ? la perspective ? quelles sont les mesures à prendre immédiatement ? La gauche socialiste doit voir que pour faire bouger tout cet appareil, il faut trouver plus de forces dans la base socialiste, en particulier dans les sections d'entreprises. C'est un progrès très important que, pour la première fois dans un congrès PSB, les sections socialistes d'entreprises prennent la parole au nom de leur usine ; et elles prennent des positions avancées et de lutte. C'est lá qu'il faut discuter, avant tout, des mesures à prendre contre le capitalisme et pour riposter à sa crise. Les changements dans les partis ouvriers ne viennent pas de la volonté de la direction mais de la résolution des masses qui les obligent à changer. Pour cela les sections d'entreprises sont une base d'appui pour organiser la gauche socialiste. Face à la crise, il faut appliquer la diminution du temps de travail à 36 heures sans perte de salaires, immédiatement. Mais il faut organiser des assemblées dans les entreprises pour réaliser cette action.

Le capitalisme ne va pas accepter des mesures pareilles, sans qu'on les lui impose par la force. C'est la classe ouvrière qui en dispose, en se mobilisant ? En même temps il faut un plan d'étatisations de toutes les entreprises en crise et de toutes les usines importantes du pays et les mettre en fonctionnement sous contrôle ouvrier. Mais pour l'appliquer à tout le pays, il faut un gouvernement disposé à le faire : un gouvernement de gauche – PSB, PC, gauche chrétienne – avec un programme anticapitaliste. Tout le reste, c'est une collaboration de classes que la classe ouvrière ne va pas accepter. Elle est très critique vis–a–vis de sa direction, tout en restant centralisée dans le Parti Socialiste. Il faut organiser la mobilisation des masses. 6/10/75

le congrès du PSB

PASSER DE L'OPPOSITION AU GOUVERNEMENT A UN PLAN D'ACTION POUR UN GOUVERNEMENT DE GAUCHE

Les congrès des différentes fédérations ont été un reflet de la résistance de la classe ouvrière, de son refus de payer les conséquences de la crise du capitalisme : partout où ils ont pu intervenir les travailleurs socialistes on fait part de cet état d'esprit qui existent dans les masses. Pour la première fois, les sections d'entreprises – qui sont en train de se développer – ont conquis le droit de parole dans un congrès, en tant que telles et ont exprimé clairement qu'il n'est pas question de "partager les sacrifices" et que le capitalisme doit payer cette crise lui-même car il en porte toute la responsabilité. Le prochain congrès national, pour ne pas se séparer de la base socialiste, ne pourra pas accepter la moindre participation au gouvernement capitaliste, ni au plan de "relance" de la bourgeoisie.

Cependant on ne peut pas en rester non plus à mener une opposition parlementaire, une polémique entre les états-majors avec les partis qui appuient le gouvernement capitaliste. Leburton n'a pas pris position pour une nouvelle collaboration gou-

Suite page 6

LES MILITAIRES, LE PROGRES DE L' HISTOIRE ET LE MARXISME

J. POSADAS - *11 Juin 1975*

Les cours de marxisme que l'on peut faire avec des camarades nationalistes, d'origine non communiste, avec des militaires, des catholiques de gauche, doivent porter sur la méthode. Il ne faut pas faire de cours basés sur l'analyse précise et concrète des conclusions marxistes des faits actuels. Ils doivent être basés sur la méthode. Ce n'est qu'ensuite que peut venir l'analyse des faits actuels.

Il faut présenter une description de la société, des synthèses très claires sur le développement de l'Etat ouvrier. L'objectif est d'aider à voir que le cours, l'évolution du processus de l'histoire est formé de lois qui ne sont pas déterminées par des composantes préalables, mais qui surgissent, se structurent et se déterminent postérieurement. Les cours doivent être très flexibles.

Analyser le cours inexorable de l'Histoire

Il faut montrer ce qui correspond aux faits matériels de la construction historique. Si les faits sont organisés par l'être humain, une structure matérielle — le système capitaliste — est déjà créé et continue à se créer, même de façon limitée, c'est elle qui entraine l'être humain. Il faut donner une explication très dialectique du processus de la guerre et de la structure que le système de propriété privée a créés dans la mentalité capitaliste. La forme doit être très flexible et persuasive, non dans le ton, mais dans la structure de l'exposé que fait le pédagogue. Elle ne doit pas se situer au-dessus ou en protecteur de ceux à qui il enseigne.

Il doit considérer qu'il s'agit d'une couche de gens, y inclus lorsque ce sont des militaires qui cherchent à être quelque chose dans la vie : la sentir. Ils comprennent que le monde avance. La question qui est en train au fond, de s'introduire en eux, porte sur la guerre, et ses raisons.

C'est le cas du militaire dont l'origine de l'existence est liée à la guerre. Son métier est la guerre, sa vie est la guerre. Mais il se demande pourquoi. C'est comme si le couteau fait pour couper la viande se fait couper par elle. Une couche très importante de militaires, surtout en Afrique, Asie, Amérique Latine, et en partie dans quelques pays capitalistes comme la Suède, la France, l'Italie, développe de plus en plus de doutes. Le doute s'introduit avec la preuve de l'existence de 14 Etats ouvriers, de 16 Etats révolutionnaires. Le prolétariat montre qu'il va prendre le pouvoir, diriger et organiser la société.

Ces couches voient que des pays comme la Chine où les gens mouraient de faim, rendent aux invalides, autrefois jetés dans les poubelles, les puits, à l'eau toute leur plaie dans la société, dans l'Etat ouvrier. Ils connaissent et voient cela d'une manière ou d'une autre.

Ils voient aussi que l'U.R.S.S. qui n'était rien il y a 55 ans, qui était moins que rien après la seconde guerre mondiale, connait aujourd'hui de semblables progrès. Ils sentent et admirent les progrès scientifiques y inclus militaires, mais plus encore les relations humaines fraternelles, chose qui n'existe pas entre eux parce qu'ils doivent surmonter et éliminer des obstacles pour avancer. L'obstacle, c'est l'autre. L'un avance contre dix qui aspirent au même poste. Dans le socialisme il y a 100 postes, qui permettent d'avancer, car personne ne peut aspirer à un poste contre l'autre.

Les militaires voient dans l'Etat ouvrier la fraternité, les relations humaines. Aussi dans une importante couche parmi eux, surtout en Asie, en Afrique, en Amérique Latine, et en partie dans les pays capitalistes, s'élève la compréhension, l'objectif d'en terminer avec cette fonction de militaire. Mais ils se sentent en même temps liés à une structure produite de cette fonction. S'ils ne la remplissent pas, ils se demandent : que faire dans la vie ?

Il faut leur expliquer qu'ils cessent d'être des militaires, ils n'en cessent pour autant d'être des êtres humains. Le socialisme rend toute leur place aux aveugles, aux muets, aux sourds, et tâche de trouver une harmonie avec la nature. Comment ne va-t-il pas gagner les militaires ? Pourquoi les laisserait-il de côté ? Le militaire est une personne utile, infiniment plus que ce que sa fonction lui permet d'être dans le système capitaliste. Là, s'il veut arriver à quelque chose, il doit éliminer tous les autres, qui demain l'annuleront à lui. L'Etat ouvrier, n'annule, au contraire, personne.

Il faut montrer aussi comment l'économie domine la mentalité humaine, l'intérêt. Elle engendre tout ce que l'on appelle le fonctionnement, la conduite de l'être humain : le conservatisme, l'égoisme, les sentiments de possession, la dispute. Ce sont là autant de résultats des rapports de dépendances de l'être humain avec l'économie. Il faut en même temps montrer qu'il n'est déjà plus nécessaire de dépendre de l'économie, comme la Chine en donne l'exemple.

Il existe dans ce pays des usines où les sourds, les aveugles, les muets, les paralytiques travaillent aux côtés des autres et avec la même préoccupation de bien faire. Ils se sentent à l'aise et non mortifiés parce qu'inférioriés ou protégés. Ils sentent avoir les mêmes difficultés que l'Etat ouvrier chinois qui, partant de rien est en train de réaliser un semblable développement, au point qu'il va même maintenant pouvoir vendre des avions. C'est l'Etat ouvrier qui leur donne ce niveau de conscience. Il faut transmettre ces conclusions, mais pas à la façon du professeur qui enseigne.

Il faut expliquer la façon dont l'Etat ouvrier, à l'inverse du capitalisme, ne développe pas l'ambition personnelle de la possession, mais stimule et incline à la fraternité humaine. Les réponses économiques et sociales qu'il donne sont au bénéfice de toute l'humanité, même si ce n'est pas encore suffisant, dans la mesure, où manque la direction politique.

Un aspect fondamental est à prendre en considération, à savoir que la mentalité humaine est le résultat de la pratique dans la vie, soumise à l'économie et à la société qu'elle engendre. C'est cette dernière qui détermine la conduite dont la référence essentielle est l'économie. Même si l'Etat ouvrier en dépend encore, il libère la mentalité humaine de sa dépendance, il n'engendre pas une conduite de possession déterminée par l'économie. Cela est fondamental.

Les militaires n'ont, sous le capitalisme, aucune assurance. Ils voient la vie en fonction de leur uniforme, au sabre, au canon. La vie pour eux signifie faire carrière. Cela n'empêche cependant qu'ils développent des sentiments humanitaires, de pitié, de commisération, d'entre-aide, de solidarité. La moitié parmi eux, est déjà en train de voir que le monde pense que l'activité militaire est chose stupide. Ils voient que les journaux ne parlent pas d'eux, alors qu'ils font quotidiennement état du dernier joueur de football.

Il faut faire des cours sur la dialectique, sans commencer par parler des lois, de comment la quantité se transforme en qualité. Il faut commencer par donner de très bonnes explications pour analyser ensuite quel est le cours de l'histoire et des raisons pour lesquelles l'économie doit être centralisée. Il faut expliquer pourquoi la société doit être centralisée, sans que cela annule pour autant l'individu. Il s'en trouve au contraire élevé. Seuls l'individualité, l'individualisme sont éliminés au profit d'un terrain plus fertile au développement de la personnalité humaine.

L'État ouvrier : source inépuisable de progrès

Il ne s'agit déjà plus de la personnalité humaine qui se dispute et se compare à l'autre, mais de la personnalité humaine qui sent sa capacité de progresser. Ce progrès général sera encore pendant une période importante de l'histoire accompagné du sentiment individuel, où l'on s'intéresse à l'un plus qu'à l'autre. Et ce, jusqu'à arriver à une étape de l'humanité qui permettra l'égalité. Non l'identité, mais l'égalité dans la capacité de comprendre. On partira d'un niveau de conaissance de l'histoire où chaque individu sera un Marx.

Le niveau moyen de la culture, de la capacité, de l'intelligence, de l'organisation sera celui de Marx, même s'il n'y aura jamais plus un Marx, car son existence se mesure par son rôle dans l'histoire. Les autres auront son intelligence et sa capacité, car la Société le permettra, comme elle le permet déjà. Il est très important d'expliquer tout cela et de montrer combien la centralisation de l'économie est nécessaire parce qu'il faut planifier.

Au Pérou, comme ailleurs, une couche militaire est en train de s'élever et peut être directement gagnée au marxisme. Elle joue un rôle que ni les partis communistes, ni les syndicats qu'ils dirigent n'ont été capables de jouer, ce qui démontre de leur échec en Amérique Latine ; un échec fracassant au Pérou, en Bolivie, au Mexique, en Argentine, au Brésil, au Vénézuela, en Equateur.

Il existe 14 Etats ouvriers avec 14 puissants partis communistes, mais seul au Chili (car même en Urugay, le P.C. a diminué d'importance) existe un P.C. de quelque importance. Il faut en conséquence montrer que la direction manque, ainsi que le programme et la préparation de Parti. Il faut organiser le Parti. Il y a maintenant de meilleures conditions qu'à l'époque de Lénine, dans la mesure où la connaissance, et les progrès de la révolution facilitent cette tâche. A l'époque de Lénine, il n'y avait rien de cela. C'était pour la première fois dans l'histoire qu'il fallait organiser un parti de cette nature, dans le but de créer l'Etat ouvrier.

Aujourd'hui toute cette expérience existe et n'importe quel mouvement nationaliste d'importance étatise immédiatement, sur la base de l'expérience que l'histoire lui a enseignée. C'est ainsi qu'il faut faire pour faire progresser l'économie. Il faut la soustraire à l'intérêt individuel, et pour ce faire, étatiser, même si cela n'est pas accompagné des organes nécessaires : du contrôle ouvrier, des conseils d'usines, des soviets.

Il faut parler de l'inévitabilité de la destruction du système capitaliste, non du fait d'une supériorité en armes atomiques ou du nombre, des moyens ou de la décision, mais parce que c'est une nécessité de l'histoire qui ne peut plus ajourner le choc final.

Il faut montrer que le capitalisme recule et recule, et que progresse par contre l'intelligence humaine, la capacité humaine dans la production, la culture et la science. De nouveaux peuples s'incorporent à la civilisation, à l'économie, à la culture, tandis que le capitalisme recule. La conscience s'élève chaque fois davantage, même si les P.C. ne s'élèvent pas en même temps. Les vieux P.C. entrent en crise. Il suffit de prendre l'exemple notoire d'Argentine.

Suite au prochain numéro.

La gauche syndicale: instrument pour organiser la lutte du prolétariat

La crise de la bureaucratie syndicale est chaque fois plus profonde. C'est par des pressions et par des menaces qu'elle tâche de contenir l'organisation de la gauche syndicale. Il y a tout un courant dans le syndicat qui refuse de se soumettre à la conciliation que fait l'appareil bureaucratique. Malgré les menaces, il est en train de s'organiser. A Charleroi, la deuxième séance du procès d'Hanrez l'a montré, avec la participation de délégués et dirigeants syndicaux qui sont venus se solidariser avec la lutte pour défendre le principe du droit de grève, de poquet, attaqué au tribunal.

Malgré toute la crise du capitalisme, le chômage, les fermetures d'entreprises, la bureaucratie syndicale ne fait que de simples déclarations, qui sont vides de sens quand elles ne sont pas continuées par des actions pour les appliquer. Les organisations syndicales, par exemple, ont donné le holà, aux heures supplémentaires dans la région de Charleroi, mais dans plusieurs entreprises, ce sont les délégués eux-mêmes qui font des heures. C'est sur eux que les Davister s'appuient, par exemple chez Hanrez, pour mener une campange afin de décourager les délégués combatifs élus au cours des dernières élections sociales. Maintenant, le permanent syndical se préoccupe tous les jours de se rendre chez Hanrez pour faire ce travail. Ces types-là devraient être exclus du syndicat car ce sont eux font un attentat contre l'organisation syndicale. Pendant des années, il y a eu chez Hanrez un permanent syndical vendu au patron, qui est pensionné actuellement et est aussi directeur d'une autre entreprise. Alors l'appareil syndical ne s'occupait pas de Lardinois. Maintenant ils s'occupent de Hanrez, parce

Suite page 5

A Bas Franco ! Mobilisation générale dans toute l'Europe jusqu'au renversement du fascisme en Espagne !

L'état d'exception est déclaré dans toute l'Espagne, et l'état de guerre au pays basque. Après la vague de protestation mondiale, après la journée de grève générale suivie dans toute l'Europe, le régime de Franco veut continuer à frapper les masses, à réprimer et persécuter, s'accroche au pouvoir, qui signifie la survie du régime fasciste, mais aussi du régime capitaliste espagnol. L'Espagne est encerclée par un processus de mobilisations ininterrompu des masses. Le franquisme ne peut supporter d'avoir comme voisin un Portugal qui avance vers le socialisme, malgré les hésitations et les reculs transitoires.

L'appel de la CISL et de la FSM a été suivi largement dans toute l'Europe. Dans ces mobilisations formidables, les masses, les jeunes, la classe ouvrière, ont démontré leur volonté d'en finir avec l'oppression et la répression fasciste, mais aussi de changer la société dans toute l'Europe, d'en finir avec le régime capitaliste. Même dans les secteurs oú les directions syndicales n'ont pas donné de mot d'ordre de mobilisations, la classe ouvrière l'a fait pour son propre compte.

En Belgique également, le mouvement a été important, malgré que les directions syndicales n'ont pas préparé une mobilisation nationale et générale. Les ouvriers ont pris mille initiatieves montrant par là qu'ils sont résolus, non seulement à lutter contre le fascisme, mais aussi à lutter contre le capitalisme, à l'usine même, face aux directions syndicales qui ne bougent pas.

La manifestation qui s'est organisée très rapidement à Bruxelles, samedi soir, a été fort importante, malgré son nombre relativement réduit, par sa détermination, sa résolution et la solidarité qui unissait tous les manifestants, de toutes les tendances qui s'y sont retrouvés mêlés les uns aux autres : communistes belges et espagnols, trotskystes, maoïstes, anarchistes, sans partis, chrétiens de gauche : des centaines de militants étaient venus, même sans mot d'ordre de leur parti (pour ce qui est des syndicats et du PSB en tout cas), manifester leur colère, leur indignation pour l'assassinat des militants révolutionnaires espagnols, et aussi leur détermination de faire face et de riposter aux violences de la police contre les manifestants du vendredi soir, de ne pas permettre qu'elles se reproduisent à nouveau. Cela a été acquis pour l'essentiel. Dans l'attitude ferme de tous les manifestants, il n'y avait aucune provoation. Les mensonges du bourgmestre de Bruxelles et du commissaire de police sont, eux, de réelles provocations, car ils incitent le gouvernement capitaliste à attaquer les droits démocratiques des masses, ils se prennent pour des Poniatowsky de Belgique.

Nous saluons avec toute notre ferveur communiste, avec toute notre émotion, et fraternité révolutionnaire le digne comportement des 5 camrades condamnés à mort et fusillés par le régime assassin et sanguinaire de Franco. Les camarades ont manifesté au travers des derniers messages, leur sécurité, leur assurance inébranlable que le peuple espagnol va vaincre le fascisme, que les peuples du monde entier vont renverser le capitalisme mondial. Ils ont démontré leur confiance dans l'avenir, dans le futur socialiste de l'humanité.

Nous saluons également avec tout notre fraternité communiste les masses espagnoles qui ont manifesté à plusieurs reprises, dans les rues, par d'audacieuses manifestations, leur rejet, leur dégoût du régime et leur détermination d'y mettre fin. La rage et la colère sont descendues dans les rues dans tous les pays d'Europe, dans le monde entier, des plus petites manifestations aux massives manifestations de France et d'Italie ; pour exprimer l'indignation de toute la gauche, de toutes les tendances révolutionnaires, de toutes les organisation ouvrières et démocratiques. En Hollande, même les ministres sont descendus dans la rue. Le régime de Franco est en train de tomber. C'est le dernier sursaut avant sa mort. Comme au Vietnam, alors que les yankees étaient vaincus, ils ont lancé des bombes antipersonnelles, qui absorbaient l'oxygène dans un rayon de 300 M, et qui ont étouffé des centaines de camarades vietnamiens.

Le gouvernement hollandais a appelé tous ses ministres à prendre la tête des manifestations de rues, plusieurs gouvernement capitalistes d'Europe rappellent leurs ambassadeurs. Même le pape proteste et demande la grâche des condamnés. Les gouvernements européens et hollandais ne font pas cela par solidarité avec les militants révolutionnaires. Cette attitude est une conséquence de la crise capitaliste. Ils veulent montrer à l'opinion publique mondiale, à des secteurs de la petite bourgeoisie, qu'ils sont antifascistes, qu'ils défendent les principes démocratiques. Ils doivent prendre les devants pour qu'il y ait un changement de régime en Espagne qui se maintienne dans la cadre de la démocratie bourgeoise qui n'aille pas aussi loin que le Portugal. Ils prennent une telle position comme un moindre mal, pour ne pas être débordés par le processus actuel. Dans le cas du gouvernement hollandais, dirigé par des socialistes, cette attitude exprime aussi la crise du mouvement socialiste mondial et la nécessité de sa radicalisation. S'ils ne prennent pas la tête des manifestations, les masses vont les déborder et beaucoup plus radicalement.

En Espagne les gouvernements capitalistes d'Europe s'empressent de défendre la démocratie mais pour le Portugal ils ont une notion de la démocratie et de la liberté très différente, qui s'est exprimé par l'appui à Soarès, par le refus de voir s'élargir le processus de nationalisations, par la condamnation au gouvernement de Goncalves et à toutes les mesures de fonctionnement des organes de pouvoir populaires qu'il défendait. L'attitude avec l'Espagne a pour objectif de maintenir la démocratie bourgeoisie en Espagne et dans le reste de l'Europe.

Par contre, l'attitude du gouvernement mexicain et de Echeverria est beaucoup plus efficace et radicale. Elle a une grande importance pour toute l'Amérique latine. C'est le seul pays qui a chassé tous les diplomates espagnols du pays, qui boycotte toute la production espagnole au Mexique, qui va fermer les usines mexicaines en Espagne. Cela confirme le progrès de ce gouvernement nationaliste vers des positions nationalistes révolutionnaires. Il faut continuer une mobilisation générale dans toute l'Europe, jusqu'au renversement de Franco et de son régime. Il faut organiser des grandes manifestations de masses unitaires dans toute l'Europe comme il y en a eu en France et en Italie. Il faut que les partis ouvriers, communistes et socialistes, que les Syndicats continuent le boycott des transports et de la production pour l'Espagne de façon beaucoup plus radicale pour encercler totalement le régime de Franco. Il faut faire des discussions dans les PS dans les PC, sur l'Espagne en liant cette situation au processus du Portugal.

Il faut refaire une journée de grève générale mais l'organiser minutieusement dans toutes les usines. Il faut réaliser pour la préparer, des assemblées générales dans chaque usine, sur chaque lieu de travail. Il faut faire une mobilisation permanente de toutes les forces de gauche démocratique et révolutionnaires dans toute l'Europe jusqu'au renversement totale de Franco.

A BAS FRANCO !
MOBILISATION DANS TOUTE L'EUROPE POUR LE RENVERSER !
SOLIDARITE TOTALE AVEC LES MASSES ESPAGNOLES !

Le 6/10/75

Gauche syndicale...

qu'ils veulent casser la combativité des délégués.

Il faut répondre à ces manoeuvres en faisant fonctionner dans l'usine la plus grande démocratie syndical, avec des discussions constantes entre tous les travailleurs ; il faut faire aussi comme ont fait les délégués de Caterpillar, qui ont refusé de signer la lettre de démission en blanc que la fédération FGTB fait signer aux délégués nouvellement élus.

Si, dans la région, le capitalisme a pu licencier des délégués révolutionnaires, ce n'est pas par manque de combativité de la classe ouvrière en défense de ces camarades. Il y a eu beuacoup de grèves, de combats, de Caterpilar à Hanrez, pour réintégrer ces camarades. Mais c'est un résultat de la passivité ou de la complicité et la trahison souvent, de l'appareil syndical qui pour défendre ses propres privilèges, retire leur mandat aux délégués combatifs.

Il faut en finir avec ces agissements, avec ces manoeuvres, avec cette pourriture. Des dizaines de délégués dans la sidérurgie et la métallurgie refusent déjà d'accepter les explications de Davister et Camarata. Tout un courant de la classe ouvrière, qui reste et se concentre dans le syndicat, ressent le besoin de s'organiser pour riposter à toutes ces manoeuvres et pour prendre dans ses mains la direction du mouvement syndical. Les militants de la gauche socialiste qui veulent faire avancer des positions de lutte dans le syndicat doivent donc se préparer à affronter cet appareil. En se soumettant à lui, comme le fait Dussart aux ACEC, en se taisant devant toute ces manoeuvres de la bureaucratie, il les accepte et s'en fait complice. La démocratie syndicale signifie que ce n'est pas Davister ni la bureaucratie qui doivent décider, mais la classe ouvrière dans les assemblées d'usines. Il faut intervenir ! Nous appelons tous les délégués, tant FGTB que CSC, à discuter dans les usines comment réactiver la vie syndicale. Si le capitalisme donne des coups à l'avantgarde ouvrière, c'est parce que les organisations syndicales ne mobilisent pas les forces de la classe ouvrière pour imposer les 36 heures immédiatement. On se prépare à liquider encore 4000 ouvriers dans la sidérurgie. Quel est le plan des syndicats pour y répondre ?

Comment organiser notre action ? ce sont les tâches qui se posent à la gauche syndicale. On peut faire des grèves qui ne favoriseront pas le patron même en temps de crise, comme les grèves bouchon, comme le font les travailleurs de Chrysler à Nivelles, qui ne sont perdre les salaires que dans certains ateliers, et obligent le patronat à payer les autres ouvriers et on organise une caisse pour partager les salaires. Mais le travail est bloqué.

Mais il faut voir en même temps que cela ne suffit pas de s'organiser pour les revendications syndicales immédiates. Car la crise capitaliste ne trouvera de solution dans un cadre plus large, dans l'imposition par le mouvement ouvrier des mesures d'étatisations, de contrôle ouvrier, Il faut unir les revendications syndicales et celle du changement de gouvernement, pour imposer un gouvernement de gauche. Il faut en même temps développer l'organisation dans toutes les usines, de comités ouvriers et employés qui puissent discuter et décider sur tous les problèmes, du travail, des

Suite page 6

COMMUNIQUE DE PRESSE

REALISATION DU DIXIEME CONGRES MONDIAL DE LA IVème INTERNATIONALE TROTSKISTE-POSADISTE

Tout cela correspond, bien que de manière non harmonieuse et coordonnée, à l'élévation de la discussion programmatique, théorique et de retour au marxisme.

L'unification de la volonté anti-capitaliste des masses avec le marxisme sera dans la prochaine période la tâche de la IVème Internationale, qui sera celle de l'Internationale communiste de masse, de l'unification du mouvement communiste mondial, de l'unification de tous les Etats ouvriers a commencé par l'unification de la Chine et de l'URSS.

Le Congrès a montrê le développement combiné des forces de la IVème Internationale trotskiste-posadiste avec de nouvelles sections, des publications régulières en huit langues, des interventions dirigeantes de fractions ouvrières, étudiantes, paysannes, avec la discussion de la pensée, des idées du Camarade J. Posadas dans les centres dirigeants du mouvement communiste mondial et dans les Etats ouvriers. Tout cela montre la valeur complète des prévisions, du programme et de la politique du posadisme irréfutablement démontré avec le processus mondial de la révolution socialiste et l'intervention dirigeante d'une équipe mondiale, monolithiquement centralisé dans les idées, la morale et la vie communiste. Tout cela se développe constamment dans nos intervention en progrès de la lutte de classe à échelle mondiale et dans chaque pays.

Le Congrès n'a pas fonctionné sur la base d'objectifs individuels en discutant de façon séparée et sur lui même les forces de la IVème Internationale. Il n'a pas discuté pour comparer et faire concurrence au mouvement communiste ni aux autres tendances révolutionnaires. Il a discuté pour mettre ses forces, ses idées, son programme et ses équipes pour agir – à travers les textes du camarade J. Posadas – comme aliment théorique et politique de tous les mouvements révolutionnaires qui progressent.

Tous les rapports ont analysé le développement formidable en qualité des forces de la IVème Internationale, l'élévation de ses forces militantes dans la discipline communiste. Ils ont en particulier constaté que les principes fondamentaux du marxisme, soutenus et défendus par le posadisme (dictature du prolétariat, soviets, destruction de la bourgeoisie pour pouvoir construire le socialisme, passage du nationalisme au socialisme, la conception de l'Etat révolutionnaire, l'intervention indépendante des masses, la fonction du prolétariat dans l'histoire et dans la société, l'unification du mouvement communiste mondial, la guerre inévitable) sont les thèmes et les centres de discussion actuels de tout le mouvement communiste mondial.

Le Congrès a enregistré et discuté le progrès si immense qu'est en train de faire l'humanité : le triomphe historique des masses du Vietnam, de tout le Sud-est assiatique, au Portugal, l'élévation de la lutte de classe en Italie – avec les votes au PC aux élections du 15 juin et la formation de municipalités de gauche dans plus de la moitié des agglomérations du pays. Il y a l'avance en Argentine avec le commencement de la chute de la droite réactionnaire et la vague mondiale de luttes anti-impérialistes et anti-capitaliste.

L'Internationale trotskiste-posadiste a ratifié sa décision d'agir comme Bien Public de l'Humanité. C'est là sa force fondamentale et la signification décisive de ses textes et documents. La rencontre historique complète entre ses textes, la décision et le point essentiel d'appui que sont les Etats ouvriers, les Etats révolutionnaires et le mouvement communiste, socialiste, révolutionnaire mondial et au centre de la préoccupation de la IVème Internationale, de ses équipes et partis dans le monde entier. C'est la base scientifique pour la construction du socialisme et du communisme. C'est sur cette tâche que s'articulent les plans de croissance indépendante de notre mouvement.

"Le monde est mûr pour le communisme" : tel est le principe élaboré par le camarade J. Posadas. Il est ratifié sur tous les continents, dans toutes les actions des masses, des enfants, des

Suite page 6

A Bas Franco ! Mobilisation générale dans toute l'Europe jusqu'au renversement du fascisme en Espagne !

L'état d'exception est déclaré dans toute l'Espagne, et l'état de guerre au pays basque. Après la vague de protestation mondiale, après la journée de grève générale suivie dans toute l'Europe, le régime de Franco veut continuer à frapper les masses, à réprimer et persécuter, s'accroche au pouvoir, qui signifie la survie du régime fasciste, mais aussi du régime capitaliste espagnol. L'Espagne est encerclée par un processus de mobilisations ininterrompu des masses. Le franquisme ne peut supporter d'avoir comme voisin un Portugal qui avance vers le socialisme, malgré les hésitations et les reculs transitoires.

L'appel de la CISL et de la FSM a été suivi largement dans toute l'Europe. Dans ces mobilisations formidables, les masses, les jeunes, la classe ouvrière, ont démontré leur volonté d'en finir avec l'oppression et la répression fasciste, mais aussi de changer la société dans toute l'Europe, d'en finir avec le régime capitaliste. Même dans les secteurs oú les directions syndicales n'ont pas donné de mot d'ordre de mobilisations, la classe ouvrière l'a fait pour son propre compte.

En Belgique également, le mouvement a été important, malgré que les directions syndicales n'ont pas préparé une mobilisation nationale et générale. Les ouvriers ont pris mille initiatieves montrant par là qu'ils sont résolus, non seulement à lutter contre le fascisme, mais aussi à lutter contre le capitalisme, à l'usine même, face aux directions syndicales qui ne bougent pas.

La manifestation qui s'est organisée très rapidement à Bruxelles, samedi soir, a été fort importante, malgré son nombre relativement réduit, par sa détermination, sa résolution et la solidarité qui unissait tous les manifestants, de toutes les tendances qui s'y sont retrouvés mêlés les uns aux autres : communistes belges et espagnols, trotskystes, maoïstes, anarchistes, sans partis, chrétiens de gauche : des centaines de militants étaient venus, même sans mot d'ordre de leur parti (pour ce qui est des syndicats et du PSB en tout cas), manifester leur colère, leur indignation pour l'assassinat des militants révolutionnaires espagnols, et aussi leur détermination de faire face et de riposter aux violences de la police contre les manifestants du vendredi soir, de ne pas permettre qu'elles se reproduisent à nouveau. Cela a été acquis pour l'essentiel. Dans l'attitude ferme de tous les manifestants, il n'y avait aucune provoation. Les mensonges du bourgmestre de Bruxelles et du commissaire de police sont, eux, de réelles provocations, car ils incitent le gouvernement capitaliste à attaquer les droits démocratiques des masses, ils se prennent pour des Poniatowsky de Belgique.

Nous saluons avec toute notre ferveur communiste, avec toute notre émotion, et fraternité révolutionnaire le digne comportement des 5 camrades condamnés à mort et fusillés par le régime assassin et sanguinaire de Franco. Les camarades ont manifesté au travers des derniers messages, leur sécurité, leur assurance inébranlable que le peuple espagnol va vaincre le fascisme, que les peuples du monde entier vont renverser le capitalisme mondial. Ils ont démontré leur confiance dans l'avenir, dans le futur socialiste de l'humanité.

Nous saluons également avec tout notre fraternité communiste les masses espagnoles qui ont manifesté à plusieurs reprises, dans les rues, par d'audacieuses manifestations, leur rejet, leur dégoût du régime et leur détermination d'y mettre fin. La rage et la colère sont descendues dans les rues dans tous les pays d'Europe, dans le monde entier, des plus petites manifestations aux massives manifestations de France et d'Italie ; pour exprimer l'indignation de toute la gauche, de toutes les tendances révolutionnaires, de toutes les organisation ouvrières et démocratiques. En Hollande, même les ministres sont descendus dans la rue. Le régime de Franco est en train de tomber. C'est le dernier sursaut avant sa mort. Comme au Vietnam, alors que les yankees étaient vaincus, ils ont lancé des bombes antipersonnelles, qui absorbaient l'oxygène dans un rayon de 300 M, et qui ont étouffé des centaines de camarades vietnamiens.

Le gouvernement hollandais a appelé tous ses ministres à prendre la tête des manifestations de rues, plusieurs gouvernement capitalistes d'Europe rappellent leurs ambassadeurs. Même le pape proteste et demande la grâche des condamnés. Les gouvernements européens et hollandais ne font pas cela par solidarité avec les militants révolutionnaires. Cette attitude est une conséquence de la crise capitaliste. Ils veulent montrer à l'opinion publique mondiale, à des secteurs de la petite bourgeoisie, qu'ils sont antifascistes, qu'ils défendent les principes démocratiques. Ils doivent prendre les devants pour qu'il y ait un changement de régime en Espagne qui se maintienne dans la cadre de la démocratie bourgeoise qui n'aille pas aussi loin que le Portugal. Ils prennent une telle position comme un moindre mal, pour ne pas être débordés par le processus actuel. Dans le cas du gouvernement hollandais, dirigé par des socialistes, cette attitude exprime aussi la crise du mouvement socialiste mondial et la nécessité de sa radicalisation. S'ils ne prennent pas la tête des manifestations, les masses vont les déborder et beaucoup plus radicalement.

En Espagne les gouvernements capitalistes d'Europe s'empressent de défendre la démocratie mais pour le Portugal ils ont une notion de la démocratie et de la liberté très différente, qui s'est exprimé par l'appui à Soarès, par le refus de voir s'élargir le processus de nationalisations, par la condamnation au gouvernement de Goncalves et à toutes les mesures de fonctionnement des organes de pouvoir populaires qu'il défendait. L'attitude avec l'Espagne a pour objectif de maintenir la démocratie bourgeoisie en Espagne et dans le reste de l'Europe.

Par contre, l'attitude du gouvernement mexicain et de Echeverria est beaucoup plus efficace et radicale. Elle a une grande importance pour toute l'Amérique latine. C'est le seul pays qui a chassé tous les diplomates espagnols du pays, qui boycotte toute la production espagnole au Mexique, qui va fermer les usines mexicaines en Espagne. Cela confirme le progrès de ce gouvernement nationaliste vers des positions nationalistes révolutionnaires. Il faut continuer une mobilisation générale dans toute l'Europe, jusqu'au renversement de Franco et de son régime. Il faut organiser des grandes manifestations de masses unitaires dans toute l'Europe comme il y en a eu en France et en Italie. Il faut que les partis ouvriers, communistes et socialistes, que les Syndicats continuent le boycott des transports et de la production pour l'Espagne de façon beaucoup plus radicale pour encercler totalement le régime de Franco. Il faut faire des discussions dans les PS dans les PC, sur l'Espagne en liant cette situation au processus du Portugal.

Il faut refaire une journée de grève générale mais l'organiser minutieusement dans toutes les usines. Il faut réaliser pour la préparer, des assemblées générales dans chaque usine, sur chaque lieu de travail. Il faut faire une mobilisation permanente de toutes les forces de gauche démocratique et révolutionnaires dans toute l'Europe jusqu'au renversement totale de Franco.

A BAS FRANCO !
MOBILISATION DANS TOUTE L'EUROPE POUR LE RENVERSER !
SOLIDARITE TOTALE AVEC LES MASSES ESPAGNOLES !

Le 6/10/75

Gauche syndicale...

qu'ils veulent casser la combativité des délégués.

Il faut répondre à ces manoeuvres en faisant fonctionner dans l'usine la plus grande démocratie syndical, avec des discussions constantes entre tous les travailleurs ; il faut faire aussi comme ont fait les délégués de Caterpillar, qui ont refusé de signer la lettre de démission en blanc que la fédération FGTB fait signer aux délégués nouvellement élus.

Si, dans la région, le capitalisme a pu licencier des délégués révolutionnaires, ce n'est pas par manque de combativité de la classe ouvrière en défense de ces camarades. Il y a eu beuacoup de grèves, de combats, de Caterpilar à Hanrez, pour réintégrer ces camarades. Mais c'est un résultat de la passivité ou de la complicité et la trahison souvent, de l'appareil syndical qui pour défendre ses propres privilèges, retire leur mandat aux délégués combatifs.

Il faut en finir avec ces agissements, avec ces manoeuvres, avec cette pourriture. Des dizaines de délégués dans la sidérurgie et la métallurgie refusent déjà d'accepter les explications de Davister et Camarata. Tout un courant de la classe ouvrière, qui reste et se concentre dans le syndicat, ressent le besoin de s'organiser pour riposter à toutes ces manoeuvres et pour prendre dans ses mains la direction du mouvement syndical. Les militants de la gauche socialiste qui veulent faire avancer des positions de lutte dans le syndicat doivent donc se préparer à affronter cet appareil. En se soumettant à lui, comme le fait Dussart aux ACEC, en se taisant devant toute ces manoeuvres de la bureaucratie, il les accepte et s'en fait complice. La démocratie syndicale signifie que ce n'est pas Davister ni la bureaucratie qui doivent décider, mais la classe ouvrière dans les assemblées d'usines. Il faut intervenir ! Nous appelons tous les délégués, tant FGTB que CSC, à discuter dans les usines comment réactiver la vie syndicale. Si le capitalisme donne des coups à l'avantgarde ouvrière, c'est parce que les organisations syndicales ne mobilisent pas les forces de la classe ouvrière pour imposer les 36 heures immédiatement. On se prépare à liquider encore 4000 ouvriers dans la sidérurgie. Quel est le plan des syndicats pour y répondre ?

Comment organiser notre action ? ce sont les tâches qui se posent à la gauche syndicale. On peut faire des grèves qui ne favoriseront pas le patron même en temps de crise, comme les grèves bouchon, comme le font les travailleurs de Chrysler à Nivelles, qui ne sont perdre les salaires que dans certains ateliers, et obligent le patronat à payer les autres ouvriers et on organise une caisse pour partager les salaires. Mais le travail est bloqué.

Mais il faut voir en même temps que cela ne suffit pas de s'organiser pour les revendications syndicales immédiates. Car la crise capitaliste ne trouvera de solution dans un cadre plus large, dans l'imposition par le mouvement ouvrier des mesures d'étatisations, de contrôle ouvrier, Il faut unir les revendications syndicales et celle du changement de gouvernement, pour imposer un gouvernement de gauche. Il faut en même temps développer l'organisation dans toutes les usines, de comités ouvriers et employés qui puissent discuter et décider sur tous les problèmes, du travail, des

Suite page 6

COMMUNIQUE DE PRESSE

REALISATION DU DIXIEME CONGRES MONDIAL DE LA IVème INTERNATIONALE TROTSKISTE-POSADISTE

Tout cela correspond, bien que de manière non harmonieuse et coordonnée, à l'élévation de la discussion programmatique, théorique et de retour au marxisme.

L'unification de la volonté anti-capitaliste des masses avec le marxisme sera dans la prochaine période la tâche de la IVème Internationale, qui sera celle de l'Internationale communiste de masse, de l'unification du mouvement communiste mondial, de l'unification de tous les Etats ouvriers a commencé par l'unification de la Chine et de l'URSS.

Le Congrès a montrê le développement combiné des forces de la IVème Internationale trotskiste-posadiste avec de nouvelles sections, des publications régulières en huit langues, des interventions dirigeantes de fractions ouvrières, étudiantes, paysannes, avec la discussion de la pensée, des idées du Camarade J. Posadas dans les centres dirigeants du mouvement communiste mondial et dans les Etats ouvriers. Tout cela montre la valeur complète des prévisions, du programme et de la politique du posadisme irréfutablement démontré avec le processus mondial de la révolution socialiste et l'intervention dirigeante d'une équipe mondiale, monolithiquement centralisé dans les idées, la morale et la vie communiste. Tout cela se développe constamment dans nos intervention en progrès de la lutte de classe à échelle mondiale et dans chaque pays.

Le Congrès n'a pas fonctionné sur la base d'objectifs individuels en discutant de façon séparée et sur lui même les forces de la IVème Internationale. Il n'a pas discuté pour comparer et faire concurrence au mouvement communiste ni aux autres tendances révolutionnaires. Il a discuté pour mettre ses forces, ses idées, son programme et ses équipes pour agir – à travers les textes du camarade J. Posadas – comme aliment théorique et politique de tous les mouvements révolutionnaires qui progressent.

Tous les rapports ont analysé le développement formidable en qualité des forces de la IVème Internationale, l'élévation de ses forces militantes dans la discipline communiste. Ils ont en particulier constaté que les principes fondamentaux du marxisme, soutenus et défendus par le posadisme (dictature du prolétariat, soviets, destruction de la bourgeoisie pour pouvoir construire le socialisme, passage du nationalisme au socialisme, la conception de l'Etat révolutionnaire, l'intervention indépendante des masses, la fonction du prolétariat dans l'histoire et dans la société, l'unification du mouvement communiste mondial, la guerre inévitable) sont les thèmes et les centres de discussion actuels de tout le mouvement communiste mondial.

Le Congrès a enregistré et discuté le progrès si immense qu'est en train de faire l'humanité : le triomphe historique des masses du Vietnam, de tout le Sud-est assiatique, au Portugal, l'élévation de la lutte de classe en Italie – avec les votes au PC aux élections du 15 juin et la formation de municipalités de gauche dans plus de la moitié des agglomérations du pays. Il y a l'avance en Argentine avec le commencement de la chute de la droite réactionnaire et la vague mondiale de luttes anti-impérialistes et anti-capitaliste.

L'Internationale trotskiste-posadiste a ratifié sa décision d'agir comme Bien Public de l'Humanité. C'est là sa force fondamentale et la signification décisive de ses textes et documents. La rencontre historique complète entre ses textes, la décision et le point essentiel d'appui que sont les Etats ouvriers, les Etats révolutionnaires et le mouvement communiste, socialiste, révolutionnaire mondial et au centre de la préoccupation de la IVème Internationale, de ses équipes et partis dans le monde entier. C'est la base scientifique pour la construction du socialisme et du communisme. C'est sur cette tâche que s'articulent les plans de croissance indépendante de notre mouvement.

"Le monde est mûr pour le communisme" : tel est le principe élaboré par le camarade J. Posadas. Il est ratifié sur tous les continents, dans toutes les actions des masses, des enfants, des

Suite page 6

LETTRE AUX CAMARADES DE MADAGASCAR 27.7.75 J. POSADAS

« La substitution de l'Etat Prolétarien à l'Etat bourgeois n'est pas possible sans révolution violente. »
Lénine.

« Sans le Parti, nous ne sommes rien; avec le Parti, nous sommes tout. »
Trotsky.

Abonnement 12 num. . . 70 F
Abonnement 24 num. . . 150 F
Abonnem. de soutien . 300 F
Correspondance :
B. P. 273 - Charleroi
C.C.P. : 9762.34 de C. Pôlet.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE — IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 FR — 14° ANNEE N° 252 — Le27 octobre £1975 — hebdomadaire

AU SOMMAIRE DE CE NUMÉRO :

ARGENTINE MENER UNE CAMPAGNE POUR ARRETER LES ASSASSINATS ET ECRASER LA DROITE.

ESPAGNE EXTRAIT D'UNE LETTRE DU CAMARADE POSADAS.

PREPARER LA MOBILISATION DES MASSES POUR EN FINIR AVEC LES GROUPES FASCISTES

VIVE LA REALISATION DU X° CONGRES MONDIAL

LA DIVISION DE LA BOURGEOISIE, LE PROGRES DE LA GAUCHE SOCIALISTE ET LA NECESSITTE DU GOUVERNEMENT DE GAUCHE

Le récent vote du Conseil Culturel Wallon, même si cet organisme ne joue aucun rôle a pris une importance tout d'un coup, parce qu'il a mis en évidence la crise politique, formidable, de la bourgeoisie belge. Alors que le gouvernement Tindemans demandait aux partis de la coalition de voter ensemble, le Rassemblement Wallon a voté contre ses propres ministres, avec les socialistes et fait élire un président FDF à ce Conseil. D'autre part, les représentants démocrates-chrétiens au Parlement prennent des positions publiques opposées à celles de la direction du PSC. Des dirigeants du FDF et du RW déclarent leur opposition à une "politique des revenus", contenue dans le plan de relance du gouvernement. La bourgeoisie, au travers de Tindemans, fait appel à l'union sacrée pour sortir de la "crise"; il en résulte une aggravation de la division et de la crise dans tous les partis bourgeois, qui ont une base "populaire". Ce n'est pas parce que F.Périn ou A.Magnée se mettraient à vouloir lutter contre le capitalisme: mais leur clientèle électorale petite-bourgeoise, certaines couches ouvrières qui votaient pour eux, se radicalisent de plus en plus, et expriment leur refus de faire les frais de la crise du capitalisme et sont attirés par les actions et les exemples des luttes de la classe ouvrière. Alors ces dirigeants manoeuvrent et louvoient pour essayer de calmer et contenir leur base électorale. C'est pour la même raison que tous ces gens ont fait semblant de s'indigner des assassinats commis par le régime de Franco en Espagne contre les militants anti-fascistes. Leur hypocrisie est évident quand on voit que les gouvernements capitalistes européens ont déjà fait retourner leurs ambassadeurs et ne vont en fait réaliser aucun boycott économique de l'Espagne franquiste, dont ils sont les principaux appuis. Mais la division au sein de la bourgeoisie est très grande parce que le plan de relance gouvernemental favorise surtout le grand capital, les hautes finances, les secteurs liés à l'exportation. Le capitalisme n'a pas les moyens de maintenir à la fois les grosses sociétés et les entreprises moyennes et petites, dépendant de l'économie régionale. Aussi, cette coalition gouvernementale a une base d'accord de plus en plus faible.

La raison principale de cette situation, c'est que la classe ouvrière refuse fermement de faire les frais de la crise capitaliste, multiplie les luttes, les grèves, les manifestation la démonstration de sa volonté d'en finir avec ce système d'exploitation.

Le Congrès du Parti Socialistea du tenir compte de ce processus quand il n'a pas accepté un retour éventuel au gouvernement. Simonet, venu en renfor de la tendance pro-capitaliste du PSB n'a pas non plus réussi à changer ce courant. Avec cette radicalisation du PSB, une base essentielle de soutien-de la bourgeoisie belge est en train-de s'effondrer: le capitalisme ne se soutient pas par ses propres forces politiques, mais par la collaboration que lui fournissait la droite socialiste et les directions syndicales , FGTB et CSC, tant que celles-ci pouvaient dominer les masses et empêcher ou limiter l'action de classe de la classe ouvrière. Cet "équilibre" est définitivement brisé !

Le Parti Socialiste Belge passe, lui aussi par la crise que traverse tout le mouvement socialiste mondial: il doit se transformer de "social-démocrate", en Parti socialiste, qui lutte pour une transformation radicale-de la société, pour remplacer le système capitaliste par des mesures d'Etat Ouvrier. La crise totale du capitalisme ne laisse plus de marge pour une politique réformiste; c'est en fonction de cela principalement que les socialistes doivent aller de plus en plus à gauche. Mais ils manquent de programme, de politique , ils ne savent pas où ils vont;c'est pourquoi ce congrès du PSB n'a pas proposé une alternative programmatique pour les masses, un plan d'action pour imposer un gouvernement de gauche, avec un programme d'étatisations des grosses-entreprises capitalistes et des banques et un plan ouvrier pour le développement du pays .D'autre part, il est certain, comme un des délégués au Congrès, l'a posé que pour faire une politique de "parti socialiste français, ce n'est pas possible avec un appareil comme la SFIO". La droite-socialiste est toujours forte parce-qu'elle est incrustée dans un appareil qui a vécu de la collaboration de classes pendant des années. Il faut que la gauche s'appuie beaucoup plus profondément sur les usines, les quartiers, participe et impulse la formation des organismes de base des travailleurs, des conseils d'usines, de quartiers, des comités populaires,comme il s'en est formé au Portugal. Il faut appuyer aussi complètement le développement des sections socialiste d'entreprises, faire peser la classe-ouvrière dans le PSB.

Le Congrès du PSB, sans tirer encore-toutes ces conclusions, a refusé d'aider au sauvetage du système capitaliste. C'est un progrès très important pour toute l'avant-garde ouvrière,socialiste et de toutes les tendances , car il montre le rapport de forces favorables à une offensive de la classe ouvrière et des masses et les possibilités de développer une gauche révolutionnaire dans et hors du Parti Socialiste.

La bourgeoisie a perdu "la paix sociale" que lui assuraient la droite socialiste et la bureaucratie syndicale ; elle n'arrive pas non plus à imposer le plan de sauvetage capitaliste.Elle a voulu faire une épreuve de forces-avec les bateliers et, au travers d'eux, intimider les masses. Elle a ordonné la réquisition. Au lieu de courber la tête, les bateliers continuent la grève depuis 9 semaines, et ont fait un important progrès en se liant avec la population, les ouvriers, les syndicats. La bourgeoisie a besoin de liquider la liaison des salaires à l'index, de bloquer les salaires, d'attaquer tous les droits acquis des masses, elle a besoin des "pouvoirs spéciaux", mais elle n'ose pas attaquer-de front la classe ouvrière; elle a peur que n'importe quelle lutte devienne un centre explosif, qui attirera tous les secteurs exploités de la société.

ACQUITTEMENT AU PROCES D'HANREZ LE 5 NOVEMBRE

au tribunal de Charleroi à 9 hs.

LA POLITIQUE DU FRONT UNIQUE EN ESPAGNE

28-7-75 (Titre de la rédaction) **J. POSADAS**

En Espagne, on ne se prépare pas à faire une Junte Démocratique, mais bien une "Junte Portugaise". On n'y trouve peut-être pas Coutinho, Gonçalves ni Carvalho, mais il y en a d'autres comme eux. Les masses veulent discuter le Portugal. Il faut discuter ces expériences. Il faut le faire immédiatement. Non pour critiquer-et condamner la direction du Parti Communiste, mais pour élever l'expérience des cadres. En Espagne, on peut faire la même chose - et mieux - qu'au Portugal,parce qu'il existe l'expérience de la révolution espagnole, des Partis Communiste et Socialiste, des tendances de gauche dans la bourgeoisie. Le fascisme se décompose, se déchire et doit s'accrocher à Don Juan à des résidus de l'histoire. L'avant-garde communiste voit tout cela. Il faut en discuter.

Il n'y a pas de vie politique en Espagne. "Mundo Obrero" (organe du PC Espagnol) reflète cette situation. Les Soviétiques cherchent à organiser une tendance contre la direction de Carrillo, tandis-que ce dernier, avec le PC Italien, s'oppose au Portugal et au PC Français. Bien que les masses du PC Espagnol ne sont pas invitées à donner leur opinion sur ces -- problèmes, à participer, la presse bourgeoise se charge de leur communiquer l'existence de cette discussion, de cette situation du mouvement communiste mondial . Les masses sont en train de faire une expérience d'élévation de leurs connaissances, de leur capacité politique, infiniment plus grande que leurs propres directions.

Toute direction qui, aujourd'hui, ne vit pas le Portugal, est condamnée à mourir. Même si elle s'agite encore, elle n'est plus qu'un cadavre, elle n'a plus d'autorité, ni de confiance. On discute à fond le Portugal dans tout le mouvement-communiste mondial. Comme il n'y a pas de direction, la discussion n'est pas organisée, elle n'est pas menée avec l'objectif organique de tirer des conclusions. Mais la base, les cadres, l'avant-garde du mouvement communiste, socialiste de gauche , syndical, discutent en faisant des considérations corrèctes sur les racines de ce processus et en appuyant le Portugal. Les masses voient un progrès de la révolution principalement dans le fait qu'au Portugal elles peuvent donner leur opinion,juger, discuter, décider; que la démocratie avance en liaison avec la classe, avec des organes de pouvoir. Elles ne se préoccupent pas essentiellement du progrès économique car elles voient que, bien qu'important, il n'est pas décisif. Elles constatent que, pour avancer, il faut des organes de classe, agissant au nom de la classe ouvrière, non dans son intérêt propre, mais pour développer objectivement-l'économie. L'avant-garde vit tout cela , en Espagne comme au Portugal.

Il faut faire des analyses et des propositions concrètes en Espagne. Il

ARGENTINE MENER UNE CAMPAGNE MONDIALE POUR ARRETER LES ASSASSINATS ET ECRASER LA DROITE.

Les brutaux assassinats des camarades LUIS BLINDER (Raoul) de 21 ans, et JOSE LUIS GIMENEZ (Manuel) de 23 ans, du Parti Ouvrier (Trotskyste), section argentine de la IVe Internationale Posadiste, à Cordoba en Argentine, par la police et les AAA (dont nous avons informé dans le numéro précédent de LUTTE OUVRIERE ainsi que celui de la camarade communiste GRACIELA GARCIA de 23 ans, et de milliers de militants révolutionnaires, font partie de la crise sans issue de la droite, et de son échec total. Elle n'a pas de base sociale d'appui et doit recourir désespérément aux assassinats pour essayer d'intimider et préparer la contre-révolution.

En Argentine, il faut un centre nationale pour centraliser et diriger programmatiquement les luttes, à partir de toutes les usines et les syndicats, en alliance avec les militaires révolutionnaires, pour imposer un gouvernement populaire basé sur les syndicats et pour écraser la droite capitaliste et chasser l'impérialisme, au moyen d'un front unique de toutes les forces révolutionnaires.

Mais ces assassinats n'intimident pas, ne paralysent pas l'activité de la section argentine qui continue à lutter pour cet objectif comme une partie de l'avant-garde de la classe ouvrière.

Une riposte immédiate à l'assassinat de nos camarades a été organisée. L'université de Cordoba a fait une grève de protestation. La CGT (Confédération-Générale des Travailleurs) régionale, a déclaré une grève pour commémorer l'assassinat de son dirigeant Attilio Lopez, tombé il y a un an et contre tous les récents assassinats de militants révolutionnaires et du mouvement ouvrier, inclus nommément nos camarades. La droite échoue dans ses tentatives d'intimidation. Il faut la chasser!

Nos camarades ont été soumis à des tortures pendant 14 heures et ont été achevés de 30 balles dans le dos, mais ils n'ont pas dit un mot! Ils ont montré la structure communiste que le camarade Posadas a construit dans la section argentine comme partie de la tâche de bien public qu'accomplit la IVe Internationale. Il y a quelques mois, ces camarades, après la victoire du PC Italien aux élections du 15 Juin, avaient chaulé des inscriptions sur les murs de Cordoba, disant :"Vive la victoire du communisme en Italie!". Ils sont morts--en saluant la révolution mondiale et le monde apte pour le communisme. Ils continuent à vivre dans la lutte et la pensée des masses du monde, comme les millions de révolutionnaires qui sont morts dans la lutte pour le progrès.

Nous faisons appel à la solidarité prolétarienne, nous faisons appel au Parti Socialiste, et Communiste, à la presse ouvrière, aux syndicats, à tous les groupes de gauche d'Europe, à développer une campagne de mobilisations, à exiger la punition de tous les assassins, la liberté démocratique pour les partis et les masses en Argentine. Nous appelons à appuyer le prolétariat, des tendances révolutionnaires, par des arrêts de travail, des résolutions de solidarité, en unissant cette campagne à la lutte contre le fascisme en Espagne et au Chili, pour chasser tous les assassins et les capitalistes, en développant, l'organisation de l'avant-garde et des masses pour abattre le capitalisme.

Nous saluons et nous sentons très unis à nos chers camarades de la section argentine et aux chers camarades Raoul et Manuel, exemples de militants posadistes dont la vie était consacrée à la lutte pour le socialisme.

ESPAGNE
EXTRAIT D'UNE LETTRE DU CAMARADE J. POSADAS 22-9-75

Il est possible que la sentence de condamnations à mort ne soit pas exécutée et reste-seulement une menace. Mais il est possible également que le secteur qu'ils appellent : "dur", se décide à commettre ces assassinats. Il se peut que, sans rien dire, ils les tuent, comme ils l'ont fait dans le passé avec les camarades communistes. Ils les ont assassinés et l'ont communiqué plus tard de façon à ne pas laisser de temps à la réflexion et l'intervention des autres secteurs. Il se peut qu'ils fassent à nouveau la même chose. Mais il faut voir que les pressions contraires sont très fortes. Ces types redoutent qu'elles débouchent sur quelquechose de pire encore pour eux. En commettant-des assassinats, ils craignent au fond provoquer une unification plus ces assassinats, ils ont peur dans le fond, de provoquer une unification plus grande de la gauche, ils craignent que l'opposition envoie au diable les limitations de la lutte qui s'en tient aux seules revendications de droits démocratiques et que la guerre civile n'éclate. La bourgeoisie mondiale - plusieurs gouvernements ont déjà demandé de ne pas tuer ces camarades - s'inquiète des répercussions que cela aura sur sa clientèle électorale et sur l'ensemble de la population. Cela indique que l'on ne doit rien attendre de la justice bourgeoise ni lui faire confiance, mais qu'il faut prendre le pouvoir.

Il faut discuter avec les militants communistes de ce processus en Espagne; il requier un front unique pour abattre la dictature, tout en maintenant l'indépendance des syndicats et du PC par rapport à la bourgeoisie. Le front unique se fait avec tous, mais le PC et les syndicats ne livrent pas leur liberté d'action à la bourgeoisie. Ils font un front et même des meetings communs. Mais le PC, le PS et les syndicats poursuivent de leur côté, leur politique indépendamment de la bourgeoisie et font appel à procéder à des changements de structures. On peut agir de cette manière. La base essentielle du front unique avec la bourgeoisie pour les libertés démocratiques est l'action indépendante de classe du prolétariat. Ce n'est pas un obstacle au front unique.

La bourgeoisie fait un front unique parce qu'elle n'a pas d'autre solution. Elle pense utiliser la force du prolétariat et elle sent aussi que si elle ne fait pas de Front Unique le prolétariat va gagner la petite-bourgeoisie et les paysans. Voilà pourquoi, elle fait un Front Unique. Pour elle il ne s'agit pas d'une concession mais d'un moindre mal. Par contre, les communistes et les socialistes présentent ces faits comme une concession accordée par la bourgeoisie qui se rétractera si le prolétariat maintient son activité indépendante. La bourgeoisie acceptera le front unique si elle a l'intention de mener réellement la lutte. Sinon, elle n'a pas besoin d'un front, elle fait une parodie pour utiliser la force du prolétariat sans lui permettre d'exercer sa fonction de classe, de défendre ses intérêts de classe, sa lutte de classe; elle veut garder le prolétariat dans l'inactivité tandis qu'elle-même va décider programmes et objectifs dans un front unique avec les partis ouvriers. De cette façon, elle annule le prolétariat et l'empêche de conquérir ses droits et revendications.

Mais de cette manière, on peut obtenir à peine 10% de ce que le prolétariat peut conquérir au travers d'une action indépendante accompagnée d'un Front Unique pour des droits démocratiques, pour les droits de la classe ouvrière et pour des mesures économiques d'étatisations. En Espagne, de plus, 40% des secteurs importants de l'économie-sont étatisés.

Il faut discuter de tout cela. Cela ne veut pas dire empêcher le Front Unique et la mobilisation des forces anti-phalangistes. La bourgeoisie agit comme elle le fait, car elle n'a pas d'autre solution et car elle veut empêcher le prolétariat d'agir sous forme indépendante, d'accroître et développer ses conquêtes de classe. Dans le Front Unique il faut discuter quelle est la racine de classe. Il faut faire un Front Unique pour les libertés démocratiques, mais pas pour donner le pouvoir à la bourgeoisie. Les ouvriers doivent présenter des revendications d'étatisations, de nationalisations, de contrôle ouvrier, de planification de l'économie, pour attirer la petite-bourgeoisie. Autrement, celle-ci est canalisée par la bourgeoisie. Il faut discuter de tout cela.

22/9/1975 J.POSADAS

PREPARER LA MOBILISATION DES MASSES POUR EN FINIR AVEC LES GROUPES FASCISTES

Les manifestations et les actions organisées contre les groupes fascistes VMO, TAK Were Di et Nem Club sont très nécessaires. Il est indispensable que ces commandos soient interdits, et que soient garanties-toutes les libertés démocratiques et syndicales et politiques en Belgique. Mais il faut voir comment et avec qui doivent être menées ces actions. Les manifestations organisées par le Front anti-fasciste, le Comité Anti-Fasciste, ont rassemblé un petit nombre de gens, tous militants, la plupart étudiants, des groupes "gauchistes". C'est absurde de dire que "les masses ont occupé les rues pour barrer la route au fascisme" etc...

Indépendamment de leur petit nombre, toute manifestation anti-fasciste est utile, mais elle ne remplace pas la mobilisations de-la classe ouvrières, des masses; elle doit servir de stimulant, d'avertissement, pour impulser la gauche socialiste, communiste, chrétienne, syndicale à agir; sinon on croit qu'on peut remplacer l'action des masses par des actions de commandos, comme-est en train de le faire AMADA en particulier.

Il faut voir aussi comment poser le problème du fascisme à cette étape de l'histoire "La bête brune", les groupes fascistes n'ont pas de perspective de gagner des masse de la petite-bourgeoisie, de se développer et de s'installer. S'ils ont pu manifester à Louvain, c'est la protection de la gendarmerie et avec l'autorisation du bourgmestre.

Pour que ces actions contre les groupes fascistes soient efficaces, il est indispensable d'élargir le front à toutes les organisations ouvrières et démocratiques, syndicales et politiques: gauche socialiste, PC, syndicats, gauche chrétienne et toutes les tendances révolutionnaires. Il faut surtout répondre au travers d'un programme politique qui donne une perspective à la crise du capitalisme, contre les fermetures d'usines, contre le chômage et les licenciements. La manifestation anti-fasciste du 19.10 n'a pas donné de perspective politique. Elle a crié des mots d'ordre contre les groupes fascistes, mais ce n'est pas suffisant.

Toutes les lois, le projet 430, armée de métier, projet Vanderpoorten etc..sont une réponse de la bourgeoisie à l'aiguisement-de la lutte de classes, une tentative de répression plus grande contre le mouvement ouvrier, contre les luttes révolutionnaire qui vont venir en Belgique prochainement.- Il n'y a pas de conditions pour le fascisme. Celui-ci a besoin d'une situation de désespoir dans la petite-bourgeoisie, pour trouver là des points d'appui qui lui permettent de rendre responsables les partis-ouvriers et les syndicats de la crise et de les détruire. Mais aujourd'hui tous ces secteurs qui devraient être des points d'appui du régime capitaliste, s'en détachent et utilisent des méthodes de classe comme la classe ouvrière pour défendre les conditions de vie et leur travail. Les bateliers, les commerçants, les agriculteurs les enseignants, les policiers, manifestent dans les rues, occupent les bâtiments font des grèves dures et longues, luttent-contre le gouvernement capitaliste. Ils ne veulent pas d'une "issue marxiste", mais ils posent des revendications, des points-de programme qui n'ont rien à voir avec le capitalisme.

Il faut voir qu'il n'y a pas de possibilité de développement du fascisme parce que-dans les secteurs qui devraient soutenir - le régime capitaliste, il y a une décomposition importante: dans l'armée, la police Il faut se rappeler la manifestation des militaires de carrière qui revendiquaient-contre le gouvernement et la récente manifestation des policiers à Bruxelles demandant "d'être au service des gens et non de la politique"; cela veut dire: contre la politique que le gouvernement veut leur -- faire défendre. Ces secteurs n'ont plus -- confiance dans le capitalisme. Ils sentent que c'est lui qui engendre le chômage, la misère, les crimes, tous les maux dont souffre la société. Ils veulent être utiles à la population.

Cela ne veut pas dire qu'il faut se croise les bras et attendre tranquillement la chute du régime. Non. Des secteurs de la police et de la gendarmerie, de l'armée continuent à défendre des intérêts bourgeois, mais il est possible de neutraliser et degagner des secteurs importants. Cela se -- passe dans tout processus révolutionnaire-important: des soldats, des officiers, des généraux sont gagnés à la révolution. Il suffit de voir l'exemple de la révolution-russe, et celui du Portugal. Il faut envisager de faire un travail dans l'armée, la police, toutes les organisations ouvrières et démocratiques, révolutionnaires doivent faire des appels aux militaires, aux policiers, et même aux gendarmes, pour qu'ils-s'associent aux luttes ouvrières contre le capitalisme, pour qu'ils refusent de participer à la répression des gens, d'obéir à des ordres contraires à la dignité humaine pour qu'ils organisent des syndicats affiliés à la FGTB et à la CSC; il faut réclamer la pleine liberté d'organisation, de pensée, de diffusion des journaux de gauche dans les casernes.

Nous appelons la gauche socialiste, le PCB à participer à une campagne de mobilisations contre les commandos fascistes, avec la perspective d'élargir la lutte à celle-pour la défense des droits démocratiques-- et syndicaux, contre les licenciements, des délégués élus par les ouvriers dans les usines, contre les procès intentés aux ouvriers participant aux piquets de grève.

La lutte doit être une lutte d'ensemble. On ne peut séparer la lutte contre les commandos fascistes et la lutte contre le capitalisme. On a vu clairement comme les gouvernements capitalistes d'Europe continuent à soutenir le régime franquiste en Espagne. Ils souhaitent certains changements, l'application de mesures démocratiques bourgeoises, comme un moindre mal face à la volonté de toutes les masses d'Europe d' en finir avec le capitalisme, en Espagne et - partout ailleurs.

Dans ce sens, les propositions et l'attitude des Partis communiste et socialiste doivent être beaucoup plus audacieuses et s'-appuyer sur la volonté de la classe ouvrière. Les conditions existent partout pour-un changement de régime, pour le renversement du capitalisme. Les travailleurs le - démontrent. Il faut unir la lutte contre les commandos fascistes à la lutte contre le gouvernement capitaliste en proposant un programme anti-capitaliste et le gouvernement de gauche.

LETTRE AUX CAMARADES DE MADAGASCAR

(EXTRAITS)

J. POSADAS

27·7·75

A Madagascar il est nécessaire de discuter un programme économique, politique, social, de mesures pour aller vers l Etat ouvrier. Le problème le plus important pour l'instant, est celui du fonctionnement politique du pays. Il n'y a pas d'homogénéité, ni dans ni hors de l'armée Cependant, dans une partie de l'armée et chez le nouveau président, existe la décision de s'orienter vers le socialisme. Ils ont déjà adopté certaines mesures, mais de faible importance jusqu'à présent. Il faut les discuter, les appuyer et les élargir au moyen de l'étatisation. C'est la base du développement du pays.

La structure de Madagascar est liée de mille manières à l'impérialisme français: sur le plan économique, social, administratif, par l'appareil, les habitudes, l'arrièrement, le manque de vie politique. Il existe tout un appareil, dépendant de l'impérialisme français, et qui fonctionne de façon désordonnée, non visible. Les universités, par exemple, ont été construites en fonction de la structure de l'impérialisme français. D'autre part, la révolution exerce une grande influence sur les masses de Madagascar et parvient jusqu'aux militaires. Même si les masses n'ont pas encore assimilé cette influence à un niveau élevé, les militaires, eux, l'ont bien reçue. Cela ne veut pas dire que les militaires ont un avantage sur les masses, mais ils ont une plus grande indépendance. Ils n'ont pas de besoins économiques comme les paysans, ou les ouvriers. D'ailleurs, les ouvriers sont peu nombreux. Les militaires ne dépendent pas de la terre, de la production ils sentent qu'ils disposent d'un certain pouvoir. L'armée dispose d'une certaine base économique et financière qui la stimule à résister ou à prendre des décision pour vaincre. Mais la base essentielle de son progrès réside dans l'influence des idées, des luttes révolutionnaires. Si les militaires se comportent de cette façon, c'est qu'il existe chez eux des tendances socialisantes ou socialistes. Il faut donc proposer de diminuer la différence et le dénivellement existant entre les militaires qui ont atteint une telle capacité, une telle avance et niveau politique, et les masses qui sont encore arriérées.

Il faut considérer également les luttes politiques très importantes qui viennent de se dérouler à Madagascar. Il y a eu des mobilisations, des mouvements syndicaux et politiques importants bien qu'encore limités. Il faut appeler les militaires à élaborer un programme socialiste d'avance vers le socialisme. Ce programme va se heurter à la résistance de l'impérialisme, de la vieille oligarchie locale, de l'appareil commercial et financier, de l' appareil bureaucratique de l'Etat. Pour faire progresser n'importe quelle mesure, il faut affronter l'impérialisme français et américain. On va donc rencontrer la résistance de l'impérialisme, qu'elle vienne de l'intérieur ou de l'extérieur. La résistance intérieure sera organisée au travers de l'appareil d'Etat dans lequel l'impérialisme est encore bien inséré, dispose de beaucoup de gens qui dépendent de lui, ne fût-ce que par habitude : en effet il y a des gens qui n'ont pas confiance dans les changements. Mais il existe aussi une base paysanne très large, et qui a fait preuve d'une grande combativité au cours de cette dernière étape, et un parti socialiste qui a une certaine force. Même si ce parti est lié à l'impérialisme, le seul fait de son existence indique la présence d'une base politique très développée parmi les masses paysannes, petites-bourgeoises et les quelques ouvriers.

Il faut faire des textes, des appels des analyses, des propositions de mesures économiques concrètes, spécifiques. Les ouvriers et fonctionnaires, la petite-bourgeoisie doivent voir le progrès : de cette manière, ils perdent leur crainte du lendemain. Il faut faire beaucoup d'analyses, de discussions dans tout le pays utiliser les écoles, la radio, la TV, le cinéma dans ce but. Il faut discuter que la voie à suivre pour le progrès de Madagascar est le socialisme, et comment conduire ce pays. Faire des films éducatifs, dans ce sens. Non seulement pour alphabétiser, mais en même temps pour enseigner, par exemple, les notions élémentaires de médecine, faire connaître l'économie, les mathématiques, la physique, la chimie, c'est à dire les problèmes les plus compliqués sous la forme la plus simple pour rendre l'enseignement accessible aux ouvriers, aux paysans, aux petits-bourgeois Il faut que ceux-ci interviennent dans les appareils de développement, de direction, de planification de l'économie, et puissent manier les instruments d'organisation de l'économie.

Il faut discuter que la base de l'arrièrement de Madagascar est l'existence de la propriété privée dans les campagnes et dans les villes. La direction politique est liée et dépendante de l'impérialisme français, de même, c'est elle qui administre les biens. Il ne suffit pas de changer l'administration; il faut changer le régime de propriété et, inévitablement une nouvelle administration en surgira. Voilà ce qu'il faut changer et briser. Mais il ne faut pas espérer que cela puisse se faire d'une semaine à l'autre. Il faut organiser un mouvement. Il faut donc s'adresser aux ouvriers, aux paysans, à la petite-bourgeoisie, et même aux couches cultivées.

Il faut appeler à exproprier, à planifier la production, instaurer le monopole du commerce extérieur. Expliquer que tout cela est nécessaire. Montrer les avantages et le progrès économique que cela signifie. En même temps, faire des analysee sur la situation du monde, du capitalisme, de l'impérialisme. Montrer ce qui entoure Madagascar, même si la solution se trouve à Madagascar même.

Nous pouvons déjà nous rendre compte que la direction actuelle cherche à avancer des mesures d'Etat ouvrier, même si elle le fait encore très lentement, de façon limitée. Il faut montrer que le progrès de Madagascar se réalise au travers de l'économie, de la littérature, de la culture. Mais sans développement de l'économie, il n'y a pas de culture; par conséquent la littérature reste à un niveau très bas: une littérature de bas étage et non scientifique.

A l'étape actuelle de l'histoire il existe des couches de militaires qui représentent des armées gagnées par la révolution. Des pays aussi petits que Madagascar peuvent donner à l'histoire une très grande impulsion et passer directement de l'arrièrement féodal à la révolution socialiste. Cela va exercer une très grande influence - comme le fait déjà le Portugal - sur le mouvement communiste et socialiste mondial. Ces expériences : montrent les étapes qu'il est nécessaire de passer: la Révolution Permanente, analysée par Trotsky, est une conception valide et qui le restera jusqu'au socialisme. La fonction change mais les principes sont justes. Les échelons du processus de l'histoire doivent être gravis sous la forme de la révolution permanente. Celle- ci se déroule dans un processus révolutionnaire inégal et combiné, dans lequel l'aspect combiné est déterminant. Le caractère inégal du processus fait que, parfois, des éléments secondaires sont mis au premier plan; mais rien de plus. Les révolutions partant du niveau le plus arriéré, adoptent immédiatement les formes les plus avancées; elles reprennent aussi certains vices, certaines expressions arriérées des appareils. Mais la révolution avance de plus en plus et copie de moins en moins les appareils, la bureaucratie, les formes bureaucratiques.

Il faut montrer le Portugal en exemple, pour faire voir que l'on peut passer directement à un gouvernement s'appuyant sur les masses, et que les masses peuvent exercer la fonction de contrôle et que l'on peut éliminer la grande propriété foncière. Leur élimination répond à un besoin de progrès. Le Portugal était arriéré, comme Madagascar : et maintenant il y existe des organes de pouvoir populaire qui commencent à fonctionner, bien que de façon encore limitée. La base de la démocratie, de la défense et du soutien de la révolution, consiste à faire progresser celle-ci. C'est ainsi que l'on gagne de l'autorité sur les gens, que l'on attire l'intelligence. Les gens voient en quoi consiste le progrès.

Les FOKONOLONAS (organes populaires) sont des organismes très avancés, de type soviétique. Ils cherchent à faire intervenir la population. Mais il faut les débarrasser de l'obstacle de l'administration-bourgeoise qui les empêche de fonctionner comme des organismes élaborant la pensée, l'analyse, l'expérience, dirigeant et organisant en fonction de l'intérêt des masses pauvres. Il faut intervenir afin d'en faire des organismes vivants, démocratiques, soviétiques. Il faut en faire sortir la bourgeoisie et leur faire accomplir des tâches incorporant la classe ouvrière, la petite-bourgeoisie pauvre, les paysans. Il faut les intégrer à des tâches de direction et accompagner cela par un travail d'élévation de la culture et d'alphabétisation. Il faut proposer un programme d'intervention et une perspective. Entre autres, la planification de la production.

Pour planifier la production, il faut étatiser. Il faut argumenter pour convaincre de cette nécessité. Il n'existe plus de révolutions pauvres. N'importe quelle révolution est riche, même si elle est est pauvre en moyens ou en direction. Mais quand elle répond à une nécessité de l'histoire, elle trouve les moyens dont elle a besoin. Elle peut être mise en défaite transitoirement, comme en 1905 en Russie, mais elle se reprend vite. Maintenant il n'y a plus de "1905". Même quand il y a un "Chili", c'est un boomerang qui se retourne contre le capitalisme. Les 1905 n'existent plus. Aujourd'hui il n'y a que des boomerangs. La révolution, partant de conditions très arriérées dans l'histoire acquiert les positions de principes et de programme les plus élevées. Autrement elles ne peuvent pas avancer. Le processus de Madagascar en est un exemple.

27/7/75 J.POSADAS

VIVE LA REALISATION DU Xº CONGRES MONDIAL DE LA IVº INTERNATIONALE TROTSKISTE - POSADISTE

Au nom du P.O.R.(T), section belge de la IVe Internationale - Posadiste nous saluons avec toute notre passion communiste la réalisation du Xème grès Mondial de la IVe Internationale (dont nous avons publié le Communiqué de Presse du Secrétariat International dans le numéro précédent de LUTTE OUVRIERE). Tous les rapports présentés par le camarade J.Posadas et des camarades de la Direction internationale à ce Congrès vont être des instruments de compréhension théorique, politique et organisative dans la lutte pour construire mondialement le socialisme, non seulement pour les sections, les cadres de la IVe Internationale, mais en même temps, pour le mouvement communiste, socialiste, nationaliste et révolutionnaire mondial.

Dans ce Congrès, la IVe Internationale ne s'est pas concentrée sur l'analyse de ses propres forces, de son développement depuis le 9ème Congrès. Elle s'est préoccupée fondamentalement d'élaborer les analyses, la pensée scientifique permettant de comprendre, d'interpréter et d'intervenir pour diriger le processus actuel, d'une richesse immense, de la révolution permanente, de la révolution politique, regénérescence partielle et rencontre historique, par lequel l'humanité est en train de passer pour assurer son progrès historique. Toute cette élaboration, ces propositions, ces appels et analyses sont dirigées à construire la direction révolutionnaire qui mûrit dans le mouvement communiste et révolutionnaire mondial, dont la IVe Internationale fait déjà partie, et dans lequel elle se prépare à s'intégrer organiquement.

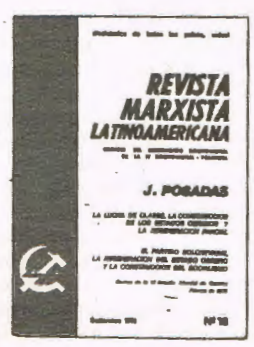
Nous saluons tous ces objectifs proposés par le Xème Congrès Mondial, d'agir et de construire ces cadres, dirigeants et militants comme bien public de l'histoire, sans sentiment de propriété de parti, mais avec le but de construire le communisme, de préparer l'organisation de la vie et des relations communistes de l'humanité.

En fonction de ces objectifs, la publication prochaine de tous lee textes et résolutions du Congrès Mondial sont d'une importance historique fondamentale. Nous saluons, la décision de toutes les sections de faire paraître les REVUES MARXISTES pour diffuser toutes ces idées dans l'avant-garde révolutionnaire mondiale et nous faisons un appel à tous les camarades lecteurs de LUTTE OUVRIERE, sympathisants du Parti, aux camarades militants et dirigeants communistes, socialistes, chrétiens de gauche, aux militants syndicalistes révolutionnaires, à participer financièrement à la publication de la REVUE MARXISTE EUROPEENNE en français, en donnant une contribution spéciale au Parti, ou en élevant leur cotisation, ou par tout autre moyen. Nous invitons tous les camarades à collaborer à cette campagne financière !

Le Bureau Politique du P.O.R.(T)

VIENT DE PARAITRE

"REVISTA MARXISTA LATINOAMERICANA"



NOUS SALUONS AVEC TOUTE NOTRE JOIE COMMUNISTE LA PARUTION DE LA REVUE MARXISTE LATINO-AMERICAINE Nº 18! CE NUMERO CONTIENT DEUX DES PRINCIPAUX TEXTES ELABORES PAR LE CDE J.POSADAS AU COURS DE LA 6ème ECOLE MONDIALE DE CADRES DE LA IVe INTERNATIONALE:

- LA LUTTE DE CLASSES, LA CONSTRUCTION DES ETATS OUVRIERS ET LA REGENERESCENCE PARTIELLE
- LE PARTI BOLCHEVIQUE, LA DEGENERESCENCE DE L'ETAT OUVRIER ET LA CONSTRUCTION DU SOCIALISME

EDITORIAL

(Suite de la page 1)

LA BASE SOCIALE DE LA BOURGEOISIE SE RADICALISE CONTRE ELLE

La bourgeoisie a besoin des fascistes, pour préparer des milices anti-ouvrières. Mais le VMO, à Louvain, n'a pas réuni plus de 200 types qui ont été protégés par 600 gendarmes pour manifester. Les policiers communaux refusent de se soumettre à la gendarmerie et à la centralisation des forces de répression que le capitalisme veut organiser et manifestent dans la rue, cherchant à se réhabiliter auprès de la population et à montrer qu'ils veulent retrouver la dignité humaine. Les policiers perdent confiance dans le système capitaliste, dans la défense de la propriété privée, qui était leur fonction fondamentale; ils ne veulent plus servir à réprimer les gens. Cela ne veut pas dire que la bourgeoisie ne va pas lancer la répression contre les masses; elle va faire la guerre, mais elle va la perdre.

Les bateliers devraient, eux aussi, vivre en défense de la propriété privée et de la libre entreprise, en tant qu'indépendants; au lieu de cela, ils formulent des revendications, dont certaines sortent du cadre du régime capitaliste: ils demandent un "tour de rôle" international, une sorte de partage du travail . La nécessité de la planification apparaît , jusque dans ce secteur "individualiste" par nature. L'action même des bateliers, la crise de leur profession, montrent, elles aussi, qu'il faut proposer un plan d'étatisations, un plan ouvrier de développement du pays en fonction des besoins de la population: nous proposons d'étatiser tous les moyens de transport, d'en faire des services publics, de planifier leur organisation en liaison avec les syndicats ouvriers et des comités de petits exploitants. Les bateliers montrent par le niveau de leur lutte, par leur résolution, qu'ils ne seront pas contre des mesures d'étatisation car celles-ci ne portent pas sur leur bien individuel, mais sur ceux des grosses sociétés capitalistes.

C'est la même chose en ce qui concerne les autres couches de la petite - bourgeoisie; les petits commerçants , les paysans, les artisans. Ils ne se réfugient plus dans le fascisme pour essayer de s'en tirer, mais ils cherchent à s'unir à la classe ouvrière , aux autres couches exploitées ou contestataires du capitalisme: les comités de solidarité formés par les étudiants de Louvain avec les bateliers le montrent.

La classe ouvrière est pleine d'idées d'initiatives pour lutter contre le capitalisme, pour montrer qu'il n'est pas nécessaire, qu'on peut bien se passer de lui pour organiser l'économie. Elle le montre dans des actions comme celles des papeteries, des sources de Thil (où les travailleurs ont imposé le maintien en vie de l'entreprise et vont organiser le contrôle-ouvrier sur la qualité de l'eau minérale qu'ils produisent), des verreries (où un comité d'action unique s'est formé entre les différents secteurs-- pour proposer un plan de reconversion en fonction des intérêts de la population et des travailleurs).

Les directions syndicales, tout comme le PSB, ne peuvent rester indifférentes. Cette pression des masses les obligent à affronter le "plan de relance" capitaliste, car ils doivent éviter un débordement des masses. Mais leur réponse est tout à fait insuffisante. On accepte en fait de reculer, si on se contente de défendre certain acquis, tels que le niveau des salaires! Il faut faire une campagne générale de mobilisations des masses dans tout le pays. Ces problèmes fondamentaux ne trouveront pas de solution au Parlement, mais dans la lutte de classes, dans l'organisation du front de la gauche, dans l'action elle-même: la gauche chrétienne va répondre à un -- front unique de lutte anti-capitaliste, tandis qu'au Parlement elle est dépendante de l'appareil du PSC et les appels des socialistes ne peuvent rencontrer un écho. Il faut l'appeler à un front unique dans la lutte directe, pour imposer un gouvernement de gauche; il faut appeler à renverser-- ce gouvernement de misère pour les masses et donner à toutes les actions de la classe ouvrière en défense de l emploi, contre les licenciements, pour les salaires, la perspective politique du gouvernement de gauche. La lutte de la gauche socialiste en Belgique, de toutes les tendances de gauche et révolutionnaires doit avancer un programme anti-capitaliste et s'unir à la lutte de toutes les masses-- européennes qui sont les mêmes, de l' Espagne à l'Italie.

22/10/1975

ESPAGNE

faut poser le besoin de préparer des mouvements, incluant des accords pour les droits démocratiques, avec la bourgeoisie mais sans se lier programmatiquement à elle. Il ne faut pas rester soumis programmatiquement, comme le fait Carrillo, à des accords à partir desquels la bourgeoisie dirige et décide. Carrillo dit qu' il fait ainsi car le PC est minoritaire dans le mouvement ouvrier. Nous le pensons également, mais la majorité veut abattre Franco et prendre le chemin du Portugal . Donc il ne s'agit plus du PC, de ses possibilités. Il s'agit de passer outre les limites du niveau que le PC veut donner à la révolution espagnole. Il faut considérer que des cadres importants du PC peuvent être gagnés par une telle discussion Les exemples du Portugal, de l'Ethiopie , du Mexique, et du Pérou sont bien catégoriques.

Il faut faire une très grande critique à Carrillo, sur la base de discussion politique, d'analyses. Ne pas lancer des réfutations, des accusations, mais faire des analyses qui montrent le caractère -- faux et erronné de la politique de soumission aux accords avec la bourgeoisie. Celle-ci affermit le pouvoir de la bourgeoisie alors que les conditions existent -- pour gagner la petite-bourgeoisie au travers d'une mobilisation avec des objectifs de classe et anti-capitalistes. On peut le faire. Les militaires préparent - un coup, dans la perspective de prendre des mesures socialistes et non en fonction du régime capitaliste.

Nous ne voulons pas intervenir dans la dispute interne du PC, mais nous ne devons pas non plus refuser d'y participer. Nous ne voulons pas intervenir pour chasser, provoquer des ruptures, mais bien pour conduire au raisonnement. Au lieu de dire : "traîtres, capitulards, bourgeois" il faut pousser au raisonnement. Au lieu de dire que cette position du PCE sert de point d'appui à la bourgeoisie, il faut montrer qu'elle conduit le prolétariat à l'abandon de ses propres positions et donc à renforcer la bourgeoisie, et empêche la mobilisation du prolétariat. Par conséquent, la bourgeoisie a la possibilité de continuer sa domination. Par contre elle ne pourra plus le faire si le prolétariat domine et décide. Voilà un exemple d'analyse.

Il faut fonctionner de façon à intervenir dans tout ce processus, à organiser un courant dans et hors du PC, parmi les catholiques de gauche, les socialistes de gauche, les communistes, les sans parti.- Il faut considérer qu'un grand nombre de gens ont perdu confiance et voient que le fascisme n'est pas un mouvement homogène, fonctionnant en réponse à une nécessité . Un certain nombre de fascistes passent à des positions opposées. Dans ce pays, il n'y a plus de fascisme; en tout cas il n' y a plus que le corps agonisant du fascisme. Il lui manque peu pour mourir. C'est pourquoi une quantité de gens se détachen du fascisme et s'en vont. Celui-ci perd des forces. Dans son agonie, il se concentre dans quelques centres.

Dans ces conditions, un mouvement très grand de résistance à Franco se développe, à commencer par la bourgeoisie elle-même. Celle-ci cherche à prouver qu'elle est un axe central. Toutes ses publications - "Cambio 16, par exemple" - visent ce but. Mais la politique et les intérêts de la bourgeoisie ne peuvent conduire très loin, elles s'arrêtent vite en chemin. Ces secteurs proposent le remplacement de Franco pour améliorer le fonctionnement du système capitaliste. Comme la bourgeoisie ne se sent pas la force de chasser Franco et s'imposer aux masses - en 40 ans de franquisme elle n'a pas pu s'imposer -, elle cherche à concilier avec les masses pour développer l'économie et la débarasser de l'obstacle que le régime franquiste représente. Celui-ci démontre, par là aussi, sa grande faiblesse. Les communistes cherchent à profiter de cette situation, en faisant leur "Junte Démocratique". Mais cette politique n' a pas de raison d'être si on se base sur une analyse de la situation en Espagne. Elle existe du fait de la crainte des communistes. Ceux-ci sont petits, sans force , sans pouvoir de décision. Dans un mouvement de classe, les communistes n'ont pas la majorité. Ils ont peur aussi d'être débordés par leur base. Par contre, dans la Junte Démocratique, où se mène une lutte pour des droits démocratiques, ils peuven compenser cette petitesse et développer une concurrence avec les autres. Ils ne donnent pas d'explication au militant communiste sur le motif de cette politique . Il faut raisonner et montrer qu'elle est incorrecte et insensée. Elle ne correspond pas aux besoins de la situation, ni à la perspective. Elle répond à une fausse analyse et de fausses conclusions sur ce qui existe en Espagne.

Il faut montrer la nécessité du front unique de tous les partis, des syndicats, pour les revendications démocratiques. La droite va vouloir tendre des pièges organisatifs. Il faut donc mener une action indépendante du PC et des syndicat en mettant en avant les revendications normales du mouvement ouvrier et aussi , les revendications essentielles de droits démocratiques, d'augmentations de salaire et d'une certaine planification de l'économie en donnant une perspective pour l'Espagne: on fait une Junte Démocratique , et après? Il faut proposer une série d'étatisations. Un secteur important de l'économie espagnole est déjà étatisé, allant jusqu'à 40% dans les principales industries. Certaines entreprises sont en déficit et l'Etat les reçoit sur les bras avec l'objectif d'assainir leurs dettes , de corriger leur état arriéré, de leur -- fournir de bons équipements, une meilleure capacité productive et de les revendre ensuite, de les restituer au capital privé.

Cependant cette situation a engendré une couche de dirigeants, d'administra -- teurs, de fonctionnaires d'Etat, s'opposant à cette politique et qui veulent que l'Etat continue à exercer sa fonction. C' est une des conséquences de cette étape de crise du capitalisme, qui existe dans chaque pays: il y a une croissance de la couche des planificateurs, directeurs, coordinateurs, présidents, économiqtes lo-- caux qui mettent en concurrence l'économie privée et étatisée. Ils font cela pour défendre un intérêt particulier, mais en même temps, ils sont poussés par le besoin de développer l'économie. Ils cherchent la meilleure manière de le faire.-- Ils en restent à ce niveau et ne défenden pas un programme de progrès vers des mesures socialistes, mais il faut compter sur ces forces.

Nous ne sommes pas contre un front nique démocratique avec la bourgeoisie Nous sommes contre une soumission à celle ci. La phase actuelle requiert une lutte pour les libertés démocratiques, mais en même temps, l'indépendance du mouvement-- ouvrier et des partis ouvriers pour continuer la lutte pour leurs propres revendications. Il ne faut pas rester soumis au niveau bourgeois car cela paralyse le mouvement ouvrier.

Ce que fait Carrillo revient à soumettre le mouvement ouvrier à l'alliance avec la bourgeoisie. Il s'agit ici d'une soumission pure et simple. C'est pour cela que nous avons dit que cette politique ne serait pas acceptée. Dans notre jugement sur le 8ème Congrès du PCE ("Les Problèmes de la Révolution en Espagne et le 8ème Congrès du PCE" de J.Posadas, 5/2/74 ndlr), nous admis la nécessité de faire l'alliance démocratique avec la bourgeoisie, pour des objectifs de droits démocratiques, de liberté de presse, de parole , d'idées, de développement de l'économie . Mais, en tant que classe, nous devons garder la décision et les moyens d'agir. Nous pouvons même faire des meetings en commun Mais nous menons notre vie indépendamment d'eux, nous élaborons des objectifs supérieurs à ceux de la bourgeoisie.

Carrillo suit cette politique car il ne croit pas à la révolution permanente . Nous bien! Un fait bien clair: qu'est devenue l'Assemblée de Catalogne? et celle d'Andalousie? C'est absurde et criminel-- de favoriser la fédéralisation de l'Espagne. C'est absurde. C'est un crime. Cette politique favorise la bourgeoisie, l'arrièrement régional catalan, majorquais, etc Tout cela heurte la mentalité de n'importe quel ouvrier espagnol.

C'est une conclusion arriérée et absurde. Au lieu de tendre vers l'unification et la centralisation - comme viennent de le faire les Yougoslaves - on tend à diviser à respecter le droit régional, à maintenir l'arrièrement de la nationalité, qui sont des produits du capitalisme. C'est un attentat contre la centralisation de l'économie. C'est faux de dire que " la nationalité est un produit nécessaire de la culture et de la science". C'est faux, et absurde.

Il faut considérer la première lutte menée par Lénine dans le Parti Social-Démocrate Russe pour former un mouvement -- centralisé. Il avait une terrible diversité. Lénine opposait à la diversité de chaque Etat Russe de cette époque, la nécessité de la centralisation pour développer l'économie, la culture, la technique. Il a mené une lutte énorme. Plekhanov lui - même, qui avait encore une bonne position politique en général-, était partisan du fractionnement de la Russie. Celui-ci était un héritage économique, social, culturel, du passé. Mais il y a encore aujourd'hui des communistes qui défendent - la même position.

28/7/1975 J.POSADAS

● *Les militaires, le progrès de l'histoire et le marxisme — 11 juin 1975*

erronée, non à cause de ses positions, mais par incapacité d'utiliser la méthode marxiste pour juger. Il jugeait en fonction de l'intérêt bureaucratique. Cela l'empêchait d'interpréter de façon marxiste et d'analyser les besoins du monde de s'unifier. C'est pour cette raison que Peron répétait constamment : « il faut unifier l'Amérique Latine avec le socialisme. » Il ne mentait pas en disant cela, mais il ne s'est pas montré capable d'organiser un Parti dans ce but.

Il ne faut pas prendre cette idée comme démagogique — tel que le disaient les communistes. — Il ne faut pas non plus simplement considérer qu'il courrait derrière la carrière. Il faut comprendre les raisons pour lesquelles il est parvenu à une telle compréhension, sans parti, sans capacité pour cela. Il s'est soumis aux espérances d'une couche bourgeoise, petite-bourgeoise. Une chose est l'Argentine aujourd'hui, une autre celle de l'époque. Les syndicats dominent aujourd'hui avec une grande force et ne vont permettre aucun recul.

Il faut poser le besoin d'unifier l'Amérique Latine sur la base de la planification de l'économie. Nous appuyons les secteurs, y inclus nationalistes, militaires, de gouvernements qui planifient tout en disant que c'est « contre le communisme. » Ces mesures vont en effet inévitablement conduire au Parti révolutionnaire de classe qui éliminera l'intérêt privé, individuel. Ils doivent s'orienter vers la planification, contre les intérêts privés.

Il faut expliquer la crise dans le mouvement communiste. Chacun veut savoir pourquoi la Chine et l'U.R.S.S., tous deux pays socialistes — comme ils disent — sont divisés. Tous ces mouvements nationalistes, militaires, voient que l'U.R.S.S., la Chine, qu'ils prennent comme exemple et point d'appui, de comparaison, sont divisés. Ils ne peuvent qu'en ressentir certains doutes et hésitations. Ils voient en effet des pays socialistes qui se disputent. Ils en déduisent que dans le socialisme, aussi, existent des intérêts de groupes, de castes.

Il faut démontrer que ce n'est pas là un besoin, ni un résultat de l'économie de l'Etat ouvrier, mais un résultat de la lutte sociale et politique antérieure qui a permis que se développent toutes ces couches. Il faut montrer en même temps qu'il existe maintenant et, en développement, de meilleures conditions, afin d'empêcher que puissent se développer ces couches bureaucratiques et leur intérêt à dominer l'économie. Elle ont été la conséquence du retard entre les conditions techniques et scientifiques déjà mûres, des conditions économiques également mûres et l'absence des instruments nécessaires. Ni le prolétariat, ni Lénine, ni Trotsky, ni nous-mêmes, n'en sont coupables. Tout cela est la conséquence d'une économie qui s'est développée plus vite que les possibilités, les moyens, les conditions de création de l'instrument qu'est le Parti. Mais par ailleurs et grâce à Lénine, l'U.R.S.S. a fait ce qu'elle a fait, créant les bases de nouvelles étapes d'intervention des masses.

Tous ces développements doivent être très didactiques, persuasifs, remplis d'exemples. Il faut apprendre à donner des images, à éduquer, à impulser, à créer la confiance. Il faut montrer que la tâche n'est pas impossible. Les explications doivent viser à donner confiance que les yankees vont perdre, bien qu'ils vont intervenir comme ils l'ont fait au Vietnam.

Il faut considérer que lorsque des secteurs nationalistes, militaires ressentent le besoin de cours sur le marxisme, c'est parce qu'ils veulent préparer l'armée à une tâche que ni les communistes, ni les syndicats n'ont faite. Ils veulent la préparer pour qu'elle comprenne que des mesures sont nécessaires contre la structure capitaliste.

L'objectif doit être de convaincre de la nécessité d'avoir recours à la méthode d'analyse matérialiste-dialectique. Il faut impulser ce besoin. Il faut généraliser la compréhension de ce que les militaires, par exemple, ne vont pas être éliminés ou amoindris dans leur importance, mais qu'ils seront, au contraire, très importants durant toute une période.

Le cours ultérieur du processus, le développement du prolétariat, des paysans, de la petite-bourgeoisie entraînera une diminution du poids de l'armée et les conséquences de la guerre à venir, ne seront que de courte durée, et non un désastre.

Il ne faut pas poser l'étude du marxisme comme une obligation immédiate, mais montrer par contre qu'il faut l'étudier. Il faut comprendre que le militaire fuit la discipline du marxisme dans la mesure où il est contre sa propre nature. Le marxisme conduit à voir la réalité, à comprendre la vie en fonction des exigences de l'économie, du comportement humain, de la lutte des classes. C'est pour ces raisons que les militaires fuient le marxisme.

J. POSADAS

11 juin 1975

Ed. resp. C. Pilet

51A, rue Garibaldi 1060 BRUX

TROIS TEXTES DE J.POSADAS SUR L'UNION SOVIETIQUE

voir pages centrales

« La substitution de l'Etat Prolétarien à l'Etat bourgeois n'est pas possible sans révolution violente. »
Lénine.

« Sans le Parti, nous ne sommes rien: avec le Parti, nous sommes tout. »
Trotsky.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE

Abonnement 12 num. . . 70 F
Abonnement 24 num. . . 150 F
Abonnem. de soutien . 300 F
Correspondance :
B. P. 273 - Charleroi
C.C.P. : 9762.34 de C. Pôlet.

ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE — IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 Fr. — 14e année — n° 253 — Le 7 novembre 1975 — Hebdomadaire

SOMMAIRE

LES FUSIONS DE COMMUNES : UNE NECESSITE QUE LE REGIME CAPITALISTE EST INCAPABLE DE METTRE EN OEUVRE

LA PROCHAINE CONFERENCE DES PARTIS COMMUNISTES ET LE PROGRES DE LA REGENERESCENCE PARTIELLE

LA MANIFESTATION EUROPEENNE DES SYNDICATS A BRUXELLES POUR LA DEFENSE DE L'EMPLOI

REPONDRE A LA CRISE CAPITALISTE PAR UNE MOBILISATION GENERALE POUR GARANTIR LES REVENUS, L'EMPLOI ET PORTER LA GAUCHE AU POUVOIR

EDITORIAL

Tant la rupture des négociations patronat-syndicats, que la crise profonde du Parlement, ne font que corroborer la situation de désintégration que vit le système capitaliste. Cette situation n'est pas déterminée par un processus local, ni même européen, mais par le rapport mondial des forces.

La dispute ouverte aux Etats-Unis, avec le limogeage de Schlessinger, ministre de la défense, celle du chef de la CIA, et le déplacement de Kissinger, est une partie de cette crise. Ford ne fait pas cela pour développer la politique de la détente", mais pour contenir un secteur de la bourgeoisie américaine qui veut s'adapter à la "détente". Cela n'a pas de perspective. Ford fait cela, en même temps que le Pentagone prépare des équipes plus résolues et prêtes à lancer la guerre. Mais il y a une désintégration du fonctionnement du système capitaliste aux Etats-Unis, comme le montre le conflit éclaté à propos de la ville de New - York entre les différents secteurs de la bourgeoisie. Mais quand le gouverneur de New York appelle les masses à descendre dans la rue contre le gouvernement, c'est le commencement d'un processus qui va se retourner contre tous les capitalistes, car celui-ci gère la ville comme une entreprise privée, et non en fonction des besoins de la population. Et les masses nord-américaines veulent intervenir et prendre part aux luttes du monde entier pour transformer la société et conquérir la dignité humaine.

Le capitalisme, pour pouvoir persister, doit croître sans cesse, augmenter son taux d'expansion. Mais pour le faire, il rencontre des entraves chaque fois plus sérieuses et même parfois insurmontables. Il a besoin de nouveaux marchés, pour vendre, pour investir, pour reproduire et élargir le capital. Mais ces marchés sont chaque fois plus rares. Ce n'est pas qu'ils n'existent pas potentiellement dans les pays qui se développent, mais la plupart de ceux-ci cherchent à se développer sur la base de l'étatisation et de la planification de l'économie.

Mais le capitalisme trouve aussi un concurrent sur son chemin: les Etats Ouvriers, et, en premier lieu l'Union Soviétique. Leur développement industriel et économique leur permet de se lancer dans le monde entier, d'occuper une partie du marché mondial du capitalisme, et surtout de servir d'exemple pour tous les pays qui veulent progresser.

Ceci établit un rapport de forces, de concurrence mondiale, face à laquelle le capitalisme aurait besoin de la "paix sociale" en Europe et aux Etats-Unis, de la tranquilité de la classe ouvrière et de son acceptation à payer les conséquences de la crise. Mais c'est tout le contraire. La classe ouvrière, elle aussi, a établi la limite que le capitalisme ne peut dépasser, en attendant de développer plus loin son offensive. Car elle démontre que, non seulement elle ne veut pas faire les frais de la crise, mais qu'elle est résolue à changer la société.

La bourgeoisie, contrairement aux directions des partis ouvriers, est bien consciente de cela. Elle a commencé des études comparatives et détaillées des grèves des années précédentes et de celles de cette année qui montrent une grande augmentation, pas tellement de leur nombre, mais de leur qualité. Une grande proportion de grèves est accompagnée d'occupations, et dans leur grande majorité elles sont parties sans l'accord des directions syndicales. En même temps il y a une augmentation du nombre d'usines que les ouvriers décident de faire fonctionner en se payant eux-mêmes. Que signifie cela? d'abord, que la classe ouvrière se sent capable d'organiser elle-même l'économie sans le capitalisme; ensuite, que le capitalisme n'est pas nécessaire pour faire fonctionner l'économie. La classe ouvrière élève sa résolution d'imposer elle-même une issue.

Pour cela, les directions syndicales coupent les négociations sur la politique des revenus. Même si elle avait accepté un accord, la classe-ouvrière ne les aurait pas suivies. Cependant, même si Debunne déclare à la sortie de la réunion que la situation est grave, les directions syndicales n'organisent rien pour s'imposer au capitalisme. Par exemple, on n'arrête toujours pas de faire des heures supplémentaires dans beaucoup d'usines, malgré l'augmentation du chômage. La bureaucratie syndicale continue à concilier et se fait complice des licenciements sir elle n'organise pas la lutte réelle pour les empêcher.

Cette situation s'est clairement exprimée à Charleroi, dans les deux manifestations auxquelles appelait le Front Commun Syndical en sidérurgie. Les travailleurs qui y ont participé l'ont fait avec un esprit très critique, et ils ont participé en faible nombre. Pourquoi? parce qu'ils voient que les fédérations syndicales ne font que proposer la convocation d'une "Conférence Economique", qui ne peut rien résoudre, et qui n'est même pas un moyen de pression sur le patronat. Les ouvriers se méfient profondément car ils voient les directions concilier — avec le capitalisme. Accepter, comme à Charleroi, des quantités d'heures supplémentaires dans les usines mêmes où se produisent des licenciments (chez Hanrez par exemple !)

Discuter du plan pour ne plus perdre d'emplois en sidérurgie, c'est discuter l'application immédiate des 36 heures, le partage du travail sous contrôle ouvrier, et ne rien attendre des "conférences économiques", chose que les directions ne font pas.

(Suite page 4)

AU PROCES D'HANREZ

MALGRE LES CONDAMNATIONS C'EST LA CLASSE OUVRIERE QUI A GAGNE

La justice de classe a condamné 3 camarades pour faits de grèves, comme le disait l'avocat, président de la fédération socialiste de Thuin, avant d'être interpelé par le juge qui a ordonné à la gendarmerie de l'arrêter. Au momento où nous écrivons ces lignes il est encore à la prison de Jamioulx.

Ce procès a montré clairement que, même si la justice est de classe il y a parmi les avocats un courant qui prend des positions de plus en plus nettes et qui a apporté un soutien clair et rapide au Comité pour la défense des droits démocratiques et syndicaux. Ils ont donné leur appui financier et ont manifesté, par leur propre action, leur attitude solidaire au tribunal, le refus d'accepter les manoeuvres intimidatoires du juge.

En fait celui-ci, pendant toute la séance, a empêché les témoins de parler, il a refusé de poser des questions, il a fait emprisonner une des camarades accusées pour le seul fait qu'elle a déclaré que les faits étaient un plan arrangé par le patron avec le consentement de la gendarmerie. Il a aussi empêché un autre des accusés, notre camara de René Andersen de prendre la parole pour expliquer les raisons de la condamnation des camarades.

Face à toutes ces manoeuvres et ces tripotages, le bâtonnier décida de rappeler une première fois le juge à l'ordre; ensuite il demanda à tous les avocats de sortir du barreau car dans ces conditions les droits de la défense n'étaient plus assurés. C'est à cause de cela que la salle commença à s'énerver et quel'avocat Michel Bernard en vint à déclarer que ces faits étaient intolérables, que c'était de la justice de classe. Le juge le fit aussitôt arrêter par les gendarmes.

Malgré tout cela, ce procès est un succès très grand pour les travailleurs. Plusieurs usines de la région étaient représentées par des délégués syndicaux et des ouvriers: Caterpillar, Hanrez, Glaverbel, Pas

(Suite page 4)

SUR LES CHANGEMENTS ET LES DISCUSSIONS EN COURS EN UNION SOVIETIQUE

J. POSADAS

Commentaire du 16/9/75

Cette nouvelle (1) est importante, car elle indique le niveau de lutte intérieure et de la crise. Elle a une importance très grande et fondamentale parce qu'elle ne concerne pas un problème comme celui des gérants condamnés à mort (2) pour avoir détourné des biens de l'Etat. Cette nouvelle se réfère à l'un des aspects essentiels de la nécessité historique, c'est à dire la révolution politique.

Ces publications font partie d'un besoin politique de faire des raisonnements logiques. Quand ces gens-là orsent éditer ces publications - tous - sont des écrivains liés à l'appareil, ayant de l'autorité-, c'est parce que il existe une très forte impulsion d'en bas. Autrement ils n'apparaîtraient pas. Ils ne se lancent pas de leur propre initiative. Ils ne mènent pas une vie politique dans l'appareil du Parti qui permettrait de tirer ces conclusions. Ils les trouvent en dehors de la vie de l'appareil, en liaison avec des gens du Parti et dans le reste du monde. Ils ne se sont pas préparés pour étudier cette nécessité dont ils sont une expression; celle-ci surgit d'une exigence de la science, de l'économie, du progrès de la lutte de classes, du développement mondial du socialisme.

Ils représentent, sous une forme assez limitée, très fragmentée, la nécessité de la discussion. Ils reprennent tous les arguments de notre texte sur Soljenitsine. Mais ils n'expliquent pas pourquoi des Soljenitsine existent Cependant, lorsqu'ils disent qu'il faut discuter " en marxistes", ils laissent la porte ouverte pour discuter: pourquoi a surgi Soljenitsine? C'est ce que nous posons. Pourquoi Soljenitsine existe-t-il? Personne ne l'a mis là où il était; il était le produit d'une relation antérieure. Quand on en arrive à une telle discussion, c'est parce que les conditions sont mûres en Union Soviétique et dans d'autres Etats ouvriers pour répondre à cette nécessité.Il faut lier ces faits à d'autres activités qui se réalisent dans les Etats ouvriers.

Par exemple: le discours du camarade délégué de l'Etat ouvrier Allemand, au Festival de "UNITA" en Italie, pose la nécessité d'abattre maintenant même le système capitaliste, de le remplacer. Il parle de la lutte de classe Il ne pose pas la révolution, mais la nécessité de remplacer le système capitaliste et la maturité des conditions, pour le faire. Tout son appel exprimait le désir véhément d'en finir avec le capitalisme et d'aller au socialisme en Italie. Il ne s'agit pas là de conclusions spontanées, sporadiques, imprévisibles. Nous les avions prévues, Toute notre capacité surgit du fait que nous nous basons sur ce processus. Tous ces idiots qui vivent pour eux-mêmes, avec la mentalité de guerrilla, de groupe et qui espèrent que l'URSS sera toujours ce qu'elle a été, ne voient pas les changements dans l'histoire. Ils ne savent pas s'adapter ni comprendre kes changements qui surgissent dans l'histoire ni y prendre part et changer eux-mêmes. Tous ces groupes sont stupéfaits. Ils se disent:" comment est-ce possible? ". Beaucoup d'entre eux défendaient Soljenitsine. "Rouge" en France par exemple, défendait qu'il avait le droit à la parole. L'idiot de Mandel a défendu Soljenitsine, dans un article qui disait : "le meilleur écrivain de Russie doit avoir pleinement le droit à la parole". Nous avons dit qu'il n'avait aucun droit à la parole!

Nous avons manifesté l'opinion que l'homme de science peut être aussi bien un instrument pour le progrès de l'humanité, que pour son assassinat.Nous sommes d'accord avec le scientifique qui fait progresser l'humanité, pas avec les autres. La démocratie pour eux, signifie le droit d'assassiner. La démocratie pour les autres revient à leur permettre de contribuer au développement de l'humanité.Quand on discute en Union Soviétique et que l'on réprime les gens qui veulent discuter ces thèmes, c'est parce que les conditions sont mûres pour l'influence du posadisme.En Union Soviétique existe la nécessité d'élever les relations. C'est pour cette raison que Brejnev est laissé à l'écart.Il n'est plus la première étoile ni même la deuxième. Il semble tout au plus être le transmetteur des ordres qu'il a reçus. Ce n'est pas lui qui a l'initiative.

D'une part, il faut analyser cette discussion en cours en Union Soviétique, de l'autre, il faut voir que les gens qui font ces publications défendent peut-être quelques points correct en même temps que des intérêts bureaucratiques ou incorrects. Mais en général, d'après ce que dit l'article, ce sont des individus qui proposent de revenir au marxisme-léninisme et qui prennent le cas de Soljenitsine pour montrer qu'il n'est pas sorti du vide. Ils ne le disent pas directement. Mais ils disent qu'il faut étudier et discuter du point de vue marxiste léniniste Cela conduit à poser la question:pourquoi existe un Soljénitsine? le problème n'est pas de se débarasser de lui tout en laissant en place les types, qui lui ont donné la vie, mais de discuter avec lui pour rompre la structure qui lui a donné naissance. Cela signifie que la révolution politique est en train de mûrir, bien que sous une forme qui n'est pas véhémente ni conséquente. Mais s'il n'en était pas ainsi cette discussion ne viendrait pas à se réaliser.

Cette discussion est importante, dans la mesure où elle manifeste une crise en Union Soviétique, du fait que la bureaucratie ne peut contenir, liquider ni dévier ni ajuster le processus. Celui-ci part de l'économie et de la lutte de classes à échelle mondiale de la maturité de la lutte de classes. Il ne faut pas croire que celle-ci va s'élever sans interruption. Il s'agit de bureaucrates. Et c'est dans ce camp que la pensée scientifique doit chercher à s'introduire. Celle-ci ne provient pas de la conscience qu'aurait acquis l'appareil, elle s'impose car elle est nécessaire. La raison essentielle en est que le développement harmonieux des relations humaines s'élève au-dessus de l'économie et des directions et exige une conscience et une politique répondant à cette nécessité.

J.POSADAS 16/9/1975

(1) référence à la séparation de 3 dirigeants du Komsomol et un de la Revue "Paix et Socialisme", pour avoir édité une publication clandestine qui "parlait du marxisme, de la nécessité de programmer la discussion sur le marxisme et sur le fait qu'il fallait combattre Soljenitsine par des arguments et non par des méthodes policières".

(2) Référence à l'information selon laquelle on a condamné à mort un directeur d'entreprise textile en Arménie, pour avoir volé la propriété socialiste

(3) voir: J.Posadas "Soljenitsine, l'Union Soviétique et la lutte pour le socialisme" - 14.2.1974

Commentaire du 18/9/75

La nouvelle de ces changements (1) ne concerne pas la bureaucratie en tant que telle, mais bien une partie de l'appareil bureaucratique qui dirige. En même temps, elle infique que l'économie exige déjà cette liquidation. Antérieurement, la planification était réalisée par ces mêmes types, en tenant compte de leurs propres intérêts locaux, domestiques, familiers, de groupe, de rapine. Face à cela, la haute bureaucratie doit planifier; alors ces idées s'introduisent, qui ne sont plus strictement celles de la bureaucratie. C'est pour cette raison que les évènements actuels en Pologne sont importants.D'autant plus que 80% au moins de la production agricole est dans les mains de la propriété privée. Mais les enfants de ces propriétaires sont communistes.

Tous ces changements répondent à un besoin logique, provenant du progrès scientifique auquel la bureaucratie ne peut plus répondre, car l'intérêt local se heurte à la nécessité de la centralisation. De plus, la concurrence mondiale avec le capitalisme et même avec d'autres Etats ouvriers les oblige à recourir à la science. Eux-mêmes ne vont pas se mettre à planifier, mais le processus objectif les y oblige. C'est de là que surgissent et se développent des secteurs qui ont plus d'objectivité, qui ne sont plus motivés par l'intérêt bureaucratique. Parfois le secteur militaire dans les Etats Ouvriers a des positions beaucoup plus correctes que le secteur politique car, du point de vue militaire, ils voient le danger. Les autres non; ils veulent concilier. C'est une des raisons, de la décadence - si ce n'est pas encore la liquidation - de Brejnev.

Ils gardent encore Brejnev car celui-ci symbolise "la détente". Les nouvelles de Tchécoslovaquie annoncent une discussion idéologique et une condamnation des positions de Dubcek indique qu'un nombre important de types dans l'appareil du Parti partagent encore les positions de Dubcek. Les Soviétiques eux-mêmes, n'ont pu mener une lutte ouverte car ils étaient, eux aussi, des "Dubcek". Il faut voir qu'en Union Soviétique il y avait des types, comme Liberman,qui proposaient directement, purement et simplement, le retour à la propriété privée d'une série de kolkhozes et de secteurs de l'économie, pour les "stimuler". Ces gens vont contre les lois de l'histoire. Le capitalisme démontre qu'il n'a pas d'initiative. Celles-ci ne proviennent pas de la propriété privée, mais bien de la propriété étatisée. La politique de Liberman allait contre les lois de l'histoire. Ils attribuaient à la propriété privée une initiative que celle-ci n'a pas Donner à quelques types une quantité de propriétés en Union Soviétique constituerait un obstacle, une entrave au fonctionnement de l'économie, en créant de la concurrence.

Ces gens-là discutent en abstrait, et sans principes scientifiques. Le principe de l'économie capitaliste est la propriété individuelle. C'est l'intérêt privé qui détermine le cours de la production. Dans l'économie capitaliste, tous ont un intérêt privé. Celui-ci se concentre sous la forme de la concurrence, qui signifie que chacun produit en fonction de son intérêt particulier et pour l'emporter sur l'autre. Tout cela signifie un gaspillage de 40% des énergies humaines qui sont investies et absorbées dans le travail. Voilà pourquoi existe l'aliénation. Dans le socialisme, le même effort ne va pas nécessité 40% de gaspillage car l'économie sera planifiée.

Dans les Etats ouvriers il existe des couches de la bureucratie qui veulent revenir à une telle économie Du fait de l'existence de la propriété étatisée, ils ne peuvent y arriver mais ils veulent utiliser celle- ci sous forme privée: les kollhozes ne sont pas autre chose. Nous avons attaqué les kolkhozes (2). Maintenant, en Union Soviétique, ils sont en train de faire ce qu'ils appelaient "la reconversion de la production", de la planification, en éliminant les secteurs qui, sans être strictement privés, agissent en fonction d'intérêts régionaux, locaux, privés.

On discute l'incorporation de nouvelles couches dans la productions .Il est bon de remplacer des ouvriers par la machine, par l'automation. Mais le problème est de savoir au profit de qui va toute cette richesse résultant du remplacement du travail humain par le travail de la machine (qui est de toutes façons, une concentration du travail humain , car elle est le produit de l'intelligence humaine). La nécessité d'incorporer des machines a pour conséquence d'éliminer une infinité de secteurs locaux et de provoquer une concentration. Le pouvoir de l'appareil, des grands chefs se trouve renforcé; mais en même temps la bureaucratie perd ses points d'appui, son soutien, en général, ses ramifications. Ces changements affaiblissent la bureaucratie sans couper ses racines, mais ils rendent les racines de plus en plus ténues de telle sorte qu'elles ne peuvent plus absorber les sels de la terre. Les sels de la société ne fournissent plus d'aliment aux racines pour qu'elles puissent nourrir les cochons-de bureaucrates. Voilà le processus auquel nous assistons. En Chine il se passe la même chose. Tel est le fond de la crise en Chine. L'économie chinoise tout en ayant beaucoup avancé, est encore sous l'emprise d'une conception bureaucratique, d'intérêts locaux, de "mandarins". Les Soviétiques n'attaquent pas ces faits-là car ils se trouvent dans la même situation. Aussi font-ils des discussions différées:ils ne touchent pas le thème en lui-même, ils n'abordent que les conséquences ou les antécédents, mais jamais la structure de ce processus. Il faudra bien qu'ils le fassent.

Le socialisme est le résultat historique du progrès de la science et de l'organisation sociale, qui requiert la science. Sans progrès de la science il n'y aurait pas eu de régime capitaliste. Nous en serions restés à l'époque de l'esclavage. C'est pour cette raison que les Grecsne sont pas un simple souvenir historique: ils sont présents dans n'importe quel évènement

La concurrence entre les Etats ouvriers et le régime capitaliste ne porte pas seulement sur des problèmes de prix directs, d'échange commercial,mai aussi sur les rapports globaux des coûts de production . Tout ce qui se vend dans le monde est déterminé par ce rapport du coût global de production. C'est là que se forment les prix . Dans les Etats Ouvriers, ceux-ci sont moins élévés que dans le régime capitaliste. Les Etats Ouvriers ont besoin, pour avancer et démontrer leur supériorité , d'augmenter la capacité productive et non la production. Ils doivent élever leur productivité. Ils doivent produire 20% de plus qu'avant en une heure, avec le même effort humain.Comme cet effort a une limite, le reste doit être fourni par la machine . Il faut donc un développement technique

(Suite page 4)

LA MANIFESTATION EUROPEENNE DES SYNDICATS A BRUXELLES

La nécessité de l'unification anticapitaliste de l'Europe se fait sentir par toutes sortes de moyens. La plus importante expression de cette dernière période en a été l'arrêt de travail de 55 millions de travailleurs contre le régime franquiste , en solidarité avec les militants de gauche assassinés en Espagne. Mais il y a aussi le fait que, dans tous les pays d'Europe encore capitalistes ,la classe ouvrière se met en mouvement , lutte avec les mêmes actions ,la même conscience de classe très grande,pour ne pas faire les frais de la crise dont le système capitaliste porte toute la responsabilité. Il y a des niveaux différents d'organisation entre les différents pays, mais un profond sentiment et une volonté anticapitaliste ferme animent toute la classe ouvrière européenne. C'est dans toute l'Europe que les grèves avec occupations d'usines,mise en fonctionnement de l'entreprise et ventes des produits sous contrôle ouvrier ont lieu. Et dans toute l'Europe aussi, la classe ouvrière forme des organismes de double pouvoir, du Portugal à l' Italie: les conseils d'usines, les comités populaires, les comités de grèves pour impulser , ou compenser l'absence de mesures de combat de la part des directions du mouvement ouvrier. Dans différents pays d'Europe,également,la lutte prend des formes de revendications programmatiques très élevées: exigence d'étatisation des entreprises en crise, contrôle ouvrier sur la production, sur les investissements, sur l'embauche, réalisation du partage du travail entre tous les ouvriers pour empêcher les licenciements et le chomage. Et déjà depuis de longs mois, les travailleurs des différentes succursales de grandes entreprises multinationales ont faitgrèves, des actions ensemble entre les différents pays pour imposer des revendications communes.

Ce sont des actions qui poussent les syndicats à se réunir maintenant. D'autre part,la crise totale du capitalisme ne laisse aucune marge de manoeuvres pour des politiques conciliatrices,pour que chaque secteur nationalement négocie quelques miettes du gateau capitaliste.Le capitalisme européen concentre dans le Marché Commun toutes les forces économiques et financières dont il dispose encore,il "rationalise" les branches industrielles sur la base d' une concurrence chaque fois plus féroce et au bénéfice de grosses sociétés, en écrasant les entreprises ou les secteurs les plus faibles. Dans toute l'Europe des millions d'ouvriers sont ainsi jetés sur le pavé. A la concentration capitaliste sur le plan européen, le mouvement ouvrier est obligé de riposter par une plus grande unification des forces ouvrières. C'est l'approffondissement de la crise capitaliste qui l'y oblige.

Aussi, dans la manifestation pour défendre l'emploi,il faut dénoncer à fond les responsables de la crise, qui sont les capitalistes d'Europe et proposer des solutions qui résoudront réellement les problèmes de l'emploi: la restructuration de l'économie en fonction des besoins de la population. Les Etats Ouvriers d'Europe, l'Union soviétique montrent comment résoudre ce problème :ils ne connaissent ni chomage , ni crise, car l'économie est planifiée, la propriété des moyens de production est étatisée. Il faut poser cette perspective en même temps qu' un plan d'action de toute la classe ouvrière européenne pour la diminution immédiate du temps de travail, pour les 36 heures immédiatement, pour tout le bénéfice de l'automation à la classe ouvrière. Il faut aussi poser des objectifs pour garantir l'emploi: Appuyer l'union de la gauche dans tous les pays d'Europe capitaliste pour porter la gauche au pouvoir. Des points de programme très importants à agiter en permanence sont : l'Unification des Centrales Ouvrières, la nécessité de donner une perspective globale à la crise au travers d'une Europe Socialiste, et la nécessité d'organiser de boycott de l'Espagne franquiste dans toute l'Europe jusqu'au renversement de la dictature .

Cette manifestation de doit pas rester seulement un rassemblement des directions. Dans le mouvement syndical les appareils résistent et s' opposent à une réelle action unifiée de toute l'Europe. La gauche syndicale qui a la préoccupation et qui doit mener ce combat pour que des mots d"ordre disutés dans la réunion européenne ne restent pas seulement sur le papier. Rarement, les actions proposées, sur le plan européen ont été menées effectivement en Belgique. La structure féodale des Syndicats s'y oppose.

Lors de la grève de Renault, les délégués de base et les ouvriers ont participés à l'action entreprise de leur propre initiative. De la même manière,lors de la grève des ouvriers du Livre en France,une déléguation des ouvriers de la CSC se sont solidarisés et ont été manifestér à Paris.

Nous faisons un appel à discuter dans les réunions syndicales, dans les assemblées des propositions à faire à cette réunion , à discuter la participation de délguations d'ouvriers en grève, à discuter le porgramme que nous proposons plus haut.

LA PROCHAINE CONFERENCE DES PARTIS COMMUNISTES ET LE PROGRES DE LA REGENERESCENCE PARTIELLE

La conférence des partis communistes d'Europe se prépare au milieu d'une polémique de plus en plus elevée au sein du mouvement communiste mondial. Cette polémique résulte du besoin historique de la politique révolutionnaire, de revenir à la conception marxiste pour intervenir dans l'histoire, en finir avec le capitalisme et construire le socialisme. La régénérescence partiellement en Union Soviétique remet en discussion les problèmes fondamentaux de la construction de l'Etat Ouvrier, de la dictature du prolétariat etc... comme l'analyse le camarade J.Posadas dans les trois articles que nous publions dans ce journal.

Le PC italien et espagnol manifestent les plus grande résistances à cette politique, à ces changements qui sont cependant inéluctables parce que le progrès de la révolution continue malgré toutes les entraves ou la timidité des directions communistes. Pour cela, les dirigeants comme Carrillo ou Berlinguer mêlent des positions defendant les " voies pacifiques", "nationales" au socialisme, à des attitudes plus proches de la nécessité.

Dans cette polémique mondiale, tous les partis communistes sont engagés mais le PC de l'URSS en particulier se trouve au centre de la crise de croissance et de la discussion, pour la fonction qu'il doit remplir dans la révolution mondiale. C'est pourquoi le P.C de l'URSS cherche à intervenir dans la crise intérieure des PC d'Europe . Le " refroidissments" soviétique face à Giscard d'estaing est un stimulant à la lutte révolutionnaire, pour porter la gauche au pouvoir en France.Giscard est allé négocier avec une aile de la bureaucratie soviétique, pour essayer de lui donner des points d'appui contre les secteurs en URSS, et dans les autres PC, veulent une politique révolutionnaire. La tendance de Zarodov n' est pas isolée, elle représente tout un secteur de la bureaucratie soviétique qui veut intervenir. Les rapports que l'URSS établit avec les:mouvements révolutionnaires au Portugal, au Moyen Orient, en Amérique Latine, en Angola, stimulent la discussion dans tous les PC.

L'URSS appuie l'Algérie et le POLISARIO dans le conflit du Sahara occidental; elle a porté une critique profonde au gouvernement de Sadate en Egypte qui négocie avec l'impérialisme américain, aux dépens du reste du mouvement révolutionnaire arabe; elle cherche le contact avec la gauche nationaliste révolutionnaire égyptienne, soutient la guérilla du Dhofar, le MPLA, elle élève son appui au mouvement révolutionnaire.

Toutefois ce processus n'est pas total, car la bureaucratie soviétique ne permet pas l'expression des forces revolutionnaires intérieures comme l'analyse Posadas dans les textes sur l'URS Cependant cette discussion et la nécessité de la démocratie soviétique sont inéluctables; elles ressortent constament, dans un endroit ou un autre:dans l'organe du PC bulgare, sort un texte dans la ligne de ceux de la Pravda et qui vont plus loin pour préciser les conclusions concrètes : "Les illusions légalistes peuvent mener à désarmer un parti communiste face à la contre-révolution et la pratique confirme de plus en plus que les PC doivent être prêts à utiliser toutes les formes de la lutte de classes, y compris la lutte armée". Toute cette discussion doit sortir publiquement. Ces principes fondamentaux de la lutte de classes se discutent dans tous les PC, pour la politique quotidienne. Elle surgit à propos du Portugal, mais elle est générale :

Il faut que cette discussion soit menée plus largement, pour en tirer

(Suite page 4)

cela s'exprime présentement.

Ce sont là un ensemble de principes que nous avons développés et pour lesquels nous agissons. L'Union Soviétique se verra obligée d'y avoir recours, en trouvant un certain appui dans l'histoire. C'est une élévation qui ne dépend pas d'un groupe devenant révolutionnaire, mais de l'avance de la technique, de l'économie, du développement social des Etats ouvriers. Cela donne par exemple pour résultat le Portugal. L'influence de tout cela se verse au Portugal. Les militaires y ont des positions beaucoup plus conséquentes et cohérentes que les communistes, ce qui ne signifie pas qu'ils soient contre, car il est aussi évident qu'ils influencent beaucoup les militaires portugais. Mais les militaires ne sont pas derrière les communistes.

Tout ce proccesus, toute cette discussion [illegible] monde le monde. Elle s'exprime en Italie et en Chine. Il y a selon les commentateurs des journaux des grèves en Chine, des usines occupées par les soldats qui y travaillent à la place des ouvriers. Il faut prendre ces informations avec réserve parce qu'elles proviennent du capitalisme. Elles montrent de toutes façons l'existence d'une telle situation, peut être pas avec l'ampleur qu'ils lui donnent, car ils ne parlent pas de répression, mais de « remplacement d'ouvriers ». Il s'agit probablement de secteurs d'importance, ayant un poids dans l'économie et ayant un appui dans l'appareil de l'Etat et du Parti. Il n'y a eu aucune répression. Les soldats ont remplacés les ouvriers qui ont fait des « daziboo » où ils obtenaient des augmentations de salaires, des améliorations conditions de travail et le renvoi de certains administrateurs. La dispute est évidente.

Tout cela montre comment la [illegible] régénérescence partielle est un [illegible] ons.

J. POSADAS

14 août 1975

LES DISSIDENCES DANS LE MOUVEMENT COMMUNISTE MONDIAL

14 Août 1975

J. POSADAS

L'Union Soviétique vient dans une publication de Rude Pravo, organe du PC de Tchécoslovaquie, de commenter les principes léninistes de la lutte pour le pouvoir. Cela ne veut pas dire qu'elle soit devenue révolutionnaire. Non, il n'en est pas ainsi. Elle n'en réitère pas moins les principes pour aller au pouvoir. Elle dit, en reprenant Lénine : « que l'on ne peut pas construire une nouvelle société, sans détruire l'Etat et la structure de l'appareil du vieux régime ».

Cela montre l'existence d'une lutte entre la vieille bureaucratie, la bureaucratie régionale, la bureaucratie de chaque parti communiste et de chaque Etat ouvrier, une lutte contre la bureaucratie liée au retard économique et social de ces pays. Or, l'Union Soviétique a besoin du progrès économique et social. Son développement scientifque et technique ne lui permet déjà plus de fonctionner avec des camarillas. Elle a besoin de planifier et de centraliser, ce qui heurte les intérêts et la structure locale de chacun des autres partis.

L'Union Soviétique voit aussi l'existence d'un développement dans les partis communistes de tendances ayant des intérêts bureaucratiques locaux et en liaison avec le régime capitaliste. C'est là le produit de la vieille politique stalinienne. L'URSS a aujourd'hui besoin de dépasser tout cela, ce qui n'est pas encore le cas des partis. Cela conduit à des heurts directs entre les besoins objectifs du progrès de l'URSS, justes et légitimes — même si c'est la bureaucratie qui dirige — et les partis communistes qui dans chaque pays s'adaptent au capitalisme. Tel est le fond de la question.

Ce n'est pas que l'Union Soviétique pose une ligne révolutionnaire, mais elle sent que bien des PC engendrent des ailes et des tendances bourgeoises, pro-bourgeoises, d'adaptation au capitalisme, ou de mélange, de combinaison avec ce régime. Cela entrave ses plans et ses besoins de développement, en servant de contre-poids à l'impérialisme.

Le développement objectif de l'économie, de la science, de la technique oblige en même temps les Etats ouvriers à progresser et à devoir se coordonner et se centraliser. Or, l'intérêt régional de chaque pays va à l'encontre de cette centralisation. Chacun coordonne ses intérêts avec la bourgeoisie et engendre des ailes qui veulent soumettre le développement objectif, soviétique des Etats ouvriers à ces intérêts.

L'Union Soviétique doit se soulever contre tout ce qui empêche les Etats ouvriers de progresser et d'être des points d'appui logiques. Mais cela provoque en même temps un progrès conscient de ces Etats. Cela aide aussi des couches — même d'origine bureaucratiques, mais intermédiaires ou de base — ayant confiance et assurance dans les idées, dans le processus de l'histoire, dans les masses, à comprendre. Elles se font alors les porte-voix de ces besoins de progrès.

La résolution de Rude Pravo est certes un mélange, mais son fonds historique favorise et encourage le développement d'une politique correcte pour éliminer le système capitaliste. Elle vise à empêcher l'alliance, l'accord, la coordination entre la bourgeoisie des pays d'Europe et la bureaucratie des Partis communistes.

Cela montre que la bureaucratie soviétique doit, du fait des besoins de développement de l'Etat ouvrier, agir dans une ligne nécessaire, non pas tout à fait juste, mais nécessaire. Voilà déjà trois fois qu'elle intervient pour réaligner les PC, pour les encourager à adopter des positions de combat à la bourgeoisie, pour empêcher ou limiter les tendances qui s'adaptent au capitalisme. La réunion des PC d'Amérique Latine qui s'est tenue à Cuba en est une. La résolution sur le besoin de la lutte et de la « guerre civile pour prendre le pouvoir » en est une autre. Et enfin cette même résolution dans Rude Pravo. Là ils ne parlent pas de « guerre civile ou de révolution », mais de la « lutte révolutionnaire pour détruire l'appareil de l'Etat ». Cela les oriente nécessairement vers des positions et une politique opposées à l'opportunisme et à la conciliation. Ce ne sont pas des positions révolutionnaires, mais elles ne sont ni opportunistes, ni conciliatrices. La méthode employée ne peut être ni conciliatrice ni opportuniste.

Un des problèmes les plus difficiles du mouvement communiste mondial face au capitalisme mondial, et qui est l'un des facteurs de son retard, est celui de la « destruction de l'appareil d'Etat ». Il pensait pouvoir absorber et régénérer l'appareil d'Etat capitaliste et le mettre au service d'autres fins. Ils voulaient faire servir la structure capitaliste aux fins de l'Etat ouvrier. Impossible ! Ces positions ont été dans le mouvement communiste mondial celle de la tendance dite « tchécoslovaque ». Cette tendance veut utiliser la propriété étatisée à des fins privées de groupes, de secteurs, ce qui porte préjudice aux plans généraux de la bureaucratie.

La structure de l'Union Soviétique ne permet pas cela. C'est déjà ce qu'a fait Staline. Le développement scientifique, économique, les très grands progrès sociaux, politiques et révolutionnaires des masses soviétiques, impulsent et obligent au contraire l'Union Soviétique à élever ses objectifs. Ces développements exigent la planification de tous les Etats ouvriers, pour faire face à la concurrence capitaliste, impérialiste, pour faire face à la guerre atomique que celui-ci prépare.

La bureaucratie comme telle a intérêt à faire une politique d'alliance avec le capitalisme, mais en même temps ses intérêts ne peuvent déjà plus être en opposition, en contradiction avec les progrès de l'Etat ouvrier. Sous bien des aspects ils coïncident ; de là les progrès politiques qu'elle doit faire. Tout cela fait avancer la vie politique en URSS, et dans les PC. La science développe l'intelligence. Le capitalisme n'a d'autres moyens que de développer la science pour développer l'industrie et gagner davantage. Il a besoin de développer la science à travers la concurrence. De son côté, la bureaucratie ne peut déjà plus contenir le développement de l'Etat ouvrier, comme

EDITORIAL

(Suite de la page 1)

Au Parlement, la situation n'est pas meilleure. Il montre encore une fois que son rôle est inutile dans un affrontement comme celui qui se prépare: des masses contre la capitalisme. Le Parti Socialiste, et en partie aussi le PC, sont concentré une lutte au sein du Parlement Cools a fait des appels nombreux aux démocrates-chrétiens; mais au moment du vote, tous ont voté majorité contre opposition. Et maintenant, que faut-il faire? A propo des fusions des communes, il en va de même. La bourgeoisie a organisé ces fusions pour essayer d'en tirer avantage. Tout cela montre que la lutte parlementaire est très limité e, et cette limite est déterminée par les intérêts d'ensemble du capitalisme. C'est à cela qu'il faut apporter une réponse. On ne trouve pas de solution au Parlement, ni dans des négociations avec le patronat et les syndicats:alors, où se trouve-t-elle?Elle est dans l'organisation de la classe ouvrière,avec les syndicats pour donner une perspective anti-capitaliste.

La crise qu'on voit au Parlement a montré que celui-ci est incapable - d'apporter une solution à la classe ouvrière même pas au travers d'une intervention de la gauche socialiste.Maintenant il s'agit de discuter la nécessité d'un programme de nationalisations, d'expropriations du capitalisme, par exemple, des banques. C'est absurde de croire qu on va pouvoir créer une société publique d'investissements qui soit capable de concurrencer les banques capitalistes. Celles-ci, comme la Société Générale, sont déjà propriétaires de la moitié de la Belgique Par contre, il est possible de les étatiser. Toutes ces banques font du vol, de la fraude fiscale. Non seulement elles font le vol organisé par les lois, mais en plus, elle organisent des évasions de capitaux Le SETCA a dénoncé à juste titre qu on ne doit pas seulement accuser la Banque de Bruxelles, et pose en même temps que la seule manière de l' empêcher, c'est de les socialiser En effet, c'est là le noeud des problèmes. Il faut étatiser les banques et les faire fonctionner sous contrôle ouvrier.
On pourra fermer le front de la gauche, au travers de l'élaboration du programme d'étatisations, de discussion sur les organismes de pouvoir de la classe ouvrière, de la démocratie syndicale, de l'organisation d'une puissante gauche syndicale.Il faut faire cela en dehors du Parlement, et non dans des buts parlementaires, mais pour en finir avec le capitalisme.
Tous les appels de Cools et du PSB à la Démocratie Chrétienne tombent dans le vide car ils se limitent à une perspective parlementaire et non de lutte de classes. Il faut se baser sur le niveau atteint dans le rapport de forces mondial et local pour discuter le programme, la politique, les objectifs. Ce rapport de forces est favorable à la classe ouvrière.Le PSB vient de déclarer qu' il y a une détérioration du système parlementaire. En fait, à mesure que le capitalisme s'enfonce dans sa crise et a besoin de prendre des décisions, il le fait malgré et par dessus le parlement, la "démocratie bourgeoise".
Face à cela, nous appelons à discuter un programme anti-capitaliste, pour organiser l'offensive de la classe ouvrière et le front de la gauche. La grève des travailleur des assurances est un exemple qui montre bien comme les conditions sont bonnes pour organiser cette offensive. Les directions syndicales ne peuvent pas reculer encore plus et accepter les attaques du capitalisme à l'index,à la sécurité sociales, à l'emploi, à tous les droit acquis des travailleurs. On ne peut pas non plus continuer des discussions et marchandages avec la bour - geoisie. On ne peut pas résoudre — les problèmes dits syndicaux, par— de pures revendications économiques Il faut mettre en question le gou - vernement capitaliste, le capitalisme qui est le seul responsable de la crise.Les syndicats doivent eux aussi proposer et impulser les changements fondamentaux de la société. L'organisation de la gauche syndicale est une des bases essentielles pour mener les syndicats à voir qu' il n'y a de solution à cette crise, qu'au travers de la mobilisation immédiate pour imposer les 36 heures, la pension à 60 et 55 ans, l'échelle mobile des salaires et des heure de travail, et en même temps lutter pour abattre ce gouvernement de misère!

changements en urss..

(Suite de la page 2)

plus important pour élever la capacité productive. Et cette technique n'a de sens, de valeur, que si elle sert à faire des machines ayant une plus grande capacité.

La capacité technique est incorporée à la machine. Il faut augmenter la capacité de production en élevant la productivité : en une heure,produire 20% de plus qu'avant. La bureaucratie empêche de le faire, car elle défend des intérêts locaux. Le besoin de centralisation provoque l'élimination de ces secteurs bureaucratiques et la structure de fonctionnement de la production centralisée s'élève. Ce fait par lui-même, conduit à l'élimination de l'intérêt bureaucratique et fait comprendre mieux politiquement l'inutilité de l'appareil bureaucratique. C' est le besoin de concurrencer le capitalisme qui rend ces changements nécessaires. Les capitalistes , malgré la crise,augmentent constamment la productivité. Par exemple,aux Etats- Unis il y a une productivité énorme . Ils font en un an ce qui, auparavant demandait 10 ou 20 ans pour se faire . Il existe déjà une connaissance beaucoup plus élevée de l'utilisation de la technique pour la production. Cela permet de faire des merveilles. En Union Soviétique par exemple, un seul ouvrier suffit pour s'oocuper de 300 métiers à tisser.

La production agricole par contre, se réalise encore sous une forme monstrueuse. Dans certains pays capitalistes et même dans plusieurs Etats Ouvriers, on produit sous forme de monoculture ou de minicultures. C'est terrible et inconcevable. Aujourd'hui même, on pourrait faire 4 récoltes par an.On peut éclairer les champs de façon à récolter en une semaine ce qui, avant demandait deux mois. On gagne du temps sur la pluie, le froid, les gelées et on élimine les pertes de récoltes.

Voilà ce qui est en train de se passer dans les Etats Ouvriers. Entre autres, la technique de la productivité avance beaucoup plus que dans les pays capitalistes. L'Etat ouvrier n'est pas déterminé par l'interêt privé, mais par l'interêt centralisé et il recherche donc ce qu'il y a de meilleur . Le capitalisme possède une structure supérieure sur certains aspects de son agriculture mais il est inférieur aux Etats Ouvriers,quand on le considère globalement. L'Albanie , après 25 ans, de révolution vit à un niveau que l'Argentine n'a même pas encore pu acquérir. Ce dernier pays n'exporte pas de techniciens, ni de machines comme le fait l'Albanie.

Qui peut croire que la bureaucratie va pouvoir retenir ce processus? Elle devrait retenir le processus de l'histoire et elle ne peut pas le faire. Ce processus incorpore les gens.Le progrè de l'économie et de la science crée le besoin de changements fondamentaux,sociaux ou politiques selon les pays. L' économie requiert une direction capable de répondre à ce processus : Elle est comme un arbre en pleine croissance et dont on veut cacher les fruits pour les laisser pourrir. Mais comme les gens interviennent dans la société ces fruits ne pourrissent pas et les bureaucrates vont être éliminés . Pour mesurer le progrès dans les Etats Ouvriers il faut mesurer ce qui se disute en Union Soviétique. Ils sont obligés de discuter ainsi à cause de l'élévation du progrès économique, scientifique et social. Avant, il en allait autrement. Quand les syndicats, les masses des Syndicats et des usines soviétiques pourront parler publiquement ils donneront une impulsion énorme à l'histoire. Elles interviennent déjà Les journaux cachent les informations d'Union Soviétique, entre autres le fait que le Parti Communiste d ' URSS va constamment aux usines , faire des meetings,des réunions, des discussions, demander les opinions. Il le fait bureaucratiquement, mais il fait intervenir les gens. En Chine, il le fait également, quoique de façon très limitée. A Cuba, il a voulu faire de même en développant l'expérience d'une intervention des masses dans la province de Matanzas. Il existe un progrès qui part de l'économie et devient une conscience sociale des masses; de la petite-bourgeoisie. Tout cela doit trouver une cohérence organisative, pour s'exprimer: le régime, la discussion politique, l'organisation politique, l'intervention des masses, l'élimination de la bureaucratie et l'objectivité qui permet d'avancer ver des mesures socialistes.

18.9.1975 J.POSADAS

(1) Référence à la nouvelle publiée— dans les journaux sur les changements dans la façon d'administrer des entreprises en URSS, l'incorporation des machines, l'économie de millions de roubles et devises et le déplacement— d'un million de citoyens qui ne sont plus nécessaire aux postes qu'ils occupent actuellement.

(2) Voir: Kolkhozes et Sovkhozes" de J.POSADAS.

conférence p.c...

des conclusions dans tous les Partis communistes et renforcer la lutte anti capitaliste en Europe. Il y a une élévation très grande de la décision d'une lutte politique dans le mouvement communiste mondial qui va obliger les PC, ou les tendances conciliatrices à céder le pas. Il faut que cette discussion soit menée , non seulement dans les directions,mais que toutes les masses des partis communistes y prennent part, ouvertement, faire des discussions dans les cellules,tous les organismes des partis communistes sur la préparation de la conférence européenne.

au procès «hanrez»

(Suite de la page 1)

se-Vite, et même une école y participait, et différents groupes de gauche. Nous saluons le courage et la solidarité des camarades qui se sont mobilisés pour cela, malgré les menaces qui pèsent sur eux. A Caterpillar La Fédération FGTB, Davister, menacent d'enlever le mandat de 5 camarades délégués. Quant à Hanrez, venir témoigner à ce procès revenait à "se déclarer ennemi du directeur Urbain", comme lui-même l'a déclaré publiquement.
Ceci est très important: cette dernière séance du procès a montré que c'était juste et nécessaire de continuer jusqu'au bout l'action pour mettre en échec ce coup monté du patronat, de la bourgeoisie qui voulait intimider les ouvriers et , même au moyen d'une peine réduite, condamner le fait de faire des piquets de grève. Malgré le défaitisme de certains camarades, comme l'UCMLB, qui disaient qu'il n'y avait plus de conditions pour poursuivre une action, on a vu que, non seulement c'était faux, mais aussi qu'il faut continuer à le faire encore plus profondément, en élargissant l'activité à tous les secteurs de gauche, qui ne demandent que de trouver l'occasion pour lutter eux aussi.
Nous appelons le PSB, le PCB à prendre part à cette activité et à défendre les camarades inculpés et l'avocat, président de la Fédération de -- Thuin du PSB, qui a été incarcéré. Nous appelons toutes les organisations qui ont participé et tous les camarades qui ont travaillé pour ce procès à ne pas baisser les bras et à continuer avec le Comité de Solidarité toute l'activité pour mener la campagne financière pour les frais du procès, la diffusion des tracts etc. Nous devons rester vigilants jusqu'au moment où le procès viendra en appel et pour prévenir les coups que voudront donner les Davister et autres dirigeants des Fédérations contre les militants, comme les camarades de Caterpillar.

5me ECOLE MONDIALE DE CADRES DE LA IVe INTERNATIONALE

J. POSADAS

LA CRISE TOTALE DU SYSTEME CAPITALISTE
ET LE COURS MONDIAL DE LA REVOLUTION

LA FONCTION DE LA CLASSE OUVRIERE,
LE MARXISME ET LA CONSTRUCTION
DES ETATS OUVRIERS

Décembre 1974

(Deux brochures ronéotypées, sur demande
à l'adresse du journal - 25 FB

Ed.Respons. Cl.Pôlet, 51a, rue Garibaldi, 1060 Bruxelles

LA REBELLION DANS LES CASERNES ET LA REVOLUTION AU PORTUGAL

16/10/1975

J. POSADAS

« La substitution de l'Etat Prolétarien à l'Etat bourgeois n'est pas possible sans révolution violente. »
Lénine.

« Sans le Parti, nous ne sommes rien: avec le Parti, nous sommes tout. »
Trotsky.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE

Abonnement 12 num. . . 70 F
Abonnement 24 num. . . 150 F
Abonnem. de soutien . 300 F
Correspondance :
B. P. 273 - Charleroi
C.C.P. : 9762.34 de C. Pôlet.

ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE — IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 Fr. - 14e année - n° 254 - 21/11/1975 - Hebdomadaire

SOMMAIRE

Sakharov, l'Union Soviétique et le socialisme. J. Posadas

Non à la conférence Economique de Charleroi.

Supplément de "Lutte Ouvrière" avec 1 article sur l'Angola.

FRONT UNIQUE OUVRIERS ETUDIANTS EMPLOYES POUR DEVELOPPER L'OFFENSIVE CONTRE LE PLAN DU GOUVERNEMENT, POUR LA DEFENSE DE L'EMPLOI ET DES SALAIRES

EDITORIAL

Les représentants des six principaux pays capitalistes du monde viennent de se réunir en France pour trouver des points d'accord sur les mesures à prendre ensemble pour se défendre de la concurrence entre eux, et des luttes de plus en plus grandes des masses contre eux. Ils ont échoué dans leur tentative de forme un bloc uni face aux Etats ouvriers et aux masses du monde. Ils ont montré, une fois de plus, le profond degré de décomposition du système capitaliste, car ils n'ont pas pu discuter la base même du fonctionnement de leur système : la concurrence et la défense de la propriété privée. Le capitalisme mondial est totalement incapable d'intervenir dans aucun pays en particulier pour contenir ou surmonter la crise qui les secoue. D'autre part, la réunion européenne entre les gouvernements capitalistes, le patronat et les syndicats va aboutir à la même impasse.

Les mesures que prend le gouvernement Tindemans en Belgique, font partie de toute cette crise mondiale du système capitaliste, et que celui-ci ne cherche à résoudre que par les seuls moyens qui lui reste encore : la préparation accrue de la guerre atomique mondiale. Les rebondissements de la crise au sein du haut commandement de l'impérialisme yankee, le déplacement de Kissinger suivant le limogeage de Schlessinger et du directeur de la CIA, sont des aspects de ces préparatifs de guerre. Ils cherchent des centres dans lesquels entretenir la contre-révolution, dans ce but : pour cela, l'appui militaire massif de tout le capitalisme contre le MPLA en Angola, de même la guerre au Liban, au Sahara.

Mondialement, la lutte de classes et révolutionnaire s'élève. Le mouvement révolutionnaire en Angola incorpore à la lutte les femmes, les enfants, organise de nouvelles relations socialistes dans toutes les régions qu'il a libérées, se propose de prendre des mesures d'expropriation des grandes propriétés et des grands moyens de production, des ressources de matières premières encore aux mains des impérialistes. Tandis qu'au Portugal, la classe ouvrière, les soldats et officiers révolutionnaires, les masses paysannes défendent toutes les conquêtes révolutionnaires, luttent pour réinstaller un gouvernement de gauche, au niveau de celui de Gonçalves et construisent des organismes de pouvoir populaire qui sont la direction du processus révolutionnaire. D'un bout à l'autre du monde, les masses interviennent. La grève générale contre le gouvernement réactionnaire en Australie en est un exemple très clair. Ce pays qu'on faisait apparaître comme une oasis de développement capitaliste voit surgir des mobilisations, des manifestations de centaines de milliers de travailleurs, avec les syndicats, pour imposer une revendication politique très importante, porter la gauche au gouvernement !

Il n'y a pas un pays d'Europe capitaliste non plus dans lequel la classe ouvrière, la population ne se révolte contre cette crise dont elles ne veulent pas faire les frais. Les masses agissent et se montrent au-dessus de leurs directions. En Belgique, à la suite de l'échec des négociations patrons-syndicats-gouvernement, les directions syndicales déclarent que le Front Commun est divisé. Mensonges ! Ce sont des prétextes, invoqués tant par les dirigeants CSC que FGTB, pour contenir les luttes. Où était la division dans la grève des employés d'assurances entre les militants FGTB et CSC ? où est la division parmi les étudiants et les universitaires qui se mobilisent contre le plan du gouvernement sur l'enseignement ? où est la division entre les ouvriers dans les occupations d'usines, l'organisation de leur fonctionnement sous contrôle ouvrier, la vente organisée par les travailleurs eux-mêmes ?

La grève unanime des employés des assurances représente ce que veut réellement la classe ouvrière, et non les opinions passives et pessimistes des dirigeants syndicaux. Cette grève a été une expérience très importante. Quand il se produit une telle unanimité, une telle combativité dans un secteur aussi éloigné des centres de décision dans l'économie, cela veut dire que les employés des assurances n'exprimaient pas seulement leurs propres revendications, mais qu'ils se sentaient portés par la sympathie, la solidarité, les sentiments d'identification de toute la population travailleuse de Belgique. Beaucoup de faits ont confirmé cela epuis les dizaines d'ouvriers métallurgistes venus de la périphérie de Bruxelles pour aider aux piquets de grèves devant les petites compagnies, jusqu'aux policiers qui sympathisaient avec les grévistes au lieu d'appliquer les ordres de dispersion qu'on voulait leur faire exécuter. Et aussi les sentiments de joie, de libération, la fraternité, le sentiment de lutter pour la dignité humaine qui s'exprimaient dans les piquets, dans les manifestations, donnaient un aspect de fête aux sinistres quartiers où siègent les locaux des compagnies d'assurances. Les patrons ont cédé au bout d'une semaine, sur certaines revendications importantes, comme la diminution du temps de travail, la garantie des salaires et de l'emploi, parce que ce mouvement pouvait devenir un centre pour stimuler tout le reste des masses à se lancer à leur tour, sans attendre les dirigeants conciliateurs.

Mais il y a des mouvements, des luttes, des actions, des initiatives dans tous les secteurs de la population exploitée, qui se réaniment constamment, et qui montrent bien la nécessité de préparer une mobilisation générale de toutes les forces des masses, des ouvriers aux étudiants, aux employés, aux petits commerçants, aux artisans avec l'objectif : à bas le plan de relance capitaliste ! Les masses ne feront pas les frais de cette crise ! défense intransigeante du droit au travail et à un salaire digne : échelle mobile des salaires ! échelle mobile des heures de travail sans pertes de salaires ! Pour un plan ouvrier et populaire pour le développement de la blgique ! Front ouvriers-étudiants-universitaires pour un programme d'enseignement répondant aux besoins de la population ! Pour un gouvernement de gauche en Belgique.

C'est nécessaire d'opposer un programme d'ensemble au plan de relance du capitalisme, et de montrer en même temps qu'on a les forces pour le mettre en application : la foce du mouvement ouvrier, le front unique de la classe ouvrière, qui est total dans les masses, à la base, dans les cadres syndicaux également.

Ces divisions qui existent dans les appareils ne répondent pas à quelquechose de nécessaire. La direction de la FGTB se cache derrière ce prétexte pour justifier qu'elle ne bouge pas, qu'elle-même ne propose rien ; une lutte très grande se développe au sein du mouvement syndical, parce qu'une telle situation ne peut pas durer longtemps ! A aucun moment, la FGTB, nationalement, n'a même revendiqué les 36 heures sans perte de salaires. La grève des employés des assurances n'en prend que plus d'importance ; elle montre la maturité dans le mouvenemnt syndical, qui s'est lancé dans ce combat pour les 36 heures, au niveau de tout un syndicat, malgré que la direction nationale ne défend pas cette revendication :

(Suite page 4)

ACQUITTEMENT AUX PROCES DE HANREZ, DE BRUXELLES, DE LIEGE ET DE NIVELLES !

SAKHAROV, L'UNION SOVIETIQUE ET LE SOCIALISME

12.10.75

J. POSADAS

On a donné le prix Nobel à Sakharov, contre l'Union Soviétique. Les Soviétiques n'ont pas la même attitude vis-à-vis de lui que vis-à-vis de Soljénitsine, ils sont plus prudents, moins incisifs. Le fait que le Parti Communiste Italien ait noté que ce prix avait une signification politique, et non scientifique a son importance. Il est obligé de faire cette rectification, et va donc se rendre compte également qu'il ne peut peut pas défendre "la liberté", sans regarder pour qui et pour quoi. L'assassin demande la liberté de tuer, et Sakharov, pourquoi la demande-t-il ? En quoi consiste la liberté ? est-ce la résolution individuelle de faire ce que chacun veut ou la nécessité de faire ce qui impulse le bien-être, les intérêts de la majorité de la population ? Sakharov demande la liberté de jugement et de parole, mais il ne fait aucune condamnation de la guerre du Liban, de l'intervention des Yankees qui tuent, assassinent, torturent en Afrique, en Asie, en Amérique Latine. Alors : quelle est cette liberté que réclame Sakharov ? la liberté d'opinion. Mais "opinion", pour faire quoi ? quand on demande la liberté d'opinion, il faut commencer par analyser : l'Union Soviétique est un Etat ouvrier, elle a étatisé la propriété, elle est partie d'un niveau de vie comparable à celle d'une étable, très arriéré, 80 % de gens étaient analphabètes et ne mangeaint jamais de viande, n'avaient que des connaissances rudimentaire de la vie. Actuellement, il n'y a plus d'analphabètes, ni de chômeurs, en Union Soviétique. Les accidents de travail y sont très peu nombreux. Il y a un développement culturel plus élevé que dans l'ensemble des pays capitalistes, même si ce n'est pas encore celui qui est nécessaire. Pas un seul ouvrier soviétique ne s'est opposé à appuyer le Vietnam. Pas un seul citoyen, camarade soviétique n'a protesté, en disant : "je veux mon argent pour moi, que le Vietnam se débrouille je ne veux pas qu'on me prenne mon salaire". L'aide au Vietnam, au Pérou, aux autres pays, comme Cuba par exemple, représentent de 500 millions à 1000 millions de dollars par an ! Tout cela vient des salaires des ouvriers, des masses soviétiques. Les ouvriers, les paysans soviétiques ne protestent pas. Que veut dire cela ? est-ce la liberté, oui ou non ? est-ce de l'oppression.

L'Union Soviétique appuie la lutte de tous les peuples du monde, du Pérou, au Mexique, à l'Argentine, l'Afrique, l'Asie. Elle appuie bureaucratiquement, c'est certain. Mais elle fournit des armes, un appui économique et matériel. Bien que ce soit fait bureaucratiquement, c'est un appui qui est décisif, pratiquement et matériellement. Que dit Sakharov de tout cela.

Il réclame la "liberté", tout comme le gros Soares réclame "démocratie, démocratie, démocratie socialisme ! ", "pluralité dans le socialisme" ! Qu'est-ce que le pluralisme ? La liberté d'opinion ? Pour faire quoi ? nous voulons que l'économie s'organise sur la base de la étatisation de la propriété, la planification de la production, le monopole d'Etat du commerce extérieur C'est de là que provient toute la liberté. Il faut poser des bases qui fassent progresser toute la population. De là surgit la liberté. Les trotskystes, et l'avant-garde prolétarienne du monde – sans être trotskyste – n'ont pas fait une seule attaque contre l'Union Soviétique. Ils l'ont défendue avec intransigeance quand les nazis l'ont envahie. Car ils comprenaient le progrès que l'Union Soviétique représentait par rapport au système capitaliste : un progrès énorme ! Et ce Sakharivz, de quel progrès parle-t-il ?

Dans son exigence de liberté d'opinion, pourquoi ne parle-t-il pas de la liberté avec laquelle les assassins des Etats-Unis ont massacré au Vietnam et les Etats-Unis mêmes ! Pourquoi ne parle-t-il pas de la liberté d'opprimer qui existe aux Etats-Unis : l'argent est la cause de l'oppression. La bureaucratie opprime également, mais comme ses intérêts sont liés au développement de l'Etat ouvrier en concurrence avec le système capitaliste, elle doit accorder une plus grande liberté, elle doit évoluer avec une plus grande liberté de jugement historique contre le capitalisme.

La discussion que mènent les Soljenitsine et les skharov est stupide et abstraite. Ils ne se réfèrent qu'à eu-mêmes, comme individus. Le processus du monde ne les intéresse pas. C'est pourquoi ils ne condament pas les yankees et ne parlent pas du progrès existant en URSS. Ils n'expliquent pas comment eux-mêmes vivaient sous le tzarisme et comment ils vivent maintenant. En Union Soviétique, il n'y a plus de paysans obligés de vendre leurs filles pour pouvoir vivre. Il n'y a plus de 1905 ; maintenant, on fusille des directeurs – même communistes – d'entreprise parce qu'ils trompent et escroquent les ouvriers et l'Etat. Fusiller n'est pas la méthode correcte. Mais ce ne sont tout de même pas des balles perdues.

Nous proposons une discussion publique dans toute l'Union Soviétique. qand il existe des Sakharov, comme des Soljenitsine et tous les autres, c'est que la couche bureaucratique en URSS possède un tel pouvoir, une telle autorité qu'elle est parvenue à avoir des représentants dans la littérature et dans l'art, au travers de ceux qui faisaient du cubisme et du surréalisme. La vie est transparente. Le Vietnam et la lutte des masses du monde offrent aux peintres des motifs claire dont ils peuvent s'inspirer. Par contre, les élucubrations du cubisme et du surréalisme indiquent une forme de pensée étrangère à la vie. Les relations humaines n'orientent pas à s'inspirer du cubisme ou du surréalisme. Il s'agit là d'une déshumanisation, une désintégration, un morcellement de l'être humain. La peinture doit montrer l'unité existant entre la volonté humaine de progrès, les idées et toute la population. Quand ces peintres s'abstraient, c'est parce qu'ils représentent des couches dépassées par l'histoire, un pouvoir de petits groupes ou qu'ils aspirent à une forme de pouvoir.

Ces gens-là ne sont pas seulement une conséquence du stalinisme, mais aussi de l'absence d'une direction politique mondiale. Cependant c'est le stalinisme qui leur a permis de vivre, du fait des conditions historiques de sa propre existence. Ces conditions ne peuvent plus se reproduire. Cette couche a ces interprètes jusque dans la littérature, parce qu'il y a une décomposition profonde dans l'appareil dirigeant. Cette couche est numériquement importante. Elle ne se compose pas de type secondaires, mais de dirigeants de l'appareil, qui prétendaient utiliser l'Etat ouvrier et la propriété privée à des fins privées, c'est à dire, à fonctionner comme une nouvelle classe. Ils se sentent plus proches du capitalisme que de l'Etat ouvrier. Ils sont unis entre eux par un sentiment privé de la personne ; leurs relations se basent sur ce concept. Comme ces types sont des écrivains, ils ne dépendent pas du commerce, de la vente, de la capacité productive. Ils peuvent avoir une certaine indépendance, du fait qu'ils sont des intellectuels qui ont un certain marché. Ils peuvent même manifester une certaine indépendance par rapport aux intérêts de propriété privée. Ils disent qu'il faut faire un région de démocratie, de liberté.

Les gens, quand ils regardent l'Union Soviétique, ne voient pas la bureaucratie ; ils voient, de façon chaque fois plus prépondérante, la fonction de l'Union Soviétique. Ils voient alors que la bureaucratie n'est pas une entrave historique, mais un obstacle transitoire, surmontable. Ils voient le pouvoir immense de l'Union Soviétique et des autres Etats ouvriers. Par contre, ces types ne discutent pas en comparant l'importance sociale d'un régime, d'un état avec un autre. S'il y a quelque chose à corriger, il faut voir quoi : l'Etat ouvrier ? la propriété étatisée ? ou la direction politique du gouver-

LA REBELLION ... CASERNES ET LA ... AU PORTU...

16.10.75

– PRESENTATION

Les récentes mobilisations des ouvriers de la construction de Lisbonne, les manifestations de plus de 100.000 travailleurs pour rétablir le gouvernement de Gonçalves au Portugal, défendre tous les acquis de la révolution et le droit des organismes de pouvoir populaire, confirment bien l'analyse que fait le camarade. J. Posadas dans ce texte sur la fonction de ces organismes créés par la révolution portugaise, qui sont en train de jouer un rôle supérieur même aux soviets de la révolution russe. L'armée portugaise et la classe ouvrière, sûrs de cet instrument révolutionnaire qu'ils sont en train de construire, font des actions audacieuses telles que le siège de l'Assemblée constituante, du palais du gouvernement, et montrent par là, leur force et leur décision de faire avancer plus le progrès socialiste de la révolution au Portugal. Mais cela montre aussi que les mêmes conditions existent, ou se développent dans les autres pays capitalistes, et en particulier en Europe, au sein des armées. Ce sont des exemples et des expériences très importants pour les tendances de gauche socialiste, communiste, et révolutionnaire pour se préoccuper d'intervenir parmi les militaires, la police, la magistrature en Belgique également, où il y a toute une rébellion contre l'indignité que signifie la vie au service du régime capitaliste. Des policiers acceptent l'autorité du piquet de grève, des avocats et des magistrats se révoltent ouvertement contre la justice de la bourgeoisie : C'est un "Portugal" qui se prépare partout.

Il n'y a pas d'autre issue pour le Portugal que d'aller vers le socialisme. mis le socialisme n'est pas seulement un mot. Gonçalves, Fabiao, Antunes, tous disent : "socialisme". Mais le socialisme signifie l'élimination des bases de l'injustice, du chômage, de la hausse du coût de la vie, de la faim, de la répression, de la guerre. Cela revient à étatiser la propriété et faire en sorte que les ouvriers la dirigent, la contrôlent et fassent un fonctionnement collectif, à partir d'un endroit aussi arriéré que le Portugal. Autrement, on dit simplement : "nous voulons le socialisme", et on s'arrête là, tout en suivant une politique favorable aux monopoles, au capitalisme et à la droite et, par conséquent, à la réorganisation du coup d'état.

Vouloir le socialisme signifie donc prendre des mesures pour y parvenir : étatiser, planifier la production ; que les ouvriers dirigent et contrôlent l'économie ; qu'il y ait pleine démocratie pour toutes les tendances ouvrières. Il faut discuter pleinement sans en empêcher personne qui pense du point de vue du progrès vers le socialisme. L'avance vers le socialisme signifie une politique anti-capitaliste. Voilà la base de la politique qui permet d'aller vers le socialisme. Cela revient à expropriet les capitalistes sans indemnisations, à planifier la production, à faire intervenir les ouvriers dans le contrôle de l'usine, des quartiers, à former des conseils ouvriers, des conseils d'écoles, des conseils dans l'agriculture, l'alliance ouvrière-paysanne. Autrement cela n'a pas de sens de parler de socialisme. Même Spinola parle de "socialisme à long terme". Soares également, mais il s'oppose aux mesures d.etatisations.

Le Portugal est dans une phase de transition. La direction (sous le gouvernement Gonçalves) avait un bon programme, qui impulsait et conduisait à prendre des mesures plus importantes d'étatisation. Mais il manquait le Parti. Le coup qui a pu être porté maintenant, n'est pas dû à la faiblesse de la révolution, mais bien au manque de direction. Il faut un certain délai de temps pour parvenir à former une direction ; il faut faire des expériences, unifier les tendances, les groupes, les militaires, le Parti Communiste, les posadistes, certains groupes gauchistes. Il se peut que la droite essaie de profiter de ce délai. Entretemps, il n'y a pas d'autre façon d.pprendre. Ce qu'il importe de voir c'est que, malgré qu'ils ont délogé Gonçalves qui était à la gauche de ce mouvement, les types de l'actuel gouvernement doivent continuer à parler au nom du socialisme. Ils ne peuvent parler de reculer et de rendre les entreprises étatisées à la propriété privée. Au contraire, ils veulent se présenter comme des continuateurs de Gonçalves.

Dans ce pays, le haut commandement est obligé d'accepter une rébellion, un soulèvement. Il est certain qu'ils espèrent réprimer ; mais les autres se préparent, eux aussi, pour affronter et repousser la répression. L'exemple de ces soldats en révolte a déjà fait le tour des casernes. Partout, il y a des noyaux disposés à sortir et là où ils sont majoritaires, ils vont sortir bientôt. Cette rébellion de la caserne de Porto, l'existence du S.U.V. indiquent la maturité des conditions existantes et a servi aux autres d'enseignement pour s'organiser. En Italie, les soldats ont fait la même chose. 900 soldats se sont rebellés dans des conditions pires qu'au Portugal parce qu'il n'y a pas de révolution et que la Constitution de ce pays condamne férocement l'insubordination. 900 soldats se sont mutinés, pour défendre un camarade qu'on avait tué, qu'on avait laissé mourir à la caserne par manque de soins médicaux. Ces soldats, ne se sont pas révoltés simplement pour un camarade mort, mais parce qu'ils ont reçu les échos immédiats du Portugal et de l'Espagne. Cela montre que l'humanité est apte pour le com-

nement de l'Etat ouvrier ? ils ne discutent pas cela.

Tous ces gens sont la conséquence d'une étape antérieure. L'humanité vit-elle en pensant à Sakharov ? Non. Elle va de l'avant comme au Vietnam, en Amérique Latine, Par exemple, au Pérou : Morales Bermudeze vient de déclarer épondant à la question : "la révolution est-elle socialiste ou humaniste ? ", "Socialiste". Melo Antunes, au Portugal a dû, lui aussi, déclarer l'objectif socialiste de la révolution Portugaise. Evidemment cela peut être un mensonge ; le gros Soares parle lui aussi de "socialisme, pluralité". Mais la pluralité signifie que l'impérialisme peut venir investir, que l'OTAN peut venir aussi.

Nous sommes contre cette pluralité. Nous sommes pour la pluralité d'opinions en fonction du progrès de la révolution socialiste, des idées socialistes. La "pluralité" venant du capitalisme, alors que ce dernier déteint le pouvoir, cela revient à faire participer le capitalisme pour éviter que le socialisme avance. Le développement de la société n'est possible que contre le capitalisme. Quand on demande ce genre de "pluralité", c'est parce qu'on veut laisser le capitalisme en place. Sakharov demande la même chose. Tous ces gens représentent l'arrièrement de l'histoire.

Si les Soviétiques ne les combattent pas par des mesures plus importantes, et avec des idées c'est parce qu'eux-même sont des bureaucrates. Ils ont avancé, mais de façon encore très limitée. Nous proposons de discuter publiquement : pourquoi Sakharov ? que veut-il ? quelle liberté demande-t-il ? quelle pluralité veut-il ? Cette pluralité affirme-t-elle l'économie de façon à faire avancer la société ? Non, elle affirme la propriété privée, l'intérêt privé et par conséquent, elle ranime le pouvoir du capitalisme, la guerre.

Le capitalisme signifie la guerre : le socialisme, la paix, disait Lénine. Nous répétons ce qu'il disait. Le capitalisme c'est la guerre et le socialisme la paix et si l'Union Soviétique doit se préparer militairement, c'est parce que l'impérialisme a des armes. Autrement on n'aurait pas besoin d'armes en Union Soviétique ni dans aucun Etat ouvrier. Une preuve claire et constante en est que les Etats ouvriers n'ont fait aucune invasion. L'intervention en Tchécoslovaquie n'a rien à voir avec une invastion. Envahir signifie soumettre un pays. Et en quoi l'URSS est-elle en train de subjuguer et d'exploiter la Tchécoslovaquie ? Elle ne l'exploite pas et économiquement, elle y perd de l'argent. Où est l'invasion de la Tchécoslovaquie ? Ils ont fait une défense bureaucratique du pouvoir soviétique, non une intervention réactionnaire. Leur méthode était réactionnaire, mais non leur but. Pour cette raison, nous avons donné cette définition méthode réactionnaire, mais but non contre-révolutionnaire.

Le capitalisme a déjà démontré ce dont il était capable. Le socialisme, même sans avoir eu encore la possibilité de faire preuve de toute sa capacité, à cause de la bureaucratie, a déjà démontré que l'Etat ouvrier, au moyen de la propriété étatisée, la planification centralisée de l'économie, le monopole du commerce extérieur, la supériorité historique écrasante par rapport au système capitaliste. Staline fut liquidé et tous les Etats ouvrier se sont développés. Par contre dans les Etats capitalistes, on liquide un président puis un autre, et la crise du régime capitaliste continue toujours. Tout cela a de très grandes répercussions.

Nous proposons de faire une discussion publique, ouverte, pour pouvoir liquider la bureaucratie : voilà ce qu'est la pluralité. Celle de sares, de Sakharov, des communistes italiens ne sert pas à avancer vers des mesures communistes, mais à permettre l'existence d'idées, de pensées, de programmes captalistes. Et justement, la société doit éliminer le capitalisme pour avancer, sans quoi elle ne peut le faire. l bourgeoisie va utiliser Sakharov, comme elle l'a déjà fait pour Soljenitsine, comme un moyen de propagande, pour exciter, susciter des discussions, mais cela va durer deux mois ; ensuite on n'en parlera plus. Soljenitsine a duré six mois, il s'est rempli les poches d'argent et il s'est évanoui. Ecrire maintenant sur les camps de concentration est une chose stupide. Il n'y en a plus actuellement en Union Soviétique. Par contre, on y trouve la liberté qui se démontre dans le développement économique, scientifique et social de l'Union Soviétique. Les peines, les emprisonnements, les tortures, on les trouve dans les pays capitalistes. L'impérialisme a utilisé les tanks, les avions, les bombes mortelles, des gaz empoisonnés, qui supprimaient l'oxygène de l'air, pour empêcher le progrès. Le régime de propriété privée permet cela. L'Etat ouvrier s'est heurté à Staline. La propriété étatisée a liquie celui-ci, et elle a avancé. L'Union Soviétique s'est développée. Tous ces problèmes vont se discuter, et il faut les discuter dans le mouvement communiste mondial.

J. POSADAS 12/10/75

DANS LES REVOLUTION UGAL

J.POSADAS

munisme. Aujourd'hui elle reçoit rapidement les influences, alors qu'avant, il fallait des dizaines d'années pour organiser sa décision. Il faut discuter à ce niveau, même si la direction ne le fait pas.

La maturité des conditions est démontrée dans ce fait qu' une telle insubordination puisse se produire dans un pays, se maintenir, recevoir l'appui d'autres militaires qui viennent à leur aide avec des tanks et des armes lourdes. D'autre part, les élections dans le syndicat métallurgiste indiquent que les communistes ont l'appui de près des trois quarts du mouvement ouvrier, mais qu'ils ne savent pas utiliser celui-ci. En même temps que le programme d'étatisations et de contrôle ouvrier, il faut proposer l'échelle mobile des salaires, l'échelle mobile des heures de travail pour faire face à la crise actuelle.

Cette rébellion des soldats indique une volonté très grande de progrès. Tous ceux qui parlent de discipline, qui menacent que le fascisme va venir si on attaque le gouvernement, ne font que mentir. Le fascisme est sans forces. Ces mensonges ont pour but de justifier des mesures pour contenir les étatisations et les mesures socialistes. Le fascisme a été battu, il a obtenu 7 % des voix. S'il peut encore frapper c'est parce que la direction le leur permet – les sociaux-démocrates et la droite socialiste dirigée par Soares. Par exemple, ils ont laissé échapper 80 types de la PIDE et n'en ont attrapé presqu'aucun. Parler du danger fasciste est un mensonge qui visie à intimider les masses. Si on adopte des mesures pour avancer vers le socialisme, le fascisme n'a plus aucune chance. Mais si on reste paralysés, on permet au capitalisme de se remettre et retrouver une certaine cohésion, parce qu'on maintient la propriété privée en vie. En maintenant la propriété privée, en réprimant les mesures d.etatisations, de contrôle ouvrier, en réprimant les militaires qui s'opposent à ce que le plan de la révolution soit corrigé, on facilite le maintien du capitalisme.

Comment empêcher le danger fasciste, alors que celui-ci a des bases d'appui sociales dans la propriété privée, l'armée, alors qu'il supprime l'exercice de la pensée politique ? en étatisant et en prenant des mesures politiques soviétiques dans l'armée. L'armée ne doit pas être déterminée par les grades, mais bien par la capacité politique. Quand on discute de politique, d'idées, de construction du socialisme, ce n'est pas le grade qui décide, mais bien le degré de connaissance scientifique, marxiste, d'expérience, de capacité, de liaisons avec la classe ouvrière. Il faut que celle-ci intervienne, dans le pays, il faut la mobiliser pour qu'elle pèse plus. Mais cela n'a pas de sens de faire seulement des mobilisations ; il faut, en même temps, occuper des postes de direction. La classe ouvrière doit être à la direction de la planification de l'économie, de la distribution, des finances, de l'appareil d'Etat en général. Elle doit le faire, sous le contrôle des syndicats. Voilà la démocratie, la pluralité. La "pluralité" qu'ils revendiquent, est une alternation qui sert à la bourgeoisie. Le prolétariat au Portugal, n'a pas encore pesé en tant que classe. Il ne pèse encore que de façon superficielle.

Cette rébellion ne va pas revenir en arrière ; elle montre, au contraire, quelle est la méthode à suivre. Une partie de la justice se retourne déjà contre le capitalisme. Il y a déjà plusieurs généraux, amiraux qui, à partir de ces évènements du Portugal ou d'Italie, reconnaissent que quelque chose ne marche plus dans la discipline militaire. Comme nous l'avons posé, il s'agit là de la crise du système capitaliste. La base – se trouve dans l'économie. Mais là n'est pas l'essentiel. Il s'agit de la désintégration du système capitaliste, non seulement sur le plan économique, mais sur le plan de la structure de son pouvoir. S'il s'agissait seulement d'économie, il y aurait crise, mais non désintégration. Il y aurait simplement une crise économique. Mais la moitié de l'Eglise se retourne contre celle-ci et met le Pape en question. Les évêques veulent que le Pape soit élu et les gens des quartiers veulent élire les évêques. Ils se méfient du Pape. Dans la police, la moitié des policiers est avec les masses. L'armée du Portugal se révolte ; et les révoltés sont tous réhabilités. Le Portugal montre déjà la méthode à suivre ; des armées, au complet, font volte-face. Il ne s'agit plus là de crise, mais de désintégration du système capitaliste. Pour cette raison, nous donnons à ce processus la qualification de révolution permanente, révolution politique, regé-

(Suite page 4)

NON A LA CONFERENCE ECONOMIQUE DE CHARLEROI !
Il faut organiser une conférence du mouvement ouvrier qui pose une alternative anticapitaliste à la crise

Sur demande des organisations syndicales, la conférence économique régionale de Charleroi s'est réunie il y a deux semaines. Mais cette conférence économique régionale ne va donner aucune solution efficace à la crise du capitalisme dans la région. La bureaucratie syndicale veut faire pression sur les répresentants du gouvernement, sur les représentants patronaux pour qu'ils consacrent des capitaux pour le développement économique de la région. Les Syndicats exigent une réconversion régionale et un plan pour la création d'emplois nouveaux dans un délai, et des secteurs à discuter. Et tout cela se passe dans des discussions au sommet autour d'une table, entre les représentants du gouvernement, des patrons, des organisations régionales, et les organisations syndicales. Le front commun présente cela comme un moyen de lutte, de mobilisation qui va donner une solution aux problmes économiques et sociaux de la région.

Il a appelé à participer massivement devant les locaux où se tenait la conférence et 500 personnes étaient présentes ! A peine ! Si la classe ouvrière de Charleroi n'était pas présente massivement pour exprimer sa protestation, c'est parce que d'abord il n'y a pas eu une propagande suffisante pour que les ouvriers viennent, et qu'ensuite ils ont manifesté par leur absence leur rejet de ces méthodes qui ne résolvent rien du tout. La classe ouvrière de Charleroi sent que de telles réunions ne servent à rien. Voilà pourquoi elle n'est pas venue. Un groupe de jeunes CSC de Caterpilar, voulait participer à la protestation, mais il ne voyait pas un programme précis de lutte ; les directions syndicales ne proposent même pas la lutte pour imposer les 36 heures tout de suite. Alors il n'a pas participé. Et beaucoup d'ouvriers ont fait la même chose.

Pour faire face à la crise capitaliste, il faudrait tout de suite, mobiliser tous les ouvriers des usines de Charleroi sur un programme précis, à commencer par arrêter les heures supplémentaires, et par appliquer les 36 heures tout de suite ! Les directions syndicales ont la possibilité de faire cela tout de suite. Et ce serait un moyen de résorber une partie du chômage existant. Les directions syndicales se préoccupent de ce que les capitalistes peuvent faire, peuvent donner. Le capitalisme défend des intérêts de classe et investit seulement où cela lui rapporte le plus. Il ne se préoccupe aucunement de la classe ouvrière. S'il donne encore du travail, c'est uniquement parce que cela lui donne du profit. Les capitalistes ne sont pas honnêtes et ne le deviendront jamais. Les directions syndicales essayent de faire croire avec cette conférence économique régionale qu.l est possible de convaincre les capitalistes, de penser au bien-être de la classe ouvrière et de la population. C'est une vaste comédie, et la classe ouvrière n'y croit pas un seul instant. Elle le démontre d'ailleurs dans toutes les luttes, les grèves, les occupations d'usines et leur mise en fonctionnement qui se développent de plus en plus dans tout le pays. Le capitalisme ne fait pas des investissements pour perdre de l'argent, pour le bien-être de la population. Il les fait pour en gagner et en gagner plus sur le dos des masses. Pour cela, en même temps que de poser les 36 heures tout de suite, le partage du travail il faut discuter un programme complet, d'augmentation générale des

(Suite page 4)

EDITORIAL

(Suite de la page 1)

cela montre que le courant de gauche syndicale, dans tout le pays, prend beaucoup de force et d'assurance. C'est en tenant compte de tout cela, que le patronat a fait rapidement des concessions, essayant de désamorcer un mouvement de grève générale. i n'a fait que gagner un peu de temps.

Le plus important dans le progrès des luttes en Belgique, c'est que la gauche progresse dans le mouvement ouvrier, et particulièrement elle s'exprime dans le camp syndical. Elle s'exprime d'un côté dans la grève totale des assurance, et de l'autre, dans le boycott que les ouvriers métallurgistes ont fait aux dirigeants syndicaux qui veulent encore une fois faire passer "une conférence économique régionale" comme le moyen de sauver l'emploi ! Elle s'exprime aussi dans la solidarité qui s'est manifestée dans l'avant-garde ouvrière, dans tout le pays, face aux procès intentés par la bourgeoisie contre des militants syndicaux et politique, de gauche ou révolutionnaires. Les Congrès que la FGTB et la CSC convoquent pour le 25 novembre ne vont pas représenter toute la richesse et la force de ce processus. Même s'ils acceptent des mesures pour contenir ou limiter les luttes et la riposte de la classe ouvrière, on ne peut s'en tenir à cela ! Il faut former des conseils ouvriers dans les usines et dans les quartiers populaires, qui incorporent le front commun syndical et aussi les tendances de gauche et révolutionnaires politiques du mouvement ouvrier. Il faut faire des assemblées, des discussions dans les entreprises. Ce sont les usines qui doivent discuter et décider leur réponse au Plan de relance capitaliste : voilà ce que signifie : "aller à la base". Il faut discuter à la base l'élaboration d'un contre-plan, d'un programme anti-capitaliste, comprenant l'échelle mobile des salaires et des heures de travail et l'étatisation de toutes les entreprises en crise et des principaux moyens de production, des banques, sous contrôle ouvrier. Il faut reprendre et étendre à tout le pays les revendications du Setca, des employés des assurances, la s'exprime réellement l'unité profonde qui existe au sein de la classe ouvrière et les conditions qui existent pour mener une offensive d'ensemble. Il faut discuter dans les assemblées ouvrières la préparation de la grève générale avec ce programme, car aucune de nos revendications ne sera acquise si ce n'est en les arrachant et en les imposant au système capitaliste.

18/11/75

A CHARLEROI

salaires, d'échelle mobiles des salaires, contrôle ouvrier sur la production, sur l'embauche, de nationalisation de toutes les usines en crise sous contrôle ouvrier. s des usines ne servent plus, il faut les transformer, et organiser la production en fonction des besoins de la classe ouvrière. Mais pour réaliser un programme minimum anticapitaliste, il est nécessaire de se battre, de lutter dans les usines. Il faut préparer des assemblées générales dans tous les ateliers pour que les ouvriers décident une action régionale contre le chômage et les fermetures d'usines, les licienciements. Les pressions des directions syndicales sont très diffuses, et se limitent à un programme minimum ridicule, qui permet au capitalisme de maintenir son pouvoir. Les Syndicats doivent proposer un plan de développement du pays, un plan de fabrications utiles aux masses tout de suite.

Toutes les organisations ouvrières doivent faire appel à discuter un tel plan. Le Parti Communiste en premier lieu doit faire une large discussion de ce programme anticapitaliste. Par contre, le PC est soumis à la direction syndicale et lui donne toute sa confice pour faire pression sur le patronat dans la conférence économique régionale et obtenir certaines concessions.

Nous invitons les camarades communistes à rejeter cette position et à discuter la nécessité d'intervenir dans toutes les luttes, les grèves, les mobilisations de la classe ouvrière à Charleroi avec un programme précis. Il ne suffit pas seulement de le défendre, et de l'agiter — ce que le PC fait effectivement, mais de soutenir concrètement dans les faits toutes les grèves de la région.

Les militants communistes ne peuvent admettre de telles positions de la part de leur Parti. Nous appelons de PC à s'unir dans les grèves, les mobilisations à toutes les organisations ouvrières et révolutionnaires pour défendre un programme anticapitaliste, pour imposer les 36 heures tout de suite, l'arrêt immédiat des heures supplémentaires, le refus d'aucun licenciement et à commencer par les ACEC. Pour réaliser cela, il faut organiser des assemblées générales dans les usines, où les ouvriers puissent intervenir librement, donner leur avis et décider quelle action réaliser. i faut chercher à s'organiser entre les différentes usines, envoyer des délégations pour coordonner une action générale dans toutes les usines de la région.

La conférence économique régionale ne peut donner aucune solution à la crise capitaliste. Mais il faut y aller pour l'utiliser comme une tribune, pour dénoncer l'incapacité, l'impuissance capitaliste et proposer une alternative ouvrière et un plan ouvrier de développement de la région. Nous appelons tout le mouvement ouvrier de la région à organiser une conférence du mouvement, ouvrier, qui régroupe toutes les organisations ouvrières, PSB, PC, MOC, FGTB et CSC, et les tendances révolutionnaires et qui discute une perspective anticapitaliste, un programme anticapitaliste immédiat, et des formes d'actions, de mobilisations pour le réaliser.

PORTUGAL

Suite

nérescence partielle et rencontre historique. ls Chinois et les Soviétiques ont déjà adopté cette qualification de "désintégration".

Au Portugal, un régiment se rebelle, reçoit l'appui d'autres régiments et de la population et le gouvernement ne peut pas le sanctionner, doit le laisser faire, bien qu'il essaie de frapper pour le désintégrer. Les soldats ont recours à la population, font une assemblée publique pour discuter si le gouvernement accomplit la réforme agraire, respecte le programme de la révolution. Ils mettent le pouvoir en question — même si c'est le pouvoir d'un Etat révolutionnaire — et introduisent de nouvelles normes. Il s'agit là de normes plus profondes que le Soviet. Les soldats recourent à la population pour faire un mouvement, dans lequel ce sont eux qui commandent. Ce sont des normes soviétiques, mais dont l'action est plus profonde encore que le soviet. Ce sont des créations de la révolution. Trotsky disait : "le soviet s'est démontré être l'instrument le plus complet de l'histoire. Il est possible que lors d'un progrès de la lutte révolutionnaire, les masses créeront des organes supérieurs, mais il est difficile de dépasser les soviets, qui sont un instrument très complet". Il n'excluait pas cette possibilité.

Ce qui se passe actuellement au Portugal signifie quelquechose de supérieur au soviet, qui n'annule pas et n'est pas contre ce dernier pour autant. Mais ces organismes exercent des fonctions supérieures, car ils utilisent des méthodes supérieures de fonctionnement, de décision : c'est la dualité des pouvoirs. Il ne s'agit pas seulement d'un soldat qui intervient en représentation d'autres. Mais les soldats eux-mêmes composent le corps de ces organismes : c'est un instrument plus complet, il exerce une fonction plus complète.

Il ne s'agit pas d'un phénomène nouveau. Les Bolchéviques ont fait la même chose. Mais ils l'ont fait après avoir pris le pouvoir, et lorsque le Parti existait déjà. Au Portugal, il n'y a pas de parti. Le Parti Communiste est très petit, il n'a pas le pouvoir ; cependant les ouvriers, les soldats, les paysans font la tâche correspondant à celle que devrait faire le Parti Communiste, ou le Parti au pouvoir. Ils discutent de tout ! Ils constituent un pouvoir qui affronte le haut-commandement, et l'oblige à rétablir à leur poste ceux qu'il avait destiué ; ils invitent la population à discuter s'il faut appliquer ou non la résolution de l'Etat-Major. Sans Sans Parti, ils accomplissent une fonction supérieure aux à celle que remplissaient les soviets à leur époque. Bien que de forme et de base soviétique, elle est supérieure : les soviets ne devaient pas accomplir la même fonction, car le Parti existait. Ici par contre, sans Parti, pour leur propre compte, les ouvriers développent ces positions. C'est le climat mondial de double pouvoir qui fait que de telles choses peuvent arriver. Il s'agit d'un soviet, mais avec une fonction plus large, parce que les gens y ont discuté quelle doit être la fonction de l'armée. En Union Soviétique, c'est le prti qui faisait cela. Il le faisait plus aux usines qu'aux casernes. Il a gagné les casernes à l'étape de l'éclatement de la révolution.

Ils doivent admettre qu'une des casernes les plus importantes se soulève, ils n'ont pas la force de réprimer cela. Non seulement ils ont peur, mais de plus, ils n'ont pas trouvé de militaires pour faire cette répression. Le reste de la troupe se serait soulevé.

Il s'agit là d'une défaite de la droite, du centre et du gouvernement portugais.

J. POSADAS 16/10/75

appuyer toutes les luttes ouvrières pour renforcer le front de la gauche

PRESSE TROTSKISTE

ALGERIE
REVOLUTION SOCIALISTE - Organe du Groupe IVe Internationale.

ALLEMAGNE
ARBEITER STIMME - Organe de la section allemande de la IVe Internationale.
Paul SCHULTZ - Postfach 4392, Frankfurt/M - 16.

ANGLETERRE
RED FLAG - Organe du Revolutionary Worker's Party, 24, Cranbourn Street, Leicester Square, Londres.

ARGENTINE
VOZ PROLETARIA - Organe du Partio Obrero (T).

BELGIQUE
LA LUTTE OUVRIERE - Organe du Parti ouvrier révolutionnaire (T), C Polet - B.P. 273 Charleroi I.

BOLIVIE
LUCHA OBRERA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (trotskiste).

BRESIL
« Frente Operaria »
Organe du Partido Operario.

CHILI
LUCHA OBRERA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (T).

CUBA
VOZ PROLETARIA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (T) - Montes 12, ap. 11, Piso 2. Habana (Cuba).

EQUATEUR
LUCHA COMMUNISTA - Organe du Partido Communista Revolucionario (T).

ESPAGNE
LUCHA OBRERA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (T).

GRECE
KOMMUNISTIKIPALI - Organe du Parti Communiste Révolutionnaire (T).

ITALIE
LOTTA OPERAIA - Organe du Parti Communiste Révolutionnaire (T) Pietro Leone - Casilla 5059.
00153 Rome Ostiense.

MEXICO
VOZ OBRERA - Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire (T).
Jose L. Hernandez - Apdo. Postal - Num. 66-587, Mexico 12 DF.

PEROU
LUCHA OBRERA - Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire (T) Apartao 5044 Correo Central, Lima.

URUGUAY
FRENTE OBRERO - Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire (T) Montevideo.

REVISTA MARXISTA LATINO AMERICANA - Organe du S.I. de la IVe Internationale.

EUROPEAN MARXIST REVIEW - Organe du B.E. du S.I. de la IVe Internationale. Edition en anglais, 24 Cranbourn Street, Leicester Square, Londres.

REVUE MARXISTE EUROPEENNE - Organe du B.E. du S.I. de la IVe Internationale. Edition en français, 63, rue Victor-Hugo, 92-Courbevoie.

5e ECOLE MONDIALE DE CADRES DE LA IVe INTERNATIONALE

J. POSADAS

— *La crise totale du système capitaliste et le cours mondial de la révolution*

— *La fonction de la classe ouvrière; le marxisme et la construction des Etats ouvriers*

Décembre 1974

(Deux brochures ronéotypées, sur demande à l'adresse du journal. — Prix 3CF).

Ed. Resp.: C.Pôlet - 51a, rue Garibaldi - 1060 Bruxelles

« La substitution de l'Etat Prolétarien à l'Etat bourgeois n'est pas possible sans révolution violente. »
Lénine.

« Sans le Parti, nous ne sommes rien: avec le Parti, nous sommes tout. »
Trotsky.

Abonnement 12 num. . . 70 F
Abonnement 24 num. . . 150 F
Abonnem. de soutien . 300 F
Correspondance :
B. P. 273 - Charleroi
C.C.P. : 9762.34 de C. Pôlet.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE — IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 Fr. - 14e année - n° 255 - 5/12/1975 - Hebdomadaire

SOMMAIRE

Au procès d'Hanrez.....p. 3
Tous à la manifestation du 14 décembre pour l'Espagne .....p. 4
La démocratie syndicale .....p. 2
La grève des universités .....p. 2
Les fusions de communes p.3

PASSER A L'OFFENSIVE CONTRE LE PLAN DE RELANCE AVEC UN PLAN D'ACTION QUI MONTRE L'ISSUE OUVRIERE A LA CRISE

Les réunions de la FGTB et de la CSC ont rencontré très partiellement la préoccupation et la volonté de lutte de la classe ouvrière pour faire échec au plan de relance du capitalisme pour faire payer sa crise par la population travailleuse. Le gouvernement Tindemans a fait un certain recul en levant le bloquage des salaires qu'il se proposait d'instaurer pour 9 mois. Sous la pression de la bureaucratie syndicale et de l'aile gauche du PSC au gouvernement, la bourgeoisie a du concéder ce minimum en échange de la poursuite de la paix sociale à laquelle les directions syndicales se sont engagées en fait, aussi bien de la FGTB que de la CSC. La bureaucratie syndicale montre beaucoup plus d'attention et d'inquiétude pour la crise et les problèmes des capitalistes que pour les activités et les opinions des travailleurs.

Ces soi-disant "congrès", "consultations de la base", ne tiennent en fait pas compte de ce que pense la classe ouvrière. Une réelle consultation et discussion et décision prises dans les usines, au travers d'assemblées, de débats, de prises de positions à partir des usines n'a pas eu lieu. Le moins qu'on doit dire est qu'une telle discussion aurait conduit à maintenir et mettre au centre des luttes les 36 heures sans pertes de salaires ! Cependant le congrès de la FGTB s'est prononcé contre ce mot d'ordre. Quand la bureaucratie syndicale appelle à une "consultation", cela veut dire seulement une certaine mobilistation de son appareil. Malgré cela, il y a une forte tendance dans les réunions syndicales à réclamer la grève générale pour mettre en l'air le plan de relance, pour les 36 heures et même une diminution plus grande des heures de travail, et pour refuser de payer les conséquences de la crise capitaliste.

En fait les directions syndicales acceptent le jeu du capitalisme qui dit que tout le monde doit supporter des sacrifices, que la crise est une fatalité et que toute la population doit se serrer la ceinture pour passer cette étape. Les résolutions adoptées par la FGTB reconnaissent qu'il ne faut pas trop revendiquer dans les "secteurs faibles" de l'économie et que les revendications arrachées aux secteurs forts doivent aider à alimenter un fonds de solidarité pour financer la prépension dans les "secteurs faibles". Nous rejetons cela avec toute notre force ! Et nous appelons les travailleurs à refuser cela, dans les assemblées syndicales, dans les réunions. QUE LE CAPITALISME PAIE SA CRISE LUI-MEME ! Voilà un principe sur lequel il n'est pas question de marchander. Non seulement les directions syndicales ont accepté de réduire le programme de revendications ouvrières à rien du tout, mais elles laissent croire à la possibilité pour le capitalisme de réaliser un nouveau développement, de "remonter la pente", de reprendre un élan de son activité économique. Et elles ne proposent pas de programme qui représente une alternative socialiste, qui montre que c'est la classe ouvrière qui va pouvoir donner la solution, qu'il s'agit d'une crise totale, de désintégration du système capitaliste face à laquelle il faut répondre avec un programme pour changer toute la société et le régime économique en premier lieu : les congrès ont parlé très vaguement de leur soutien à un holding public qui permettrait de bouver les trous là où le capitalisme privé est défaillant, et de donner des emplois nouveaux aux travailleurs. Mais quelles forces vont pouvoir imposer la formation de ce holding public, avec quels moyens financiers ? quel gouvernement ? quelles forces sociales ? tout reste dans les nuages, pour un avenir lointain. Cette revendication n'est pas seulement réformiste, mais elle ne va rien résoudre et elle est irréalisable.

Avant de disposer de moyens financiers aussi importants que ceux de la Société Générale, il faut avoir le pouvoir d'Etat dans les mains de la gauche et nationaliser toutes les banques du pays ! En attendant, la bourgeoisie démantèle l'industrie métallurgique selon les besoins des sociétés "multinationales", rationalise la sidérurgie en mettant des milliers d'ouvriers sur le pavé, lincencie à Glaverbel malgré tous les accords et les promesses signées après la grève de Gilly, elle continue à fermer des entreprises, à mettre les travailleurs au chômage ou à la porte, et en même temps à attaquer sans cesse les droits syndicaux et politiques conquis par la classe ouvrière. A tous ces problèmes, les directions syndicales ne proposent aucune réponse, aucune perspective de solution ! Il ne s'agit pas d'attendre que le capitalisme et le gouvernement Tindemans (ou un autre, même si des socialistes y participaient) accepte la création d'un holding public. Si elle déclare accepter "l'idée" de ce holding, elle accepte en fait que l'Etat intervienne avec plus de moyens dans la restructuration de certaines branches de l'économie, mais sans toucher à la sacro-sainte propriété et surtout pas aux profits capitalistes ! C'est cela

(Suite page 4)

LETTRE DU CAMARADE J. POSADAS A LA SECTION BELGE 12.11.75

Les informations que donnent les camarades de la section belge montrent la croissance et le mûrissement des conditions objectives et révolutionnaires en Belgique. Il n'y a pas de grandes grèves de masses, de grève générale, parce que les directions l'empêchent. Mais il y a une préoccupation parmi les ouvriers, les employés. Il faut prendre l'exemple des employés des assurances qui étaient un secteur passif et se lancent maintenant à faire une grève et à défendre des revendications correspondant à un mouvement de grande maturité. Cela signifie u

qu'ils vivaient politiquement, même s'ils ne faisaient de grèves, d'interventions actives. En général, les mobilisations indiquent une maturité pour une grève générale, pour un programme de front unique, pour mener une agitation pour un programme de plein emploi, d'investissements, d'étatisations.

Pour répondre au problème du chômage, il faut poser une programme d'étatisations d'investissements de la part de l'Etat, de nationalisation de la banque afin de reprendre en mains la production, sous contrôle ouvrier. Il faut donc appeler les syndicats, les partis à former ce front, et à faire discuter partout que les gens ne doivent pas rester sans travail, les gens doivent vivre. Le capitalisme est responsable de cette crise et non les ouvriers. Il ne s'agit pas d'un manque de volonté de travailler de leur part, ni du problème des salaires. Ce ne sont pas les salaires qui créent l'inflation et le chômage, mais bien le système capitaliste. Les contradictions du système capitaliste s'aiguisent encore à cause de la lutte des masses. Il faut souligner que malgré l'augmentation du chômage en Belgique et dans toute l'Europe, la lutte de solidarité des ouvriers ne décline pas, elle reste intacte ; il n'y a aucune fissure, aucune rupture dans la coordination spontannée de la lutte des ouvriers. Celle-ci attire et gagne d'autres secteurs de la population, tels que la police, les juges, les avocats. Cette situation en arrive a à une tel point qu'un procès, comme celui qui a été intenté contre un camarade du Parti (le procès Hanrez) devient une expression politique de condamnation au système capitaliste.

Il faut considérer que les conditions sont mûres pour préparer un appel à une grève générale, basée sur un programme ; que la grève générale ne soit pas le point culminant de la lutte, mais un moyen de mener cette lutte pour un programme de front unique de tous les courants et tendances, des syndicats et centrales ouvrières, pour en finir avec le chômage en faisant fonctionner les usines que les capitalistes abandonnent parce qu'elles ne leur rapportent pas assez ou ne leur conviennent plus. L'usine ne l'intéresse peut-être plus, à lui, en tant que personne, mais elle continue à interesser des milliers et des milliers de travailleurs ! Il faut faire ouvrir les usines et les faire fonctionner sous contrôle ouvrier, étatiser la banque, en sortir les capitaux nécessaires pour invester ; faire un plan de production en fonction des besoins de la population. Les produits en crise sont les automobiles, les articles de luxe. Cependant il manque des hopitaux, des routes, des écoles, de l'eau courante, de l'éclairage public, des égoûts ; il faut augmenter les moyens pour la production agricole, produire des ustensiles pour les masses, des fournaux, des machines à laver, des radios, des appareils ménagers, construire des maisons, il faut faire une étude et un plan de ces besoins de la population. Et sur cette base on peut intensifier la production pour l'exportation et pour les échanges commerciaux.

Le chômage et l'inflation ne proviennent pas des revendications ni des augmentations de salaires, ni du niveau de vie des ouvriers, mais du système capitaliste lui-même. Les salaires sont bas, et même très bas. La consommation des ouvriers n'est pas une source d'inflation. La cause se trouve dans le système capitaliste qui fait en sorte que le capitaliste prend pour lui plus que ce qu'il paie.

Il faut que les camarades écrivent sur ces problèmes en montrant la nécessité d'une direction qui comprenne ces problèmes,

(Suite page 4)

LA GREVE DES UNIVERSITES EXPRIME LA VOLONTE DE CHANGEMENT DE LA POPULATION

Les grèves et manifestations des étudiants et travailleurs des universités ont une très grande importance. Dans tout le pays, sauf à Namur, les étudiants des universités ont fait des grèves et des manifestations contre la loi-programme du gouvernement Tindemans. A l'ULB, ils ont commencé à occuper les locaux comme en Mai 68. Un fait très significatif dans toutes ces mobilisations, est que non seulement, les étudiants ont participé à ces mouvements, mais les proffesseurs, les chercheurs, les techniciens, les cadres et les ouvriers des univeritiés ont faient grève et ont manifesté dans les rues. Même les recteurs, participaient.

Dans la grande manifestation nationale de Bruxelles, 15.000 personnes participaient venant de tous les coins du pays, et en tête se trouvaient les dirigeants des organisations syndicales et politiques dont Debunne et Van Geyt par exemple. Tous les mots d'ordre étaient contre le gouvernement, pour que le secteur enseignement ne paie pas la crise, contre la loi-programme.

Ces mobilisations expriment une élévation dans les perspectives du mouvement étudiant, qui ne pose pas des revendications purment corporatistes, concernant exclusivement les étudiants. La participation des chercheurs, des recteurs est importante, et démontre que tous ces secteurs qui avant, étaient des défenseurs du régime établi, ont maintenant perdu confiance en lui. Les subsides pour la recherche scientifique sont fortement diminué, les seuls subsides importants sont fournis par l'OTAN, qui donne de l'argent dans un objectif précis qui n'a plus rien à voir avec le désir, la volonté des chercheurs. Ils ne veulent plus servir le régime capitaliste, ils ont perdu confiance dans son avenir. Ils sentent qu'il prépare un avenir de guerre, que la recherche sert à cela et non à être utile pour le bien être de la population pour réaliser des progrès techniques, scientifiques, médicaux. C'est une profonde rébellion des cadres moyens du régime capitaliste qui se retournent contre lui.

Au travers de leurs mots d'ordre, de l'unanimité de la grève, le mouvement étudiant a conscience qu'il n'est pas possible de donner une solution à ces problèmes particuliers sans remettre en question le régime capitaliste qui est responsable de la crise actuelle. Le gouvernement est d'ailleurs très préoccupé par ces mobilisations parcequ'il voit qu'il ne s'agit pas de quelques contestataires qui protestent, mais d'un mouvement profond qui secoue les fondements même de l'éducation capitaliste. Tous les secteursdes travailleurs universitaires se mobilisent contre les mesures de restriction des budgets du gouvernement pour l'éducation nationale. Les attaques contre le secteur de l'enseignement, avant primaire, secondaire et maintenant universitaire font partie du plan de relance économique du gouvernement. Le secteur de l'éducation nationale est celui qui intéresse le moins le gouvernement. Au travers de leur mobilisation les étudiants démontrent qu'ils ne veulent pas être les victimes de la crise capitaliste. Des mots d'ordre importants également, sont tous ceux qui exprimaient la solidarité, l'unification avec les luttes de la classe ouvrière et des autres secteurs des travailleurs en lutte. Si, il y a eu une telle unanimité dans la grève, c'est parceque les étudiants sentent que tout le monde les approuve, et appuye leurs revendications. Ils ressentent également le climat qui existe dans la classe ouvrière, à un niveau encore beaucoup plus élevé. Sans arrêt, il y a des grèves, des occupations d'usine, des mise en fonctionnement et la vente "sauvage" de la production à la population . C'est un exemple et un stimulant pour les étudiants qui voit la capacité de la classe ouvrière de diriger la société et l'économie.

Les mesures gouvernementales provoque une sélection de classe pour l'entrée à l'université. En effet, le minerval est passé de 6000 Frs par an à 13.000 Frs par an. Et cela n'est encore qu'un petit aspect de cette loi-programme.

Les étudiants ne peuvent pas donner une solution, une perspective à la crise capitaliste en restant cloisonner dans les murs des universités, ils ne représentent pas la direction sociale de l'économie qui est la classe ouvrière.

Mais ils peuvent jouer un rôle très utile et important en intervenant dans les problèmes du pays, en participant à la réalisation d'un plan ouvrier de développement de l'économie. Ils peuvent discuter que les connaissances universitaires ervent à résoudre les problèmes du chômage, des fermetures d'usines, de manque de logements, de manque d'installations sanitaires, d'hopitaux, de crèches, des transport publics, des routes, etc. Pour cela, il faut discuter dans l'université que la Science, la technique, l'architecture, la m-edecine, se mettent au service de la population et non au service des hautres finances, et des sociétés multinationales.

Dans l'immédiat, les étudiants peuvent être très utiles pour se mettre au service des grèves, des luttes de la classe ouvrière qui se développent dans tout le pays. Des groupes d'étudiants peuvent aller aux portes des usines, faire des meetings, des réunions pour expliquer l'objectif de leur lutte, pour distribuer des tracts dans toutes les usines expliquant les grèves et les actions réalisées par des ouvriers dans d'autres usines. Ils peuvent organiser des conférences, des réunions, pour discuter les problèmes brulants de l'actualité, Portugal, Espagne, Sahara Occidental, Angola et inviter toutes les organisations politiques et syneicales à y participer. Ils peuvent organiser des meetings, des réunions dans les quartiers, organiser des collectes d'argent pour les ouvriers des usines en grève, pour les ouvriers inculpés dans des procès politiques, organiser dans les quartiers des distribution de tracts à la population pour établir une relation, université, usines, quartiers.

LA DEMOCRATIE SYNDICALE: instrument irremplaçable pour repondre au capitalisme.

Depuis des mois on parle de la crise capitaliste, que tout va mal ; mais en même temps que la classe ouvrière ne va pas tolérer de faire les frais de cette crise. Mais où les directions syndicales expliquent-t-elle vraiment les mots d'ordre nécessaires et qui sont à l'ordre du jour comme les 36 heures, l'arrêt des heures supplémentaires, l'Echelle mobile des heures de travail. Nulle part ! Elles sont bien obligées d'en parler un peu, car c'est ce que la classe ouvrière veut imposer pour diminuer le chômage, pour faire face à l'érosion des salaires produite par l'inflation etc. Mais en fin de compte, la bureaucratie syndicale fait le même raisonnement que fait le capitalisme. Elle aussi, demande à la classe ouvrière d'accepter la modération, d'accepter que l'inflation et la crise capitaliste repose sur son dos. Mais qu'est ce qui provoque l'inflation ? Ce ne sont pas les salaires qui sont plus bas que l'augmentation de coût de la vie, mais c'est le capitalisme qui produit l'inflation car il dépense plus qu'il ne produit. Il dépense en armes et en préparatifs de guerre. (30 milliards pour les avions, 8 milliards en bateaux, et tout le reste que l'on ne sait pas). La bureaucratie syndicale est un instrument du capitalisme pour contenir les revendications de la classe ouvrière, pour freiner, les luttes, et cela en mentant, en liquidant les délégués syndicaux les plus liés à la décision de la classe ouvrière de ne pas accepter cet état de chose.

Nous soulignons qu'il en est ainsi avec la campagne de Davister et Gernotta pour limoger 5 délégués à Caterpilar. Ces camarades ont été élus par des voix de préférence d'une manière beaucoup plus démocratique que Davister, Czernotta et Camarata. Ce qui gêne Davister n'est pas qu'ils aient l'appui des ouvriers, mais que ces délégués font tout ce que les ouvriers leur demandent. Il les accuse de "gréviculture" mais lui il fait de la conciliation de classes. Sans chercher très loin, chez Hanrez, par exemple : l'assemblée des ouvriers avait décidé d'arrêter de faire des heures supplémentaires à cause des 37 licenciements. Ce mot d'ordre est soi-disant défendu par la Fédération. Mais Hélas ! Davister est un pourri ! Il est allé à l'usine dire que l'on pouvait continuer les heures supplémentaires, même le samedi et le dimanche, si le patron accepte de discuter de repêcher certains jeunes ouvriers. Non seulement le patron n'accepte pas cela, mais il licencie 25 employés et il fait chômer 30 ouvriers. La réaction de Davister est de convoquer le délégué principal de l'usine non pas pour s'occuper des licenciements, mais pour lui dire que le patron se plaint de lui. A plusieurs reprises, il a voulu le faire démissionner par l'intermédiaire de Czernotta. Ce même type, facilite les choses au capitalisme qui veut donner des coups à la classe ouvrière, en limogeant les délégués qui n'ont pas voulu lui signer une lettre de soumission. Ce type est un pourri.

Dans ces conditions, pourquoi le Drapeau Rouge, lui ouvre-t-il ses pages, pour publier tous ses mensonges. Les militants communistes, la base communiste doit réagir et critiquer très sérieusement et sévèrement sa direction pour des attitudes de ce genre. Les militants communistes, doivent critiquer Robert Dussard, délégué principal des ACEC, qui a aussi une place à la Fédération, qui ne dit rien et accepte tout ce qui vient de Davister, et de la bureaucratie syndicale. Le parti Communiste ne développe pas une politique révolutionnaire dans les usines, il se sent un petit parti et suit ceux qui ont du poids, qui représentent les organisations de masses. Mais dans cette attitude, il se compromet avec la bureaucratie parcequ'il n'a pas confiance dans la classe ouvrière, dans sa capacité de diriger la société, dans sa capacité de diriger les luttes nécessaires contre le capitalisme. Cette manière d'agir, de la part de la direction locale du PC lui fait faire des reculs. Il ne progresse pas, mais il recule à Charleroi. Cette attitude est conciliatrice avec la bureaucratie syndicale, au lieu de défendre les délégués combatifs, la démocratie syndicale. Nous appelons les militants communistes et la Jeunesse Communiste à intervenir dans ces problèmes qui sont essentiels. La démocratie syndicale n'est pas un désir formulé par l'un ou l'autre ; c'est une nécessité pour avancer dans la voie du socialisme, du front des Syndicats et des partis de gauche pour appliquer dans le pays un programme d'étatisations sous contrôle ouvrier, d'expropriations des banques pour faire un plan d'investissements, pour développer les industries en crise, pour en produire de nouvelles. La bureaucratie défend des intérêts d'appareils, de castes qui choquent avec ceux de la classe ouvrière. Quand elle parle de défendre les Syndicats, elle parle de défendre ses privilèges et non de l'organisation, de l'instrument. Les délégués de base, les ouvriers représentent véritablement l'organisation, et ce sont ceut là qu'elle limoge quand ils n'acceptent pas son jeu de conciliation.

Depuis des années, la bureaucratie dit qu'il faut développer l'emploi, le garantir, qu'il ne faut pas accepter un seul licenciement, mais elle tolère que dans les usines, se fassent des heures supplémentaires en quantité même en sachant qu'après deux mois cette usine n'aura plus de commandes.

Pour cela, nous disons qu'il est nécessaire de s'organiser dans les usines, de former des comités d'ouvriers et de délégués, de faire appliquer une vieille consigne du mouvement ouvrier qui est la Revocabilité des mandats des délégués en assemblée générale. La bureaucratie ne veut pas

LES FUSIONS DE COMMUNES : une nécessité que le capitalisme est incapable de réaliser

La bourgeoisie belge a établi son pouvoir sur une base très faible, dès le début de son existence. Elle s'est toujours montré incapable de réaliser l'unification de la Belgique, la centralisation administrative, culturelle, politique ; elle n'a pas été capable non plus de résoudre les problèmes linguistiques et culturels des relations entre les communautés linguistiques – différentes dans le pays. Elle n'a jamais su non plus unifier et centraliser l'organisation administrative et politique des communes. Elle a du s'appuyer sur une multitude d'intérêts locaux de secteurs de la bourgeoisie dépendant d'intérêts régionaux.

La nécessité de l'économie elle-même, oblige à augmenter la centralisation aux dépens des particularismes, pour les besoins de survie du capitalisme. Mais aujourd'hui, moins que jamais, la bourgeoisie belge n'est capable de réaliser cette centralisation, la rationalisation de l'organisation des communes en Belgique. Le "Plan Michel" sur les fusions de communes est un plan de crise capitaliste, et sur ce terrain-là également, le capitalisme essaie de faire payer la crise aux masses travailleuses. D'une part, sur le plan politique, les nouveaux découpages administratifs tendent à favoriser électoralement le PSC-CVP, aux dépens du Parti Socialiste. Et cela, en prévision des prochaines élections communales de 1976. Mais surtout, ce plan de restructuration des communes va signifier de mettre sur le pavé ou de déclasser des milliers de travailleurs des anciens services communaux. Pour cette raison, les ouvriers et employés communaux ont déjà organisé plusieurs manifestations, montrant leur volonté de ne pas faire les frais de cette réorganisation qui ne tient pas compte des besoins ni des intérêts des travailleurs.

En faisant ce plan, la bourgeoisie belge cherche à faire des économies, pour concentrer les ressources financières du gouvernement dans le soutien aux grosses entreprises et aux préparatifs de guerre de l'OTAN. Le budget réservé aux communes est de plus en plus dérisoire et ne sert à répondre à aucun des besoins des populations, sur le plan de l'enseignement, de la santé, de l'organisation des sports, des loisirs, des activités culturelles. En organisant des fusions de communes la bourde cela. Evidemment, sinon, elle serait balayée immédiatement. Mais la classe ouvrière sent cette forme de fonctionnement nécessaire, de même que l'application de toutes les décisions prises en assemblées. Plus de secrets entre le patron et les délégués qui ne font que séparer les délégués des ouvriers. Le capitalisme utilise cela pour défendre ses intérêts. Plus de conférence économique où les dirigeants des Syndicats vont faire le baise-main aux patrons. Si le capitalisme a intérêt à invester, il le fait, sinon on a beau faire n'importe quoi, il ne fera rien. C'est l'action résolue avec un objectif et un programme précis qui peut décider. C'est la préparation d'une mobilisation de l'ensemble des forces de la population exploitée qui peut imposer des conquêtes et non les tractactions et les discussions d'intention que fait la bureaucratie.

PLEINE DEMOCRATIE SYNDICALE : les dirigeants doivent être élus par suffrage direct à mains levées avec des pouls par usine, et révocables en assemblée générale.

SEULE LES ASSEMBLEES PEUVENT DECIDER ! de changer ou non un délégué.

LES MANDATS APPARTIENNENT AUX OUVRIERS ET NON AUX FEDERATIONS !

TOUS A LA MANIFESTATION DU 14 DECEMBRE POUR L'ESPAGNE !

Nous appuyons la réalisation de la grande manifestation nationale le 14 Décembre à Bruxelles pour l'Espagne. Nous appuyons tous les mots d'ordre qu'elle se propose d'agiter, pour la libération immédiate de tous les prisonniers politiques, pour le rétablissement des libertés démocratiques, pour l'amnestie totale.

Après la mort de Franco, il n'y a pas eu et il n'y aura pas de changement fondamental dans l'organisation sociale et politique du régime espagnol. Le fascisme et le capitalisme vivent toujours. Juan Carlos a libéré quelques prisonniers politiques dont Marcelino Camacho pour se donner une apparence plus démocratique. L'amnistie générale a été appliquée pour les prisonniers de droit commun. En même temps que cela, de nombreux militants de gauche sont arrêtés, pour organisation illégale, La répression continue dans tout le pays.

Les mobilisations qui se sont déjà faite dans toute l'Europe contre le régime fasciste espagnol ont eu de grandes répercussions. L'arrêt de travail de 55 millions de travailleurs dans toute l'Europe et les manifestations contre l'assassinat des militants révolutionnaires basques ont exprimé la réprobation, l'indignation et la colère de toutes la population en Europe contre le fascisme espagnol.

Il faut continuer ces mobilisations jusqu'au renversement total du capitalisme en Espagne, faire des mobilisations permanentes dans toute l'Europe pour cela. La bourgeoisie européenna une peur panique de la perspective d'un changement révolutionnaire en Espagne, parceque c'est le dernier bastion capitaliste qui lui reste. Pour cela, les gouvernements des différents pays ont manifestés leurs condoléances, leur tristesse, pour la mort de Franco. En effet, ils sentent que la crise

La semaine prochaine, numero special avec un texte de POSADAS sur le PORTUGAL

"La crise au Portugal résulte de l'absence de direction révolutionnaire pour un gouvernement de gauche, pour un programme anti-capitaliste et anti-impérialiste." (13.11.1975)

AUX PROCES DE HANREZ, rébellion de la classe ouvrière et des avocats contre la justice de classe !

Il est un fait notoire que dans les tribunaux, quelqu'ils soient de police au autres, ce qui détermine est la justice de classes. On l'a vu de façon éclatante au procès d'Hanrez où les inculpés dont un camarade de notre parti, se sont vus interdire le droit à la défense, soit disant parcequ'ils étaient trop passionnés. Une des inculpés a été arrêtée, par la gendarmerie qui a du la relâcher très rapidement parcequ'elle n'avait formulé aucune insulte ni à la magistrature ni à la gendarmerie. Encore plus fort, un des avocats socialites présents dans la salle a été arrêté par les gendarmes car il dénoncait qu'il s'agissait d'un procès de classes. Le batonnier en personne, a demandé aux avocats de quitter la salle parce que les droits de la défense n'étaient même plus garantis. C'est la transformation d'un procès aux inculpés en une expression politique de condamnation du système capitaliste. Après tout ce brouhaha, après toutes les contraventions au code de la justice faites par le juge ; (entre autres : en disant que si les accusés étaient là, c'étaient de leurs fautes ; en permettant aux témoins de se voir et à plusieurs reprises au Palais en faisant leurs dépositions ; le représentant du Ministère Publique a accusé un des inculpés de n'avoir jamais travailler de sa vie) ressortent des conclusions très importantes.

En premier lieu, le soutien de plusieurs avocats qui étaient au palais 5soutien financier et juridique) montre que malgré toute la puissance de l'appareil capitaliste et de sa justice il y a un profond mécontentement dans les avocats surtout dans les jeunes qui sentent, que malgré leur bonne volonté, les lois sont faites pour défendre les intérêts des possédants. Non seulement ils se révoltent contre cela, mais il cherche à appliquer et faire intervenir la vraie justice.

Ensuite : Toute la mobilisation, les discussions, des avocats dans les couloirs du Palais après le procès mettaient en question également les méthodes du juge, la justice et l'emprisonnement de l'une des inculpés et de l'avocat. Il ne s'agit pas seulement d'une manoeuvre des socialistes pour utiliser cela dans un but électoral mais il s'agit d'une rébellion contre la justice capitaliste. Cela a permis également que le procès sorte à la lumière pour une bonne partie de l'opinion publique. Si cet avocat a agi ainsi, c'est parce qu'il y a dans le Parti Socialiste un courant de gauche qui cherche à intervenir plus profondemment dans son parti, dans la situation du pays. Il sent que la solution à la crise capitaliste ne se trouve pas au travers du Parlement et que pour appliquer la vraie justice, il faut en finir avec le capitalisme qui décide les lois pour défendre la propriété privée.

Une conclusion fondamentale à tirer et qui représente un déficit très sérieux est que ni le Parti Socialiste, ni le Parti Communiste ne se sont mobilisés pour le procès d'Hanrez qui est une atteinte aux droits syndicaux et politiques de la classe ouvrière. Le capitalisme ne respecte pas le droit de grève. Il organise des actions contre les grévistes, pour provoquer des divisions, il utilise les plus faibles. Mais quand cela n'a pas de résultat il utilise alors des pressions, des menaces. Et il faut faire du travail à l'extérieur de l'usine. Par exemple, maintenant, aux ACEC : Les patrons ont envoyé des pièces à souder à l'extérieur pour tenter de laisser pourrir la grève. Ils organisent le Look-out des entreprises, et quand ils ont plusieurs entreprises ils en ferment une. Et cela n'est pas considéré comme des atteintes au droit au travail. Les milliers d'ouvriers envoyé au chomage par le capitalisme, pour maintenir ces bénéfices, les ouvriers qui se tuent, les accidents du travail, ne sont pas des atteintes au droit au travail. Mais quand un piquet de grève défend le vote de la majorité et empêche 5 jaunes de rentrer dans l'usine, de foncer avec leur voitrue sur le piquet ; alors oui, ce sont des atteintes à la liberté du travail.

Maintenant le procès va passer en appel. La campagne dans les usines dans les quartiers continue. Le comité pour la défense des droits démocratiques et syndicaux dont, notre parti fait partie, a organisé des collectes dans les usines et à Monceau. Pour la deuxième fois dans le quartier 6000 Frs de soutien ont été collectés. La population du quartier donne un tel soutien parcequ'elle se rappelle les 8 semaines de grève chez Hanrez pour la réintégration de notre camarade licencié par Urbain pour son activité dans l'usine.

Pour le procès en appel, nous devons redoubler nos efforts. Nous appelons tous les militants syndicaux, les délégués d'usines, les militants révolutionnaires à poursuivre cette campagne jusqu'à l'acquittement total et complet des 3 camarades inculpés.

LETTRE A ...

qui défende les droits démocratiques,syndicaux, le droit pour tous les courants et tendances à intervenir, la garantie du poste de travail, la démocratie syndicale. Il faut aussi montrer la nécessité d'une discussion en vue d'établir un programme en commun, un front unique de toutes les centrales syndicales et des partis ouvriers pour faire face au chômage. Le procès de Charleroi a manifesté un état d'inquiétude très élevé, d'émotion, qui conduit à une véritable rébellion contre la justice. Cependant ni les communistes ni les socialistes ne sont intervenus dans cette lutte. Il faut les appeler à intervenir comme parti, comme dirigeants de parti, comme dirigeants syndicaux pour défendre les camarades inculpés dans de tels procès. (Les camarades doivent écrire sur ces problèmes et impulser les tendances de gauche syndicale, un bulletin comme Lutte des Métallos) à écrire sur les problèmes de l'inflation, du plein emploi dans les usines. Les dirigeants syndicaux bureaucratiques et conciliateurs vont faire – comme ils font ailleurs dans le monde – en sorte que les ouvriers ne demandent pas d'augmentations de salaires ; ils disent que cela va provoquer de l'inflation. C'est un mensonge. Même si les masses avaient une consommation beaucoup plus élevée (de toute façon cela ne suffirait pas à répondre à ce dont elles ont besoin), cela ne provoquerait pas l'inflation pour autant. Le système capitaliste produit l'inflation parce qu'il dépense tout ce qui devrait revenir en production, dans des frais de guerres, d'assassinats, de crimes, dans des appareils administratifs monstrueux. Les frais d'appareil coutent à eux seuls plus que tout ce que consomment les ouvriers. La concurrence augmente entre les capitalistes et l'inflation en est un témoin.

Une des raisons essentielles du manque de consommation suffisante se trouve dans le fait que les gens ne gagnent pas assez ; l'inflation et la sous-consommation se rejoignent actuellement. Il y a à la fois un manque de consommation et de l'inflation. Ces deux facteurs qui étaient séparés avant, s'accumulent et se conjugent aujourd'hui parce que la crise du système capitaliste est mondiale et totale. Il faut bien expliquer que des évènements comme ceux du tribunal de Charleroi se produisent (et à trois reprises déjà) parce que tout l'appareil capitaliste est en crise. Quand les policiers se joignent aux manifestants au lieu de les réprimer, c'est parce qu'ils expriment la même nécessité que les ouvriers, ils manifestent un niveau de compréhension élevé et l'influence que les ouvriers ont sur eux.

J.POSADAS 12.11.1975

EDITORIAL

(Suite de la page 1)

qu'elle a proposé à la Conférence économique de Charleroi et dans les négociations sur l'industrie du verre, par exemple. Non seulement le mouvement ouvrier doit rejeter tout ce plan, mais il faut lui opposer un plan de la classe ouvrière pour riposter à cette crise qui est celle de la structure et du fonctionnement capitaliste de l'économie. Il faut maintenir à tout prix la revendication de la semaine de 36 heures sans pertes de salaires, la pension à 60 et 55 ans payées par le patronat exclusivement, le maintien de la liaison des salaires à l'index et en plus, un index établi par les syndicats et qui représente la hausse réelle du coût dela vie, l'arrêt immédiat et effectif de toutes les heures supplémentaires (et non cette comédie que font les dirigeants de la bureaucratie qui votent cette motion dans un congrès et ensuite appliquent le contraire) ; il faut en même temps proposer un plan d'étatisations de toutes les entreprises en crise, petites ou grandes, et leur fonctionnement sous contrôle ouvrier. S'il y a des secteurs dits "faibles", c'est l'affaire des capitalistes et pas celle de la classe ouvrière ! Les syndicats n'ont pas à les protéger ni accepter aucune solidarité avec eux. Les patrons de la sidérurgie considèrent d'ailleurs leur secteur également comme secteur faible ... parce qu'ils estiment qu'ils ne résistent pas assez à la concurrence internationale. De même les patrons verriers, ceux de la construction électrique et mécanique etc. Si des entreprises entrent en crise, si elles sont "faibles" c'est le résultat de la recherche du profit capitaliste et de l'incapacité du capitalisme à rassurer le développement, le progrès. C'est à la classe ouvrière de prendre en mains la direction del'économie. Pour cela, il faut défendre un programme qui inclut les étatisations sous contrôle ouvrier comme un point central !

Devant de telles eecessités, il est certain que les "piqures de moustique" de Debunne et de la bureaucratie syndicale, ne font que déranger un peu la bourgeoisie et son gouvernement, mais ne servent pas à renverser celui-ci, ni à conquérir aucune des revendications de la classe ouvrière. Les directions syndicales veulent maintenir, comme elles peuvent, leur alliance avec le capitalisme, de nouvelles bases d'accord pour prolonger la ,'paix sociale". Cette politique les met en crise, chaque fois plus profondément, de même que le capitalisme continue dans sa crise aussi. Le gouvernement Tindemans qui a cédé sur un point face aux pressions des syndicats, est acculé encore plus à l'impuissance : il n'a aucun intérêt à appliquer un plan favorable aux masses, et il n'a pas de forces pour imposer au pays les décisions qui répondent aux nécessités des gros capitalistes.

Il ne faut pas laisser une telle situation se poursuivre sans intervenir, sans montrer l'issue qui est possible : le front des tendances de gauche, avec un programme de revendications immédiates et d'étatisations sous contrôle ouvrier. La grève générale du mouvement étudiant, qui englobe les étudiants, les chercheurs, le personnel administratif et ouvrier des universités exprimme des conditions qui sont favorables pour la lutte dans tout le pays. Le recul même du gouvernement Tindemans en est un dincice également. Nous croyons dans ce sens, que la campagne de meetings et de discussions organisée par le Parti Socialiste doit mettre tous ces problèmes et ces propositions au premier plan, que les camarades de la gauche socialiste le fassent directement eux-mêmes , et que le Parti Communiste qui défend un programme de "mise en service public" de secteurs importants de l'économie, fasse aussi la campagne pour la préparation de la grève générale, pour faire avancer beaucoup plus profondément le mouvement syndical et pour prendre l'offensive pour battre le plan capitaliste.

LES FUSIONS

geoisie voudrait avoir à sa disposition une infrastructure qui lui obéira plus vite pour satisfaire les grands capitalistes. Tandis que maintenant, le morcellement des droits et des pouvoirs communaux dans ugrand nombre de petites communes lui crée beaucoup de difficultés et d'empêchements pour rationaliser l'économie en fonction de tout ce que lui exige la crise mondiale du capitalisme. Par exemple, les différences entre les taxes communales sur les terrains à bâtir, l'eau etc., les différences entre les polices communales d'un encroit à l'autre, ou l'expression des droits démocratiques.

Mais en faisant ce plan, la bourgeoisie approfondit sa crise et sa division intérieure. Elle accélère la décomposition des partis ; dans le PSC beaucoup d'élus sociaux-chrétiens communaux se sont séparés de la direction et ont manifesté avec les socialistes ; de même dans le Rassemblement Wallon.

Le PSB et le PCB s'opposent au Plan Michel, ainsi que les syndicats. Cependant cette opposition n'est pas claire, parce qu'ils ne la situent pas comme une partie de la lutte de classes en Belgique. Nous sommes contre le Plan Michel, il faut le rejeter complètement. Mais nous ne devons pas défendre l'autonomie communale contre la centralisation administrative, parce que les conseils communaux ne représentent pas plus que le Parlement la volonté et la décision de la population travailleuse. Quand il s'agit de communes à majorité de gauche, elles n'ont pas de puissance, ni de politique de combat anti-capitaliste pour être plus proches de ce que cherchent les masses travailleuses. Toutes les communes sont gérées en fonction du système capitaliste. Même si dans certaines d'entre elles, il y a une gestion meilleure, plus honnête, cela reste dans le cadre de la dépendance du régime capitaliste qui régit toute la vie de la société. Les pouvoirs communaux sont très réduits ; et même une plus grande "autonomie" ne va pas leur donner plus de forces parce que les moyens de domination réels restent toujour dans les mains de la grande bourgeoisie : les banques, les leviers de l'économie, l'armée, la police, la gendarmerie, la magistrature etc.

Il faut opposer un plan ouvrier pour l'organisation des communes à ce Plan de la bourgeoisie. Développer une campagne pour montrer que la "démocratie communale" signifie en fait, la lutte pour abattre le système capitaliste et, sur cette base, que la population de la commune ou d'un ensemble de communes puisse décider elle-même, intervenir, exercer la direction de tous les problèmes, dans des assemblées populaires. Avec un gouvernement de gauche, les fusions de communes seront des problèmes très simples à résoudre : on discutera dans tout le pays, toute la population travailleuse interviendra et décidera la meilleure répartition et organisera elle-même l'administration des communes, sous forme des assemblées populaires. Il faut montrer cette perspective du gouvernement de gauche, dans les conflits actuels. La lutte apparaît pour le moment, comme une dispute entre groupes, entre intérêts et privilèges et pas comme une lutte nécessaire pour le progrès de toute la population. La manière aussi d'entraîner la petite-bourgeoisie qui vote encore RW, FDF, ou démocrate-chrétien et qui se trouve derrière les dirigeants communaux qui s'opposent au gouvernement Tindemans tout en faisant partie de ce gouvernement, c'est que le PSB, le PCB et les syndicats montrent une alternative anti-capitaliste, qu'ils montrent qu'ils luttent pour un progrès objectif et pas pour défendre des intérêts locaux contre d'autres intérêts locaux. C'est le gouvernement capitaliste qui est responsable de toute cette situation et de cette crise, et c'est contre lui, pour son renversement qu'il faut proposer de lutter et en même temps, proposer l'alternative du gouvernement de gauche en Belgique. Dans le chemin de cette lutte les communes à majorité de gauche doivent mettre en pratique la participation des masses à toute cette discussion et organiser des assemblées populaires où tout le monde intervient et là, poser les réels problèmes sur la base de la lutte de classes : montrer que les communes ont en fait très peu de pouvoirs et surtout, de moyens pour répondre aux besoins des masses qu'il faut éliminer le pouvoir capitaliste pou;changer cet état de choses sur le plan communal, comme pour le reste des problèmes des masses.

TOUS A LA MANIFESTATION DU 14 DECEMBRE POUR L'ESPAGNE !

capitaliste qui secoue toute l'Europe, et le monde s'exerce également en Espagne et que les forces démocratiques, les masses exploitées, la classe ouvrière espagnole se prépare à un changement, à une mobilisation générale contre le régime. En même temps que d'exiger la liberation de tous les prisonniers politiques, le retour aux libertés démocratiques, il faut donner une perspective politique à la crise : Gouvernement de gauche en se préparant à la lutte armée.

Dans cette manifestation du 14, nous rappelons toutes les organisations politiques et syndicales à participer en front unique avec toutes les tendances de gauche et révolutionnaire. Nous invitons les organisations syndicales à organiser des réunions, des assemblées dans les usines pour mobiliser massivement la classe ouvrière pour la manifestation. Sans attendre que le FGTB et la CSC organisent cela, nous appelons les délégués de base, les ouvriers à faire des réunions entre eux, des meetings aux portes des usines pour appeler à participer à cette manifestation.

Dans cette manifestation, doit s'exprimer un large front unique, de toutes les organisations démocratiques, politiques et syndicales : Parti Socialiste, Parti Communiste, FGTB et CSC, Mouvement ouvrier Chrétien, Jeunesses ouvrière chrétienne, GPTC, toutes les organisations des travailleurs immigrés, espagnoles, turques, grecques, marocaines, la LRT, la IVème Internationale-posadiste et tous les groupes gauchistes, AMADA, UCMLB, et également toutes les organisations d'avocats de défense des droits de l'homme.

Ed. Resp.: C.Pôlet - 51a, rue Garibaldi - 1060 Bruxelles

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE

Abonnement 12 num. . . 70 F
Abonnement 24 num. . . 150 F
Abonnem. de soutien . 300 F
Correspondance :
B. P. 273 - Charleroi
C.C.P. : 9762.34 de C. Pôlet.

ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE — IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 Fr. - 14e année - N° 256 - 11/12/1975 hebdomadaire.

A NOS LECTEURS

Nous consacrons la totalité de ce numéro de Lutte Ouvrière à l'important document du camarade J. Posadas sur les raisons de la crise actuelle au Portugal et les tâches de la révolution socialiste dans ce pays.

Nous saluons fraternellement le camarade J. Posadas pour l'apport théorique et politique que constitue cette analyse pour l'ensemble du mouvement révolutionnaire au Portugal et dans toute l'Europe encore capitaliste.

Nous appelons nos lecteurs, amis, sympathisants et camarades à le diffuser largement dans l'avant-garde et le mouvement ouvrier , dans le PC et le PS en particulier.

LA CRISE AU PORTUGAL EST L'ABSENCE DE DIRECTION RÉVOLUTIONNAIRE

POUR UN GOUVERNEMENT DE GAUCHE !

POUR UN PROGRAMME ANTI-CAPITALISTE ET ANTI-IMPÉRIALISTE !

13 Novembre 1975

J. POSADAS

PRESENTATION

Le Portugal ne peut revenir en arrière. "Ils peuvent contenir le processus, mais non l'abattre. Cette rébellion n'était pas le fait de 60 officiers, mais de milliers de militaires". Cette conclusion surgit déjà de ce document du camarade J.Posadas et permet de situer les derniers évènements survenus au Portugal comme un échec partiel, transitoire, de certains secteurs de la gauche révolutionnaire. Mais "les vainqueurs ont déjà du prendre une bonne partie du programme des vaincus". Et la crise est revenue comme un boomerang dans les rangs de la bourgeoisie, de la droite, des directions conciliatrices. L'éclatement du PPD à cause de la présence des communistes à la direction de ce processus, en est un exemple. Il faut exiger la libération immédiate de tous les militaires emprisonnés! tout en considérant que la droite n'a rien gagné. Elle a tiré un certain avantage de cette crise de direction de la révolution portugaise que le camarade Posadas analyse dans ce texte et dont il pose l'issue: un front de toute la gauche, sur la base du programme de la révolution socialiste.

Bien que connaissant des conditions de vie très arriérées, le peuple portugais développe les conditions les plus élevées de la révolution. Les ouvriers de la construction réclament la nationalisation des sols. Ils réclament tout ce qui sert à édifier l'Etat. Les paysans demandent la nationalisation de la terre et les ouvriers celle de toutes les entreprises. Ils demandent le contrôle ouvrier. Tout cela, c'est la révolution.

Nous saluons ; au nom de la IVe Internationale trotskiste-posadiste le peuple portugais pour la lutte élevée qu'il est en train de mener. Le Portugal fait partie d'un processus mondial, même s'il n'en dépend pas directement. Les conséquences de celui-ci ne s'en expriment pas moins complètement dans ce pays. Le Portugal n'attend pas ce qui se passe dans le monde pour agir, mais tout ce qu'y s'y passe influe sur lui, et maintenant sur l'Angola.

Après la révolution russe, les soviets de soldats au Portugal sont en train de s'élever au plus beau niveau, au plus nécessaire. Ils existent sans parti, sans direction, indiquant la profondeur de connaissances culturelles, de décision révolutionnaire et d'objectivité historique des soldats, qui ne défendent ni l'armée, ni les maisons, ni la lune ou le soleil pour eux, mais pour développer l'économie, afin d'éliminer les injustices sociales, c'est-à-dire la propriété privée et le capitalisme. N'est-ce pas beau !

Les SUV sont des organes ayant un rôle supérieur aux soviets, même s'ils ne sont pas historiquement supérieurs. Leur fonction l'est car il n'y a pas de parti. Tout ceci indique que la base mondiale de la révolution, son ascension, influencent le Portugal. Les soldats reflètent et représentent ce niveau mondial. Ils font en effet jouer aux SUV le rôle de dirigeants conscients, représentant les intérêts et besoins de l'histoire pour faire progresser le pays.

L'armée portugaise a donné la liberté à l'Angola, mais cela lui a été imposé par les masses du pays. Voilà peu, ils ont voulu envoyer des troupes pour réprimer, pour appuyer la répression contre le MPLA. Les soldats se sont opposés, se sont refusés à partir, ce qui a contenu la répression des blancs. Il faut voir ce que signifie le fait qu'une armée faite pour assassiner est en train de donner la liberté à ceux qu'elle allait assassiner. Elle ne s'en sent pas pour autant défaite mais, contribuant à la liberté d'une colonie. Lorsque l'on parvient à un tel degré, c'est que le prolétariat, toute la population, veulent aller beaucoup plus loin que cela. Elle veut la liberté pour les colonies, mais aussi un programme de réorganisation de la société. Il faut en discuter.

Le rôle très élevé de l'armée portugaise ainsi que celui des masses angolaises, qui n'ont organisé aucune mobilisation de haine contre le Portugal, démontrent une compréhension historique très élevée et très profonde, capable de gagner la population. Les masses angolaises ne se sont pas lancées à manifester leur haine nationaliste, mais ont dit qu'elles voulaient la liberté pour elles et pour les masses portugaises. C'est là une compréhension marxiste du processus de l'histoire. Tel est le niveau d'où part le Portugal.

Il faut aider l'Angola, envoyer des techniciens. Déjà une grande quantité de portugais sont restés pour y travailler. Il faut reconnaître le MPLA comme véritable dirigeant du pays, organiser des mobilisations d'appui en sa faveur, et comme représentant légitime de l'indépendance et de la liberté de l'Angola. Le MPLA en effet a un programme pour élever l'économie en fonction des besoins de la population et non des intérêts privés des capitalistes, des investisseurs ou de l'impérialisme.

(Suite page 2)

LA CRISE AU PORTUGAL EST L'ABSEN

(Suite de la page 1)

Il faut appeler le gouvernement portugais, les masses portugaises à se mobiliser pour que soit reconnu le MPLA comme unique représentant de l'Angola, pour que soit condamné Olden Roberto et l'Unita comme agent de l'impérialisme. Il faut organiser au Portugal des mobilisations où ensemble, communistes, socialistes, gauchistes, et tout le monde, dénoncent le FLNA et l'Unita comme étant des représentants de l'impérialisme voulant lui livrer le pétrole, les diamants, et toutes les ressources minières. Il faut unir la lutte du peuple portugais à celle des peuples des ex-colonies. Il faut faire un front unique au Portugal pour un programme de nationalisations des sols, de la terre, des propriétés, en alliance avec les Etats ouvriers, en alliance avec l'Angola, le Mozambique, la Guinée Bissau, le Cap Vert. Il faut l'alliance de tous pour maintenir et intensifier les échanges commerciaux. Il faut appeler les Etats ouvriers à des accords, à des alliances, et en discuter publiquement avec toute la population en montrant le besoin des étatisations pour développer le Portugal.

Il faut expliquer les choses de la façon la plus simple, dans les rues, les écoles, les usines, les cinémas. Que tout le monde intervienne, les enfants, les vieillards aussi (bien que les petites vieilles n'existent plus, sauf pour le capitalisme qui crée la mentalité de vieux). Au Portugal, les petites vieilles de 80 ans interviennent parfaitement bien, donnant des jugements logiques et non égoïstes, pour progresser. Tout le monde les voit construire la vie. Il faut étatiser pour développer le Portugal. Voilà de quoi il faut discuter.

Le capitalisme est incapable de faire quoi que ce soit pour développer le pays. Aucune mesure capitaliste comme le propose Soares, ou comme peut le proposer qui que ce soit, ne peut rien faire. Ce n'est pas avec de telles mesures, avec une meilleure administration que l'on pourra développer le pays, parce que sa structure sociale historique ne sert plus. Pour se développer, l'économie a besoin en conséquence d'un système de production, d'un régime de propriété qui ne soit pas capitaliste. Elle a besoin des étatisations parce qu'elles permettent de programmer la production, de la planifier, d'investir là où l'exigent les besoins de la population et le développement harmonieux du pays, et non en fonction de tel ou tel capitaliste.

Il faut considérer que le socialisme est un besoin de l'histoire et en conséquence des masses portugaises, et que l'on ne peut attendre que le capitalisme accepte de s'en aller. Ses intérêts le conduisent à défendre ce qu'il a. Aussi faut-il pour opérer les changements chercher des points d'appui, des bases de soutien, parmi les ouvriers, les paysans, la petite-bourgeoisie pauvre, les soldats. Il faut s'adresser à eux avec le programme des changements du Portugal. Pour ce faire, il faut développer l'économie, ce qui n'est pas possible avec le système capitaliste. Il faut le faire avec la propriété étatisée parce qu'elle permet à l'Etat d'intervenir comme unique dirigeant. Le capitalisme lui, de façon privée, fait ce qu'il veut, il dépense où il veut, investit et détermine comme il veut. Telle est la pluralité démocratique que réclame la droite du Parti Socialiste. Nous sommes contre. Ce n'est pas la pluralité démocratique mais la pluralité bourgeoise, pour défendre le système capitaliste qui a engendré le fascisme et qui donnera à nouveau d'autres formes d'imposition bureaucratiques au fascisme.

Il faut faire en sorte que toute la population intervienne dans la solution des problèmes économiques, depuis les enfants de 6 ans — comme en Angola et en Somalie — jusqu'aux adultes. Pourquoi les enfants ne dirigeraient-ils pas ? Pourquoi les gens ne dirigeaient-ils pas l'économie ? Nous proposons que tout le monde intervienne, comme cela se fait chaque fois plus dans les Comités de soldats. Il faut discuter avec la population de la façon dont il faut développer l'économie. Elle verra alors que ce développement ne peut être réalisé avec une simple amélioration de l'administration, car la structure des intérêts privés de la propriété l'en empêche. Avec la propriété privée, le patron fait ce qu'il veut, produit pour son bénéfice. Si la production se base par contre sur l'Etat, elle peut se faire en fonction des besoins de la population. C'est sur cette base que l'on peut planifier. Il faut discuter du régime de propriété ; c'est là qu'est le socialisme dans la pluralité.

Le socialisme n'a pas besoin de pluralité, parce qu'alors ce n'est plus le socialisme. Il élimine en effet l'intérêt individuel, il permet d'avancer pour dépasser les intérêts de chacun, il généralise le système de production en accord avec les besoins de la population. Il élimine les bases d'intérêt individuel de penser, en éliminant la propriété privée. La pluralité est dans l'intervention, dans la pensée, le raisonnement dans le cadre des étatisations. Elle doit être dans l'art, la littérature, dans tout, en fonction de cette conception.

Soarès demande par contre une pluralité pour la défense de la propriété privée, qui ne peut conduire au progrès du Portugal. Nous proposons de faire comme Lénine, d'éliminer les bases de lutte postérieure et présente, c'est-à-dire d'étatiser la propriété, de planifier la production. Il faut en conséquence discuter les revendications ouvrières d'étatisations, de contrôle ouvrier, de suppression des entrepreneurs privés qui n'agissent pas en fonction des intérêts et des besoins de la population. Que doit-on respecter ? Les intérêts de 10, de 20 et même de 1000, ou ceux de dizaines de millions ? C'est là une forme simple de discussion, comme la font les gens. Lorsque Soarès parle de pluralité, c'est en vue de défendre les intérêts bourgeois et de peser avec la propriété privée comme un centre qui engendre et développe la contre-révolution. Cette tricherie historique apparaît chaque fois davantage comme réactionnaire, comme jouant un rôle contre les mesures socialistes.

Le Parti Communiste doit appeler le prolétariat à intervenir, à tenir des assemblées démocratiques, soviétiques, pour discuter de tous ces problèmes. Il faut discuter ouvertement avec la base socialiste, avec l'avant-garde et la direction socialiste ; discuter ouvertement qu'il faut étatiser pour telle et telle raison, en montrant que la propriété privée ne peut pas développer l'économie. La pluralité ne peut être qu'au bénéfice des capitalistes. Nous voulons le droit pour toutes les tendances qui luttent pour des mesures socialistes concrètres de parler, de discuter, de proposer, de critiquer, et ce qu'il s'agisse de la littérature, de l'art, de la science, de la médecine, du football. Là est la pluralité. La lutte pour le socialisme inclus la pleine possibilité de démocratie et de liberté d'expression pour toutes les idées qui conduisent au progrès de la société, mais contre tous les assassins au service des fascistes, des nazis, des yankees créateurs de bombes atomiques. Nous sommes contre ces scientifiques. La science ne sert pas là le progrès. Nous voulons une science et une liberté pour le progrès. Nous sommes contre les armes atomiques utilisées contre le progrès de l'humanité. Nous sommes pour l'utilisation de tous les moyens nécessaires capables d'éliminer ce qui reste du système capitaliste. S'il est possible de ne le faire qu'avec les moyens persuasifs, convainquants, tant mieux. Mais il n'existe pas d'exemples historiques qui montrent que le capitalisme va accepter de façon persuasive sa défaite et s'en aller.

Il faut élever au Portugal la discussion sur l'utilisation et les bénéficiaires du droit démocratique. La démocratie de la droite socialiste de Soarès et celle des assauts aux locaux communistes, de la répression aux gauchistes. Il ne croit ni en la capacité du prolétariat, ni en sa décision, ni en son intelligence. Il ne croit pas à l'objectivité historique de celui-ci, parce que la droite socialiste ne représente pas les intérêts de l'histoire, car pour ce faire il faut être objectif.

Le prolétariat est objectif, il ne peut accumuler ni intérêts, ni propriétés, de par sa fonction dans l'économie, dans l'histoire et dans la société. Il ne peut prétendre ni chercher, ni s'orienter à remplacer le patron. Pour s'éliminer, il doit éliminer toute forme de propriété. Telle est la base essentielle de la démocratie.

Il n'y a pas de démocratie si celle-ci ne représente pas le progrès de la vie, le progrès de l'histoire. Ce n'est alors que le droit pour celui qui commande de parler et de continuer à détenir le pouvoir, pour empêcher le progrès de l'histoire avec le maintien du système capitaliste. Nous défendons les droits démocratiques et non la démocratie bourgeoise. Nous défendons de façon intransigeante les droits démocratiques, mais comme un moyen de faire avancer la révolution. Ceux qui défendent la démocratie en abstrait soutiennent le système capitaliste.

La démocratie bourgeoise n'est autre que la limitation des droits sociaux au profit de l'accumulation du capital et du maintien de la direction capitaliste de la société. Les masses portugaises démontrent qu'elles comprennent parfaitement cela.

Il faut appeler au front unique des socialistes, des communistes, du MDP, des soldats, des paysans, des intellectuels, des ouvriers, des syndicats, pour discuter de la façon d'étatiser, de planifier la production, d'assurer une création littéraire et artistique pleine. Il faut permettre ainsi que s'établissent des rapports humains plus dignes, supérieurs, à ceux du système capitaliste. Il faut élever l'organisation, les aspirations à des relations humaines solidaires, fraternelles, répondant au sentiment de l'humanité comme genre humain. Là est la base de la création artistique, littéraire, scientifique. Pleine liberté pour cela ! Pleine liberté pour les tendances qui veulent développer l'économie au service de la population ! Pleine liberté aux techniciens, aux ingénieurs, aux administrateurs, pour diriger, administrer, développer l'économie au service de la population. Pleine liberté pour développer l'économie de façon collective ! Il faut prendre exemple sur l'Ethiopie qui a offert des terres privées aux paysans et ceux-ci la travaillent collectivement. Les paysans disent la même chose au Portugal. Pleine liberté pour la création artistique, pour la littérature, la peinture, la musique, qui contribuent à élever la dignité et la fraternité humaine !

L'existence de 14 Etats ouvriers, d'une vingtaine d'Etats révolutionnaires, du développement révolutionnaire des masses, ont développé des sentiments de fraternité, de dignité humaine très élevés dans le monde entier. Voilà ce que doivent exprimer la musique, la peinture, la littérature. Nous ne sommes plus dans ces domaines à l'étape de l'intérêt individuel, et ce pour aucune des relations humaines. Nous sommes contre que l'on peigne ou que l'on écrive pour faire l'éloge de l'assassinat, du crime ou de la pornographie. Cela n'a rien à voir avec la liberté d'expression. Ecrire contre les Etats ouvriers, présenter comme le fait Soljenitsyne l'Union Soviétique comme une prison, n'a rien à voir avec les droits littéraires. Il montre seulement qu'il est un idiot qui défend l'intérêt privé du système capitaliste et d'une couche du capitalisme.

L'Union Soviétique était une étable ; elle est aujourd'hui le pays le plus grand de l'histoire, ayant presque atteint le niveau de développement des Etats-Unis sur tous les aspects, y inclus économiques. Elle lui est de plus infiniment supérieure dans les relations humaines. Quels droits littéraires peuvent avoir un Soljenitsyne ou un Sakharov pour écrire en fonction d'un recul de la propriété étatisée à la propriété privée ? Cela n'est pas de la littérature, cela n'a rien à voir avec la liberté. C'est la pornographie des intérêts individuels qui veulent faire reculer l'histoire vers la propriété privée. C'est l'intérêt capitaliste, c'est ce qui détermine la guerre, la misère, la faim, le chômage, alors que l'Etat ouvrier tend à les éliminer.

Nous saluons la création des S.U.V. et l'action de la classe ouvrière

Nous saluons la création des organes de soldats, et appelons le prolétariat à en créer de semblables en alilance avec les paysans, les soldats, les syndicats, les partis ouvriers. Nous les appelons à développer les comités d'usines qui fonctionnent actuellement très bien pour le programme des étatisations, du contrôle de la production, pour le maintien du contrôle de toute l'activité de l'armée, de l'économie, de la société, de la politique. On en finira de cette façon avec la contre-révolution. Là est la pleine liberté pour tous ceux qui veulent donner des idées, prendre des initiatives, développer la création artistique, culturelle et scientifique. Pleine liberté pour tous ceux-là ! Là c'est nécessaire. Par contre, la pluralité n'est pas nécessaire pour que le bourgeois puisse écraser les communistes, le mouvement ouvrier, ou pour laisser la propriété aux patrons. Nous nous y opposons parce que c'est maintenir les bases de l'arrièrement. La propriété privée est à la base de tous les retards de la société et de l'histoire. On ne peut séparer la démocratie des formes de la propriété. C'est absurde ! Le patron ne voit-il pas la liberté et la démocratie en fonction de ses intérêts ? Les ouvriers, les paysans, la petite-bourgeoisie les voient différemment. Ils voient que pour progresser il faut éliminer la propriété privée. Ils éliminent un patron, mais ouvrent les portes du progrès à des milliers. Ils leur permettent de vivre mieux, de développer leur capacité, leur intelligence, de penser objectivement, et non écrasés par les intérêts de la propriété privée.

La crise du gouvernement Gonçalves a été déterminée par l'absence de parti, d'une direction, et non par une quelconque impuissance. La révolution portugaise a une force, une puissance formidable ! Son armée est en train de faire jouer un tel rôle aux SUV. C'est elle qui a donné la liberté aux colonies. Elle a permis de sortir du fascisme et de faire faire au pays en un an des progrès sociaux considérables, même si économiquement ce n'est pas encore le cas. Le développement social et politique de ce pays montre que toutes les conditions existent pour que le Portugal soit à cours délai un Etat ouvrier, pour qu'il élimine le capitalisme. Voilà ce qu'il faut faire. Le fond de la lutte de Soarès et du PPD contre les communistes, le MDP, les SUV, etc... concerne les formes à donner à la propriété : propriété privée ou propriété étatisée.

La démocratie qui surgit de la propriété privée sert à perpétuer le capitalisme, la répression, la guerre, le meurtre dans les colonies. L'élimination de la propriété privée crée les conditions pour éliminer les causes de la guerre, pour élever la capacité créatrice de toute la population portugaise. L'exemple le plus notoire et probant est donné par l'effondrement du fascisme qui a permis au Portugal de développer la capacité créatrice du peuple portugais. Une partie de cette capacité est certes la musique, la littérature, la peinture, mais cette capacité a infiniment moins d'importance que la capacité créatrice exprimée dans les SUV. La première apporte une explication intellectuelle qui ne touche que quelques cercles, qui ne mobilise et n'encourage que peu de gens dans la société.

Les SUV permettent par contre de mobiliser toute la société. On peut parler là de capacité créatrice ! La révolution a été capable de cela. Il faut généraliser de telles conclusions, immédiatement. Là doivent avoir tous les droits les tendances différentes, les gauchistes, les ultra-gauchistes, les socialistes, les communistes, les posadistes, tout le monde, y inclus les socialistes qui ne sont pas de gauche mais qui sont d'accord pour éliminer le capitalisme. Ils ont le droit d'être là pour faire partie du processus d'éducation de la démocratie socialiste qui attire et convainc ceux qui ont peur de l'avenir socialiste.

Les socialistes contre-révolutionnaires qui veulent la propriété privée, ne sont pas des socialistes, ils ne sont que déguisés en socialistes. En effet, les socialistes veulent au minimum l'élimination des causes qui engendrent les maux de la société, c'est-à-dire la propriété privée, le capitalisme, et non les Etats ouvriers.

Toutes les erreurs des Etats ouvriers, absolument toutes, du passé, d'aujourd'hui et de demain, est le 0,0 % de ce que fait le capitalisme. Les Etats ouvriers impulsent le progrès de l'histoire et les masses le comprennent très bien. Les erreurs de Staline, n'ont ni écrasé, ni découragé le cours de l'histoire vers le socialisme, elles n'ont pas découragé la classe ouvrière.

Celle-ci, son avant-garde, a compris que le stalinisme était un processus transitoire de l'histoire. Elle a empêché le capitalisme d'écraser l'Union Soviétique, de la vaincre pendant la guerre. Les masses soviétiques ont défendu l'Etat ouvrier, même avec Staline et la répression stalinienne, montrant qu'elles savaient défendre objectivement le progrès de l'histoire. Il en est de même aujourd'hui.

Il faut faire intervenir la classe ouvrière au Portugal avec beaucoup plus de force, avec un rôle beaucoup plus grand partout. Il faut en discuter ouvertement. Le Parti Communiste, doit discuter ouvertement du besoin de faire intervenir les masses, qui doivent pouvoir discuter, échanger des idées, apprendre du cours de l'histoire. Elles doivent discuter, discuter

Ed. Resp.: C.Pôlet - 51a, rue Garibaldi - 1060 Bruxelles

CE DE DIRECTION RÉVOLUTIONNAIRE

et discuter pour organiser les étatisations, le contrôle ouvrier, la démocratie ouvrière. Il faut aussi appeler les socialistes à intervenir. Telle est la base de la nouvelle étape qui rend possible à court délai un grand développement de la révolution au Portugal. Le capitalisme n'a pas de force pour écraser le Portugal.

La préoccupation de tous les camarades communistes, socialistes, gauchistes, portugais, sur les forces du fascisme est très importante. Mais le fascisme n'a pas de force. La base essentielle du peu de force qu'il peut encore avoir, tout comme en ce qui concerne le capitalisme mondial, réside dans le manque d'initiatives, de décision, dans les lents progrès anti-capitalistes de la révolution portugaise. Plus la révolution stagne, se limite à progresser avec des mesures anti-capitalistes, plus le poids et la prépondérance des capitalistes dans l'économie et en conséquence dans la société augmentent. La base de leur intervention, de celle du fascisme, de la réaction bourgeoise, est la propriété privée, qui est leur point d'appui dans la société. Il faut éliminer cette propriété pour éliminer la réaction. Ce n'est pas attenter à la démocratie, car ils ne sont pas un besoin de l'histoire. Le capitalisme, la bourgeoisie, ne contribuent en rien à la capacité scientifique, économique de la société. Ils n'incorporent rien du point de vue des droits démocratiques, des droits humains. Ils ne font dans tous ces domaines que le strict nécessaire à l'accumulation de leur capital. En conséquence, ils ne font qu'amputer la science et le développement économique, contrairement à l'Etat ouvrier dont l'intérêt objectif est de les développer. Le prolétariat a objectivement intérêt au développement de la société. Aucun égoïsme ne l'empêche de développer de façon illimitée la science, la technique, la culture et l'économie.

La crise actuelle conduit à des changements à gauche

La concession faite par le gouvernement portugais aux ouvriers de la construction est très grande. Cette crise conduit à des changements. Rien de cela ne peut durer. La situation actuelle est instable et va vers des changements qui ne peuvent être de droite, mais à gauche. Les masses sont intervenues. Le prolétariat avec les ouvriers de la construction et d'autres secteurs sont intervenus à ce niveau, parce qu'ils sentent que le problème n'est pas seulement de salaire, mais concerne le programme, la politique, les objectifs.

La droite va essayer de réprimer et les socialistes aussi, de façon camouflée, dissimulée, au nom de la démocratie, de l'ordre, c'est-à-dire de la démocratie et du désordre d'avant. La droite socialiste a déjà laissé assassiner des communistes, a laissé la droite intervenir contre les militants communistes défendant dignement leurs locaux. Il en sera de même aujourd'hui.

L'intervention du prolétariat, des comités d'usines, l'intervention des masses est en train d'impulser le Parti communiste, les gauchistes, la gauche socialiste, la gauche démocratique à sentir que le problème est celui d'un programme qui assure le développement socialiste sur la base des étatisations. « Socialisme » n'est sinon qu'un mot décoratif. Socialisme signifie un moyen pour éliminer les injustices, les inégalités, l'exploitation de l'homme par l'homme. Il signifie des mesures économiques et un rôle plus élevé des masses et du prolétariat.

Il faut appeler au front unique entre socialistes, communistes, gauchistes, forces armées démocratiques, qui sont d'accord pour le développement du socialisme. Il faut réaliser un accord sur la base d'un programme et non d'une définition abstraite du socialisme. Il faut un programme qui conclut à la nécessité des étatisations, du contrôle ouvrier, à l'intervention de la population dans tous les problèmes du pays. C'est elle qui doit être la véritable assemblée constituante. Cette assemblée doit consulter la population dans les usines, les campagnes, les bureaux, les casernes. Il faut développer et appuyer le rôle démocratique socialiste et révolutionnaire de l'armée comme le font les SUV. C'est ce que font et veut faire la majorité des soldats, des sous-officiers et en partie des officiers du Portugal. Il faut montrer que la solution des problèmes du progrès au Portugal a pour base un tel progrès des masses. Il faut montrer que la crise actuelle n'est pas occasionnée par le soulèvement des ouvriers de la construction.

Lorsque ces ouvriers, dont le poids est très grand, vue la faible industrialisation du pays, se soulèvent, montrent une telle décision, rencontrent un tel écho, démontrent d'une telle fermeté, et attirent la mobilisation concentrée de toutes les parties du pays, c'est parce qu'ils jouent un rôle nécessaire que les partis ne jouent pas. Même le Parti Communiste exerce son rôle à travers les ouvriers de la construction ou de la métallurgie. Ce n'est pas mal, mais il doit aussi l'exercer directement comme parti. Lorsque la mobilisation parvient à un tel niveau, c'est parce que le Portugal est mûr pour un gouvernement de gauche. Il manque une direction qui maintienne le programme, vers le socialisme qui existe déjà, et qu'il l'étende. Il faut dire clairement ce qu'est le socialisme ; que sans bases économiques il n'a aucun sens. Il n'y a que de simples balbutiements qui permettent à la bourgeoisie de continuer à dominer. Il faut lui ôter le pouvoir économique, politique et social. Voilà quelle est la façon de marcher vers le socialisme. Nous pouvons discuter s'il est nécessaire d'y aller par étapes, mais les masses montrent qu'elles veulent le faire maintenant.

Les conditions mondiales favorisent de tous les points de vue l'approfondissement de la révolution au Portugal. Approfondir signifie étatiser, planifier l'économie, faire intervenir les masses dans les quartiers, dans le décisions, dans la direction de celles-ci. Il manque des techniciens, des ingénieurs, des experts, il faut les développer au sein de la population. Les inconvénients existants sont réels ; l'économie du pays est arriérée. Mais celle de la Chine, de Cuba, de la Hongrie, de l'Indochine ne l'était-elle pas davantage ? Et aujourd'hui, où sont ces pays ? La base pour avancer est l'élimination de la propriété privée ou de l'essentiel de celle-ci, parce que cela permet d'organiser l'économie en fonction des besoins de la population, de la consommation et de l'exportation.

Tout le processus mondial est favorable. Le capitalisme a des forces armées, mais il ne peut les utiliser comme il l'entend. Il ne peut faire la guerre, la répression, intervenir comme il veut. Il existe un processus d'élévation, de l'intervention des Etats ouvriers, particulièrement de l'Union Soviétique, en appui des avances de toutes les mesures anti-impérialistes, de suppression de la propriété privée. Même si la forme est encore compénétrative, l'appui va à des mesures correctes, c'est là un stimulant très grand, une base d'alliance avec le progrès objectif de l'histoire.

On ne peut critiquer l'Union Soviétique et les Partis Communistes en les accusant de bureaucrates ou de représentants d'intérêts étrangers à la révolution, alors qu'ils sont en train de donner cet appui. Il faut par contre faire les critiques nécessaires pour élever leur intervention par une élévation de l'intervention des masses, de la démocratie soviétique, de l'utilisation de la planification de l'économie, à tous les niveaux, ce qui se trouve être empêché par les formes bureaucratiques actuelles des Etats ouvriers, des Partis Communistes. Il faut intervenir avec cette discussion, en appelant au front unique.

Le capitalisme a échoué mondialement, et continuera d'échouer dans toutes ses tentatives de déterminer le cours de l'histoire. Il ne peut plus le faire. Cela revient maintenant aux Etats ouvriers, à la lutte des masses du monde. La crise du capitalisme est totale, absolue, complète. Elle embrasse tous les secteurs de l'économie, de la politique, de la société, toutes les institutions sur lesquelles s'appuie le régime capitaliste. L'église est en crise, une grande partie gagnée par la révolution. La police est en crise, une grande partie influencée par elle et le progrès de l'histoire. L'armée de même est influncée chaque jour davantage par la révolution. Dans toutes les structures de soutien du système capitaliste la crise s'accroît, affaiblissant et empêchant celui-ci de se concentrer, de se centraliser, de monopoliser le pouvoir comme classe,, de se lancer contre les révolutions. Sa crise accroît au contraire ses contradictions internes, les exacerbe, empêche tout accord pour faire face à temps aux avances de la révolution.

Là aussi, comme au Portugal, on peut voir les progrès de la révolution. L'un des aspects essentiels de cette crise du capitalisme est l'expression qu'elle en a dans les armées qui passent du côté de la révolution : Portugal, Ethiopie, Pérou. Elles passent directement du côté de la révolution. Il ne s'agit pas de pays quelconques, mais d'importance où les armées étaient au service de l'impérialisme oppresseur. C'est là un des faits les plus beaux de l'histoire.

La révolution mondiale a persuadé l'armée portugaise de donner la liberté aux colonies, d'éliminer le fascisme. Les Etats ouvriers, l'héroïsme des masses soviétiques qui ont écrasé le nazisme, celui des révolutionnaires, des guérilleros d'Angola, du Mozambique, de Guinée Bissau, est inclus dans ce processus mondial de la révolution.

Il faut la pluralité pour que les Etats ouvriers interviennent en Angola. Ils ont besoin de tous les droits démocratiques pour intervenir au Portugal. Il faut appeler le mouvement ouvrier mondial, les Partis Communistes, socialistes, les centrales ouvrières, les Etats ouvriers, à défendre inconditionnellement le développement du socialisme au Portugal, avec des mesures concrètes d'étatisations, de planification de la production, de contrôle ouvrier. Il faut que le Portugal appuie pleinement et immédiatement le MPLA, qu'il l'aide en maintenant les échanges commerciaux. Il faut que le mouvement communiste, socialiste, les centrales ouvrières, accusent Holden Roberto, l'Unita, le FNLA, d'agents de l'impérialisme. Le MPLA a donné son programme : étatiser, développer une économie démocratique vers le socialisme. Le FNLA a donné le sien : la libre entreprise.

Il faut que tout le Portugal discute de cela, et qu'il se fasse une véritable Assemblée Constituante. Le Portugal a voté pour le socialisme, pas pour les socialistes ou les communistes, ou les démocrates. Il a voté pour le socialisme ! Le vote a été unanime. C'est toujours vrai, et c'est ce qui détermine le cours du mouvement des masses qui organise le cours du progrès du Portugal.

La manifestation des ouvriers de la construction montre que les conditions sont mûres pour que le prolétariat pèse davantage. Ses jugements, sa pensée, son rôle, doivent être décisifs. L'un ou l'autre ouvrier peut défendre un intérêt individuel, mais pas le prolétariat comme classe. Il faut le faire peser. Les socialistes, le MRPP s'appuient par contre sur les couches élevées de la petite-bourgeoisie liées aux colonisateurs, à la bourgeoisie et à l'impérialisme. Elles sont leurs bras à l'intérieur du Parti Socialiste, de la social-démocratie. Il faut briser cela. Le prolétariat n'a aucun lien avec la créaction mondiale. Ses liens avec l'Union Soviétique, à travers le Parti Communiste, ne sont pas réactionnaires, mais progressistes et convenables. Nous critiquons certains aspects de la politique des PC et de l'URSS, mais la fonction de cette dernière n'en est pas moins complètement progressiste de tous les points de vue. Il faut l'appuyer. Nos critiques visent à impulser objectivement le processus vers des formes plus complètes du socialisme, et que ne fait pas la direction de l'URSS. Le rôle de l'Union Soviétique signifie un progrès immense. On ne peut pas mettre sur un même plan le Parti Socialiste et le Parti Communiste. Ce dernier ne cherche pas des alliances pour écraser la révolution portugaise comme le fait le Parti Socialiste, uni à Holden Roberto.

Il faut appeler les masses socialistes, le Parti Socialiste, y inclus Soarès, à une discussion publique. Les masses socialistes doivent intervenir sur les objectifs de la révolution, sur les mesures à prendre, sur les conditions favorables pour aller au socialisme.

Il faut appeler à la formation d'un gouvernement de gauche, ayant un programme de développement de la révolution socialiste, un programme d'étatisations, de planification de l'économie, de contrôle ouvrier, de monopole du commerce extérieur. Il faut que les cadres, les directions, les partis, et le mouvement syndical, interviennent pour déterminer l'application du programme de la révolution socialiste. Telle est la conclusion à appliquer pour résoudre la crise actuelle. Pendant ce temps, la nouvelle direction se forme avec le Parti Communiste, les gauchistes, le mouvement syndical, les comités d'usines, la gauche socialiste, les secteurs démocratiques. Il manque un mouvement de masses, un front unique, une direction qui ait confiance et assurance dans le programme d'étatisations, dans le monopole du commerce extérieur, dans la planification et le contrôle ouvrier.

L'impérialisme yankee n'a pas la force de décider ce qu'il veut, quand et comment il le veut. Il est obligé de suivre le cours de l'histoire déterminé par les Etats ouvriers et les masses du monde, en alliance objective et parfois organique. On voit au Portugal. L'impérialisme va de crise en crise. Les chutes et faux-pas de Ford, les coups qu'il se donne, sont autant de signes de faiblesse. L'impérialisme ne se mesure évidemment pas par cela, car les armes atomiques dont il dispose peuvent causer de grands dommages à l'humanité, mais son insécurité s'exprime aussi dans ces faux-pas. Tout cela exprime effectivement de la faiblesse. L'impérialisme yankee ne peut que se baser sur la dispute sino-soviétique, sur la concurrence qu'ils se font, pour essayer de gagner des positions et du temps. Cela veut dire que ce n'est pas lui qui détermine le cours du processus mais qu'il court derrière, même avec ses armes atomiques. Ils sont donc conscients que les armes atomiques ne décident pas l'histoire ; elles peuvent décider en partie du processus historique mais pas de son cours. L'intelligence décide et pas les armes, et l'intelligence humaine a déjà décidé pour le socialisme.

La situation au Portugal, comme en Angola, l'appui et la reconnaissance immédiate de l'Union Soviétique de l'Angola montre le processus de régénérescence partielle des Etats ouvriers. Voilà pourquoi l'URSS se trouve impulsée à intervenir pour appuyer tant l'Angola que le Portugal. Tous les révolutionnaires, les Partis communistes, les gauches socialistes, les groupes gauchistes, doivent compter avec cela. Même avec des oscillations, il s'agit là d'une ligne de l'histoire, d'une nécessité objective de la science, de l'économie, du développement social des Etats ouvriers, des masses du monde, de la lutte de classes et de son élévation. Il s'agit là d'un rapport de forces absolument favorable à la révolution socialiste, impulsant les Etats ouvriers à une telle intervention. Il faut compter avec cela, mais les Partis Communistes n'en discutent pas.

Discuter ne signifie pas se soumettre à l'URSS, encore que si cela est nécessaire il faut se centraliser (ce qu'ils appellent se soumettre). Cela ne signifie pas abandonner tout jugement critique, mais appuyer inconditionnellement comme le font les posadistes en tout moment. La défense inconditionnelle de l'Union Soviétique signifie que les inconvénients, quels qu'ils soient, passent après la défense de l'URSS.

Nous appelons en conséquence le mouvement communiste mondial à appuyer une telle attitude, à discuter des expériences du Portugal et de l'Angola, pour mieux en recevoir toutes les influences, pour adopter une politique de renversement du système capitaliste dans le monde entier. On peut avancer avec des méthodes parlementaires, électorales, mais celles-ci restent insuffisantes. Même les grèves générales sont insuffisantes. Il s'agit dans tous ces cas d'aspects, de moyens, d'instruments, qui permettent d'attirer les couches les plus arriérées de la population, de les gagner grâce à la volonté de lutte, de leur montrer que la lutte décide. Sinon, on se laisse déterminer par la concurrence électorale, et ce sont alors les couches hautes de la petite-bourgeoisie qui influencent les couches basses et moyennes, les paysans. Il s'agit d'un problème de rapport de forces de qualité des forces, et non d'un problème de quantité. Celle-ci est ensuite gagnée, attirée.

Il faut changer l'histoire le plus vite possible pour couper court aux désastres et aux crimes du capitalisme. Nous en avons la preuve avec ce que fait Holden Roberto et l'Unita. Si leur intérêt était de représenter réellement les besoins objectifs de l'histoire, il discuterait programme et politique, il verrait alors que les progrès des Etats ouvriers sont dus aux étatisations, à la planification, au monopole du commerce extérieur.

Nous appelons les militants communistes à une telle discussion, tirant la conclusion que le capitalisme ne s'en ira pas, qu'il faut le renverser, et que pour attirer les couches électoralement influencées par lui, il faut que le prolétariat montre son assurance, sa capacité à diriger la société. Voilà ce qui les gagnera. De même pour l'armée.

Le poids de la bourgeoisie, sa capacité, son autorité sociale, politique et économique, diminuent dans le rapport de forces mondial, et cela s'exprime partout. Les camarades communistes, gauchistes, socialistes du Portugal, comme du reste du monde, doivent s'appuyer sur cette conclusion. Le capitalisme ne s'en ira pas, il faut le renverser. Il faut l'expulser par la force, et cette force existe. Soarès n'a pas eu une majorité électorale pour lui. Le prolétariat a voté intégralement pour le Parti Communiste, pour un programme communiste, pour une

(Suite page 4)

LA CRISE AU PORTUGAL...

(Suite de la page 3)

issue anti-capitaliste. La petite-bourgeoisie, les paysans, depuis les élections jusqu'à aujourd'hui, sont en train de prendre pour appui le prolétariat qui accroît son autorité.

La discipline militaire et le raisonnement politique

L'issue de la crise actuelle au Portugal peut être contenue par les manœuvres de la droite, par des mouvements d'appareils, de sommets, qui retiennent ou fassent reculer en partie le niveau atteint par la révolution. Mais les masses ont déjà intervenu, pesé, vu qu'elles pouvaient résoudre, obliger par exemple le gouvernement à soutenir l'indépendance de l'Angola. Celle-ci est le produit de la lutte des masses portugaises, et la direction du MPLA doit les en remercier. Elle doit en outre remercier le Parti Communiste, le MDP, d'une intervention qui a permis de parvenir à l'indépendance. Tout cela montre la force qui existe, même si la droite s'appuyant sur les socialistes, parvient transitoirement à contenir, à dévier. Les masses sont de toutes façons en train d'intervenir directement et ouvertement, tout comme les soldats, et le prolétariat dans les comités d'usines.

Les soldats ont dépassé le sentiment de discipline militaire et ont acquis maintenant celui de l'ordre dans l'orientation politique. L'armée agit comme un instrument politique et plus comme assassin. S'en est fini de la discipline bourgeoise dans l'armée. La discipline est politique et fonction de ce qu'il faut faire. Une armée qui a donné la liberté aux colonies qu'elle opprimait, dispose déjà d'une base de raisonnement qui ne peut plus être de soumission à la hiérarchie militaire, qui est politique. Un tel raisonnement politique fait qu'un gauchiste de 18 ans vaut autant qu'un général de 70 ans. Ce sont les idées qui comptent pour décider qui a raison. C'est là une contribution du Portugal à la révolution socialiste mondiale, une très bonne contribution des masses et du peuple portugais.

La résistance des ouvriers de la construction, le siège qu'ils ont fait du Parlement, avec l'appui de tout le prolétariat du pays, et d'une immense partie de la population, des militaires, montrent comment le prolétariat sent qu'il doit intervenir d'une façon plus décisive, plus résolue, pour changer le cours du processus politique au Portugal. Il sent qu'à l'inverse, le Portugal fait une politique qui favorise l'impérialisme, la propriété privée, qui maintient l'ordre de celle-ci.

Les ouvriers de la construction, de l'industrie, de la campagne posent qu'il faut étatiser et planifier la production, établir le monopole du commerce extérieur. Ils ne parlent pas de propriété pour eux, sinon de son étatisation, de manière à ce que l'Etat puisse planifier. Ils démontrent ainsi un niveau de conscience historique, une résolution pratique concrète, immensément supérieure à celle de la direction politique actuelle et du gouvernement actuel. Leurs idées correspondent aux besoins du développement de l'économie qui exige pour être développée et en conséquence pour satisfaire les besoins des masses portugaises, les étatisations. Les paysans montrent également qu'ils veulent développer l'agriculture, l'économie et élever le niveau de vie du peuple portugais. Ils se sentent les dignes représentants de ce peuple, des porte-parole conscients du progrès de l'histoire. C'est aussi pour cela qu'ils ne demandent rien pour eux, veulent travailler la terre, la développer à travers la planification. Il existe un processus d'occupations de terres qui n'est pas une dispute pour la propriété, pour qu'elle passe aux mains des paysans, ou pour développer un nouveau type de patron. C'est un moyen de développer l'économie. Tout cela montre l'immense supériorité de la propriété collective, contre les limites du développement des plans de propriété privée, avancés par le gouvernement et les tendances socialistes de droite.

Il faut un front unique des paysans, des journaliers, des petits et moyens propriétaires — dans des organismes propres — en alliance avec les ouvriers, pour développer l'économie. Les ouvriers doivent aussi avoir leur propre syndicat, des organismes exclusivement ouvriers, pour pouvoir influencer la petite-bourgeoise qui aspire et croit encore au développement à travers la petite parcelle. Il faut lui montrer que la propriété étatisée, le travail collectif est meilleur pour élever son niveau de vie, de culture, de relations humaines. C'est le moyen d'éliminer les problèmes obsédants de la lutte pour maintenir la propriété, qui accapare tout le temps, crée des relations mouvementées dans la famille, développe des rapports antagoniques. C'est aussi la condition pour éliminer le chômage. Comme le pose une partie importante des paysans aujourd'hui au Portugal, il faut développer l'agriculture et l'économie sur la base des étatisations ; de cette façon l'avant-garde entraînera tout le reste.

L'armée est d'accord avec cela. Si une majorité ou une partie décisive de celle-ci avait appuyé les plans de recul de l'économie et de la politique, elle aurait déjà appuyé la répression. Si les ouvriers de la construction ont pu faire une telle mobilisation avec un tel succès, c'est parce qu'ils ont pu compter avec l'appui, la solidarité, les aspirations semblables, une compréhension identique, d'importants secteurs de l'armée. C'est sur la base de telles conclusions qu'il faut mener les discussions politiques publiques.

Nous appelons en conséquence tous les camarades gauchistes, de tous les groupes, à discuter, à intervenir, à maintenir leur initiative, leur décision de lutte. Nous les appelons à discuter du besoin de planifier l'économie. Il faut que la discussion publique intervienne et pèse comme force essentielle de l'économie et de la société, le prolétariat. La marine, l'armé de terre, l'aviation, doivent appeler le prolétariat à intervenir, ainsi que la petite-bourgeoisie. Il faut faire peser le prolétariat qui a objectivement intérêt à faire progresser l'histoire. Sa fonction dans l'économie l'empêche de développer des intérêts individuels. Il fait partie d'un processus de production collectif et développe en conséquence les sentiments collectifs de la société. Il est pour cela plus proche de la vérité historique, de la vérité concrète. Son rôle l'empêche de développer des sentiments conservateurs et privés. Ses sentiments sont objectifs et fonction du progrès de l'histoire.

Il faut faire intervenir le prolétariat ; appeler le Parti Communiste à le faire intervenir davantage dans la vie politique, à discuter tous les problèmes, à tirer des conclusions, à montrer également que les Sakharov, les Soljenitsyne existent dans la mesure où n'existe pas une pleine démocratie soviétique, le droit de tous d'écrire en fonction de l'intérêt du développement du socialisme. Il faut laisser écrire les masses et non les Soljenitsyne et les Sakharov.

Il faut défendre l'Angola avec toutes les forces

La libération de l'Angola est un coup formidable à l'impérialisme yankee. Il faut appuyer inconditionnellement l'indépendance et le développement de l'Angola avec le MPLA en établissant un programme commun pour étatiser et planifier l'économie. Il faut lancer un appel mondial aux ouvriers, aux paysans, à l'armée, pour établir un front unique qui soutienne inconditionnellement le programme de développement de la révolution en Angola. Plus cette révolution s'élève, plus elle gagne en dignité et plus s'élève la conscience, la capacité et le rôle historique des militaires révolutionnaires du Portugal. Ce processus de la révolution angolaise exerce son poids sur les militaires portugais, sur le prolétariat, les paysans, la petite-bourgeoisie révolutionnaire, et brise un des liens essentiels, un des principaux moyens de domination de l'impérialisme yankee, français, allemand, espagnol. Le triomphe de l'Angola est un coup immense porté à l'impérialisme ; c'est une avance immense du rapport de forces mondial favorable à la révolution.

Le développement de l'Angola, avec l'appui de l'URSS, affaiblit une des bases stratégiques, économiques, politiques et militaires de l'impérialisme en Afrique. Il accroît au contraire la force de la révolution. Il faut appeler à discuter publiquement ce rôle que doit jouer la liberté et l'indépendance de l'Angola, que les Etats ouvriers doivent appuyer inconditionnellement, alors que la Chine mène une politique réactionnaire d'appui au FNLA.

Il faut faire un programme de discussions publiques sur les revendications et le développement de l'économie, du contrôle ouvrier, des étatisations. Les ouvriers ont besoin de vivre, il faut leur assurer un minimum d'élévation du niveau de vie et de culture ainsi qu'à toute la population. Si le capitalisme n'accumule pas le capital, l'Etat peut le faire. Tous ceux qui posent qu'il faut maintenir la propriété privée, comme moyen de développer l'économie, mentent. Ils ne font que pousser à l'inrichissement et à l'accumulation du capital individuel pour les capitalistes. Ceux-ci ne peuvent développer l'économie qu'à un très faible niveau dans la mesure où ils agissent en fonction de leurs intérêts. Et même ainsi, ce n'est qu'une très faible partie de la plus-value qui va sur le marché et qui ne peut en conséquence développer la vie, la civilisation, l'économie, la dignité humaine, la consommation.

Il faut défendre l'Angola avec toutes les forces, toute la passion, toute la décision. Nous saluons et embrassons fraternellement et de manière communiste les masses angolaises, la direction politique d'Angola, qui, maintient et défend dans les pires conditions le développement de la révolution.

Nous prenons aussi position contre la remise du Sahara (espagnol) au Maroc. Ce pays doit être indépendant et se développer comme un Etat ouvrier. L'impérialisme est en train de prendre là une mesure contre le développement de la révolution en Afrique, et directement contre l'Algérie. Il veut enrichir les monopoles avec le phosphate, les minerais et le pétrole contre le développemnt de l'économie du pays. Ils essaient de contenir la révolution algérienne en utilisant le Maroc. C'est une attitude réactionnaire, profondément réactionnaire. La « marche verte » et celles qui éventuellement suivront, les accords que peuvent passer l'impérialisme espagnol et le Maroc sont réactionnaires. Il faut les empêcher et lutter pour l'autodétermination de ce pays. Le Portugal aussi doit peser de toutes ses forces pour la liberté et l'indépendance du Sahara, pour qu'il se constitue en Etat révolutionnaire, en Etat ouvrier, planifiant la production, élaborant un plan d'industrialisation, de développement de l'économie agricole, en accord avec les Etats ouvriers. Le progrès de l'histoire est le résultat de l'intervention des masses, des programmes révolutionnaires d'étatisations, de planification, et de la direction de l'économie par les masses.

L'impérialisme prépare un coup contre-révolutionnaire au Portugal en s'appuyant sur la droite du Parti Socialiste, sur sa peur de la propriété étatisée et des mesures socialistes. L'impérialisme prépare un tel coup sous le prétexte du danger totalitaire. Les communistes ne sont pas totalitaires. Le totalitarisme signifie que l'économie est aux mains d'une petite couche de capitalistes. Or, les communistes, même lorsqu'ils se sont trompés sur tel ou tel aspect politique, développent les intérêts de l'économie étatisée et permettent ainsi un très grand progrès du développement des relations humaines.

L'impérialisme prépare des coups pour contenir la révolution. Si les socialistes et le PPD acceptent les nationalisations, la planification, les masses trouveront les moyens d'établir des rapports démocratiques, de discussion, d'opinions, appuyés sur la base sociale économique, c'est-à-dire sur la base de leurs relations humaines. Il en sera ainsi pendant toute une période.

Le fascisme n'a pas de force, ni mondialement, ni localement. Nous sommes à l'étape de la révolution socialiste. Il faut appeler les Etats ouvriers, et l'URSS en particulier, à intervenir davantage. Il faut appeler les ouvriers portugais, les soldats, la petite-bourgeoisie, à intervenir en exigeant, en imposant à la Chine de cesser de s'allier avec les capitalistes, contre la révolution, qu'il s'agisse de l'Angola ou du Portugal.

Il faut discuter ouvertement avec l'Union Soviétique et les autres Etats ouvriers d'un front unique, d'une centralisation pour le développement de la révolution socialiste mondiale contre le système capitaliste, en appui inconditionnel au développement de la révolution en Angola, au Portugal. Il faut qu'ils interviennent pour imposer à la Chine de discuter du développement de la révolution socialiste. Le conflit sino-soviétique, et dans ce cas l'attitude criminelle des Chinois, est une des bases essentielles du soutien du système capitaliste. Il faut s'adresser aux masses chinoises avec un programme de développement de la révolution socialiste, de l'économie en Chine et dans le reste du monde.

Toute cette discussion doit être faite dans les syndicats, et porter sur les problèmes de l'économie, sur la direction du pays, sur la façon de supprimer le capitalisme de faire le front unique avec les Etats ouvriers. Tous les syndicats et les centrales ouvrières doivent intervenir en front unique avec les socialistes, les communistes, les gauchistes, le MDP, les posadistes, dans une discussion sur les étatisations et le programme des progrès du Portugal, sur la base économique et sociale. Cette base économique doit être celle des étatisations, des accords avec les Etats ouvriers. La base sociale doit être celle de l'intervention directe des masses dans les campagnes, les entreprises, l'administration, exerçant le contrôle ouvrier.

L'objectif est de planifier la production pour faire avancer l'économie. Le retard du Portugal n'est pas dû à l'un ou l'autre capitaliste, mais au système capitaliste, qu'il apparaisse sous sa forme démocratique ou fasciste. C'est la même chose. Les Etats-Unis sont un pays de « démocratie ». La France est un pays de « démocratie ». Mais il y a autant de répression, de crise, d'assassinats, qu'ailleurs. Il y a des millions de chômeurs, et le niveau de vie est en continuelle régression. Là est la base de la lutte de classes.

Ls Etats ouvriers, l'Union Soviétique entre autres, ont par contre démontré comment ils ont été capables d'atteindre en quelques dizaines d'années le niveau des pays capitalistes. La Chine est partie d'un effroyable retard, c'était un pays de type exclavagiste. Aujourd'hui, elle exporte des techniciens, des ingénieurs. La misère et le chômage ont été éliminés. C'est l'étatisation de la propriété, la planification de la production, le monopole du commerce extérieur et aussi le développement démocratique soviétique des masses, leur intervention dans le contrôle ouvrier, une totale démocratie qui leur permet de formuler toutes sortes de jugements, d'opinions, de critiques, qui sont à la base de ces résultats. Tout cela permet d'éliminer l'arbitraire, l'arrogance, l'inégalité, et de créer les bases d'un développement plus large de la démocratie dans la littérature, les sciences et l'art.

Nous saluons avec tout notre amour communiste les masses portugaises qui sortant d'une misère incroyable, de 50 années de fascisme, ont renversé celui-ci, et se préoccupent de développer la société, et non chacun individuellement. Comme c'est beau ! Là sont les bases objectives de la démocratie. Les masses portugaises, et parmi elles le prolétariat, doivent peser plus constamment, plus profondément, plus régulièrement. Pour ce faire, il faut une activité, une discussion publique objective de toutes les expériences de la lutte de classes. Il faut tirer la conclusion de cette lutte, à savoir que le capitalisme ne s'en va que si on le déloge. C'est un problème de ligue historique : propriété privée ou propriété étatisée ; planification de la production ou production individuelle.

Nous saluons avec toute notre affection et tout notre amour les masses portugaises, les militaires portugais, les secteurs de la petite-bourgeoisie qui avec leur action contribuent à ce processus de développment de l'histoire. Nous saluons, avec tout notre amour communiste les masses communistes et socialistes qui contribuent à ce processus.

J. POSADAS — 13 novembre 1975

La mort de Franco, les libertés démocratiques en Espagne et le marxisme - *22 Nov. 1975* - J. POSADAS

Voir en page 2

MISE EN REGIE DES ACEC OU ETATISATION SOUS CONTROLE OUVRIER. (voir en page 4)

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

LUTTE OUVRIERE

Abonnement 12 num. . . 70 F
Abonnement 24 num. . . 150 F
Abonnem. de soutien . 300 F
Correspondance :
B. P. 273 - Charleroi
C.C.P. : 9762.34 de C. Pôlet.

ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE — IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 Fr. - 14ème Année — No 257 - 26/12/1975 Hebdomadaire

EDITION REVUE MARXISTE

VIENT DE PARAITRE

J. POSADAS

Le processus de la Révolution Permanente et la régénérescence partielle des Etats Ouvriers.

Ve ÉCOLE MONDIALE DE CADRES

Décembre 1974

DE LA GREVE D'UNE HEURE A LA GREVE GENERALE POUR IMPOSER UN PLAN OUVRIER CONTRE LA CRISE

EDITORIAL

Mardi prochain, une grève générale d'une heure va arrêter tout le pays en principe. Cette arrêt de travail signifie un progrès ; nous l'appuyons, et nous appelons à l'étendre à tous les secteurs et pas seulement à la classe ouvrière. Mais il n'est pas suffisant. Il ne contient aucun objectif, aucun programme précis.

La bureaucratie syndicale veut, par cet arrêt de travail, faire pression sur le capitalisme. Elle-même est obligée de faire quelquechose pour essayer de canaliser et de contenir la puissante volonté de lutte qui monte de tous les secteurs de la classe ouvrière. Mais elle appelle à une action de pression sur un Parlement qui a déjà voté la "Loi-Programme", pour obtenir quelques amendements. Les capitalistes ne se sentent pas très affectés par ce genre de pressions qui n'ont pas d'objectifs résolus.

Il est un fait que la grève est importante. Elle donne un sentiment de force à la classe ouvrière qui est capable, en une heure, de faire arrêter tout le pays. Plus rien ne bouge. Cela veut dire, d'autant plus, que les capitalistes tous ensemble seraient pris à la gorge par une grève générale pour un temps indéterminé, avec une mobilisation des masses dans les rues. Mais pour cela, il faut donner un programme et des objectifs anti-capitalistes.

Le chômage, les fermetures d'entreprises ne font qu'augmenter. Alors, il faut proposer des mots d'ordre bien concrets : 36 heures immédiatement ! pour toute l'industrie et 32 heures dans la sidérurgie et les secteurs les touchés par la crise Seulement, la bureaucratie syndicale ne dit pas un mot de cela. Pourtant, c'est ce que la base veut et elle l'a manifesté dans tous les congrès régionaux, dans les assemblées.

Si les directions syndicales appellent à la grève générale, d'ailleurs ce n'est pas parce qu'elles la souhaitent, mais c'est le résultat d'une résolution de la base qui s'est fait entendre malgré le fonctionnement féodal des syndicats. Mais les dirigeants enlèvent toute substance à cette grève générale.

Pour s'opposer aux fermetures, que ce soit en France, en Belgique, en Italie, en Amérique Latine, la classe ouvrière revendique les étatisations sous contrôle ouvrier. Les directions n'acceptent pas cette conclusion des ouvriers. Alors les travailleurs, eux-mêmes, décident les occupations d'entreprises, la mise en fonctionnement, la vente, sous leur propre direction. C'est un niveau très élevé de décision. Cela montre tout d'abord que les ouvriers se sentent capables de faire fonctionner, de diriger les entreprises sans les capitalistes. Ils se sentent supérieurs à eux, car ils font une meilleure gestion. Avant, on entendait dire : "Mais sans argent, on ne sait rien faire". Maintenant, c'est fini.

Les militants socialistes et communistes dans les entreprises doivent tenir compte de ce niveau. La classe ouvrière est décidée à se mobiliser. Ce sont les directions qui ne veulent pas marcher.

Il y a un constant progrès de la classe ouvrière dans le monde entier. En Espagne les travailleurs se mobilisent par milliers, avec les étudiants, les ménagères, les vieux et les jeunes à leurs côtés, malgré que les emprisonnements et la répression continuent. En Belgique aussi cette résolution existe, mais elle ne trouve pas de réponse dans les directions, malgré tous les efforts que fait l'avant-garde pour les obliger à bouger. La campagne du PSB "Il est moins cinq" a rencontré un très grand appui. Les militants socialistes sont allés aux meetings et manifestations; cherchant à imposer à leur direction une politique allant contre le capitalisme, et plus loin que le Parlement. Mais les dirigeants socialistes refusent de sortir de ce terrain, en disant que c'est la droite qui veut pousser les ouvriers à descendre dans la rue. Mais on ne saura pas imposer au Parlement, un programme qui comprend les étatisations, le contrôle ouvrier, les 36 heures immédiatement. Loin de là.

Il faut donc continuer a organiser des sections socialistes et communistes dans les entreprises pour faire peser la classe ouvrière dans le Parti Socialiste, pour influencer la gauche démocrate-chrétienne, à partir de la base. Il faut étendre des fronts de la gauche comme celui qui s'est formé aux ACEC, et les élargir aux tendances révolutionnaires, dont les trotskystes-posadistes. Toute la tactique que le PSB a utilisé jusqu'à présent pour séparer la gauche chrétienne du PSC a échoué, parce qu'il s'est limité à une polémique parlementaire et n'a pas proposé de programme clairement anticapitaliste.

Cependant la crise au sein de la démocratie-chrétienne est très profonde. La base chrétienne s'entend avec les communistes et les socialistes. Les dirigeants de la CSC n'ont pas su faire autrement que d'accepter une action dans le Front Commun Syndical, grâce à la base ouvrière chrétienne. Mais cette masse ne s'exprime pas avec toute sa force, car elle est prisonnière encore dans le PSC-CVP.

Cependant la direction social-chrétienne est en crise, les hésitations et les manoeuvres du gouvernement Tindemans en sont un exemple. Il ne satisfait pas pleinement aux exigences du grand capital. La direction PSC-CVP se sent en danger face à la radicalisation des masses catholiques. C'est pourquoi elle a constitué cet organisme de cadres réactionnaires, le CEPIC, qui s'est donné pour but la défense inconditionnelle de la propriété privée : cela veut dire que face au gauchissement de certaines tendances chrétiennes, la direction du PSC se réorganise pour garder son homogénéité et garder la haute main sur la politique du PSC. Elle n'a donc pas reculé devant l'offensive des socialistes au Parlement, ni devant la radicalisation de la CSC, du MOC. Elle renforce sa ligne droitière, de défense inconditionnelle du capitalisme.

Mais, avec la création du CEPIC, elle montre sa faiblesse. Il faut s'adresser à la gauche chrétienne pour qu'elle rompe avec le PSC-CVP. Mais pour l'influencer dans ce sens, il faut mobiliser les sections d'entreprises, mobiliser la classe ouvrière, montrer que c'est elle qui est capable d'être la direction sociale du pays.

C'est pour cela qu'il faut, à partir de cet arrêt de travail d'une heure, préparer la grève générale, avec comme objectif, la diminution du temps de travail à 36 heures sans pertes de salaires, l'étatisation sous contrôle ouvrier, l'expropriation des entreprises qui veulent fermer, un plan d'investissements de l'Etat. L'argent est dans les banques. Il faut les nationaliser ! Il faut organiser la grève générale pour aboutir à la chute du gouvernement Tindemans et imposer un gouvernement de gauche.

PARAITRA DANS LE PROCHAIN JOURNAL ET SOUS FORME DE BROCHURE :

LE SOULEVEMENT MILITAIRE DU 25 NOVEMBRE ET LE PROCESSUS DE REVOLUTION ET DE CONTRE-REVOLUTION AU PORTUGAL

30 Novembre 1975 — J. POSADAS

LA MORT DE FRANCO, LES LIBERT ET LE MARXISME

Les déclarations de Carillo après la mort de Franco ne sont pas tout à fait mauvaises. Il est correct de poser non la défense de la démocratie, mais le besoin présent d'un front pour les droits démocratiques. Il faut partir de là pour aller ensuite plus loin en respectant avant tout dans un tel accord l'indépendance du mouvement ouvrier et des paysans. Il peut inclure des partis bourgeois et même le roi, s'il veut, mais le mouvement ouvrier se doit de mener de l'avant son propre programme, ses propres perspectives et montrer devant la société, sa décision, ses objectifs, les possibilités supérieures qu'il offre. Il doit disputer aux partis bourgeois le niveau de conquêtes à atteindre. Tout cela est possible et il n'y a aucune raison d'avoir peur. Seul le manque de décision historique des directions fait que celles-ci ne posent pas ainsi le problème de la tactique.

La timidité du parti communiste espagnol

Il ne s'agit pas non plus d'invoquer la petitesse du parti, car le PC espagnol est bien que petit, très courageux dans les luttes et un grand nombre de ses militants ont été assassinés. Cependant la direction est politiquement très timide, allant jusqu'à parler de la « dictature personnelle de Franco ». Une telle dictature n'existe pas.

Il faut analyser d'où Franco tire des forces, qui il représente, d'où lui vient le pouvoir. Franco représente les hautes sphères financières liées à toute la bourgeoisie qui, par crainte d'une issue révolutionnaire, a limité son opposition à la personne de Franco. Même aujourd'hui, elle continue de retarder certaines libertés démocratiques par peur que les communistes et les socialistes ne leur donnent un plus grand développement.

La bourgeoisie agit comme classe et n'a pour cette raison aucune préoccupation pour un « retour à la démocratie ». Il n'y a jamais eu en Espagne de démocratie, à l'exception de la brève période du front populaire. Le « retour à la démocratie » signifie pour la bourgeoisie la possibilité de développer les affaires en s'appuyant sur l'impérialisme yankee. Un autre secteur veut s'appuyer sur les Etats ouvriers. A ce niveau se situent les différences au sein de la bourgeoisie.

L'attitude du Parti communiste, malgré le courage de ses militants, reste en ce qui concerne l'analyse, le programme, les objectifs, en deçà des immenses possibilités existantes. La bourgeoisie l'entoure pour qu'il s'adapte, pour qu'il ne donne pas une issue de classe. Elle tâche de l'assujétir pour qu'il n'aille pas à fond dans les revendications et les perspectives.

La mort de Franco va unifier les masses pour les conquêtes qu'elles se sentent capables de réaliser. Voilà ce que la bourgeoisie veut empêcher. Elle veut compter pour cela avec le PC et le PS.

Il faut intervenir en appelant au front unique de toutes les tendances ouvrières pour un programme de développement économique, d'étatisations, donnant satisfaction aux revendications ouvrières, des employés, des paysans, de front avec certains secteurs de la bourgeoisie pour les droits démocratiques.

Les ouvriers, les syndicats, les socialistes, les communistes, les anarchistes et certains républicains de gauche, encore assez nombreux, doivent lancer en même temps un appel pour un programme plus à gauche que celui des droits démocratiques, qui ne soumette pas les revendications ouvrières et paysannes. Là est le plus important pour toutes les luttes en Espagne, tout comme en Italie. C'est plus important que tout ! Voilà ce qui peut donner confiance aux masses, leur permettre de se comprendre et d'unifier leur volonté d'action, sous l'impulsion du secteur le plus combatif d'entre elles.

Il faut un programme commun de revendications communes, non pour sauver le capitalisme, mais pour le jeter à bas. Les secteurs révolutionnaires de la classe, ont, même sans être majoritaires, la possibilité d'exercer une immense influence, dans la mesure où ils représentent la volonté de tout le reste de la population qui n'a pas les moyens de s'exprimer. C'est le cas par exemple des masses démocrates-chrétiennes, catholiques en général et d'une partie des républicains.

L'impérialisme et les partis bourgeois essayent d'empêcher que l'après franquisme crée une situation et des conditions proches d'un Etat révolutionnaire ou d'un Etat ouvrier en Espagne. Voilà ce qu'ils veulent empêcher.

La position de l'URSS est assez bonne ; pas tout à fait correcte, mais assez bonne. Elle est meilleure que celle du PC espagnol. Elle a formellement déclaré la mort de Franco, en appelant à une « démocratie avancée ». Cette déclaration, sans être tout à fait correcte est meilleure que celle du PCE.

Un des aspects très importants de la discussion actuelle en Espagne réside dans les divergences des différents partis communistes sur la façon d'interpréter ce qui va se passer en Espagne et sur ce qui se passe dans le reste du monde, en séparant ces deux processus.

La faiblesse du franquisme

Si le franquisme était réellement fort, s'il avait la capacité de dominer, il se poursuivrait après la mort de Franco, ce serait sinon attribuer à ce dernier des pouvoirs magiques. Ce n'est pas à l'instant de sa mort que le rapport de forces change d'un point de vue matériel. Voilà bien longtemps qu'il était non un cadavre, mais un homme inerte et servait de couverture à une certaine unité. Sa mort ne change rien.

L'opposition bourgeoisie n'a pas osé le renverser. Les communistes et les socialistes n'ont pas non plus organisé les forces pour le faire. Il n'était pas impossible de le liquider. Quel était son pouvoir pour maintenir la dictature, assassiner et tuer des milliers, si à peine mort, ce pouvoir n'existe plus ? Voilà déjà des années que ce type n'avait plus aucune valeur. Il ne parlait plus, vivait comme un idiot. Il était la forme vivante de l'idiotie. Sa mort n'est pas la perte d'un pouvoir, mais d'une force. De pouvoir, le franquisme n'en avait ni avant, ni maintenant. Franco n'était un centre que dans la mesure où ni la bourgeoisie, ni les partis ouvriers n'ont eu la décision de le jeter dehors. Comment l'armée en serait-elle arrivée aujourd'hui à discuter de revendications démocratiques ? Les conditions ne datent pas de maintenant. C'est là un exemple de la faiblesse des objectifs et du programme des partis ouvriers et des syndicats. Sinon, voilà déjà longtemps que Franco aurait été liquidé. Voilà de quoi il faut discuter.

Il y a pour toutes ces raisons une discussion très profonde en Espagne et dans les partis communiste et socialiste. Des secteurs posent qu'après Franco, c'est au tour des communistes et des socialistes, tandis que les directions proposent un programme démocratique en comptant convaincre la bourgeoisie. Si elle les donne, cela montre que par la force, les masses peuvent obtenir dix fois plus. La bourgeoisie ne donne de toutes façons jamais rien par décision propre.

Le régime capitaliste pense comme régime, comme régime bourgeois, à la façon dont il est actuellement constitué dans la société. Aussi ne cède-t-il que contraint et forcé et pour éviter qu'on ne lui en arrache davantage. Il cède alors pour faire fléchir les secteurs conciliateurs du camp ouvrier, socialistes, communistes, anarchistes, républicains, et empêcher que les masses n'aient un accès direct, ne puissent exercer une plus grande pression pour de plus grandes conquêtes. Il y a les conditions pour que l'Espagne soit à bref délai un Portugal.

Le fascisme a duré 50 ans au Portugal. Il semblait un géant et en un jour il est tombé. En réalité ce n'est pas en un jour, car les conditions existaient depuis longtemps. Elles n'ont pu s'exprimer par manque de direction. Ni les partis communistes, ni les Soviétiques, ni les Chinois, ni les socialistes n'ont prévu cette chute. Aucun ! A l'inverse, ils auraient écrit, parlé, intervenu. Nous l'avons fait. Nous avons montré bien avant que l'armée allait intervenir. Les Soviétiques et les Chinois le savaient — ils étaient informés, mais n'avaient pas la politique pour intervenir. Il est si beau de voir comment les masses espagnoles ont, dans les pires difficultés, maintenu leur opposition, leur lutte irréductible contre Franco.

La combattivité et maturité du peuple espagnol

Le plus important n'a pas été l'assassinat des camarades basques — assassinat qu'il faut condamner — mais ceux quotidiens perpétués contre les ouvriers communistes, socialistes, républicains. Malgré cette répression quotidienne, le peuple espagnol ne s'est pas soumis, ne s'est pas laissé terroriser, sinon, il n'y aurait pas la réaction qu'il y a aujourd'hui. Il est prêt à combattre. Pourquoi les directions ouvrières ne s'appuyent-elles pas sur cela ? Elles auraient dû. Ne l'ayant pas fait, elles parlent aujourd'hui de la « dictature personnelle de Franco ». Elles veulent ainsi justifier leur politique de conciliation. Elles n'analysent pas, ne montrent pas la situation qui existe, mais seulement justifient leur manque de politique.

Le capitalisme a reçu au même moment des coups de partout : au Portugal, en Angola, au Vietnam. Il les a reçu en même temps et maintenant les algériens appellent à rejeter l'accord livrant le Sahara espagnol aux marocains. Il faut discuter de tout cela.

Carillo vient de déclarer : « notre différence avec le parti communiste portugais est que nous passons des accords pour les libertés démocratiques ». C'est absurde ! Le PC portugais a des positions infiniment meilleures et sous bien des aspects très bonnes que le PC espagnol dont la position est suiviste vis-à-vis de la bourgeoisie. Il ne se dispose pas à défendre la bourgeoisie, mais n'en a pas moins une politique manquant d'assurance de classe. Il lui manque aussi une compréhension marxiste.

Voilà pourquoi il n'analyse pas, ne fait

BILAN DE LA MANIFESTATION NATIONALE POUR LES LIBERTES EN ESPAGNE

La manifestation du 19 décembre à Bruxelles pour les libertés démocratiques en Espagne a été importante, exprimant le sentiment de l'avant garde ouvrière, révolutionnaire de Belgique pour en finir avec le dernier pays fasciste d'Europe, pour renverser le capitalisme partout en Europe. La participation a été importante, 15.000 personnes étaient présentes représentant toutes les organisations ouvrières, politiques, démocratiques et révolutionnaires. L'ambiance était très combative, tout le monde, criait, des mots d'ordre, chantait des chansons sans cesse avec beaucoup d'énergie et de passion.

La manifestation exprimait le sentiment de tous les militants de gauche, leur volonté de se solidariser avec les luttes des masses en Espagne, mais aussi le sentiment, la décision de lutter contre le capitalisme en Belgique.

Mais il y a eu aussi quelques problèmes qui sont nécessaires de discuter. La manifestation était organisée par le CNAPD, comprenant les partis politiques PSB, PC, PCE, MOC et les organisations de jeunes de ces différents mouvements. Le service d'ordre du CNAPD a organisé une chaîne de militants à la fin de la manifestation "officielle" pour la séparer des "gauchistes" ; le LRT qui faisait partie du Comité en a été exclue sans décision d'une réunion ; AMADA et l'UCMLB criaient des mots d'ordre complètement incorrects et antisoviétique : Ni Ford, ni Bresjnev. Indépendance de l'Espagne. Nous ne sommes d'accord ni avec les uns, ni avec les autres. Indépendance de l'Espagne ? Qui signifie cette consigne ? Indépendance ! pourquoi faire ?

Nous pensons au contraire que l'Union Soviétique doit intervenir, pour aider, à la destruction du régime fasciste, pour aider à construire l'Union de la gauche en Espagne, L'impérialisme prépare la guerre, un exemple de cela est l'aggression contre les ministres de l'OPEP réunis à Vienne, l'impérialisme maintient des foyers de guerre dans le monde entier, il détruit ou cherche à détruire tout ce qui lutte pour la dignité humaine, pour le progrès de l'humanité. Par contre l'Union Soviétique, malgré sa direction bureaucratique, soutient tous les mouvements révolutionnaires, nationalistes, militairement et politiquement. Sans l'intervention de l'URSS le MPLA, ne pourrait pas mener la lutte contre l'impérialisme comme il le fait, sans

(Suite page 4)

TES DEMOCRATIQUES EN ESPAGNE

Novembre 1975

J. POSADAS

pas de comparaison historique, ne porte pas de jugement analytique sur les événements, les expériences réalisées, et se contente de déclarations. C'est le cas par exemple lorsqu'il dit « Franco était un dictateur », ou lorsqu'il parle de la « dictature personnelle de Franco ». Une telle dictature n'existe pas, car le pouvoir, la force, les moyens viennent de quelque part, représentent quelque chose. Il faut donc dire qui représentait Franco. Il représentait un petit, très petit noyau de la bourgeoisie espagnole. Le reste n'osait pas le renverser par peur de déclencher un processus où communistes, socialistes et anarchistes puissent prendre le pouvoir, non tant les directions que les masses. Telle est la raison pour laquelle la bourgeoisie n'a pas opposé une réelle résistance à Franco. Elle s'est limitée à une résistance diplomatique, parlementaire, mais ni politique, ni militaire.

Les problèmes du pays Basque, de la Galice, les Sévillans existent en Espagne, tout comme existent aux Etats-Unis les Ford et le Reagan. Ce sont des résidus de l'histoire. La solution n'est donc pas celle que propose le Parti communiste espagnol. Il parlait encore lors de son 8e Congrès des différents partis communistes régionaux, et de l'« incapacité de la bourgeoisie à résoudre les problèmes des régions ». Il faut en discuter, en armant la compréhension de l'avant-garde. Ce sont des problèmes très simples.

Il est faux de prétendre que les masses espagnoles vivent prisonnières de leurs coutumes, de leurs traditions, alors qu'elles se guident sur le monde pour développer leurs idées sociales et leur expérience. Elles s'appuient entre autres sur l'URSS, sur la Chine qui ont connu de formidables problèmes d'éthnies, de langues, de dialectes et aussi de nomadisme, comme la Somalie d'aujourd'hui. L'Etat ouvrier a été capable de résoudre tous ces problèmes. Les Chinois ont incorporé à la vie les femmes qui n'avaient aucune valeur, aucun poids social à l'époque capitaliste. Les femmes n'ont pas réagi pour se venger des hommes, mais pour s'intégrer à leurs côtés dans la construction du communisme. Les directions n'ont pas tiré suffisamment de conclusions de tout cela.

L'Espagne peut s'appuyer sur les expériences du monde, de l'URSS et de la façon dont elle a incorporé en six ans les peuples nomades. En Somalie aussi, ils ont en moins de temps encore incorporé les nomades et forgé une langue en partant des mélanges d'avant. Ces nomades, dépourvus de toute conception de vie, parlent aujourd'hui une nouvelle langue. Pourquoi les Espagnols ne discutent-ils pas toutes ces expériences ? Ils doivent le faire. L'Espagne a un niveau culturel et social infiniment supérieur à la Somalie. Elle a fait ses preuves et ses expériences à un niveau supérieur à la Somalie.

Ils doivent prendre en considération la façon dont les Chinois, les Soviétiques ont agi, et comment est en train d'agir la Somalie, le Yémen du Sud, ou le Vietnam où on refait le pays après tant de triturations subies du fait de l'impérialisme. Là est la science révolutionnaire. Il faut s'appuyer sur les expériences scientifiques pour promouvoir le progrès. De telles expériences sont valables pour le monde entier.

La lutte de classes est continue

Le marxisme ne détermine aucun délai dans les luttes, qui sont ininterrompues. Voilà pourquoi il est faux de poser qu'il faut une alliance transitoire avec la bourgeoisie, pour ensuite avancer vers des niveaux supérieurs. C'est là une conception stalinienne de la révolution par étapes. C'est avec une telle conception que le Parti communiste espagnol a « interrompu » la lutte de classes pour réaliser le front démocratique, en disant : « après viendra la lutte de classes ». Et pendant ce temps au nom de qui la bourgeoisie pense-t-elle ? œuvre-t-elle ? Au nom de ses intérêts, en vue de gagner des positions économiques, sociales, politiques et militaires. Voilà comment il faut discuter, et aborder les expériences réalisées dans des conditions similaires à l'Espagne, dans d'autres pays du monde.

La révolution est la plus élevée de toutes les sciences, dans la mesure où elle concentre les aspects les plus importants de l'activité humaine. Elle répond au besoin de concentrer, de centraliser la direction de la société pour le programme de ses progrès ininterrompus. Il n'y a aucune autre science ainsi. La médecine, la physique, les mathématiques, la géométrie sont toutes des sciences partielles, des aspects de l'activité humaine. La révolution est complète ! Elle permet de résoudre tous les problèmes et sur cette base tous ceux qui viendront ensuite. Elle requiert la forme la plus complète et la plus profonde de l'expérience prise, globalement. L'expérience du l'URSS n'est pas quelque chose d'ailleurs, mais nous concerne tous. La même chose pour celle des Chinois, des Cubains. Toutes ces expériences doivent être discutées. Elles ne peuvent être méprisées. Il n'est pas possible d'éluder l'expérience scientifique, entre autres ceiles que font les masses supérieures à celles de leurs dirigeants.

Le processus en Espagne est très riche. La mort de Franco ne met pas fin au pouvoir de la bourgeoisie espagnole, car il ne s'agit pas du « pouvoir personnel de Franco ». Voilà sept ans que ce type ne parlait, ni ne pensait. Il s'agit d'une classe, la bourgeoisie qui a soutenu Franco et dont le pouvoir se perpétue après sa mort. C'est de cette façon que l'on analyse en marxiste.

L'époque est celle de Marx et du marxisme. Pour encore longtemps le socialisme sera l'époque de Marx. Il n'y a pas dans les Etats ouvriers aujourd'hui le socialisme, car avec Marx cela signifie méthode scientifique de l'histoire. Il a montré qu'il avait raison, que sa méthode était correcte, qu'elle servait pour le passé, comme pour le présent et le futur. Tant que les classes existeront la méthode sera correcte. Même lorsqu'ensuite les classes auront disparu, le marxisme restera durant toute une période l'instrument irremplaçable. Il n'a pas pour principal objectif d'analyser le régime capitaliste, mais a essentiellement et fondamentalement pour rôle d'analyser le comportement des classes, les conditions et causes pour lesquelles elles pensent de telle ou telle façon dans l'économie, c'est-à-dire dans la société. Il analyse comment la structure de la conscience est déterminée par l'intérêt économique, comment la conduite humaine est déterminée par l'intérêt social et avant tout économique. Voilà comment il faut analyser.

Il faut discuter des raisons pour lesquelles ils font de Juan Carlos le roi. En ayant recours à ce type, la bourgeoisie montre qu'elle n'a aucun courant capable politiquement en son sein de canaliser le capitalisme, montrant à quel point son système est faible. Voilà ce que doit dire le PC espagnol. La désignation d'un tel roi ne signifie ni force, ni capacité, et encore moins avenir pour le système capitaliste. Il faut le renverser ! Même Carillo comprend qu'il en est ainsi lorsqu'il dit : « Nous sommes disposés à la grève générale pour le renverser par la force ». Il faut demander qu'il applique cela, ce qui serait une bonne mesure d'hygiène pour l'Espagne.

Tout cela fait partie d'un processus d'exacerbation de la lutte de classes en Espagne et dans le monde entier. Une des choses les plus belles et les plus élevées de cette lutte est l'unification du Vietnam et l'organisation des soldats au Portugal.

Il faut appeler en Espagne au front unique pour les libertés démocratiques, pour l'indépendance du mouvement ouvrier et des partis ouvriers. Il faut un front unique sur un programme d'étatisations, de planification. Il faut montrer que l'échec de Franco provient du manque de bases sociales, de forces sociales. Il n'a pu s'appuyer que sur quelques forces militaires. Le manque d'une politique révolutionnaire lui a permis de se maintenir au pouvoir en Espagne. Il en va de même aujourd'hui pour le roi. Ils n'ont cependant aucune force sociale ni même réellement militaire. Si les militaires d'Espagne voient le PC, le PS disposés à de réels changements, ils organiseront rapidement une tendance comme au Portugal. Le capitalisme espagnol prépare lui, par contre un « Spinola espagnol » avec Diaz Alegria.

Les masses espagnoles ont plus de poids que celles du Portugal. Elles ont maintenu des luttes plus élevées et vont intervenir davantage. Il faut préparer et prévoir tout cela pour intervenir.

Le marxisme : un instrument irremplaçable

Conjointement à cette préparation, à ces prévisions, il faut analyser le processus avec la méthode marxiste. La condition essentielle du marxisme est de s'appuyer sur l'expérience historique et sa généralisation. La science demeure la base de l'analyse, lorsqu'il n'y a pas de peur à représenter les intérêts légitimes de l'histoire. Et le marxisme est la science la plus importante de toutes les sciences. C'est la méthode objective la plus complète. Elle permet d'analyser, de raisonner, de déterminer en accord avec l'intérêt objectif. Toutes les autres sciences n'analysent qu'apparemment. Elles jugent et déterminent en fonction d'intérêts de groupes, de secteurs, de la classe bourgeoise.

Le marxisme est un instrument irremplaçable. Il accroît sa richesse et sa valeur — pour parler en termes économiques — dans la mesure où apparaît comme juste et nécessaire ce qu'il affirme et se confirme. Le marxisme ne périt pas, ne se désintègre pas. Il s'élève et s'étend, car sa méthode affirme sa validité historique, en montrant que l'histoire est la lutte ininterrompue des classes, et que celle-ci détermine le comportement de la société.

Les expériences des coins les plus arriérés de l'histoire montrent comment des pays sans moyens économiques, sans unité géographique, se développent — comme en Somalie — grâce à la planification de l'économie en fonction des intérêts des habitants, de la société. Les gens passent du nomadisme à construire les bases d'un Etat ouvrier. Voilà de quelles expériences, il faut tirer des conclusions.

Il faut tirer la conclusion de ce que la bourgeoisie est impuissante et incapable en Italie et qu'elle ne tâche que de survivre. Elle cherche à résister à une situation économique catastrophique. Comme elle n'en a ni les moyens économiques, ni les moyens sociaux pour développer le pays et élever le niveau de vie, elle déambule, sans pouvoir non plus donner une solution militaire qui lui soit favorable. Elle déambule pour se soutenir.

La direction des partis ouvriers a l'obligation de constater que le capitalisme est impuissant, non parce qu'il le veut, mais parce que la classe dont il dépend est impuissante. Ce n'est pas qu'il ne veuille pas investir, mais il ne peut pas. Ce n'est pas qu'il ne veuille pas développer le pays, mais il ne peut pas. Discuter d'une autre façon, c'est vouloir obliger le capitalisme à se tirer une balle dans la tête, ou le sauver.

Ce n'est pas parce qu'il ne se corrige pas, que le capitalisme ne fonctionne pas, mais parce qu'il est un système de contradictions. C'est Karl Marx qui le dit, même si un grand nombre veulent l'enterrer. Il le répète constamment dans ses textes : « le régime capitaliste est un régime de contradictions ». La contradiction essentielle est que tout en développant la science, la technique, la productivité, la richesse, il accroît la misère, les contradictions et les antagonismes sociaux. Il développe en conséquence, malgré la richesse, les conditions de la crise. Il se développe à travers des rapports contradictoires avec le prolétariat et avec lui-même. La concurrence inter-bourgeoise est contradictoire, alors que ses rapports avec le prolétariat sont antagoniques. Et cela s'exprime à tous les niveaux.

Le capitalisme ne peut se corriger. Il peut améliorer ses investissements, son type de production, mais c'est pour ensuite arriver au type de crise complète et insoluble actuelle. Il faut le remplacer. Le devoir des partis ouvriers est de discuter de la façon de le faire, en profitant de toutes les conditions, de toutes les opportunités, y inclus électorales et parlementaires. Il faut profiter de tout pour avancer au maximum, pour le désintégrer, pour briser le front capitaliste. On peut et c'est correct d'utiliser les moyens électoraux et parlementaires, mais à la condition que ce ne soit pas au prix des intérêts du mouvement ouvrier. Il faut donc un programme qui tende à le remplacer.

Il faut montrer que ce n'est pas telle ou telle erreur de gouvernement, de tel ou tel dirigeant ou ministre qui est responsable de la crise, même si cela joue un rôle. Tous les ministres font des erreurs. Il n'y a pas de ministre capitaliste véridique. Mais ce n'est pas la mauvaise administration capitaliste qui est responsable de la crise. A l'inverse aussi la crise provoque la mauvaise administration capitaliste. Il faut chercher les causes d'une telle situation dans l'existence même du système capitaliste. C'est cela la science. Un certain Karl Marx l'a déjà dit. C'était valable en son temps et encore aujourd'hui et demain, tant que le régime capitaliste existera.

La situation mondiale est formidable. Le rapport de forces peut se maintenir encore un moment, mais les directions sont et seront dépassées. Nous ne sommes plus à l'étape des bureaucrates et des administrateurs. Les gens élèvent leur capacité. Le peuple angolais par exemple vient de rien, vit dans une incroyable pauvreté, assiégé, mais déclare le MPLA représentant de son pays et passe maintenant à l'offensive. Lorsque des peuples aussi arriérés, n'ayant rien à manger, se décident à construire directement l'Etat ouvrier, c'est parce qu'il existe déjà un niveau de culture de toute l'humanité, non pas seulement de besoins et de compréhension, mais de culture. C'est un très haut niveau de culture dont fait preuve le peuple angolais en se décidant à construire directement l'Etat ouvrier. C'est une appréciation historique entre la pauvreté et le progrès, entre le besoin et le progrès. Là se situe le régime de propriété privée dont les gens ne veulent plus. C'est pourquoi les paysans de Beja — la zone agricole la plus importante du Portugal — ne demandent pas la propriété, mais veulent produire tous ensemble, car « c'est mieux pour le pays et pour eux aussi ». Cela montre un haut niveau de compréhension. Nous ne sommes plus à l'époque des bureaucrates et des administrateurs.

Tel est le niveau de l'humanité qui ne supportera aucune période prolongée de type stalinien, produit d'une époque de recul de l'humanité. Nous sommes à une époque d'ascension de l'humanité. Les directions font des calculs d'appareil qui les empêchent d'entendre les bruits de l'histoire.

Tout ce processus pèse en Espagne et élève les conditions pour la politique de front unique et d'indépendance du mouvement ouvriers et des partis ouvriers.

J. POSADAS

22 novembre 1975.

MISE EN REGIE DES A.C.E.C. OU ETATISATION SOUS CONTROLE OUVRIER

La nouvelle crise qui se pose aux ACEC met en évidence une fois de plus, quelle est la nature, la structure du capitalisme : la défense du profit maximum, la défense de la propriété privée. Lorsque le baron Empain a vendu les ACEC à la société américaines Westinghouse, le gouvernement belge a joint sa signature à celle des deux grandes sociétés capitalistes, pour garantir l'emploi, l'intégrité des ACEC et même assurer que l'embauche allait ouvrir de nouveau. On voit maintenant le résultat : les ACEC sont démantelés, l'emploi a diminué de plusieurs centaines de postes de travail, Westinghouse a tiré tous les profits possibles de l'exploitation des travailleurs. En 1970, nous avions posé que l'étatisation des ACEC sous contrôle ouvrier était la seule mesure *réaliste* pour ne pas subir les conséquences de cette incurie, et de la crise capitaliste et de cette loi de la défense de la propriété privée et du profit maximum. Aujourd'hui plus que jamais, c'est une conclusion qui s'impose pour pouvoir donner une solution dans l'intérêt des travailleurs des ACEC et de la classe ouvrière

Le Front Commun Syndical des ACEC pose actuellement que l'Etat doit prendre une part majoritaire des actions des ACEC, tout en laissant aux investisseurs privés, et essentiellement au Empain-Schneider le reste de la participation financière et donc la possiblité de continuer à tirer de plantureux benefices du travail des ouvriers. Ce n'est pas une solution. L'Etat en prenant 51 % des actions de l'entreprise va servir en fait à courrir les risques, à subventionner les modernisations, les rationalisations éventuelles et continuer à serivr de fournisseurs aux capitalistes qui vont, eux, continuer à faire des bénéfices. Les délégués syndicaux, dans leur demande de mise en régie des ACEC, proposent aussi un certain contrôle ouvrier sur l'entreprise. Mais cette revendication va rester seulement sur le papier parce que on ne met pas en cause ce qui est à la base même de toute cette crise : la propriété privée, le profit capitaliste. Pourtant toutes les luttes qu'ont déjà menées les ouvriers des ACEC sont là pour montrer que la classe ouvrière se sent forte pour mener un combat, pour affronter les capitalistes. Il sera nécessaire de lutter. Si on obtenait une participation à 51 % de l'Etat dans les ACEC, en discutant simplement autour de la table de négociations, cela voudrait simplement dire que les directions syndicales acceptent un marché dont les travailleurs feront les frais. Et s'il faut organiser une mobilisation des travailleurs, préparer l'occupation de l'usine, faire fonctionner l'usine pour démontrer ce que nous sommes résolus à obtenir, alors cela veut dire qu'on peut arracher l'étatisation et un réel contrôle ouvrier des ACEC. Les nombreuses occupations d'usines qui ont eu lieu en Belgique, avec mise en fonctionnement et vente des produits, sont là pour montrer que la classe ouvrière se sent capable de se passer des capitalistes, que le capitalisme n'est pas nécessaire pour assurer le développement de l'économie et que la classe ouvrière est prête à le faire elle-même. Alors pourquoi faudrait-il mener cette lutte pour remettre ensuite les ACEC aux mains des capitalistes, de la propriété privée !

Si l'Etat a une participation de 51 % dans les ACEC, cela ne veut pas dire qu'il en sera le maître, ni que la classe ouvrière va pouvoir y décider quelquechose. Parce que l'entreprise est toujours dirigée en fonction du profit capitaliste, même si les capitalistes privés sont minoritaires. Si ceux-ci n'y trouvent plus de profits, ils retireront leurs capitaux. Alors pourquoi leur offir une participation ? et s'ils y restent, c'est parce que ce fonctionnement "en régie" des ACEC va continuer à leur rapporter des bénéfices. Alors on aura lutté une fois de plus pour laisser les capitalistes se remplir les poches ! (dans un article de J. Posadas que nous publions à part, sont développées toutes ces idées, qui mènent à la conclusion qu'une politique d'étatisations est nécessaire de la part du mouvement ouvrier).

Un Front de gauche s'est formé récemment aux ACEC, regroupant la section socialiste de l'usine, la section communiste, le MOC. Ce regroupement est important et il montre que, sous la pression de la classe ouvrière, l'unification des forces est une possibilité : les travailleurs sont bien résolus à ne pas se faire avoir, comme en 1970 et à ne pas laisser brader leur entreprise. Nous croyons cependant que les camarades socialistes et communistes ne vont pas jusqu'au bout des possibilités. C'est erroné de dire que pour pouvoir faire ce front, il faut diminuer la revendication, et au lieu de réclamer l'étatisation, il faut se contenter de la "mise en régie", solution plus réaliste. Ce n'est pas plus réaliste ! Il se peut qu'on ne convaincra pas les dirigeants du MOC dans l'immédiat que l'étatisation sous contrôle ouvrier est la seule façon de maintenir l'usine sur pied. Mais ce n'est pas une raison pour laisser ce programme dans sa poche, quand on voit que c'est la seule solution qui répondra effectivement aux intérêts de la classe ouvrière. La base chrétienne, ouvriers et employés, va être convaincue si on mène une campagne décidée et claire pour montrer, argumenter sur la nécessité de l'étatisation.

Si les dirigeants du MOC ne sont pas convaincus, c'est surtout parce qu'ils manquent encore d'assurance pour mener la lutte contre le PSC, contre la direction de la Démocratie Chrétienne et aussi parce qu'ils espèrent – comme d'ailleurs une bonne partie des propres dirigeants socialistes et communistes eux-mêmes – qu'une "solution" intermédiaire pour sauver les ACEC pourrait être votée au Parlement. Une réunion de tous les députés de la région de Charleroi va avoir lieu mardi prochain dans ce but.

Nous sommes bien d'accord qu'il faut utiliser toutes les tribunes, et que le Parlement peut en être une également. Mais on ne peut pas attendre du Parlement qu'il vote une loi favorable à la classe ouvrière, à la population. On ne peut pas compter non plus qu'il le fera, sous la pression ou la menace d'actions des travailleurs. Nous sommes à une étape où la crise du capitalisme est totale, où celui-ci cherche à tout prix à faire payer sa crise par la classe ouvrière, par les masses laborieuses, où le gouvernement Tindemans veut faire passer coute que coute la Loi-Programme, le Plan de Relance, toutes ses nouvelles lois uniques. Comment changer une telle majorité parlementaire ? comment influencer dans un sens favorable aux masses, des députés libéraux ou PSC-CVP qui sont là pour défendre le capitalisme !

Ce n'est pas exclus que, dans le cours de l'action pour les ACEC, le gouvernement Tindemans envisage sa prise de participation à 51 % dans cette entreprise. Mais cela ne donnera rien de bon pour la classe ouvrière, ce sera une nouvelle forme de replâtrage du capitalisme belge, pour le pousser à affronter la concurrence mondiale inter-capitaliste. Nous devons réclamer l'étatisation sous contrôle ouvrier des ACEC et lutter en même temps pour que ce front de gauche qui s'est constitué aux ACEC s'étende à tout le pays et lutte pour un gouvernement de gauche qui respectera une politique d'étatisations et le contrôle ouvrier.

L'équipement productif des ACEC est tel qu'on peut le transformer, le reconvertir facilement et réorganiser toute la production pour fabriquer des biens de consommation populaire. Les syndicats, les sections socialiste et communistes doivent faire un plan de production aux ACEC, de toutes sortes d'appareils électro-ménagers, bon marché, dont les gens ont toujours besoin et ne peuvent même pas se payer parce qu'ils sont trop chers. La "rentabilité" pour les capitalistes, ne tient pas compte de ce dont les masses ont besoin, mais ce qui leur rapporte le plus de bénéfices. Tant que les capitalistes privés restent décisifs aux ACEC (et ils le seront encore même s'ils n'ont que 49 % des actions), ils décideront et orienteront la production selon leur profit. Autrement, ils s'en iront de nouveau comme Empain l'a déjà fait ! Cela suffit de cette dictature du capital ! S'il faut mener la lutte aux ACEC – comme nous le croyons également – en organisant l'occupation de l'entreprise, nous proposons de la faire produire et d'organiser toute la marche de l'usine sous le contrôle des ouvriers. Une telle action va être plus puissante pour convaincre tous les "chrétiens" hésitants, que mille palabres et concessions qu'on fait aux dirigeants démocrates chrétiens, parce qu'elle va montrer toute la capacité et la décision de diriger la société, qu'a la classe ouvrière. Nous appelons aussi les camarades communistes et socialistes des ACEC à montrer comment les Etats ouvriers ont résolu ces problèmes et comment il progressent, sur tous les plans. Non seulement il faut refuser tout licenciement aux ACEC, sous n'importe quelle condition, mais il faut aussi proposer de restructurer toute la production, mais pour cela, il n'y a pas d'autre perspective de vaincre qu'en exigeant l'étatisation sous contrôle ouvrier des ACEC.

BILAN DE LA MANIFESTATION NATIONALE POUR LES LIBERTES EN ESPAGNE

(suite de la p.2)

l'intervention des soldats cubains par milliers, le MPLA aurait déjà été détruit par l'impérialisme américain. L'intervention de l'URSS est nécessaire et indispensable, pour soutenir les mouvements nationalistes et révolutionnaires mais aussi pour aider les partis communistes à lutter contre les régimes capitalistes dans les différents pays de l'Europe, y compris en Espagne. Ces mots d'ordre sont non seulement incorrects mais sèment la confusion dans l'avant garde ouvrière, dans les militants socialistes et mènent à des attitudes réactionnaires de souhaiter la destruction de l'Etat Ouvrier Soviétique qui répresente une conquête sociale pour toute l'humanité.

L'attitude du CNAPD de séparer la manifestation "officielle" des gauchistes est bureaucratique et administrative, par manque de capacité d'argumenter que l'Union soviétique est un régime social supérieur. Il est indispensable de réaliser le front unique le plus large le plus complêt pour l'Espagne, et que toutes les tendances y participent. Le CNAPD agit ainsi contre les "gauchistes" qui agitent les mots d'ordre antisoviétique, mais aussi contre les autres organisations telles que la LRT et la IVème Internationale – posadiste qui n'acceptent pas de tels mots d'ordre en semant la confusion.

Le PCB, les Jeunesses Communistes, le PCE doivent organiser un débat, une discussion publique une polémique fraternelle pour démontrer par des arguments persuasifs et non par des chaînes, que l'URSS est un régime social supérieur et que son intervention est nécessaire. Notre parti a participé à cette manifestation avec une grande banderole, et a été repoussé par le service d'ordre jusque derrière les "chaînes", alors que nous avons demandé notre adhésion au CNAPD. Cette demande est restée sans réponse. Les militants communistes qui formaient la chaîne appliquent un ordre du parti sans le discuter. Cela n'est pas de la centralisation mais l'expression d'un ordre bureaucratique, d'un fonctionnement bureaucratique.

Nous invitons tous les militants communistes, socialistes, chrétiens de gauche à discuter dans leur organisation et dans le CNAPD que toutes les tendances puissent participer, et cela sur la base d'une discussion préalable des consignes. Il est nécessaire de continuer, d'intensifier la campagne de mobilisation en Europe pour renverser le capitalisme espagnol.

En Espagne, même, la classe ouvrière et les masses démontrent chaque jour qu'elles se préparent à renverser le régime. Il faut établir, un large front unique de toutes les tendances de gauche pour les libertés démocratiques, pour un programme ouvrier de développement ouvrier du pays, pour un gouvernement de gauche en Espagne.

Voilà les mots d'ordre qu'il faut discuter dans un débat public où toutes les organisations doivent participer.

Ceia est nécessaire également pour faire avancer le front de la gauche en Belgique.

ABONNEZ-VOUS A « LUTTE OUVRIERE »

Ed. Resp.: C.Pôlet – 51a, rue Garibaldi – 1060 Bruxelles